

UNIVERSITÉ DE LYON
FACULTÉ DE DROIT
ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

CONTRIBUTION
à la recherche de la répartition
de la fortune privée en France
et dans chaque département,
au cours de la première moitié
du ^{xx}e siècle

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
PRÉSENTÉE PAR
PAUL CORNUT

PRÉFACE DE
F. TRÉVOUX

Doyen de la Faculté de Droit et des Sciences Économiques de Lyon

LIBRAIRIE ARMAND COLIN, PARIS

1963

UNIVERSITÉ DE LYON
FACULTÉ DE DROIT
ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

CONTRIBUTION

à la recherche de la répartition
de la fortune privée en France
et dans chaque département,
au cours de la première moitié
du XX^e siècle



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
PRÉSENTÉE PAR
PAUL CORNUÉ

PRÉFACÉ DE
P. VERVOUX

Thèse de la Faculté de Droit de l'Université de Lyon

LIBRAIRIE ARMAND COLIN, PARIS

1961

UNIVERSITÉ DE LYON
FACULTÉ DE DROIT
ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

CONTRIBUTION
à la recherche de la répartition
de la fortune privée en France
et dans chaque département,
au cours de la première moitié
du XX^e siècle

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
PRÉSENTÉE PAR

PAUL CORNUT

PRÉFACE DE
F. TRÉVOUX

Doyen de la Faculté de Droit et des Sciences Économiques de Lyon

LIBRAIRIE ARMAND COLIN, PARIS

1963

UNIVERSITÉ DE LYON
FACULTÉ DE DROIT
ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

CONTRIBUTION à la recherche de la répartition de la fortune privée en France et dans chaque département, au cours de la première moitié du XX^e siècle

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
PRÉSENTÉE PAR
PAUL CORNUT

PRÉFACE DE
F. TREVOUX
Docteur en Droit et Sciences Économiques de l'Université de Lyon

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LIBRAIRIE ARMAND COLIN, PARIS
1963

Ce travail, effectué sans équipe et sans machine à calculer, a exigé plusieurs dizaines de milliers d'opérations. Des erreurs ont donc pu échapper à l'auteur, qui prie le lecteur de bien vouloir l'en excuser.

Préface

Chercher à mesurer la fortune privée a été tenté en France non sans bien des hésitations par divers procédés et à quelques reprises, mais surtout, semble-t-il, à des moments de relative stabilité monétaire. Toutefois les résultats obtenus semblaient sujets à de multiples réserves, car à la fois le concept de fortune privée, déjà bien délicat à définir en théorie, se heurte en pratique à des imprécisions nombreuses, et, d'un autre côté, les différentes méthodes d'évaluation employées, reposant sur des conventions pas toujours compatibles entre elles, ou correspondant plus ou moins avec la réalité, ne satisfaisaient pas pleinement l'esprit. Si la notion de revenu est déjà peu aisée à dégager et à saisir en pratique — d'où les difficultés d'application d'un impôt sur le revenu —, ces difficultés de tous ordres sont considérablement amplifiées, — multipliées par un coefficient analogue au « denier » (expression usitée communément sous l'Ancien régime et parfois jusqu'en 1914) (1) — lorsqu'il s'agit de la fortune.

Du point de vue théorique et logique pure, il conviendrait de partir d'une définition nette du capital et spécifier ce qu'on entend par fortune privée ; du point de vue méthode, il faudrait évaluer les biens d'une façon homogène. Est-ce que le prix du marché peut être valablement retenu pour la fortune privée dans son ensemble, puisqu'il ne porte que sur quelques unités échangées, alors qu'il s'agit d'une masse de biens qui, si elle venait à être vendue, bloquerait les marchés, ne trouverait contrepartie, si elle en trouvait, qu'à des prix bien plus bas ? Comment évaluer les biens — ils représentent les montants les plus élevés — qui n'ont pas de véritable marché et éviter une non-homogénéité quasi inévitable dans l'évaluation des divers biens ?

Et cependant l'analyse économique et la politique économique exigent de connaître la fortune d'un pays et la fortune privée.

Il est utile en effet de faire des études non pas seulement en termes de revenu mais en termes de capital. Correspondant peut-être à des vues à court terme, l'effort d'analyse depuis quelques décades a porté

(1) Le denier 20 correspond ainsi à une capitalisation d'après un taux d'intérêt de 5 % (5×20). L'administration de l'Enregistrement antérieurement à la loi du 27 mai 1918 évaluait les immeubles au denier 20 ou 25 suivant qu'ils étaient urbains ou ruraux.

surtout sur le revenu, notamment le revenu national. Mais on s'est aperçu que le revenu national envisagé seul ne permet pas de situer véritablement la situation d'un pays, pas plus que le rythme d'accroissement du revenu, son développement. Il faut tenir compte également du niveau du développement, des stocks, des capitaux (matériels et humains), de tout ce qui a été acquis et formé auparavant. Les études sur la consommation, les intentions d'achat, ont montré que les achats dépendent non seulement du revenu actuel mais du revenu escompté, des capitaux existants et de la liquidité de ces derniers. De plus, il y a un continuel flux et reflux du revenu au capital (épargne) et du capital au revenu consommé (desépargne). Ce flux incessant dans les deux sens utilise les multiples et divers intermédiaires financiers drainant les disponibilités pour les changer à travers divers écrans en capitaux, mouvements qui peuvent, suivant les conditions, faciliter une stabilité financière et économique ou déclencher à l'inverse un déséquilibre.

De plus les études de prospectives si à la mode de nos jours ne peuvent se faire qu'en utilisant, en plus de l'aspect fugace de revenu, le facteur capital qui repose justement sur des vues à long terme.

Il apparaît donc actuellement nécessaire de tenter d'ajouter l'analyse en capital aux études antérieures sur le revenu.

Même alors, du fait d'instruments de mesure bien imparfaits, et de conventions plus ou moins représentatives de la réalité, nous laissons de côté bien des jouissances immatérielles ou non comptabilisables sous des rubriques grossières ou trop globales, et il faut admettre que nous ne sommes pas encore à même de donner un tableau véridique et complet des phénomènes économiques.

Malgré ces difficultés, on ne peut donc que se féliciter qu'une telle étude d'évaluation de la fortune privée ait été tentée par Monsieur Cornut. Il a bien voulu accepter sur nos indications ce sujet qui l'a entraîné dans une suite longue et persévérante de recherches, d'études de documents, de dépouillements, de séries de calculs, de classements, d'analyses nombreuses.

Car, et c'est un des mérites de Monsieur Cornut, ce travail considérable, réalisé avec une patience et une minutie de bénédictin, il l'a fait seul, sans équipe, sans aides mécaniques. Pendant des années, en plus de son activité professionnelle, il a mis au point ses documents, élaboré ses concepts, fait ses calculs à la main, présenté ses résultats (graphiques et cartes). Ce travail illustre le fait que l'ère du travailleur individuel n'est pas close comme parfois on l'assure de façon péremptoire.

Par suite de sa qualité d'inspecteur de l'Enregistrement, l'auteur a naturellement été enclin à utiliser comme point de départ les statistiques fiscales, celles des successions déclarées, pour remonter à la fortune privée. C'est là un premier écueil : les statistiques fiscales

sont — faut-il le rappeler —, des statistiques faites par et pour l'administration fiscale, avec ses définitions propres qui ne coïncident que bien rarement avec celles de l'économiste. Ce sont des statistiques à l'usage interne et qui doivent être interprétées, comprises dans l'optique de la législation fiscale, et non destinées à l'usage externe de l'économiste ou du technicien de la comptabilité nationale. Il y a de nombreuses exceptions et les nomenclatures ne sont pas les mêmes. Il convient d'éviter par exemple la confusion entre la fortune, au sens fiscal, par département et la fortune du département. Les successions déclarées comprennent tous les biens des gens ayant en général leur domicile dans le département, quelle que soit la situation géographique de ces biens. Un exemple en serait fourni par un individu né dans la région de Barcelonnnette qui se retire après fortune faite au Mexique où il a gardé les éléments principaux de son patrimoine.

Ce procédé de partir des successions présente cependant l'avantage de ne pas créer de confusion de la fortune privée avec la fortune des institutions (sociétés, assurances, associations etc.) Or la place de cette dernière a beaucoup grandi depuis un demi-siècle ; les marchés financiers ont un fonctionnement différent du type classique lorsque, par exemple, 25 à 60 % des titres existants sont aux mains de sociétés ; d'un autre côté, le comportement et par suite le rôle économique de la fortune des institutions ne sont pas les mêmes que ceux de l'individu. Certains raisonnements de type keynesien s'appliquent mal aux institutions.

Mais une fois connu le chiffre des successions déclarées durant une année, pour s'élever au montant de la fortune privée totale, il faut le multiplier par un certain coefficient. L'originalité et le mérite de l'auteur a été d'appliquer un nouveau procédé : le taux de dévolution successorale qui consiste à tenir compte du taux de mortalité pour chaque groupe d'âge des décédés. Ce procédé donne certainement une approximation plus exacte que la simple annuité successorale.

Cette étude considérable, M. Cornut l'a poursuivie dans le temps, de 1908 à 1953, et dans l'espace, pour chaque département. Cela nécessite certes de recourir à de multiples conventions, sur certaines desquelles on peut parfois faire des réserves et dont la part d'inexactitude n'échappe pas à l'auteur ; mais on obtient ainsi une idée approximative des mouvements de la fortune privée, de sa composition et de sa répartition géographique.

Si l'on veut bien garder constamment en l'esprit la limitation et la relativité des statistiques d'ordre fiscal, les hypothèses diverses à la base des calculs, on arrive néanmoins à quelques grandes conclusions sans doute relativement exactes : pas de très grandes disparités, plus de la moitié de la fortune privée est immobilière, l'inégalité de fortune entre les personnes et entre les départements tend à s'atténuer surtout par le jeu d'une élévation des petites fortunes et dans le Sud,

ce qui est à rapprocher du mouvement des revenus ; certaines différences ne paraissent explicables que par des différences de comportement des individus ici et là et suivant les groupes sociaux.

Une telle étude est ainsi extrêmement enrichissante et suscite de nombreuses réflexions. Il est à souhaiter qu'elle soit la base et le point de départ de beaucoup de recherches ultérieures qui l'utiliseront.

Mais il conviendra de ne jamais examiner ces questions de revenu et capital avec un esprit strictement comptable ; car sur le plan théorique et sur le plan pratique les deux notions à la limite ne se rejoignent-elles pas ? Il faut toujours se rappeler que bien de nos conceptions, notamment la fortune privée globale, ne sont que des constructions de l'esprit, des abstractions, et surtout se souvenir qu'on laisse de côté le bien le plus précieux mais le plus insaisissable, le plus efficace mais le moins perceptible matériellement ; les connaissances, le savoir humain, osons même le dire, la sagesse, tout cela qui n'est pas susceptible d'être chiffré et qui n'a pas de prix.

F. TRÉVOUX

Doyen de la Faculté de Droit
et des Sciences économiques de Lyon

PREMIÈRE PARTIE

« En tout premier lieu, le programme gouvernemental de conservation des ressources doit établir quelles sont nos ressources et comment il conviendrait de les utiliser. Il nous faut dresser, sans perdre de temps, un inventaire des terres, des ressources minérales et des forêts de la Nation. »

Président H. TRUMAN

(message présidentiel à l'occasion de la présentation du budget de l'exercice 1947 : 14 janvier 1946).

Essai sur la répartition
de la fortune privée en France

CHAPITRE PREMIER

Fortune privée et fortune nationale

Le concept de fortune privée ne doit pas être confondu avec celui de fortune nationale : la fortune nationale comprend celle des particuliers, celle de l'État et des collectivités publiques (départements, communes, etc...) La fortune privée comprend l'ensemble des biens détenus par les personnes physiques et les personnes morales, et susceptibles d'être exprimés en unités monétaires. Mais la fortune des personnes morales s'exprime aussi sous forme d'actions, d'obligations ou de parts, et rentre ainsi dans le patrimoine des personnes physiques.

Cette obligation d'expression en unités monétaires exclut, de la notion de fortune privée, les beautés naturelles, les richesses du sol non encore exploitées, le génie inventif des habitants, etc...

Étendue et limite de la fortune privée :

Lato sensu, la fortune privée est incluse dans la fortune nationale, et comprend, comme elle, avec les biens meubles et immeubles de toute nature qui se trouvent sur le territoire français, les biens sis à l'étranger y compris les valeurs mobilières ; et, comme dans la fortune nationale, n'y sont pas compris les biens de toute nature sis en France et possédés par des étrangers.

Stricto sensu, la fortune privée comprend, au contraire, les biens situés en France possédés par des étrangers y demeurant, mais les biens français sis à l'étranger, autres que les valeurs mobilières, n'y sont pas compris. Cette définition répond aux exigences des lois françaises sur les successions et c'est dans ces limites que les fortunes privées seront analysées dans cette étude.

Différences entre la fortune privée et la fortune nationale.

Le concept de fortune privée, non seulement exclut les biens français à l'étranger, que celui de fortune nationale englobe au

contraire, mais s'en distingue sur un autre point important : elle comprend, en effet, les titres représentatifs de la dette publique, de la dette des départements, des communes, et des autres collectivités locales, que le terme de fortune nationale élimine par définition ; de même, la fortune privée comprend les valeurs qui se rapportent à une clientèle, soit de fonds de commerce, soit d'office ministériel, les brevets, les servitudes, etc..., qui constituent des richesses pour leur propriétaire, mais n'en sont pas pour la collectivité et que la notion de fortune nationale écarte aussi de son contenu.

Parmi les questions sujettes à controverse, se pose celle de savoir si nous devons inclure dans la fortune privée les avoirs monétaires individuels représentés par la masse des billets de banque. Puisque cette monnaie suppose des biens réels, il peut paraître erroné de la compter en même temps que ces biens qu'elle représente. On ne saurait ne pas l'inclure cependant, parce que ces signes monétaires, une fois créés ont une fonction économique propre, et présentent, comme l'a si bien remarqué Monsieur Vogel dans une série d'articles parus dans les *Cahiers de la Verein Für Sozialpolitick* (Vol. 173, Munich 1926) « Le caractère d'objets indépendants, servant aux échanges et à la mesure des valeurs. »

Par contre, les billets de banque ne sauraient être compris dans l'évaluation de la fortune nationale. Depuis 1925, la fortune nationale a diminué bien plus que la fortune privée, puisque, dans la composition de celle-ci, les créances sur l'Etat, les départements, les communes et toutes les collectivités publiques ont considérablement augmenté, tandis qu'elles ne comptent pas dans la fortune nationale.

Mais, après les dévaluations successives et la hausse des prix, la fortune privée a été, à son tour, fort amoindrie. Par ce procédé et en l'absence d'un système d'impôts élevés et équitablement répartis, l'Etat a pu se libérer de ses dettes de guerre.

En résumé, la fortune nationale et la fortune privée se juxtaposent sans se confondre : la première comprenant tous les biens de la seconde, diminués de la dette publique, de la valeur des clientèles et des biens situés en France possédés par des étrangers ; la seconde, tous les biens de la première, augmentés du montant de la dette publique, de la valeur des clientèles, et des biens français possédés par des étrangers, mais diminués de la valeur des biens appartenant en propre à l'Etat, et aux collectivités publiques, et de celle des biens français sis à l'étranger.

CHAPITRE II

Utilité d'une statistique de la fortune privée

Cette utilité est triple : fiscale, économique et sociale.

Utilité fiscale

Les évaluations de la fortune privée servent, mieux que celles de la fortune nationale, à l'assiette des impôts sur le capital : Droits de mutation par décès, taxes foncières, etc..., et à l'établissement d'un système fiscal cohérent, capable d'assurer une juste répartition des impôts entre les diverses communautés nationales.

Des catégories sociales se sont enrichies au cours de deux guerres mondiales ; d'autres ont tout perdu. Le rendement et la justice exigent une connaissance exacte des capacités contributives de chacun, qu'une statistique rigoureuse peut seule procurer.

Utilité économique

L'incidence de la richesse des particuliers, et de leur capacité contributive, sur la vie économique est considérable et réciproque. C'est pourquoi, les statistiques détaillées de la fortune privée, si précieuses au point de vue fiscal, répercutent directement, sur l'économie, l'influence qu'elles exercent sur l'impôt. D'autre part, les évaluations de la fortune privée témoignent de l'expansion nationale considérée à différentes époques. Le taux d'accroissement des fortunes, comparé à celui de la population, est aussi important. Et c'est sous cet aspect que doivent être examinées les modifications survenues dans la valeur de la monnaie, c'est-à-dire la hausse ou la baisse du niveau des prix, car tout ce qui modifie ce niveau modifie la valeur nominale des biens, sans cependant modifier leur valeur réelle.

Enfin, les évaluations de la fortune privée peuvent être comparées au revenu national et servir de bases aux mesures législatives

et réglementaires que les pouvoirs publics devront entreprendre pour la sauvegarde d'une économie dérégulée.

Utilité sociale

En permettant une appréciation exacte de la richesse ou de la pauvreté des diverses couches sociales et de l'effectif de chacune d'elles, l'évaluation des fortunes constitue une donnée objective dans la controverse sur l'opportunité d'un rehaussement général des salaires.

Et, pour une redistribution par les impôts et par les charges sociales, la connaissance des patrimoines acquis est également indispensable.

CHAPITRE III

Procédés d'évaluation de la fortune privée :

Ils sont au nombre de trois :

1) *Évaluation directe* : ce procédé très employé autrefois, a le double désavantage d'être difficile à réaliser et d'engendrer des doubles emplois.

2) *Évaluation par les revenus* : Les chiffres obtenus varient considérablement suivant le taux d'intérêt considéré. Par exemple, des biens capitalisés à 3 % ont une valeur deux fois plus élevée que les mêmes biens capitalisés à 6 %. De plus, l'accroissement des revenus et celui des capitaux déclarés n'est pas toujours synchrone. Des capitaux de valeur médiocre fournissent quelquefois des revenus importants, et des capitaux élevés des revenus très médiocres. Et en période d'instabilité des prix et de manipulation monétaire, cette méthode devient d'une application difficile .

3) *Évaluation par les successions déclarées et les donations consenties au cours d'une même année* : c'est ce procédé que nous avons choisi, parce qu'il nous a semblé d'une utilisation plus facile et surtout plus proche des réalités que les deux autres.

CHAPITRE IV

L'utilisation des mutations à titre gratuit pour l'établissement de la statistique des fortunes privées

Deux méthodes :

- a) par l'annuité successorale ;
- b) par le taux de dévolution successorale.

A. — *Méthode par l'annuité successorale ou de l'intervalle entre deux dévolutions* : Elle a été la plus utilisée dans un passé récent, elle établit un rapport entre le montant des biens transmis par décès et par donation au cours d'une année déterminée, et le montant total des biens possédés par l'ensemble des vivants, au cours de la même année. La difficulté principale réside dans la détermination de ce rapport, c'est-à-dire dans le choix du coefficient par lequel les sommes transmises annuellement par successions et par donations, doivent être multipliées pour obtenir la fortune privée totale.

Dans son cours d'économie politique (2^e année de licence) Monsieur REBOUX nous en a donné la définition suivante : « C'est le nombre d'années qui s'écoulent, en moyenne, entre deux transmissions à titre gratuit d'un même bien. En cas de succession, c'est donc la survie moyenne des héritiers après la mort des personnes auxquelles ils succèdent. Et, que les biens soient transmis par succession ou par donation, le même coefficient s'applique parce qu'il représente la durée moyenne du règne d'une génération. Les donateurs écourtent leur règne puisqu'ils transmettent leurs biens avant leur mort, mais celui des donataires est allongé d'autant et la moyenne reste la même. »

Le problème consiste donc à calculer la survie moyenne des héritiers après la mort de leurs auteurs. Elle varie suivant la parenté avec le défunt. Dans les successions en ligne directe, de père à enfant, cette survie est égale à l'âge moyen des parents au jour de la naissance de leur enfant : si V est la durée de vie moyenne et A l'âge moyen du père à la naissance de son enfant, l'espérance de

vie du père, quand son enfant vient au monde, est de $V - A$ années, et, à sa mort, l'âge moyen de son enfant sera aussi de $V - A$, et son espérance de vie moyenne sera égale à A car $V - (V - A) = A$.

D'après les registres de l'état civil, cet âge moyen du père à la naissance de son enfant oscille entre trente et trente-deux ans, et s'applique aux deux tiers du nombre total des successions ouvertes au cours d'une même année. Par analogie, le même coefficient s'applique aux transmissions entre oncle et neveu, mais il doit être doublé pour les transmissions entre grand-parent et petit enfant et entre grand-oncle et petit-neveu. Par contre, il doit être très diminué dans les successions entre époux et entre frères et sœurs, dans les succession entre parents plus éloignés et entre personnes non parentes ; la vérité nous oblige à reconnaître que nous ne connaissons pas avec certitude le coefficient qui, dans ces derniers cas, doit être alors appliqué.

Cependant le coefficient moyen, applicable aussi bien aux successions en ligne directe qu'en ligne collatérale et entre personnes non parentes, a été évalué par de nombreux statisticiens à trente fois l'annuité successorale.

D'autres statisticiens ont choisi des coefficients bien plus élevés. Dans la *richesse de la France* (Paris 1908), A. Lavergne et L. P. Henry signalent une série d'évaluations variant de moins de vingt-cinq à plus de trente cinq fois l'annuité successorale et les donations d'une année réunies.

B. Mallet dans a *Method of estimating capital wealth from the stateduty statistics* » (Journal of the Royal Statistical society, mars, 1908, page 65) indique que certains auteurs ont proposé des multiplicateurs allant de vingt-neuf à cinquante-cinq.

Edmond Michel, enfin, dans une étude sur la fortune privée et les fraudes successorales (Berger-Levrault 1913) estime à 37,9 le coefficient qui doit être adopté. Il n'est pas sans intérêt de rappeler ici son argumentation : « Les donations se répartissent en deux catégories : donations par contrat de mariage et donations hors contrat de mariage. Dans les donations par contrat de mariage, l'âge moyen des donataires est de 27 ans 11 mois pour les hommes, et 23 ans 6 mois pour les femmes. A ces âges, la probabilité de vie est de 35 ans 90 jours pour les hommes et 41 ans 57 jours pour les femmes, soit une probabilité moyenne de 38 ans 75 jours ». Toutefois, en raison de l'exagération des évaluations par contrat de mariage, Monsieur MICHEL adopte pour les donations par contrat de mariage le multiplicateur 38.

Quant aux donations hors contrat de mariage on peut admettre qu'elles sont consenties dans la dernière période décennale de l'existence ; par conséquent, la génération suivante en profite environ dix ans de plus que les héritiers dans les successions.

Monsieur Michel ayant adopté, d'autre part, le multiplicateur 37 pour l'ensemble des successions, évalue donc à 47 celui des donations hors contrat de mariage. Et, compte tenu que les successions sont bien plus nombreuses que les donations, l'intervalle moyen pondéré entre deux transmissions gratuites a été fixé par Monsieur Michel pour l'ensemble des unes et des autres à 37 ans 9/10.

CRITIQUE DE CETTE MÉTHODE

Avantage :

Elle supprime le danger des doubles emplois que la méthode par évaluation directe rend presque inévitable. En effet, dans les déclarations de successions, les biens des particuliers sont distincts et ne peuvent y figurer qu'une fois, tandis qu'il est souvent difficile, dans l'évaluation directe, de la monnaie en circulation par exemple, de distinguer celle appartenant en propre aux particuliers de celle qui correspond à des prêts, et dans l'estimation des immeubles, la part de ceux représentés par des titres.

Inconvénient :

a) Cette méthode ne connaît qu'une fraction des biens, parce que l'administration de l'Enregistrement tolère que les petites successions ne soient pas souscrites et parce que, dans les déclarations, les insuffisances et les omissions sont nombreuses en dépit d'un contrôle qui se veut toujours plus rigoureux ; nous verrons dans un chapitre ultérieur, de quelle manière nous avons remédié, au moins en partie, à ces lacunes.

b) Cette méthode ne tient aucun compte des différences d'âge et de sexe ; ni de ce que la durée de vie est en moyenne plus grande dans les classes aisées que dans les classes laborieuses. Il est, en effet, erroné d'attribuer le même multiplicateur aux successions de personnes riches décédées à l'âge où leur patrimoine est à son maximum (ce maximum se situant entre 50 et 60 ans), et aux personnes pauvres, qui souvent meurent plus jeunes.

c) Mais, et c'est le plus grand reproche que nous lui adressons, cette méthode suppose des conditions démographiques inchangées. Considérons en effet l'âge moyen du père (30 ans) quand naît son enfant ; si la durée moyenne de la vie humaine est alors de 60 ans, l'enfant aura 30 ans quand son père mourra ; et devenu père à son tour à l'âge de 30 ans, son fils aura aussi 30 ans quand il mourra lui aussi à 60 (la durée moyenne de la vie restant constante).

Dans ces conditions, l'annuité successorale devra être multipliée par 30 qui représente le nombre d'années qui s'écoulent entre deux successions.

Mais tout change si la durée moyenne de vie cesse d'être stable, si, par exemple, elle s'accroît pendant l'intervalle de temps qui sépare la date de naissance de l'enfant de la date de décès du père.

Or, c'est précisément à ce phénomène que nous assistons depuis la fin de la première guerre mondiale. Toutes les statistiques s'accordent pour reconnaître que la durée moyenne de la vie, en France, a considérablement augmenté et qu'elle continue de s'allonger d'année en année depuis cette époque. Ainsi, les taux annuels de mortalité, pour chaque groupe d'âge de 10 000 habitants, sexes réunis, ont progressivement diminué de 1910 à 1953 :

Groupe d'âge	vers 1910	vers 1934	vers 1948	vers 1952/53
de 0 à 9 ans	218	120	83	58
10 à 19	35	25	11	7
20 à 29	66	48	24	14
30 à 39	79	59	37	23
40 à 49	112	92	56	51
50 à 59	187	165	117	112
60 à 69	389	344	265	245
70 à 79	933	820	678	634
80 et plus	2 110	2 006	1 083	1 688

De 1934 à 1953 la mortalité a donc diminué d'un tiers dans les groupes âgés de 50 à 59 ans et d'une proportion approximativement aussi forte dans les groupes âgés de 60 à 69 ans.

Reprenons l'exemple précédent : si l'allongement de la vie humaine se produit pendant la période de vie du père et de son enfant, et si le père meurt non plus à 60 mais à 70 ans, l'intervalle qui s'écoulera entre deux transmissions ne sera plus de 30 comme autrefois, mais de 40 ans. Et si la durée moyenne de vie augmente encore au cours de la génération suivante, l'intervalle entre deux transmissions augmentera de même.

Dans ces conditions, le multiplicateur devra être adapté aux espérances de vie c'est-à-dire croître ou diminuer selon que la durée de vie moyenne augmentera ou diminuera pendant la période considérée.

Il en sera ainsi tant que la situation démographique ne sera pas redevenue stable. A ce moment, si l'âge moyen du père à la naissance de son enfant n'a pas été modifié, s'il est toujours de 30 ans par exemple, l'intervalle entre deux transmissions redeviendra le même qu'antérieurement : si la durée de vie moyenne se stabilise à 70 ans, le fils aura 40 ans quand son père mourra ; les mêmes événements se reproduiront aux mêmes dates dans les générations suivantes et le multiplicateur valable sera à nouveau 30 fois l'annuité successorale.

d) A cette variabilité dans le choix d'un multiplicateur, s'ajoute

l'incertitude de l'intervalle dans la ligne collatérale et entre époux et entre personnes non parentes. Car si l'âge moyen du père à la naissance de son enfant détermine l'intervalle qui sépare deux transmissions en ligne directe (de père à enfant), cette base fait défaut dans tous les autres cas. Aucune statistique n'a établi jusqu'à ce jour avec exactitude l'intervalle de temps moyen qui sépare les successions entre époux, celles entre frères et sœurs, entre oncle et neveu, et entre personnes non parentes. Si l'on veut bien considérer d'autre part que celles-ci représentent le tiers de l'ensemble des successions, on conviendra que le choix d'un multiplicateur unique, réalisant la moyenne pondérée de toutes les transmissions à titre gratuit, s'avère incertain.

e) Des raisons économiques s'opposent enfin au choix de la méthode par l'annuité successorale comme point de départ d'une statistique des patrimoines. En période d'instabilité monétaire, et, à plus forte raison, d'inflation galopante, il est bien évident que le multiplicateur choisi s'appliquera à des biens dont la valeur a varié depuis le décès, dans des proportions parfois considérables, et l'exactitude des évaluations en sera faussée.

A ce propos, le bulletin n° 30 de juin 1951 du bureau des statistiques et études financières au Ministère des Finances rue de Rivoli a publié l'information suivante : « La variation rapide de la valeur des biens et le retard considérable, allant quelquefois jusqu'à 7 années et davantage, à souscrire les déclarations de successions, font que la méthode d'évaluation de la fortune privée par l'annuité successorale ne mérite plus d'être retenue. »

Et, dans une note qui nous a été adressée le 8 décembre 1952, le Service de la Démographie à l'Institut national de la Statistique et des Études économiques, quai Branly à Paris, déclare « Il semble bien que cette méthode ne peut fournir que des approximations grossières et surtout qu'elle ne permet pas de faire des comparaisons valables de la fortune privée à diverses époques. En effet, cette méthode ne tient aucun compte de l'allongement de la vie moyenne qui se produit d'une génération à la suivante. Or, si l'âge moyen des pères à la naissance de leur enfant ne subit que de faibles variations, la mortalité par âge et l'espérance de vie aux différents âges ont varié considérablement depuis le début du siècle. Les valeurs de V pour deux générations successives ne sont donc pas identiques. Les variations de la mortalité d'une génération à l'autre devraient contribuer à faire différer la durée moyenne de détention du patrimoine par une génération donnée, de l'intervalle moyen entre cette génération et la précédente. Dans ces conditions, il nous semble que la préférence devrait être donnée à la méthode que vous avez envisagée en premier lieu (multiplication par l'inverse du taux de mortalité). »

A la suite de ces observations, nous avons pensé qu'une méthode établie d'après le taux de dévolution successorale répondait à ces critiques et serrait davantage les réalités.

B. — *Méthode d'évaluation de la fortune par le taux de dévolution successorale* : elle consiste à diviser en tranches l'annuité successorale fournie par chaque groupe d'âge et à multiplier chaque tranche par le rapport : $\frac{\text{nombre de vivants}}{\text{nombre de décès}}$, de chaque tranche.

Soit N , N' , N'' , les biens déclarés dans chaque groupe d'âge, l'évaluation de chaque tranche sera donnée par la formule :

$$N \times \frac{\text{nombre des vivants dans la tranche pendant l'année considérée}}{\text{nombre des décès dans la tranche au cours de l'année}}.$$

Malheureusement le nombre des vivants et des décès dans chaque tranche n'est pas exactement connu et nous trouvons préférable, d'accord avec les statisticiens de l'Institut national de la Statistique et des Études économiques, de multiplier chaque tranche par l'inverse du taux de mortalité correspondant. Exemple : Nous avons vu plus haut que le nombre des décédés sur 10 000 personnes âgées de 0 à 9 ans inclus était en 1952/1953 de 58. La fortune des personnes de cet âge, vivantes ou décédées au cours de cette année, sera donc donnée par la formule : $N \times \frac{10\,000}{58}$.

En répétant ces opérations pour chaque groupe d'âge et en divisant la fortune totale ainsi obtenue, par le montant de l'annuité successorale, on obtient le coefficient moyen pondéré qui, multiplié par l'annuité successorale, rétablit à son tour, sans nouveau calcul, le montant des fortunes à l'époque considérée.

Un exemple fera mieux comprendre le mécanisme de cette méthode. Examinons les successions souscrites en 1953 :

Groupe d'âge	Part nette laissée par les défunts dans chaque groupe (en milliers de frs)	Inverse du taux de mortalité	Fortune totale de chaque groupe (en milliers de frs)
moins de 10 ans	19 989	10 000 / 58	3 446 379
10 à 19	88 693	10 000 / 7	126 704 286
20 à 29	1 084 006	10 000 / 14	781 432 857
30 à 39	3 095 831	10 000 / 23	1 346 013 478
40 à 49	13 165 113	10 000 / 51	2 581 394 706
50 à 59	33 704 231	10 000 / 112	3 009 306 339
60 à 69	61 457 900	10 000 / 245	2 508 485 714
70 à 79	77 580 045	10 000 / 634	1 223 660 015
80 et plus	47 372 302	10 000 / 1688	280 641 599
.....	237 568 110	Fortune totale	11 861 085 373

$$\text{Le multiplicateur sera } \frac{11\,861\,085\,373}{237\,568\,110} = 50$$

Il convient de souligner ici que dans la méthode du taux de dévolution, les biens transmis par donation (donation par contrat de mariage, donations partages, etc...) ne doivent pas être comptés, sinon des doubles emplois risqueraient de fausser les statistiques, puisque les patrimoines des individus décédés jeunes, et qui sont affectés de multiplicateurs très élevés, comprennent les biens donnés.

Le centre mécanographique de l'Enregistrement (Service des Statistiques : Section des mutations à titre gratuit) nous a donné son avis sur ce point :

« Les donations entre particuliers ne modifient pas le montant total de la fortune privée, mais seulement sa répartition : les patrimoines des donateurs s'appauvrissent, ceux des personnes généralement plus jeunes (les donataires) s'enrichissent d'autant.

« L'annuité successorale est représentée par les patrimoines d'un certain nombre de personnes de chaque âge et de chaque sexe. Une faible partie du nombre des patrimoines de personnes jeunes y est représentée, mais le coefficient affecté à la valeur de ces patrimoines est d'autant plus élevé que leur représentation dans les différents groupes de défunts y est plus faible ; l'inverse du taux de mortalité par âge et par sexe fait apparaître un grand nombre de vivants dans ces groupes. Le contraire se produit pour les patrimoines des personnes décédées à un âge avancé, dont le multiplicateur de survie, qui est faible, aboutit à des évaluations d'autant moins fortes que la proportion de ces patrimoines dans l'annuité successorale est plus élevée.

« Faisons une hypothèse invraisemblable, mais qui appuie ce raisonnement : supposons que la totalité de la population décède entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de la même année. Le taux de mortalité sera invariablement de 100 % pour chaque sexe et à chaque âge. Il serait évidemment inexact d'ajouter, au montant de l'annuité successorale, celui des transmissions intervenues entre vifs au cours de l'année. »

CRITIQUE DE CETTE MÉTHODE

A. — *Inconvénients* : Comme celle de l'intervalle entre deux transmissions, cette méthode est faussée :

1) par le retard à souscrire les déclarations après décès (retard souvent très important).

2) par les omissions et les insuffisances dont sont entachées un grand nombre de déclarations.

1) *Retard à souscrire* : Il arrive maintes fois que les déclarations soient déposées longtemps après le décès. Au point de vue statis-

tique des fortunes, ce retard avait peu d'importance quand la valeur des biens était stable ; par exemple, lorsque la déclaration de succession d'une personne décédée en 1908 était déposée après l'expiration du délai légal, ce retard ne modifiait pas beaucoup les résultats.

Mais, quand une succession ouverte en 1943 n'était déposée qu'en 1949, l'écart entre la date de l'estimation des biens (car les biens déclarés en 1949 sont cependant estimés à leur valeur au jour du décès) et la date où la déclaration est souscrite, fausse toutes les statistiques, car la hausse des valeurs a été très importante entre les deux dates. Et les inexactitudes auxquelles on aboutit sont encore accrues par le fait que les successions les plus importantes sont souvent celles qui sont déposées avec le retard le plus grand.

2) *Fraude dans les déclarations* : Elles restent nombreuses malgré le renforcement du contrôle depuis la deuxième guerre mondiale et prennent l'aspect d'une omission, d'une insuffisance d'évaluation, ou, plus simplement, d'une non-déclaration.

Et, si l'on réfléchit que le multiplicateur adopté amplifie un grand nombre de fois chaque omission et chaque insuffisance, on mesure la marge d'erreurs qu'une fraude, même légère, peut apporter dans l'évaluation des fortunes.

Dans les chapitres suivants, nous indiquerons le mécanisme adopté pour redresser les fraudes et corriger les modifications intervenues depuis le décès dans la valeur des biens.

B. — *Avantages de la méthode d'évaluation des fortunes par le taux de dévolution successorale.*

Cette méthode a, sur celle de l'intervalle entre deux transmissions, l'avantage de tenir compte des variations intervenues dans la durée de la vie humaine ; elle suit les modifications de la longévité, en adaptant un multiplicateur rationnel, plus grand quand la durée de vie moyenne s'accroît, plus petit quand elle diminue.

Par cette méthode, l'on évite également la recherche de l'âge moyen du père lorsque naît son enfant. Cet âge moyen, il est vrai n'a pas beaucoup varié depuis un quart de siècle ; il varie cependant et ces variations, quoique peu perceptibles, peuvent être la cause d'erreurs importantes.

Elle tient compte aussi de l'influence de l'âge sur la composition des fortunes. En effet, les statistiques ont établi qu'il existe un âge de possession maximum des patrimoines. Cet âge se situe entre quarante et soixante ans. En deçà et en delà, les fortunes décroissent et, comme le multiplicateur, pour chaque groupe d'âge, varie en fonction de l'inverse du taux de mortalité, l'incidence de l'âge sur l'évaluation des fortunes est considérable.

La répartition des patrimoines varie encore suivant le sexe

considéré : les femmes détiennent, en général, une fortune moindre que les hommes du même âge. Et la méthode du taux de dévolution permet seule l'emploi d'un multiplicateur adéquat. Toutefois l'influence du sexe sur le multiplicateur moyen pondéré est relativement peu importante, et, comme nous ignorons pour 1908 et 1934 la composition, par sexe, des fortunes successorales, nous n'en avons pas tenu compte dans cette étude.

Enfin, quand les taux de mortalité suivant les fortunes seront connus, nous pourrons par la méthode du taux de dévolution, déterminer, avec une précision accrue, le montant des patrimoines à l'intérieur de chaque groupe d'âge.

La recherche, malheureusement, n'en a pas été faite pour les années 1953 et antérieures, mais il est certain que les taux de mortalité dans les classes sociales les plus élevées (qui courent moins de risques professionnels et peuvent, plus facilement que les classes laborieuses, observer les prescriptions d'hygiène) sont nettement inférieurs aux taux de mortalité dans les classes pauvres.

Pour tous ces motifs, la méthode du taux de dévolution nous semble préférable à celle de l'intervalle entre deux dévolutions, mais ces deux méthodes ne s'opposent pas : il y a lieu de considérer, par exemple, que le multiplicateur 50 ne signifie pas nécessairement que l'intervalle entre deux transmissions est de 50 ans, mais que les biens des vivants sont, toutes proportions gardées, égaux à ceux des défunts, et correspondent à 50 fois ceux-ci.

CHAPITRE V

Valeurs énoncées et valeurs transmises.

Valeurs énoncées et valeurs transmises.

Les valeurs énoncées dans les déclarations de succession sont toujours supérieures aux valeurs réellement transmises après décès. En effet, les valeurs énumérées comprennent les biens communs aux époux, dont la moitié seulement fait l'objet de la transmission. Il convient donc de distraire du montant de ces valeurs la part du conjoint survivant dans l'actif de communauté, et d'une façon générale toutes les parts non transmises. Ainsi, pour l'année 1908 les valeurs énoncées s'élevaient à 7 425 754 022 francs et l'actif brut de succession à 5 879 045 393 francs seulement.

Un simple calcul nous permet d'établir que l'actif transmis aux héritiers représentait, en 1908, 0,791 des valeurs énoncées. Les mêmes opérations ont été effectuées pour les trois autres années.

	Montant des valeurs énoncées	Actif brut de succession	Pourcentage de l'actif brut dans les valeurs énoncées
1934	20 789 157 514 F.	15 745 359 403 F.	0.757
1949	157 280 385 000	112 272 022 000	0.713
1953	311 473 472 000	245 363 095 000	0.787

Il s'agit de pourcentage moyen, valable pour tous les biens et tous les départements.

CHAPITRE VI

Réévaluations, à la date de leur déclaration en 1949 ou 1953, de la valeur des biens compris dans des successions ouvertes antérieurement

L'estimation des fortunes a été faite pour des années fort éloignées les unes des autres :

Avant la première guerre mondiale, en 1908, entre les deux guerres, en 1934, et après la deuxième guerre mondiale, en 1949 et 1953.

La valeur des biens ayant peu varié en 1908 et 1934 par rapport aux années antérieures, leur réévaluation était inutile dans les successions antérieurement ouvertes, mais souscrites hors délai en 1908 et 1934.

Par contre, en raison des hausses considérables subies après la deuxième guerre mondiale, il convenait, pour avoir une appréciation aussi exacte que possible des valeurs en 1949 et en 1953, de réévaluer les estimations dans les successions souscrites au cours de ces deux années, mais ouvertes antérieurement.

Cette réévaluation était rendue difficile par l'absence de renseignements précis sur le pourcentage des différentes espèces de biens compris dans les déclarations de successions souscrites en 1949 ou en 1953, et se rapportant à des décès antérieurs.

Connaissant cependant leur montant global dans les successions souscrites en 1949 et en 1953, nous avons admis qu'ils se répartissaient dans celles-ci de la même façon que dans les successions souscrites dans l'année de leur ouverture, ou dans l'année la plus proche.

Ainsi, dans les déclarations souscrites en 1949 les rentes et obligations figureraient pour	4,76 %
Les actions, parts françaises, valeurs étrangères pour	11,85 %
Le numéraire, les dépôts, les assurances sur la vie, les livrets d'épargne, les créances sur particuliers pour	12,50 %
Les fonds de commerce et les offices ministériels pour	4,70 %
Les biens meubles corporels pour	11 %
Les immeubles pour	55,19 %
Total	100 %

En appliquant ces pourcentages aux successions de 1948 souscrites en 1949 ; et le pourcentage des successions souscrites en 1946 aux successions ouvertes en 1946 mais souscrites en 1949 seulement, et ainsi de suite, nous avons pu déterminer pour toutes les successions ouvertes depuis 1943 et souscrites en 1949 seulement, la valeur approximative de leurs biens soumis à réévaluation.

Quand le détail des biens composant les successions souscrites pendant une année, ne nous était pas connu (défaut de statistique), nous avons appliqué les pourcentages de l'année la plus proche. Ainsi, pour les successions ouvertes avant 1943 et souscrites en 1949, nous avons appliqué les pourcentages de l'année 1943. Pour les successions ouvertes en 1947 et souscrites en 1949, les pourcentages de l'année 1946.

Le tableau suivant fera mieux comprendre la technique de la méthode qui a été employée :

Déclarations souscrites en 1949 et se rapportant à :

Décès antérieurs à 1943. Actif net : 1 080 962
(en milliers de francs).

Nature des biens	Pourcentage dans les successions souscrites en 1943	Total en 1949 en milliers de francs.
Rentes et obligations	16,30 %	176 196
Actions, parts, valeurs étrangères	15,40 %	166 468
Numéraire, comptes- courants, créances sur particuliers, assurances-vie, li- vrets caisse épargne et retraite	11,56 %	124 959
Fonds de commerce	2,70 %	29 185
Meubles corporels. .	10 %	108 096
Immeubles.	44,04 %	476 055
Total	100 %	1 080 962

Ces pourcentages résultent du montant des valeurs énoncées dans les déclarations souscrites en 1943 et déduites dans le Bulletin de Statistiques du Ministère des Finances de 1947.

Débit de 1943. Actif net : 765 347 (en milliers de francs)

Nature des biens	Pourcentage dans les déclarations souscrites en 1943	Total en milliers de francs dans les déclarations souscrites en 1943
Rentes et obligations	15,39 %	124 731
Actions, parts d'intérêt, valeurs étrangères.	15,40 %	117 863
Numéraire, comptes courants, réserves sur particuliers, assu- rances-vie, livrets de caisse épargne et retraite.	11,56 %	88 474
Fonds de Commerce.	2,79 %	20 694
Mobilier corporel	19 %	79 534
Immeubles	44,04 %	337 058
Total	100 %	765 347

Débit de 1944. Actif net : 1 673 694 (en milliers de francs)

Nature des biens	Pourcentage dans les déclarations souscrites en 1944	Total en milliers de francs dans les déclarations souscrites en 1944
Rentes et obligations	14,12 %	239 325
Actions, parts d'intérêt valeurs étrangères.	14,93 %	249 852
Numéraire, comptes courants, réserves sur particuliers, assu- rances-vie, livrets de caisse épargne et retraite.	11,45 %	191 637
Fonds de commerce	3 %	50 210
Mobilier corporel	2,90 %	165 695
Immeubles	49,69 %	779 941
Total	100 %	1 673 694

Ces pourcentages résultent du montant des valeurs énoncées dans les déclarations souscrites en 1944 et déduites dans le Bulletin de Statistiques du Ministère des Finances publié en 1948.

Décès de 1945. Actif net : 2 343 498 (en milliers de francs).

Nature des biens	Pourcentage dans les successions souscrites en 1945	Total en 1949 en milliers de francs
Rentes et obligations. .	13,70 %	321 059
Actions, parts d'intérêt, valeurs étrangères. .	14,17 %	332 073
Numéraire, comptes courants, créances sur particuliers, assu- rances-vie, livrets de caisse épargne et retraite.	12,42 %	291 062
Fonds de Commerce. .	3,24 %	75 929
Meubles corporels. . .	9,37 %	219 585
Immeubles.	47,10 %	1 103 787
Total.	100 %	2 343 498

Bulletin de Statistiques du Ministère des Finances de 1948.
(Successions souscrites en 1945).

Décès de 1946. Actif net : 4 108 634 (en milliers de francs).

Nature des biens	Pourcentage dans les successions souscrites en 1946	Total en 1949 en milliers de francs
Rentes et obligations. .	11,68 %	479 888
Actions, parts d'intérêt, valeurs étrangères. .	13,27 %	545 215
Numéraire, comptes courants, créances sur particuliers, assu- rances-vie, livrets de caisse épargne et retraite.	13,94 %	572 743
Fonds de Commerce. .	3,66 %	150 376
Meubles corporels. . .	9 %	369 777
Immeubles.	48,45 %	1 990 635
Total.	100 %	4 108 634

Ces pourcentages résultent des successions souscrites en 1946.
(Instructions de l'Administration de l'Enregistrement n° 4 958).

Décès de 1947. Actif net : 8 554 487 (en milliers de francs).

Nature des biens	Pourcentage dans les successions souscrites en 1946	Total en 1949 en milliers de francs.
Rentes et obligations. . .	11,68 %	999 164
Actions, parts d'intérêt, valeurs étrangères. . .	13,27 %	1 135 180
Numéraire, comptes courants, créances sur particuliers, assu- rances-vie, livrets de caisse d'épargne et retraite.	13,94 %	1 192 495
Fonds de Commerce. . .	3,66 %	313 094
Meubles corporels. . . .	9 %	769 905
Immeubles.	48,45 %	4 144 648
Total.	100 %	8 554 487

Même pourcentage que 1946.

Décès de 1948. Actif net : 49 824 514 (en milliers de francs).

Nature des biens	Pourcentage dans les successions souscrites en 1949	Total en 1949 en milliers de francs
Rentes et obligations. .	4,76 %	2 371 646
Actions, parts d'intérêt, valeurs étrangères. . .	11,85 %	5 904 204
Numéraire, comptes courants, créances sur particuliers, assu- rances-vie, livrets de caisse d'épargne et re- traite.	12,50 %	6 228 064
Fonds de Commerce. . .	4,70 %	2 341 752
Meubles corporels. . . .	11 %	5 480 696
Immeubles.	55,19 %	27 498 149
Total.	100 %	49 824 514

Ces pourcentages résultent du montant des valeurs énoncées dans les déclarations souscrites en 1949. (Instructions de l'Administration de l'Enregistrement n° 5 690).

Décès de 1949. Actif net : 39 851 014 (en milliers de francs).

Nature des biens	Pourcentage dans les successions souscrites en 1949	Total en 1949 en milliers de francs
Rentes et obligations .	4,76 %	1 896 908
Actions, parts d'intérêt, valeurs étrangères . .	11,85 %	4 722 345
Numéraires, comptes courants, créances sur particuliers, assu- rances-vie, livrets de caisse d'épargne et retraite.	12,50 %	4 981 376
Fonds de commerce . .	4,70 %	1 872 997
Meubles corporels . . .	11 %	4 383 611
Immeubles	55,19 %	21 993 774
Total.	100 %	39 851 014

Mêmes instructions que ci-dessus n° 5 690.

Les pourcentages des différents biens composant les successions ouvertes antérieurement à 1949, mais souscrites en 1949, ainsi déterminés, il convenait de leur appliquer les coefficients de hausse moyenne intervenue depuis l'année où la succession a été ouverte jusqu'à celle où elle a été souscrite en 1949.

Les coefficients choisis pour chaque catégorie de biens, ont été volontairement minorés, car nous avons préféré des évaluations insuffisantes à des majorations excessives.

Sur la base 100 en 1938 les coefficients retenus pour les rentes et obligations, sont les suivants :

Successions ouvertes antérieurement à 1943 : 120

Successions ouvertes en 1943 : 146,6

Successions ouvertes en 1944 : 152,3

Successions ouvertes en 1945 : 151,2

Successions ouvertes en 1946 : 142,6

— (Annuaire statistique de l'I.N.S.E.E., année 1951, publié en 1952, pages 184, 186 et 187.)

Successions ouvertes en 1947 : 122,2

Successions ouvertes en 1948 : 110

Successions ouvertes en 1949 : 110

Sur ces bases, la réévaluation des valeurs françaises à revenu fixe a été ainsi calculée en milliers de francs :

Rentes et obligations comprises dans les successions antérieures à 1943 et souscrites en 1949 : $\frac{176\ 196 \times 110}{120} = 161\ 513.$

Rentes et obligations comprises dans les successions ouvertes en 1943 et souscrites en 1949 : $\frac{124\ 751 \times 110}{146,6} = 93\ 605.$

Rentes et obligations comprises dans les successions ouvertes en 1944 et souscrites en 1949 : $\frac{236\ 325 \times 110}{152,3} = 170\ 687.$

Rentes et obligations comprises dans les successions ouvertes en 1945 et souscrites en 1949 : $\frac{321\ 059 \times 110}{151,2} = 233\ 574.$

Rentes et obligations comprises dans les successions ouvertes en 1946 et souscrites en 1949 : $\frac{479\ 888 \times 110}{142,6} = 370\ 180.$

Rentes et obligations comprises dans les successions ouvertes en 1947 et souscrites en 1949 : $\frac{999\ 164 \times 110}{122,2} = 899\ 411.$

Rentes et obligations comprises dans les successions ouvertes en 1948 et souscrites en 1949 : $\frac{2\ 371\ 647 \times 110}{110} = 2\ 371\ 647.$

Rentes et obligations comprises dans les successions ouvertes en 1949 et souscrites en 1949 : $\frac{1\ 896\ 908 \times 110}{110} = 1\ 896\ 908.$

Total 6 197 525.

Rentes et obligations déclarées en 1949 6 605 938.

Différence 408 413.

Perte sur les successions souscrites en 1949 et ouvertes antérieurement : $\frac{408\ 413 \times 100}{6\ 605\ 938} = 6,18 \ %.$

Sur la base 100 en 1938 les coefficients retenus pour les actions, parts d'intérêts, et valeurs étrangères sont les suivants :

Successions ouvertes avant 1943 : 300

Successions ouvertes en 1943 : 588

Successions ouvertes en 1944 : 613

Successions ouvertes en 1945 : 694

Successions ouvertes en 1946 : 1 244

Successions ouvertes en 1947 : 1 211

Successions ouvertes en 1948 : 1 366

Successions ouvertes en 1949 : 1 085

[Annuaire statistique de l'I.N.S.E.E, année 1951, publié en 1952, pages 184, 186 et 187.]

Sur ces bases, la réévaluation en 1949 des valeurs à revenu variable a été ainsi calculée, en milliers de francs :

Valeurs à revenu variable comprises dans les successions ouvertes antérieurement à 1943 et souscrites en 1949 :

$$\frac{166\,468 \times 1\,085}{300} = 602\,059.$$

Valeurs à revenu variable comprises dans les successions ouvertes en 1943 et souscrites en 1949 :

$$\frac{117\,863 \times 1\,085}{588} = 217\,485.$$

Valeurs à revenu variable comprises dans les successions ouvertes en 1944 et souscrites en 1949 :

$$\frac{249\,882 \times 1\,085}{613} = 442\,287.$$

Valeurs à revenu variable comprises dans les successions ouvertes en 1945 et souscrites en 1949 :

$$\frac{332\,073 \times 1\,085}{694} = 519\,163.$$

Valeurs à revenu variable comprises dans les successions ouvertes en 1946 et souscrites en 1949 :

$$\frac{545\,215 \times 1\,085}{1\,244} = 475\,529.$$

Valeurs à revenu variable comprises dans les successions ouvertes en 1947 et souscrites en 1949 :

$$\frac{1\,135\,180 \times 1\,085}{1\,211} = 1\,017\,068.$$

Valeurs à revenu variable comprises dans les successions ouvertes en 1948 et souscrites en 1949 :

$$\frac{5\,904\,204 \times 1\,085}{1\,366} = 4\,689\,649.$$

Valeurs à revenu variable comprises dans les successions ouvertes en 1949 et souscrites en 1949 :

$$\frac{4\,722\,345 \times 1\,085}{1\,085} = 4\,722\,345.$$

Total réévaluation. 12 685 585.

Total valeurs à revenu variable comprises dans les successions ouvertes de 1943 et (antérieurement) jusqu'en 1949 et souscrites en 1949. 13 173 230.

Différence. 487 645

Perte en 1949 sur les valeurs dépendant de successions ouvertes antérieurement $\frac{487\,645 \times 100}{13\,173\,230} = 3,70 \%$.

Sur la base 100 en 1938 les coefficients retenus pour les fonds de commerce et les objets mobiliers corporels sont les suivants :

Successions ouvertes antérieurement à 1943 :	2 000
Successions ouvertes en 1943 :	3 300
Successions ouvertes en 1944 :	4 000
Successions ouvertes en 1945 :	5 000
Successions ouvertes en 1946 :	7 000
Successions ouvertes en 1947 :	11 000
Successions ouvertes en 1948 :	13 000
Successions ouvertes en 1949 :	15 000

— [Coefficients calculés par l'auteur, avec la collaboration de nombreux fonctionnaires de l'Enregistrement, ses collègues.]

Sur ces bases, la réévaluation en 1949 des fonds de commerce et des objets mobiliers corporels a été ainsi calculée en milliers de francs :

Fonds de commerce et objets mobiliers compris dans les successions ouvertes antérieurement à 1943 et souscrites en 1949 :

$$\frac{137\,281 \times 15\,000}{2\,000} = 1\,029\,607.$$

Fonds de commerce et objets mobiliers compris dans les successions ouvertes en 1943 et souscrites en 1949 :

$$\frac{97\,198 \times 15\,000}{3\,300} = 441\,809.$$

Fonds de commerce et objets mobiliers compris dans les successions ouvertes en 1944 et souscrites en 1949 :

$$\frac{215\,905 \times 15\,000}{4\,000} = 809\,643.$$

Fonds de commerce et objets mobiliers compris dans les successions ouvertes en 1945 et souscrites en 1949 :

$$\frac{295\,514 \times 15\,000}{5\,000} = 886\,542.$$

Fonds de commerce et objets mobiliers compris dans les successions ouvertes en 1946 et souscrites en 1949 :

$$\frac{520\,153 \times 15\,000}{7\,000} = 1\,114\,613.$$

Total 4 282 214.

Report 4 282 214.

Fonds de commerce et objets mobiliers compris dans les successions ouvertes en 1947 et souscrites en 1949 :

$$\frac{1\,082\,997 \times 15\,000}{11\,000} = 1\,476\,814.$$

Fonds de commerce et objets mobiliers compris dans les successions ouvertes en 1948 et souscrites en 1949 :

$$\frac{7\,822\,448 \times 15\,000}{13\,000} = 9\,025\,901.$$

Fonds de commerce et objets mobiliers compris dans les successions ouvertes et souscrites en 1949 :

$$\frac{6\,256\,609 \times 15\,000}{15\,000} = 6\,256\,609.$$

Total réévaluation. 21 041 538.

Fonds de commerce et objets mobiliers se rapportant à des successions ouvertes en 1943 et années antérieures jusqu'en 1949 et souscrites en 1949 :

$$16\,428\,105.$$

Différence. 4 613 433.

$$\text{Plus-value} \quad \frac{4\,613\,433 \times 100}{16\,428\,105} = 28,08.$$

Sur la base 100 en 1938 les coefficients retenus pour les immeubles sont les suivants :

	Immeubles urbains	Immeubles agricoles
Successions ouvertes antérieurement à 1943	150	150
Successions ouvertes en 1943	250	300
Successions ouvertes en 1944	300	400
Successions ouvertes en 1945	350	500
Successions ouvertes en 1946	400	600
Successions ouvertes en 1947	550	800
Successions ouvertes en 1948	700	1 000
Successions ouvertes en 1949	800	1 200

(mêmes références que pour les fonds de commerce ; voir page précédente).

En répétant les mêmes calculs que précédemment la valeur des biens immobiliers urbains compris dans des successions ouvertes antérieurement à 1949 doit être en 1949 rehaussée de 25 % et la valeur des biens agricoles rehaussée de 30 %.

Pour les successions ouvertes antérieurement à 1953 et souscrites en 1953, la méthode de réévaluation est la même :

Sur un total de 224 151 000 fr composant les successions ouvertes avant 1944, les pourcentages retenus sont ceux, indiqués plus haut, des biens décrits dans les déclarations souscrites en 1943.

Pour les successions ouvertes en 1944 soit 606 350 000 fr, les pourcentages retenus sont ceux des déclarations souscrites en 1944.

Pour les successions ouvertes en 1945, soit 569 675 000 fr, et en 1946 soit 756 046 000 fr, les pourcentages retenus sont ceux des déclarations souscrites en 1945 et 1946.

Pour les successions ouvertes en 1947 (1 006 180 000) les pourcentages retenus sont aussi ceux des déclarations souscrites en 1946.

Pour les successions ouvertes en 1948, en 1949, 1950, 1951 les pourcentages retenus sont ceux des déclarations souscrites en 1949.

Pour les successions ouvertes en 1952 les pourcentages retenus sont ceux des déclarations souscrites en 1953.

Les coefficients de réévaluation ont été choisis légèrement en dessous des coefficients réels. Ainsi, pour les rentes et obligations, sur la base 100 en 1938, les coefficients sont les mêmes que dans les successions souscrites en 1949 et ne donnent lieu par conséquent, à aucune réévaluation. Pour les valeurs à revenu variable les coefficients sont les suivants :

en 1943 : 588	}	[Annuaire statistique de l'I.N.S.E.E., année 1951, publié en 1952, pages 184, 186 et 187.]
en 1944 : 613		
en 1945 : 694		
en 1946 : 1 244		
en 1947 : 1 211		
en 1948 : 1 366		
en 1949 : 1 085	}	[Annuaire statistiques de l'I.N.S.E.E., publiés en 1953 et 1954, pour les années 1952 et 1953].
en 1950 : 990		
en 1951 : 1 230		
en 1952 : 1 570		
en 1953 : 1 744		

En opérant de même que pour les successions souscrites en 1949 la réévaluation d'ensemble s'élève à 15 %.

Pour les fonds de commerce et les meubles corporels, les coefficients retenus sont les suivants :

	Fonds	Meubles corporels
1943	3 300	3 300
1944	4 000	4 000
1945	5 000	5 000
1946	7 000	7 000
1947	11 000	11 000

	Fonds	Meubles corporels
1948	13 000	13 000
1949	15 000	15 000
1950	18 750	16 500
1951	22 500	19 500
1952	26 250	21 000
1953	30 000	21 000

(Références identiques à celles indiquées à la page 41).

Pour les immeubles les coefficients retenus sont les suivants :

	Immeubles urbains	Immeubles agricoles
1943	250	300
1944	300	400
1945	350	500
1946	400	600
1947	550	800
1948	700	1 000
1949	800	1 200
1950	1 000	1 500
1951	1 200	1 800
1952	1 400	2 100
1953	1 600	2 400

(Références indiquées à la page 41).

En opérant de la même façon que pour les successions souscrites en 1949, la réévaluation des biens dépendant de successions ouvertes antérieurement à 1953, mais souscrites en 1953 seulement s'établit comme suit :

Rentes et obligations néant.

Valeurs à revenu variable 15 %.

Fonds de commerce 15 %.

Meubles corporels 7 %.

Immeubles urbains 15 %.

Immeubles agricoles 20 %.

CHAPITRE VII

Rehaussement de la valeur des biens en fonction des fraudes (omissions, insuffisances) et des déclarations non souscrites

1) *Actions et parts de fondateurs françaises* * :

a. — En 1908 les titres de 1 500 sociétés étaient à cette époque cotés à Paris, et leur capitalisation boursière s'élevait à :
17 300 000 000 f.

Ceux de 33 500 autres sociétés anonymes n'étaient pas cotés, ou cotés dans les Bourses de Province seulement.

Mais, en comparant leurs bilans avec ceux des titres cotés, leur valeur boursière totale est estimée, par analogie, au tiers de la valeur des sociétés cotées à Paris. Soit à . . . 5 700 000 000

Total 23 000 000 000

appartenant à ces sociétés et aux sociétés de personnes pour 1 milliard environ soit à déduire 1 000 000 000

(avant la première guerre mondiale, en effet, les titres et participations figuraient dans la capitalisation boursière des sociétés pour 1/5, dont 1/5 en actions de sociétés françaises).

Reste 22 000 000 000

Parts estimatives des capitalistes étrangers et des établissements publics à déduire. 2 000 000 000

Reste 20 000 000 000

Par ailleurs, les valeurs énoncées dans les déclarations souscrites en 1908 comprenaient 485 739 666 fr d'actions françaises dont les

* Références : annuaire Desfossés ; recherches de l'auteur, et renseignements communiqués, à titre personnel, par des fonctionnaires de l'Enregistrement.

79 % font l'objet de la transmission par décès soit 383 734 336 fr $\times$ 30
(taux de dévolution) = 11 500 000 000

Reste titres non déclarés ou omis. . . 8 500 000 000

Pourcentage des fraudes $\frac{8\,500 \times 100}{11\,500} = 74 \%$ environ en 1908

b. — *Année 1934*: la valeur boursière des actions des sociétés anonymes françaises cotées à la Bourse de Paris est estimée à 114 237 300 000

et celle des actions françaises non cotées ou cotées dans les Bourses de Province à 19 000 000 000

Total. 133 237 300 000

Appartenant aux sociétés de capitaux et aux sociétés de personnes à concurrence de 13 323 730 000 environ

Reste. 120 000 000 000

(Après la première guerre mondiale, le pourcentage des titres de Bourse et des participations a considérablement augmenté dans l'actif des sociétés et peut être estimé au tiers de leur valeur boursière capitalisée, dans lequel les actions des sociétés françaises entrent elles-mêmes pour un tiers, soit 1/9 ou 1/10 de la capitalisation boursière des sociétés.)

A déduire part estimative des capitalistes étrangers et des établissements publics, 12 000 000 000

Reste 108 000 000 000

En 1934, les valeurs énoncées dans les déclarations de successions comprenaient 2 171 468 688 francs d'actions françaises dont 75 % sont transmis par décès, soit 1 628 601 516 francs ($\times$ 36 taux de dévolution) = 58 600 000 000 environ.

Reste, titres omis ou non déclarés . . 49 400 000 000

Pourcentage de fraudes $\frac{49\,400 \times 100}{58\,600} = 84 \%$.

c. — *Année 1949*: valeur boursière des actions des sociétés françaises cotées à Paris 830 000 000 000 (estimation de l'I.N.S.E.E.).

Valeur estimative des actions non cotées dans les Bourses de Province 270 000 000 000

Total. 1 100 000 000 000

appartenant aux diverses sociétés à concurrence de 1/8 environ

137 500 000 000

Reste 962 500 000 000

Parts estimatives des capitalistes étrangers et établissements publics 96 250 000 000

Reste 866 250 000 000

En 1949, les valeurs énoncées dans les déclarations de succession comprenaient 12 868 440 000 d'actions et parts de fondateurs françaises, dont 71 % sont transmis par décès soit 9 136 592 400 × 49 (taux de dévolution) = 447 693 000 000

Reste titres omis ou non déclarés . 414 807 000 000 francs.

Pourcentage des fraudes $\frac{414\,807 \times 100}{447\,693} = 92 \%$

d. — Année 1953 : Valeur boursière des actions des sociétés françaises cotées à Paris 1 385 milliards
(moyenne des années 1952-53).

Valeur estimative des autres sociétés 460

1 845

Appartenant aux sociétés (valeur estimative) 275

Reste. 1 570

Appartenant aux capitalistes étrangers et éta-
blissement publics 157

Reste. 1 413

En 1953 les valeurs énoncées dans les déclarations de suc-
cessions comprenaient. 33 591 159 000 francs,
d'actions et parts de fondateurs françaises
dont les 78 % sont transmis par décès soit 26 201 104 020 × 50
(taux de dévolution) = 1 310 milliards
omis 100 milliards.

De tels chiffres ne révèlent pas d'omissions ni de fraudes impor-
tantes dans les déclarations souscrites en 1953. Et ces résultats
semblent normaux si l'on considère qu'en 1953 des successions très
importantes, ouvertes antérieurement, mais non déclarées dans
l'attente de la réduction des droits en ligne directe et entre époux,
ont été souscrites.

Ainsi, les fraudes sur les actions françaises dans les déclarations
de successions souscrites en 1908 seraient d'environ 74 %.

Souscrites en 1934 seraient d'environ 84 %

Souscrites en 1949 » » 92 %

Souscrites en 1953 » négligeables.

Néanmoins, nous avons par prudence chiffré uniformément à
60 % les fraudes sur les actions françaises dans les successions
antérieures à 1953, et par similitude les mêmes rehaussements ont
été effectués sur les valeurs étrangères, les parts sociales, les obliga-
tions et les rentes françaises. Car tout permet de supposer que les
valeurs étrangères et les valeurs à revenu fixe françaises, ainsi que
les parts sociales, ont été fraudées dans les mêmes proportions que
les actions.

En ce qui concerne l'année 1953, nous avons admis que les successions déclarées en retard compensaient les fraudes sur toutes les valeurs à revenu variable (actions françaises, parts sociales, valeurs étrangères), mais que le rehaussement de 60 % devait être maintenu sur les valeurs françaises à revenu fixe, dont les successions très importantes sont bien moins pourvues, et pour lesquelles la fraude est beaucoup plus aisée.

2) *Livrets de caisse d'épargne et de retraite :*

L'omission des livrets est plus facile à déterminer que celle des valeurs précédentes, parce que les statistiques officielles nous font connaître avec exactitude le montant total des livrets existant et qu'ils n'appartiennent à des sociétés ou des personnes morales qu'en une infime proportion.

La différence, entre le montant des livrets déclarés, multiplié par le taux de dévolution correspondant, (30, 36, 49, ou 50, suivant l'année considérée) et le total des dépôts (moyenne des dépôts existant au 1^{er} janvier et au 31 décembre de la même année), fait apparaître l'importance des fraudes et des non-déclarations.

Mais là encore nous sommes restés prudemment en deçà de la réalité ; d'ailleurs, la comparaison entre départements et à diverses époques nous intéresse bien davantage que les chiffres exacts.

Dans ces conditions, les omissions et les défauts de déclarations des livrets d'épargne et de retraites ont été estimés à 150 % en 1908 ; 200 % en 1934 ; 100 % en 1949 ; 130 % en 1953.

Les omissions sont deux fois moins nombreuses en 1949 qu'en 1934 parce que le contrôle a été plus sévère et les obligations imposées aux caisses plus rigoureuses.

Il convient aussi de remarquer que beaucoup de livrets ne sont pas déclarés parce que l'administration n'exige pas le dépôt d'une déclaration lorsque l'actif successoral est peu important.

3) *Fonds de commerce et meubles corporels :*

Pour 1908, les rehaussements à effectuer pour insuffisances d'évaluation ou omissions sont estimés à 80 % du montant des évaluations successorales.

Pour 1934 : même taux.

Pour 1949 : les insuffisances et les omissions sont très surveillées et moins massives qu'en 1934. Nous avons estimé qu'après les rehaussements effectués par l'administration, le pourcentage résiduel ne devait pas dépasser 25 % environ.

1953, les fraudes sont estimées au même taux 25 %.

4) *Immeubles* :

En 1908 : pas de rehaussement car les immeubles étaient alors évalués d'après leurs revenus.

En 1934 : estimation directe d'après la valeur vénale. La fraude, par minoration des évaluations, est très forte (contrôle insuffisant) et estimée à 60 % des valeurs déclarées.

En 1949 : a. — *Immeubles agricoles* : Les insuffisances sont très surveillées et doivent être très inférieures à celles de 1934.

Après les rehaussements effectués par l'administration, nous les estimons à 15 % des valeurs déclarées.

b. — *Immeubles urbains* : Mêmes observations ; mêmes coefficients.

En 1953 : a. — *agricoles* : Fraude 15 %.

b. — *Urbains* : fraude 15 %.

CHAPITRE VIII

Calcul du multiplicateur dans la méthode d'évaluation de la fortune par le taux de dévolution

Nous avons vu plus haut que le multiplicateur des biens compris dans les successions souscrites en 1953, représentait 50 fois l'annuité successorale.

Pour l'année 1949 le multiplicateur, a été calculé de même, en partant des parts recueillies par les défunts dans les successions souscrites en 1949 :

Groupe d'âge	Parts nettes laissées par les défunts dans chaque groupe d'âge en mill. de fr.	Inverse du taux de mortalité.	Fortune totale de chaque groupe en mill. de fr.
0 à 9 ans	27 074	10 000 /83	3 261 927
10 à 19	98 903	10 000 /11	89 911 818
20 à 29	732 648	10 000 /24	305 270 000
30 à 39	2 178 848	10 000 /37	588 877 837
40 à 49	6 732 752	10 000 /56	1 202 277 142
50 à 59	14 900 167	10 000 /117	1 273 518 547
60 à 69	30 349 561	10 000 /265	1 145 266 452
70 à 79	35 676 653	10 000 /678	526 204 321
80 et plus	17 505 545	10 000 /1783	98 180 286
Total . . .	108 202 151		5 232 768 330
$\text{Multiplicateur} = \frac{5\,232\,768\,330}{108\,202\,151} = 49$			

Pour les années 1908 et 1934 l'annuité successorale n'ayant pas été déterminée par groupe d'âge, nous avons dû recourir à un procédé empirique pour en connaître les multiplicateurs :

Grâce à l'amabilité des services de la Statistique à la direction générale de l'Enregistrement et des Domaines à Paris rue des

Pyrénées, nous avons pu calculer la répartition de l'actif successoral, par groupe d'âge, pour les années 1943 à 1947 inclusivement, en effectuer la moyenne quinquennale par groupe d'âge, et l'appliquer ensuite dans les mêmes proportions aux années 1908 et 1934 avec assez de vraisemblance.

Groupe d'âge	Répartition, par groupes d'âge, d'après les moyennes de 1943 à 1947 inclus, de l'actif déclaré en 1908.	Inverse du taux de mortalité.	Fortune totale de chaque groupe en mill. de fr.
0 à 9	4 385	10 000 /218	201 146
10 à 19	9 098	10 000 /35	2 599 428
20 à 29	45 335	10 000 /66	6 868 939
30 à 39	152 845	10 000 /79	19 347 468
40 à 49	363 916	10 000 /112	32 492 500
50 à 59	742 994	10 000 /187	39 732 299
60 à 69	1 453 684	10 000 /389	37 369 768
70 à 79	1 676 977	10 000 /933	17 974 030
80 et plus	900 600	10 000 /2110	4 268 246
Total	5 349 834		160 853 824
Multiplicateur $\frac{160\,853\,824}{5\,349\,834} = 30$			

Année 1934 :

Groupe d'âge	Répartition, d'après les moyennes de 1943 à 1947 inclusivement, de l'actif déclaré en 1934. (en mill. de fr.)	Inverse du taux de mortalité.	Fortune totale de chaque groupe en mill. de fr.
0 à 9 ans	12 000	10 000 /120	1 000 000
10 à 19	24 932	10 000 /25	9 972 800
20 à 29	124 240	10 000 /48	25 883 333
30 à 39	418 868	10 000 /59	70 994 576
40 à 49	997 000	10 000 /92	108 369 565
50 à 59	2 036 166	10 000 /165	123 404 000
60 à 69	3 983 630	10 000 /344	115 803 197
70 à 79	4 595 561	10 000 /820	56 043 426
80 et plus	2 468 000	10 000 /2006	12 303 090
Total	14 660 397		523 773 987
Multiplicateur $= \frac{523\,773\,987}{14\,660\,397} = 36$			

Récapitulation : en 1908 le multiplicateur est 30 fois l'annuité successorale.

en 1934, 36 fois.

en 1949, 49 fois.

en 1953, 50 fois.

Ainsi, sa progression a été continue de 1930 à 1953 et apparaît surtout sensible dans la période de 1936 à 1949, pendant laquelle l'allongement de la durée de vie moyenne s'est également manifesté ; et la similitude en 1908 et 1934 de la méthode par le taux de dévolution avec celle de l'intervalle entre deux dévolutions (30 fois l'annuité successorale par l'une et l'autre méthode en 1908, 30 fois par la méthode de l'intervalle (donations comprises) et 36 fois par celle du taux de dévolution (donations non comprises) en 1934), renforce le crédit qu'on peut accorder désormais à la nouvelle méthode par le taux de dévolution.

CHAPITRE IX

Opérations à effectuer

Le produit de l'actif successoral par l'inverse du taux de mortalité dans chaque groupe d'âge donne une évaluation d'ensemble de la fortune privée. Mais, pour être complète, nous avons vu plus haut que l'évaluation de chaque nature de biens doit être affectée de 3 coefficients distincts :

1) Pourcentage, dans les valeurs énoncées, des biens réellement transmis (chap. V).

2) Pourcentage de réévaluation de la valeur des biens dans les successions souscrites postérieurement à l'année du décès (chap. VI).

3) Pourcentage de rehaussement de la valeur des mêmes biens en fonction des fraudes (omissions, insuffisances, non déclarations) (chap. VII).

Récapitulation des coefficients par lesquels les valeurs énoncées dans les déclarations souscrites en 1908, 1934, 1949, 1953, ont été multipliées pour la détermination de la fortune des vivants :

En 1908 :

Biens à déclarer	Rapport des valeurs énoncées aux valeurs réellement transmises		Rééva- luations		Redres- sement pour fraudes		Multipli- cateur de l'annuité succes- sorale.
V. fr. à revenu fixe	0 791	×	0	×	1,60	×	30
V. fr. revenu variable	0 791		0		1,60		30
V. étrangères	0 791		0		1,60		30
Numéraire, assurances- vie, dépôts	0 791		0		0		30
Livrets	0 791		0		2,50		30
Fonds commerce							
marchandises incl.	0 791		0		1,80		30
Meubles corporels	0 791		0		1,80		30
Immeubles agricoles	0 791		0		0		30
Autres immeubles	0 791		0		0		30

En 1934.

Biens à déclarer	Rapports des valeurs énoncées aux valeurs réellement transmises		Rééva- luation		Redres- sement pour fraudes		Multipli- cateur de l'annuité successo- rale.
V. fr. à revenu fixe	0 757	×	0	×	1,60	×	36
V. fr. à revenu var.	0 757		0		1,60		36
V. étrangères	0 757		0		1,60		36
Numéraire, assurances- vie, dépôts	0 757		0		0		36
Livrets	0 757		0		3		36
Fonds commerce marchandises incl.	0 757		0		1,80		36
Meubles corporels	0 757		0		1,80		36
Immeubles agricoles	0 757		0		1,60		36
Autres immeubles	0 757		0		1,60		36

En 1949 :

V. fr. à revenu fixe	0 706	×	0	×	1,60	×	49
V. fr. revenu variable	0 706		0		1,60		49
V. étrangères	0 706		0		1,60		49
Numéraire, assurances- vie, dépôts	0 706		0		0		49
Livrets	0 706		0		2		49
Fonds commerce marchandises incl.	0 706		1,28		1,25(1,60)		49
Meubles corporels	0 706		1,28		1,25(1,60)		49
Immeubles agricoles	0 706		1,30		1,15(1,50)		49
Autres immeubles	0 706		1,25		1,15(1,45) *		49

* (N.-B. ex : $1,25 \times 1,15 = 1,4375$ soit 1,45).

En 1953 :

V. fr. revenu fixe	0 787	×	0	×	1,60	×	50
V. revenu variable	0 787		1,15		0		50
V. étrangères	0 787		1,15		0		50
Numéraire, assurances- vie, dépôts	0 787		0		0		50
Livrets	0 787		0		2,3		50
Fonds commerce marchandises incl.	0 787		1,15		1,25(1,40)		50
Meubles corporels	0 787		1,07		1,25(1,35)		50
Immeubles agricoles	0 787		1,20		1,15(1,35)		50
Autres immeubles	0 787		1,15		1,15(1,30) *		50

* (Ex : $1,15 \times 1,15 = 1,32$ ramené à 1,30).

CHAPITRE X

La marge d'erreur et d'indétermination des patrimoines

Les opérations nécessitées pour l'évaluation des patrimoines privés sont donc multiples. Dans ces conditions, quelle confiance devons-nous avoir en elles ? Et quel degré d'exactitude leur attribuer ? Les sources d'erreurs sont nombreuses :

1) En premier lieu, il aurait fallu, pour obtenir des moyennes réellement valables, que les statistiques des transmissions par décès fussent établies pendant plusieurs années consécutives ; trois années au moins. Malheureusement, l'Administration des Finances, plus intéressée aux résultats fiscaux qu'aux considérations économiques, a consacré à la description des fortunes, par nature de biens et par département, quatre années seulement depuis le début du siècle et fort éloignées, sauf la dernière, les unes des autres : 1908, 1934, 1949 et 1953.

2) Des erreurs ont pu se produire dans le dépouillement des biens et les opérations de statistiques. Nous en avons personnellement corrigé plusieurs. De plus, il est arrivé, sans nul doute, que des biens aient été classés sous des rubriques autres que celles qui les concernaient. Par exemple, des obligations sous la rubrique « Rentes et valeurs du Trésor » ou des immeubles agricoles sous la rubrique « Immeubles Urbains » ou inversement.

3) Pour distraire l'actif successoral de l'actif de la communauté, nous avons recherché la proportion des valeurs transmises par rapport aux valeurs énoncées et établi un rapport unique, valable pour tous les départements, mais ce rapport varie avec chacun d'eux ; il était toutefois malaisé de le calculer par département parce qu'il varie chaque année et qu'en l'absence de statistiques pendant plusieurs années consécutives, nous aurions encouru ainsi des risques d'erreurs supplémentaires.

4) Le montant des fraudes par omission ou insuffisance, et des successions non déclarées pour insuffisance d'actif, est difficile à déterminer. Le chiffre en est incertain pour les immeubles et les

fonds de commerce, mais le devient bien davantage pour les valeurs mobilières, le numéraire, les meubles corporels, les bijoux, les collections, les stocks dépendant des fonds de commerce. Et la fraude, quoique générale, varie aussi suivant le département considéré.

5) La marge d'indétermination est plus élevée en 1953 qu'au cours des années précédentes. En effet, par suite des exonérations attendues des droits de succession en ligne directe et entre époux, beaucoup de petites et moyennes successions, qui devaient être déclarées, ne l'ont pas été en 1953 ; par contre, des successions très importantes, ouvertes depuis un long temps, ont été souscrites et de la sorte ont compensé dans une certaine mesure, mais dans une certaine mesure seulement, les successions non déclarées.

6) Le multiplicateur choisi n'est pas lui-même exempt d'incertitude, non seulement parce qu'étant dans l'impossibilité de connaître l'inverse du taux de mortalité dans chaque département, nous avons dû adopter un multiplicateur unique pour tous, mais aussi parce qu'il n'a pas été établi des moyennes d'inverse du taux de mortalité portant sur plusieurs années consécutives.

De plus, pour les années 1908 et 1934, la répartition de l'actif successoral par âge n'étant pas connue, nous avons été dans l'obligation, nous l'avons vu plus haut, de la calculer d'après les actifs répartis de 1943 à 1947, mais cette répartition, nécessairement arbitraire, est entachée d'inexactitudes probables.

Enfin, ce multiplicateur aurait dû être calculé par sexe et par catégories sociales, car la mortalité n'est pas la même dans les classes riches que dans les classes laborieuses.

Ainsi, les plus petites erreurs, les plus légères inexactitudes sont multipliées un grand nombre de fois puisqu'elles le sont dans tous les départements, et le sont d'autant plus que le multiplicateur appliqué est plus élevé.

Cependant, malgré ces critiques, nous croyons qu'une compensation générale s'établit entre les erreurs en plus et les erreurs en moins et que la loi des grands nombres, bien qu'appliquée à une années isolée et par département au lieu de l'être à la France entière, joue son rôle correcteur et régulateur de l'ensemble.

Il ne faut pas, d'autre part, perdre de vue que la statistique des valeurs, pour intéressante qu'elle soit, est d'un intérêt très secondaire, et que, ce qui nous importe, est de pouvoir comparer les départements, de faire apparaître la diversité de leur fortune particulière et les déséquilibres économiques qui les caractérisent.

Il ne faut pas enfin oublier que cet essai n'est pas une étude géographique des fortunes, en ce sens qu'il ne décrit pas des patrimoines là où ils se situent, mais là où sont domiciliés leurs propriétaires.

En d'autres termes, ce n'est pas la fortune économique, mais celle des personnes physiques que nous avons décrite. Sans doute, la fortune économique se confond ordinairement avec celle des particuliers, et le cas des Alpes-Maritimes, où le domicile des possédants et celui de leurs biens sont rarement les mêmes, est assez exceptionnel ; il n'en n'est pas moins vrai cependant que, dans de nombreux cas, la situation des immeubles et le domicile des propriétaires sont différents et cette anomalie introduit un élément de confusion dont souffrent les statistiques par département.

Et c'est dans cette perspective composite que la concordance de cette étude avec les réalités économiques doit être envisagée.

CHAPITRE XI

Plan général de la statistique des fortunes privées en France métropolitaine

Les patrimoines des personnes physiques ont été répartis en 13 sortes de biens :

- 1 — Rentes sur l'Etat, valeurs du Trésor à long, moyen et court terme.
- 2 — Obligations et bons.
- 3 — Actions et parts de fondateurs.
- 4 — Parts d'intérêt et commandites simples.
- 5 — Valeurs mobilières étrangères.
- 6 — Numéraire.
- 7 — Assurances sur la vie.
- 8 — Dépôts en banque et comptes courants.
- 9 — Livrets de caisse d'épargne et de retraite.
- 10 — Fonds de commerce et marchandises neuves.
- 11 — Meubles corporels (navires, bateaux, pierreries, bijoux, objets d'art et de collections, meubles meublants, autres meubles corporels (véhicules, outillages).
- 12 — Immeubles à usage agricole.
- 13 — Immeubles à autres usages.

Chacune de ces treize sortes de biens sera examinée séparément et son étude comportera, dans tous les cas, trois paragraphes :

- a) répartition par habitant.
- b) Pourcentage dans les fortunes privées totales.
- c) Progression de 1908 à 1953.

De plus, pour quatre catégories de biens :

- 1 — Dépôts.
- 2 — Fonds de commerce.
- 3 — Immeubles à usage agricole.
- 4 — Autres immeubles,

Deux nouveaux paragraphes ont été ajoutés :

d) Répartition des fortunes dans les classes possédantes (qu'il ne faut pas confondre avec la répartition par habitant).

e) Progression de la valeur des biens dans les classes possédantes et du nombre des possédants.

Pour quel motif n'avons-nous pas étudié la répartition et la progression des autres biens dans les classes possédantes?

Parce que ces quatre catégories de biens (dépôts, fonds de commerce, immeubles agricoles, immeubles urbains) sont les seules, sauf de rares exceptions, intégralement déclarées après le décès de leurs propriétaires.

La fraude porte sur leur évaluation, non sur leur existence. Pour les autres biens, au contraire, la fraude porte à la fois sur leur évaluation et sur le défaut de déclaration. Dans ces conditions, il était impossible de les répartir entre les seuls possédants connus d'après les déclarations de successions, puisqu'en ce qui les concerne, le nombre de leurs détenteurs se confond, le plus souvent, avec celui des habitants.

Par quel procédé la progression du nombre des propriétaires de dépôts, de fonds de commerce et d'immeubles a-t-elle été calculée ?

Nous avons admis que, par la méthode du taux de dévolution, la proportion des biens parmi les vivants était la même que parmi les défunts. Connaissant le chiffre de la population d'un département, et le nombre des successions souscrites au cours d'une année dans ce département, celui des successions immobilières urbaines, souscrites par tranche de dix mille habitants vivants, est donné, en 1908 pour le département de l'Ain par exemple, par la formule :

$$\frac{548 \text{ (nombre de déclarations comprenant des immeubles urbains)} \times 10\,000}{344\,000 \text{ (population du département)}} = X.$$

De même, en 1953, par la formule :

$$\frac{520 \text{ (nombre de déclarations comprenant des immeubles urbains)} \times 10\,000}{312\,000 \text{ (population en 1953)}} = Y.$$

En appliquant à X le taux de dévolution successorale de 1908 (soit 30) et à Y celui de 1953 (soit 50), la progression probable (Pr) du nombre des propriétaires sera donnée par la formule :

$$\text{Pr} = \frac{Y \times 50}{X \times 30} \text{ (progression de 1908 à 1953)}$$

Raisons pour lesquelles les créances sur particuliers (hypothécaires et chirographaires) ne doivent pas figurer dans une statistique de patrimoines privés :

Parce que les créances entrant dans un patrimoine sont nécessairement compensées par les dettes d'un autre patrimoine et s'annulent réciproquement. Il arrive bien souvent que les créances,

à l'intérieur d'un département, l'emportent sur les dettes et devraient par conséquent figurer, pour la différence, dans la fortune des particuliers, mais, sur le plan national, l'égalité se rétablit et les accidents temporaires et partiels ne peuvent pas être retenus.

De même, les rentes sur particuliers doivent être assimilées aux créances, ainsi que les intérêts, les loyers, les fermages, les revenus et dividendes de toutes sortes, car toutes ces valeurs trouvent leur contrepartie dans une dette correspondante. Nous devons cependant convenir que le défaut de discrimination entre département créancier et département débiteur introduit un élément d'inexactitude dans nos statistiques et augmente la marge d'indétermination des fortunes.

Offices Ministériels :

Ceux-ci ne constituent pas une richesse pour le patrimoine national mais en sont une pour ceux qui les possèdent. A ce titre, ils devraient figurer dans une statistique complète des biens privés. Malheureusement, dans les statistiques établies pour les années 1908 et 1934, l'Administration des Finances les a groupés sans distinction, avec les créances sur particuliers, rendant ainsi impossible toute comparaison avec les années 1949 et 1953. Dans ces conditions, nous avons préféré ne pas les compter dans les patrimoines.

Départements jumelés :

De même, l'Administration des Finances, dans la description des valeurs énoncées dans les déclarations de successions souscrites en 1934, a réuni plusieurs départements entre eux, de sorte qu'il n'a pas été possible d'étudier la composition des fortunes dans chacun d'eux séparément, ni d'effectuer d'utiles comparaisons avec les années qui précèdent ou suivent l'année 1934.

Les départements suivants ont été ainsi jumelés :

Ardèche et Drôme

Isère et Hautes-Alpes

Vaucluse et Basses-Alpes

Basses et Hautes-Pyrénées

Bas et Haut-Rhin

Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne et Ariège

Haute-Saône et territoire de Belfort.

CHAPITRE XII

Généralités

Avant de décrire la composition des fortunes dans chaque département de la métropole, quelques indications d'ordre général sont indispensables pour l'appréciation fidèle du contenu exact des statistiques.

I. — *RENTES SUR L'ETAT*

Sous cette rubrique, nous avons groupé, avec les rentes sur l'État proprement dites, toutes les obligations émanant directement du Budget, et dénommées « Bons et Obligations du Trésor » à court, moyen et long terme. Les emprunts et bons de la S.N.C.F. des P.T.T., de la caisse autonome d'amortissement, des collectivités publiques (départements, communes, etc...) n'y figurent pas, et, indépendamment des dispositions légales qui les ont exemptées en partie des droits de mutation par décès, et privent les statistiques d'un élément important, ces valeurs font l'objet d'une fraude successorale considérable.

II. — *OBLIGATIONS*

Elles comprennent normalement les emprunts des collectivités publiques : départements, communes etc..., de la S.N.C.F. des P.T.T. et de la Caisse Autonome d'Amortissement, ainsi que toutes les obligations et les bons émis par les entreprises privées, les sociétés anonymes, les sociétés civiles, sociétés de personnes, etc..., et, comme pour les rentes, la fraude semble avoir atteint son maximum en 1934.

III. — *ACTIONS ET PARTS DE FONDATEURS*

Le cours de la Bourse de Paris du jour du décès détermine dans les successions la valeur estimative des titres cotés. Les titres non cotés sont évalués par les héritiers en fonction du dernier bilan et du

nombre de titres en circulation. Mais jusqu'en 1949, les insuffisances d'évaluation pour les titres non cotés, et les omissions, pour tous, dépassent très probablement les rehaussements effectués par nous dans le chapitre VII précédent.

IV. — PARTS D'INTÉRÊTS

Nous désignons ainsi toutes les sociétés non anonymes : sociétés en nom, en commandite simple, part du commandité dans les commandites par actions, sociétés à responsabilité limitée, etc...

Les parts d'intérêt sont estimées, comme les autres titres non cotés, par les héritiers eux-mêmes et leur évaluation est soumise au contrôle des agents de l'Enregistrement ; mais, avant 1949, ce contrôle était peu efficace et la fraude plus élevée que pour les actions.

V. — VALEURS MOBILIÈRES ÉTRANGÈRES

Elles englobent tous les titres étrangers (sauf les créances sur les personnes physiques), actions, obligations, rentes sur les Etats étrangers, etc... et leur évaluation est soumise aux mêmes règles que les actions et valeurs françaises cotées et non cotées.

En 1908 et 1934, une partie importante de ces biens n'était pas déclarée et échappait aux statistiques successorales. L'obligation de déposer en banque les valeurs étrangères a diminué la fraude depuis 1949 ; elle subsiste cependant et grandit avec l'importance des patrimoines.

VI. — NUMÉRAIRE

Les billets de banque, l'or, sous forme de lingots ou de monnaie. les devises étrangères (dollars, livres sterling etc...) sont une richesse pour leurs propriétaires et doivent être déclarés après leur décès. Mais il est bien rare que l'or et les billets, qui ne sont pas déposés dans les coffres des établissements publics, le soient. La fraude est impossible à évaluer et toutes les hypothèses sont permises.

VII. — ASSURANCES SUR LA VIE

Dans une statistique des fortunes après décès, tous les contrats d'assurances sur la vie devraient être compris dans les patrimoines. Cependant, un certain nombre de contrats dits « aléatoires », sont exemptés des droits de succession et échappent ainsi au recensement.

VIII. — DÉPOTS ET COMPTES COURANTS

Les dépôts et comptes courants dans les banques, au siège des sociétés, et chez les officiers ministériels, sont, en général, intégralement déclarés. De tous les biens laissés par les défunts, ils sont ceux qui reflètent le mieux la réalité.

IX. — LIVRETS

Ils ont été, jusqu'en 1949, partiellement non déclarés. Depuis cette date, un contrôle rigoureux a réduit considérablement leur dissimulation. Mais un grand nombre de petites successions échappent encore, avec la tolérance tacite de l'Administration, à la formalité.

X. — FONDS DE COMMERCE

Ils ont été globalement évalués avec le matériel et les marchandises neuves qui en dépendent. La fraude porte moins sur leur nombre, (encore qu'en 1908 et en 1934 les omissions aient été fréquentes) que sur leur évaluation. Un contrôle sévère a permis de nombreux redressements dans les successions souscrites en 1949 et 1953, mais les minorations demeurent encore très importantes. C'est pourquoi nous leur avons appliqué un rehaussement uniforme de 25 % pour ces dernières années.

XI. — MEUBLES CORPORELS

Ils se divisent en trois groupes :

1 — Les meubles meublants, meubles de maison, et les collections, bijoux, objets d'art, etc...

2 — Les autres meubles corporels : outillages, machines, véhicules, stock, récoltes, navires, bateaux, animaux, etc...

3 — Les biens meubles, immeubles par destination : cheptel, entrain de ferme, etc.

1) Meubles meublants : leur mode d'évaluation varie suivant l'année considérée :

1908 : à défaut de ventes aux enchères publiques ou d'inventaire par un officier ministériel, les polices d'assurances contre l'incendie servent de base à leur évaluation, fixée à 33 % de leur montant.

1934 : A défaut de vente publique, les meubles meublants sont estimés à 60 % du montant du mobilier assuré. A défaut de vente publique ou d'assurance, l'estimation en est faite par inventaire ou simple déclaration.

1949 : Les polices d'assurance contre l'incendie ne sont plus prises en considération dans l'évaluation des meubles meublants. A défaut de vente publique ou d'inventaire dressé dans les formes prescrites, le mobilier est estimé forfaitairement à 5 % de l'actif brut de succession (l'actif brut est l'actif avant la déduction du passif). Toutefois en ce qui concerne les bijoux, pierreries, collections, objets d'art, les 60 % du mobilier assuré contre le vol ou l'incendie sont toujours pris en considération.

1953 : Même réglementation.

2) *Autres meubles corporels* : Les polices d'assurance ne constituent pas une base obligatoire d'évaluation pour les objets mobiliers qui ne sont pas considérés comme meublants. Leur évaluation résulte soit d'une vente publique, soit d'un inventaire, soit d'une déclaration estimative des parties.

3) *Biens meubles, immeubles par destination* : Ils suivent le sort des immeubles auxquels ils sont rattachés et sont évalués avec eux. Ainsi, les immeubles à usage agricole comprennent le cheptel et l'entraîn de ferme lorsqu'ils appartiennent au même propriétaire.

La fraude a toujours été élevée sur les meubles : fraude par insuffisance d'évaluation, par omission ou par défaut de déclaration. Au-dessous d'une certaine somme, les actifs échappent même, avec la tolérance passive de l'Administration, à la formalité de la déclaration obligatoire. La fraude est particulièrement importante sur les bijoux, les collections, les œuvres d'art, lorsqu'ils ne font pas, dans une police d'assurance, l'objet d'une évaluation séparée. Elle est aussi très importante sur les autres meubles corporels et sur les biens meubles, immeubles par destination. Dans tous les cas où l'évaluation est faite par simple estimation des parties, l'Administration de l'Enregistrement est mal armée par les textes pour la discuter.

XII. — IMMEUBLES A USAGE AGRICOLE

Ils sont en général tous déclarés après décès. Les omissions sont négligeables. Dans les successions souscrites en 1908, ils étaient évalués d'après leur revenu brut capitalisé au denier 25. Mais, depuis la première guerre mondiale, et à défaut de vente publique, les héritiers fixent eux-mêmes la valeur vénale au jour du décès de leurs auteurs, et le contrôle en est fait par les agents de l'Enregistrement : contrôle insuffisant en 1934 ; contrôle rigoureux en 1949 et

1953 où les redressements, à la requête de l'Administration, sont nombreux. Malgré cela, les insuffisances d'évaluation restent encore importantes en 1949 et 1953; aussi avons-nous uniformément rehaussé de 15 % toutes les évaluations faites en 1949 et 1953, de 60 % les évaluations de 1934.

XIII. — AUTRES IMMEUBLES

Évalués en 1908 d'après le revenu brut capitalisé au denier 20. Évalués depuis 1934, d'après la déclaration estimative des héritiers. Le contrôle des évaluations présente les mêmes caractères que celui des immeubles agricoles et les insuffisances sont aussi importantes.

Particularité propre à ces sortes de biens : agricoles et autres immeubles. Les immeubles appartenant aux sociétés n'apparaissent pas dans les statistiques successorales, car ils sont incorporés dans les actions ou dans les parts, dont la valeur est augmentée d'autant; et c'est sous la forme de valeurs mobilières (valeurs de bourses ou parts sociales) qu'ils figurent dans le patrimoine des personnes physiques.

DEUXIEME PARTIE

Statistique par département
et par nature de biens

CHAPITRE XIII

Rentes sur l'Etat et valeurs du trésor

Elles seront confondues sous la même rubrique dans cette étude. En effet, les statistiques publiées pour les années 1908 et 1934 par l'Administration de l'Enregistrement ne distinguent pas les rentes sur l'Etat des valeurs du Trésor, et, dans celles concernant les années 1949 et 1953, les valeurs du Trésor à court terme sont seules mentionnées séparément. Le premier tableau montre la *progression* du nombre de successions qui comprennent des rentes sur l'Etat ou des valeurs du Trésor, et leur *pourcentage* par rapport au nombre total des successions déclarées :

Années 1908		1934		1949		1953	
Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
29.455	7,97	64.859	18,53	67.998	23,47	52.972	20,30

Un deuxième tableau fait apparaître, pour l'ensemble des départements, la progression, en capital, des rentes et valeurs du Trésor détenues par les particuliers et la proportion de ces biens par rapport à la fortune privée totale : (en millions).

Années 1908		1934		1949		1953	
15.217	7,66	62.431	7,32	214.247	2,72	267.253	1,72

Sous les réserves antérieurement formulées (pour fraudes, omissions, petites successions non déclarées, etc...) et qui, malgré le rehaussement forfaitaire que nous leur avons appliqué, s'imposent tout particulièrement aux valeurs du Trésor à court terme, l'examen de ces deux tableaux permet les constatations suivantes :

Tandis que le nombre de successions comprenant des rentes et des valeurs du Trésor, ainsi que leur pourcentage par rapport au nombre total des successions déclarées, ont plus que doublé en 1934 et en 1949 par rapport à l'année 1908, la proportion de ces mêmes biens, par rapport à la fortune totale des particuliers,

et par habitant, a suivi une voie inverse, puisque cette proportion a été ramenée de 7,66 % en 1908 à 1,72 % en 1953.

Si cette contradiction traduit, avec évidence, l'amenuisement d'un capital dont la valeur n'a pas suivi la hausse des autres biens, elle montre dans le même temps, que les particuliers, sollicités par des émissions répétées du Trésor depuis la première guerre mondiale, ont manifesté leur confiance (ou leur patriotisme) en y souscrivant toujours davantage.

Il convient toutefois de reconnaître que la commodité des bons à court terme, d'une liquidité presque parfaite, ne permet pas d'attribuer, à la confiance ou au patriotisme seuls, une importance décisive, et que la majeure partie de ces bons est omise dans les déclarations de successions.

Si, de ces remarques d'ordre très général, valables pour l'ensemble de la France, nous passons à l'examen de chaque département, ou d'une région déterminée, de nombreuses discordances, par rapport à l'ensemble, méritent de retenir l'attention ; nous examinerons successivement :

- 1) La répartition en capital par tête d'habitant.
- 2) La proportion par rapport aux fortunes privées totales.
- 3) La progression depuis 1908 du montant des rentes et valeurs du Trésor détenues par les particuliers.

I. — RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE ET PAR HABITANT :

Année 1908 : La répartition la plus forte par habitant, se rencontre dans les riches départements, agricoles ou industriels, de la région parisienne, de la Normandie et du Nord-Est de la France ; ainsi, le Calvados, le Loir-et-Cher, la Somme, l'Aisne, les Ardennes la Meurthe et Moselle détiennent, par habitant, un capital en rentes et valeurs du Trésor, supérieur à la moyenne générale de la France (387 fr par habitant). Le département de la Meuse, probablement pour des raisons hautement patriotiques, car ce département est classé parmi les moins fortunés, dépasse aussi la moyenne générale.

Dans l'Eure-et-Loir, l'Indre-et-Loire, le Loiret, la Seine-Inférieure, l'Yonne et la Marne, la moyenne s'établit de même, au-dessus de la moyenne d'ensemble.

La richesse en rentes françaises et valeurs du Trésor s'accroît dans l'Eure, l'Aube et la Seine-et-Marne, où elle atteint 820 à 930 fr. en capital et par habitant. Et, dans les trois départements de la Seine, de la Seine-et-Oise et de l'Oise, la moyenne est, par tête, la plus élevée de tous les départements (plus de 1 000 fr par habitant).

Par contre, les très riches départements du Nord et du Pas-de-Calais, agricoles et industriels à la fois, ne détiennent, par habitant,

qu'un capital très inférieur à la moyenne générale de 387 fr par habitant ; sans doute, en valeur absolue, leurs capitaux en rentes et valeurs du Trésor figurent parmi les plus élevés de France, mais l'importance de leur population ouvrière ramène leur moyenne par habitant à des chiffres très bas.

Poursuivant notre voyage à travers la France métropolitaine, nous constatons que les départements de l'Ouest, ceux du Centre, du Sud-Est, et la presque totalité des départements du Midi possèdent en valeurs d'Etat, et par habitant, des capitaux dont le montant est très inférieur à la moyenne générale, et que les départements très industrialisés du Rhône, de la Loire et des Bouches-du-Rhône figurent parmi eux.

Ces constatations rendent plus intéressant le fait que des départements pauvres, comme le Var, ou même très pauvres, comme les Basses-Alpes, réalisent, par habitant, une moyenne supérieure, ou au moins égale, à celle de départements réputés riches comme les deux Charentes, la Manche et la Gironde.

Année 1934 : La physionomie d'ensemble n'a pas été modifiée par les bouleversements économiques et financiers que la première guerre mondiale avait apportés. Mais, en francs dévalués, des départements comme la Seine-et-Oise et le Var doublent à peine, en francs or, leurs chiffres de 1908 ; d'autres, les plus nombreux, sont proches de la moyenne générale, (1 515 fr par habitant en 1934) qu'ils étaient loin d'atteindre en 1908 ; ainsi, se présentent les départements du Nord et du Pas-de-Calais, du Gard et de l'Hérault, et des départements très attardés en 1908, comme le Rhône, les Alpes-Maritimes, et la Nièvre dépassent largement cette moyenne ; seuls, parmi les plus importants, les trois départements recouvrés ne l'atteignent pas, mais cette anomalie s'explique par les événements qui les avaient séparés, pendant un demi-siècle, de la communauté française.

Année 1949 : Les événements mondiaux, l'occupation étrangère, l'inflation n'ont pas modifié sensiblement la répartition des rentes et valeurs de l'État français par habitant. Hormis la Bretagne et les départements frontaliers de l'Est, les départements sis au Nord de la Loire demeurent les plus riches par tête ; cependant, le département des Basses-Alpes que nous avons déjà remarqué en 1908, occupe la première place avec le chiffre surprenant de plus de 70 000 fr de valeurs d'État par habitant ; sans doute, faut-il tenir compte de facteurs inhabituels (successions très importantes pouvant fausser les statistiques), mais ces réserves ne diminuent en rien la place d'honneur qu'il occupe et qui contraste nettement avec sa pauvreté d'ensemble.

Après lui, le Calvados, plus de 30 000 fr par habitant, devance les départements du Loir-et-Cher 20 000 fr, de l'Aisne 12 700 fr.

de l'Eure-et-Loir 9 500 fr, de l'Yonne 8 300 fr, et de la Meuse 9 300 fr, qui se maintiennent aux premières places comme en 1934.

Par contre, le département de la Seine, avec seulement 5 188 fr par habitant contre 3 161 en 1934 descend de la sixième à la trente-et-unième place et n'atteint plus la moyenne générale (5 200 fr en 1949); celui de la Seine-et-Marne avec 7 032 fr contre 3 177 fr en 1934 est ramené de la cinquième à la treizième place.

De riches départements, comme la Marne, ne doublent même pas, en francs papier, le capital par tête qu'ils possédaient en 1934 et ce département rétrograde de la première place qu'il occupait en 1934 à la dix-huitième.

De très importants départements, tels les Bouches-du-Rhône et la Loire-Atlantique, ne parviennent, non plus qu'en 1934, à s'élever au niveau de la moyenne générale de 1949 et lui restent très inférieurs, cependant que, dans le même temps, la Gironde passe de 1 200 fr à 6 140 fr par habitant et de la trente-troisième à la 20^e place.

Parmi les départements moins fortunés, la Corse, reste en 1949, comme en 1908 et en 1934, celui où la moyenne par habitant est la plus faible. Ce fait est à signaler car, nous le verrons, la Corse est l'un des départements où la proportion des valeurs du Trésor dans la fortune privée est la plus forte.

Année 1953 : Tandis que 30 départements atteignaient ou dépassaient en 1949 la moyenne générale de 1949, 37 ont atteint ou dépassé en 1953 la moyenne de 1953, mais la répartition géographique n'a pas changé pour autant, puisque 25 de ces départements se trouvent au nord de la ligne conventionnelle Nantes Lons-le-Saunier et 12 seulement au sud.

Dans 17 départements au nord de la Loire, la moyenne est comprise entre 8 000 et 10 000 fr par habitant; seuls, 4 départements au sud de ce fleuve, (Creuse, Var, Alpes-Maritimes et Haute-Garonne) atteignent des chiffres aussi élevés. Remarquons aussi bien que le Rhône, la Loire, l'Isère, la Gironde, les Bouches-du-Rhône, dans la zone sud, et les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Seine-Maritime, de la Seine-et-Oise, dans la zone septentrionale, tous départements où la fortune privée est relativement importante et privilégiée, restent, sauf le Rhône qui s'en approche, très au-dessous de la moyenne d'ensemble des départements en 1953 : (6 250 fr de rentes et valeurs du Trésor par habitant). Le capital par tête, en Gironde et dans les Bouches-du-Rhône, est d'un niveau extrêmement bas et du même ordre de grandeur que celui des habitants de la Lozère et des Hautes-Alpes.

Par contre, le département de la Moselle a comblé en partie son retard, et sa moyenne dépasse celle de la Meurthe-et-Moselle et du Pas-de-Calais, industrialisés comme lui.

II. — PROPORTION DES RENTES ET VALEURS DU TRÉSOR
DANS LES FORTUNES PRIVÉES TOTALES OU EMPLOI DES FORTUNES :

Année 1908 : le pourcentage moyen des rentes et valeurs du Trésor françaises détenues par les particuliers, par rapport à leur fortune totale, s'établissait avant la première guerre mondiale, à 7,65 %, mais cette proportion variait beaucoup d'un département à un autre. Les très pauvres départements des Basses-Alpes et des Hautes-Alpes, qui, dans la répartition par habitant, occupaient déjà en 1908 une place très honorable par rapport à leur fortune totale, tiennent les premières places avec les pourcentages de 18 % et de 15 %, devant des départements bien plus riches comme l'Oise 14,4 %, l'Aube 13 %, l'Eure 12,5 %, la Seine-et-Marne 11,9 %, la Seine-et-Oise 10,9 %, et le Loiret 10,4 %.

De même, la Corse, au dernier rang dans la répartition par habitant, figure, avec plus 12 %, parmi les premiers.

D'une manière générale, cependant, avant 1914, la proportion des rentes et valeurs du Trésor augmente avec la richesse en rentes par habitant et le tableau de la proportion des rentes dans les fortunes coiffe, dans l'ensemble, celui de la répartition.

Mais des départements réputés riches sont loin d'avoir la proportion la plus forte et évoluent autour de la proportion moyenne générale sans beaucoup la dépasser. Ainsi en est-il de la Seine 8 %, du Calvados 7,65 %, de la Marne 8 %, des Bouches-du-Rhône 8,14 %, de la Gironde 8,4 %, de l'Eure-et-Loir 8,90 %, de la Somme 8,76 % et de la Manche 8,90 % ; d'autres, très fortement agricoles, n'atteignent pas la moyenne générale : Orne 5,90 %, Vaucluse 5,8 %, Maine-et-Loire 5 %, et, dans les départements très industrialisés, Rhône 3,29 %, Nord 3,44 %, Loire 3,10 %, les pourcentages sont inférieurs ou voisins de ceux des départements économiquement les plus pauvres.

Année 1953 : Tandis que les événements politiques et financiers n'ont pas sensiblement modifié la répartition des rentes et valeurs du Trésor de 1908 à 1953, leur proportion, dans les fortunes privées, a été bouleversée depuis 1914 et n'atteint plus en moyenne, pour 1953, qu'environ 1,70 % de la fortune privée, contre 7,65 en 1908.

Avec plus de 10 %, la Corse occupe de beaucoup le premier rang et témoigne de son patriotisme et de sa confiance dans l'Etat. Loin derrière, le département des Basses-Alpes, avec un pourcentage de 2,10 %, supérieur à celui de la Seine, 2 %, confirme que sa primauté avant 1914, n'était pas usurpée.

Dans d'autres départements pauvres (Var, Creuse, Corrèze, Jura, Haute-Marne, Finistère, Drôme, Landes) le pourcentage est

également supérieur à la moyenne générale et varie de 3 % pour le Var à 2,45 % pour la Creuse et 1,90 % pour les Landes.

Ce n'est donc pas sans quelque surprise que nous voyons des départements riches comme le Rhône, les Bouches-du-Rhône et l'Eure avoir des pourcentages inférieurs à la moyenne et du même ordre de grandeur que ceux du Lot, du Lot-et-Garonne et de l'Ariège : Rhône 1,52 %, Ariège, Lot et Lot-et-Garonne 1,50 %. De riches départements tels que la Gironde 1 %, la Loire-Atlantique 1,06 %, la Seine-Maritime 1,34 %, le Nord 1,35 % se situent même en dessous des départements très pauvres comme les Hautes-Pyrénées 1,60 %, le Cantal 1,39 %, l'Aveyron 1,37 %, ou la Lozère 1,35 % de leur fortune privée totale.

III. — PROGRESSION DE 1908 A 1953 DES RENTES ET VALEURS DU TRÉSOR DANS LA FORTUNE DES PARTICULIERS :

Cette étude est intéressante, car elle montre que le montant total des rentes et valeurs du Trésor détenues par les particuliers a progressé, pour la France entière, de 16 fois environ pendant ce demi-siècle (manifestant ainsi l'accroissement des émissions au cours de cette période et non l'augmentation en valeur puisque celle-ci a, au contraire, diminué), mais que cette progression est loin d'avoir été uniforme dans tous les départements. Des écarts considérables sont constatés : tandis que les fortunes en rentes et valeurs du Trésor ont progressé de 200 fois, depuis 1908 en Corrèze, elles n'ont augmenté que de 6 fois dans la Seine et de moins encore en Seine-et-Oise.

En général, la progression en valeur a été bien plus forte dans les départements pauvres. La Corrèze 196 fois, la Lozère 124 fois, l'Ardèche 118 fois, la Creuse 112 fois, la Haute-Loire 88 fois, l'Aveyron 85 fois, le Lot 81 fois, l'Ariège et les Côtes-du-Nord 68 fois, le Gers et le Lot-et-Garonne 50 fois, détiennent, avec la Corse 86 fois, les plus fortes progressions d'où les plus riches départements sont exclus.

Et, si dans les départements du Nord, 31 fois, du Rhône 28 fois, de la Loire 41 fois, la progression dépasse encore largement la moyenne de la France entière, les riches départements agricoles de la Manche 26 fois, du Calvados 26 fois, n'ont guère plus progressé que celui des Basses-Alpes où les rentes et valeurs du Trésor représentent dans les patrimoines 21 fois, c'est-à-dire autant que dans l'Eure-et-Loir, les chiffres de 1908.

Les taux de progression les plus faibles, et inférieurs à la moyenne de 16 fois les chiffres de 1908, sont enregistrés dans les départements où l'industrie et l'agriculture sont les plus florissantes : 15 fois seulement dans la Somme, 14 fois dans le Loiret,

13 fois dans la Marne et dans l'Aube, 12 fois dans l'Aisne, 11 fois dans la Meurthe-et-Moselle, 10 fois dans la Gironde et les Bouches-du-Rhône, 8 fois à peine dans la Seine-et-Marne et la Seine-Maritime, 8 fois 1/2 dans l'Eure, 7 fois dans l'Oise, les moyennes de 1908. Ils se situent au plus bas dans la Seine et la Seine-et-Oise. On remarquera toutefois que ces trois derniers départements bénéficiaient en 1908 de la répartition par habitant la plus élevée.

Dans l'ensemble, et quels que soient les motifs qui les déterminent, les habitants des départements en retard d'expansion économique ont témoigné de plus de confiance envers l'Etat que ceux des départements où l'expansion est la plus forte.

Mais, par rapport aux autres titres similaires détenus par les particuliers, dont la valeur apparente n'a pas non plus été modifiée par la chute du franc, telles les obligations (autres que celles du Trésor) et les livrets de retraite ou de Caisse d'Epargne, la progression des rentes sur l'Etat et des valeurs du Trésor, dans les fortunes, a été beaucoup plus faible, puisque, pour la France entière, l'accroissement nominal des obligations des sociétés, des départements, des communes, etc..., a été près de 4 fois et celui des livrets plus de 7 fois supérieur dans les patrimoines à celui des valeurs de l'Etat.

Classement par département et par habitant, des fortunes individuelles.

EN RENTES SUR L'ÉTAT ET VALEURS DU TRÉSOR.

DÉPARTEMENTS	1908	DÉPARTEMENTS	1934
Seine	1 343 F	Marne	3 943 F
Oise	1 140	Aisne	3 632
Seine-et-Oise	1 026	Ardennes	3 340
Seine-et-Marne	931	Somme	3 312
Aube	831	Seine-et-Marne	3 177
Eure	820	Seine	3 161
Marne	739	Oise	3 122
Seine-Inférieure	692	Loiret	3 116
Yonne	670	Meuse	2 780
Loiret	657	Yonne	2 647
Indre-et-Loire	612	Eure-et-Loir	2 530
Eure-et-Loir	598	Côte-d'Or	2 338
Aisne	571	Nièvre	2 329
Somme	557	Loir-et-Cher	2 228
Loir-et-Cher	526	Eure	2 183
Meuse	524	Rhône	2 167
Calvados	472	Aube	2 091
Ardennes	431	Alpes-Maritimes	2 022
Meurthe-et-Moselle	423	Indre-et-Loire	2 000
Var	406	Seine-Inférieure	1 892
Sarthe	360	Seine-et-Oise	1 785
Charente	355	Sarthe	1 743
Manche	354	Cher	1 733
Haute-Marne	342	Haute-Marne	1 684
Côte-d'Or	332	Gard	1 622
Basses-Alpes	328	Meurthe-et-Moselle	1 607
Gironde	326	Calvados	1 382
Charente-Inférieure	326	Orne	1 335
Basses-Pyrénées	324	Nord	1 326
Bouches-du-Rhône	300	Hérault	1 324
Orne	255	Pas-de-Calais	1 266
Alpes-Maritimes	213	Hte-Garonne	
		Ariège et Tarn-et-Ga-	
		ronne	1 244
Rhône	212	Gironde	1 230
Landes	212	Bses et Htes-Pyrénées	1 230
Loire-Inférieure	209	Bouches-du-Rhône	1 179
Ain	206	Saône-et-Loire	1 161
Pas-de-Calais	205	Loire-Inférieure	1 157
Tarn	205	Indre	1 131

DÉPARTEMENTS	1908	DÉPARTEMENTS	1934
Aude	202	Allier	1 125
Hautes-Alpes	201	Vienne	1 113
Vaucluse	201	Vosges	1 067
Vienne	200	Manche	1 049
Haute-Garonne	196	Loire	996
Pyrénées-Orientales	192	Maine-et-Loire	992
Allier	189	Aude	974
Cher	179		
		Basses-Alpes et Vaucluse	942
Maine-et-Loire	175	Haute-Saône	882
Nord	165	Var	878
Haute-Saône	162	Ain	866
Saône-et-Loire	161	Isère et Htes-Alpes	834
Vosges	161	Ille-et-Vilaine	820
Mayenne	153	Jura	812
Morbihan	145	Corrèze	745
Hérault	144	Cantal	742
Htes-Pyrénées	141	Puy-de-Dôme	722
Loire	134	Deux-Sèvres	711
Gard	131	Dordogne	695
Doubs	129	Doubs	682
Nièvre	128	Landes	654
Ille-et-Vilaine	128	Charente-Inférieure	651
Tarn-et-Garonne	119	Mayenne	641
Drôme	118	Drôme et Ardèche	639
Deux-Sèvres	114	Haute-Vienne	630
Cantal	113	Charente	525
Dordogne	111	Creuse	519
Jura	111	Côtes-du-Nord	509
Finistère	106	Aveyron	491
Isère	104	Vendée	458
Creuse	100	Tarn	438
Lot-et-Garonne	92	Morbihan	433
Savoie	90	Lozère	412
Indre	89	Finistère	409
Haute-Vienne	87	Pyrénées-Orientales	408
Puy-de-Dôme	85	Haute-Savoie	362
Gers	80	Lot-et-Garonne	341
Ariège	60	Lot	329
Lot	58	Savoie	322
Côtes-du-Nord	58	Haute-Loire	309
Aveyron	55	Gers	276
Vendée	55	Ht et Bas-Rhin	211

DÉPARTEMENTS	1908	DÉPARTEMENTS	1934
Haute-Loire	45	Corse	188
Ardèche	40	Moselle	100
Haute-Savoie	39		
Corrèze	34		
Corse	29		
Lozère	24		
Moyenne générale 387 par habitant.		Moyenne générale 1515 par habitant.	

Classement par département et par habitant, des fortunes individuelles.
EN RENTES SUR L'ÉTAT ET VALEURS DU TRÉSOR

DÉPARTEMENTS	1949	DÉPARTEMENTS	1953
Basses-Alpes	73 100 F	Ardennes	14 370 F
Calvados	30 500	Calvados	12 670
Loir-et-Cher	19 900	Eure-et-Loir	12 560
Aisne	12 750	Loir-et-Cher	11 320
Eure-et-Loir	9 550	Creuse	11 260
Meuse	9 378	Aube	10 940
Ain	8 857	Indre-et-Loire	10 520
Yonne	8 300	Marne	10 080
Loiret	7 814	Loiret	9 690
Hérault	7 590	Var	9 400
Manche	7 417	Manche	9 320
Somme	7 400	Nièvre	9 298
Seine-et-Marne	7 030	Yonne	9 250
Aube	6 950	Meuse	8 860
Eure	6 637	Hte-Garonne	8 660
Nord	6 430	Orne	8 480
Oise	6 415	Somme	8 430
Marne	6 348	Alpes-Maritimes	8 360
Indre-et-Loire	6 235	Oise	8 130
Gironde	6 164	Seine	8 050
Haute-Marne	6 010	Jura	8 010
Orne	6 000	Ille-et-Vilaine	7 500
Ardennes	5 969	Drôme	7 480
Cantal	5 954	Cher	7 380
Sarthe	5 873	Haute-Marne	7 380
Isère	5 836	Seine-et-Marne	7 350
Maine-et-Loire	5 474	Aisne	7 300
Seine-et-Oise	5 416	Sarthe	7 160
Nièvre	5 348	Eure	7 100

DÉPARTEMENTS	1949	DÉPARTEMENTS	1953
Rhône	5 247	Basses-Pyrénées	7 100
Seine	5 188	Basses-Alpes	6 800
Allier	5 105	Puy-de-Dôme	6 690
Doubs	4 897	Hérault	6 620
Saône-et-Loire	4 760	Vaucluse	6 540
Deux-Sèvres	4 748	Corrèze	6 500
Corrèze	4 700	Finistère	6 440
Vaucluse	4 664	Ain	6 400
Indre	4 593	Hte-Saône	6 130
Seine-Maritime	4 590	Hte-Vienne	6 120
Tarn-et-Garonne	4 560	Landes	6 020
Mayenne	4 460	Vosges	6 000
Landes	4 423	Rhône	5 950
Côte-d'Or	4 409	Vienne	5 950
Vosges	4 358	Maine-et-Loire	5 950
Jura	4 350	Allier	5 900
Cher	4 273	Saône-et-Loire	5 750
Ariège	4 210	Seine-et-Oise	5 590
Gard	4 174	Loire	5 560
Hte-Savoie	4 156	Côte-d'Or	5 470
Hte-Saône	4 130	Seine-Maritime	5 450
Ardèche	4 076	Indre	5 370
Vienne	4 046	Nord	5 250
Côtes-du-Nord	4 045	Cantal	5 040
Drôme	3 996	Pyrénées-Orientales	5 000
Lot	3 966	Deux-Sèvres	4 920
Charente-Maritime	3 915	Charente-Maritime	4 900
Aude	3 892	Moselle	4 898
Ille-et-Vilaine	3 892	Meurthe-et-Moselle	4 870
Loire	3 797	Isère	4 840
Puy-de-Dôme	3 770	Pas-de-Calais	4 820
Meurthe-et-Moselle	3 730	Ardèche	4 730
Loire-Atlantique	3 707	Aveyron	4 710
Pas-de-Calais	3 700	Lot	4 710
Creuse	3 623	Gard	4 680
Gers	3 576	Vendée	4 640
Charente	3 522	Lot-et-Garonne	4 640
Lozère	3 440	Htes-Pyrénées	4 350
Basses-Pyrénées	3 435	Savoie	4 240
Hte-Vienne	3 356	Loire-Atlantique	4 220
Lot-et-Garonne	3 220	Dordogne	4 110
Vendée	3 212	Ariège	4 080
Var	3 209	Tarn-et-Garonne	4 020

DÉPARTEMENTS	1949	DÉPARTEMENTS	1953
Aveyron	2 834	Gers	4 010
Htes-Alpes	2 782	Hte-Loire	3 980
Hte-Garonne	2 768	Côtes-du-Nord	3 940
Tarn	2 765	Doubs	3 820
Htes-Pyrénées	2 710	Mayenne	3 700
Bouches-du-Rhône	2 696	Aude	3 650
Bas et Ht-Rhin	2 683	Charente	3 600
Hte-Loire	2 625	Gironde	3 550
Savoie	2 518	Hte-Savoie	3 510
Finistère	2 385	Tarn	3 480
Dordogne	2 369	Ht et Bas-Rhin	3 120
Morbihan	2 000	Bouches-du-Rhône	3 090
Alpes-Maritimes	1 898	Lozère	2 990
Pyrénées-Orientales	1 770	Morbihan	2 980
Moselle	709	Htes-Alpes	2 890
Corse	214	Corse	2 510
Moyenne générale		Moyenne générale	
5 200 frs par habitant.		6 250 frs par habitant.	

Proportion dans les fortunes privées des rentes et obligations du Trésor.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT EN 1908.

Basses-Alpes	18,50 %	Cantal	6,44 %
Hautes-Alpes	15,50	Hérault	6,42
Oise	14,40	Dordogne	6,38
Yonne	13,3	Tarn-et-Garonne	6,18
Aube	13,2	Allier	6,03
Var	12,6	Ariège	5,94
Eure	12,5	Orne	5,91
Corse	12,2	Vaucluse	5,8
Seine-et-Marne	11,9	Finistère	5,73
Meuse	11,4	Cher	5,63
Charente-Inférieure	11,3	Gers	5,55
Indre-et-Loire	11,2	Ain	5,36
Tarn	11,2	Vienne	5,36
Seine-et-Oise	10,9	Saône-et-Loire	5,22
Loiret	10,4	Drôme	5,19
Charente	10,3	Haute-Vienne	5,16
Aude	10,2	Maine-et-Loire	4,98
Loir-et-Cher	10	Alpes-Maritimes	4,92
Basses-Pyrénées	10	Nièvre	4,90
Seine-Inférieure	9,84	Vosges	4,44
Hautes-Pyrénées	9,83	Aveyron	4,40
Aisne	9,49	Pyrénées-Orientales	4,34
Landes	9,26	Deux-Sèvres	4,34
Meurthe-et-Moselle	8,95	Lot	4,31
Ardennes	8,93	Savoie	4,24
Manche	8,92	Jura	4,24
Eure-et-Loir	8,89	Doubs	3,99
Somme	8,76	Mayenne	3,85
Haute-Marne	8,54	Isère	3,78
Gironde	8,4	Ille-et-Vilaine	3,71
Bouches-du-Rhône	8,14	Lot-et-Garonne	3,55
Marne	8,09	Puy-de-Dôme	3,45
Seine	8,04	Nord	3,44
Sarthe	7,92	Rhône	3,29
Morbihan	7,84	Ardèche	3,20
Calvados	7,64	Loire	3,12
Gard	7,37	Indre	3,02
Côte-d'Or	7,28	Haute-Loire	3
Creuse	7,14	Corrèze	2,85
Haute-Garonne	6,96	Côtes-du-Nord	2,77
Loire-Inférieure	6,86	Vendée	2,15
Pas-de-Calais	6,85	Lozère	2,09
Haute-Saône	6,76	Haute-Savoie	1,98

Moyenne nationale par habitant 7,65 %.

Proportion dans les fortunes privées des rentes et obligations du Trésor.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT EN 1953.

Corse	10,3	%	Vaucluse	1,67	%
Var	3,10		Isère	1,66	
Ardennes	2,95		Côte-d'Or	1,63	
Haute-Garonne	2,92		Gard	1,63	
Indre-et-Loire	2,60		Sarthe	1,62	
Basses-Pyrénées	2,47		Hautes-Pyrénées	1,60	
Creuse	2,45		Indre	1,59	
Calvados	2,37		Moselle	1,59	
Loir-et-Cher	2,33		Orne	1,55	
Nièvre	2,31		Allier	1,54	
Corrèze	2,30		Dordogne	1,53	
Meuse	2,29		Lot	1,52	
Aube	2,27		Meurthe-et-Moselle	1,52	
Jura	2,25		Rhône	1,52	
Marne	2,15		Ariège	1,50	
Basses-Alpes	2,10		Haute-Loire	1,50	
Yonne	2,09		Lot-et-Garonne	1,50	
Loire	2,07		Tarn-et-Garonne	1,48	
Drôme	2,06		Charente-Maritime	1,48	
Saône-et-Loire	2,06		Eure	1,44	
Haute-Marne	2,03		Pas-de-Calais	1,44	
Seine	2,02		Bouches-du-Rhône	1,40	
Finistère	2,01		Cantal	1,39	
Puy-de-Dôme	2		Aveyron	1,37	
Loiret	1,99		Pyrénées-Orientales	1,36	
Aisne	1,97		Nord	1,35	
Oise	1,95		Savoie	1,35	
Eure-et-Loir	1,94		Lozère	1,35	
Landes	1,92		Seine-Maritime	1,34	
Haute-Vienne	1,91		Gers	1,28	
Hérault	1,90		Charente	1,20	
Vienne	1,88		Deux-Sèvres	1,18	
Cher	1,87		Hautes-Alpes	1,16	
Alpes-Maritimes	1,86		Tarn	1,13	
Seine-et-Marne	1,86		Vendée	1,10	
Haute-Saône	1,83		Doubs	1,07	
Manche	1,81		Loire-Atlantique	1,06	
Ardèche	1,79		Côtes-du-Nord	1,06	
Vosges	1,78		Aude	1,05	
Somme	1,76		Bas et Haut-Rhin	1,03	
Seine-et-Oise	1,73		Gironde	1,02	
Ain	1,71		Morbihan	0,92	
Maine-et-Loire	1,69		Mayenne	0,88	
Ille-et-Vilaine	1,68		Haute-Savoie	0,79	

Moyenne nationale par habitant 1,72 %.

REPORT OF THE AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION
ON THE PROGRESS OF MEDICINE IN 1934

DEPARTMENT	1934	1933	1932	1931	1930
Internal Medicine	100	95	90	85	80
Cardiology	15	12	10	8	5
Endocrinology	10	8	5	3	2
Gastroenterology	12	10	8	6	4
Hematology	8	6	4	3	2
Infectious Diseases	18	15	12	10	8
Nephrology	10	8	6	4	3
Oncology	12	10	8	6	4
Pulmonology	15	12	10	8	6
Rheumatism	10	8	6	4	3
Sexual Diseases	12	10	8	6	4
Thrombosis	8	6	4	3	2
Tuberculosis	15	12	10	8	6
Unlabeled	10	8	6	4	3
Obstetrics and Gynecology	80	75	70	65	60
Obstetrics	40	35	30	25	20
Gynecology	40	40	40	40	40
Pediatrics	60	55	50	45	40
Infantile Diseases	30	25	20	15	10
Neonatology	10	8	6	4	3
Unlabeled	20	22	24	26	27
Surgery	70	65	60	55	50
General Surgery	35	30	25	20	15
Thoracic Surgery	10	8	6	4	3
Vascular Surgery	10	8	6	4	3
Unlabeled	15	13	11	9	7
Neurology	40	35	30	25	20
Epilepsy	10	8	6	4	3
Parkinsonism	5	4	3	2	1
Unlabeled	25	23	21	19	16
Ophthalmology	30	25	20	15	10
Cataracts	10	8	6	4	3
Glaucoma	10	8	6	4	3
Unlabeled	10	9	8	7	4
Otorhinolaryngology	20	18	16	14	12
Ear	10	8	6	4	3
Nose	10	8	6	4	3
Throat	10	8	6	4	3
Unlabeled	10	8	6	4	3

CHAPITRE XIV

Obligations et bons

Cette étude concernera aussi bien les obligations émises par les collectivités publiques que par les établissements privés ; c'est-à-dire qu'à l'exception des valeurs du Trésor proprement dites, elle englobera toutes les valeurs à revenu fixe : comme, par exemple, les emprunts des départements et des villes, ceux de la caisse autonome d'amortissement, des P.T.T., et ceux des sociétés par actions, etc...

Il nous faut reconnaître cependant que le classement des valeurs intermédiaires entre les obligations du Trésor proprement dites et celles des sociétés privées, a été effectué arbitrairement par les agents chargés de l'établir ; la responsabilité en incombe à l'imprécision de l'inventaire dressé par Monsieur le Président Robert Schuman, où des obligations comme celles des P.T.T., de la S.N.C.F., de la Caisse autonome d'amortissement figurent, tantôt sous la rubrique d'obligations du Trésor, tantôt sous celle d'obligations ordinaires. La confusion est d'autant plus explicable que l'État a souvent détourné, au profit du Budget général, des emprunts qui ne lui étaient pas normalement destinés.

Sous ces réserves, les tableaux ci-dessous font apparaître : le premier, la *progression* du nombre des successions comprenant des obligations et leur *pourcentage* par rapport au nombre total des successions déclarées.

Années 1908		1934		1949		1953	
Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
26 045	7,05	62 546	17,90	63 070	21,70	48 145	18,40

le deuxième tableau, la *progression*, en capital, des obligations pour l'ensemble des départements et la *proportion* de ces biens par rapport à la fortune privée totale (en millions de francs) ;

Années 1908		1934		1949		1953	
23,681	11,90 %	72 907	8,55	316 507	4,02	526 783	3,39

L'examen de ces deux tableaux conduit aux observations suivantes :

a) le nombre des déclarations comprenant des obligations a sans cesse augmenté jusqu'en 1934, ensuite est resté stable jusqu'en 1949. Ainsi, deux guerres mondiales, très défavorables aux revenus fixes, n'ont pas entamé la confiance des porteurs ; leur pourcentage, par rapport au nombre total des successions déclarées, a triplé pendant l'intervalle.

b) Par contre la valeur capitalisée des obligations s'est amoindrie en même temps que celle de la monnaie, car leur progression apparente (13 fois le montant de 1908 en 1949 et 22 fois en 1953) provient de la multiplicité des émissions depuis 1914, et non d'une indexation qui n'existait pas ; par voie de conséquence, leur pourcentage dans la fortune privée a été réduit des $2/3$.

c) La comparaison avec les rentes et les valeurs du Trésor, montre, dans la majorité des cas, un comportement identique des possédants, aussi bien dans le nombre des successions que dans le pourcentage par rapport à la fortune globale.

d) Nous savons, d'autre part, qu'une masse importante de ces titres a échappé aux statistiques des mutations par décès (déclarations non souscrites, omissions, insuffisances d'évaluation).

e) Les indications ci-dessus concernent l'ensemble des départements ; mais pour avoir des données plus précises sur la richesse de chacun d'eux, sur la portion de leur patrimoine que les particuliers consacrent à ces sortes de biens, et sur leur développement depuis la première guerre mondiale, nous devons examiner par chapitre :

1. La répartition, en capital, et par tête d'habitant.
2. La proportion des obligations dans la fortune privée totale.
3. Leur progression, depuis 1908, dans la fortune des particuliers.

1) RÉPARTITION PAR TÊTE D'HABITANT :

Année 1908 : Chaque habitant est propriétaire, en moyenne, de 605 fr d'obligations et de bons. Mais cette moyenne est le le résultat de grandes différences entre les départements ; en effet, tandis qu'en Ariège et en Corse, la moyenne n'excède pas 18 fr et 20 fr par habitant, elle atteint 2 560 fr dans le département de la Seine et 1 932 fr dans celui de la Marne. La Seine-et-Oise et la Seine-et-Marne sont troisième et quatrième avec 1 664 fr et 1 325 par habitant. Viennent ensuite l'Oise 1 215 fr, le Rhône 1 087 fr, la Somme 1 010 fr ; 18 départements dépassent la moyenne générale de 605 fr, ils se situent tous, sauf le Rhône, dans la zone Nord (au-dessus de la ligne Nantes Lons-le-Saunier). Citons, parmi eux, l'Aisne 916 fr, la Seine-Inférieure 881 fr, l'Eure 815 fr, l'Eure-et-

Loir 793 fr. Le peu fortuné département de la Meuse possède par habitant 771 fr d'obligations, soit presque autant que le riche Loiret 791 fr, et nous avons vu plus haut, concernant les rentes et valeurs du Trésor, quel intérêt cette région des marches frontières portait aux valeurs à revenu fixe.

A l'opposé, les 30 départements où la richesse moyenne en obligations et en bons est la plus faible, sont tous (hormis les 3 départements de l'extrême Bretagne : Finistère, Morbihan, Côtes-du-Nord, dont la moyenne est aussi très faible) situés au sud de cette ligne. Dans les plus riches d'entre eux, l'Allier et la Dordogne, la moyenne n'atteint pas 150 fr par habitant.

Au centre du groupe des départements moyens où sont compris les 38 départements dont la moyenne s'abaisse de 538 fr par habitant dans la Haute-Marne à 162 et 161 fr dans l'Orne et l'Ille-et-Vilaine, nous trouvons les riches départements du Calvados 504 fr, de la Côte-d'Or 470 fr, et du Nord 432; les départements côtiers du Var 328, des Bouches-du-Rhône 327, et des Alpes-Maritimes 315; les départements miniers de la Loire 293 et du Pas-de-Calais 210; les départements viticoles de la Gironde 272, de l'Aude 215 et de l'Hérault 176.

En général, et cela se conçoit aisément, la répartition des valeurs à revenu fixe est la même que la répartition des rentes et valeurs du Trésor. Quelques anomalies cependant doivent être signalées : ainsi, les départements du Nord et de la Loire possèdent, proportionnellement à leur population, bien plus d'obligations que de rentes et valeurs du Trésor; quant au département du Rhône, la disproportion est plus grande encore, puisque celui-ci détient, par tête, 5 fois plus d'obligations que de rentes.

Année 1934 : Après les soubresauts économiques qui ont suivi la première guerre mondiale, la fortune moyenne de chaque habitant de la métropole ressort à 1 770 fr en obligations et en bons. 21 départements atteignent et dépassent cette moyenne, tous situés, à l'exception du Rhône et des Alpes-Maritimes, dans la zone Nord, et tous, hormis les Alpes-Maritimes, étaient déjà les plus fortunés avant la guerre.

Le département de la Marne, second en 1908, est premier avec 6 489 fr par habitant. La Seine-et-Marne, 4^{ème} en 1908, prend la seconde place avec 4 258 fr par habitant; le département de la Seine, premier en 1908, est ramené à la troisième place et la partage avec le département de l'Aisne qui possède la même fortune individuelle 4 060 que lui.

Viennent ensuite l'Yonne 3 512 fr, le Loiret 3 509, l'Oise 3 386, la Seine-et-Oise 3 383, les Ardennes 3 379, la Somme 3 251 et le Rhône 3 108.

La population rurale du département de la Meuse, quoique peu

fortunée, continue d'être bien pourvue en valeurs à revenu fixe 2 892 fr par habitant, en obligations et en bons, chiffre très supérieur à la fortune obligataire des riches départements de l'Eure 2 482, de l'Eure-et-Loir 2 234 et des Alpes-Maritimes 2 362.

Il est vrai que ce dernier département a, depuis 1908, multiplié plus de 7 fois son portefeuille, tandis que la Meuse le multiplie 3 fois et demie, et les départements de l'Eure et de l'Eure-et-Loir 3 fois seulement.

Dans les départements de la Seine et de la Seine-et-Oise, la fortune obligataire, bien que l'une des plus élevée par tête, a moins augmenté que dans tous les autres : en Seine-et-Oise, le montant des obligations a été multiplié par 2 et dans la Seine par 1 $\frac{1}{2}$ seulement depuis 1908.

Les départements les moins fortunés en 1908 le demeurent en 1934 ; c'est toutefois parmi eux que l'on constate la plus forte progression nominale et ce phénomène n'a rien d'étonnant : plus les chiffres initiaux sont faibles, plus la hausse relative est rapide.

Ainsi, le département du Lot passe de 39 fr à 387 fr par habitant ; le Tarn, de 97 fr à 654 ; les Côtes-du-Nord, de 58 fr à 382 ; le Cantal, de 54 à 373 ; La Haute-Loire, de 51 à 598 ; la Corrèze, de 30 à 775 ; la Haute-Savoie, de 60 à 686 ; le Gers, de 31 à 186 ; l'Aveyron, de 27 à 358. Les Pyrénées-Orientales passent de 54 fr par habitant en 1908 à 452 en 1934.

Vers le milieu du tableau, entre les départements dont la moyenne est supérieure à 1 770 fr et ceux où elle est inférieure à 500 fr, nous remarquons la Nièvre 1 732 fr et l'Allier 1 412 fr, où les valeurs obligataires sont, par rapport à 1908, multipliées par 9 par habitant ; le Gard 1 720 fr où leur montant est multiplié par 14 ; le Nord 1 268 fr par 3 ; le Pas-de-Calais 1 238 fr par 6.

Dans l'Orne et le Calvados, départements voisins, de structure agricole similaire et de tendance sociale identique, le total par habitant, est 7 fois 1/2 supérieur au chiffre de 1908 dans l'Orne, et 2 fois 1/2 seulement dans le Calvados.

Année 1949 : Après la deuxième guerre mondiale et la défaveur accrue qui en est résultée pour les valeurs à revenu fixe, le portefeuille moyen en obligations de toutes sortes est évalué, pour l'ensemble du territoire métropolitain, à 7 680 fr par personne, soit un peu plus de 4 fois leur montant en 1934.

35 départements, dont 23 dans la zone Nord, atteignent et dépassent cette moyenne, et la plupart de ceux, dont la fortune moyenne était, en obligations, la plus élevée antérieurement, en sont toujours les plus pourvus, attestant ainsi, malgré la conjoncture, une stabilité remarquable dans l'emploi des fortunes. Le département de la Somme passe au premier rang avec 17 830 fr par habitant ; la Seine-et-Marne est deuxième avec 16 750 fr ; l'Aisne

est troisième avec 16 118 ; le Loiret, l'Eure-et-Loir, la Meuse, le Loir-et-Cher, l'Yonne, la Côte-d'Or, l'Oise se classent immédiatement après ; mais les départements de la Marne et de la Seine, premier et troisième en 1934, rétrogradent aux 16^e et 24^e rangs et le Rhône est ramené aussi de la 11^e à la 29^e place. En 1934, la moyenne par habitant était dans l'Aisne la même que dans la Seine ; en 1949, elle a quadruplé dans l'Aisne et simplement doublé dans la Seine. En 1949, les habitants de la Seine-et-Oise et du Rhône possèdent trois fois plus d'obligations qu'en 1934, et ceux de la Marne 2 fois plus seulement.

Par contre, les départements de la Haute-Garonne, de la Drôme, et du Vaucluse (très mal classés auparavant, bien que les départements limitrophes leur aient été réunis dans les statistiques de 1934,) s'inscrivent parmi les 20 premiers. Dans la Haute-Garonne, le montant des obligations détenues par les particuliers, est plus de vingt fois supérieur à ce qu'il était en 1934 ; dans la Drôme, leur montant est multiplié par 15 ; dans le Vaucluse, par 10.

D'autres départements ont, de même, beaucoup progressé et se classent parmi les premiers. Ainsi, dans l'Indre 10 810 fr, la fortune moyenne de 1934 est multipliée par 15 ; dans la Charente 7 969 fr, elle est 11 fois plus élevée qu'en 1934, et dépasse 8 fois le chiffre de 1934 dans la Haute-Saône et dans l'Hérault.

Il semble que souvent, dans des départements prospères, la fortune obligataire soit inférieure à celle de nombreux départements qui le sont moins : la moyenne dans les Basses-Alpes 6 916 fr et dans le Jura 6 699 surpasse celle du Nord 6 691, de la Loire 5 913, du Pas-de-Calais 5 502, et de la Gironde 5 394.

Celle des Bouches-du-Rhône 3 828 fr est très inférieure à celle de la Haute-Loire 4 763 fr et de l'Aveyron 4 634. Les moyennes les plus faibles sont enregistrées dans les Bas et Haut-Rhin 2 966 fr, et dans la Moselle 794 fr par habitant ; seule, la moyenne de la Corse est encore plus faible.

Il n'est pas sans intérêt, enfin, de considérer l'écart anormal de la richesse moyenne, en obligations, dans certains départements, tels les Basses-Alpes, le Calvados et le Loir-et-Cher, avec leur fortune moyenne, beaucoup plus élevée, en rentes et en valeurs du Trésor.

Année 1953 : La richesse moyenne en obligations et en bons évolue en 1953 autour de 12 320 fr par habitant ; 25 départements dépassent ce chiffre (19 sont situés dans la zone Nord et 6 dans la zone Sud).

A l'exception des départements des Vosges 17 020 fr par habitant, du Gard, 16 060, et des Landes 14 300, tous ces départements dépassaient déjà, en 1949, la moyenne générale. Le département de l'Aube 45 238 fr par habitant ravit à la Somme 28 155 fr par habi-

tant la première place que celle-ci occupait dans la statistique précédente. L'Yonne 24 911 fr est troisième; le Loir-et-Cher 23 674 fr est quatrième; le Loiret 22 882 fr est cinquième; les Ardennes 20 939 fr sont sixième; L'Eure-et-Loir est septième avec 20 374 fr par habitant. Ces départements, quelle que soit l'année considérée, se sont toujours tenus aux premiers rangs. La même observation est applicable au département de la Marne 20 349 fr, qui retrouve son excellent classement des années précédentes et surtout à celui de la Meuse 20 077 fr qui nous offre un bel exemple de fidélité à ces valeurs.

Des trois départements constituant l'agglomération parisienne, la Seine-et-Marne et surtout la Seine-et-Oise rétrogradent; quant à la Seine (16 768 fr), 15 départements, dont les Vosges et la Meuse, la surpassent.

Dans l'Aisne, la Seine-et-Marne et l'Eure, l'accroissement du portefeuille individuel a été minime depuis 1949; il est vrai que ces départements avaient, en 1949, réalisé des moyennes relativement élevées.

Les peuplés départements de la Loire 12 547 fr, de la Seine-Maritime 12 142, du Pas-de-Calais 12 120, et du Nord 11 714 fr occupent respectivement les 32^e, 33^e, 34^e et 36^e places.

De même qu'aux statistiques précédentes, les trois départements de l'extrême Bretagne figurent au bas du tableau avec de très faibles moyennes, tandis que des départements, paraissant plus déshérités, tels les Basses-Alpes, le Lot et la Haute-Loire, atteignent des moyennes bien plus élevées.

Le développement économique de la Haute-Savoie et de la Moselle n'a pas provoqué la revalorisation de leur portefeuille en titres à revenu fixe. Ces deux départements se rangent, la Moselle avec 7 564 fr, la Haute-Savoie avec 6 420 fr par habitant, parmi les départements les plus mal placés à cet égard.

Les Bouches-du-Rhône 5 692 fr sont au 83^e rang, venant après le Gers 6 418 et l'Ariège 6 240 fr.

Comparé au département du Rhône (même population ouvrière, industries puissantes, agriculture parvenue au même stade de développement), celui des Bouches-du-Rhône ne possède que peu de valeurs à revenu fixe. La situation n'est pas meilleure dans le Bas-Rhin et dans le Haut-Rhin. Ces deux départements réunis, ne détiennent pas, par tête, plus d'obligations que le département de la Lozère, et la Corse est le seul département qui leur soit encore inférieur.

2) PROPORTION DES OBLIGATIONS DANS LA FORTUNE PRIVÉE TOTALE :

Année 1908 : Nous avons vu, au début de ce chapitre, que le pourcentage des obligations par rapport à la fortune privée totale était, en 1908, de 11,9 % ; mais ce pourcentage n'est atteint et dépassé qu'en 17 départements de la zone Nord et en 2 de la zone Sud ; ainsi que la répartition, il varie considérablement d'un département à un autre.

Il dépasse 16 % dans quelques départements de l'Est (Marne 21 % ; Meurthe-et-Moselle 17,3 % ; Meuse 16,7 %) ; dans ceux qui environnent Paris : Seine-et-Oise 17,7 % ; Seine-et-Marne 17 % ; Yonne 18,2 % ; et dans le département du Rhône : 16,9 % ; il s'élève à 15,8 % dans la Somme ; à 15,3 % dans la Seine, l'Aisne et l'Oise ; à 14 % dans le Loir-et-Cher ; 13,6 % dans les Ardennes ; 13,4 % dans le Puy-de-Dôme et la Haute-Marne ; 13 % dans le Jura ; 12,5 dans le Loiret, l'Eure et la Seine-Inférieure.

Dans tous les autres départements, le pourcentage est inférieur à 12 % ; dans des départements aussi différents que le Nord, les Bouches du-Rhône, les Hautes-Alpes, la Haute-Saône et la Corse, le pourcentage est à peu près identique : 9 % dans le Nord et 8,43 % en Corse.

Il est, à quelques centièmes près, le même dans les Alpes-Maritimes 7,28 %, la Gironde et le Pas-de-Calais 7,02 % ; la Nièvre et la Vienne 6,97 %, le Gard 6,86 %, la Loire 6,84 %, et l'Isère 6,80 %.

Dans des départements, dont l'économie est très peu développée, le pourcentage est sensiblement le même et la variation maximale de 1 % environ : il est de 5,15 % en Lozère et dans les Landes ; de 5 % dans la Creuse ; 4,81 % en Savoie ; 4,72 % en Ardèche ; 4,67 % en Ille-et-Vilaine ; 4,27 % en Haute-Vienne et dans les Deux-Sèvres ; 4 % dans le Lot et le Tarn-et-Garonne.

Ceci montre que, malgré le caractère individualiste de la population, l'emploi des fortunes obéit, partout en France, à des goûts uniformes et que la diversité dans les pourcentages procède davantage des nécessités économiques que de la grandeur des fortunes.

Année 1953 : Deux guerres désastreuses pour la monnaie ont éloigné les capitaux des valeurs à revenu fixe, puisque le pourcentage des obligations, pour l'ensemble du territoire, tombe, en 1953, à 3,39 % de la fortune privée totale.

La diminution du pourcentage est surtout sensible dans les riches départements où il était, en 1908 le plus élevé : il s'abaisse, dans la Marne, de 21,1 % à 4,34 % ; dans la Seine-et-Oise de 17,7 % à 3,45 % ; en Meurthe-et-Moselle de 17,3 % à 3,25 % ;

dans le Rhône de 16,9 % à 3,92 % ; dans la Seine, de 15,3 % à 4,21 % ; dans la Seine-et-Marne de 17 % à 4,59 % ; dans l'Yonne de 18,2 % à 5,63 %.

Dans certains départements où il n'atteignait pas, en 1908, des taux aussi élevés, dans le Puy-de-Dôme, le Jura, l'Eure, l'Aude, par exemple, le pourcentage en obligations et en bons est cependant réduit des trois quarts.

Par contre, dans d'autres départements : la Côte-d'Or, la Haute-Saône, l'Allier, la Charente, le Cher, l'Orne, l'Isère, le Pas-de-Calais, la Savoie, les Vosges, la réduction du pourcentage n'atteint pas la moitié, et dans l'Aube, en Corse, dans le Gard et la Saône-et-Loire, la réduction est encore plus faible.

On conçoit que dans les départements où le taux des obligations par rapport à la fortune privée totale était déjà faible en 1908 (et ces départements sont, en général, les moins fortunés), la diminution des pourcentages ait été moins marquée ; mais on doit reconnaître aussi que, dans ceux où le développement économique est resté stationnaire, cette catégorie de biens a gardé, mieux que dans les départements riches, la faveur des possédants.

Bien plus, dans certains départements pauvres, le pourcentage des obligations a progressé de 1908 à 1953 : il passe de 3,40 % à 3,81 % dans la Haute-Loire ; de 2,16 % à 2,74 % dans l'Aveyron ; de 1,78 % à 2,29 % dans l'Ariège ; de 2,65 % à 3,21 % dans les Hautes-Pyrénées et de 1,22 % à 2,16 % dans les Pyrénées-Orientales.

3) PROGRESSION, EN CAPITAL, DEPUIS 1908, DES OBLIGATIONS DANS LES FORTUNES PRIVÉES :

Malgré le discrédit où sont tombées toutes les valeurs à revenu fixe (rentes, obligations des sociétés, etc...) et la diminution de leur valeur réelle sous l'effet cumulé des dévaluations et de la hausse des prix, leur montant global apparent n'a cessé de croître depuis 1908. Nous l'avons signalé plus haut, les émissions privées aussi bien que publiques, se sont multipliées, à tel point que les obligations détenues par les particuliers, capitalisées en francs dépréciés, représentent, pour l'ensemble du territoire, 20 fois leur total de 1908. Toutefois, cette progression varie beaucoup d'un département à un autre, mais, à l'inverse des constatations faites jusqu'ici, les progressions les plus fortes ont lieu au sud de la ligne Nantes Lons-le-Saunier ; d'une manière assez générale dans les départements où la répartition par tête, était la plus élevée, la progression a été, par contrecoup la plus faible. Ainsi, dans le Rhône, l'Oise et la Seine-et-Marne, le capital, par tête, représente 14 fois seulement

celui de 1908, 13 fois celui de 1908 dans la Seine-Maritime, 12 fois en Meurthe-et-Moselle, 10 fois dans la Marne ; moins de 7 fois en Seine-et-Oise et 6 fois $\frac{1}{2}$ dans la Seine. Par contre, le capital est 160 fois supérieur au chiffre de 1908 en Vendée et dans le Cantal ; 198 fois dans la Haute-Loire ; 213 fois dans le Lot ; 229 fois en Corrèze et dans les Hautes-Pyrénées ; et plus de 300 fois en Ariège et dans l'Aveyron. En Moselle, ainsi que dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin, la progression représente, environ, 10 fois la valeur globale de 1934.

Dans le riche Calvados, elle est du même ordre de grandeur que dans la Meuse (26 fois le montant de 1908).

Le patrimoine obligataire moyen, par habitant, a moins progressé dans le Nord et la Somme (27 fois les chiffres de 1908), que dans le Pas-de-Calais (57 fois), et bien moins qu'en Saône-et-Loire et en Corse (78 fois) ; c'est assez dire qu'il est difficile de dégager une constante de progression d'après les caractères économiques des départements.

Répartition des obligations et valeurs à revenu fixe.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT EN 1908.

Seine	2 559 F	Vaucluse	209 F
Marne	1 932	Drôme	208
Seine-et-Oise	1 664	Haute-Saône	202
Seine-et-Marne	1 325	Indre	197
Oise	1 215	Maine-et-Loire	197
Rhône	1 087	Saône-et-Loire	189
Somme	1 010	Isère	187
Aisne	916	Nièvre	182
Yonne	915	Cher	178
Seine-Inférieure	881	Hérault	176
Meurthe-et-Moselle	821	Loire-Inférieure	175
Eure	815	Orne	162
Eure-et-Loir	793	Ille-et-Vilaine	161
Loiret	791	Allier	149
Meuse	771	Dordogne	144
Loir-et-Cher	738	Gard	122
Aube	712	Landes	118
Ardennes	658	Deux-Sèvres	112
Haute-Marne	538	Hautes-Alpes	110
Indre-et-Loire	517	Lot-et-Garonne	104
Calvados	504	Basses-Alpes	103
Côte-d'Or	470	Savoie	102
Nord	432	Finistère	102
Jura	345	Tarn	97
Basses-Pyrénées	340	Tarn-et-Garonne	78
Puy-de-Dôme	330	Morbihan	72
Var	328	Haute-Vienne	72
Bouches-du-Rhône	327	Creuse	70
Alpes-Maritimes	315	Haute-Savoie	60
Doubs	313	Ardèche	59
Ain	308	Lozère	59
Loire	293	Côtes-du-Nord	58
Charente	289	Pyrénées-Orientales	54
Vosges	280	Cantal	54
Sarthe	279	Haute-Loire	51
Gironde	272	Vendée	39
Vienne	260	Lot	39
Charente-Inférieure	257	Hautes-Pyrénées	38
Manche	233	Gers	31
Haute-Garonne	227	Corrèze	30
Mayenne	225	Aveyron	27
Aude	215	Corse	20
Pas-de-Calais	210	Ariège	18

Moyenne générale et par habitant 605 fr en 1908.

Répartition des obligations et valeurs à revenu fixe.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT EN 1934.

Marne	6 489 F	Basses-Pyrénées et Hautes Pyrénées	1 076 F
Seine-et-Marne	4 258	Vienne	1 050
Seine	4 062	Jura	1 032
Aisne	4 062	Hérault	1 027
Yonne	3 512	Maine-et-Loire	1 003
Loiret	3 509	Loire-Inférieure	973
Oise	3 386	Var	794
Seine-et-Oise	3 383	Moselle	790
Ardennes	3 379	Ille-et-Vilaine	786
Somme	3 251	Charente-Inférieure	784
Rhône	3 108	Corrèze	775
Meuse	2 892	Drôme et Ardèche	769
Côte-d'Or	2 587	Hte-G., Ariège, T. Gar.	762
Eure	2 482	Haute-Vienne	728
Indre-et-Loire	2 366	Indre	721
Alpes-Maritimes	2 362	Charente	705
Meurthe-et-Moselle	2 300	Haute-Savoie	686
Eure-et-Loir	2 234	Manche	683
Loir-et-Cher	2 044	Dordogne	658
Seine-Inférieure	2 025	Tarn	654
Aube	1 950	Loire	630
Nièvre	1 732	Haute-Loire	598
Gard	1 720	Aude	598
Haute-Marne	1 717	Deux-Sèvres	511
Doubs	1 534	Creuse	500
Sarthe	1 484	Mayenne	475
Gironde	1 427	Landes	456
Allier	1 412	Pyrénées-Orientales	452
Isère et Htes-Alpes	1 387	Haut et Bas-Rhin	439
Saône-et-Loire	1 312	Lot	387
Vosges	1 298	Côtes-du-Nord	382
Calvados	1 298	Cantal	373
Puy-de-Dôme	1 288	Aveyron	358
Nord	1 268	Finistère	356
Pas-de-Calais	1 238	Morbihan	342
Orne	1 235	Savoie	269
Cher	1 176	Gers	186
Haute-Saône	1 112	Lot-et-Garonne	184
Bouches-du-Rhône	1 090	Vendée	182
Vaucluse et B. Alpes	1 086	Lozère	164
Ain	1 085	Corse	150

Moyenne générale et par habitant 1 770 fr en 1934.

Répartition des obligations et valeurs à revenu fixe.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT EN 1949.

Somme	17 837 F	Vosges	6 867 F
Seine-et-Marne	16 752	Jura	6 699
Aisne	16 118	Nord	6 691
Loiret	15 314	Doubs	6 618
Haute-Garonne	14 610	Charente-Maritime	6 397
Eure-et-Loir	14 483	Ariège	6 316
Meuse	14 288	Lot-et-Garonne	5 937
Loir-et-Cher	13 932	Loire	5 913
Yonne	13 890	Tarn	5 879
Côte-d'Or	13 770	Vienne	5 823
Oise	13 249	Cantal	5 798
Aube	13 209	Isère	5 748
Ardennes	12 703	Dordogne	5 620
Seine-Maritime	12 555	Savoie	5 525
Eure	12 025	Mayenne	5 514
Marne	11 585	Haute-Savoie	5 505
Drôme	11 286	Pas-de-Calais	5 502
Indre	10 811	Gironde	5 394
Vaucluse	10 600	Corrèze	5 247
Seine-et-Oise	10 365	Gard	5 234
Alpes-Maritimes	10 027	Basses-Pyrénées	5 168
Saône-et-Loire	9 706	Hautes-Alpes	4 971
Haute-Marne	9 682	Creuse	4 971
Seine	9 309	Haute-Vienne	4 833
Calvados	9 126	Haute-Loire	4 763
Haute-Saône	9 096	Aveyron	4 634
Nièvre	9 094	Aude	4 509
Hérault	8 884	Ille-et-Vilaine	4 476
Rhône	8 701	Loire-Atlantique	4 116
Ardèche	8 637	Bouches-du-Rhône	3 828
Puy-de-Dôme	8 636	Landes	3 803
Tarn-et-Garonne	8 556	Deux-Sèvres	3 792
Meurthe-et-Moselle	8 483	Vendée	3 776
Charente	7 969	Lot	3 380
Sarthe	7 746	Lozère	3 367
Manche	7 693	Hautes-Pyrénées	3 334
Allier	7 572	Bas et Haut-Rhin	2 966
Cher	7 563	Gers	2 773
Orne	7 487	Finistère	2 698
Indre-et-Loire	7 241	Pyrénées-Orientales	2 302
Maine-et-Loire	7 193	Côtes-du-Nord	2 256
Ain	7 168	Morbihan	2 206
Var	7 018	Moselle	794
Basses-Alpes	6 916	Corse	275

Moyenne nationale et par habitant 7 681 fr en 1949.

Répartition des obligations et valeurs à revenu fixe.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT EN 1953.

Aube	45 238 F	Doubs	10 751 F
Somme	28 155	Manche	10 520
Yonne	24 911	Tarn	10 394
Loir-et-Cher	23 674	Meurthe-et-Moselle	10 380
Loiret	22 882	Puy-de-Dôme	10 278
Ardennes	20 939	Haute-Loire	10 136
Eure-et-Loir	20 374	Isère	10 123
Marne	20 349	Basses-Alpes	10 083
Haute-Marne	20 186	Lot-et-Garonne	10 036
Meuse	20 077	Vaucluse	10 014
Aisne	18 650	Maine-et-Loire	9 988
Seine-et-Marne	18 138	Dordogne	9 458
Oise	17 422	Ille-et-Vilaine	9 444
Côte-d'Or	17 182	Haute-Garonne	9 435
Vosges	17 020	Aveyron	9 374
Seine	16 768	Gironde	9 301
Gard	16 060	Charente-Maritime	9 259
Rhône	15 313	Aude	9 229
Saône-et-Loire	14 874	Ardèche	9 227
Haute-Saône	14 780	Savoie	8 920
Charente	14 400	Mayenne	8 755
Landes	14 301	Indre	8 736
Eure	14 149	Hautes-Pyrénées	8 729
Drôme	14 050	Cantal	8 702
Nièvre	14 019	Creuse	8 459
Var	13 776	Loire-Atlantique	8 310
Cher	13 751	Lot	8 306
Calvados	13 190	Haute-Vienne	8 135
Ain	13 082	Pyrénées-Orientales	7 950
Indre-et-Loire	12 748	Hautes-Alpes	7 622
Alpes-Maritimes	12 678	Moselle	7 564
Loire	12 547	Tarn-et-Garonne	7 518
Seine-Maritime	12 142	Corrèze	6 880
Pas-de-Calais	12 120	Côtes-du-Nord	6 815
Orne	11 749	Haute-Savoie	6 420
Nord	11 714	Gers	6 418
Vienne	11 651	Vendée	6 262
Deux-Sèvres	11 484	Ariège	6 240
Basses-Pyrénées	11 450	Bouches-du-Rhône	5 692
Jura	11 262	Finistère	4 895
Seine-et-Oise	11 155	Haut et Bas-Rhin	4 613
Sarthe	11 139	Lozère	4 167
Allier	10 790	Morbihan	2 339
Hérault	10 760	Corse	1 564

Moyenne générale nationale 12 327 fr par habitant en 1953.

**Proportion dans les fortunes privées des obligations
et valeurs à revenu fixe.**

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT EN 1908.

Marne	21,1	%	Pas-de-Calais	7,02	%
Yonne	18,2		Nièvre	6,97	
Seine-et-Oise	17,7		Vienne	6,97	
Meurthe-et-Moselle	17,3		Gard	6,86	
Seine-et-Marne	17		Loire	6,84	
Rhône	16,9		Isère	6,80	
Meuse	16,7		Indre	6,70	
Somme	15,8		Sarthe	6,14	
Seine	15,3		Saône-et-Loire	6,13	
Oise	15,3		Vaucluse	6,03	
Aisne	15,2		Manche	5,87	
Loir-et-Cher	14		Basses-Alpes	5,81	
Ardennes	13,6		Loire-Inférieure	5,74	
Haute-Marne	13,4		Mayenne	5,67	
Puy-de-Dôme	13,4		Cher	5,60	
Jura	13,1		Maine-et-Loire	5,60	
Loiret	12,6		Finistère	5,51	
Seine-Inférieure	12,5		Tarn	5,33	
Eure	12,4		Lozère	5,16	
Eure-et-Loir	11,7		Landes	5,15	
Aube	11,3		Creuse	5	
Aude	10,8		Savoie	4,81	
Basses-Pyrénées	10,5		Allier	4,75	
Côte-d'Or	10,3		Ardèche	4,72	
Var	10,1		Ille-et-Vilaine	4,67	
Doubs	9,69		Deux-Sèvres	4,27	
Indre-et-Loire	9,51		Haute-Vienne	4,27	
Drôme	9,15		Tarn-et-Garonne	4,05	
Nord	9		Lot-et-Garonne	4,01	
Charente-Inférieure	8,97		Morbihan	3,89	
Bouches-du-Rhône	8,87		Orne	3,75	
Hautes-Alpes	8,50		Haute-Loire	3,40	
Charente	8,44		Cantal	3,08	
Haute-Saône	8,43		Haute-Savoie	3,05	
Corse	8,43		Lot	2,90	
Dordogne	8,28		Côtes-du-Nord	2,77	
Calvados	8,16		Hautes-Pyrénées	2,65	
Haute-Garonne	8,06		Corrèze	2,52	
Ain	8		Aveyron	2,16	
Vosges	7,73		Gers	2,15	
Hérault	7,54		Ariège	1,78	
Alpes-Maritimes	7,28		Vendée	1,52	
Gironde	7,02		Pyrénées-Orientales	1,22	

Moyenne générale nationale 11,9 % par habitant en 1908.

**Proportion dans les fortunes privées des obligations
et valeurs à revenu fixe.**

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT EN 1953.

Aube	9,40 %	Basses-Alpes	3,11 %
Corse	6,42	Hérault	3,10
Somme	5,90	Puy-de-Dôme	3,08
Yonne	5,63	Hautes-Alpes	3,07
Gard	5,60	Doubs	3,03
Haute-Marne	5,56	Nord	3,01
Saône-et-Loire	5,32	Seine-Maritime	2,99
Meuse	5,19	Eure	2,86
Côte-d'Or	5,13	Savoie	2,85
Aisne	5,04	Maine-et-Loire	2,84
Vosges	5,04	Allier	2,83
Loir-et-Cher	4,89	Alpes-Maritimes	2,82
Charente	4,82	Charente-Maritime	2,79
Loiret	4,70	Deux-Sèvres	2,77
Loire	4,68	Tarn-et-Garonne	2,76
Seine-et-Marne	4,59	Aveyron	2,74
Landes	4,56	Gironde	2,68
Var	4,54	Lot	2,68
Haute-Saône	4,41	Aude	2,66
Marne	4,34	Indre	2,60
Ardennes	4,30	Bouches-du-Rhône	2,58
Seine	4,21	Vaucluse	2,55
Oise	4,19	Haute-Vienne	2,53
Basses-Pyrénées	3,99	Sarthe	2,52
Rhône	3,92	Calvados	2,47
Drôme	3,87	Moselle	2,46
Haute-Loire	3,81	Corrèze	2,44
Vienne	3,67	Cantal	2,41
Pas-de-Calais	3,62	Ariège	2,29
Dordogne	3,53	Pyrénées-Orientales	2,16
Ain	3,50	Orne	2,15
Ardèche	3,50	Ille-et-Vilaine	2,12
Nièvre	3,49	Loire-Atlantique	2,10
Cher	3,48	Mayenne	2,08
Isère	3,47	Gers	2,05
Seine-et-Oise	3,45	Manche	2,04
Tarn	3,38	Lozère	1,86
Lot-et-Garonne	3,25	Creuse	1,84
Meurthe-et-Moselle	3,25	Côtes-du-Nord	1,83
Hautes-Pyrénées	3,21	Finistère	1,53
Haute-Garonne	3,18	Bas et Haut-Rhin	1,52
Indre-et-Loire	3,16	Vendée	1,49
Jura	3,16	Haute-Savoie	1,45
Eure-et-Loir	3,14	Morbihan	0,72

Proportion moyenne générale et par habitant 3,39 % en 1953.

**Progression depuis 1908 et en capital, du montant des obligations
et valeurs à revenu fixe.**

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT EN 1953.

Depuis 1908		Depuis 1908	
Aveyron	347 fois	Loire-Atlantique	47 fois
Ariège	346	Manche	45
Hautes-Pyrénées	229	Indre	44
Corrèze	229	Vienne	44
Lot	213	Ain	42
Gers	207	Aude	42
Haute-Loire	198	Loire	42
Cantal	161	Var	42
Vendée	160	Hte-Garonne	41
Ardèche	156	Alpes-Maritimes	40
Pyrénées-Orient.	147	Sarthe	39
Gard	131	Mayenne	38
Landes	121	Haute-Marne	37
Creuse	120	Charente-Marit.	36
Côtes-du-Nord	117	Côte-d'Or	36
Haute-Vienne	113	Doubs	34
Haute-Savoie	107	Gironde	34
Tarn	107	Basses-Pyrénées	33
Deux-Sèvres	102	Jura	32
Basses-Alpes	97	Loir-et-Cher	32
Lot-et-Gar.	96	Morbihan	32
Tarn-et-Gar.	96	Puy-de-Dôme	31
Savoie	87	Ardennes	31
Saône-et-Loire	79	Loiret	28
Corse	78	Nord	27
Cher	77	Somme	27
Nièvre	77	Yonne	27
Haute-Saône	73	Calvados	26
Allier	72	Meuse	26
Orne	72	Eure-et-Loir	25
Lozère	70	Indre-et-Loire	24
Hautes-Alpes	69	Aisne	20
Drôme	67	B.-du-Rhône	17
Dordogne	65	Eure	17
Aube	63	Oise	14
Hérault	61	Rhône	14
Vosges	60	Seine-et-Marne	14
Ille-et-Vilaine	58	Seine-Maritime	13
Pas-de-Calais	57	M.-et-Moselle	12
Isère	54	Marne	10
Maine-et-Loire	50	Bas et Haut-Rhin	10 dep. 1934
Charente	49	Moselle	9,5 —
Finistère	48	Seine-et-Oise	6,70
Vaucluse	48	Seine	6,50

Progression moyenne générale depuis 1908 : 20 fois en 1953.

CHAPITRE XV

Actions et parts de fondateurs

Il s'agit des titres de sociétés françaises à l'exclusion des titres étrangers.

Un premier tableau fait apparaître la *progression* du nombre de successions qui comprennent des actions et des parts de fondateurs, et leur *pourcentage* par rapport au nombre total des successions déclarées :

Années 1908		1934		1949		1953	
Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
17 127	4,63	48 098	13,77	35 331	12,20	25 569	9,80

Un deuxième tableau montre, pour l'ensemble des départements, la *progression* en capital des actions et parts de fondateurs, et la *proportion* de ces biens par rapport à la fortune privée totale (en millions de frs) :

Années 1908		1934		1949		1953	
18 439	9,28	94 683	11,10	712 273	9,04	1 222 543	7,87

Sous les réserves déjà formulées dans les chapitres précédents pour omissions, insuffisances, etc... l'examen de ces deux tableaux permet les constatations suivantes :

a) le pourcentage de successions déclarées, comprenant des actions et parts de fondateurs, a triplé de 1908 à 1934 ; il correspond, sans doute, à l'accroissement du nombre de sociétés par actions, entre ces deux dates, mais aussi à l'intérêt, de plus en plus grand, que les épargnants leur témoignent.

b) Contrairement à ce que nous avons constaté pour les valeurs à revenu fixe, la proportion des actions dans la fortune privée totale s'est maintenue assez stable, malgré les bouleversements économiques de l'inflation.

c) La valeur, capitalisée, des actions et parts de fondateurs des sociétés françaises, apparaît, dans un premier examen, s'être aussi

maintenue à son niveau or de 1908, puisqu'à une dépréciation de la monnaie, correspond en 1953 une hausse sensiblement égale du montant global des valeurs de bourse.

Mais, soit par des émissions nouvelles, soit par des augmentations du capital, les valeurs à revenu variable se sont considérablement développées de 1908 à 1953, et cela diminue beaucoup le contenu de la remarque précédente. En réalité, les valeurs françaises à revenu variable étaient, en 1953, très en retard sur leur valeur or de 1908.

d) D'autre part, ces données constituent des moyennes et s'appliquent à la France entière considérée dans son unité; mais, si l'on considère séparément chaque département et chaque année de référence, des écarts considérables apparaissent dans les résultats.

Comme pour les rentes et les obligations, il convient donc d'examiner successivement :

la répartition en capital par habitant ;

la proportion des actions par rapport à la fortune privée totale ;

la progression, depuis 1908, des actions et parts de fondateurs dans la fortune des particuliers.

1) RÉPARTITION, EN CAPITAL PAR HABITANT :

Année 1908 : La moyenne générale s'établit à 470 fr environ par habitant. Mais, seuls, 15 départements l'atteignent ou la dépassent et ces départements sont tous situés dans la zone Nord, au-dessus de la ligne conventionnelle Nantes Lons-le-Saunier, à l'exception des trois départements du Rhône 1 065 fr par habitant, de la Loire 605 fr, et des Alpes-Maritimes 717 fr, situés dans la zone Sud.

Le département de la Seine occupe, et de loin, le premier rang, et sa fortune moyenne par habitant est supérieure à 2 000 fr ; avec un chiffre inférieur de moitié, le Rhône est à la seconde place, suivi de près par le département du Nord, 926 fr.

Les riches départements de la région parisienne dépassent largement, eux aussi, la moyenne générale : Seine-et-Oise 800 fr, Seine-et-Marne 591 fr, Somme 718 fr, Oise 575 fr, Aisne 571 fr, Seine-Inférieure 548 fr. Il en est de même de trois départements de l'Est : Marne 688 fr, Meurthe-et-Moselle 676 fr, et Ardennes 499 fr. Le département céréalier du Loiret avec 458 fr par habitant se rapproche aussi de la moyenne générale.

A l'opposé, les départements, où la moyenne par habitant est la plus faible, se rencontrent presque tous dans la moitié sud de la France. Sur les 35 départements où la moyenne est inférieure à 100 fr par habitant, 27 se situent au sud de la Loire, et huit seule-

ment au nord de ce fleuve, et, parmi eux, les trois départements de l'extrême Bretagne (Finistère, Morbihan et Côtes-du-Nord). A l'exception du département de la Manche, ces 35 départements figurent en 1908 parmi les départements français les moins développés.

Dans les Bouches-du-Rhône, 243 fr par habitant, la moyenne est très inférieure à celle du département du Rhône, que nous avons vu occuper la deuxième place au classement, et la comparaison est d'autant plus intéressante que ces deux départements ont pour chef-lieu deux villes dont le nombre d'habitants, avec leurs banlieues, et les catégories sociales sont sensiblement les mêmes.

Nous remarquerons enfin que le Rhône, la Loire et le Nord qui occupent les premières places en 1908, pour les actions et parts de fondateurs possédées en moyenne par chaque particulier, figurent, précisément la même année, au bas du tableau pour les rentes et valeurs du Trésor, tandis que la Meuse, l'Yonne et les Basses-Alpes, qui réalisent des moyennes élevées en rentes et valeurs du Trésor, demeurent très au deçà de la moyenne générale dans la répartition des actions et parts de fondateurs par habitant.

Année 1934 : Six départements seulement dépassent la moyenne générale (2 300 fr en actions et parts de sociétés françaises par habitant), et ces six départements comptaient déjà en 1908, parmi les premiers. Ce sont, dans l'ordre, la Seine qui conserve la première place avec 10 535 fr par habitant, suivie de loin par la Marne 5 171 fr, le Rhône 3 812, le Loiret 3 798, l'Aisne 3 630 et la Seine-et-Oise 2 373.

A première vue, il semble que le nombre de départements, dont la moyenne se situe au-dessus de la moyenne générale, est anormalement restreint, mais un examen attentif du tableau révèle qu'il s'agit de départements groupant plus d'un cinquième de la population française et totalisant des moyennes (sauf en Seine-et-Oise) très au-dessus de la moyenne générale. Ces simples considérations expliquent donc pourquoi un petit nombre de départements exercent une influence prépondérante sur la moyenne générale.

Par ailleurs, à l'exception des 4 départements : du Rhône, des Alpes-Maritimes 2 054 fr par habitant, de l'Ain 1 751, et de l'Hérault 1 664, qui figurent parmi eux, les 20 premiers se situent tous au nord de la Loire, ou la chevauchent (Indre-et-Loire) et sont, à trois unités près, les mêmes que ceux déjà rencontrés dans le classement de 1908.

Ainsi, dans son ensemble, la fortune par tête se répartit entre les départements dans le même ordre qu'en 1908.

Quelques décalages se produisent cependant : la Seine-Inférieure, 13^e avec 548 fr par habitant en 1908, rétrograde à la 24^e place, avec 1 346 fr, soit une moyenne moins de trois fois supérieure à celle de 1908.

Il en est de même du département de la Loire qui double simplement en 1934 sa moyenne de 1908 ; du département du Nord passant de 926 fr à 2 137 fr ; de la Somme (1 565 fr en 1934 contre 718 en 1908) ; et de l'Aube (955 fr en 1934 contre 404).

Par contre, le Loiret, la Marne et l'Aisne, avec respectivement 3 798 fr, 5 171 fr et 3 630 fr au lieu de 458 fr, 688 fr, et 571 fr en 1908, multiplient par 8,2 ; 7,5 ; et 6,3 leur moyenne de 1908. Les Vosges la multiplient 6 fois (1930 fr au lieu 317 fr). L'Ain, le Pas-de-Calais et la Seine 5 fois ; le Rhône 4 fois, et de nombreux départements, qui bénéficiaient déjà en 1908 d'une moyenne relativement élevée, la multiplient par 3 en 1934. Il en est ainsi de la Seine-et-Oise, de la Seine-et-Marne, de l'Oise, des Ardennes, et des Alpes-Maritimes. Au bas du tableau, la plupart des 36 départements qui s'y trouvent, et dont la moyenne est inférieure à 600 fr par habitant, y figuraient aussi en 1908 ; et, à l'exception des trois départements recouverts, des trois départements de l'extrême Bretagne déjà signalés, de la Manche, de la Sarthe, de la Mayenne et de l'Ille-et-Vilaine situés au Nord de la ligne Nantes Lons-le-Saunier, ces départements (soit 26 sur 36) se trouvent au Sud de cette ligne.

Des départements tels le Cantal, les Pyrénées-Orientales et le Gers y figurent avec des moyennes très inférieures. En Corse, la moyenne de 1934, 34 fr par habitant n'atteint même pas celle de 1908, 44 fr. Cependant, parmi les plus mal pourvus, se rencontrent les progressions les plus fortes. La moyenne, dans le département du Gers, passe de 8 fr à 137 fr, soit 17 fois le chiffre de 1908 ; dans les Côtes-du-Nord, elle passe de 15 à 204 fr soit 13 fois plus ; en Vendée, de 29 à 238 fr (8 fois plus). Les moyennes dans le Lot et les Pyrénées-Orientales sont multipliées par 4 par rapport à 1908. Bien d'autres exemples pourraient être encore cités.

Année 1949 : 18 départements atteignent et dépassent la moyenne générale qui s'élève à 17 286 fr d'actions et de parts de fondateurs par habitant. Seuls 7 d'entre eux se rencontrent dans la zone Sud. La plupart de ceux qui se tenaient au premier rang les années précédentes se retrouvent parmi les 18. La Seine (43 889 fr par habitant) conserve la première place suivie de près par la Seine-Inférieure (38 548 fr), qui s'échappe ainsi de sa mauvaise place en 1934, et par les Alpes-Maritimes 37 580 fr.

Le Rhône 30 476 fr, la Loire 27 668 fr, la Marne 25 797 fr, la Seine-et-Oise (25 669 fr) conservent ou retrouvent les premiers rangs.

Avec 19 326 fr par habitant, les Bouches-du-Rhône gagnent 19 rangs et se rapprochent des départements du Nord 21 111 fr, du Loiret 21 633 fr, de la Seine-et-Marne 21 791 fr, et de l'Aisne 18 948 fr.

L'Ardèche 22 376 fr devance les départements ci-dessus et s'installe à la dixième place. Ce rang, pour un département peu développé, est remarquable. D'autres, économiquement en retard, comme la Corrèze 18 437 fr et la Meuse 17 335 fr comptent aussi parmi les 18 premiers.

Vers le milieu du tableau, le département des Basses-Alpes, 11 260 fr par habitant, se classe à égalité avec les riches départements de l'Eure 11 993 fr, et du Calvados 11 951 ; il devance la Gironde, 10 208 et la Somme 9 859 ; une fois de plus, nous pensons que dans certains départements, dont les richesses naturelles sont médiocres, la fortune privée, au moins sous certains de ses aspects, peut soutenir la comparaison avec celle d'autres départements, plus riches en ressources, parce qu'elle s'investit alors en valeurs mobilières, ne pouvant, faute de débouchés locaux, s'employer en d'autres biens.

Au bas du tableau, dans 22 départements la moyenne de 6 000 fr par habitant n'est pas atteinte. 17 de ceux-ci se retrouvent dans la zone Sud, et dans l'ensemble, ce sont les mêmes que ceux que nous avons rencontrés en 1934. Les trois départements d'extrême Bretagne continuent de figurer parmi les moins pourvus, mais la Corse, 246 fr par habitant, reste encore et de beaucoup la plus pauvre.

Année 1953 : Fortune moyenne par habitant : 28 608 fr. 13 départements seulement atteignent cette moyenne et la dépassent. A deux exceptions près, (Deux-Sèvres, 45 169 fr et Aveyron 38 571 fr), ce sont les mêmes que précédemment. Le département de la Seine est toujours à la première place, 82 339 fr par habitant, mais il est suivi de très près par le département du Rhône, 75 615 fr, et de plus loin par les Alpes-Maritimes, 54 281 fr, et le département du Nord, 45 943 fr.

Sans atteindre à la moyenne nationale, les départements de l'Oise 27 051 fr, de la Seine-et-Marne 26 317 fr., du Puy-de-Dôme 26 524 fr, du Vaucluse 25 653 fr, du Loiret 24 000 fr, de l'Aisne 23 431 fr, se maintiennent dans un bon rang.

Le département très ouvrier de la Moselle fait un bond en avant, puisqu'il remonte du 80^e au 22^e rang, et qu'avec 24 774 fr par habitant, il s'approche beaucoup du département bourgeois de Seine-et-Oise 25 281 fr. Il serait difficile, dans cet exemple, de ne pas y trouver le résultat de son développement économique intense, plus marqué en Moselle que partout ailleurs.

On ne saurait cependant en tirer des conclusions trop hâtives, puisque la Haute-Savoie, dont le développement économique a été lui aussi considérable, détient, en 1953, moins d'actions françaises par habitant qu'en 1949 (7 362 fr contre 8 152 fr) et puisque, dans le Pas-de-Calais, la moyenne de 11 840 fr en 1949 s'abaisse aussi à 10 019 fr, le faisant rétrograder de la 37^e à la 63^e place.

Pas de changements notables dans les départements du bas du tableau : les Pyrénées Orientales, les Hautes-Pyrénées, la Haute-Loire et les trois départements de l'extrême Bretagne figurent à nouveau parmi les moins fortunés.

2) PROPORTION DES ACTIONS ET PARTS DE FONDATEURS DANS LA FORTUNE PRIVÉE TOTALE :

Année 1908 : Le pourcentage des actions et des parts de fondateurs, détenues par les particuliers avant la première guerre mondiale, est d'environ 9,27 % de leur fortune totale, mais cette proportion constitue une moyenne, valable pour la France entière ; elle varie d'un département à un autre ; et n'est atteinte qu'en 11 départements qui (la Corse exceptée) sont aussi les premiers dans la répartition en capital et par habitant. Néanmoins, il n'existe pas de parallélisme rigoureux entre la répartition en valeur absolue et le pourcentage. Ainsi, la Corse, très pauvre, occupe le 72^e rang dans la répartition, mais se classe deuxième dans le pourcentage : en effet, les 18,5 % de sa fortune privée sont investis en actions, et seul, le département du Nord (19,3 %) la précède dans cet emploi des fortunes.

Suivent : les Alpes-Maritimes et le Rhône 16,5 % de leur fortune privée ; la Meurthe-et-Moselle 14,3 % ; la Loire 14,1 %.

Le département de la Seine consacre 12,3 % de sa fortune privée en titres de sociétés françaises ; mais le département du Nord, pour un capital boursier par tête inférieur de plus de moitié, y consacre près de 20 % des fortunes.

Les départements pauvres : Lot, Basses-Alpes, Morbihan, Landes, Haute-Loire, par exemple, emploient la même proportion de leurs fortunes, en valeurs françaises, que les riches départements de l'Eure, de l'Eure-et-Loir et du Loir-et-Cher, (4 % environ de la fortune), et bien plus que l'Orne et la Manche. Toutefois, et en général, les départements, signalés dans la répartition par tête pour leur insuffisance, ne consacrent, avant la première guerre mondiale, qu'une faible proportion de leur fortune privée en actions des sociétés françaises : la Lozère, les Pyrénées-Orientales, Le Gers, les Côtes-du-Nord, l'Ariège, y consacrent moins de 1 % de la fortune privée. Il existe, chez eux, un rapport strict entre l'importance des fortunes et leur emploi en valeurs de bourse.

Existe-t-il, dans les patrimoines, une relation quelconque entre le pourcentage des valeurs à revenu variable et des valeurs du Trésor, avec la diversité des couches sociales qui composent les populations ? Les statistiques sont contradictoires à cet égard et n'apportent pas de certitude, mais il semble, de leur examen, se dégager l'impression que, déjà en 1908, les populations urbaines

investissaient leurs capitaux en actions de sociétés françaises, de préférence aux rentes sur l'Etat et autres valeurs du Trésor.

Ainsi en est-il dans les départements du Nord, du Rhône, des Alpes-Maritimes, de la Loire et de la Seine : 3,44 % de la fortune privée sont consacrés dans le Nord et 3,29 % dans le Rhône en achat de rentes françaises, mais 19,3 % dans le Nord et 16,5 % dans le Rhône en valeurs de bourse (actions et parts).

Dans la Loire, 14 % de la fortune privée s'investissent en actions contre 3,12 % seulement en valeurs d'Etat. Dans les Alpes-Maritimes, les actions de sociétés françaises représentent 16,5 % des fortunes particulières en 1908, et les rentes et valeurs du Trésor, moins de 5 %.

L'écart est moins considérable, sensible cependant, dans la Seine où 12,3 % de la fortune privée sont transformés en actions et en parts contre 8 % en rentes et valeurs du Trésor. Des disparités analogues s'observent dans la Somme, la Meurthe-et-Moselle et le Pas-de-Calais. A l'inverse, la Seine-et-Oise, les Bouches-du-Rhône, la Gironde, la Loire-Inférieure, inclinent à transformer davantage leurs capitaux privés en rentes et en valeurs du Trésor qu'en actions et parts de fondateurs de sociétés françaises, mais l'écart en faveur des rentes est bien plus faible que celui en faveur des actions dans les exemples précédents.

Par contre, avant 1914, les populations à majorité agricole, semblent préférer, aux actions des sociétés, les rentes et valeurs du Trésor, et cette attitude est constatée dans des départements aussi divers que le Var, l'Oise, l'Yonne, le Calvados et l'Eure.

Année 1953 : Tandis que la proportion des autres valeurs mobilières (rentes, obligations, valeurs étrangères) dans les fortunes privées s'abaissait profondément après la première guerre mondiale, le pourcentage moyen des actions des sociétés françaises se maintient, et demeure relativement stable en 1953, à près de 8 % des biens privés, soit 1,40 % de moins qu'en 1908 seulement.

Nous avons déjà signalé que la cause essentielle de cette stabilité doit être recherchée davantage dans la multiplication des titres de bourse que dans le rajustement de leur valeur-or ; d'ailleurs, ce pourcentage n'est atteint ou dépassé qu'en 15 départements, dont 8 savoir : la Seine, le Rhône, la Loire, la Meurthe-et-Moselle, les Alpes-Maritimes, la Corse, le Nord et les Ardennes, le dépassaient déjà en 1908.

Le département du Rhône, mais surtout celui de la Seine, l'augmentent très sensiblement par rapport à 1908 et sont largement en tête, avec 20 % de leurs fortunes privées consacrées en 1953 en titres des sociétés françaises.

Dans le département de la Loire, le pourcentage a peu varié : 14 % en 1908 et 13 % en 1953. De même, dans la Meurthe-et-

Moselle et les Ardennes. Par contre, dans le département du Nord, il est ramené de 19,3 % à 11,8 ; et dans les Alpes-Maritimes de 16,5 % à 12 %.

Aussi bien en 1953 qu'en 1908, la Corse consacre, en titres de sociétés françaises, une part plus grande de sa fortune privée que la plupart des départements, et cette constatation contredit le jugement de ceux qui prétendent que le pourcentage des valeurs de bourse est toujours fonction de l'importance des fortunes, d'autant que nous retrouvons une augmentation de pourcentage dans un grand nombre d'autres départements en retard aussi d'expansion : Ariège, Gers, Creuse, Corrèze, Lozère, Lot, Cantal, Basses-Alpes, Côtes-du-Nord, Aveyron et Deux-Sèvres.

3) PROGRESSION DE 1908 A 1953 ET PAR HABITANT, DU MONTANT DES ACTIONS ET PARTS DE FONDATEURS DANS LES FORTUNES PRIVÉES :

Pour l'ensemble de la France, la progression moyenne représente 61 fois la valeur boursière des actions en 1908. Cela ne signifie pas que les cours des actions a été multiplié par 60 mais simplement que la fortune privée globale est, en 1953, 60 fois supérieure à ce qu'elle était en 1908. Et ce résultat semble dû, bien plus aux émissions nouvelles et aux augmentations de capital qu'à la hausse des cours intervenue depuis cette date. Résultat décevant, la dépréciation monétaire ayant été dans l'intervalle bien plus élevée que la hausse nominale, et démontrant par là, d'éclatante façon, la contraction du portefeuille privé et son amenuisement par rapport à l'or.

Si, du moins, cette progression apparente constituait un minimum, rencontré dans tous les départements, même les moins favorisés, mais il n'en est rien ; dans 30 départements, ce taux de progression n'est pas atteint, et, circonstance aggravante, la progression est la plus faible dans ceux où la fortune mobilière (actions et parts de fondateurs) est la plus élevée : dans la Seine, la progression n'atteint pas 40 fois les chiffres de 1908 ; 31 fois en Seine-et-Oise ; 44 fois en Seine-et-Marne ; 49 fois dans le Nord ; 57 fois dans la Loire ; 54 fois dans la Marne ; 52 fois dans le Loiret ; 41 fois dans l'Aisne ; 23 fois dans la Somme.

Par contre, les progressions au-dessus de la moyenne nationale sont observées dans le Rhône et dans l'Eure 71 fois ; dans les Alpes-Maritimes 76 fois ; dans les Bouches-du-Rhône, l'Aube et les Ardennes 84 fois ; l'Eure-et-Loir 89 fois ; l'Isère 97 fois ; la Haute-Savoie, la Loire-Atlantique, etc... Et (à l'exception de la Moselle, où la progression, quoique comptée à partir de 1934, est très forte, et probablement due à son expansion économique récente), les progres-

sions les plus importantes se situent dans les départements les plus pauvres, dont l'influence sur l'ensemble est minime.

Nous l'avons vu plus haut, ces remarques s'appliquent aussi bien aux rentes et valeurs du Trésor qu'aux actions des Sociétés françaises; elles montrent que les progressions les plus fortes, comme les plus faibles, sont constatées, presque toujours, dans les mêmes départements.

Répartition des actions et parts de fondateur.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT EN 1908.

Seine	2 065 F	Allier	125 F
Rhône	1 065	Sarthe	125
Nord	926	Puy-de-Dôme	119
Seine-et-Oise	800	Lot-et-Garonne	115
Somme	718	Ille-et-Vilaine	106
Alpes-Maritimes	717	Indre	102
Marne	688	Orne	102
Meurthe-et-Moselle	676	Savoie	102
Loire	605	Yonne	98
Seine-et-Marne	591	Jura	95
Oise	575	Drôme	93
Aisne	571	Landes	93
Seine-Inférieure	548	Manche	93
Ardennes	499	Haute-Vienne	83
Loiret	458	Morbihan	80
Aube	404	Ardèche	78
Côte-d'Or	392	Charente	73
Indre-et-Loire	369	Finistère	73
Ain	340	Basses-Alpes	72
Vosges	317	Gard	72
Pas-de-Calais	304	Tarn-et-Garonne	67
Calvados	296	Aude	63
Gironde	292	Dordogne	63
Meuse	292	Haute-Loire	62
Eure-et-Loir	277	Lot	57
Doubs	271	Nièvre	57
Eure	271	Mayenne	52
Haute-Marne	264	Haute-Savoie	48
Vaucluse	262	Corse	44
Basses-Pyrénées	250	Tarn	44
Var	249	Pyrénées-Orientales	36
Bouches-du-Rhône	243	Aveyron	33
Cher	237	Deux-Sèvres	31
Loir-et-Cher	221	Hautes-Alpes	29
Haute-Saône	212	Vendée	29
Isère	210	Creuse	27
Charente-Inférieure	182	Hautes-Pyrénées	27
Saône-et-Loire	169	Corrèze	26
Maine-et-Loire	166	Cantal	25
Vienne	147	Côtes-du-Nord	15
Loire-Inférieure	144	Lozère	10
Hérault	128	Gers	8
Haute-Garonne	126	Ariège	5

Répartition moyenne nationale : 469 fr par habitant en 1908.

Répartition des actions et parts de fondateur.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT EN 1934.

Seine	10 535 F	H. Garonne, Ariège et Tarn-et-Garonne	728 F
Marne	5 171	Haute-Saône	681
Rhône	3 812	Vaucluse et B. Alpes	658
Loiret	3 798	Savoie	639
Aisne	3 630	B. et H. Pyrénées	639
Seine-et-Oise	2 373	Jura	619
Seine-et-Marne	2 179	Haute-Marne	615
Nord	2 137	Creuse	594
Doubs	2 057	Tarn	572
Alpes-Maritimes	2 054	Bas et Haut-Rhin	570
Oise	1 957	Ille-et-Vilaine	558
Vosges	1 930	Sarthe	556
Côte-d'Or	1 923	Var	515
Meurthe-et-Moselle	1 869	Haute-Savoie	514
Ain	1 751	Vienne	495
Pas-de-Calais	1 666	Deux-Sèvres	481
Hérault	1 664	Aude	478
Indre-et-Loire	1 633	Charente	476
Ardennes	1 566	Manche	472
Somme	1 565	Haute-Vienne	464
Meuse	1 484	Puy-de-Dôme	436
Yonne	1 474	Dordogne	395
Eure	1 380	Morbihan	394
Seine-Inférieure	1 346	Haute-Loire	369
Gard	1 294	Drôme et Ardèche	361
Eure-et-Loir	1 276	Charente-Inférieure	348
Loire	1 267	Lozère	319
Indre	1 157	Lot-et-Garonne	312
Gironde	1 084	Corrèze	306
Allier	1 004	Landes	286
Loir-et-Cher	997	Aveyron	286
Aube	955	Mayenne	285
Bouches-du-Rhône	936	Finistère	269
Maine-et-Loire	923	Lot	267
Nièvre	902	Vendée	238
Isère et H. Alpes	886	Côtes-du-Nord	204
Calvados	881	Cantal	145
Cher	781	Pyrénées-Orientales	145
Saône-et-Loire	752	Gers	137
Orne	751	Moselle	56
Loire-Inférieure	728	Corse	34

Moyenne générale par habitant : 2 299 fr en 1934.

Répartition des actions et parts de fondateur.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT EN 1949.

Seine	43 889 F	Drôme	9 797 F
Seine-Maritime	38 548	Yonne	9 736
Alpes-Maritimes	37 580	Sarthe	9 724
Rhône	30 476	Eure-et-Loir	9 660
Loire	27 668	Gard	9 632
Marne	25 797	Creuse	9 407
Seine-et-Oise	25 669	Savoie	9 145
Puy-de-Dôme	23 856	Tarn	9 139
Ardennes	22 718	Cantal	9 002
Ardèche	22 376	Allier	8 990
Seine-et-Marne	21 791	Ille-et-Vilaine	8 941
Loiret	21 633	Doubs	8 816
Nord	21 111	Indre	8 806
Bouches-du-Rhône	19 326	Haute-Savoie	8 152
Aisne	18 948	Haute-Marne	7 468
Corrèze	18 437	Deux-Sèvres	7 430
Côte-d'Or	17 854	Var	7 253
Meuse	17 335	Haute-Vienne	7 019
Meurthe-et-Moselle	16 803	Orne	6 862
Oise	16 335	Jura	6 583
Vaucluse	15 245	Ain	6 538
Landes	15 069	Loire-Atlantique	6 036
Nièvre	14 738	Tarn-et-Garonne	5 984
Hérault	14 681	Lot	5 804
Isère	14 599	Vienne	5 668
Aube	14 340	Haute-Garonne	5 615
Manche	14 058	Haute-Loire	5 564
Bas et Haut-Rhin	13 624	Aveyron	5 225
Saône-et-Loire	13 424	Charente-Maritime	4 797
Loir-et-Cher	13 311	Ariège	4 696
Basses-Pyrénées	13 026	Dordogne	4 634
Maine-et-Loire	12 253	Lot-et-Garonne	3 469
Indre-et-Loire	12 221	Hautes-Pyrénées	3 173
Eure	11 993	Vendée	3 134
Calvados	11 951	Mayenne	3 101
Aude	11 853	Moselle	2 611
Pas-de-Calais	11 840	Finistère	2 600
Charente	11 301	Côtes-du-Nord	2 523
Basses-Alpes	11 260	Morbihan	2 165
Vosges	11 098	Lozère	1 949
Haute-Saône	10 217	Pyrénées-Orientales	1 762
Gironde	10 208	Gers	1 507
Somme	9 859	Hautes-Alpes	1 468
Cher	9 836	Corse	246

Moyenne générale par habitant : 17 286 fr en 1949.

Répartition des actions et parts de fondateur.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT EN 1953.

Seine	82 339	Tarn	14 312 F
Rhône	75 615	Yonne	14 311
Alpes-Maritimes	54 281	Saône-et-Loire	14 158
Nord	45 943	Creuse	13 804
Deux-Sèvres	45 169	Gard	13 593
Ardennes	42 200	Drôme	13 465
Meurthe-et-Moselle	40 466	Ariège	13 189
Aveyron	38 571	Lozère	12 960
Marne	37 272	Maine-et-Loire	12 437
Loire	35 060	Calvados	12 180
Aube	34 076	Meuse	11 983
Doubs	32 741	Cher	11 656
Seine-Maritime	29 197	Dordogne	11 547
Oise	27 050	Ille-et-Vilaine	11 345
Puy-de-Dôme	26 524	Corrèze	11 253
Seine-et-Marne	26 317	Haute-Garonne	11 125
Loire-Atlantique	26 220	Bas et Haut-Rhin	10 914
Vaucluse	25 653	Sarthe	10 228
Loir-et-Cher	25 582	Pas-de-Calais	10 019
Seine-et-Oise	25 280	Landes	9 896
Eure-et-Loir	24 847	Jura	9 777
Moselle	24 774	Charente-Maritime	9 670
Loiret	24 000	Tarn-et-Garonne	9 613
Haute-Vienne	23 529	Hérault	9 399
Aisne	23 430	Vienne	9 128
Aude	21 218	Manche	9 009
Bouches-du-Rhône	20 539	Lot-et-Garonne	8 627
Haute-Saône	20 442	Orne	8 545
Isère	20 419	Vendée	8 387
Indre-et-Loire	20 403	Savoie	7 693
Ardèche	20 285	Var	7 639
Nièvre	20 182	Haute-Savoie	7 362
Côte-d'Or	19 600	Hautes-Pyrénées	6 603
Ain	19 580	Finistère	6 570
Eure	19 315	Cantal	6 389
Allier	18 795	Mayenne	6 130
Vosges	17 517	Côtes-du-Nord	5 539
Basses-Alpes	16 706	Haute-Loire	5 090
Lot	16 656	Indre	4 760
Somme	16 654	Pyrénées-Orientales	3 099
Charente	16 462	Gers	3 035
Gironde	15 784	Corse	2 887
Haute-Marne	15 642	Morbihan	2 550
Basses-Pyrénées	14 388	Hautes-Alpes	1 560

Répartition moyenne générale : 28 608 fr en 1953.

**Proportion dans les fortunes privées des actions et parts de fondateur
en 1908.**

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Nord	19,3	%	Haute-Garonne	4,47	%
Corse	18,5		Lot-et-Garonne	4,44	
Alpes-Maritimes	16,5		Morbihan	4,32	
Rhône	16 5		Lot	4,31	
Meurthe-et-Moselle	14,3		Loir-et-Cher	4,21	
Loire	14 1		Eure	4,14	
Seine	12,3		Haute-Loire	4,13	
Somme	11,3		Eure-et-Loir	4,11	
Ardennes	10,3		Drôme	4,09	
Pas-de-Calais	10,1		Basses-Alpes	4,06	
Aisne	9,49		Landes	4,06	
Ain	8,86		Gard	4,05	
Haute-Saône	8,85		Allier	3,99	
Vosges	8,76		Finistère	3,95	
Côte-d'Or	8,60		Vienne	3,94	
Seine-et-Oise	8,52		Jura	3,63	
Doubs	8,39		Dordogne	3,62	
Seine-Inférieure	7,79		Tarn-et-Garonne	3,48	
Basses-Pyrénées	7,75		Indre	3,46	
Var	7,73		Aude	3,18	
Isère	7,64		Ille-et-Vilaine	3,07	
Seine-et-Marne	7,61		Sarthe	2,75	
Vaucluse	7,56		Aveyron	2,64	
Gironde	7,53		Haute-Savoie	2,44	
Marne	7,53		Tarn	2,42	
Cher	7,45		Orne	2,36	
Loiret	7,31		Manche	2,34	
Oise	7,26		Hautes-Alpes	2,24	
Indre-et-Loire	6,79		Corrèze	2,18	
Bouches-du-Rhône	6,59		Nièvre	2,18	
Haute-Marne	6,59		Charente	2,13	
Aube	6,44		Yonne	1,95	
Charente-Inférieure	6,35		Creuse	1,92	
Meuse	6,35		Hautes-Pyrénées	1,88	
Ardèche	6,25		Cantal	1,42	
Hérault	5,48		Mayenne	1,31	
Saône-et-Loire	5,48		Deux-Sèvres	1,18	
Haute-Vienne	4,92		Vendée	1,13	
Puy-de-Dôme	4,83		Lozère	0,87	
Savoie	4,81		Pyrénées-Orientales	0,81	
Calvados	4,79		Côtes-du-Nord	0,71	
Loire-Inférieure	4,73		Gers	0,55	
Maine-et-Loire	4,72		Ariège	0,49	

Proportion moyenne nationale : 9,27 % en 1908.

Proportion dans les fortunes privées des actions et parts de fondateur
en 1953.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Seine	20,7	%	Tarn	4,66	%
Rhône	19,3		Gironde	4,55	
Loire	13		Haute-Marne	4,31	
Meurthe-et-Moselle	12,6		Dordogne	4,31	
Alpes-Maritimes	12		Corrèze	3,99	
Corse	11,8		Eure	3,91	
Nord	11,8		Eure-et-Loir	3,83	
Aveyron	11,2		Haute-Garonne	3,75	
Deux-Sèvres	10,8		Drôme	3,71	
Bouches-du-Rhône	9,31		Bas et Haut-Rhin	3,60	
Doubs	9,24		Maine-et-Loire	3,54	
Ardenes	8,67		Tarn-et-Garonne	3,53	
Moselle	8,06		Somme	3,49	
Marne	7,96		Yonne	3,23	
Puy-de-Dôme	7,95		Landes	3,16	
Seine-et-Oise	7,84		Meuse	3,09	
Ardèche	7,69		Creuse	3	
Haute-Vienne	7,33		Pas-de-Calais	2,99	
Seine-Maritime	7,19		Cher	2,95	
Aube	7,08		Charente-Maritime	2,92	
Isère	6,99		Vienne	2,88	
Seine-et-Marne	6,66		Lot-et-Garonne	2,80	
Loire-Atlantique	6,62		Jura	2,74	
Vaucluse	6,55		Hérault	2,70	
Oise	6,51		Ille-et-Vilaine	2,54	
Aisne	6,33		Var	2,52	
Aude	6,11		Savoie	2,46	
Haute-Saône	6,10		Hautes-Pyrénées	2,45	
Côte-d'Or	5,85		Sarthe	2,31	
Lozère	5,80		Calvados	2,28	
Charente	5,51		Finistère	2,05	
Lot	5,38		Vendée	1,99	
Loir-et-Cher	5,28		Haute-Loire	1,91	
Ain	5,25		Cantal	1,77	
Vosges	5,19		Manche	1,75	
Basses-Alpes	5,16		Haute-Savoie	1,67	
Saône-et-Loire	5,07		Orne	1,56	
Indre-et-Loire	5,05		Côtes-du-Nord	1,49	
Nièvre	5,02		Mayenne	1,45	
Basses-Pyrénées	5,01		Indre	1,41	
Allier	4,93		Gers	0,97	
Loiret	4,93		Pyrénées-Orientales	0,84	
Ariège	4,85		Morbihan	0,78	
Gard	4,74		Hautes-Alpes	0,62	

Proportion moyenne nationale : 7, 87 % en 1953.

**Progression depuis 1908 et en capital, du montant des actions
et parts de fondateur**

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT EN 1953.

			fois
Ariège	2 638 dep. 1908	Aube	84 dep. 1908
Deux-Sèvres	1 457	B.-du-Rhône	84
Lozère	1 296	Orne	83
Aveyron	1 168	Saône-et-Loire	83
Creuse	511	Haute-Loire	82
Moselle	442 dep. 1934	Sarthe	81
Corrèze	432	Alpes-Marit.	76
Gers	379	Savoie	75
Côtes-du-Nord	369	Lot-et-Garonne	75
Nièvre	354	Maine-et-Loire	74
Aude	336	Hérault	73
Tain	325	Eure	71
Lot	292	Rhône	71
Vendée	289	Corse	65
Haute-Vienne	283	Vienne	62
Ardèche	260	Haute-Marne	59
Cantal	255	Meurthe-et-M.	59
Hautes-Pyrénées	254	Ain	57
Basses-Alpes	232	Loire	57
Charente	225	Basses-Pyrén.	57
Puy-de-Dôme	222	Vosges	55
Gard	188	Indre-et-Loire	55
Dordogne	183	Marne	54
Loire-Atlantique	182	Gironde	54
Haute-Savoie	153	Hautes-Alpes	53
Allier	150	Charente-Mar.	53
Yonne	146	Seine-Maritime	53
Drôme	144	Loiret	52
Tarn-et-Gar.	143	Côte-d'Or	50
Doubs	120	Cher	49
Mayenne	117	Nord	49
Loir-et-Cher	115	Oise	47
Ille-et-Vilaine	107	Indre	46
Landes	106	Seine-et-Marne	44
Jura	102	Aisne	41
Isère	97	Calvados	41
Vaucluse	97	Meuse	41
Manche	96	Seine	39
Haute-Saône	96	Pas-de-Calais	33
Finistère	90	Morbihan	31
Eure-et-Loir	89	Seine-et-Oise	31
Haute-Garonne	88	Var	30
Pyrénées-Orient.	86	Somme	23
Ardennes	84	Bas et Haut-Rhin	19 dep. 1934

Progression moyenne générale depuis 1908 : 61 fois en 1953.

CHAPITRE XVI

Parts d'intérêts

Nous désignons, sous ce titre, aussi bien les parts dans les sociétés en nom collectif ou en commandite simple, que celles des commandités dans les commandites par actions, et celles des associés dans les sociétés à responsabilité limitée ; en d'autres termes, ce chapitre s'attache à toutes les formes de participations autres que les participations anonymes ; à toutes celles dont le transfert est subordonné à un acte de cession prévu par l'article 1690 du Code Civil.

Le premier tableau indique le nombre total de successions qui comprennent des parts d'intérêts, et leur *pourcentage* par rapport au nombre total des successions déclarées :

Années 1908		1934		1949		1953	
Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1 285	0,34	5 952	1,70	4 602	1,58	5 038	1,93

Le deuxième tableau démontre la progression, en capital, des parts d'intérêts détenues par l'ensemble des personnes vivantes, et leur *proportion* par rapport à la fortune privée totale (en millions de fr) :

Années 1908		1934		1949		1953	
3 820	1,92	9 829	1,15	106 814	1,35	299 127	1,92

Ces deux tableaux nous permettent les deux observations suivantes :

1) les parts d'intérêts représentent, dans la fortune totale des vivants, la même proportion en 1953 qu'en 1908, (près de 2 % des actifs) ;

2) Mais leur nombre a quadruplé depuis cette date ; on peut donc, vraisemblablement, en conclure que leur valeur relative moyenne était, en 1908, très supérieure, mais qu'elle a diminué dans le même temps où les parts devenaient plus nombreuses.

Nous examinerons, en premier lieu : leur répartition en capita et par tête d'habitant ; puis nous rechercherons leur pourcentage dans les patrimoines depuis 1908 et leur taux de progression depuis 1908, qui varient avec les départements.

I. — RÉPARTITION, EN CAPITAL, ET PAR TÊTE D'HABITANT :

Année 1908 : La moyenne par habitant est alors de 97 fr ; elle est atteinte ou dépassée dans dix départements seulement : six dans la zone Nord et Nord-Est de la France, quatre dans la zone Sud et Sud-Est.

Hormis le département des Pyrénées-Orientales dont la moyenne particulièrement élevée (2 121 fr par habitant), due peut-être à des successions exceptionnelles, le place en dehors de toutes comparaisons avec les autres départements, celui des Vosges occupe la première place, 473 fr par habitant, devant la Seine 423 fr par habitant, la Marne 290 fr, le Rhône 220 fr, le Nord 210 fr, la Seine-Inférieure 170 fr, l'Aube 144 fr, l'Isère 111 fr, et la Gironde 97 fr.

Le Vaucluse n'atteint pas la moyenne générale, mais l'approche de très près : 95 fr par habitant. Tous les autres départements se situent bien au-dessous de ces chiffres. Nous rencontrons dans l'ordre : la Charente 77 fr par habitant, l'Eure-et-Loir 68 fr, la Seine-et-Oise 57 fr, la Meurthe-et-Moselle 56 fr, les Bouches-du-Rhône 50 fr, le Pas-de-Calais 49 fr, la Loire-Inférieure et l'Oise 38 fr, le Maine-et-Loire 29 fr, le Cher, l'Eure et la Haute-Garonne chacun 28 fr, la Haute-Marne, le Loiret et les Alpes-Maritimes chacun 27 fr, la Côte-d'Or 24 fr, l'Aisne et les Ardennes 22 fr.

Entre 20 fr et 10 fr par habitant, nous trouvons quelques départements où l'agriculture est prédominante : la Vienne et la Haute-Vienne 18 fr par habitant, l'Ardèche 17 fr, le Calvados 14 fr, la Drôme et le Var 13 fr, la Seine-et-Marne 10 fr.

Dans les 46 départements qui restent, la moyenne par habitant est inférieure à 10 fr ; dans six d'entre eux elle est réduite à l'unité et 18 ne possèdent aucun bien de cette nature. Ils ont tous un caractère rural, et (sauf la Loire 2 fr par habitant), la population agricole est la plus nombreuse. Enfin, il n'est pas sans intérêt de souligner que, dans des départements aussi dissemblables que les Basses-Alpes, le Tarn, la Manche et la Loire, la moyenne par habitant est la même, 2 fr.

Année 1934 : la moyenne nationale s'élève à 238 fr par habitant, 17 départements l'atteignent et la dépassent : 11 sont situés dans la zone Nord, six dans la zone Sud. La première place revient au département de l'Ain dont la moyenne est de 1 129 fr par habitant (ce département était 39^e en 1908 avec 11 fr seulement).

Le département du Rhône 5^e avec 220 fr en 1908, est second avec 856 fr par habitant. Le Tarn (58^e avec 2 fr par habitant en 1908) prend la troisième place avec 702 fr par habitant, devant le Doubs 640 fr, la Seine 608 fr et le Nord 600 fr. Ce dernier département triple en valeur son montant de 1908, tandis que la Seine l'augmente de 50 % à peine. Dans les Vosges (8^e avec 520 fr par habitant), la répartition reste sensiblement identique à ce qu'elle était en 1908. Il en est de même dans la Marne 285 fr, la Seine-Inférieure 179 fr, l'Isère 111 fr, l'Eure-et-Loir 84 fr, La Haute-Garonne, l'Ariège et le Tarn-et-Garonne (ensemble 24 fr), et la Drôme et l'Ardèche ensemble 38 fr.

Dans quatre départements, les moyennes sont inférieures à celles d'avant-guerre : Finistère 3 fr par habitant (6 fr en 1908)

Charente 19 fr « » (77 fr en 1908)

Vaucluse 45 fr « » (95 fr en 1908)

Pyrén.-Orient. 8 fr par habitant (2 121 fr en 1908).

La répartition par tête a peu progressé dans le Cher (49 fr en 1934 contre 28 fr en 1908), mais a doublé dans le Pas-de-Calais et dans la Seine-et-Oise (105 et 123 fr en 1934); elle représente deux fois 1/2 celle de 1908 dans la Côte-d'Or 61 fr, la Gironde 234 fr, et l'Aube 363 fr. Elle s'est accrue de 3 à 7 fois 1/2 le montant de 1908 dans de nombreux départements :

3 fois	en Seine-et-Marne	(32 fr par tête en 1934)
3 fois,3	dans la Vienne	(60 fr » »)
3 fois,4	dans les Bouches-du-Rhône	(172 fr » »)
3 fois,9	dans la Loire-Inférieure	(149 fr » »)
4 fois,2	dans la Charente-Inférieure	(51 fr » »)
4 fois,3	dans l'Ille-et-Vilaine	(65 fr » »)
5 fois,	dans la Meurthe-et-Moselle	(286 fr » »)
5 fois,3	dans le Var	(69 fr » »)
6 fois	dans l'Eure	(172 fr » »)
6 fois,1	dans la Haute-Marne	(166 fr » »)
7 fois,1	dans la Somme	(107 fr » »)
7 fois,2	dans l'Oise	(275 fr » »)
7 fois,5	dans l'Aisne	(165 fr » »)

Dans d'autres départements, au contraire, la progression est beaucoup plus forte : les Alpes-Maritimes passent de 27 fr par habitant en 1908 à 540 fr en 1934 et du 26^e au 7^e rang ; les Ardennes, de 22 fr à 409 fr ; le Gard de 9 fr à 263 fr ; le Calvados de 14 fr à 250 fr ; la Saône-et-Loire de 7 fr à 222 fr ; la Meuse de 4 fr à 194 fr ; la Dordogne de 4 fr à 127 fr ; la Mayenne de 6 fr à 131 fr ; l'Yonne de 3 fr à 121 fr ; le Loir-et-Cher de 3 fr à 101 fr ; la Loire de 2 fr à 113 fr ; le Jura de 3 fr à 89 fr ; la Haute-Saône de 3 fr à 79 fr ; et la Manche de 2 fr à 86 fr par habitant en 1934.

Enfin, dans plusieurs départements où les parts d'intérêts détenues par les personnes privées étaient pratiquement nulles, la progression est spectaculaire :

l'Aude passe, en 1934, à 330 fr par habitant.

la Nièvre, à 100 fr

la Haute-Savoie à 100 fr

l'Hérault à 82 fr.

les Deux-Sèvres à 72 fr

la Creuse à 70 fr

le Morbihan à 51 fr par habitant en 1934.

Cependant, quelques départements, déshérités en 1908, le sont encore en 1934 : il en est ainsi du Lot, du Lot-et-Garonne, des Côtes-du-Nord, du Finistère, des Landes, de la Lozère, de la Haute-Loire, de la Savoie, du Cantal et de la Corse.

Année 1949 : la moyenne d'ensemble s'élève à 2 592 fr par habitant ; 23 départements (le Bas et le Haut-Rhin comptant pour un seul) atteignent et dépassent ce chiffre : 12 dans la zone Nord et 11 dans la zone Sud.

Le département du Tarn est en tête avec une moyenne de 7 875 fr par habitant (il était déjà troisième en 1934). Plusieurs départements, en très bon rang en 1934, avec des moyennes supérieures à la moyenne nationale, se retrouvent sensiblement à la même place, et cette constatation prouve que l'importance de leur patrimoine, en 1934, n'était pas accidentelle. Il en est ainsi dans les Vosges, 7^e avec 5 486 fr par habitant (8^e avec 520 fr en 1934).

Le Doubs 9 ^e avec	5 135 fr par habitant	(4 ^e avec 640 fr en 1934)	
Le Rhône 10 ^e	5 119 fr	(2 ^e 856 fr	)
Le Nord 11 ^e	4 242 fr	(6 ^e 600 fr	)
L'Aube 12 ^e	4 085 fr	(11 ^e 363 fr	)
La Gironde 14 ^e	3 733 fr	(18 ^e 234 fr	)
Les Ardennes 15 ^e	3 549 fr	(9 ^e 409 fr	)
La Marne 19 ^e	3 328 fr	(14 ^e 285 fr	)

Par ailleurs, des départements, où la moyenne antérieure était relativement médiocre, se classent parmi les premiers :

S.-et-Oise 33^e avec 123 fr par hab. en 1934 devient 8^e avec 5 473 fr en 49.
Loire 36^e avec 113 fr " " 4^e avec 7 486 fr en 49.

Remarques analogues dans :

Hérault	45 ^e	82 F	5 ^e	5 914 F
Haute-Vienne	23 ^e	179	6 ^e	5 581
Bas et Haut-Rhin	30 ^e	139	13 ^e	3 852
Haute-Saône	46 ^e	79	16 ^e	3 484
Ardèche			17 ^e	3 354
Aisne	28 ^e	165	18 ^e	3 346
Isère	37 ^e	111	21 ^e	3 082
(Hautes-Alpes réunies)			(Hautes-Alpes exclues)	

Deux départements, très en retard, le Puy-de-Dôme (68^e avec 15 fr par habitant en 1934) et l'Ariège (réuni à la Hte-Garonne et au Tarn-et-Garonne 1934) se haussent en 1949 aux deuxième et troisième rangs avec 11 108 fr et 10 141 fr par habitant.

Mais la Seine, cinquième avec 608 fr par habitant en 1934 rétrograde au vingtième rang avec une moyenne de 3 323 fr ; l'Ain, premier en 1934 avec 1 129 fr, est ramené au 22^e rang, avec 2 935 fr de moyenne par habitant.

A l'opposé, dans la Seine-Maritime (2 765 fr par habitant en 1949) les participations ont, depuis 1934, progressé de plus de 15 fois en valeur.

Les Bouches-du-Rhône 2 452 fr par habitant en 1949, occupent le même rang qu'en 1934, et leur progression est la même qu'en Seine-Maritime (14 fois 1934).

Les départements agricoles du Calvados 250 fr en 1934, de l'Eure 172 fr, de l'Eure-et-Loir 84 fr, passent respectivement à 1 622 fr, 1 621 fr et 1 593 fr par habitant en 1949.

Dans des départements riches : Alpes-Maritimes 1 540 fr en 1949 contre 540 fr en 1934 ; industriels : Meurthe-et-Moselle 519 fr en 1949 contre 286 fr en 1934 ; agricoles : Loiret 636 fr en 1949 contre 230 fr en 1934 ; Aude 934 fr contre 330 fr ; Meuse 284 fr contre 194 fr ; Vienne 196 fr contre 60 fr ; Deux-Sèvres 265 fr contre 72 fr ; Var 347 fr contre 69 fr ; Mayenne 225 fr contre 131 fr ; et Haute-Savoie 547 fr en 1949 contre 99 fr en 1934, la hausse en valeur est faible et très inférieure à la hausse moyenne nationale par rapport à 1934, et, même, dans la Nièvre, le chiffre de 1949 (139 fr par habitant) s'inscrit en dessous de celui de 1934 (170 fr par habitant).

Dans d'autres départements au contraire, la moyenne en valeur a progressé en flèche depuis la statistique précédente : la Haute-Garonne passe de 24 fr à 2 198 fr par habitant, bien que les départements de l'Ariège et du Tarn-et-Garonne comptés avec lui en 1934 ne le soient plus en 1949 ; la Drôme passe de 38 fr à 2 189 fr bien que l'Ardèche qui lui était rattachée en 1934 ne le soit plus en 1949 ; la Seine-et-Marne s'avance de 32 fr par habitant en 1934 à 1 870 fr en 1949.

	19 F en 1934	1 388 F en 1949	
Charente	33	—	1 280
Vendée	8	—	1 234
Pyrénées-Orientales	14	—	1 160
Sarthe	11	—	1 090
Gers	1	—	967
Haute-Loire	13	—	818
Indre-et-Loire	6	—	771
Lot-et-Garonne			

Finistère	3	—	601	en 1949
Aveyron	21	—	596	—
Savoie	1	—	590	—
Landes	3	—	505	—
Cantal	0	—	428	—
Lozère	1	—	125	F par hab. en 1949.

Année 1953 : la moyenne générale s'établit à 7 000 fr par habitant. Ce chiffre est atteint et même dépassé dans 24 départements : 14 dans la zone nord et 10 dans la zone sud. Le département du Calvados passe au premier rang avec 38 645 fr par habitant. Il était 31^e avec 1 622 fr de moyenne en 1949, et 17^e avec 250 fr en 1934 : progression remarquable dans une région à majorité agricole, où les sociétés sont normalement moins nombreuses. En se maintenant à la seconde place avec 25 942 fr de moyenne par habitant, le Tarn confirme que sa place de leader en 1949 n'était pas usurpée. Il est suivi de près par l'Aube 25 548 fr, et le Rhône 23 931 fr.

Le département de la Marne est cinquième (17 544 fr) ; le Nord sixième (16 187) ; viennent ensuite la Haute-Saône 12 963, la Drôme 12 799, le Doubs 12 219. Ces départements étaient déjà très bien placés en 1949, mais leur progression n'est pas parallèle : tandis que le Doubs double simplement son chiffre de 1949, le Nord et la Haute-Saône multiplient 4 fois le leur, et le Rhône 4 fois 1/2 le sien.

La Marne, la Drôme et l'Aube progressent encore davantage, leur chiffre de 1953 représentant 5 fois pour la Marne, près de 6 fois pour la Drôme, et plus de 6 fois pour l'Aube celui de 1949.

Le département de la Seine est dixième avec 10 582 fr par habitant, au lieu de 3 323 fr en 1949. Sa progression est donc inférieure à celle du Nord et de la Haute-Saône dont les moyennes lui étaient déjà bien supérieures en 1949.

Le département de l'Aisne 8 836 fr par habitant, de la Seine-Maritime 8 813 fr, de l'Isère 7 821 fr, de la Loire 7 094 fr, comptent au nombre de ceux dépassant, en 1953 comme en 1949, la moyenne générale des départements. Il en est de même de l'Ain 7 702, des Vosges 7 576, de la Haute-Vienne 7 496.

La Seine-et-Marne est 17^e avec 7 878 fr par habitant ; la Loire-Atlantique 20^e, avec 7 586 fr ; la Drôme 8^e avec 12 799 fr par habitant. Ces trois départements ne figuraient pas, en 1949, parmi ceux qui dépassaient la moyenne générale, mais se classaient cependant immédiatement derrière eux.

Par contre, les départements de l'Allier 9 644 fr en 1953, des Pyrénées-Orientales 9 069 fr, du Pas-de-Calais 8 268 fr, et de l'Indre-et-Loire 7 184 fr, qui dépassent la moyenne générale de

1953, étaient loin de l'atteindre en 1949 ; de même, les Deux-Sèvres prennent la douzième place avec 9 420 fr par habitant contre 265 fr en 1949.

Des départements très industrialisés : la Loire 7 094 fr, la Seine-et-Oise 5 581 fr, les Bas et Haut-Rhin 4 221 fr, la Gironde 3 672 fr, les Ardennes 3 286 fr, les Bouches-du-Rhône 2 165 fr, sont stationnaires ou en baisse, par comparaison avec 1949.

Dans plusieurs départements agricoles, la valeur globale des participations a diminué depuis la dernière statistique ; il en est ainsi dans l'Ardèche 2 098 fr, où la moyenne atteignait 3 354 fr par habitant en 1949 ; de même dans :

	3 014 F	en 1953	au lieu de	5 914 F	en 1949
l'Hérault	3 014 F			5 914 F	
le Gard	781	—	—	945	—
l'Eure	716	—	—	1 621	—
la Hte-Loire	459	—	—	967	—
les Côtes-du-Nord	381	—	—	419	—
le Lot-et-Garonne	120	—	—	771	—
le T.-et-Garonne	225	—	—	391	—

La diminution est considérable dans l'Ariège et le Puy-de-Dôme ; ces deux départements occupaient cependant les deuxième et troisième rangs en 1949 ; ils rétrogradent aux 83^e et 85^e rangs en 1953 avec la moyenne de 403 fr dans l'Ariège et 346 fr dans le Puy-de-Dôme ; et, comme en 1949, 1934 et 1908, les patrimoines privés dans le département de la Corse sont entièrement dépourvus de participations sociales.

II. — PROPORTION DES PARTS DANS LA FORTUNE PRIVÉE TOTALE :

Elle est examinée pour deux années seulement :

Année 1908 : le pourcentage moyen des parts d'intérêts dans les fortunes privées s'élève pour l'ensemble de la France, à 1,91 %.

En exceptant, comme nous l'avons fait dans la répartition, le département des Pyrénées-Orientales que des successions avantageuses ont placé temporairement au premier rang (les parts sociales y constituent 48 % du patrimoine privé en 1908), le département des Vosges est en tête (13 % du patrimoine privé) suivi de loin par les départements du Nord 4,37 %, de l'Isère 4,04 % du Rhône 3,42 %, de la Marne 3,17 %, du Vaucluse 2,74 %, de la Seine et de la Seine-Inférieure 2,53 %, de la Gironde 2,50 %, de l'Aube 2,29 %, et de la Charente 2,24 %. Ces douze départements sont seuls à atteindre et dépasser la moyenne nationale de 1,91 % : six d'entre eux sont situés dans la zone nord et six dans la zone sud. Nous avons vu plus haut que ces départements détenaient aussi les

premières places dans la répartition en valeur en 1908 ; et, quoiqu'il n'existe aucune relation nécessaire entre le montant des fortunes et leur emploi, cette coïncidence donne une certaine importance à ce rapport.

De même, aucune relation n'apparaît nécessaire entre le caractère agricole ou industriel, urbain ou rural d'un département, et l'importance de ses participations financières privées : ainsi, le pourcentage est plus élevé dans le *Vaucluse* agricole que dans la *Seine* ; dans la *Charente*, région d'élevage et vinicole, que dans les *Bouches-du-Rhône* ; dans le département de l'*Ardèche* (1,36 %) que dans ceux de la *Meurthe-et-Moselle* 1,18 %, de la *Seine-et-Oise* 0,60 %, des *Ardennes* 0,45 %, de la *Seine-et-Marne* 0,12 %, de la *Loire* 0,04 %.

Il n'en demeure pas moins que les patrimoines privés des départements ruraux ne sont pas d'ordinaire très riches en cette sorte de biens. Les associations financières ne sont pas encore entrées dans les mœurs de leurs habitants. Dans les riches départements de l'*Oise*, du *Loiret*, de l'*Eure* et du *Calvados*, le pourcentage est inférieur à 0,50 %, et dans 33 départements, exclusivement agricoles pour la plupart, il n'atteint pas 0,10 % de la fortune privée totale.

Il peut sembler dès lors contradictoire que le pourcentage moyen national soit de 1,91 % des actifs, alors qu'un si petit nombre de départements atteignent ce taux. Mais 12 départements réunissent une population nombreuse où le pourcentage des parts dépasse de beaucoup la moyenne nationale. Et ceci explique cela.

Année 1953 : Le pourcentage moyen est resté le même qu'en 1908 (1,92 %), et rien ne démontre mieux que cette stabilité l'immobilisme conservateur des Français. En dépit du temps écoulé, malgré deux guerres et deux révolutions économiques, ils consacrent à des participations financières la même proportion de leur patrimoine.

24 départements atteignent et dépassent cette moyenne, et, comme en 1908, se répartissent en nombre égal entre les deux zones.

Plus individualistes que les habitants du Nord, les méridionaux recherchent cependant autant qu'eux (et peut être davantage si l'on considère l'écart des fortunes) l'agrément des associations financières ; les départements du *Tarn* : 8,45 % des fortunes et du *Calvados* 7,24 %, sont, comme dans la répartition par tête, au premier rang. Le *Rhône* est seul à la troisième place avec les 6,13 % de sa fortune privée employés en parts d'intérêts.

L'*Aube* et le Nord sont 4^e et 5^e avec 5,31 % et 4,17 % de leur fortune en parts d'intérêts. Mais, tandis que le pourcentage s'est, depuis 1908, très fortement accru dans le *Tarn* et le *Calvados*, il a simplement doublé dans le *Rhône* et dans l'*Aube*. Il est le même

qu'en 1908 dans les Ardennes 0,67 %, dans la Marne 3,74 %, le Nord 4,17 %, la Seine 2,66 %, et la Seine-Maritime 2,17 %.

Dans quelques départements (Vosges, Vaucluse, Isère, Meurthe-et-Moselle, Gironde, Eure et Eure-et-Loir, Bouches-du-Rhône), il est inférieur à celui de 1908. Par contre, des sociétés de personnes se sont créées dans tous les départements, sauf en Corse, où elles étaient inconnues en 1908, et, dans quelques-uns (Savoie et Haute-Savoie), le pourcentage atteint un niveau relativement élevé. Il a augmenté dans le Doubs, la Drôme, l'Allier, l'Ain, l'Aisne, la Seine-et-Oise et la Seine-et-Marne ; l'accroissement est particulièrement sensible dans la Loire, les Deux-Sèvres et la Haute-Saône.

III. — PROGRESSION DE 1908 A 1953, DE LA VALEUR MONÉTAIRE DES PARTS D'INTÉRÊTS DANS LE PATRIMOINE DES PERSONNES PRIVÉES :

Leur montant global a progressé 72 fois environ depuis 1908. Les progrès sont surtout importants dans les départements situés au sud de la ligne Nantes Lons-le-Saunier ; 41 départements sur les 71 où la progression dépasse ce taux, se retrouvent dans cette zone, et leur répartition géographique s'explique par le faible montant en 1908, dans plusieurs régions du Midi, des participations financières dans les fortunes privées. Ainsi, un taux de progressivité, d'autant plus élevé que le point de départ était plus bas, traduit, en 1953, la formation de nouveaux capitaux.

Parmi les départements, dont l'économie a été, en général, stationnaire avant la première guerre mondiale, il est intéressant de souligner en 1953 la très forte progression des parts d'intérêts dans la Haute-Saône, la Loire, le Calvados, le Loir-et-Cher et les Basses-Alpes, pour ne citer que les principaux.

La progression est très forte en Seine-et-Marne (787 fois la valeur de 1908), dans la Meuse 783 fois, l'Ain 700 fois, l'Orne 678 fois, la Saône-et-Loire 602 fois, la Manche 593 fois, et dans de nombreux départements.

Au contraire dans l'Aube, le Rhône, la Marne, le Nord, où les participations par habitant sont élevées, la progression est relativement faible : dans l'Aube 177 fois, dans le Rhône 108 fois, dans le Nord 77 fois, et dans la Marne 60 fois.

Dans les départements urbains et très industrialisés de la Seine-Maritime, des Bouches-du-Rhône, Meurthe-et-Moselle, de la Gironde et de la Seine, la progression depuis 1908 est plus faible encore : 49 fois le montant de 1908 en Seine-Maritime ; 43 fois dans les Bouches-du-Rhône ; 38 en Meurthe-et-Moselle, 37 dans la Gironde, et 25 fois dans la Seine où la densité des parts sociales est cependant la plus forte de ces 5 départements en 1953.

CONCLUSIONS :

Les associations réalisées dans un but lucratif sont, dans l'ensemble, moins recherchées en France que l'appropriation individuelle d'un fonds de commerce, d'un compte en banque, ou d'un livret d'épargne.

Mais dans la plupart des départements, où les sociétés de personnes étaient, auparavant, peu développées, la loi du 2 février 1925, créant une formule neuve, d'où les risques étaient limités, a suscité des associations nouvelles, et provoqué la relance des capitaux.

**Répartition en 1908 et en capital, du montant des parts d'intérêts
dans les sociétés.**

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Pyrénées-Orientales	2 121 F	Allier	6 F
Vosges	473	Mayenne	6
Seine	423	Orne	6
Marne	290	Finistère	6
Rhône	220	Basses-Pyrénées	5
Nord	210	Meuse	4
Seine-Inférieure	178	Dordogne	4
Aube	144	Jura	3
Isère	111	Loir-et-Cher	3
Gironde	97	Haute-Saône	3
Vaucluse	95	Yonne	3
Charente	77	Basses-Alpes	2
Eure-et-Loir	68	Loire	2
Seine-et-Oise	57	Manche	2
Meurthe-et-Moselle	56	Tarn	2
Bouches-du-Rhône	50	Doubs	1
Pas-de-Calais	49	Landes	1
Loire-Inférieure	38	Puy-de-Dôme	1
Oise	38	Sarthe	1
Maine-et-Loire	29	Deux-Sèvres	1
Cher	28	Vendée	1
Eure	28	Hautes-Alpes	0
Haute-Garonne	28	Ariège	
Haute-Marne	27	Aude	
Loiret	27	Aveyron	
Alpes-Maritimes	27	Cantal	
Côte-d'Or	24	Corrèze	
Aisne	22	Corse	
Ardennes	22	Côtes-du-Nord	
Vienne	18	Creuse	
Haute-Vienne	18	Gers	
Ardèche	17	Hérault	
Somme	15	Indre-et-Loire	
Ille-et-Vilaine	15	Haute-Loire	
Calvados	14	Lot	
Drôme	13	Lot-et-Garonne	
Var	13	Lozère	
Charente-Inférieure	12	Morbihan	
Ain	11	Nièvre	
Seine-et-Marne	10	Hautes-Pyrénées	
Gard	9	Savoie	
Indre	8	Haute-Savoie	
Saône-et-Loire	7	Tarn-et-Garonne	

Répartition moyenne nationale : 97 fr par habitant en 1908.

**Répartition en 1934 et en capital, du montant des parts d'intérêts
dans les sociétés.**

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Ain	1 129 F	Jura	89 F
Rhône	856	Manche	86
Tarn	702	Eure-et-Loir	84
Doubs	640	Hérault	82
Seine	608	Haute-Saône	79
Nord	600	Deux-Sèvres	72
Alpes-Maritimes	540	Creuse	70
Vosges	520	Var	69
Ardennes	409	B. et H.-Pyrénées	68
Maine-et-Loire	407	Ille-et-Vilaine	65
Aube	363	Côte-d'Or	61
Aude	330	Vienne	60
Meurthe-et-Moselle	286	Charente-Inférieure	51
Marne	285	Morbihan	51
Oise	275	Cher	49
Gard	263	Allier	48
Calvados	250	Vaucluse et B.-Alpes	48
Gironde	234	Orne	46
Loiret	230	Moselle	41
Saône-et-Loire	222	Drôme et Ardèche	38
Meuse	194	Vendée	33
Seine-Inférieure	179	Seine-et-Marne	32
Haute-Vienne	179	H.-Garonne et Ariège, Tarn-et-Garonne	24
Bouches-du-Rhône	172	Aveyron	21
Eure	172	Charente	19
Nièvre	170	Corrèze	17
Haute-Marne	166	Puy-de-Dôme	15
Aisne	165	Sarthe	14
Loire-Inférieure	149	Indre-et-Loire	13
Bas et Haut-Rhin	139	Gers	11
Mayenne	131	Pyrénées-Orientales	8
Dordogne	127	Lot	7
Seine-et-Oise	123	Lot-et-Garonne	6
Yonne	121	Côtes-du-Nord	5
Indre	113	Finistère	3
Loire	113	Landes	3
Isère et Htes-Alpes	111	Haute-Loire	1
Somme	107	Lozère	1
Pas-de-Calais	105	Savoie	1
Loir-et-Cher	101	Corse	0
Haute-Savoie	99	Cantal	0

Répartition moyenne nationale : 238 fr par habitant en 1934.

**Répartition en 1949 et en capital, du montant des parts d'intérêts
dans les sociétés.**

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Tarn	17 875 F	Oise	1 203 F
Puy-de-Dôme	11 108	Sarthe	1 160
Ariège	10 140	Gers	1 090
Loire	7 486	Jura	1 070
Hérault	5 914	Moselle	1 059
Haute-Vienne	5 581	Cher	1 046
Vosges	5 486	Haute-Loire	967
Seine-et-Oise	5 473	Gard	945
Doubs	5 135	Aude	934
Rhône	5 119	Somme	853
Nord	4 242	Indre-et-Loire	818
Aube	4 085	Manche	788
Bas et Haut-Rhin	3 852	Lot-et-Garonne	771
Gironde	3 733	Haute-Marne	733
Ardennes	3 549	Hautes-Pyrénées	732
Haute-Saône	3 484	Indre	712
Ardèche	3 354	Dordogne	708
Aisne	3 346	Loiret	636
Marne	3 328	Côte-d'Or	611
Seine	3 323	Loir-et-Cher	605
Isère	3 082	Finistère	601
Ain	2 935	Aveyron	596
Seine-Maritime	2 765	Savoie	590
Bouches-du-Rhône	2 452	Haute-Savoie	547
Loire-Atlantique	2 352	Meurthe-et-Moselle	519
Haute-Garonne	2 198	Landes	505
Drôme	2 189	Creuse	461
Seine-et-Marne	1 870	Cantal	428
Maine-et-Loire	1 739	Orne	421
Yonne	1 630	Côtes-du-Nord	419
Calvados	1 622	Tarn-et-Garonne	391
Eure	1 621	Var	347
Eure-et-Loir	1 593	Morbihan	306
Alpes-Maritimes	1 540	Meuse	284
Charente	1 388	Deux-Sèvres	265
Ille-et-Vilaine	1 365	Basses-Alpes	231
Pas-de-Calais	1 327	Mayenne	225
Saône-et-Loire	1 325	Vienne	196
Basses-Pyrénées	1 314	Hautes-Alpes	152
Charente-Maritime	1 284	Nièvre	139
Vendée	1 280	Lozère	125
Allier	1 274	Corrèze	75
Vaucluse	1 251	Lot	62
Pyrénées-Orientales	1 234	Corse	0

Répartition moyenne nationale : 2 592 fr par habitant en 1949.

**Répartition en 1953 et en capital, du montant des parts d'intérêts
dans les sociétés.**

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Calvados	38 645 F	Yonne	3 931 F
Tarn	25 942	Maine-et-Loire	3 847
Aube	25 548	Eure-et-Loir	3 756
Rhône	23 931	Gironde	3 672
Marne	17 544	Ardennes	3 286
Nord	16 187	Creuse	3 220
Haute-Saône	12 963	Haute-Marne	3 205
Drôme	12 799	Meuse	3 135
Doubs	12 219	Cher	3 130
Seine	10 582	Hérault	3 014
Allier	9 644	Côte-d'Or	2 834
Deux-Sèvres	9 420	Sarthe	2 664
Pyrénées-Orientales	9 069	Gers	2 642
Aisne	8 836	Basses-Pyrénées	2 379
Seine-Maritime	8 813	Morbihan	2 295
Pas-de-Calais	8 268	Meurthe-et-Moselle	2 179
Seine-et-Marne	7 878	Bouches-du-Rhône	2 165
Isère	7 821	Cantal	2 129
Ain	7 702	Ardèche	2 098
Loire-Atlantique	7 586	Finistère	2 071
Vosges	7 576	Lot	2 017
Haute-Vienne	7 496	Somme	2 000
Indre-et-Loire	7 184	Var	1 799
Loire	7 094	Loiret	1 762
Savoie	6 927	Ille-et-Vilaine	1 643
Loir-et-Cher	6 544	Nièvre	1 499
Haute-Garonne	6 378	Charente-Maritime	1 263
Oise	6 100	Manche	1 187
Seine-et-Oise	5 580	Indre	1 174
Vendée	5 577	Vienne	909
Landes	5 468	Gard	781
Charente	5 223	Eure	716
Jura	4 887	Hautes-Pyrénées	711
Moselle	4 591	Hautes-Alpes	564
Aveyron	4 581	Lozère	542
Aude	4 533	Corrèze	519
Vaucluse	4 470	Mayenne	463
Dordogne	4 427	Haute-Loire	459
Basses-Alpes	4 360	Ariège	403
Haute-Savoie	4 335	Côtes-du-Nord	381
Bas et Haut-Rhin	4 221	Puy-de-Dôme	346
Saône-et-Loire	4 219	Tarn-et-Garonne	225
Orne	4 071	Lot-et-Garonne	120
Alpes-Maritimes	3 978	Corse	0

Répartition moyenne nationale : 6 999 fr par habitant en 1953.

**Proportion dans les fortunes privées du montant des parts d'intérêts
dans les sociétés, en 1908.**

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Pyrénées-Orientales	48	%	Calvados	0,22	%
Vosges	13		Allier	0,19	
Nord	4,37		Basses-Pyrénées	0,15	
Isère	4,04		Mayenne	0,15	
Rhône	3,42		Orne	0,13	
Marne	3,17		Haute-Saône	0,12	
Vaucluse	2,74		Seine-et-Marne	0,12	
Seine	2,53		Basses-Alpes	0,11	
Seine-Inférieure	2,53		Jura	0,11	
Gironde	2,50		Tarn	0,11	
Aube	2,29		Meuse	0,08	
Charente	2,24		Loir-et-Cher	0,05	
Pas-de-Calais	1,63		Manche	0,05	
Ardèche	1,36		Yonne	0,05	
Bouches-du-Rhône	1,35		Puy-de-Dôme	0,04	
Loire-Inférieure	1,24		Loire	0,04	
Meurthe-et-Moselle	1,18		Landes	0,04	
Haute-Vienne	1,06		Deux-Sèvres	0,03	
Eure-et-Loir	1,01		Vendée	0,03	
Haute-Garonne	0,99		Doubs	0,03	
Cher	0,88		Sarthe	0,02	
Maine-et-Loire	0,82		Hautes-Alpes	0,	
Haute-Marne	0,67		Ariège		
Alpes-Maritimes	0,62		Aude		
Seine-et-Oise	0,60		Aveyron		
Drôme	0,57		Cantal		
Côte-d'Or	0,52		Corrèze		
Gard	0,50		Corse		
Oise	0,48		Côtes-du-Nord		
Vienne	0,48		Creuse		
Ardennes	0,45		Gers		
Ille-et-Vilaine	0,43		Hérault		
Loiret	0,43		Indre-et-Loire		
Eure	0,42		Haute-Loire		
Charente-Inférieure	0,41		Lot		
Var	0,40		Lot-et-Garonne		
Aisne	0,36		Lozère		
Finistère	0,32		Morbihan		
Ain	0,28		Nièvre		
Indre	0,27		Hautes-Pyrénées		
Dordogne	0,23		Savoie		
Somme	0,23		Haute-Savoie		
Saône-et-Loire	0,22		Tarn-et-Garonne		

Proportion moyenne nationale : 1,91 % en 1908.

**Proportion dans les fortunes privées du montant des parts d'intérêts
dans les sociétés en 1953.**

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Tarn	8,45 %	Bouches-du-Rhône	0,98 %
Calvados	7,24	Alpes-Maritimes	0,88
Rhône	6,13	Haute-Marne	0,88
Aube	5,31	Yonne	0,88
Nord	4,17	Hérault	0,86
Haute-Saône	3,87	Côte-d'Or	0,84
Marne	3,74	Gers	0,84
Drôme	3,52	Basses-Pyrénées	0,82
Doubs	3,44	Meuse	0,81
Isère	2,67	Ardèche	0,79
Seine	2,66	Cher	0,79
Loire	2,64	Orne	0,74
Allier	2,57	Morbihan	0,71
Pas-de-Calais	2,47	Creuse	0,70
Pyrénées-Orientales	2,46	Meurthe-et-Moselle	0,68
Aisne	2,39	Ardennes	0,67
Haute-Vienne	2,33	Lot	0,65
Deux-Sèvres	2,27	Finistère	0,64
Vosges	2,24	Sarthe	0,60
Savoie	2,22	Cantal	0,59
Seine-Maritime	2,17	Var	0,59
Haute-Garonne	2,15	Eure-et-Loir	0,58
Ain	2,06	Somme	0,41
Seine-et-Marne	1,99	Charente-Maritime	0,38
Loire-Atlantique	1,91	Nièvre	0,37
Indre-et-Loire	1,78	Ille-et-Vilaine	0,36
Charente	1,74	Loiret	0,36
Landes	1,74	Indre	0,34
Seine-et-Oise	1,73	Vienne	0,28
Dordogne	1,65	Gard	0,27
Saône-et-Loire	1,51	Hautes-Pyrénées	0,26
Moselle	1,49	Lozère	0,24
Oise	1,47	Manche	0,23
Bas et Haut-Rhin	1,39	Hautes-Alpes	0,22
Jura	1,37	Haute-Loire	0,17
Loir-et-Cher	1,35	Eure	0,14
Basses-Alpes	1,34	Ariège	0,14
Aveyron	1,33	Mayenne	0,11
Vendée	1,32	Corrèze	0,10
Aude	1,30	Côtes-du-Nord	0,10
Vaucluse	1,14	Puy-de-Dôme	0,10
Maine-et-Loire	1,09	Tarn-et-Garonne	0,08
Gironde	1,06	Lot-et-Garonne	0,03
Haute-Savoie	0,98	Corse	0

Proportion moyenne nationale : 1,92 % en 1953.

Progression depuis 1908 et en capital, du montant des parts d'intérêts.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT EN 1953.

Doubs, de	1 F	à	12 219 F	Basses-Pyrénées	475 dep. 1908
D.-Sèvres, de	1 F	à	9 420 F	Haute-Vienne	416
I.-et-Loire	0		7 184	Aisne	401
Savoie	0		6 927	Finistère	345
Vendée	1		5 577	Haute-Garonne	227
Landes	1		5 468	Loire-Atlantique	199
Aveyron	0		4 581	Aube	177
Aude	0		4 533	Pas-de-Calais	168
H.-Savoie	0		4 335	Oise	160
Creuse	0		3 220	Ardennes	149
Hérault	0		3 014	Alpes-Marit.	147
Sarthe	1		2 664	Indre	146
Gers	0		2 642	Var	138
Morbihan	0		2 295	Somme	135
Cantal	0		2 129	M.-et-Loire	132
Lot	0		2 017	Ardèche	123
Nièvre	0		1 499	Haute-Marne	118
H.-Pyrénées	0		711	Côte-d'Or	118
H.-Alpes	0		564	Moselle	112 dep. 1934
Lozère	0		542	Cher	111
Corrèze	0		519	Ille-et-Vilaine	109
H.-Loire	0		459	Rhône	108
Ariège	0		403	Charente-Mar.	105
Côtes-du-N.	0		381	Seine-et-Oise	97
Puy-de-D.	1		346	Gard	86
T.-et-Gar.	0		225	Mayenne	77
Lot-et-Gar.	0		120	Nord	77
Tarn	12 971	fois			
		dep. 1908		Isère	70
H.-Saône	4 321			Charente	67
Loire	3 547			Loiret	65
Calvados	2 760			Marne	60
L.-et-Cher	2 181			Eure-et-Loir	55
Basses-Alpes	2 180			Vienne	50
Jura	1 629			S.-Maritime	49
Allier	1 607			Vaucluse	47
Yonne	1 310			Bouches-du-R.	43
Dordogne	1 107			M.-et-Moselle	38
Drôme	984			Gironde	37
S.-et-Marne	787			Bas et H.-Rhin	30 dep. 1934
Meuse	783			Eure	25
Ain	700			Seine	25
Orne	678			Vosges	16
S.-et-Loire	602			Pyr.-Orientales	4,20
Manche	593			Corse	0

Progression moyenne générale depuis 1908 : 72 fois en 1953.

CHAPITRE XVII

Valeurs Étrangères

Il convient d'entendre, par ces termes, non seulement les actions et les obligations des sociétés étrangères, mais les rentes et les effets publics des Gouvernements étrangers, les parts d'intérêts, et les participations de toutes sortes, dont le siège est à l'étranger.

Toutes ces valeurs ont été, par commodité, groupées sous la même dénomination ; le premier tableau rappelle la progression du nombre des successions comprenant des valeurs étrangères et leur *pourcentage* par rapport au nombre total des successions déclarées :

Années 1908		1934		1949		1953	
Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
23 499	6,36	33 118	9,48	7 945	2,74	3 347	1,28

Le deuxième tableau fait ressortir la progression, en capital, et en millions de francs, des valeurs étrangères détenues par les particuliers, et la *proportion* de ces biens par rapport à la fortune privée totale :

Années 1908		1934		1949		1953	
26 565	13,30	27 492	3,22	240 389	3,05	213 435	1,37

Sous les réserves signalées dans les chapitres précédents, l'examen de ces deux tableaux attire l'attention sur les points suivants :

a) le nombre de successions comprenant des titres étrangers a augmenté d'environ 50 % entre 1908 et 1934. Pendant le même temps, les capitaux n'ont pas progressé en valeur ; ils ont même diminué considérablement si l'on tient compte de la dépréciation qu'à subie le franc. La diminution de valeur n'est pas surprenante, car la perte des titres russes, et de bien d'autres, victimes des dévaluations, la laissait prévoir, mais l'augmentation du nombre

des possédants démontre que beaucoup de capitalistes, grands et petits, ont cherché à se prémunir contre la chute du franc.

b) Après la deuxième guerre mondiale cependant, le nombre de possédants n'a pas cessé de décroître, et ne représente plus en 1953 que le dixième de celui de 1934. Pendant la même période, la valeur globale de capitaux étrangers a presque décuplé et sa courbe de progression est presque parallèle à celle de la chute du franc. Ce phénomène est donc l'inverse de celui constaté après la première guerre mondiale. Peut-on le rapporter au fait que les détenteurs de valeurs étrangères, rendus méfiants par les spoliations dont ils ont été les victimes, sont plus nombreux qu'autrefois à les transférer à l'étranger?

De même que les autres biens, ces valeurs sont très inégalement réparties entre les départements. Nous étudierons successivement :

- 1) La répartition, en capital, par habitant.
- 2) La proportion de ces biens dans la fortune privée totale.
- 3) Leur progression, de 1908 à 1953 et par tête d'habitant.

I. — RÉPARTITION, EN CAPITAL ET PAR HABITANT :

Année 1908 : A cette époque, chaque habitant de la métropole possédait, en moyenne, pour 676 fr de valeurs étrangères libellées en francs-or. Mais la répartition dans les départements était inégale : ainsi, dans la Seine la richesse moyenne s'élevait à 3 765 fr par habitant et à 11 fr seulement dans le Lot, les Côtes-du-Nord, le Gers, et les Hautes-Pyrénées. Le chiffre de 676 n'est d'ailleurs atteint et dépassé qu'en huit départements, tous situés, sauf le Rhône, dans la région parisienne.

A la suite du département de la Seine, dont la fortune moyenne en titres étrangers est très supérieure à celle des autres départements, nous trouvons dans l'ordre : la Marne 1 521 fr par habitant, le Rhône 1 078 fr, la Seine-et-Oise et la Somme chacun 948, la Seine-Inférieure 869, la Seine-et-Marne 765, et l'Oise 739.

Tous les autres départements se situent en deça de la moyenne nationale ; mais l'Aube 656 fr par habitant, l'Orne 654, et le Loiret 612, s'en rapprochent.

Il est difficile de saisir une quelconque relation entre le caractère urbain ou rural d'un département et sa fortune en titres étrangers : dans la Haute-Marne, la fortune moyenne (348 fr par habitant) est du même ordre de grandeur que dans les Bouches-du-Rhône.

En général, par tête d'habitant, les titres étrangers sont aussi bien concentrés dans les départements agricoles que dans les départements industrialisés.

Dans le département du Nord, la moyenne est de 472 fr par

habitant, mais elle est de 483 fr dans celui de l'Ain, elle est de 510 fr dans la Loire, mais de 547 fr dans les Vosges. Le département agricole du Calvados 416 fr, possède, par habitant, 2 fois plus de titres étrangers que le département voisin de la Manche, pourtant aussi agricole que lui ; sur le plan géographique, les départements bretons et ceux situés au sud du fleuve Loire sont les plus désavantagés ; ce sont aussi globalement les plus pauvres.

Année 1934 : la moyenne nationale en titres étrangers s'établit dans les départements métropolitains à 667 fr par habitant, soit à un niveau apparemment identique à celui de 1908 ; mais très inférieur en réalité si l'on considère la détérioration du franc depuis cette date. Neuf départements seulement la dépassent : l'Aisne est au premier rang avec 3 080 fr par habitant ; la Seine, au second avec 2 720 fr.

Viennent ensuite : la Haute-Loire 1 424 fr, la Côte-d'Or 1 160 fr, la Seine-et-Marne 970 fr, les Alpes-Maritimes 830 fr, le Rhône 800 fr, les Basses et Hautes-Pyrénées réunies, 714 fr par habitant, et la Nièvre 700 fr.

On remarque tout spécialement l'excellent troisième rang occupé par le département de la Haute-Loire, placé au bas du tableau en 1908. Dans les autres départements, la fortune étrangère est, par habitant, inférieure à la moyenne nationale. Parmi ceux qui l'approchent, l'Oise 655 fr, la Marne 648 fr, la Seine-et-Oise 632 fr, le Loiret 557 fr, l'Aube 531 fr et le Nord 482 fr, figuraient déjà en bonne place en 1908. Mais, même dans les départements les plus riches, les chiffres en francs papier sont souvent inférieurs à ceux d'avant-guerre, où ils s'exprimaient en francs-or ; il en est ainsi dans la Seine 2 720 fr au lieu de 3 765 fr ; dans la Marne 648 fr au lieu de 1 521 fr ; dans la Seine-et-Oise, 632 fr au lieu de 948 fr ; dans le Rhône 800 fr au lieu de 1 078 fr. Nous pourrions multiplier ces comparaisons.

Bien plus, nous relevons des déséquilibres véritables :

La fortune moyenne des Bouches-du-Rhône en valeurs étrangères, 202 fr par habitant, est inférieure à celle du Lot, 225 fr.

Les trois départements de la Haute-Garonne, de l'Ariège et du Tarn-et-Garonne, réunis, ne sont pas mieux pourvus en valeurs étrangères que celui de la Creuse 208 fr par habitant.

Dans les trois départements recouverts (Moselle, Bas et Haut-Rhin) les moyennes : 27 fr Moselle et 157 fr Bas et Haut-Rhin, sont très inférieures à celles du département de l'Ain 182 fr.

Année 1949 : Après la deuxième guerre mondiale, chaque habitant du territoire français possède en moyenne 5 834 fr de valeurs étrangères. Cette moyenne est atteinte et dépassée dans 16 départements. Plusieurs, parmi eux, étaient déjà parmi les premiers lors des statistiques précédentes. La Manche est en tête

avec 28 000 fr par habitant, chiffre remarquable comparé à celui de la Seine classée deuxième avec 18 103 fr par habitant ; la Seine-et-Marne est troisième avec 17 554 fr. Nous trouvons ensuite : la Loire 13 813 fr ; la Seine-et-Oise 12 832 ; l'Indre-et-Loire 9 968 fr ; La Gironde 9 889 ; Le Rhône 8 143 ; Les Alpes-Maritimes 7 811 fr.

Quelques anomalies à signaler :

Les habitants du Pas-de-Calais, 1 629 fr par personne, possèdent 4 fois moins de titres étrangers que les habitants du département du Nord. (6 905 fr), de structure agricole et industrielle comparable.

Même proportion du quart en Haute-Savoie 235 fr, par rapport à la Savoie voisine 949 fr.

Marseille et les Bouches-du-Rhône 1 340 fr, se classent après Épinal et les Vosges 1 383 fr par habitant.

Les départements de l'Hérault 7 736 fr et de la Haute-Marne 6 209 fr devancent les riches départements agricoles de l'Oise 6 170 fr, du Loiret 5 894 fr, de la Côte-d'Or 5 801, et de l'Aisne 5 648.

La Meuse 5 833 fr et le Cher 5 213 fr conservent leur bon rang de 1934 ; l'Isère 5 041 s'avance à la 23^e place.

Mais la Marne, première en 1908, est ramenée au 29^e rang ; sa fortune en titres étrangers en 1908 est à peine doublée en 1949.

Le département de la Haute-Loire, de la 3^e place qu'il occupait en 1934, rétrograde à la 64^e, et, malgré les dévaluations, perd, en capital, la moitié des titres qu'il possédait.

Chaque habitant de la Somme 624 fr possède moins de valeurs étrangères que celui des Basses-Alpes 731 fr et beaucoup moins que le montagnard du Cantal 1 849 fr. Les Pyrénées-Orientales 64 fr par habitant sont bien moins pourvues que la Lozère 247 fr.

Dans la Corse et les Hautes-Alpes la fortune étrangère est nulle.

Année 1953 : la moyenne pour chaque habitant est d'environ 5 000 fr, inférieure à celle de 1949, en dépit d'une nouvelle dépréciation monétaire.

Dans quelques départements cependant, la moyenne est bien plus élevée ; ainsi, dans la Marne, classée deuxième avant la première guerre mondiale, et descendue au 29^e rang en 1949 avec 3 566 fr par habitant, la moyenne bondit et atteint le niveau record de 29 583 fr qui rétablit ce département en tête de tous les autres.

Les Alpes-Maritimes classées parmi les premiers depuis 1934, prennent la deuxième place ; leur fortune moyenne a été multipliée 2 fois 1/2 depuis 1949 ; même progression dans le Maine-et-Loire qui passe de la 11^e place avec 7 520 fr en 1949, à la troisième et 18 867 en 1953.

Parmi les 18 départements qui atteignent ou dépassent la

moyenne nationale, nous mentionnerons dans l'ordre, la Seine, ramenée de la 2^e à la 4^e place et de 18 103 fr par habitant en 1949 à 12 442 en 1953 ; le Nord qui regagne plusieurs milliers de francs à 12 285 fr par personne et quelques places depuis 1949 ; l'Eure-et-Loir qui remonte du 60^e rang au 6^e, et dont la moyenne de 1949 (863 fr par habitant) s'élève à plus de 11 000 fr en 1953 ; la Seine-Maritime et le Cher qui doublent en 1953 leur fortune individuelle moyenne de 1949.

Surprise dans les Hautes-Alpes et les Côtes-du-Nord, qui figuraient antérieurement parmi les moins fortunées, et qui s'élèvent en 1953 au 9^e et 10^e rang, avec 8 380 fr et 8 149 fr de moyenne par habitant.

Les Ardennes 7 118 fr triplent leur fortune moyenne de 1949, tandis que la Meurthe-et-Moselle 6 052 fr et le Loiret 6 049 fr la dépassent de très peu.

Viennent à la suite les trois départements de la Gironde, 5 541 fr, de la Seine-et-Oise 5 369 fr, et de la Haute-Marne 5 291 fr ; leur moyenne est inférieure à celle de 1949, surtout celle de la Seine-et-Oise qui totalisait, en 1949, 13 000 fr de titres étrangers par habitant. Le département du Vaucluse 5 222 fr augmente de 1 300 fr sa moyenne précédente. Le département du Lot est à la 18^e place avec 4 959 fr par habitant ; sa fortune, depuis 1908 ne laissait pas prévoir qu'elle serait multipliée 11 fois depuis 1949 et sur le point d'atteindre la moyenne nationale.

Dans aucun des autres départements (au nombre de 71), la moyenne n'atteint 5 000 fr par habitant ; mais l'éventail de leur fortune en titres étrangers est extrêmement large : de 4 750 fr par habitant dans la Somme, elle s'abaisse à 16 fr seulement en Savoie et dans le Lot-et-Garonne.

Des départements qui se classaient parmi les premiers en 1949, perdent la plus grande partie de leurs avoirs étrangers. Dans le Rhône, chaque habitant, en 1949, possédait, en moyenne, pour 8 143 fr de valeurs étrangères, il n'en possède plus que 2 799 fr en 1953.

La Loire, 4^e en 1949, avec 13 813 fr de moyenne, ne se place qu'au 36^e rang en 1953 avec 2 317 fr par habitant.

Les avoirs de la Manche et de la Seine-et-Marne, 1^{er} et 3^e en 1949, sont ramenés de 27 989 à 1 036 fr dans la Manche, et de 17 554 à 1 006 fr en Seine-et-Marne.

Diminution sensible dans le Calvados et des 2/3 dans l'Oise.

Dans un grand nombre d'autres départements, la diminution des avoirs est considérable : l'Orne, le Gard et l'Aude perdent près des 9/10 de leur fortune étrangère ; elle s'éteint pour ainsi dire en totalité dans le Cantal, le Finistère, l'Ariège, et la Haute-Garonne.

Par contre, la moyenne de la Corse se relève et passe de 14 fr par habitant en 1949 à 186 fr. Et nous avons vu plus haut combien la fortune moyenne de départements aussi pauvres que les Hautes-Alpes et les Côtes-du-Nord avait progressé. Le Gers 1 262 fr et la Lorèze 1 343 fr détiennent, par habitant, plus de titres étrangers que le Loir-et-Cher 1 232 fr, le Calvados 1 040 fr, la Manche 1 036 fr, et la Côte-d'Or 1 004 fr.

La Haute-Savoie, malgré son grand développement économique, et peut-être à cause de lui, possède par habitant 2 fois moins de valeurs étrangères qu'en 1949 et 2 fois moins que la Corse, tandis que la Moselle, dont le développement économique est du même ordre, a quadruplé en 1953 ses avoirs moyens de 1949.

II. — PROPORTION DES VALEURS ÉTRANGÈRES PAR RAPPORT A LA FORTUNE PRIVÉE TOTALE :

Année 1908 : En France métropolitaine et avant la guerre de 1914, les titres étrangers entraient pour une très forte proportion dans les patrimoines privés ; le pourcentage moyen représentait 13,30 des fortunes. Et ce taux était largement dépassé dans le département de la Seine ; par contre, le pourcentage était minime et inférieur à 1 % dans un certain nombre de départements.

Il n'existe cependant aucune relation de cause à effet entre l'importance de la fortune totale des particuliers et son pourcentage en valeurs étrangères. Ainsi, la Corse, très mal classée en 1908 dans la répartition en valeur, représente l'un des départements où le pourcentage en titres étrangers par rapport à la fortune privée totale est le plus élevé (plus de 12 % en 1908).

La Haute-Savoie, classée vers le milieu du tableau dans la répartition en valeur, consacre, en 1908, près de 18 % de sa fortune en titres étrangers et se place, en pourcentage, au deuxième rang.

Il faut néanmoins reconnaître qu'en général la proportion des valeurs étrangères diminue en même temps que leur montant dans les patrimoines.

La plus forte proportion des fortunes en valeurs étrangères se rencontre dans le département de la Seine (plus de 22 % en 1908). Dans le Rhône et la Marne, 16,7 % des fortunes y sont affectés ; dans l'Orne, les Vosges et la Somme 15 % ; dans l'Ain 12,58 % ; dans la Seine-Inférieure 12,30 % ; de même que les Corses, les habitants des Alpes-Maritimes consacrent 12,2 % de leurs patrimoines en titres étrangers ; la Loire et la Côte-d'Or 11, 9 et 11,8 %.

Dans la Lozère déshéritée le pourcentage atteint 11,2 %, autant que dans la prospère Gironde 11,3 %.

Dans les peuplés départements de Seine-et-Oise, de Seine-et-

Marne et du Nord, il varie de 10,1 % à 9,84 % ; il est de 9,77 % dans le Loiret et de 9,44 % dans les Bouches-du-Rhône.

Mais les proportions sont très inférieures dans la plupart des riches départements agricoles de la région parisienne et de Normandie : 6,74 % dans le Calvados, 6,63 % dans le Maine-et-Loire ; 5,75 % dans l'Eure-et-Loir ; 4,44 % dans l'Eure.

Les départements de l'extrême Bretagne, ceux de la Creuse, des Basses-Alpes, de l'Aude, des Deux-Sèvres, de l'Ariège, de la Vendée, du Gers, du Lot, des Pyrénées-Orientales et des Hautes-Pyrénées, consacrent en valeurs étrangères des pourcentages décroissants : de 3,43 % dans la Creuse à 0,52 % dans les Côtes-du-Nord.

Année 1953 : Après la première guerre mondiale, la proportion des valeurs étrangères dans les patrimoines privés a très fortement diminué (spoliations, dévaluation dans les pays étrangers, réquisition, etc...) et elle est descendue de 13,30 % en 1908 à 3,22 % en 1934, et la chute a continué après la deuxième guerre mondiale : 1,37 % en 1953. Ces valeurs ont donc subi la baisse proportionnellement la plus forte de toutes celles subies par les valeurs mobilières.

En effet, tandis que de 1908 à 1953 le pourcentage des rentes et valeurs du Trésor dans les fortunes baissait des $7/10^e$, celui des obligations des $2/3$, et celui des actions françaises de 15 % seulement, celui des titres étrangers, n'était plus, en 1953, que le dixième de celui de 1908.

Cependant, cette baisse est très inégalement répartie : le pourcentage en titres étrangers est encore de 6,32 % dans la Marne, mais moins de 0,005 % dans le Finistère, le Lot-et-Garonne, et la Savoie.

Dans le département de la Seine, il s'abaisse de 22,50 % en 1908 à 3,13 % en 1953 ; dans le Rhône, de 16,7 % à 0,71 % ; dans les Bouches-du-Rhône, de 9,44 % à 0,42 % ; dans l'Orne, de 15 % à 0,03 % ; dans l'Oise, de 9,34 à 0,45 % ; dans le Calvados, de 6,74 % à 0,19 %.

En Seine-et-Marne et en Seine-et-Oise, les titres étrangers ne représentent plus que 0,25 % et 1,66 % des fortunes, au lieu de 9,85 % et 10 % en 1908. La Haute-Savoie, où l'emploi des titres étrangers dans les fortunes était particulièrement important en 1908, perd la presque totalité de ses avoirs étrangers.

La perte a été moins forte dans certains départements : dans les Alpes-Maritimes, la proportion s'abaisse de 12,2 % à 4,77 % seulement ; dans le Maine-et-Loire de 6,63 % à 5,37 % ; dans les Hautes-Alpes de 4,48 % à 3,38 % ; dans le Nord, de 9,84 % à 3,16 %. Ces départements restent donc proportionnellement les mieux pourvus de tous les départements français en titres étrangers.

III. — PROGRESSION, DE 1908 A 1953, DES VALEURS ÉTRANGÈRES, PAR HABITANT :

Pour l'ensemble de la France métropolitaine, la fortune en titres étrangers, en la possession de chaque particulier, est en 1953 et en moyenne 7 fois plus grande qu'en 1908 ; mais cette fortune moyenne, rapportée à la valeur de l'or, traduit une dépréciation effective de 30 fois son montant en 1908.

Cet énorme amoindrissement doit être attribué, pour une part, au fait que les valeurs étrangères n'ont pas, sauf exception, suivi la hausse de l'or et des devises, mais, pour une part plus importante, à leur disparition, totale ou partielle, dans les patrimoines.

Il suffit, pour s'en convaincre, de rappeler le douloureux calvaire des investissements français dans les pays d'Europe Orientale avant 1914.

Si du moins cette progression, purement nominale, était générale, mais dans beaucoup de départements, et non des moindres, la fortune moyenne par habitant n'atteint pas, en 1953, 7 fois celle de 1908 ; elle la dépasse trois fois à peine dans le département de la Seine et cette constatation est capitale, car ce département est, globalement, le plus pourvu en titres étrangers, et, par habitant, l'un des premiers.

Dans la Seine-et-Oise, la Somme, la Manche, la Loire, la fortune étrangère par habitant a progressé de cinq fois environ depuis 1908, et dans le Rhône et les Bouches-du-Rhône, moins de trois fois. Dans ces deux départements, la progression est même moins forte que dans les Basses-Alpes (10 fois) et la Corse 6 fois 1/2.

Dans d'autres départements prospères et enclins à l'épargne, la progression nominale est plus faible encore, deux fois la valeur de 1908 dans le Calvados ; deux fois à peine dans la Côte-d'Or, et de 30 % seulement en Seine-et-Marne.

Bien plus, dans plusieurs départements, la valeur globale des titres étrangers est, en 1953, et par habitant, en régression par rapport à 1908 : il en est ainsi dans les deux Savoies, le Tarn, le Tarn-et-Garonne, l'Orne, la Mayenne, le Cantal, le Finistère. En Haute-Garonne, malgré une grande ville en plein développement, cette valeur représente 15 % de celle de 1908 et dans le Lot-et-Garonne 6 %.

Par contre, dans les départements de la Marne et de l'Ardèche, la fortune en titres étrangers a augmenté de 19 fois son montant de 1908 ; 26 fois dans le Nord ; 40 fois dans les Alpes-Maritimes ; 80 fois dans le Cher et le Maine-et-Loire ; 114 fois dans le Gers ; 144 fois dans les Hautes-Alpes. Et dans la Moselle elle a augmenté de 150 fois par rapport à 1934. Dans les départements des Côtes-

du-Nord et du Lot, la progression des fortunes en titres étrangers est plus grande que dans tous les autres départements ; il convient toutefois de remarquer que leurs avoirs étaient minimes en 1908 et qu'ainsi des chiffres qui ne font apparaître, dans d'autres départements, qu'une progression moyenne, découvrent chez eux un écart considérable.

CONCLUSIONS :

Nous n'avons pas constaté de relation étroite entre le caractère agricole ou industriel, urbain ou rural des départements et la part des valeurs étrangères dans les fortunes, mais la démonstration est faite que la ligne conventionnelle Nantes Lons-le-Saunier, qui sépare les départements français en deux zones, s'applique dans l'ensemble aux valeurs étrangères comme aux autres valeurs mobilières déjà étudiées.

Répartition en 1908 et en capital, du montant des valeurs étrangères.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT EN 1908.

Seine	3 765 F	Var	233 F
Marne	1 521	Maine-et-Loire	233
Rhône	1 078	Haute-Garonne	222
Seine-et-Oise	948	Manche	211
Somme	948	Haute-Saône	211
Seine-Inférieure	869	Isère	191
Seine-et-Marne	765	Jura	189
Oise	739	Landes	189
Aube	656	Indre	163
Orne	654	Pas-de-Calais	153
Loiret	612	Charente-Inférieure	150
Vosges	547	Tarn	148
Côte-d'Or	542	Dordogne	143
Yonne	538	Ille-et-Vilaine	139
Alpes-Maritimes	531	Charente	136
Loire	510	Loire-Inférieure	130
Indre-et-Loire	502	Cher	129
Loir-et-Cher	487	Lozère	129
Ain	483	Gard	121
Nord	472	Tarn-et-Garonne	106
Aisne	463	Cantal	100
Gironde	438	Nièvre	93
Calvados	416	Haute-Loire	91
Vienne	398	Hérault	81
Eure-et-Loir	375	Haute-Vienne	74
Allier	354	Pyrénées-Orientales	73
Bouches-du-Rhône	348	Corrèze	67
Doubs	348	Deux-Sèvres	61
Haute-Savoie	348	Hautes-Alpes	58
Haute-Marne	345	Ardèche	57
Meurthe-et-Moselle	325	Finistère	55
Vaucluse	319	Aude	53
Basses-Pyrénées	295	Basses-Alpes	49
Puy-de-Dôme	292	Creuse	48
Meuse	291	Morbihan	48
Eure	291	Aveyron	46
Ardennes	288	Corse	29
Lot-et-Garonne	283	Vendée	24
Sarthe	273	Ariège	17
Drôme	265	Côtes-du-Nord	11
Mayenne	254	Gers	11
Savoie	245	Hautes-Pyrénées	11
Saône-et-Loire	243	Lot	11

Répartition moyenne nationale : 676 fr par habitant en 1908.

Répartition en 1934 et en capital, du montant des valeurs étrangères.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT EN 1934.

Aisne	3 080 F	Vienne	262 F
Seine	2 720	Tarn	262
Haute-Loire	1 424	Indre	260
Côte-d'Or	1 161	Doubs	256
Seine-et-Marne	970	Orne	249
Alpes-Maritimes	831	Jura	247
Rhône	801	Puy-de-Dôme	237
B. et H.-Pyrénées	714	Loire	235
Nièvre	701	Mayenne	232
Oise	655	Vaucluse et B. Alpes	227
Meuse	652	Loir-et-Cher	226
Marne	648	Saône-et-Loire	226
Seine-et-Oise	632	Lot	225
Cher	615	Charente	225
Eure	580	Haute-Garonne, Ariège, Tarn-et-Garonne	222
Indre-et-Loire	561	Pyrénées-Orientales	209
Sarthe	558	Creuse	208
Loiret	557	Landes	208
Aube	531	Bouches-du-Rhône	202
Haute-Savoie	519	Ille-et-Vilaine	195
Yonne	509	Manche	189
Gironde	505	Ain	182
Nord	482	Var	175
Meurthe-et-Moselle	458	Dordogne	172
Hérault	434	Bas et Haut-Rhin	157
Ardennes	403	Lot-et-Garonne	154
Somme	382	Corrèze	150
Maine-et-Loire	360	Charente-Inférieure	141
Haute-Saône	357	Aveyron	129
Pas-de-Calais	356	Isère et H. Alpes	128
Gard	349	Haute-Vienne	128
Haute-Marne	349	Deux-Sèvres	123
Seine-Inférieure	342	Côtes-du-Nord	111
Calvados	331	Savoie	111
Vosges	292	Cantal	98
Eure-et-Loir	289	Gers	98
Drôme et Ardèche	286	Morbihan	43
Loire-Inférieure	281	Finistère	32
Allier	278	Moselle	27
Vendée	273	Corse	10
Aude	265	Lozère	8

Répartition moyenne nationale : 667 fr par habitant en 1964

Répartition en 1949 et en capital du montant des valeurs étrangères.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT EN 1949.

Manche	27 989 F	Pas-de-Calais	1 629 F
Seine	18 103	Loire-Atlantique	1 601
Seine-et-Marne	17 554	Charente-Maritime	1 585
Loire	13 813	Corrèze	1 510
Seine-et-Oise	12 832	Haute-Garonne	1 502
Indre-et-Loire	9 968	Drôme	1 406
Gironde	9 889	Vienne	1 404
Rhône	8 143	Vosges	1 383
Alpes-Maritimes	7 811	Haute-Vienne	1 379
Hérault	7 736	Bouches-du-Rhône	1 340
Maine-et-Loire	7 520	Dordogne	1 157
Nord	6 905	Hautes-Pyrénées	1 030
Haute-Marne	6 209	Yonne	1 015
Oise	6 170	Savoie	949
Loiret	5 894	Moselle	930
Meuse	5 833	Eure-et-Loir	863
Côte-d'Or	5 801	Ain	857
Aisne	5 648	Mayenne	813
Haute-Saône	5 564	Puy-de-Dôme	807
Seine-Maritime	5 544	Haute-Loire	766
Cher	5 213	Vendée	742
M.-et-Moselle	5 062	Basses-Alpes	731
Isère	5 041	Nièvre	721
Eure	4 516	Finistère	675
Saône-et-Loire	4 497	Somme	624
Ardèche	4 325	Indre	551
Landes	4 239	Deux-Sèvres	486
Vaucluse	3 872	Côtes-du-Nord	483
Marne	3 566	Aveyron	449
Sarthe	3 122	Charente	448
Gard	2 942	Lot	426
Loir-et-Cher	2 812	Ariège	371
Ille-et-Vilaine	2 636	Creuse	320
Basses-Pyrénées	2 617	Var	302
Allier	2 576	Tarn	257
Bas et Haut-Rhin	2 516	Lozère	247
Doubs	2 320	Haute-Savoie	235
Ardennes	2 051	Morbihan	228
Aube	1 902	Lot-et-Garonne	198
Orne	1 876	Tarn-et-Garonne	183
Calvados	1 872	Gers	74
Cantal	1 849	Pyrénées-Orientales	64
Aude	1 764	Corse	14
Jura	1 733	Hautes-Alpes	3

Répartition moyenne générale : 5 834 fr par habitant en 1949.

Répartition en 1953 et en capital du montant des valeurs étrangères.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT ET 1953.

Marne	29 583 F	Haute-Saône	1 590
Alpes-Maritimes	21 441	Aveyron	1 471
Maine-et-Loire	18 867	Charente	1 345
Seine	12 442	Lozère	1 343
Nord	12 285	Gers	1 262
Eure-et-Loir	11 144	Loir-et-Cher	1 232
Seine-Maritime	10 309	Ardèche	1 083
Cher	10 291	Calvados	1 040
Hautes-Alpes	8 380	Manche	1 036
Côtes-du-Nord	8 149	Seine-et-Marne	1 006
Ardennes	7 118	Côte-d'Or	1 004
Meurthe-et-Moselle	6 052	Bouches-du-Rhône	936
Loiret	6 049	Allier	903
Gironde	5 541	Haute-Vienne	825
Seine-et-Oise	5 369	Haute-Loire	799
Haute-Marne	5 291	Saône-et-Loire	745
Vaucluse	5 222	Dordogne	740
Lot	4 954	Doubs	580
Somme	4 750	Indre	576
Aube	4 374	Deux-Sèvres	534
Indre-et-Loire	4 230	Var	530
Vosges	4 030	Morbihan	522
Moselle	3 983	Ille-et-Vilaine	498
Jura	3 978	Basses-Alpes	432
Puy-de-Dôme	3 816	Gard	303
Eure	3 446	Corrèze	275
Yonne	3 315	Hautes-Pyrénées	261
Sarthe	3 098	Orne	210
Basses-Pyrénées	2 943	Landes	194
Drôme	2 936	Corse	186
Aisne	2 904	Aude	185
Rhône	2 799	Mayenne	153
Pas-de-Calais	2 610	Tarn	142
Meuse	2 472	Vendée	132
Nièvre	2 410	Creuse	129
Loire	2 317	Pyrénées-Orientales	101
Isère	2 286	Haute-Savoie	98
Vienne	2 222	Tarn-et-Garonne	55
Hérault	2 047	Ariège	45
Charente-Maritime	1 984	Haute-Garonne	34
Loire-Atlantique	1 920	Cantal	24
Oise	1 882	Finistère	17
Ain	1 876	Lot-et-Garonne	16
Bas et Haut-Rhin	1 737	Savoie	16

Répartition moyenne générale : 4 994 fr par habitant en 1953.

Proportion, dans les fortunes privées, des valeurs étrangères en 1908.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Seine	22,50 %	Jura	7,22 %
Haute-Savoie	17,7	Isère	6,95
Rhône	16,7	Meurthe-et-Moselle	6,88
Marne	16,6	Gard	6,81
Orne	15,1	Calvados	6,74
Vosges	15,1	Maine-et-Loire	6,63
Somme	14,9	Mayenne	6,40
Ain	12,6	Meuse	6,33
Seine-Inférieure	12,3	Haute-Loire	6,07
Alpes-Maritimes	12,2	Sarthe	6
Corse	12,2	Ardennes	5,97
Loire	11,9	Cantal	5,70
Côte-d'Or	11,8	Corrèze	5,63
Puy-de-Dôme	11,8	Eure-et-Loir	5,57
Drôme	11,6	Indre	5,54
Savoie	11,5	Tarn-et-Garonne	5,50
Allier	11,3	Manche	5,31
Gironde	11,3	Charente-Inférieure	5,23
Lozère	11,2	Pas-de-Calais	5,11
Lot-et-Garonne	10,9	Ardèche	4,56
Yonne	10,7	Hautes-Alpes	4,48
Doubs	10,7	Eure	4,44
Vienne	10,6	Haute-Vienne	4,38
Aube	10,4	Loire-Inférieure	4,27
Seine-et-Oise	10,1	Cher	4,06
Seine-et-Marne	9,85	Ille-et-Vilaine	4,03
Nord	9,84	Charente	3,97
Loiret	9,77	Aveyron	3,68
Bouches-du-Rhône	9,44	Nièvre	3,56
Oise	9,34	Hérault	3,47
Loir-et-Cher	9,29	Creuse	3,43
Indre-et-Loire	9,24	Finistère	2,97
Vaucluse	9,20	Basses-Alpes	2,76
Basses-Pyrénées	9,15	Aude	2,68
Haute-Saône	8,81	Morbihan	2,59
Haute-Marne	8,61	Deux-Sèvres	2,32
Landes	8,26	Ariège	1,68
Dordogne	8,22	Pyrénées-Orientales	1,60
Tarn	8,13	Vendée	0,94
Haute-Garonne	7,88	Hautes-Pyrénées	0,76
Saône-et-Loire	7,88	Gers	0,76
Aisne	7,69	Lot	0,74
Var	7,24	Côtes-du-Nord	0,52

Moyenne nationale par habitant : 13,3 % de valeurs étrangères en 1908.

Proportion, dans les fortunes privées, des valeurs étrangères en 1953.**CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.**

Marne	6,32 %	Loire-Atlantique	0,48 %
Maine-et-Loire	5,37	Haute-Saône	0,47
Alpes-Maritimes	4,77	Charente	0,45
Hautes-Alpes	3,38	Oise	0,45
Nord	3,16	Aveyron	0,42
Seine	3,13	Bouches-du-Rhône	0,42
Cher	2,60	Ardèche	0,41
Seine-Maritime	2,54	Gers	0,40
Côtes-du-Nord	2,19	Haute-Loire	0,30
Meurthe-et-Moselle	1,89	Côte-d'Or	0,30
Eure-et-Loir	1,72	Dordogne	0,27
Seine-et-Oise	1,66	Saône-et-Loire	0,26
Lot	1,60	Loir-et-Cher	0,25
Gironde	1,59	Haute-Vienne	0,25
Haute-Marne	1,45	Seine-et-Marne	0,25
Ardennes	1,40	Allier	0,23
Vaucluse	1,33	Manche	0,20
Moselle	1,29	Calvados	0,19
Loiret	1,24	Indre	0,17
Vosges	1,19	Var	0,17
Puy-de-Dôme	1,14	Doubs	0,16
Jura	1,11	Morbihan	0,16
Indre-et-Loire	1,04	Basses-Alpes	0,13
Basses-Pyrénées	1,02	Deux-Sèvres	0,12
Somme	0,99	Ille-et-Vilaine	0,11
Aube	0,90	Gard	0,10
Loire	0,86	Hautes-Pyrénées	0,09
Drôme	0,80	Corrèze	0,09
Isère	0,78	Landes	0,06
Aisne	0,78	Aude	0,05
Pas-de-Calais	0,78	Tarn	0,04
Corse	0,76	Mayenne	0,03
Yonne	0,75	Orne	0,03
Rhône	0,71	Vendée	0,03
Sarthe	0,70	Pyrénées-Orientales	0,02
Vienne	0,70	Haute-Savoie	0,02
Eure	0,69	Tarn-et-Garonne	0,02
Meuse	0,63	Creuse	0,02
Lozère	0,60	Ariège	0,01
Nièvre	0,60	Haute-Garonne	0,01
Charente-Maritime	0,59	Cantal	0,006
Hérault	0,58	Finistère	0,005
Bas et Haut-Rhin	0,57	Lot-et-Garonne	0,005
Ain	0,50	Savoie	0,005

Moyenne nationale par habitant : 1,37 % de valeurs étrangères en 1953.

Progression depuis 1908 et en capital, du montant des valeurs étrangères.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT EN 1953.

Côtes-du-Nord	740 fois	Vosges	7,30 fois
Lot	495	Corse	6,4
Moselle	147 dep. 1934	Aisne	6,3
Hautes-Alpes	144	Yonne	6,1
Gers	114	Aube	6,06
Maine-et-Loire	80	Seine-et-Oise	5,6
Cher	79	Vendée	5,5
Alpes-Maritimes	40	Vienne	5,5
Aveyron	32	Dordogne	5,1
Eure-et-Loir	29	Somme	5
Nord	26	Manche	4,9
Nièvre	25	Loire	4,5
Hérault	25	Corrèze	4,1
Ardennes	24	Ain	3,8
Hautes-Pyrénées	23	Indre	3,5
Jura	21	Ille-et-Vilaine	3,5
Ardèche	19	Aude	3,4
Marne	19	Seine	3,3
M.-et-Moselle	18	Saône-et-Loire	3
Pas-de-Calais	17	Creuse	2,7
Vaucluse	16	B.-du-Rhône	2,7
Haute-Marne	15	Ariège	2,6
Loire-Atlantique	14	Rhône	2,6
Puy-de-Dôme	13	Allier	2,5
Charente-Marit.	13	Gard	2,5
Gironde	12	Loir-et-Cher	2,5
Isère	11	Oise	2,5
Eure	11	Var	2,2
Bas et Ht-Rhin	11 dep. 1934	Calvados	2,05
Sarthe	11	Côte-d'Or	1,8
Seine-Maritime	11	Doubs	1,6
Haute-Vienne	11	Pyrénées-Orient.	1,38
Drôme	11	Seine-et-Marne	1,31
Basses-Pyrénées	10	Landes	1,02
Morbihan	10	Tarn	0,96
Lozère	10	Mayenne	0,6
Charente	9,8	Tarn-et-Garonne	0,5
Loiret	9,8	Orne	0,32
Basses-Alpes	9,7	Finistère	0,30
Deux-Sèvres	8,7	Haute-Savoie	0,28
Haute-Loire	8,7	Cantal	0,24
Indre-et-Loire	8,4	Haute-Garonne	0,15
Meuse	8,4	Savoie	0,07
Haute-Saône	7,5	Lot-et-Garonne	0,06

L'unité en 1908 = 1, tous les départements, à compter du Tarn, ont donc moins de titres étrangers en 1953 qu'en 1908.

Progression moyenne nationale : 7 fois en 1953.

CHAPITRE XVIII

Numéraire

Ce terme comprend les lingots, la monnaie métallique, les devises étrangères et les billets ; l'or et l'argent sont comptés pour leur valeur légale au jour du décès. Leur évaluation dans les statistiques de l'Administration de l'Enregistrement étant globale, sans distinction entre les billets et le métal, il n'a pas été possible de rétablir à la date de la déclaration, la valeur légale des lingots et des pièces comprises dans des successions ouvertes antérieurement à l'année où elles ont été souscrites. Il en résulte une minoration pour les années 1934, 1949 et 1953 ; mais celle-ci est sans grande importance en comparaison des sommes volontairement omises dans les déclarations de successions, où, le plus souvent, sont seules comprises les espèces trouvées dans des coffres loués en banque et celles figurant dans des inventaires officiels.

La fraude est souvent même plus étendue, les ouvertures irrégulières de coffres-forts après décès étant nombreuses, et les espèces, de toutes les valeurs, celles qu'on a le plus tendance à dissimuler.

Ainsi, dans cette étude, nous examinerons cet aspect particulier des fortunes, qui présente toutefois un grand intérêt par la comparaison des départements entre eux, dans l'hypothèse, bien entendu, que la fraude est, dans tous, égale et proportionnelle.

Un premier tableau montre la *progression* (ou la régression) du nombre des successions qui comprennent des espèces et leur *pourcentage* par rapport au nombre total de successions déclarées.

Années 1908		1934		1949		1953	
Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
46 777	12,60	64 297	18,40	47 263	16,30	42 349	16,20

Un deuxième tableau fait apparaître, pour l'ensemble des départements, la progression, en capital et en millions de francs, des espèces détenues par les particuliers et leur *proportion* par rapport à la fortune privée totale.

Années 1908		1934		1949		1953	
2008	1,01	8 255	0,96	83 556	1,60	148 217	0,95

Si l'on admet que la majorité des héritages doit comprendre des espèces, la lecture du premier tableau démontre, avec évidence, l'énormité de la fraude. Il est en effet difficile de concevoir que, dans l'année la plus favorable (1908), près de 90 % des successions en soient dépourvues.

En 1934, l'augmentation de près de 40 % du nombre des successions comprenant des espèces est due, sans doute, à un contrôle plus efficace des banques, bailleurs de coffres-forts aux particuliers; mais, après la deuxième guerre mondiale, leur nombre a de nouveau diminué, les fraudeurs ayant enfin trouvé les moyens légaux ou illégaux pour tourner la loi.

Le deuxième tableau nous révèle cependant une régulière progression des espèces dans les patrimoines, et sa courbe s'élève avec la dépréciation du franc. Nous avons vu qu'il en était tout autrement pour les autres biens. D'après ce tableau, les personnes vivantes consacrent 1 % de leur fortune, en numéraire, mais cette proportion est valable pour la France toute entière et non pour les départements où les moyennes diffèrent beaucoup d'un département à un autre. C'est pourquoi, nous examinerons successivement, dans le cadre départemental, et comme dans les précédents chapitres :

- 1) la répartition en capital et par habitant.
- 2) la proportion par rapport à la fortune privée totale.
- 3) La progression, de 1908 à 1953, du montant des espèces détenues par les particuliers.

I. — Répartition en capital et par habitant :

Année 1908 : Chaque habitant de la France métropolitaine détient en moyenne pour 51 fr or de numéraire (espèces et billets). Dans trente départements, dont sept seulement se trouvent dans la zone sud, cette moyenne est atteinte ou dépassée. Elle s'élève à 220 fr or par habitant dans les Basses-Pyrénées, à 113 fr dans le Var, à 103 fr dans la Seine-Inférieure; nous trouvons ensuite : le Rhône 99 fr or par habitant, l'Eure-et-Loir 97, l'Aube 93, l'Indre 92, la Seine-et-Oise 89, et la Seine-et-Marne 80. Le département des Basses-Alpes est 11^e avec 78 fr par habitant, surclassant ainsi les riches départements de l'Aisne 75 fr, de la Marne 73 fr, de la Somme 66 fr, et de la Seine 64 fr.

De même, le peu prospère département des Landes, possédant par habitant 68 fr en numéraire, se place mieux que les départements de la Somme et de la Seine, cités plus haut, mieux que ceux

des Ardennes 64 fr par habitant, de la Saône-et-Loire 62 fr, de l'Eure et de l'Oise chacun à 61 fr.

Dans les départements très agricoles du Calvados et du Loiret, la moyenne par habitant est à peine supérieure à la moyenne nationale de 51 fr or (57 dans le Calvados, 55 dans le Loiret).

Vers le milieu du tableau, s'inscrivent dans l'ordre : les Bouches-du-Rhône 50 fr par habitant, la Haute-Garonne, la Manche et l'Orne 49 fr, la Charente-Inférieure, la Loire et le Maine-et-Loire, chacun 45, la Charente, la Vienne et le Doubs, chacun 43.

Des départements aussi dissemblables que la Drôme, le Gard, le Jura, la Meuse et le Pas-de-Calais bénéficient d'une moyenne identique 40 fr par habitant. Des départements peu fortunés, tels le Cantal 37 fr, le Gers 37 fr, le Lot 36 fr, le Tarn-et-Garonne 36 fr, possèdent par habitant davantage de numéraire que les départements urbains du Nord, 35 fr, et de la Gironde 34 fr, et plus que la riche et agricole Côte-d'Or 32 fr.

Très en dessous de la moyenne nationale de 51 fr par habitant, se situent un grand nombre de départements dont l'économie est restée peu développée tels que la Haute-Loire 29 fr par habitant, les Côtes-du-Nord, l'Hérault et la Lozère chacun 28, les Hautes-Alpes 25, la Creuse, la Corrèze, l'Ariège, l'Ardèche, le Morbihan, le Finistère, la Haute-Savoie et la Corse.

Parmi eux on surprend quelques départements dynamiques et dont le chef-lieu est une ville importante : la Loire-Inférieure 26 fr par habitant, l'Isère 23, le Vaucluse 21. La fortune moyenne, en numéraire, dans les Alpes-Maritimes, 25 fr par habitant est même inférieure à celle de la Lozère et ne dépasse pas celle des Hautes-Alpes.

Année 1934 : La moyenne générale s'est élevée depuis la guerre à 200 fr papier, soit 4 fois le chiffre de 1908 et correspond à l'élévation du coût de la vie et à la dépréciation du franc.

Cette moyenne est atteinte ou dépassée dans 34 départements, dont 19 se trouvent dans la zone nord et 15 dans la zone sud.

Le département de la Côte-d'Or avec une moyenne de 400 fr par habitant, détient la première place, (il était 59^e en 1908 avec 32 fr par habitant), devant la Gironde 373 fr, la Creuse 362 fr, et le Cantal 358 fr. Ces trois départements étaient, comme la Côte d'Or, très mal partagés à ce point de vue en 1908.

Viennent ensuite l'Oise 337 fr, l'Aisne 334 fr, la Seine 321 fr, le Loiret 309 fr, la Mayenne 305 fr, l'Eure 304 fr et le Calvados 295 fr.

Ces départements comptaient déjà parmi les 30 premiers en 1908.

Les Basses-Pyrénées, au premier rang en 1908, avec 220 fr par habitant, n'ont pas accru leurs avoirs en numéraire, car leur

moyenne (Hautes-Pyrénées comprises) s'élève en 1934 à 279 fr seulement par habitant.

Il en est de même dans le département du Gers dont la moyenne 37 fr par habitant est restée la même qu'en 1908 ; dans le Var, dont la moyenne 121 fr, est à peine supérieure à celle de 1908 (113 fr) ; la moyenne du Lot-et-Garonne 20 fr est inférieure à ce qu'elle était en 1908 : 47 fr. Le département des Vosges 138 fr en 1934 au lieu de 68 fr en 1908 ; de la Seine-Inférieure 192 fr au lieu de 103 fr ; de l'Eure-et-Loir 175 fr au lieu de 97 fr ; de l'Indre 150 fr au lieu de 92 fr ; de la Seine-et-Marne 148 fr au lieu de 80 fr ; de la Savoie 59 fr au lieu de 41 ; du Cantal 58 fr au lieu de 37 fr, ne parviennent pas à doubler le montant de leur numéraire de 1908, et les riches départements du Rhône 214 fr au lieu de 99, de la Seine-et-Oise 196 fr au lieu de 89, de la Loire 107 fr au lieu de 45, le doublent à peine.

Par contre, dans les départements de la Lozère 153 fr par habitant, de l'Allier 135 fr, les chiffres de 1908 sont quintuplés ; ils sont multipliés par 6 dans les Deux-Sèvres 182 fr par habitant en 1934, et dans la Dordogne 207 fr ; par 7 dans la Haute-Loire 200 fr, l'Hérault 200 fr, et la Loire-Inférieure 180 ; par 7 1/2 dans l'Aude 150 fr ; par 8 dans le Cher 234 et dans le Finistère 139 fr ; par 8 1/2 en Haute-Saône 114 fr ; par 9 dans les Alpes-Maritimes 229 fr et dans la Corrèze 211 ; ils sont près de 10 fois ceux de 1908 en Haute-Savoie 133 fr, et 12 fois ceux-ci dans le Morbihan 224 fr par habitant en 1934.

Année 1949 : La moyenne nationale progresse à 2 027 fr par habitant, mais n'est dépassée dans la zone sud qu'en trois départements : Aude 2 132 fr, Vienne 2 110 fr, et Drôme 2 055 fr.

Les départements qui entourent Paris, ainsi que celui de la Seine, se placent au premier rang ; la Seine-et-Marne est première, avec une moyenne supérieure à 11 000 fr par tête, suivie de très loin par la Seine-et-Oise 4 089 fr, et la Seine 3 660 fr.

La moyenne très élevée du département de la Seine-et-Marne paraît s'expliquer par son caractère résidentiel de plus en plus accusé.

Les départements qui viennent ensuite et qui dépassent aussi la moyenne nationale par habitant, sont tous des départements agricoles : le Calvados 3 611 fr et l'Orne 3 114 fr occupent les 4^e et 5^e rangs ; et sont suivis par la Sarthe 2 991 fr, le Finistère 2 886 fr, la Mayenne 2 778 fr, l'Eure-et-Loir 2 756 fr, la Somme 2 531 fr, le Loiret 2 457 fr, le Maine-et-Loire 2 312 fr, et 9 autres départements à structure agricole également prédominante.

Parmi les départements qui se situent vers le milieu du tableau, et dont la moyenne, au-dessous de la moyenne générale descend, par habitant, de 1 978 fr dans la Lozère à 1 295 fr dans l'Ardèche, nous remarquons que le montagnard Lozérien possède davantage de

numéraire que l'habitant des Ardennes 1 972 fr, de la Marne 1 933 fr de la Seine-Maritime 1 868 fr, de l'Eure 1 860 fr ou de l'Aude 1 838 fr.

La fortune individuelle, du moins celle déclarée en numéraire, dans le Lot 1 836 fr et dans les Basses-Alpes 1 803 fr, est supérieure à celle du Nord 1 698 fr, du Pas-de-Calais 1 674 fr, de l'Oise 1 555 fr, de l'Isère 1 465 fr, et de la Loire 1 409 fr ; elle est très supérieure à celle de départements urbains évolués tels que la Gironde 1 285 fr, et le Rhône 1 267 fr par habitant.

La moyenne dans le département du Gers 1 214 fr, économiquement peu développé, est supérieure à celle des Alpes-Maritimes 1 099 fr, et de la Côte-d'Or 1 096 fr ; elle dépasse largement (et les moyennes des départements de l'Ariège 1 031 et de la Haute-Loire 1 039 dépassent aussi) les moyennes de la Moselle 961 fr, des Bas et Haut-Rhin réunis, même somme, des Bouches-du-Rhône 859 fr, et de la Haute-Garonne 810 fr. Ces derniers départements possèdent les moyennes les plus faibles, devant de très peu les Hautes-Alpes 728 fr et la Haute-Savoie 631 fr ; la Corse est la plus mal partagée de tous les départements avec 216 fr par habitant en moyenne.

Année 1953 : Pour l'ensemble de la France métropolitaine, la moyenne nationale s'élève à 3 468 fr par habitant et est atteinte et dépassée dans 41 départements, 17 en zone Sud et 24 en zone Nord ; les moyennes les plus élevées sont observées dans des départements où le développement économique est peu accentué : ainsi, dans l'Hérault 6 235 fr, la Mayenne 5 959 fr, l'Ille-et-Vilaine 5 938 fr, le Lot-et-Garonne 5 097 fr, la Sarthe 4 920 fr, les Basses-Pyrénées 4 818 fr, et la Creuse 4 729 fr, tandis qu'elles rétrogradent dans les trois départements qui constituent la région parisienne proprement dite et qui se situaient en 1949 au premier rang : la Seine-et-Marne 4 470 fr par habitant en 1953 au lieu de 11 000 fr en 1949 ; la Seine 4 252 fr au lieu de 3 660 fr en 1949, et la Seine-et-Oise 2 124 fr au lieu de 4 089 fr.

Dans le département déshérité du Lot, la moyenne, 4 475 fr, est supérieure à celle de ces trois départements ; les moyennes par habitant dans le Cantal 4 348 fr, et l'Ardèche 4 245 fr, régions peu développées, sont égales à celles de la Seine et de la Seine-et-Marne, et très supérieures aux moyennes réalisées dans les départements du Nord 3 924 fr, du Rhône 3 724 fr, et du Pas-de-Calais 3 474 fr.

Dans les Basses-Alpes 3 691 fr, la moyenne est aussi très proche de celle du département du Rhône 3 724 fr.

En Haute-Loire 2 790 fr, Corrèze 2 519 fr, Lozère 2 332 fr, les moyennes sont inférieures à celles des départements précédents, mais supérieures aux moyennes de l'Aisne 2 307 fr, des Haut et Bas-Rhin réunis 2 155 fr, de la Seine-et-Oise 2 124 fr, des Alpes-Maritimes 2 093 fr et des Bouches-du-Rhône 1 621 fr.

La moyenne individuelle dans ce dernier département est inférieure à celle de la Corse 1 816 fr et du Gers 1 659 fr. Malgré leur grand développement économique depuis 1949, les moyennes dans la Moselle 3 185 fr, la Meurthe-et-Moselle 3 053 fr, la Marne 2 684 fr, et la Haute-Savoie 2 560 fr sont inférieures à celles de départements pauvres que nous avons vus, inférieures aux moyennes de la Meuse 3 448 fr, du Gard 3 400 fr, du Tarn-et-Garonne 3 350 fr, de l'Aveyron 3 299 fr, etc...

Il semble donc, d'après cet aperçu, que dans un grand nombre de départements considérés à juste titre comme déshérités, la richesse individuelle, en numéraire, soit supérieure à celle de départements plus fortunés.

II. — PROPORTION PAR RAPPORT A LA FORTUNE PRIVÉE TOTALE :

Année 1908 : Nous avons vu plus haut que chaque habitant de la métropole consacrait 1 % en moyenne de sa fortune en numéraire (espèces et billets). Mais, de même que la répartition, le pourcentage varie d'un département à un autre. Ces variations sont toutefois moins amples, puisqu'étant inférieur à 1 % du patrimoine dans 21 départements, le pourcentage moyen est supérieur à 2 % dans 14 départements seulement.

Départements où le pourcentage en numéraire est supérieur à 2 % des fortunes :

En premier lieu, les Basses-Pyrénées qui consacrent en 1908 près de 7 % de leur fortune en numéraire ; puis la Corse 4,5 %, Basses-Alpes 4,40 % ; Var 3,51 % ; Indre 3,12 % ; Landes 2,97 % ; Lot 2,68 % ; Tarn 2,64 % ; Gers 2,57 % ; Aveyron 2,48 % ; Lozère 2,44 % ; Gard 2,25 % ; Cantal 2,11 % ; Ariège 2,07 %. Tous ces départements étaient, dès cette époque, considérés comme insuffisamment développés.

Entre 2 % et 1,60 % ne figurent aussi que des départements peu développés.

Départements où le pourcentage est inférieur à 1 % des fortunes :

A l'opposé, la population parisienne consacre 0,40 % de son patrimoine en numéraire ; les Alpes-Maritimes 0,57 % ; la Côte-d'Or 0,70 % ; le Nord 0,72 % ; l'Oise 0,77 % ; la Marne 0,79 % ; le Loiret, la Gironde et la Meuse chacun 0,87 % ; le Calvados 0,92 % ; l'Eure 0,93 % ; la Seine-et-Oise 0,94 %.

Dans tous les autres départements, (50) la proportion oscille entre 1 et 2 % des patrimoines : Morbihan 1,02 % ; Somme et Seine-et-Marne 1,03 % ; Loire 1,05 % ; Aisne et Meurthe-et-Moselle 1,24 % ; Ardennes 1,30 % ; Côtes-du-Nord, Doubs, Pas-

de-Calais, Vendée chacun 1,33 % ; Bouches-du-Rhône 1,35 % ; Rhône et Haute-Vienne 1,54 %.

Année 1953 : Le pourcentage moyen national a très peu varié depuis 1908, et représente 0,95 % de la fortune des vivants. La Corse est le seul département à consacrer comme en 1908 une portion importante de sa fortune privée en numéraire : 7,45 % ; la proportion est inférieure à 2 % dans tous les autres départements.

Comme en 1908 nous observons les pourcentages les plus élevés dans des départements insuffisamment développés : 1,79 % dans l'Hérault ; 1,67 % dans les Basses-Pyrénées ; 1,65 % dans le Lot-et-Garonne ; 1,61 % en Ardèche ; 1,44 % dans le Lot ; 1,28 % en Dordogne ; 1,23 % dans le Tarn-et-Garonne ; 1,20 % en Haute-Garonne et dans le Cantal ; 1,18 % dans le Gard ; 1,14 % dans les Basses-Alpes, le Vaucluse et le Finistère.

Le département de la Seine qui consacrait en 1908 moins de 0,40 % de son patrimoine privé en espèces ou en billets, y consacre bien davantage en 1953 : 1,04 % de sa fortune privée totale, soit dans une proportion sensiblement égale à celle de la Lozère 1,04 % ; de la Loire 1,04 % ; de la Haute-Loire 1,05 % ; de la Creuse, des Côtes-du-Nord, de la Moselle, du Pas-de-Calais et des Hautes-Pyrénées, chacun 1,03 %.

Les pourcentages, dans de nombreux départements, sont demeurés identiques, à quelques centièmes près, à ceux de 1908 ; ainsi :

	% en 1953	% en 1908	écarts en + ou —
Ardèche	1,61 %	1,52 %	+ 0,09 % en 1953
Mayenne	1,41	1,31	+ 0,10
Ain	1,16	1,22	— 0,06
Seine-et-Marne	1,13	1,03	+ 0,10
Deux-Sèvres	1,10	1,18	— 0,08
Loire	1,04	1,05	— 0,01
Loire-Atlantique	0,91	0,85	+ 0,06
Meuse	0,89	0,87	+ 0,02
Calvados	0,87	0,92	— 0,05
Loiret	0,85	0,87	— 0,02
Gironde	0,82	0,87	— 0,05
Oise	0,78	0,77	+ 0,01
Alpes-Maritimes	0,46	0,57	— 0,11

Les principaux écarts en moins par comparaison avec l'année 1908 sont constatés dans les départements suivants, tous sous-développés en 1908 :

Basses-Pyrénées	1,67	6,82	— 5,15 en 1953
Basses-Alpes	1,14	4,40	— 3,26
Var	0,50	3,51	— 3,01

Landes	0,47	2,97	— 2,50
Gers	0,53	2,57	— 2,04
Indre	0,74	3,12	— 2,38
Tarn	0,76	2,64	— 1,88
Aveyron	0,96	2,48	— 1,52
Hautes-Alpes	0,47	1,93	— 1,46
Ariège	0,35	2,07	— 1,72
Lozère	1,04	2,44	— 1,40

Les écarts principaux, en plus, se rencontrent en 1953 dans :

Corse	7,45 %	4,52 %	+ 2,93 en 1953.
Seine	1,06	0,38	+ 0,68
Hérault	1,79	1,20	+ 0,59
Vaucluse	1,14	0,60	+ 0,54
Haute-Saône	0,85	0,54	+ 0,31
Nord	1,01	0,72	+ 0,29
Isère	1,11	0,83	+ 0,28
Pyrénées-Orientales	0,83	0,56	+ 0,27
Côte-d'Or	0,95	0,70	+ 0,25
Finistère	1,14	0,92	+ 0,22
Allier	0,94	0,76	+ 0,18

Dans plusieurs départements, dont la richesse globale totale est importante, le faible pourcentage en numéraire est hors de proportion avec la fortune :

Bouches-du-Rhône et Manche	0,73 %
Eure	0,71
Bas et Haut-Rhin réunis	0,71
Eure-et-Loir, Somme,	
Puy-de-Dôme et Savoie	0,67
Seine-et-Oise	0,65
Aisne	0,62
Haute-Savoie	0,58
Marne	0,57
Alpes-Maritimes	0,46

III. — PROGRESSION, DE 1908 A 1953, DU MONTANT DES ESPÈCES DÉTENUES PAR LES PARTICULIERS :

En 1953, pour chaque habitant de la Métropole, la portion de son patrimoine stérilisé en monnaie (ou en lingots), représente 68 fois environ et en moyenne la valeur de 1908. Cet accroissement est certes important comparé à celui des rentes, des obligations et des actions françaises ou étrangères, mais très faible eu égard à

l'augmentation globale de tous les autres biens : (dépôts, assurances sur la vie, livrets, meubles meublants, outillages, matériel, immeubles ruraux et urbains).

Cette progression moyenne nationale est atteinte en 1953 dans 54 départements, dont 33 se trouvent dans la zone sud et 21 dans la zone nord. Dans l'ensemble donc, elle est plus forte dans le Midi appauvri que dans le Nord industrialisé. Mais la contradiction n'est qu'apparente : toute progression étant plus sensible lorsque son point de départ est plus bas ; car, la hausse absolue est, en général, plus marquée dans les riches départements du Nord que dans ceux du Midi.

La progression la plus forte, de 1908 à 1953, est constatée dans les départements de l'Ardèche et de l'Hérault où elle représente 223 et 222 fois les chiffres de 1908 ; 219 fois en Haute-Saône ; 215 fois dans le Finistère, 212 dans le Vaucluse ; 200 dans la Creuse ; 182 en Haute-Savoie ; et 165 en Corse.

Les chiffres de 1908 sont multipliés 124 fois dans le Lot, mais 112 seulement dans le Nord.

La progression en Lozère (83 fois) est aussi importante que dans les Alpes-Maritimes (83), la Gironde (84 fois), le Calvados (82 fois) ; plus forte que dans le Loiret (74 fois) et les Ardennes (69 fois).

Dans les riches départements de la région parisienne, le taux de progression est en dessous de la moyenne nationale ; il correspond dans la Seine à 66 fois le montant de 1908 ; dans la Seine-et-Marne à 55 fois ; en Seine-et-Oise à 23 fois ; dans l'Eure à 57 fois ; dans l'Eure-et-Loir et la Seine-Maritime à 45 fois ; dans l'Oise à 53 fois ; dans la Marne à 36 fois et dans l'Aisne à 30 fois le montant de 1908.

Dans la Loire, la Meurthe-et-Moselle, le Rhône et les Bouches-du-Rhône, l'accroissement représente respectivement 62, 51, 37, et 32 fois la valeur nominale en 1908.

Nous concluons que dans un grand nombre de départements qui sont des plus riches, la progression du numéraire n'a pas suivi la dépréciation monétaire, mais ce phénomène peut être expliqué de diverses façons : l'on peut admettre, soit que le contenu du porte-monnaie de chacun s'est réellement appauvri, soit qu'une fraude intense a privé les statistiques d'une base sérieuse d'appréciation. Les deux explications sont valables et méritent ensemble d'être retenues.

Répartition en 1908 du numéraire.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT EN 1908.

Basses-Pyrénées	220 F	Haute-Marne	42 F
Var	113	Savoie	41
Seine-Inférieure	103	Drôme	40
Rhône	99	Gard	40
Eure-et-Loir	97	Jura	40
Aube	93	Meuse	40
Indre	92	Pas-de-Calais	40
Seine-et-Oise	89	Cantal	37
Seine-et-Marne	80	Gers	37
Yonne	80	Lot	36
Basses-Alpes	78	Tarn-et-Garonne	36
Aisne	75	Nord	35
Marne	73	Gironde	34
Vosges	68	Vendée	34
Landes	68	Dordogne	33
Sarthe	67	Côte-d'Or	32
Somme	66	Aveyron	31
Seine	64	Puy-de-Dôme	31
Ardenes	63	Deux-Sèvres	31
Saône-et-Loire	62	Cher	30
Eure	61	Haute-Loire	29
Oise	61	Côtes-du-Nord	28
Indre-et-Loire	59	Hérault	28
Meurthe-et-Moselle	59	Lozère	28
Calvados	57	Loire-Inférieure	26
Loir-et-Cher	56	Haute-Vienne	26
Loiret	55	Hautes-Alpes	25
Mayenne	52	Alpes-Maritimes	25
Nièvre	52	Pyrénées-Orientales	25
Ille-et-Vilaine	51	Allier	24
Bouches-du-Rhône	50	Creuse	24
Haute-Garonne	49	Corrèze	23
Manche	49	Isère	23
Orne	49	Ariège	21
Tarn	48	Vaucluse	21
Ain	47	Hautes-Pyrénées	21
Lot-et-Garonne	47	Aude	20
Charente-Inférieure	45	Ardèche	19
Loire	45	Morbihan	19
Maine-et-Loire	45	Finistère	17
Charente	43	Haute-Savoie	14
Vienne	43	Haute-Saône	13
Doubs	43	Corse	11

Répartition moyenne : 51 fr par habitant en 1908.

Répartition en 1934 du numéraire.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Côte-d'Or	452 F	Loire-Inférieure	180 F
Gironde	373	Haute-Marne	179
Creuse	362	Eure-et-Loir	175
Cantal	358	Jura	172
Oise	337	Landes	167
Aisne	334	Vendée	167
Seine	321	Maine-et-Loire	160
Loiret	309	Meurthe-et-Moselle	158
Mayenne	305	Côtes-du-Nord	156
Eure	304	Lozère	153
Calvados	295	Pas-de-Calais	152
Vaucluse et B.-Alpes	291	Aude	150
Drôme et Ardèche	290	Indre	150
B. et H.-Pyrénées	279	Isère et H.-Alpes	148
Loir-et-Cher	254	Seine-et-Marne	148
Manche	252	Nièvre	146
Orne	250	Bouches-du-Rhône	143
Saône-et-Loire	249	Nord	140
Yonne	249	Finistère	139
Aube	248	Vosges	138
Marne	235	Allier	135
Sarthe	235	Haute-Savoie	133
Cher	234	Vienne	133
Alpes-Maritimes	229	Hte-Vienne	133
Morbihan	224	Charente	129
Ille-et-Vilaine	218	Aveyron	123
Rhône	214	Doubs	123
Charente-Inférieure	211	Ain	121
Corrèze	211	Var	121
Dordogne	207	Haute-Garonne,	
Somme	206	Ariège et Tarn-et-	
		Garonne	120
Ardenne	202	Haute-Saône	114
Tarn	201	Loire	107
Haute-Loire	200	Lot	100
Hérault	199	Puy-de-Dôme	99
Seine-et-Oise	196	Pyrénées-Orientales	94
Meuse	194	Bas et Haut-Rhin	71
Seine-Inférieure	192	Corse	60
Gard	185	Savoie	59
Indre-et-Loire	184	Moselle	53
Deux-Sèvres	182	Gers	37
		Lot-et-Garonne	20

Répartition moyenne : 200 fr par habitant en 1934.

Répartition en 1949 du numéraire.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Seine-et-Marne	11 134 F	Aveyron	1 574 F
Seine-et-Oise	4 089	Côtes-du-Nord	1 565
Seine	3 660	Oise	1 555
Calvados	3 611	Loir-et-Cher	1 532
Orne	3 114	Tarn-et-Garonne	1 510
Sarthe	2 990	Isère	1 465
Finistère	2 886	Landes	1 453
Mayenne	2 778	Lot-et-Garonne	1 411
Eure-et-Loir	2 756	Loire	1 409
Somme	2 531	Jura	1 395
Loiret	2 457	Savoie	1 387
Maine-et-Loire	2 312	Loire-Atlantique	1 379
Ille-et-Vilaine	2 212	Meurthe-et-Moselle	1 339
Manche	2 137	Charente-Maritime	1 326
Aude	2 132	Vaucluse	1 313
Vienne	2 110	Ardèche	1 295
Yonne	2 073	Gironde	1 285
Indre-et-Loire	2 067	Rhône	1 267
Haute-Marne	2 059	Dordogne	1 259
Drôme	2 055	Puy-de-Dôme	1 224
Aisne	2 046	Gers	1 214
Lozère	1 978	Haute-Saône	1 212
Indre	1 973	Tarn	1 212
Ardenne	1 972	Saône-et-Loire	1 211
Marne	1 933	Cantal	1 196
Hérault	1 897	Charente	1 161
Cher	1 882	Pyrénées-Orientales	1 131
Hautes-Pyrénées	1 872	Haute-Vienne	1 115
Nièvre	1 871	Alpes-Maritimes	1 099
Seine-Maritime	1 868	Côte-d'Or	1 096
Eure	1 860	Vosges	1 040
Aube	1 838	Haute-Loire	1 039
Lot	1 836	Ariège	1 031
Basses-Alpes	1 803	Allier	1 012
Meuse	1 796	Var	971
Gard	1 761	Bas et Haut-Rhin	961
Nord	1 698	Moselle	961
Basses-Pyrénées	1 691	Creuse	958
Pas-de-Calais	1 674	Corrèze	930
Morbihan	1 656	Bouches-du-Rhône	859
Doubs	1 637	Haute-Garonne	810
Deux-Sèvres	1 602	Hautes-Alpes	728
Ain	1 597	Haute-Savoie	631
Vendée	1 576	Corse	216

Répartition moyenne : 2 027 fr par habitant en 1949.

Répartition en 1953 du numéraire.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Hérault	6 235 F	Tarn-et-Garonne	3 350 F
Mayenne	5 959	Jura	3 346
Ille-et-Vilaine	5 938	Drôme	3 307
Lot-et-Garonne	5 097	Aveyron	3 299
Sarthe	4 920	Doubs	3 280
Basses-Pyrénées	4 818	Isère	3 263
Creuse	4 729	Oise	3 241
Calvados	4 682	Somme	3 223
Seine-Maritime	4 645	Maine-et-Loire	3 207
Deux-Sèvres	4 571	Moselle	3 185
Lot	4 475	Charente-Maritime	3 167
Vaucluse	4 471	Côte-d'Or	3 124
Seine-et-Marne	4 470	Saône-et-Loire	3 091
Ardennes	4 405	Pyrénées-Orientales	3 061
Eure-et-Loir	4 374	Meurthe-et-Moselle	3 053
Cantal	4 348	Gironde	2 860
Ain	4 328	Cher	2 857
Charente	4 264	Haute-Saône	2 849
Seine	4 252	Morbihan	2 827
Ardèche	4 245	Hautes-Pyrénées	2 812
Vosges	4 191	Haute-Marne	2 795
Loiret	4 136	Haute-Loire	2 790
Haute-Vienne	4 083	Loire	2 786
Aube	3 964	Marne	2 684
Nord	3 924	Haute-Savoie	2 560
Indre-et-Loire	3 897	Corrèze	2 519
Côtes-du-Nord	3 847	Indre	2 515
Orne	3 821	Tarn	2 335
Manche	3 759	Lozère	2 332
Rhône	3 724	Aisne	2 307
Basses-Alpes	3 691	Puy-de-Dôme	2 256
Finistère	3 660	Aude	2 217
Loire-Atlantique	3 636	Bas et Haut-Rhin	2 155
Loir-et-Cher	3 608	Seine-et-Oise	2 124
Allier	3 602	Vienne	2 100
Nièvre	3 591	Alpes-Maritimes	2 093
Haute-Garonne	3 564	Savoie	2 093
Yonne	3 548	Corse	1 816
Eure	3 506	Gers	1 659
Vendée	3 478	Bouches-du-Rhône	1 621
Pas-de-Calais	3 474	Var	1 515
Meuse	3 448	Landes	1 485
Dordogne	3 439	Hautes-Alpes	1 180
Gard	3 400	Ariège	970

Répartition moyenne : 3 468 fr par habitant en 1953.

Proportion du numéraire dans les fortunes privées en 1908.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Basses-Pyrénées	6,82 %	Vendée	1,33 %
Corse	4,52	Mayenne	1,31
Basses-Alpes	4,40	Ardennes	1,30
Var	3,51	Maine-et-Loire	1,28
Indre	3,12	Charente	1,25
Landes	2,97	Puy-de-Dôme	1,25
Lot	2,68	Aisne	1,24
Tarn	2,64	Meurthe-et-Moselle	1,24
Gers	2,57	Manche	1,23
Aveyron	2,48	Ain	1,22
Lozère	2,44	Hérault	1,20
Gard	2,25	Deux-Sèvres	1,18
Cantal	2,11	Vienne	1,15
Ariège	2,07	Orne	1,13
Saône-et-Loire	2	Indre-et-Loire	1,08
Nièvre	1,99	Loir-et-Cher	1,06
Hautes-Alpes	1,93	Loire	1,05
Corrèze	1,93	Haute-Marne	1,04
Haute-Loire	1,93	Seine-et-Marne	1,03
Savoie	1,93	Somme	1,03
Vosges	1,90	Morbihan	1,02
Dordogne	1,89	Aude	1,01
Tarn-et-Garonne	1,87	Seine-et-Oise	0,94
Lot-et-Garonne	1,81	Cher	0,94
Drôme	1,75	Eure	0,93
Haute-Garonne	1,73	Calvados	0,92
Creuse	1,71	Finistère	0,92
Yonne	1,59	Gironde	0,87
Charente-Inférieure	1,57	Loiret	0,87
Rhône	1,54	Meuse	0,87
Haute-Vienne	1,54	Loire-Inférieure	0,85
Jura	1,52	Isère	0,83
Ardèche	1,52	Marne	0,79
Aube	1,48	Oise	0,77
Ille-et-Vilaine	1,47	Allier	0,76
Sarthe	1,47	Nord	0,72
Hautes-Pyrénées	1,46	Haute-Savoie	0,71
Seine-Inférieure	1,46	Côte-d'Or	0,70
Eure-et-Loir	1,44	Vaucluse	0,60
Bouches-du-Rhône	1,35	Alpes-Maritimes	0,57
Côtes-du-Nord	1,33	Pyrénées-Orientales	0,56
Doubs	1,33	Haute-Saône	0,54
Pas-de-Calais	1,33	Seine	0,38

Proportion moyenne nationale par habitant : 1 % en 1908.

Proportion du numéraire dans les fortunes privées en 1953.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Corse	7,45 %	Doubs	0,92 %
Hérault	1,79	Drôme	0,91
Basses-Pyrénées	1,67	Loire-Atlantique	0,91
Lot-et-Garonne	1,65	Maine-et-Loire	0,91
Ardèche	1,61	Ardenne	0,90
Lot	1,44	Corrèze	0,89
Charente	1,42	Meuse	0,89
Mayenne	1,41	Nièvre	0,89
Ille-et-Vilaine	1,33	Calvados	0,87
Dordogne	1,28	Morbihan	0,87
Haute-Vienne	1,27	Haute-Saône	0,85
Vosges	1,24	Loiret	0,85
Tarn-et-Garonne	1,23	Pyrénées-Orientales	0,83
Cantal	1,20	Aube	0,82
Haute-Garonne	1,20	Gironde	0,82
Gard	1,18	Vendée	0,82
Ain	1,16	Yonne	0,80
Basses-Alpes	1,14	Oise	0,78
Finistère	1,14	Haute-Marne	0,77
Seine-Maritime	1,14	Tarn	0,76
Vaucluse	1,14	Indre	0,74
Seine-et-Marne	1,13	Loir-et-Cher	0,74
Isère	1,11	Bouches-du-Rhône	0,73
Sarthe	1,11	Manche	0,73
Saône-et-Loire	1,10	Cher	0,72
Deux-Sèvres	1,10	Eure	0,71
Seine	1,06	Bas et Haut-Rhin	0,71
Haute-Loire	1,05	Orne	0,70
Loire	1,04	Eure-et-Loir	0,67
Lozère	1,04	Puy-de-Dôme	0,67
Côtes-du-Nord	1,03	Savoie	0,67
Creuse	1,03	Somme	0,67
Moselle	1,03	Vienne	0,66
Pas-de-Calais	1,03	Seine-et-Oise	0,65
Hautes-Pyrénées	1,03	Aude	0,63
Nord	1,01	Aisne	0,62
Aveyron	0,96	Haute-Savoie	0,58
Indre-et-Loire	0,96	Marne	0,57
Charente-Maritime	0,95	Gers	0,53
Meurthe-et-Moselle	0,95	Var	0,50
Rhône	0,95	Landes	0,47
Allier	0,94	Hautes-Alpes	0,47
Côte-d'Or	0,93	Alpes-Maritimes	0,46
Jura	0,93	Ariège	0,35

Proportion moyenne nationale par habitant : 0,95 % en 1953.

Progression du numéraire depuis 1908 dans les fortunes privées :

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT EN 1953.

Ardèche	223 fois dep. 1908	Manche	76 fois dep. 1908
Hérault	222	Doubs	76
Haute-Saône	219	Loiret	74
Finistère	215	Sarthe	73
Vaucluse	212	Puy-de-Dôme	72
Creuse	200	Haute-Garonne	72
Haute-Savoie	182	Maine-et-Loire	71
Corse	165	Charente-Maritime	70
Haute-Vienne	157	Ardennes	69
Allier	150	Nièvre	69
Morbihan	148	Seine	66
Deux-Sèvres	147	Indre-et-Loire	66
Isère	141	Haute-Marne	66
Loire-Atlantique	139	Loir-et-Cher	64
Côtes-du-Nord	137	Loire	62
Hauts-Pyrénées	134	Moselle	60 dep. 1934
Lot	124	Vosges	60
Pyrénées-Orient.	122	Eure	57
Cantal	117	Seine-et-Marne	55
Ille-et-Vilaine	116	Oise	53
Mayenne	114	Meurthe-et-Mos.	51
Nord	112	Savoie	51
Aude	110	Saône-et-Loire	50
Corrèze	109	Somme	48
Lot-et-Garonne	108	Tarn	48
Aveyron	106	Vienne	48
Dordogne	104	Basses-Alpes	47
Vendée	102	Hautes-Alpes	47
Charente	99	Ariège	46
Côte-d'Or	97	Eure-et-Loir	45
Haute-Loire	96	Seine-Maritime	45
Cher	95	Gers	44
Tarn-et-Gar.	93	Yonne	44
Ain	92	Aube	42
Meuse	86	Rhône	37
Pas-de-Calais	86	Marne	36
Gard	85	Bouches-du-Rh.	32
Gironde	84	Aisne	30
Jura	83	Bas et H.-Rhin	30 dep. 1934
Alpes-Marit.	83	Indre	27
Lozère	83	Seine-et-Oise	23
Calvados	82	B.-Pyrénées	21
Drôme	82	Landes	21
Orne	77	Var	13

Progression moyenne nationale : 68 fois depuis 1908.

CHAPITRE XIX

Assurances sur la vie

Le tableau A indique le nombre total de successions qui comprennent des assurances sur la vie et leur pourcentage par rapport au nombre total des successions déclarées :

Années 1908		1934		1949		1953	
Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
5 346	1,44	7 163	2,05	10 428	3,60	9 267	3,55

Le tableau B souligne la progression depuis 1908 des capitaux souscrits en millions de francs et leur pourcentage par rapport à la fortune privée totale :

Années 1908		1934		1949		1953	
1 113	0,56 %	4 032	0,47 %	66 499	0,84 %	133 432	0,85 %

L'examen de ces deux tableaux appelle les commentaires suivants :

1) Le nombre de successions comprenant des contrats d'assurances sur la vie n'a cessé de croître, puisqu'il atteint, en 1949, le double de celui de 1908 et cette progression est d'autant plus remarquable qu'elle s'est produite à des époques où l'incertitude monétaire était défavorable à cette sorte de placement.

2) De même, le montant des capitaux souscrits a augmenté sans interruption depuis 1908, proportionnellement à la chute du franc, mais leur proportion, dans les patrimoines particuliers, est très inférieure à celle des autres biens.

I. — RÉPARTITION EN CAPITAL ET PAR HABITANT :

Année 1908 : A cause de la sécurité qu'elle apporte, 28 fr or étaient affectés en 1908 par chaque Français, en moyenne, à la souscription d'une assurance sur la vie. Mais cette moyenne n'était atteinte et dépassée qu'en 25 départements (6 dans la zone sud et 19 dans la zone nord). Le déséquilibre, maintes fois constaté entre

les deux zones, s'accroît : le Nord est plus prévoyant que le Midi. La première place revient au département des Ardennes 80 fr en moyenne par habitant. La Seine est deuxième avec 72 fr par habitant. Les 20 départements classés premiers sont (Meuse exceptée) les plus riches et les plus peuplés de France ; l'Aisne est troisième avec une moyenne de 57 fr par habitant ; l'Oise est quatrième avec 52 fr ; la Seine-Inférieure cinquième avec 49 fr. Nous trouvons ensuite le Doubs 48 fr ; la Marne 43 fr ; la Meuse, le Nord et les Alpes-Maritimes chacun 42 fr ; la Loire 41 fr ; l'Aube, les Bouches-du-Rhône et la Meurthe-et-Moselle chacun 39 fr ; la Somme 36 fr ; la Seine-et-Oise et la Loire-Inférieure chacun 34 fr ; le Rhône 33 fr ; le Pas-de-Calais 32 fr ; la Côte-d'Or 31 etc...

Par contre, les moyennes les plus faibles sont généralement observées dans les départements les plus pauvres : Indre et Morbihan 9 fr en moyenne et par habitant ; Côtes-du-Nord et Haute-Loire 8 fr ; Creuse et Tarn-et-Garonne 6 fr ; Aveyron 5 fr ; Basses-Alpes et Ariège 4 fr ; Corrèze, Lot, Hautes-Pyrénées 3 fr ; Corse 2 fr ; Cantal et Gers 1 fr.

Il est cependant des départements peu fortunés, tels le Lot-et-Garonne, le Finistère, et les Hautes-Alpes, qui consacrent, à se garantir de la maladie et de la mort, des sommes égales à celles qu'y consacrent des départements plus riches, tels que l'Eure 15 fr, la Gironde 15 fr, l'Eure-et-Loir, le Loiret, la Manche et la Seine-et-Marne chacun 16 fr.

Année 1934 : la moyenne générale par habitant a suivi d'assez loin la dégradation du franc, puisqu'elle s'établit à 97 fr. Ramenée à sa valeur or, cette somme est donc inférieure à celle de 1908. Progressant en valeur apparente seulement, les contrats d'assurances sur la vie marquent, en réalité, un recul dont les crises monétaires répétées paraissent les principales responsables.

Cette moyenne nationale est atteinte et dépassée dans 28 départements (9 dans la zone sud, 19 dans la zone nord, les départements des Bas et Haut-Rhin comptant pour un seul). Les Bourguignons de la Côte-d'Or montrent un grand intérêt pour cet emploi du capital et sont à cet égard premiers de tous les Français, avec une moyenne de 284 fr par habitant : le Calvados 217 fr est deuxième, suivi des Alpes-Maritimes 213 fr et de l'Aube 188 fr.

La Seine et le Rhône se placent aux cinquième et sixième rangs avec des moyennes de 185 fr et 164 fr par habitant, mais le montant des contrats est multiplié 2 fois $1/2$ dans la Seine et 5 fois dans le Rhône, par rapport à 1908. Des 22 départements qui consacraient avant 1914 les sommes les plus fortes à leur sécurité, 15 se retrouvent encore parmi les 24 premiers en 1934, mais leur progression est très différente : tandis que la Côte-d'Or a progressé de 9 fois par rapport à 1908, les Vosges de 5 fois $1/2$; les Alpes-Maritimes

de 5 fois, l'Aube et l'Isère de 4 fois $1/2$, la Meuse de 4 fois, la Marne, la Loire-Inférieure et la Meurthe-et-Moselle de près de 3 fois $1/2$, et la Somme de 3 fois, les Ardennes n'ont pas doublé le montant de leurs contrats souscrits en 1908, l'Aisne et la Seine-Inférieure ont à peine dépassé le double.

Les 7 autres départements ne se retrouvent plus parmi les premiers, et n'atteignent pas la moyenne nationale en 1934 ; ce sont, dans l'ordre décroissant de 1908 :

	Moyenne de 1908	Moyenne de 1934
Oise	52 F	71 F
Doubs	48	80
Nord	42	68
Loire	41	90
Bouches-du-Rhône	39	61
Seine-et-Oise	34	95
Pas-de-Calais	32	68

Par contre, d'autres départements, médiocrement placés en 1908, rejoignent le premier tiers et leur moyenne dépasse 97 fr par habitant. Ainsi, le Var, 54^e en 1908, multiplie 11 fois les capitaux souscrits en 1908, le Calvados classé 32^e en 1908, les multiplie 10 fois, l'Indre-et-Loire 38^e en 1908, les multiplie 9 fois ; l'Orne et le Lot-et-Garonne, 8 fois ; la Haute-Saône, 7 fois ; la Seine-et-Marne, 6 fois $1/2$; le Jura 5 fois ; les Pyrénées-Orientales, 4 fois $1/2$; l'Aude, 4 fois.

Dans le Cher la progression représente 16 fois les chiffres de 1908, et dans le Gers 100 fois.

Au bas du tableau, nous retrouvons toujours des départements dont l'économie a peu évolué, tels le Cantal 23 fr par habitant en 1934 contre 1 fr en 1908, la Corrèze 18 fr en 1934 contre 3 fr en 1908 ; le Lot 32 fr en 1934 contre 3 fr en 1908 ; la Corse 38 fr au lieu de 2 fr, la Vendée 40 au lieu de 4 fr ; le Tarn 36 fr au lieu de 4 fr et l'Aveyron 36 fr au lieu de 5 fr.

Année 1949 : Après la deuxième guerre mondiale, la moyenne générale s'élève à 1 613 fr par habitant et n'est atteinte, et même dépassée, qu'en 11 départements (9 dans la zone nord et 2 dans la zone sud). Les deux départements de la zone sud sont le Rhône sixième avec 2 516 fr, et le Cher huitième avec 1 971 fr par habitant.

Le département de la Seine-et-Marne tient le premier rang avec plus de 11 000 fr par habitant. Il est suivi de loin par les départements de la Seine 4 505 fr et de Seine-et-Oise 4 326 fr. Ainsi, la région parisienne est celle qui consacre les plus fortes sommes en investissements de prévoyance. L'avance du département de la Seine-et-Marne sur les deux autres paraît s'expliquer par l'embourgeoisement de plus en plus accentué de sa population. Les

autres huit départements qui dépassent la moyenne nationale par habitant sont dans l'ordre :

Meurthe-et-Moselle	3 671 F
Aisne	2 905
Rhône	2 516
Haute-Saône	2 007
Cher	1 971
Loir-et-Cher	1 919
Maine-et-Loire	1 716
Moselle	1 619

Viennent ensuite 26 départements où la moyenne atteint et dépasse 1 000 fr par habitant, mais reste cependant inférieure à la moyenne nationale de 1 613 fr : 19 d'entre eux se situent dans la zone nord et 7 dans le sud. Nous avons observé que, dans les départements ruraux et pauvres, les moyennes sont supérieures à celles de certains départements urbains ou agricoles riches. Ainsi, dans la Savoie les contrats d'assurance vie, 1 577 fr par habitant, sont plus élevés que dans le Nord 1 393 fr et la Seine-Maritime 1 360 fr ; dans l'Aveyron, la moyenne est supérieure à celle de la Loire 1 172 fr ; du Loiret 1 041 fr ; de l'Eure 1 001 fr ; et du Calvados 1 252 fr.

Et, parmi les départements où la moyenne est inférieure à 1 000 fr par habitant, l'Aude 793 fr et la Meuse 789 fr devancent les Bas et Haut-Rhin jumelés ; et la moyenne dans la Haute-Marne 865 fr dépasse celle des Bouches-du-Rhône 844 fr. Dans l'Ille-et-Vilaine 678 fr, les Côtes-du-Nord 662 fr, l'Ardèche 614 fr, la Drôme 581 fr, et le Cantal 530 fr, les contrats par habitant sont de même importance que dans la Gironde 675 fr, la Haute-Garonne 603 fr et les Alpes-Maritimes 551 fr, (départements urbains).

Année 1953 : la moyenne nationale a doublé depuis la statistique de 1949 et s'élève à 3 122 fr par habitant. 20 départements l'atteignent et la dépassent : 13 dans la zone nord, 7 dans le sud. Ce sont dans l'ordre : les Ardennes 8 540 fr ; la Meurthe-et-Moselle 8 158 fr ; l'Isère 7 049 fr ; l'Aube 6 686 fr ; la Seine 5 662 fr qui précède de très peu seulement le département de l'Ardèche 5 102 fr, pourtant insuffisamment développé ; la Haute-Saône est septième avec 4 804 fr par habitant ; le Rhône huitième avec 4 678 fr ; la Moselle neuvième avec 4 671 fr. Nous trouvons à la suite la Seine-et-Oise 4 467 fr ; la Marne 4 384 fr ; la Savoie 4 198 fr ; les Bouches-du-Rhône 4 186 fr, la Loire-Atlantique 4 112 fr, le Nord 3 831 fr. Les Alpes-Maritimes sont seizième avec 3 810 fr par tête devant le Finistère 3 676 fr ; la Haute-Marne 3 537 fr ; la Loire 3 269 fr et le Jura 3 226 fr.

Parmi les départements qui se signalaient en 1949 par l'empresement de leurs habitants à souscrire des contrats d'assurance sur la

vie et qui persistent en 1953, le département des Ardennes multiplie 5 fois le montant de ses capitaux assurés en 1949 ; le Nord 2 fois $1 \frac{1}{2}$, la Moselle 2 fois,8 ; la Savoie 2,6 ; la Haute-Saône 2,4 ; le Rhône et la Meurthe-et-Moselle les doublent, mais les chiffres de la Seine et de la Seine-et-Oise sont très peu modifiés.

D'autres départements, restés en arrière en 1949, figurent en 1953 parmi les premiers : l'Aube voit à 6 686 fr par habitant ses contrats décupler, il en est de même dans le Jura 3 226 fr ; dans l'Isère et l'Ardèche le montant des contrats a progressé de 8 fois ; dans les Alpes-Maritimes de 7 fois ; dans le Finistère de 6 fois ; dans la Marne et les Bouches-du-Rhône de 4 fois $1 \frac{1}{2}$; en Haute-Marne de 4 fois ; dans la Loire-Atlantique de 3 fois $1 \frac{1}{2}$ et de 3 fois dans la Loire.

Cependant, dans la majorité des départements, la moyenne nationale de 1949 n'est pas atteinte en 1953 et plusieurs départements, et non des moindres, sont en régression : la Seine-et-Marne, première en 1949 avec 11 000 fr par habitant, rétrograde à la 36^e place avec une moyenne en très forte baisse à 2 171 fr par habitant ;

Aisne	5 ^e avec 2 905 F en 1949	devient 29 ^e avec 2 457 F par hab
Gironde	47 ^e 675	74 ^e 1 235
Calvados	20 ^e 1 252	47 ^e 1 929
Loiret	25 ^e 1 041	38 ^e 2 132
Loir-et-Cher	9 ^e 1 919	64 ^e 1 518

Nous avons vainement recherché un rapport quelconque entre le caractère urbain ou rural, agricole ou industriel, des départements, et le montant et le nombre des contrats souscrits.

Malgré cet échec, la conclusion s'impose, conformément à la logique, sinon à leurs intérêts bien compris, que les départements dont la fortune privée globale est la moins élevée, sont aussi ceux où le capital assuré sur la vie est le plus faible.

II. — PROPORTION PAR RAPPORT A LA FORTUNE PRIVÉE TOTALE :

Année 1908 : Le pourcentage moyen pour la France entière représente à cette époque 0,55 % du patrimoine. Il est atteint ou dépassé dans 37 départements (16 situés dans la zone sud et 21 dans la zone nord.) Les pourcentages les plus élevés se rencontrent dans les départements des Ardennes 1,65 %, du Gard 1,63 %, du Doubs 1,48 %, de l'Aude 1,31 % et des Hautes-Alpes 1,16 %, soit dans deux départements de l'Est et 3 du Midi.

Les plus faibles pourcentages sont observés dans le Gers 0,06 %, le Cantal 0,05 %, et la Lozère où il est pratiquement nul. Entre ces limites, évoluent les autres départements, sans qu'il soit possible de déterminer nettement une région particulièrement favorisée.

Ainsi, dans les Hautes-Alpes, le pourcentage atteint 1,16 % des patrimoines privés, mais 0,22 % seulement dans les Basses-Alpes qui lui sont limitrophes.

Les meilleurs pourcentages, après ceux signalés plus haut, sont réalisés dans l'Ardèche, l'Isère et la Loire-Inférieure : dans chacun 1,12 % de leur patrimoine. Les départements du Pas-de-Calais et des Bouches-du-Rhône consacrent en assurances vie la même proportion de leur patrimoine (1,05 % dans le premier, 1,07 % dans le second). Cet exemple pourrait, à lui seul, démontrer, s'il en était besoin, combien, malgré les distances et les disparités des coutumes, les goûts et les tendances sont, dans le fond, identiques.

Nous trouvons ensuite : les Alpes-Maritimes 0,97 %, la Loire 0,95 %, l'Aisne 0,94 %, la Meuse 0,91 %, la Savoie 0,89 %.

Dans le département de la Drôme, le pourcentage est de même grandeur que dans celui du Nord 0,87 %.

La Corse consacre en cette sorte de biens une part plus importante 0,84 % que la plupart des départements. Il nous a semblé enfin que dans ceux des régions du Nord, de l'Est et du Sud-Est, les personnes privées étaient plus soucieuses de leur avenir que dans les autres parties du territoire métropolitain, car sur les 16 départements qui composent la région du Sud-Est, le pourcentage moyen national (0,55 %), est dépassé dans 10 départements, et il est presque atteint dans 3 autres :

Départements du Sud-Est	Pourcentage par rapport à la fortune
Hautes-Alpes	1,16 %
Alpes-Maritimes	0,97
Ardèche	1,12
Bouches-du-Rhône	1,05
Corse	0,84
Drôme	0,87
Gard	1,63
Isère	1,12
Loire	0,95
Rhône	0,51
Savoie	0,89
Haute-Savoie	0,50
Vaucluse	0,49

Dans les départements de l'Ain, des Basses-Alpes et du Var compris également dans la région du Sud-Est, le pourcentage moyen national n'est pas atteint.

Dans 10 départements qui constituent les régions du Nord et de l'Est le pourcentage moyen national est aussi dépassé :

Aisne	0,94 %
Ardennes	1,65
Doubs	1,48
Jura	0,84
Meurthe-et-Moselle	0,82
Meuse	0,91
Nord	0,87
Pas-de-Calais	1,07
Haute-Saône	0,79
Vosges	0,82

Par contre, dans les trois départements de la région parisienne, les pourcentages sont très faibles et inférieurs au pourcentage moyen national : 0,43 % dans la Seine
0,36 % en Seine-et-Oise
0,20 % Seine-et-Marne

Les pourcentages les plus bas se rencontrent dans les départements les plus riches :

Loiret	0,25 %
Eure-et-Loir	0,23
Eure	0,22
Seine-et-Marne	0,20

et dans quelques départements les plus pauvres :

Corrèze	0,25 %
Basses-Alpes	0,22
Lot	0,22

Année 1953 : La part des contrats d'assurances sur la vie dans l'emploi des fortunes s'est sensiblement modifiée, par rapport à l'année 1908, puisqu'elle atteint en 1953 la moyenne nationale de 0,85 % des fortunes privées, soit une augmentation supérieure à 50 %.

Mais cette moyenne nationale n'est cependant atteinte qu'en 22 départements (14 dans la zone Nord et 8 dans la zone Sud, en comprenant les Alpes-Maritimes 0,84 %).

En 40 ans d'intervalle, des départements, qui bénéficiaient en 1908 des plus forts pourcentages, demeurent en 1953 parmi les premiers.

Ainsi la Meurthe-et-Moselle dont le pourcentage s'élevait à 0,82 % en 1908, dépasse de beaucoup la moyenne générale, avec 2,55 % de ses patrimoines privés investis en contrats d'assurance-vie ; l'Isère et l'Ardèche (chacun 1,12 % en 1908) sont deuxième et troisième en 1953 avec 2,41 % et 1,93.

De même dans le département des Ardennes, dont le pourcentage déjà élevé en 1908 (1,75 %) est encore plus élevé en 1953.

Les Bouches-du-Rhône, dixième en 1908 avec 1,05 % sont quatrième avec un pourcentage de 1,89 %.

Les départements de la Seine, de la Seine-et-Oise et de la Seine-et-Marne ont fortement accru leurs contrats d'assurance-vie et amélioré leur pourcentage d'avant 1914 de 0,43 % à 1,42 % dans la Seine (qui remonte ainsi du 50^e au 8^e rang) ; de 0,36 % à 1,38 % en Seine-et-Oise, et de 0,20 à 0,54 % en Seine-et-Marne.

Substantiels progrès également dans le Rhône (1,20 % au lieu de 0,51 % en 1908) ;

dans la Loire	1,22	au lieu de	0,95	% en 1908
Haute-Saône	1,43	—	0,79	—
Savoie	1,34	—	0,89	—
Marne	0,93	—	0,47	—
Ain	0,55	—	0,26	—
Allier	0,60	—	0,25	—
Aube	1,39	—	0,62	—
Corse	1,26	—	0,84	—
Haute-Marne	0,97	—	0,69	—
Saône-et-Loire	0,71	—	0,45	—

Le pourcentage s'élève dans des départements où il était en 1908 le plus faible. Il en est ainsi dans le Cantal, le Cher, la Corrèze, la Dordogne, le Finistère, les Hautes-Pyrénées, la Vendée et le Tarn.

Par contre, aucune modification sensible en Haute-Savoie, 0,50 % en 1953 comme en 1908, dans l'Orne 0,26 en 1953 et 0,25 en 1908 ; dans le Nord, 0,98 en 1953 et 0,87 en 1908 ; dans la Seine-Maritime, 0,65 % en 1953 et 0,69 en 1908.

Les départements suivants sont également stationnaires : Alpes-Maritimes, Aveyron, Calvados, Gironde, Ille-et-Vilaine, Indre, Indre-et-Loire, Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Morbihan, Nièvre, Sarthe, Yonne, Vosges.

Dans d'autres, le pourcentage a baissé par rapport à 1908. La diminution est importante dans le Pas-de-Calais, le Doubs, le Gard, l'Aude, la Charente-Maritime, la Creuse, les Basses-Alpes ; elle l'est moins dans l'Aisne, les Hautes-Alpes, la Somme, la Drôme, les Landes, la Manche et la Vienne.

Nous constatons en 1953, comme en 1908, qu'en de riches départements agricoles, Loiret 0,43 %, Eure 0,32 %, Eure-et-Loir 0,35 %, Calvados 0,36 %, ou industrialisés et agricoles : Gironde 0,35 %, le pourcentage moyen reste bien en dessous de la majorité des départements et qu'il se situe au niveau de plusieurs départements sous-développés : Lot 0,37 %, Lot-et-Garonne 0,38 %, Haute-Loire 0,34, Cantal 0,40 %.

De même qu'en 1908, les pourcentages les plus élevés sont atteints dans la région du Nord, de l'Est et du Sud-Est. Le pourcentage dépasse la moyenne nationale dans 10 départements sur 15 qui constituent les provinces du Nord et de l'Est, et dans 8 départements sur les 16 de la région du Sud-Est (Alpes-Maritimes 0,84 % compris).

III. — PROGRESSION, DE 1908 A 1953, DU MONTANT DES CONTRATS D'ASSURANCES SOUSCRITS :

En 1953, le montant global des capitaux souscrits représente, en moyenne, 111 fois celui de 1908 et ce taux est dépassé dans plus de la moitié des départements.

La progression la plus forte s'observe dans des départements qui figuraient parmi les plus pauvres en 1908 : elle représente, dans le Cantal, 1 455 fois les sommes assurées avant la première guerre mondiale ; dans les Hautes-Pyrénées 726 fois ces sommes ; dans le Gers 684 fois ; dans la Corrèze 563 fois ; en Vendée 529 fois ; en Lozère 480 fois ; dans le Cher 445 fois, dans le Lot 389 fois les contrats en 1908.

Tous ces départements sont situés au sud du fleuve Loire.

Cependant, la progression est très forte dans quelques départements où le développement économique s'est amplifié depuis la fin de la dernière guerre : 227 fois les chiffres de 1908 dans l'Isère, 220 fois en Savoie et en Haute-Savoie, 209 fois en Meurthe-et-Moselle et 55 fois ceux de 1934 dans la Moselle.

Les contrats ont progressé de 141 fois dans le Rhône et la Haute-Garonne, de 135 fois en Seine-et-Marne et 131 en Seine-et-Oise.

Les progressions les plus faibles et, en général, celles qui se tiennent au dessous de la moyenne nationale (111), se rencontrent fréquemment parmi les départements les plus riches en 1908 : l'augmentation des contrats représente 106 fois seulement ceux de 1908 dans les Ardennes et dans l'Eure, 102 fois dans la Marne, 91 fois dans le Nord et le Calvados, 82 fois en Gironde, 79 fois dans la Loire, 78 fois dans la Seine, 70 fois dans les Alpes-Maritimes et 54 fois en Seine-et-Marne.

La progression réalisée dans le Doubs, l'Oise, l'Aisne, la Somme est encore plus faible et représente 41 à 45 fois seulement le montant des contrats réalisés en 1908.

Elle est très faible enfin dans les départements des Bas et Haut-Rhin, où l'on tient compte cependant qu'elle n'est comptée qu'à partir de 1934.

Conclusion : Contrariée par les dévaluations successives du franc, la progression du montant des capitaux investis en assurances sur la vie est néanmoins égale à celle des dépôts ; elle est même de peu inférieure à celle des livrets d'épargne, mais cette particularité semble davantage due au plus grand nombre de souscripteurs qu'à l'importance des sommes assurées, car leur pourcentage dans les patrimoines est inférieur à celui de tous les autres biens. Et il est regrettable de constater que les biens thésaurisés en numéraire absorbent une plus grande proportion des fortunes que les contrats d'assurance sur la vie.

Répartition en 1908 et en capital du montant des assurances sur la vie.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT EN 1908.

Ardennes	80 F	Seine-et-Marne	16 F
Seine	72	Hautes-Alpes	15
Aisne	57	Charente	15
Oise	52	Eure	15
Seine-Inférieure	49	Finistère	15
Doubs	48	Gironde	15
Marne	43	Lot-et-Garonne	15
Meuse	42	Ardèche	14
Nord	42	Landes	14
Alpes-Maritimes	42	Saône-et-Loire	14
Loire	41	Var	13
Aube	39	Loir-et-Cher	12
Bouches-du-Rhône	39	Basses-Pyrénées	12
Meurthe-et-Moselle	39	Nièvre	12
Somme	36	Haute-Garonne	12
Loire-Inférieure	34	Orne	11
Seine-et-Oise	34	Puy-de-Dôme	11
Rhône	33	Ain	10
Pas-de-Calais	32	Sarthe	10
Côte-d'Or	31	Haute-Savoie	10
Isère	31	Indre	9
Vosges	30	Morbihan	9
Gard	29	Allier	8
Yonne	29	Côtes-du-Nord	8
Haute-Marne	28	Haute-Loire	8
Vienne	27	Haute-Vienne	7
Aude	26	Cher	6
Charente-Inférieure	24	Creuse	6
Pyrénées-Orientales	23	Dordogne	6
Jura	22	Deux-Sèvres	6
Maine-et-Loire	22	Tarn-et-Garonne	6
Calvados	21	Aveyron	5
Drôme	20	Basses-Alpes	4
Ille-et-Vilaine	19	Ariège	4
Savoie	19	Tarn	4
Haute-Saône	19	Vendée	4
Hérault	18	Corrèze	3
Indre-et-Loire	18	Lot	3
Mayenne	18	Hautes-Pyrénées	3
Vaucluse	17	Corse	2
Eure-et-Loir	16	Cantal	1
Loiret	16	Gers	1
Manche	16	Lozère	0

Répartition moyenne nationale : 28 fr par habitant en 1908.

Répartition en 1934 et en capital du montant des assurances sur la vie.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT EN 1934.

Côte-d'Or	284 F	Côtes-du-Nord	72 F
Calvados	217	Haute-Marne	72
Alpes-Maritimes	213	Finistère	71
Aube	188	Oise	71
Seine	185	Loir-et-Cher	68
Rhône	164	Nord	68
Vosges	163	Pas-de-Calais	68
Meuse	162	Sarthe	67
Indre-et-Loire	157	Yonne	65
Marne	144	Maine-et-Loire	64
Var	144	Manche	63
Isère et H.-Alpes	141	Eure	62
Haute-Saône	136	Bouches-du-Rhône	61
Meurthe-et-Moselle	134	Gironde	61
Aisne	125	Vienne	58
Lot-et-Garonne	122	B. et H.-Pyrénées	58
Loire-Inférieure	120	Ain	57
Jura	116	Saône-et-Loire	55
Bas et Haut-Rhin	114	Loiret	49
Gers	111	Vaucluse et B.-Alpes	46
Seine-Inférieure	111	Charente-Inférieure	42
Pyrénées-Orientales	108	Vendée	40
Somme	106	H.-Garonne, Ariège et Tarn-et-Garonne	38
Ardenes	104	Corse	38
Aude	104	Mayenne	38
Seine-et-Marne	102	Haute-Loire	37
Orne	98	Tarn	36
Cher	97	Aveyron	36
Seine-et-Oise	95	Lot	32
Nièvre	93	Morbihan	32
Puy-de-Dôme	92	Indre	30
Loire	90	Creuse	28
Savoie	90	Allier	27
Gard	87	Charente	26
Moselle	84	Deux-Sèvres	26
Drôme et Ardèche	82	Cantal	23
Doubs	80	Dordogne	22
Ille-et-Vilaine	80	Corrèze	18
Haute-Savoie	76	Haute-Vienne	16
Eure-et-Loir	73	Landes	15
Hérault	73	Lozère	0

Répartition moyenne nationale : 97 fr par habitant en 1934.

Répartition en 1949 et en capital du montant des assurances sur la vie.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT EN 1949.

Seine-et-Marne	11 026 F	Côte-d'Or	682 F
Seine	4 505	Ille-et-Vilaine	678
Seine-et-Oise	4 326	Gironde	675
Meurthe-et-Moselle	3 671	Manche	672
Aisne	2 905	Sarthe	666
Rhône	2 516	Côtes-du-Nord	662
Haute-Saône	2 007	Haute-Savoie	646
Cher	1 971	Aube	644
Loir-et-Cher	1 919	Tarn-et-Garonne	624
Maine-et-Loire	1 716	Charente-Maritime	622
Moselle	1 619	Gard	620
Vosges	1 584	Ardèche	614
Savoie	1 577	Lot-et-Garonne	608
Ardenne	1 574	Finistère	603
Doubs	1 422	Haute-Garonne	603
Nord	1 393	Drôme	581
Seine-Maritime	1 360	Hérault	575
Aveyron	1 259	Deux-Sèvres	559
Haute-Vienne	1 254	Alpes-Maritimes	551
Calvados	1 252	Hautes-Pyrénées	539
Puy-de-Dôme	1 209	Cantal	530
Nièvre	1 185	Somme	522
Loire	1 172	Vienne	515
Loire-Atlantique	1 143	Creuse	495
Loiret	1 041	Landes	486
Eure	1 000	Allier	468
Ain	984	Morbihan	452
Vaucluse	981	Hautes-Alpes	445
Indre-et-Loire	962	Corrèze	399
Marne	955	Pyrénées-Orient.	398
Saône-et-Loire	954	Tarn	390
Indre	940	Orne	387
Basses-Pyrénées	906	Vendée	383
Isère	873	Charente	364
Haute-Marne	865	Basses-Alpes	333
Bouches-du-Rhône	844	Ariège	327
Aude	793	Jura	323
Meuse	789	Dordogne	300
Mayenne	783	Haute-Loire	298
Oise	779	Lot	289
Bas et Haut-Rhin	759	Var	243
Pas-de-Calais	742	Gers	223
Eure-et-Loir	737	Corse	137
Yonne	683	Lozère	55

Répartition moyenne nationale : 1 613 fr par habitant en 1949.

Répartition en 1953 et en capital du montant des assurances sur la vie.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT EN 1953.

Ardennes	8 540 F	Saône-et-Loire	2 008
Meurthe-et-Moselle	8 158	Doubs	1 996
Isère	7 049	Calvados	1 929
Aube	6 686	Gard	1 881
Seine	5 662	Côte-d'Or	1 861
Ardèche	5 102	Basses-Pyrénées	1 820
Haute-Saône	4 804	Nièvre	1 809
Rhône	4 678	Dordogne	1 794
Moselle	4 671	Hautes-Alpes	1 770
Seine-et-Oise	4 467	Mayenne	1 705
Marne	4 384	Haute-Garonne	1 697
Savoie	4 198	Corrèze	1 689
Bouches-du-Rhône	4 186	Pas-de-Calais	1 639
Loire-Atlantique	4 112	Somme	1 633
Nord	3 831	Haute-Vienne	1 616
Alpes-Maritimes	3 810	Eure	1 604
Finistère	3 676	Aveyron	1 567
Haute-Marne	3 537	Var	1 529
Loire	3 269	Charente	1 522
Jura	3 226	Loir-et-Cher	1 518
Pyrénées-Orientales	2 835	Vienne	1 465
Bas et Haut-Rhin	2 790	Orne	1 457
Meuse	2 718	Cantal	1 455
Vosges	2 714	Tarn	1 439
Seine-Maritime	2 675	Morbihan	1 347
Cher	2 670	Ariège	1 340
Ille-et-Vilaine	2 644	Manche	1 334
Yonne	2 515	Indre-et-Loire	1 333
Aisne	2 457	Charente-Maritime	1 318
Vaucluse	2 432	Gironde	1 235
Eure-et-Loir	2 320	Deux-Sèvres	1 207
Allier	2 298	Indre	1 204
Haute-Savoie	2 209	Lot-et-Garonne	1 184
Oise	2 195	Aude	1 173
Hautes-Pyrénées	2 180	Lot	1 167
Seine-et-Marne	2 171	Landes	1 005
Puy-de-Dôme	2 138	Haute-Loire	911
Loiret	2 132	Sarthe	821
Vendée	2 115	Gers	684
Hérault	2 097	Tarn-et-Garonne	506
Côtes-du-Nord	2 065	Lozère	480
Ain	2 059	Creuse	377
Drôme	2 040	Corse	309
Maine-et-Loire	2 026	Basses-Alpes	185

Répartition moyenne nationale : 3 122 fr par habitant en 1953.

Pourcentage des assurances-vie dans les fortunes privées en 1908.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Ardennes	1,65 %	Marne	0,47 %
Gard	1,63	Mayenne	0,45
Doubs	1,48	Nièvre	0,45
Aude	1,31	Saône-et-Loire	0,45
Hautes-Alpes	1,16	Puy-de-Dôme	0,44
Ardèche	1,12	Charente	0,43
Isère	1,12	Seine	0,43
Loire-Inférieure	1,12	Creuse	0,42
Pas-de-Calais	1,07	Haute-Garonne	0,42
Bouches-du-Rhône	1,05	Haute-Vienne	0,41
Alpes-Maritimes	0,97	Manche	0,40
Loire	0,95	Var	0,40
Aisne	0,94	Aveyron	0,40
Meuse	0,91	Ariège	0,39
Savoie	0,89	Côtes-du-Nord	0,38
Nord	0,87	Gironde	0,38
Drôme	0,87	Basses-Pyrénées	0,37
Corse	0,84	Seine-et-Oise	0,36
Jura	0,84	Calvados	0,34
Charente-Inférieure	0,83	Dordogne	0,34
Meurthe-et-Moselle	0,82	Indre-et-Loire	0,33
Vosges	0,82	Tarn-et-Garonne	0,31
Finistère	0,81	Indre	0,30
Haute-Saône	0,79	Ain	0,26
Hérault	0,77	Allier	0,25
Vienne	0,72	Corrèze	0,25
Haute-Marne	0,69	Loiret	0,25
Seine-Inférieure	0,69	Orne	0,25
Côte-d'Or	0,68	Eure-et-Loir	0,23
Oise	0,65	Eure	0,22
Aube	0,62	Basses-Alpes	0,22
Maine-et-Loire	0,62	Loir-et-Cher	0,22
Landes	0,61	Lot	0,22
Lot-et-Garonne	0,57	Deux-Sèvres	0,22
Yonne	0,57	Tarn	0,22
Somme	0,56	Sarthe	0,21
Ille-et-Vilaine	0,55	Seine-et-Marne	0,20
Haute-Loire	0,53	Haute-Pyrénées	0,20
Pyrénées-Orientales	0,52	Cher	0,18
Rhône	0,51	Vendée	0,15
Haute-Savoie	0,50	Gers	0,06
Vaucluse	0,49	Cantal	0,05
Morbihan	0,48	Lozère	0,

Pourcentage moyen national : 0,55 % par habitant en 1908.

Pourcentage des assurances-vie dans les fortunes privées en 1953.**CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.**

Meurthe-et-Moselle	2,55 %	Yonne	0,56 %
Isère	2,41	Ain	0,55
Ardèche	1,93	Côte-d'Or	0,55
Bouches-du-Rhône	1,89	Côtes-du-Nord	0,55
Ardenes	1,75	Seine-et-Marne	0,54
Moselle	1,51	Oise	0,52
Haute-Saône	1,43	Charente	0,50
Seine	1,42	Haute-Savoie	0,50
Aube	1,39	Var	0,50
Seine-et-Oise	1,38	Vendée	0,50
Savoie	1,34	Haute-Vienne	0,50
Corse	1,26	Pas-de-Calais	0,49
Loire	1,22	Ariège	0,49
Rhône	1,20	Tarn	0,46
Finistère	1,15	Vienne	0,46
Loire-Atlantique	1,03	Nièvre	0,45
Nord	0,98	Aveyron	0,45
Haute-Marne	0,97	Loiret	0,43
Marne	0,93	Morbihan	0,41
Bas et Haut-Rhin	0,92	Cantal	0,40
Jura	0,90	Mayenne	0,40
Alpes-Maritimes	0,84	Charente-Maritime	0,39
Haute-Pyrénées	0,80	Lot-et-Garonne	0,38
Vosges	0,80	Lot	0,37
Pyrénées-Orientales	0,77	Calvados	0,36
Hautes-Alpes	0,71	Eure-et-Loir	0,35
Saône-et-Loire	0,71	Gironde	0,35
Meuse	0,70	Indre	0,35
Cher	0,67	Haute-Loire	0,34
Aisne	0,66	Somme	0,34
Dordogne	0,66	Aude	0,33
Gard	0,65	Indre-et-Loire	0,33
Seine-Maritime	0,65	Eure	0,32
Puy-de-Dôme	0,64	Landes	0,32
Vaucluse	0,62	Loir-et-Cher	0,31
Allier	0,60	Deux-Sèvres	0,29
Hérault	0,60	Orne	0,26
Basses-Pyrénées	0,60	Manche	0,25
Corrèze	0,59	Gers	0,21
Ille-et-Vilaine	0,59	Lozère	0,21
Haute-Garonne	0,57	Sarthe	0,18
Maine-et-Loire	0,57	Tarn-et-Garonne	0,18
Doubs	0,56	Creuse	0,08
Drôme	0,56	Basses-Alpes	0,05

Pourcentage moyen national : 0,85 % par habitant en 1953.

**Progression du montant des assurances-vie depuis 1908
dans les fortunes privées.**

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT EN 1953.

Cantal	1 455 fois	Pyrénées-Orient.	123 fois
H.-Pyrénées	726	Loire-Atlantique	120
Gers	684	Hautes-Alpes	118
Corrèze	563	Var	117
Vendée	529	Hérault	116
Lozère de 0 à 480 F		Haute-Loire	114
Cher	445	B.-du-Rhône	107
Lot	389	Ardennes	106
Ardèche	364	Eure	106
Tarn	359	Marne	102
Ariège	335	Drôme	102
Aveyron	313	Charente	101
Dordogne	299	Mayenne	94
Allier	287	Maine-et-Loire	92
Côtes-du-Nord	258	Nord	91
Haute-Saône	252	Calvados	91
Finistère	245	Alpes-Marit.	90
Haute-Vienne	230	Vosges	90
Isère	227	Yonne	86
Savoie	220	Tarn-et-Gar.	84
Haute-Savoie	220	Manche	83
M.-et-Moselle	209	Gironde	82
Ain	205	Sarthe	82
Deux-Sèvres	201	Loire	79
Puy-de-Dôme	194	Lot-et-Garonne	78
Aube	171	Seine	78
Corse	154	Indre-et-Loire	74
Basses-Pyrénées	151	Landes	72
Nièvre	150	Gard	64
Morbihan	149	Meuse	64
Jura	146	Creuse	63
Eure-et-Loir	145	Côte-d'Or	60
Vaucluse	143	Moselle	55 dep. 1934
S.-et-Loire	143	Charente-Marit.	54
Rhône	141	Seine-Maritime	54
H.-Garonne	141	Vienne	54
Ille-et-Vilaine	139	Pas-de-Calais	51
Seine-et-Marne	135	Basses-Alpes	46
Indre	133	Somme	45
Loiret	133	Aude	45
Orne	132	Aisne	43
Seine-et-Oise	131	Oise	42
Haute-Marne	126	Doubs	41
Loir-et-Cher	126	B. et Ht-Rhin	24 dep. 1934

Progression moyenne nationale : 111 fois depuis 1908.

CHAPITRE XX

Dépôts

Il convient de préciser tout d'abord que ce terme est pris ici dans son sens le plus général et qu'il comprend aussi bien les comptes courants des personnes privées, que les sommes confiées par elles, soit à des banques, soit à des officiers ministériels habilités à les recevoir (notaires, greffiers, agents de change etc...), soit enfin à des établissements non bancaires, publics ou privés, mais bénéficiant de la personnalité morale.

A contrario, les sommes confiées à des particuliers constituent des créances et ne sont pas comprises dans cette étude.

Le premier tableau nous indique le nombre de successions comprenant des dépôts et leur pourcentage par rapport au nombre total des successions déclarées :

Années 1908		1934		1949		1953	
Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
11 133	3	30 993	8,87	44 809	15,40	43 109	16,50

Le second tableau fait apparaître la progression, en capital, et en millions de francs, des dépôts et des comptes courants, et leur pourcentage dans la fortune totale des personnes vivantes :

Années 1908		1934		1949		1953	
	%		%		%		%
3 690	1,85	20 747	2,43	183 524	2,33	449 246	2,89

L'examen de ces deux tableaux nous convie aux observations suivantes :

1) le nombre de successions comprenant des dépôts a triplé en 1934 et quadruplé en 1949 et 1953 par rapport à 1908. Leur progression relative est plus forte encore qu'il n'apparaît dans ces chiffres, le pourcentage dans le nombre total des successions déclarées ayant quintuplé depuis 1908.

2) Leur pourcentage dans les fortunes n'a malheureusement

pas suivi une courbe analogue puisqu'elle a, depuis 1908, augmenté de 5 % seulement.

Cette disparité peut présenter à terme de sérieux dangers, économiques et sociaux, car elle signifie que les particuliers sont de plus en plus nombreux à réaliser les avantages de la possession d'un compte bancaire et postal, mais qu'ils y consacrent des sommes relativement moins importantes qu'avant la première guerre mondiale.

Il est en effet anormal que 1,60 % des fortunes soit, en 1949, conservé en numéraire, au domicile ou dans les coffres, et que 2,33 % seulement soient déposés chez les tiers. Ainsi, la proportion des dépôts dépasse à peine de 50 % celle du numéraire dans les fortunes, et lui est même inférieure si l'on tient compte de l'omission des espèces dans les successions.

D'autre part, les tableaux ci-dessus ne sont fidèles que pour l'ensemble de la France métropolitaine. La répartition et les pourcentages varient beaucoup selon les départements. C'est pourquoi, nous étudierons pour chacun d'eux :

- 1) la répartition, en capital, par tête d'habitant ;
- 2) la proportion dans la fortune privée totale ;
- 3) la progression en capital, de la valeur globale de 1908 à 1953 ;
- 4) la répartition de ces capitaux dans les successions déclarées, qui nous permettra de connaître, par extrapolation, leur répartition dans les classes possédantes.
- 5) La progression, dans ces mêmes classes, du nombre et du montant des dépôts.

I. — RÉPARTITION, EN CAPITAL, PAR TÊTE D'HABITANT :

Année 1908 : la moyenne nationale des dépôts s'élève à 93 fr par habitant, qui correspondent en francs dévalués de 1958 à 18 000 fr environ.

Mais elle n'est atteinte et dépassée qu'en 12 départements qui comptent parmi les plus riches et les plus peuplés de France. Cette richesse et leur population expliquent qu'un petit nombre de départements suffit pour accroître fortement la moyenne nationale ; 9 de ceux-ci sont situés dans le Nord, l'Est et la région lyonnaise ; 3 seulement dans les zones méridionales.

La Seine se situe au premier rang, avec 412 fr en moyenne par habitant ; la Marne est seconde avec 223 fr par habitant ; viennent ensuite dans l'ordre : la Charente 217 fr ; la Seine-et-Marne 185 ; les Alpes-Maritimes 178 fr ; la Seine-Inférieure 172 fr ; l'Eure 157 fr ; le Nord 152 fr ; l'Aisne 145 fr ; les Bouches-du-Rhône 133 fr ; le Rhône 118 fr ; et le département de l'Ain 109.

D'autres départements n'atteignent pas la moyenne nationale, mais s'en rapprochent beaucoup : ce sont des départements industriels : la Loire 92 fr par habitant ; la Seine-et-Oise 88 fr ; la Meurthe-et-Moselle 86 fr ; et l'Oise 83 fr.

La préexcellence des provinces du Nord et de l'Est sur les régions de l'Ouest et méridionales était absolue avant 1914 : si l'on trace une droite allant de Cherbourg à Toulon, le déséquilibre apparaît flagrant entre ces deux zones : à l'Est de cette ligne (43 départements), la moyenne est supérieure à 60 fr par habitant dans 21 départements, et inférieure à 20 fr dans 9 seulement.

A l'ouest de cette ligne, même nombre de départements (43) : dans 4 départements seulement la moyenne est supérieure à 60 fr par habitant, et dans 22, elle est inférieure à 20 fr.

Dans la zone Est, en plus des départements signalés plus haut, plusieurs réalisent des moyennes relativement élevées : la Somme 72 fr par habitant, le Doubs 70 fr, l'Isère 68 fr, le Calvados 64 fr, l'Aube et les Ardennes 61 fr.

Le montant moyen des dépôts est médiocre dans la Côte-d'Or 38 fr, l'Eure-et-Loir 37 fr, le Pas-de-Calais 27 fr, le Var 26 fr, la Haute-Savoie 23 fr. Il est très faible dans certains départements : Drôme 4 fr, Corse et Hautes-Alpes 10 fr, Basses-Alpes 11 fr, Nièvre 16 fr, Savoie, Loiret et Loir-et-Cher 17 fr, Orne 18 fr.

Il n'est pas inutile de remarquer que la moyenne des dépôts, dans les riches départements du Loiret et du Loir-et-Cher, est de peu supérieure à celle des départements peu fortunés des Hautes-Alpes, des Basses-Alpes et de la Corse.

Dans la zone Ouest, les seuls départements où la moyenne générale dépasse 60 fr par habitant sont la Charente 217 fr, les Bouches-du-Rhône 133 fr, le Vaucluse 75 fr, et la Gironde 65 fr.

Dans les Basses-Pyrénées elle atteint 53 fr ; 41 fr dans l'Hérault, 42 fr dans la Loire-Inférieure, 43 fr dans les Hautes-Pyrénées et dans la Hte-Garonne, 44 fr dans le Maine-et-Loire.

Les moyennes les plus faibles dans cette zone se situent dans les départements peu développés du Midi et de l'extrême Bretagne: Ariège, Lot, Lozère, Corrèze, Tarn, Haute-Loire, Côtes-du-Nord, Morbihan, Gers, Cantal, etc...

D'une façon générale, sur l'ensemble du territoire, les moyennes les plus fortes se situent dans les départements fortement industrialisés, et dans ceux où la population urbaine est importante. Il est rare d'observer des moyennes élevées dans des départements purement agricoles, même riches, l'Ain 109 fr, la Charente 217 fr, l'Eure 157 fr, la Seine-et-Marne 185 fr, sont les seuls dans ce cas.

Année 1934 : la moyenne nationale s'élève à 503 fr par habitant, c'est-à-dire sans enrichissement réel depuis 1908, à cause de la dévalorisation monétaire. Il faut souligner cependant qu'à l'except-

tion des actions des sociétés françaises, les autres biens étudiés précédemment sont loin d'avoir bénéficié d'un rehaussement aussi substantiel.

Le nombre des départements atteignant la moyenne générale est toutefois plus restreint qu'en 1908 (10 au lieu de 12). La Seine est toujours première avec 1 872 fr par habitant. Elle est suivie dans l'ordre par l'Aisne 1 544 fr, le Rhône 1 261 fr, la Somme 932 fr, la Côte-d'Or 901 fr, l'Oise 675 fr, les Alpes-Maritimes 664 fr, la Gironde 604 fr, le Nord 522 fr, et le Tarn 507 fr. Parmi ces départements, cinq étaient déjà compris dans les premiers en 1908 : la Seine, les Alpes-Maritimes, le Nord, l'Aisne et le Rhône. Mais leur progression, depuis avant-guerre, est très différente. Tandis que les dépôts dans les départements du Nord, des Alpes-Maritimes, et de la Seine progressaient de 3 fois $1/2$ et 4 fois $1/2$; dans l'Oise et la Gironde, de 8 et 9 fois ; dans l'Aisne et le Rhône de 10 fois, ils atteignaient 23 fois dans la Côte-d'Or leur montant de 1908, 13 fois dans la Somme et plus de 100 fois dans le Tarn.

Le département de la Marne (2^e en 1908 avec 223 fr en moyenne par habitant) est, en 1934, 16^e avec 384 fr, c'est-à-dire avec une moyenne inférieure à la moyenne générale. Dans ce riche département, le montant des dépôts est donc loin d'avoir doublé depuis 1908 ; dans la Charente (3^e en 1908) la moyenne des dépôts est inférieure de 50 % à la moyenne d'avant-guerre. La chute relative dans la Marne, et réelle dans la Charente, des comptes créditeurs, correspond à la crise vinicole qui sévissait alors.

En Seine-et-Marne (4^e en 1908 avec 185 fr en moyenne par habitant) la moyenne des dépôts, 284 fr par habitant, est multipliée par 1,5 depuis 1908 ; elle est multipliée par 1,7 dans l'Eure qui rétrograde du 7^e rang en 1908 au 33^e, avec 271 fr par habitant.

Dans la Seine-Inférieure, les Bouches-du-Rhône et l'Ain, la moyenne des dépôts est multipliée par 2,8 et 2,3 par rapport à 1908.

Dans tous les départements qui ne figuraient pas au nombre des 12 premiers en 1908, et dans ceux qui ne figurent pas dans les 10 premiers en 1934, la moyenne est inférieure à la moyenne générale. Les mieux placés sont : la Loire-Inférieure 475 fr, où les dépôts sont multipliés par 11, la Creuse 387 fr, où ils sont multipliés par 25 ; ce département remonte ainsi de la 63^e à la 14^e place ; la Seine-et-Oise 385 fr ; les Vosges 361 fr ; le Calvados 358 fr ; le Maine-et-Loire 355 ; le Doubs 341 ; le Loir-et-Cher 339 ; ce département remonte du 59^e au 21^e rang, et ses dépôts de 1908 sont multipliés 20 fois ; la Meurthe-et-Moselle 329 fr ; l'Aube 317 fr ; la Loire 313 fr ; l'Indre-et-Loire 305 fr ; et le Loiret 304 fr. Dans ces deux derniers départements qui gagnent chacun 30 rangs, les dépôts sont 14 et 18 fois plus élevés qu'en 1908.

Dans les départements qui se placent vers le milieu du tableau : la Nièvre 285 fr en 1934, le Gard 259 fr, la Sarthe 141 fr, l'Aude 251 fr, la Savoie 232 fr, la Charente-Inférieure 280 fr, le montant des dépôts s'est accru 17 fois dans la Nièvre, 15 fois dans le Gard et la Sarthe, 14 fois dans l'Aude, 13 fois dans la Savoie et 12 fois en Charente-Inférieure, par rapport à 1908.

Les départements les moins pourvus en dépôts, en 1908, le sont encore en 1934.

Ils sont tous situés dans le Centre Midi et dans l'Ouest, et leur progression, est, en général, d'autant plus forte que le montant de leurs dépôts était plus faible en 1908 : ainsi dans le Lot, la moyenne reste très faible, mais s'élève cependant à 75 fois le chiffre de 1908 (75 fr en 1934 contre 1 fr seulement en 1908 fr).

Il en est de même en Corrèze (86 fr en 1934 contre 2 en 1908, soit 43 fois le montant de 1908) ; dans les Deux-Sèvres, 30 fr en 1934 au lieu de 1 en 1908 ; dans la Haute-Vienne, 139 fr en 1934, au lieu de 5 fr en 1908, soit 27 fois plus ; en Vendée 47 fr en 1934 au lieu de 2 en 1908, soit 23 fois plus.

Année 1949 : Après la deuxième guerre mondiale, chaque habitant du territoire métropolitain possède en moyenne pour 4 454 fr de sommes déposées ; cette multiplication par 9 depuis 1934 des dépôts et des comptes courants, correspond dans l'ensemble à la dévaluation du franc et à l'accroissement moyen du coût de la vie. Il s'ensuit que dans tous les départements où cette moyenne n'est pas atteinte, le montant réel des dépôts a diminué par rapport à 1934 et que la fortune privée est amputée d'autant.

Dans 17 départements la moyenne nationale est dépassée : 14 sont situés dans la zone au-dessus de la ligne Nantes Lons-le-Saunier et 3 seulement dans la zone Sud.

Cette répartition géographique démontre, une fois de plus, l'état de stagnation de nos provinces du Midi et du Sud-Ouest, auxquelles il convient d'ajouter les départements bretons.

Le département de la Seine-et-Marne est au premier rang avec la moyenne de 14 605 fr par habitant. Celui de la Seine est deuxième avec 9 472 fr et le Rhône troisième avec 7 913 fr suivi par les Ardennes 7 791 fr et la Seine-et-Oise 7 195 fr.

Suivent dans l'ordre : Vaucluse 6 770 fr ; Manche 6 697 fr ; Eure-et-Loir 6 559 fr ; Oise 5 973 fr ; Nièvre 5 614 fr ; Loiret 5 253 fr ; Loir-et-Cher 5 000 fr ; Gironde 4 833 fr ; Nord 4 824 fr ; Seine-Maritime 4 779 fr ; Aisne 4 746 fr ; et Haute-Marne 4 503 fr. Dans tous ces départements la moyenne nationale (4 454 fr) est dépassée. La Seine, l'Aisne, le Rhône, l'Oise, la Gironde, le Nord, la Seine-Maritime, le Vaucluse, la Seine-et-Oise, et le Loir-et-Cher, c'est-à-dire 10 départements sur 17 qui dépassent la moyenne nationale, figuraient déjà parmi les 21 premiers en 1934.

Les 7 autres ont beaucoup progressé depuis 1934 : la Seine-et-Marne et la Manche multiplient par 50 la moyenne de leurs dépôts antérieurs ; les Ardennes les multiplient par 31 ; l'Eure-et-Loir par 24 ; la Haute-Marne par 21 ; la Nièvre par 19 ; et le Loiret par 17.

Il n'est pas possible de rattacher, à un fait économique ou social quelconque, l'importance relative des dépôts, car les moyennes les plus fortes se rencontrent aussi bien dans des départements purement agricoles (Vaucluse, Manche, Eure-et-Loir) que dans des départements industriels, (Seine, Seine-et-Oise, Rhône) ou mixtes (Seine-et-Marne, Oise).

On remarquera toutefois que les dix départements qui comptaient les meilleures moyennes en 1934 et qui demeurent parmi les 17 premiers en 1949, sont, pour la plupart, fortement industrialisés et les 7 autres principalement agricoles.

Enfin, et bien que la progression moyenne dans chacun d'eux dépasse largement la progression moyenne nationale (elle représente en effet 20 fois dans le Lot et 50 dans les Deux-Sèvres la moyenne de 1934), les départements où la moyenne était la plus faible en 1908 et en 1934 sont encore ceux où elle est la plus basse en 1949. Il en est ainsi dans les Côtes-du-Nord, les Deux-Sèvres, le Lot, l'Ariège, les Hautes-Alpes, le Tarn-et-Garonne, la Dordogne, le Morbihan, le Lot-et-Garonne, le Finistère, l'Aveyron, le Gers, les Basses-Alpes, la Vendée, la Haute-Loire, la Lozère, la Corse, etc... Cette répétition atteste, avec évidence, la précarité permanente de leur économie.

Année 1953 : La moyenne des dépôts s'élève à 10 512 fr par habitant. Elle est atteinte dans 19 départements, 15 dans la zone Nord et 4 dans la zone Sud. Le département de la Seine est en tête avec 24 016 fr en moyenne par habitant, mais un département pauvre, la Creuse devient second 20 554 fr. Le département du Rhône, 3^e en 1934 et en 1949, demeure troisième en 1953 avec 17 401 fr ; le département des Ardennes est à la quatrième place avec 17 382 fr. Il est suivi par l'Eure-et-Loir 16 646 fr ; l'Aube 16 387 fr ; les Alpes-Maritimes 16 275 fr ; le Nord 14 835 fr ; L'Oise 14 102 fr ; le Jura 14 072 fr ; la Marne 12 707 fr ; le Loiret 12 367 fr ; la Seine-et-Marne 12 350 fr ; le Loir-et-Cher 11 971 fr ; la Nièvre 11 370 fr ; la Seine-et-Oise 11 287 fr ; le Calvados 11 097 fr ; la Vaucluse 11 028 fr ; la Somme 10 611 fr.

12 de ces départements à savoir la Seine, le Rhône, les Ardennes, l'Eure-et-Loir, le Nord, l'Oise, le Loiret, la Seine-et-Marne, le Loir-et-Cher, la Nièvre, la Seine-et-Oise et la Vaucluse, comptaient déjà parmi les 17 premiers en 1949. Mais leurs progrès sont modestes depuis cette date ; en Seine-et-Marne, le montant des dépôts est même inférieur à celui de 1949. Par contre, dans deux départe-

ments très mal placés en 1949, la Creuse et le Jura, l'accroissement des dépôts est remarquable : 10 fois le chiffre de 1949.

Les dépôts, dans l'Aveyron sont 6 fois plus élevés qu'en 1949. Dans les Deux-Sèvres, la Moselle, les Alpes-Maritimes, l'Aube et la Loire-Atlantique ils sont de 4 à 5 fois plus élevés.

Dans un grand nombre d'autres départements, le montant des dépôts a triplé depuis 1949. Dans quelques-uns au contraire, tels le Tarn, la Corse, ce montant n'a pas beaucoup varié et il est même inférieur à celui de 1949 en Corrèze et dans la Manche.

II. — PROPORTION PAR RAPPORT A LA FORTUNE PRIVÉE TOTALE :

Année 1908 : Avant la guerre de 1914 les dépôts figuraient dans les fortunes privées à concurrence de 2 % environ de leur total (moyenne pour l'ensemble des départements métropolitains : 1,83 %) mais les différences sont considérables d'un département à un autre : dans le Lot, les Deux-Sèvres, l'Ariège et la Vendée, les dépôts en banque sont presque inconnus avant la guerre, mais en Charente ils atteignent plus de 6 % des fortunes privées. Ce département tient d'ailleurs le premier rang avec un pourcentage de 6,33 % ; après lui, la Corse 4,21 % ; les Alpes-Maritimes 4,11 % ; les Bouches-du-Rhône 3,61 % ; le Nord 3,16 % et les Hautes-Pyrénées 3 % réalisent les pourcentages les plus élevés. Le département de l'Ain est septième avec 2,84 %, suivi de l'Isère et de la Seine-Inférieure, chacun 2,47 %.

Le département de la Seine est à la dixième place, avec 2,46 % et devance de peu la Marne 2,44 % ; l'Aisne 2,41 % ; l'Eure 2,40 % ; et la Seine-et-Marne 2,38 %.

En 1908, la moyenne générale nationale n'est dépassée qu'en 20 départements (11 dans la zone Sud et 9 dans la zone Nord). Ce sont, avec ceux cités plus haut, le Doubs et le Vaucluse 15^e avec 2,16 % chacun ; la Loire, 17^e avec un pourcentage de 2,14 % ; le Cher 2,10 % ; la Haute-Saône 1,96 % et le Rhône 1,83 %.

En Meurthe-et-Moselle la moyenne nationale est approchée de très près : 1,82 des fortunes est déposé en banques ou dans des établissements similaires.

Constatation importante : des pourcentages très élevés sont observés dans des départements pauvres (Corse, Hautes-Pyrénées, Cher, Haute-Saône), et dans des départements à population rurale prédominante (Ain, Aisne, Charente, Eure, Vaucluse) ; tandis qu'ils sont très inférieurs à la moyenne nationale dans des départements urbains ou fortement industrialisés : Seine-et-Oise 0,93 % ; Pas-de-Calais 0,90 % ; Ardennes 1,26 %.

Néanmoins, les plus faibles pourcentages se rencontrent dans

des départements ruraux même florissants : Loiret 0,27 % ; Eure-et-Loir 0,55 % ; Indre-et-Loire 0,38 %.

Année 1953 : Le pourcentage moyen national s'est accru dans de très sensibles proportions après les deux guerres mondiales ; en effet, il s'établit à près de 3 % des fortunes privées (exactement à 2,89 %). Mais cette moyenne n'est atteinte et dépassée qu'en 16 départements (10 sont situés dans la zone Nord et 6 dans la zone Sud). 9 d'entre eux comptaient déjà parmi les 1^{ers} en 1908 : la Seine, qui s'avance de la 10^e à la 1^{re} place avec un pourcentage de 6,04 % ; le Rhône 4,46 % ; le Nord 3,82 % ; la Loire 3,73 % ; les Alpes-Maritimes 3,62 % ; les Bouches-du-Rhône 3,53 % ; la Seine-et-Marne 3,12 % ; la Charente et la Haute-Saône chacun 2,89 %.

Les départements du Vaucluse 2,81 % ; de la Marne 2,71 % et de l'Isère 2,70 %, bien que n'atteignant pas la moyenne nationale, figurent aussi parmi les vingt premiers comme en 1908.

Des départements attardés en 1908 progressent aux premiers rangs : il en est ainsi de la Creuse qui prend la deuxième place avec un pourcentage moyen de 4,47 % par habitant ; du Jura qui passe au 4^e rang avec 3,95 % au lieu de 1,07 % en 1908 ; des Ardennes 3,57 au lieu de 1,26 en 1908 ; de la Seine-et-Oise 3,50 % au lieu de 0,93 % ; de l'Aube 3,40 au lieu de 0,97 % ; de l'Oise 3,39 au lieu de 1,04 %.

La Moselle est 14^e avec 3,04 % de sa fortune privée en dépôts. Dans les Bas et Haut-Rhin, le pourcentage des dépôts est presque aussi élevé : 2,68 % des fortunes privées.

Par contre, les pourcentages ont bien diminué en Charente 2,89 au lieu de 6,33 ; en Corse 2,29 % au lieu de 4,21 ; dans les Hautes-Pyrénées 1,19 au lieu de 3 % ; dans l'Ain 2,16 % au lieu de 2,84 ; dans le Cher 2,59 au lieu de 2,10 ; dans l'Eure 1,96 au lieu de 2,40 ; dans le Doubs 1,36 au lieu de 2,16.

Ils sont restés assez stables dans l'Aisne 2,54 au lieu de 2,41 ; en Seine-Maritime 2,27 au lieu de 2,47 ; mais, dans ces 8 derniers départements où il était dépassé en 1908, le pourcentage moyen national n'est plus atteint.

A l'opposé, il a beaucoup augmenté dans la Drôme 2,59 % au lieu de 0,13 ; dans l'Indre-et-Loire 2,56 % au lieu de 0,38 ; le Loir-et-Cher 2,47 % au lieu de 0,32 ; le Loiret 2,54 % au lieu de 0,27 ; les Pyrénées-Orientales 1,98 au lieu de 0,15 ; la Seine-et-Oise 3,50 au lieu de 0,93 % ; l'Eure-et-Loir 2,57 % au lieu de 0,55 ; le Lot 0,99 % au lieu de 0,07 ; l'Ariège 0,87 % au lieu de néant ; le Doubs 1,92 au lieu de 0,03 % ; la Haute-Vienne 1,95 au lieu de 0,29 % ; la Vendée 0,78 au lieu de 0,07 % ; le Tarn 1,59 au lieu de 0,22 % ; la Sarthe 1,07 au lieu de 0,19 % ; la Lozère 1,15 au lieu de 0,17 %.

Si l'on trace une droite du Havre à Marseille, le pourcentage de 3 % des fortunes est dépassé dans 13 départements qui se

trouvent à l'Est de cette ligne ; à l'Est également, il est compris entre 2,50 % et 3 % dans 13 départements et entre 2,01 % et 2,50 % dans 12 départements, et dans 8 seulement il est inférieur à 2 % (total 46 départements). A l'Ouest de cette ligne au contraire, soit 43 départements, la moyenne est de 2,50 % à 3 % dans 4 départements ; elle est supérieure à 3 % dans un seul ; elle s'étend de 2,01 à 2,50 % dans 9 départements et est inférieure à 2 % dans tous les autres.

Les pourcentages les plus faibles se rencontrent dans les mêmes départements qu'en 1908 ; comme en 1908, ce sont des départements pauvres, essentiellement agricoles, et à expansion limitée.

III. — PROGRESSION, DE 1908 A 1953, DU MONTANT DES DÉPÔTS, PAR TÊTE D'HABITANT :

Pour l'ensemble des départements, le montant total des dépôts a progressé de 113 fois depuis 1908. Cette progression nationale moyenne donne lieu à deux observations très importantes :

D'abord, qu'elle est atteinte et dépassée dans le plus grand nombre des départements ; 67 sur 86 (les trois départements d'Alsace et Lorraine recouverts après 1914 ne pouvant valablement entrer en compte).

Ensuite, que cette progression varie énormément suivant les départements considérés : de 39 fois le montant de 1908 dans la Charente à près de 8 000 fois dans les Deux-Sèvres ; la plus forte progression étant observée dans les départements les plus pauvres en 1908 ; nous en avons noté ailleurs les causes, et ceux, où les dépôts sont plus de 1 000 fois supérieurs au chiffre de 1908, sont tous situés au Sud de la ligne Nantes Lons-le-Saunier.

Dans le département des Deux-Sèvres, la progression atteint 7 986 fois les chiffres correspondants de 1908. Dans ceux de la Drôme et du Lot, 3 140 et 3 070 fois ces chiffres.

Les dépôts privés étaient inconnus en 1908 dans l'Ariège ; ils atteignent 2 377 fr par habitant en 1953. Dans 7 autres départements de l'Ouest, du Massif Central et du Midi, le taux de progression dépasse 1 000 : 1 043 fois le montant des dépôts de 1908 dans les Pyrénées-Orientales et 1 664 en Corrèze.

A l'inverse de ces départements déshérités en 1908, la progression moyenne n'atteint pas la moyenne nationale dans certains départements riches en 1908 : elle atteint 97 fois le montant des dépôts de 1908 dans le Nord ; 91 fois dans les Alpes-Maritimes ; 82 fois en Meurthe-et-Moselle ; 66 fois en Seine-et-Marne ; 65 fois dans l'Aisne ; 61 dans l'Eure ; 58 fois dans les Bouches-du-Rhône et dans la Seine ; 56 fois dans la Marne et 53 dans la Seine-Maritime.

Par contre, elle est très supérieure à la progression moyenne

nationale, mais sans atteindre des chiffres élevés, dans le Rhône (147 fois les dépôts de 1908) ; dans la Somme et le Vaucluse (même taux de progression que dans le Rhône) ; dans la Gironde 136 fois le montant de 1908 ; en Seine-et-Oise 128 fois ; dans la Haute-Garonne 126 fois, dans l'Isère 116 fois.

Contrairement à la normale, les progrès sont très médiocres dans plusieurs départements dont l'économie était encore immobile en 1908 ; ainsi en Corse les dépôts représentent, en 1953, 53 fois seulement ceux de 1908 ; en Charente 39 fois ; dans les Hautes-Pyrénées 75 fois. Mais, ces exceptions mises à part, la progression représente dans la majorité des départements (ruraux et agricoles pour la plupart), 150 à 800 fois le montant des dépôts de 1908 : 170 fois dans l'Oise ; 173 fois dans le Calvados ; 177 fois dans la Meuse ; 209 fois en Côte-d'Or ; 217 dans la Manche ; 235 en Lot-et-Garonne ; 265 dans le Pas-de-Calais et dans l'Allier ; 284 dans les Ardennes ; 303 et 304 fois en Haute-Savoie et dans les Hautes-Alpes ; 343 et 355 fois en Savoie et les Basses-Alpes.

Dans plusieurs départements pauvres, les dépôts ont augmenté plus de 500 fois par rapport à 1908 : 502 fois dans le Jura ; 529 fois dans la Sarthe ; 578 en Ardèche ; 644 dans le Gers ; 678 en Côtes-du-Nord ; 698 dans le Morbihan.

Et, dans quelques départements prospères, tels le Loir-et-Cher et le Loiret, le montant moyen des dépôts par habitant a progressé plus de 700 fois.

La progression s'avère donc différente selon les départements et il n'est pas possible de la rattacher à des données économiques certaines. Sans doute, elle est plus faible dans les départements riches que dans les départements qui étaient pauvres en 1908, plus forte dans les régions agricoles que dans les cités industrielles, mais de nombreuses exceptions infirment cette règle.

IV. — RÉPARTITION EN VALEUR DANS LES DÉCLARATIONS DE SUCCESSIONS :

Étant admis que par la méthode du taux de dévolution, la répartition s'établit de la même façon parmi les vivants que parmi les défunts, l'examen des fortunes successorales constitue une forme valable d'extrapolation pour la connaissance de la répartition des fortunes entre les vivants.

Année 1908 : Nous avons vu plus haut que les sommes déposées en banque et dans les organismes assimilés s'élevaient à 93 fr en moyenne par habitant en 1908. Cependant, à ne considérer que les défunts, la répartition moyenne nationale s'élevait alors à 11 049 fr par succession déclarée.

Ce déséquilibre fondamental témoigne de la concentration

des fortunes : avant 1914 en effet, sur 76 décès un seul défunt était propriétaire d'une somme en dépôt.

Indépendamment de cette inégale répartition d'ensemble, des diversités interviennent entre les départements sous le double rapport du nombre des successions à celui des défunts, et de l'importance des sommes déposées. Et cette inégalité entre le nombre de successions positives et celui des décès explique pourquoi la répartition moyenne par succession (et par extension par personne vivante), n'est pas la même que par habitant.

Les départements pauvres du Midi sont en tête dans la répartition par succession ; cependant, ceux qui atteignent et dépassent la moyenne nationale (11 049 fr par succession) se répartissent en nombre presque égal entre les deux zones : 8, Corse comprise, se situent dans la zone Sud et 9 dans la zone Nord.

Le département de la Charente est premier avec 52 000 fr par succession, et précède le département des Hautes-Pyrénées, 43 100 fr, et celui du Nord 21 200 fr.

La Marne est quatrième avec 20 400 fr ; la Seine-Inférieure, 5^e avec 18 600 fr. La moyenne successorale est à peu près la même dans la Seine, 17 600 fr que dans l'Eure 18 000 fr. Viennent à la suite : la Creuse 15 300 fr ; les Landes 14 250 fr ; le Cher 14 120 fr ; l'Ain 13 800 fr ; le Vaucluse 13 100 fr ; le Doubs 12 700 fr ; la Meurthe-et-Moselle 11 700 fr ; l'Aisne 11 100 fr ; la Somme 11 040 fr, la Corse 11 000 fr.

Le classement, parmi les premiers, des départements des Hautes-Pyrénées, de la Creuse et de la Corse, dont la moyenne par habitant était faible en 1908, provient de la concentration des dépôts entre un nombre très restreint de possédants. En effet, tandis qu'une succession sur 31 décès dans le département de la Seine ; une sur 51 décès dans l'Aisne ; une sur 60 dans la Marne ; une sur 75 en Seine-Inférieure ; une sur 79 dans l'Ain ; une sur 82 dans l'Eure, une sur 87 dans le Nord comprenait des sommes déposées en banque, une seule succession sur 621 décès en Hautes-Pyrénées, une sur 509 décès dans la Creuse et une sur 557 décès en Corse donnait lieu à des dépôts.

Dans la Charente, les Landes, le Cher, le Vaucluse, le Doubs, la dispersion des fortunes est plus grande que dans les trois départements sus-nommés, moins toutefois que dans les riches départements de la Seine, de la Marne, de l'Aisne, de la Seine-Inférieure, de l'Ain, de l'Eure et du Nord ; il y avait en Charente en 1908, une succession comprenant des dépôts sur 143 décès ; une sur 202 décès dans les Landes ; une sur 113 décès dans le Cher ; une sur 129 en Vaucluse et une sur 112 dans le Doubs.

Cependant, même si ses dépôts avaient été deux fois plus dispersés, la Charente aurait bénéficié en 1908 d'une moyenne de

26 000 fr par succession et occuperait encore un excellent 3^e rang.

La moyenne par succession s'élève à 10 940 fr en Seine-et-Marne ; 10 900 fr en Maine-et-Loire ; 10 800 fr dans les Alpes-Maritimes ; 10 500 dans les Ardennes ; 9 000 en Haute-Garonne ; 8 220 dans les Bouches-du-Rhône ; 5 970 dans le Rhône ; 5 940 dans le Pas-de-Calais ; 5 130 en Seine-et-Oise et 4 300 dans la Gironde.

Ces chiffres appellent quelques commentaires :

Le rapport du nombre des successions comprenant des dépôts au nombre total des décès en 1908 est le même dans les Alpes-Maritimes et en Gironde (une succession sur 39 décès), mais la moyenne successorale dans les Alpes-Maritimes est plus de deux fois plus élevée que dans la Gironde (10 800 fr au lieu de 4 200 fr), et la fortune moyenne par personne vivante est donc également plus de deux fois supérieure.

La même observation s'applique aux départements du Rhône et de Seine-et-Marne, où le rapport : $\frac{\text{nombre de successions}}{\text{nombres de décès}}$ est à peu près identique : 1/36 en Seine-et-Marne et 1/37 dans le Rhône. Pour une répartition analogue du nombre des dépôts, la moyenne est, par succession, près de 2 fois plus élevée en Seine-et-Marne (10 940 fr) que dans le Rhône (5 970 fr), et par conséquent plus élevée aussi pour un même nombre de vivants.

Il en est tout autrement si l'on met en comparaison le département du Maine-et-Loire et celui de Seine-et-Marne. Les moyennes par chaque succession sont bien identiques, mais ne traduisent pas une même richesse globale des possédants, puisqu'elles résultent en Seine-et-Marne du partage des dépôts entre 4 fois plus de propriétaires : une succession active sur 36 décès en Seine-et-Marne au lieu de une succession active sur 153 décès dans le Maine-et-Loire.

Pour les mêmes raisons, la concentration des dépôts étant la même dans les Bouches-du-Rhône qu'en Seine-et-Oise, (une succession sur 44 décès dans les Bouches-du-Rhône et une succession sur 45 décès en Seine-et-Oise), la moyenne, par succession, supérieure de plus de 50 % dans les Bouches-du-Rhône, s'applique à un nombre proportionnellement identique de possédants, tandis que la moyenne successorale en Haute-Garonne, double de la Gironde, traduit simplement une concentration plus forte (une succession sur 135 décès en Haute-Garonne et une sur 39 décès en Gironde).

De même encore, la moyenne successorale est à peu près la même dans le Lot-et-Garonne que dans la Loire : 7 400 fr dans la Loire, et 7 150 fr en Lot-et-Garonne ; mais, dans la Loire, une succession sur 48 décès est positive, et une seulement sur 192 en Lot-et-Garonne ; toutes choses égales par ailleurs, la fortune globale des possédants est donc quatre fois plus élevée dans la Loire.

La moyenne des dépôts par succession est en Haute-Savoie,

5 600 fr, supérieure à celle de la Seine-et-Oise, 5 130 fr ; mais, en Haute-Savoie, où une succession seulement sur 161 décès est positive pour une succession sur 45 décès en Seine-et-Oise, les déposants sont donc près de 4 fois moins nombreux.

Les moyennes par succession sont généralement les plus faibles dans les départements où les moyennes par habitant sont les moins élevées, il en est ainsi en Lozère, Vendée, Deux-Sèvres, Drôme, Lot, Ariège, Corrèze, Tarn, Haute-Vienne, Haute-Loire, Hautes-Alpes, Côtes-du-Nord, etc...

Cependant, dans quelques départements, il y a un déséquilibre flagrant entre la moyenne par succession et la moyenne par habitant ; nous avons vu le cas de la Corse, le département du Gers illustre lui aussi ces discordances : en effet la moyenne de ses dépôts par habitant est dérisoire ; tandis que sa moyenne par succession (9 600 fr) le classe parmi les premiers, mais elle résulte d'un nombre de successions minime par rapport à celui des décès (1 pour 996 décès). La fortune privée dans ce département est donc concentrée dans quelques mains seulement.

En Ariège, la concentration est plus forte encore : 1 dépôt pour 1 430 décès ; néanmoins cette extrême concentration n'empêche pas ce département de réaliser la plus faible moyenne successorale de tous les départements métropolitains, car les dépôts et comptes courants s'élèvent à 330 fr seulement par succession.

D'une façon générale, les comptes-courants et les dépôts étaient peu nombreux et peu importants en 1908 dans les départements peu développés, du Sud-Ouest principalement.

Année 1934 : la moyenne nationale, par succession, s'établit à 18 595 fr, c'est-à-dire à moins du double de la moyenne de 1908. Elle avait cependant dans l'intervalle quintuplé par habitant ; mais le nombre des possédants ayant considérablement augmenté (une succession active sur 24 décès au lieu de 1 sur 76 en 1908), la moyenne par succession s'en ressent d'autant.

La fortune moyenne par possédant n'a donc pas suivi la dévaluation du franc et reste très inférieure à ce qu'elle était, en franc-or en 1908.

La moyenne successorale nationale est atteinte dans 11 départements, 6 en zone nord et 5 en zone sud. Le Tarn se trouve à la première place avec 53 400 fr par succession. Il est suivi, d'assez loin, par le département de la Seine, deuxième avec 36 100 fr par succession ; nous trouvons ensuite : l'Aisne 34 700 fr ; la Somme 32 900 fr ; la Creuse 29 800 fr ; la Loire-Inférieure 27 400 fr ; la Côte-d'Or 25 300 fr ; le Rhône 24 000 fr ; la Gironde 23 300 fr ; la Seine-Inférieure 23 000 fr, et les Basses-Pyrénées 19 900 fr, (Hautes-Pyrénées rattachées).

Le département des Landes n'atteint pas la moyenne nationale

mais l'approche de très près : 18 300 fr par succession. Celle-ci n'est atteinte en aucun autre département, qui tous se différencient par une très grande disparité, allant des plus favorisés : Maine-et-Loire 17 800 fr par succession ; Oise 17 000 fr ; Charente-Inférieure 16 500 fr, et Nord 16 200 fr, à ceux qui le sont le moins : Deux-Sèvres 4 800 fr ; Cher 4 500 fr ; Lozère 4 000 fr et Indre 3 900 fr par succession.

Le département de la Loire est 18^e avec 16 100 fr par succession ; les Alpes-Maritimes 19^e avec 15 900 fr ; le Calvados 22^e avec 14 000 fr. La moyenne successorale dans les Bouches-du-Rhône 12 800 fr, dépasse de très peu celle de la Savoie 12 300 fr et celle des Vosges 12 000 fr. Ces deux départements sont cependant entièrement ruraux, tandis que les Bouches-du-Rhône sont urbaines dans la presque totalité de leur population. La Charente est au 30^e rang avec 10 800 fr par succession ; le Gers déshérité, devance avec 10 700 fr, les riches départements de Seine-et-Oise 10 300 fr et du Pas-de-Calais 10 100 fr. La moyenne dans le département pauvre de la Haute-Marne 8 300 fr, est presque égale à celle de la Marne 9 100 fr, sa riche voisine.

Le Loiret agricole est 51^e avec 8 000 fr par succession et la moyenne des dépôts dans le Lot (6 800 fr par succession) est peu inférieure à celle du Loiret malgré l'état précaire de son économie.

En Corse, 6 600 fr par succession, la moyenne successorale est du même ordre de grandeur que dans les Ardennes 6 500 fr, où l'activité économique est cependant intense, et elle est supérieure à celle de la Seine-et-Marne 5 500 fr, où la richesse globale déposée est néanmoins relativement bien plus élevée, puisque une succession sur 13 décès en Seine-et-Marne est positive contre une succession sur 87 décès en Corse.

A la lumière de ces chiffres, il est maintenant possible de comparer la répartition et la concentration des dépôts en 1934 et en 1908 : 12 départements sur les 20 premiers en 1908, se retrouvent à nouveau parmi les 20 premiers en 1934 ; ce sont dans l'ordre décroissant ; la Seine, l'Aisne, la Somme, la Creuse, la Seine-Inférieure, les Hautes-Pyrénées, les Landes, le Maine-et-Loire, le Nord, le Vaucluse, les Alpes-Maritimes et le Doubs.

Mais, dans ces départements, tandis que le nombre de leurs possédants, par rapport à 1908, doublait simplement dans la Seine, qu'il augmentait de deux fois $1/2$ en Seine-Inférieure, 3 fois $1/2$ dans l'Aisne, et de 4 à 5 fois dans les autres, il décuplait dans la Creuse, où la dispersion des dépôts s'étendait à une succession sur 51 décès, au lieu de 1 succession sur 509 décès en 1908. Ainsi, les sommes déposées par les particuliers dans ce département pauvre, sont, relativement au nombre des déposants, plus importantes que dans beaucoup d'autres, et son rang dans l'ensemble est justifié.

8 départements qui figurent parmi les 20 premiers en 1934, n'y figuraient pas en 1908. Considérons d'abord le Tarn (placé parmi les derniers en 1908 en dépit d'une forte concentration, et, au premier rang en 1934) : le nombre de ses déposants a presque quadruplé (une succession sur 66 décès au lieu de 1 sur 247 en 1908) et reste néanmoins très inférieur au nombre moyen de déposants : 1 succession sur 24 décès pour la France métropolitaine.

Mais si la dispersion des dépôts dans ce département était plus grande, c'est-à-dire si le nombre des possédants était plus élevé, le Tarn mériterait encore de figurer dans un bon rang en 1934.

Le département du Rhône était 41^e en 1908 avec 5 976 fr par succession ; il devient 8^e en 1934 avec 24 000 fr ; le nombre des successions dans ce département a triplé depuis 1908 (une succession sur 37 décès en 1908 et 1 succession sur 13 décès en 1934) ; et, si l'on considère qu'hormis la Seine et l'Aisne, la fortune est plus concentrée (c'est-à-dire moins de déposants par rapport au nombre de décès) dans tous les autres départements qui le devancent, on peut considérer que le département du Rhône, à concentration égale à la leur, serait à la 3^e place dans la hiérarchie.

La Gironde, 56^e avec 4 242 fr par possédant en 1908 devient 9^e avec 23 332 fr et le nombre de ses successions s'accroît à raison d'une pour 23 décès au lieu de 1 pour 39 en 1908. Comme le département du Rhône et à l'inverse de beaucoup de départements, la fortune de ses déposants a progressé dans la mesure où la monnaie perdait sa valeur.

La moyenne successorale dans le Nord était bien plus élevée en 1908 (21 240 fr-or) qu'en 1934 (16 269 fr-papier) mais le nombre de successions comprenant des dépôts en 1934 est cinq fois plus élevé, et cette considération explique l'apparente et sensible diminution des sommes déposées. Les mêmes remarques s'appliquent aussi aux départements de l'Ain, des Ardennes, du Calvados, de la Charente, du Cher, de la Corse, de l'Indre, de la Meurthe-et-Moselle, de la Seine-et-Marne.

Dans les Alpes-Maritimes, la moyenne successorale s'est peu accrue de 10 800 fr à 15 921 fr, mais leur nombre a quadruplé. Nous pourrions multiplier les exemples, où les variations de la moyenne s'expliquent par les mêmes raisons.

Année 1949 : La moyenne nationale atteint 83 585 fr par succession. Mais elle n'a pas progressé proportionnellement à la diminution du pouvoir d'achat. Par contre, le nombre de successions comprenant des dépôts, a doublé depuis 1934 : une sur 12 décès au lieu de 1 sur 24. Cette diffusion des dépôts démontre que, malgré deux guerres, les populations sont devenues plus aisées. Cette moyenne est dépassée dans 16 départements, dont la moitié se situent dans la zone Sud et la moitié dans la zone Nord.

Le département du Tarn, premier en 1934, le demeure en 1949 ; la moyenne y atteint 178 200 fr par succession, à raison d'une pour 27 décès. La concentration des dépôts entre peu de possédants y est plus élevée qu'en la majorité des départements, car dans quelques départements déshérités seulement, (Ariège, Lozère, Corse) la concentration est plus forte. Le Tarn, sans cette forte concentration, se situerait autour du 15^e rang ; après lui, nous trouvons dans l'ordre décroissant Seine-et-Marne 146 500 fr par succession ; Manche 144 800 fr ; Seine 138 200 fr ; Corrèze 128 000 fr, Seine-et-Oise 108 700 fr ; Rhône 104 800 fr ; Nord 92 600 fr ; Bouches-du-Rhône 92 500 fr ; Ardèche 92 300 fr ; Charente 90 600 fr ; Seine-Maritime 90 400 fr, Gironde 89 800 fr ; Loire 89 400 fr ; Ardennes 84 600 fr ; Maine-et-Loire 84 100 fr par succession.

Si le classement de la plupart de ces départements est normal, et la remontée des départements de Seine-et-Marne, de Seine-et-Oise et des Ardennes, conforme aux prévisions, il n'en est pas de même en Corrèze et en Ardèche qui doivent à la concentration de leur fortune plus qu'à son importance globale, leur excellent rang en 1949.

Les Alpes-Maritimes sont 23^e avec 72 100 fr par succession, devant les Côtes-du-Nord 71 600 fr. Mais dans ce dernier département, une succession sur 27 décès comprend des dépôts et une succession sur 10 dans le premier.

L'Ariège 62 700 fr par succession, devance la Côte-d'Or 62 300 fr, l'Eure 61 800 fr et la Moselle 60 600 fr, mais les dépôts sont près de 3 fois plus nombreux en Côte-d'Or, plus de 3 fois dans l'Eure, et 2 fois plus en Moselle que dans l'Ariège.

Enfin, et bien que les dépôts y soient répartis entre peu de propriétaires, le Loir-et-Cher 46 400 fr, la Haute-Saône 44 900 fr, le Jura 42 200 fr, l'Indre 39 800 fr, la Meuse 36 200 fr, et l'Yonne 32 100 fr, sont les départements où les moyennes successorales sont les plus faibles.

Année 1953 : La moyenne nationale des dépôts est 2 fois $\frac{1}{2}$ plus élevée qu'en 1949 et s'établit à 208 423 fr par succession, donc par possédant vivant. On compte d'autre part sur l'ensemble du territoire métropolitain, et comme en 1949, une succession active pour 12 décès. Cette valeur moyenne est atteinte et dépassée dans 16 départements : 9 dans la zone Sud et 7 dans la zone Nord. Le département de la Creuse (72^e avec 50 000 fr par succession en 1949), passe au premier rang avec une moyenne de 455 800 fr. La concentration de sa fortune n'a cependant pas été modifiée depuis 1949 (une succession pour 19 décès). Et, si le rapport du nombre de ses successions à celui de ses décès avait été le même que dans les départements qui le suivent, c'est-à-dire si le nombre de succes-

sions avait été plus élevé par rapport à celui des décès, ce département figurerait néanmoins, grâce à sa forte moyenne en 1953, parmi les premiers.

Les Alpes-Maritimes sont à la 2^e place avec 349 900 fr par succession en moyenne. La Seine est 3^e avec 323 700 fr; l'Aveyron 4^e avec 314 600 fr, nous rencontrons ensuite dans l'ordre décroissant : Nord 285 500 fr; Rhône 283 000 fr; Deux-Sèvres 276 200 fr; Moselle 269 200 fr; Jura 255 800 fr; Loire 246 700 fr; Ardennes 237 900 fr; Loire-Atlantique 228 800 fr; Aube 225 600 fr; Landes 225 600 fr; Basses-Pyrénées 225 300 fr et Charente 221 700 fr.

Dans tous les autres départements, les moyennes sont inférieures à la moyenne nationale de 1953 et s'abaissent de 207 200 fr dans la Gironde, à 86 500 fr dans la Haute-Loire et 76 300 fr dans les Basses-Alpes. Parmi les départements qui dépassent la moyenne nationale, l'éclatement entre un plus grand nombre de possédants est le plus accentué dans la Seine, l'Aube, les Ardennes et le Rhône : une succession pour 6 décès dans la Seine, une pour 8 dans l'Aube; et une pour 9 dans les Ardennes et le Rhône.

Dans les Alpes-Maritimes, le Nord et le Jura, le pourcentage des successions par rapport au nombre des décès est égal au pourcentage national : une succession sur 12 décès.

Par contre, les départements des Deux-Sèvres (rapport $\frac{\text{nombre de successions}}{\text{nombre de décès}} = \frac{1}{22}$), des Landes ($\frac{1}{22}$), des Basses-Pyrénées ($\frac{1}{20}$), de la Charente ($\frac{1}{18}$), doivent leur classement parmi les premiers à la faible dispersion relative de leur fortune privée.

La Seine, le Nord, le Rhône, la Loire, les Ardennes, la Charente, la Gironde, la Seine-et-Oise sont comme en 1949 parmi les premiers. Les départements de la Seine, du Nord, du Rhône, de la Loire et de la Gironde étaient aussi parmi les premiers dès 1934. Ainsi, ces 5 départements urbains et industrialisés montrent, qu'en dépit d'assez nombreuses exceptions, les dépôts les plus importants existaient avant 1914 dans les départements urbains; que la deuxième guerre mondiale n'a pas modifié cet état de choses; et que les départements ruraux, malgré le développement de leur économie et une adaptation plus grande aux coutumes modernes, demeurent encore en retard dans le mouvement grandissant du crédit.

Avec les départements cités plus haut, (Seine, Aube, Ardennes, Rhône, Seine-et-Oise), l'Oise 21^e avec 198 800 fr par succession, l'Eure-et-Loir 31^e avec 179 900 fr; la Marne 37^e avec 166 800 fr; la Seine-et-Marne 42^e avec 162 600 fr; le Loiret 46^e avec 153 900 fr; l'Indre-et-Loire 47^e avec 153 500 fr; la Nièvre 59^e avec 134 700 fr;

le Vaucluse 61^e avec 134 300 fr ; le Loir et-Cher 76^e avec 113 100 fr et l'Yonne 82^e avec 98 500 fr, comptent, proportionnellement à celui des décès, le plus grand nombre de successions comprenant des dépôts et des comptes courants, car le rapport $\frac{\text{nombre de successions}}{\text{nombre de décès}}$ se situe chez eux entre 1/6^e et 1/9^e.

Mais ces départements, quoique très riches en d'autres catégories de biens, ne sont pas cependant les plus pourvus en comptes courants et en sommes déposées en banques, confirmant ainsi la réserve de leurs habitants pour cet emploi des fortunes.

V. — PROGRESSION, DANS LES CLASSES POSSÉDANTES,
ET DE 1908 A 1953, DU NOMBRE ET DU MONTANT DES DÉPÔTS :

Deux aspects de ces biens restent à considérer :

A. — La progression, de 1908 à 1953, du montant des sommes déposées.

B. — La progression du nombre des dépôts entre ces deux dates.

A. — *Progression, en valeur et par possédant :*

Pour l'ensemble de la France, et calculé par possédant, le montant des dépôts en 1953 a progressé de 19 fois seulement par rapport à l'année 1908. Or, rapportée, au nombre d'habitants, nous avons vu que la progression par tête représentait 113 fois le montant d'avant 1914.

Cette contradiction n'est qu'apparente, car les déposants sont 6 fois plus nombreux en 1953 qu'en 1908. En d'autres termes, la concentration des dépôts a beaucoup diminué, les comptes bancaires ne sont plus l'apanage de quelques capitalistes privilégiés ; l'usage de comptes courants et de comptes de dépôts s'est démocratisé en se répandant dans des couches nouvelles de possédants. La moyenne nationale est d'ailleurs dépassée dans la plupart des départements : 63 sur 89. Les plus fortes progressions sont observées dans les départements autrefois les plus pauvres. La progression atteint 328 fois le montant des dépôts de 1908 dans les Deux-Sèvres ; 312 fois dans l'Ariège ; 211 fois dans la Drôme ; 152 fois dans le Lot ; 88 fois dans le Tarn ; 81 fois en Corrèze ; 76 en Vendée ; 75 dans l'Aveyron ; 59 dans le Gard ; 57 dans les Pyrénées-Orientales ; 55 dans la Lozère, etc... Par contre, dans 26 départements, cette moyenne nationale n'est pas atteinte, et parmi eux l'on compte les départements les plus riches : ainsi, la Seine, où la progression en 1953 ne représente que 18 fois le montant de ses dépôts en 1908 ;

la Seine-et-Marne et l'Aisne 14 fois ; le Nord 13 fois ; la Meurthe-et-Moselle et le Maine-et-Loire 11 fois ; la Seine-Maritime et le Vaucluse 10 fois ; l'Eure 9 fois ; la Marne 8 fois, etc...

Entre ces deux extrêmes, se situe la majorité des départements, mais il serait téméraire de dégager de ces chiffres des conclusions absolues, et d'affirmer, par exemple, que la progression est toujours plus forte dans les départements pauvres, ou agricoles, que dans les départements riches ou industriels. En effet, la progression représente bien 44 fois la valeur des dépôts de 1908 dans les Côtes-du-Nord et la Nièvre, mais elle est de même grandeur dans le Loiret ; de 47 fois la valeur de 1908 dans le Rhône, département riche et dans le Morbihan département pauvre ; 48 fois en Gironde et dans le Jura.

La progression est à l'indice 40, aussi bien en Seine-et-Oise qu'en Savoie et dans les Hautes-Alpes ; plus forte dans la Loire (33), les Alpes-Maritimes, la Manche et le Pas-de-Calais (32), que dans la Creuse, la Sarthe et la Haute-Marne (29).

Elle est sensiblement la même dans des départements aussi dissemblables que les Basses-Pyrénées, le Lot-et-Garonne, le Calvados, les Basses-Alpes, (chacun 24 fois) ; les Bouches-du-Rhône 23 fois, les Ardennes 22 fois.

Dans les départements dynamiques tels que la Seine-Maritime et le Vaucluse 10 fois, la progression des dépôts est aussi faible que dans le Gers et dans la Corse (10), qui sont des départements types stationnaires. Enfin, dans les Hautes-Pyrénées et la Charente, la progression constatée est la plus faible de tous les départements métropolitains (4,2).

Souvent d'ailleurs les faibles progressions traduisent, comme les faibles répartitions, une plus grande dispersion entre des propriétaires devenus plus nombreux ; ainsi, dans la Seine où la progression est à l'indice 18 par rapport à 1908, une succession sur 6 décès est positive en 1953 ;

Vaucluse	(indice 10)	1 succession sur	7 décès
Marne	— 8	—	— 7 —
Seine-et-Marne	— 14	—	— 8 —
Yonne	— 17	—	— 8 —
Aisne	— 14	—	— 10 —
Nord	— 13	—	— 12 —
Ardennes	— 22	—	— 9 —

Parallèlement, les plus fortes progressions sont constatées dans les départements où la concentration des dépôts reste élevée en 1953, c'est-à-dire où les possédants sont relativement peu nombreux :

Ariège	(indice de progression 312)	1 succession sur 34 décès
Corrèze	— 31	— 31 —
Lozère	— 55	— 31 —
Aveyron	— 75	— 25 —
Vendée	— 76	— 25 —
Lot	— 152	— 24 —
Tarn	— 88	— 23 —
Deux-Sèvres	— 328	— 22 —

Cependant, à côté de ces concordances relatives entre la progression et la concentration : (forte concentration, forte progression chez les déposants ; faible concentration, faible progression chez eux), combien de discordances dans de nombreux départements :

	Forte progression	Faible concentration
Drôme	211 fois	1 succession sur 11 décès
Pyrénées-Orientales	57	— 11 —
Rhône	47	— 9 —
Seine-et-Oise	40	— 9 —
Eure-et-Loir	42	— 7 —
Loir-et-Cher	39	— 6 —
Indre-et-Loire	49	— 9 —
Nièvre	44	— 9 —
Aube	28	— 8 —
Loiret	44	— 8 —
Oise	31	— 8 —

	et à l'inverse : faible progression	forte concentration
Hautes-Pyrénées	4,2	— 39 —
Corse	10	— 103 —

B. — *Progression du nombre des dépôts de 1908 à 1953, chez les vivants :*

Pour l'ensemble du territoire, le nombre des dépôts en 1953 est près de 6 fois supérieur à 1908 ; comme toutes les valeurs, il varie cependant selon le département considéré. Ainsi, le nombre des dépôts n'a pas doublé depuis 1908 dans le Loir-et-Cher, mais il est 50 fois plus élevé dans l'Ariège, 47 fois dans le Gers et dans la Creuse. La moyenne nationale de progression est dépassée dans 72 départements ; elle n'est pas atteinte dans 17 départements, parmi lesquels plusieurs sont rencontrés où le nombre des déposants était en 1908 proportionnellement le plus élevé. Ainsi dans le Rhône, la Seine-et-Oise et la Seine, le nombre des dépôts n'a que triplé ; en Seine-et-Marne il est seulement 4 fois $\frac{1}{2}$ plus élevé qu'en

1908 et en Seine-Maritime 5 fois plus. Dans l'Isère également le nombre des dépôts est 4 fois $1/2$ seulement supérieur à 1908 et il en est de même dans le département de l'Aisne. Les plus faibles augmentations de leur nombre sont observées dans les Alpes-Maritimes, la Gironde, les Bouches-du-Rhône et le Loir-et-Cher : moins de 3 fois le chiffre de 1908 dans les Alpes-Maritimes et la Gironde ; 2 fois $1/2$ dans les Bouches-du-Rhône, moins de 2 fois dans le Loir-et-Cher. Or, dans ces départements, le nombre des dépôts était important dès 1908 ; en Corse, le nombre des déposants était le plus faible de tous les départements en 1908 et le demeure en 1953.

Au contraire, dans les départements où le nombre des dépôts était minime en 1908, la progression est considérable : Ariège, Gers, Creuse, (déjà cités) Vendée, où le nombre des dépôts est 20 fois supérieur à 1908, Haute-Vienne, Cantal où l'augmentation est très importante aussi.

La progression du nombre est à l'indice 17 par rapport à 1908 dans le Lot, les Hautes-Pyrénées, les Deux-Sèvres ; à l'indice 15 dans le Loiret, la Nièvre, l'Yonne et la Corrèze.

Il existe toutefois des départements où le nombre des dépôts, par 10 000 habitants, était relativement élevé en 1908 et où la progression est forte en 1953. Ainsi le Loiret avait 51 déposants sur 10 000 habitants en 1908, le Vaucluse et les Ardennes 57 chacun, leur nombre a néanmoins progressé de 15 fois dans le Loiret, de 14 fois dans le Vaucluse, de 13 fois dans les Ardennes.

Autre exemple : le département du Nord possédait par 10 000 habitants en 1908 un nombre de dépôts supérieur de 50 % à celui des Hautes-Alpes ; mais l'accroissement de leur nombre est cependant en 1953 aussi important que dans ce dernier.

Mais le Pas-de-Calais, avec un chiffre de dépôts en 1908 inférieur de près de moitié à celui de la Meuse, n'a pas progressé davantage (8 fois le nombre de 1908 dans ces deux départements). Quoi qu'il en soit, les départements où le nombre de dépôts, par 10 000 habitants, est le plus élevé en 1953, sont dans l'ordre : l'Eure-et-Loir 925 ; le Loiret 800 ; la Marne 760 ; la Seine-et-Marne 755 ; la Seine 740 ; les Ardennes 730 ; l'Aube 725 ; et l'Oise 705 fois.

De toute manière et comme pour la répartition en valeur, il n'est pas possible de relier rigoureusement à des phénomènes économiques ou sociaux, le nombre plus ou moins grand des dépôts dans un département.

Nous devons simplement conclure qu'il s'est considérablement accru dans des départements défavorisés avant 1914, mais qu'il y demeure encore très inférieur, pour un même nombre d'habitants, à celui des départements plus développés.

Répartition des dépôts dans les fortunes privées en 1908.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Seine	412 F	Ille-et-Vilaine	28 F
Marne	223	Jura	28
Charente	217	Pas-de-Calais	27
Seine-et-Marne	185	Haute-Marne	26
Alpes-Maritimes	178	Var	26
Seine-Inférieure	172	Finistère	25
Eure	157	Lot-et-Garonne	25
Nord	152	Puy-de-Dôme	25
Aisne	145	Manche	23
Bouches-du-Rhône	133	Haute-Savoie	23
Rhône	118	Charente-Inférieure	22
Ain	109	Indre-et-Loire	21
Loire	92	Orne	18
Seine-et-Oise	88	Aude	18
Meurthe-et-Moselle	86	Gard	17
Oise	83	Loir-et-Cher	17
Vaucluse	75	Loiret	17
Somme	72	Savoie	17
Doubs	70	Nièvre	16
Isère	68	Creuse	15
Cher	67	Mayenne	15
Gironde	65	Tarn-et-Garonne	12
Calvados	64	Basses-Alpes	11
Ardennes	61	Aveyron	11
Aube	61	Hautes-Alpes	10
Basses-Pyrénées	53	Corse	10
Saône-et-Loire	51	Sarthe	9
Vosges	49	Ardèche	8
Haute-Saône	47	Pyrénées-Orientales	7
Maine-et-Loire	44	Cantal	6
Haute-Garonne	43	Gers	6
Hautes-Pyrénées	43	Morbihan	6
Loire-Inférieure	42	Côtes-du-Nord	5
Hérault	41	Haute-Loire	5
Vienne	39	Haute-Vienne	5
Côte-d'Or	38	Tarn	4
Indre	38	Drôme	3
Eure-et-Loir	37	Corrèze	2
Meuse	37	Lozère	2
Yonne	35	Vendée	2
Landes	34	Lot	1
Allier	32	Deux-Sèvres	1
Dordogne	29	Ariège	0

Répartition moyenne par habitant : 93 fr en 1908.

Répartition des dépôts dans les fortunes privées en 1934.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Seine	1 872 F	Savoie	232 F
Aisne	1 544	Saône-et-Loire	228
Rhône	1 261	Yonne	220
Somme	932	Haute-Marne	207
Côte-d'Or	901	Isère et Htes-Alpes	192
Oise	675	Vienne	167
Alpes-Maritimes	664	Haute-Saône	167
Gironde	604	Allier	161
Nord	522	Pyrénées-Orient.	161
Tarn	507	Pas-de-Calais	158
Seine-Inférieure	489	Haute-Savoie	156
Loire-Inférieure	475	Jura	149
Vaucluse et B. Alpes	416	Var	145
Creuse	387	Sarthe	141
Seine-et-Oise	385	Haute-Garonne, Ariège	
Marne	384	et Tarn-et-Garonne	140
Vosges	361	Hte-Vienne	139
Calvados	358	Charente	137
Maine-et-Loire	355	Drôme et Ardèche	136
Doubs	341	Manche	136
Loir-et-Cher	339	Moselle	126
Meurthe-et-Moselle	329	Orne	121
Aube	317	Cher	108
Loire	313	Dordogne	101
Indre-et-Loire	305	Ille-et-Vilaine	100
Bouches-du-Rhône	304	Puy-de-Dôme	99
Loiret	304	Corrèze	86
Basses et H.-Pyr.	292	Gers	82
Bas et Haut-Rhin	290	Lot-et-Garonne	76
Nièvre	285	Lot	75
Seine-et-Marne	284	Morbihan	70
Charente-Inférieure	280	Indre	68
Eure	271	Cantal	63
Eure-et-Loir	268	Aveyron	56
Hérault	262	Finistère	51
Gard	259	Mayenne	48
Aude	251	Vendée	47
Ain	251	Haute-Loire	44
Landes	250	Côtes-du-Nord	43
Ardennes	245	Corse	39
Meuse	245	Deux-Sèvres	30
		Lozère	23

Répartition moyenne par habitant : 503 fr en 1934.

Répartition des dépôts dans les fortunes privées en 1949.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Seine-et-Marne	14 605 F	Isère	3 140 F
Seine	9 472	Var	3 105
Rhône	7 913	Sarthe	3 025
Ardennes	7 791	Yonne	2 938
Seine-et-Oise	7 195	Vienne	2 900
Vaucluse	6 770	Pas-de-Calais	2 885
Manche	6 697	Aude	2 807
Eure-et-Loir	6 559	Haute-Vienne	2 801
Oise	5 973	Haute-Saône	2 784
Nièvre	5 614	Ille-et-Vilaine	2 748
Loiret	5 253	Meuse	2 747
Loir-et-Cher	5 000	Doubs	2 731
Gironde	4 833	Haute-Savoie	2 684
Nord	4 824	Charente-Maritime	2 605
Seine-Maritime	4 779	Indre	2 439
Aisne	4 746	Jura	2 439
Haute-Marne	4 503	Basses-Pyrénées	2 377
Tarn	4 409	Haute-Garonne	2 355
Cher	4 396	Cantal	2 343
Indre-et-Loire	4 328	Landes	2 273
Meurthe-et-Moselle	4 183	Mayenne	2 260
Eure	4 165	Pyrénées-Orientales	2 231
Loire	4 093	Loire-Atlantique	2 177
Corrèze	4 092	Moselle	2 058
Alpes-Maritimes	4 087	Creuse	2 007
Aube	4 083	Savoie	1 860
Allier	4 062	Côtes-du-Nord	1 816
Vosges	4 049	Deux-Sèvres	1 723
Orne	4 013	Lot	1 716
Marne	3 934	Ariège	1 695
Maine-et-Loire	3 787	Hautes-Alpes	1 670
Ain	3 754	Tarn-et-Garonne	1 620
Calvados	3 656	Dordogne	1 600
Bas et Haut-Rhin	3 642	Morbihan	1 558
Somme	3 639	Lot-et-Garonne	1 535
Côte-d'Or	3 588	Finistère	1 513
Bouches-du-Rhône	3 580	Aveyron	1 473
Puy-de-Dôme	3 546	Gers	1 422
Drôme	3 488	Basses-Alpes	1 315
Ardèche	3 381	Vendée	1 296
Charente	3 364	Hautes-Pyrénées	1 084
Hérault	3 286	Haute-Loire	1 005
Saône-et-Loire	3 260	Lozère	736
Gard	3 191	Corse	341

Répartition moyenne par habitant : 4 454 fr en 1949.

Répartition des dépôts dans les fortunes privées en 1953.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Seine	24 016 F	Haute-Marne	7 235 F
Creuse	20 554	Basses-Pyrénées	7 188
Rhône	17 400	Pas-de-Calais	7 159
Ardennes	17 382	Landes	7 158
Eure-et-Loir	16 646	Var	7 152
Aube	16 387	Meurthe-et-Moselle	7 113
Alpes-Maritimes	16 275	Haute-Savoie	6 986
Nord	14 835	Puy-de-Dôme	6 983
Oise	14 102	Orne	6 782
Jura	14 072	Meuse	6 552
Marne	12 707	Gard	6 446
Loiret	12 367	Mayenne	6 323
Seine-et-Marne	12 350	Haute-Vienne	6 280
Loir-et-Cher	11 971	Ille-et-Vilaine	6 180
Nièvre	11 370	Lot-et-Garonne	5 894
Seine-et-Oise	11 287	Savoie	5 846
Calvados	11 097	Saône-et-Loire	5 744
Vaucluse	11 028	Aude	5 559
Somme	10 611	Haute-Garonne	5 459
Indre-et-Loire	10 345	Manche	4 997
Cher	10 247	Indre	4 920
Loire	10 017	Tarn	4 886
Eure	9 696	Doubs	4 818
Haute-Saône	9 685	Sarthe	4 763
Aisne	9 429	Maine-et-Loire	4 639
Drôme	9 422	Ardèche	4 628
Moselle	9 365	Vienne	4 314
Seine-Maritime	9 237	Morbihan	4 188
Yonne	9 186	Basses-Alpes	3 905
Aveyron	9 126	Gers	3 864
Loire-Atlantique	8 918	Dordogne	3 760
Gironde	8 873	Tarn-et-Garonne	3 466
Vosges	8 856	Côtes-du-Nord	3 393
Charente	8 650	Corrèze	3 328
Allier	8 490	Vendée	3 306
Bas et Haut-Rhin	8 114	Hautes-Pyrénées	3 259
Ain	8 071	Lot	3 079
Deux-Sèvres	7 986	Hautes-Alpes	3 048
Côte-d'Or	7 956	Cantal	2 972
Isère	7 893	Finistère	2 931
Hérault	7 873	Lozère	2 573
Bouches-du-Rhône	7 797	Ariège	2 377
Charente-Maritime	7 497	Haute-Loire	2 203
Pyrénées-Orientales	7 306	Corse	558

Répartition moyenne par habitant : 10 512 fr en 1953.

Proportion des dépôts dans les fortunes privées en 1908.**CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.**

Charente	6,33 %	Aube	0,97 %
Corse	4,21	Lot-et-Garonne	0,96
Alpes-Maritimes	4,11	Gard	0,95
Bouches-du-Rhône	3,61	Seine-et-Oise	0,93
Nord	3,16	Aude	0,91
Hautes-Pyrénées	3	Pas-de-Calais	0,90
Ain	2,84	Aveyron	0,88
Seine-Inférieure	2,47	Côte-d'Or	0,83
Isère	2,47	Ille-et-Vilaine	0,81
Seine	2,46	Meuse	0,80
Marne	2,44	Savoie	0,80
Aisne	2,41	Var	0,80
Eure	2,40	Hautes-Alpes	0,77
Seine-et-Marne	2,38	Charente-Inférieure	0,76
Doubs	2,16	Yonne	0,69
Vaucluse	2,16	Ardèche	0,64
Loire	2,14	Haute-Marne	0,64
Cher	2,10	Basses-Alpes	0,62
Haute-Saône	1,96	Tarn-et-Garonne	0,62
Rhône	1,83	Nièvre	0,61
Meurthe-et-Moselle	1,82	Manche	0,57
Hérault	1,75	Eure-et-Loir	0,55
Gironde	1,67	Gers	0,41
Dordogne	1,66	Orne	0,41
Saône-et-Loire	1,65	Indre-et-Loire	0,38
Basses-Pyrénées	1,64	Mayenne	0,37
Haute-Garonne	1,52	Cantal	0,34
Landes	1,48	Haute-Loire	0,33
Loire-Inférieure	1,37	Loir-et-Cher	0,32
Finistère	1,35	Morbihan	0,32
Vosges	1,35	Haute-Vienne	0,29
Indre	1,29	Loiret	0,27
Ardenne	1,26	Côtes-du-Nord	0,23
Maine-et-Loire	1,25	Tarn	0,22
Haute-Savoie	1,17	Sarthe	0,19
Somme	1,13	Lozère	0,17
Creuse	1,07	Corrèze	0,16
Jura	1,07	Pyrénées-Orientales	0,15
Oise	1,04	Drôme	0,13
Vienne	1,04	Lot	0,07
Calvados	1,03	Vendée	0,07
Allier	1,02	Deux-Sèvres	0,03
Puy-de-Dôme	1,01	Ariège	0

Proportion moyenne nationale : 1,83 % par habitant en 1908.

Proportion des dépôts dans les fortunes privées en 1953.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Seine	6,04 %	Ain	2,16 %
Creuse	4,47	Pas-de-Calais	2,14
Rhône	4,46	Puy-de-Dôme	2,09
Jura	3,95	Calvados	2,07
Nord	3,82	Yonne	2,07
Loire	3,73	Saône-et-Loire	2,05
Alpes-Maritimes	3,62	Haute-Marne	1,99
Ardennes	3,57	Pyrénées-Orientales	1,98
Bouches-du-Rhône	3,53	Eure	1,96
Seine-et-Oise	3,50	Haute-Vienne	1,95
Aube	3,40	Deux-Sèvres	1,92
Oise	3,39	Lot-et-Garonne	1,91
Seine-et-Marne	3,12	Savoie	1,87
Moselle	3,04	Haute-Garonne	1,84
Charente	2,89	Ardèche	1,75
Haute-Saône	2,89	Meuse	1,69
Nièvre	2,83	Aude	1,60
Vaucluse	2,81	Tarn	1,59
Marne	2,71	Haute-Savoie	1,58
Isère	2,70	Mayenne	1,50
Bas et Haut-Rhin	2,68	Indre	1,46
Aveyron	2,66	Dordogne	1,40
Vosges	2,62	Ille-et-Vilaine	1,38
Cher	2,59	Doubs	1,36
Drôme	2,59	Vienne	1,36
Eure-et-Loir	2,57	Maine-et-Loire	1,32
Gironde	2,56	Morbihan	1,29
Indre-et-Loire	2,56	Tarn-et-Garonne	1,27
Aisne	2,54	Orne	1,24
Loiret	2,54	Gers	1,23
Basses-Pyrénées	2,50	Hautes-Alpes	1,22
Loir-et-Cher	2,47	Basses-Alpes	1,20
Côte-d'Or	2,37	Hautes-Pyrénées	1,19
Var	2,36	Corrèze	1,18
Corse	2,29	Lozère	1,15
Landes	2,28	Sarthe	1,07
Seine-Maritime	2,27	Lot	0,99
Charente-Maritime	2,26	Manche	0,97
Hérault	2,26	Finistère	0,91
Loire-Atlantique	2,25	Côtes-du-Nord	0,91
Gard	2,24	Ariège	0,87
Allier	2,22	Cantal	0,82
Meurthe-et-Moselle	2,22	Haute-Loire	0,82
Somme	2,22	Vendée	0,78

Proportion moyenne nationale : 2,89 % par habitant en 1953.

Progression des dépôts dans les fortunes privées depuis 1908.**CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.**

Deux-Sèvres	7 986 fois	Ille-et-Vilaine	220 fois
Drôme	3 140	Manche	217
Lot	3 079	Loire-Atlantique	212
Ariège	2 377	Landes	210
Corrèze	1 664	Côte-d'Or	209
Vendée	1 653	Haute-Saône	206
Creuse	1 370	Hérault	192
Lozère	1 286	Vosges	180
Haute-Vienne	1 256	Meuse	177
Tarn	1 221	Calvados	173
Pyr.-Orient.	1 043	Oise	170
Aveyron	829	Cher	152
Loiret	727	Rhône	147
Nièvre	710	Somme	147
Loir-et-Cher	704	Vaucluse	147
Morbihan	698	Gironde	136
Côtes-du-Nord	678	Basses-Pyrénées	135
Gers	644	Dordogne	129
Ardèche	578	Indre	129
Sarthe	529	Seine-et-Oise	128
Jura	502	Haute-Garonne	126
Cantal	495	Finistère	117
Indre-et-Loire	492	Isère	116
Eure-et-Loir	449	Saône-et-Loire	112
Haute-Loire	440	Vienne	110
Mayenne	421	Loire	108
Gard	379	Maine-et-Loire	105
Orne	376	Nord	97
Basses-Alpes	355	Alpes-Maritimes	91
Savoie	343	Meurthe-et-M.	82
Charente-M.	340	Htes-Pyrénées	75
Aude	308	Moselle dep. 1934	74
Hautes-Alpes	304	Ain	74
Haute-Savoie	303	Doubs	68
Tarn-et-Garonne	288	Seine-et-Marne	66
Ardennes	284	Aisne	65
Puy-de-Dôme	279	Eure	61
Haute-Marne	278	Bouches-du-Rh.	58
Var	275	Seine	58
Aube	268	Marne	56
Allier	265	Corse	55
Pas-de-Calais	265	Seine-Maritime	53
Yonne	262	Charente	39
Lot-et-Garonne	235	B. et H.-Rhin	27 dep. 1934

Progression moyenne nationale : 113 fois depuis 1908.

Répartition des dépôts dans les fortunes privées en 1908.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR SUCCESSION.

Charente	52 000 F	Yonne	5 660 F
Hautes-Pyrénées	43 100	Haute-Savoie	5 600
Nord	21 200	Jura	5 200
Marne	20 400	Allier	5 200
Seine-Inférieure	18 600	Seine-et-Oise	5 130
Eure	18 000	Aude	5 100
Seine	17 600	Tarn-et-Garonne	5 000
Creuse	15 300	Savoie	4 620
Landes	14 250	Haute-Saône	4 593
Cher	14 120	Côte-d'Or	4 590
Ain	13 800	Manche	4 470
Vaucluse	13 100	Meuse	4 370
Doubs	12 700	Gironde	4 200
Meurthe-et-Moselle	11 700	Eure-et-Loir	4 195
Aisne	11 100	Aveyron	4 160
Somme	11 040	Cantal	4 000
Corse	11 000	Var	3 980
Seine-et-Marne	10 940	Puy-de-Dôme	3 880
Maine-et-Loire	10 900	Haute-Marne	3 820
Alpes-Maritimes	10 800	Morbihan	3 780
Ardennes	10 500	Mayenne	3 530
Indre	9 690	Sarthe	3 425
Gers	9 600	Loiret	3 350
Dordogne	9 270	Indre-et-Loire	3 080
Basses-Pyrénées	9 250	Basses-Alpes	3 070
Haute-Garonne	9 000	Nièvre	3 050
Loire-Inférieure	8 270	Côtes-du-Nord	3 000
Bouches-du-Rhône	8 220	Ardèche	2 970
Calvados	8 040	Loir-et-Cher	2 870
Charente-Inférieure	7 900	Haute-Vienne	2 600
Aube	7 800	Orne	2 570
Isère	7 600	Gard	2 307
Loire	7 400	Haute-Loire	2 280
Lot-et-Garonne	7 150	Hautes-Alpes	2 250
Finistère	6 700	Pyrénées-Orientales	2 110
Ille-et-Vilaine	6 500	Lozère	2 000
Saône-et-Loire	6 400	Tarn	1 890
Oise	6 300	Corrèze	1 812
Vosges	6 300	Vendée	1 700
Hérault	6 090	Deux-Sèvres	840
Rhône	5 970	Drôme	790
Pas-de-Calais	5 940	Lot	615
Vienne	5 880	Ariège	330

Moyenne nationale par succession : 11 049 fr en 1908.

Répartition des dépôts dans les fortunes privées en 1934.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR SUCCESSION.

Tarn	53 400 F	Marne	9 100 F
Seine	36 100	Dordogne	9 000
Aisne	34 700	Eure	8 600
Somme	32 900	Vienne	8 600
Creuse	29 800	Aube	8 500
Loire-Inférieure	27 400	Haute-Savoie	8 500
Côte-d'Or	25 300	Ille-et-Vilaine	8 400
Rhône	24 000	Haute-Marne	8 300
Gironde	23 300	Lot-et-Garonne	8 300
Seine-Inférieure	23 000	Loiret	8 000
B. et H.-Pyrénées	19 900	Saône-et-Loire	7 800
Landes	18 300	Isère et Htes-Alpes	7 400
Maine-et-Loire	17 800	Corrèze	7 000
Oise	17 000	Cantal	7 000
Charente-Inf.	16 500	Allier	6 900
Nord	16 200	Eure-et-Loir	6 900
Vaucluse et B.-Alpes	16 200	Puy-de-Dôme	6 900
Loire	16 100	Lot	6 800
Alpes-Maritimes	15 900	Vendée	6 800
Doubs	15 400	Haute-Saône	6 700
Aude	14 200	Morbihan	6 700
Calvados	14 000	Corse	6 600
Hérault	13 700	Ardennes	6 500
Bouches-du-Rhône	12 800	Drôme et Ardèche	6 500
Savoie	12 300	Sarthe	6 400
Vosges	12 000	Var	6 400
Gard	11 700	Yonne	6 300
M.-et-Moselle	11 500	Meuse	6 100
Hte-Garonne, Ariège et Tarn-et-Garonne	11 000	Mayenne	6 100
Charente	10 800	Nièvre	6 000
Gers	10 700	Haute-Loire	6 000
Haute-Vienne	10 500	Jura	5 900
Bas et Haut-Rhin	10 400	Côtes-du-Nord	5 700
Seine-et-Oise	10 300	Loir-et-Cher	5 700
Pas-de-Calais	10 100	Aveyron	5 600
Pyrénées-Orientales	9 900	Seine-et-Marne	5 500
Moselle	9 800	Orne	5 000
Manche	9 600	Deux-Sèvres	4 800
Indre-et-Loire	9 600	Cher	4 500
Finistère	9 200	Lozère	4 000
Ain	9 100	Indre	3 800

Répartition moyenne nationale par succession : 18 595 fr en 1934.

Répartition des dépôts dans les fortunes privées en 1949.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR SUCCESSION.

Tarn	178 200 F	Nièvre	61 800 F
Seine-et-Marne	146 500	Eure	61 800
Manche	144 800	Allier	61 300
Seine	138 200	Morbihan	60 900
Corrèze	128 000	Moselle	60 600
Seine-et-Oise	108 700	Charente-Maritime	60 000
Rhône	104 800	Loire-Atlantique	59 800
Nord	92 600	Indre-et-Loire	59 700
Bouches-du-Rhône	92 500	Sarthe	59 700
Ardèche	92 300	Vosges	59 300
Charente	90 600	Tarn-et-Garonne	59 100
Seine-Maritime	90 400	Ain	59 000
Gironde	89 800	Corse	58 500
Loire	89 400	Haute-Marne	58 000
Ardennes	84 600	Finistère	57 700
Maine-et-Loire	84 100	Loiret	57 500
Var	80 900	Mayenne	57 100
Orne	77 600	Hérault	56 700
Bas et Haut-Rhin	76 400	Deux-Sèvres	56 000
Gard	75 500	Haute-Savoie	54 500
Haute-Garonne	74 400	Aube	54 200
Oise	73 100	Vendée	54 200
Alpes-Maritimes	72 100	Calvados	53 600
Côtes-du-Nord	71 600	Cantal	53 000
Ille-et-Vilaine	70 300	Marne	52 300
Vaucluse	69 300	Drôme	51 300
Saône-et-Loire	69 100	Dordogne	50 300
Vienne	68 400	Creuse	50 000
Eure-et-Loir	68 300	Savoie	48 100
Haute-Vienne	68 300	Lot-et-Garonne	48 100
Pas-de-Calais	68 300	Loir-et-Cher	46 400
Puy-de-Dôme	68 100	Hautes-Pyrénées	45 100
Landes	67 800	Haute-Saône	44 900
Doubs	66 500	Aveyron	44 400
Isère	66 400	Lot	43 500
Somme	65 900	Gers	43 500
Meurthe-et-Moselle	65 600	Jura	42 200
Cher	65 000	Indre	39 800
Basses-Pyrénées	64 700	Meuse	36 200
Aisne	64 200	Hautes-Alpes	35 300
Aude	64 100	Lozère	34 700
Pyrénées-Orientales	62 700	Haute-Loire	33 200
Ariège	62 700	Yonne	32 100
Côte-d'Or	62 300	Basses-Alpes	28 900

Répartition moyenne nationale par succession : 83 585 fr en 1949.

Répartition des dépôts dans les fortunes privées en 1953.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR SUCCESSION.

Creuse	455 800 F	Aisne	157 000 F
Alpes-Maritimes	349 900	Loiret	153 900
Seine	323 700	Indre-et-Loire	153 500
Aveyron	314 600	Var	151 800
Nord	285 500	Corrèze	147 000
Rhône	283 000	Dordogne	146 500
Deux-Sèvres	276 200	Allier	144 600
Moselle	269 200	Manche	143 600
Jura	255 800	Hérault	142 900
Loire	246 700	Orne	142 900
Ardenne	237 900	Haute-Vienne	142 300
Loire-Atlantique	228 800	Ain	139 500
Aube	225 600	Gard	136 800
Landes	225 600	Côte-d'Or	135 900
Basses-Pyrénées	225 300	Nièvre	134 700
Charente	221 700	Finistère	134 600
Gironde	207 200	Vaucluse	134 300
Seine-et-Oise	205 700	Côtes-du-Nord	132 300
Haute-Saône	201 500	Meurthe-et-Moselle	131 000
Charente-Maritime	201 100	Vendée	130 900
Oise	198 800	Ardèche	127 300
Seine-Maritime	197 900	Ille-et-Vilaine	126 800
Bouches-du-Rhône	195 400	Tarn-et-Garonne	126 800
Isère	194 100	Gers	123 200
Calvados	193 100	Saône-et-Loire	123 000
Pas-de-Calais	192 400	Pyrénées-Orientales	122 200
Haute-Savoie	191 000	Maine-et-Loire	121 900
Savoie	185 300	Mayenne	121 600
Hautes-Pyrénées	184 600	Corse	118 300
Morbihan	181 000	Aude	115 900
Eure-et-Loir	179 900	Haute-Marne	114 000
Haute-Garonne	178 100	Loir-et-Cher	113 100
Bas et Haut-Rhin	174 700	Lozère	111 000
Somme	171 200	Vienne	104 200
Tarn	168 100	Ariège	104 000
Drôme	167 100	Cantal	101 100
Marne	166 800	Sarthe	100 700
Puy-de-Dôme	166 700	Yonne	98 500
Haute-Garonne	166 400	Meuse	97 500
Cher	163 500	Indre	94 900
Vosges	163 100	Lot	93 900
Seine-et-Marne	162 600	Hautes-Alpes	90 900
Eure	161 000	Haute-Loire	86 500
Doubs	160 700	Basses-Alpes	76 300

Répartition moyenne nationale par succession : 208 423 fr en 1953.

**DÉPOTS : Rapport du nombre des successions actives à celui des décès
en 1908.**

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT.

Seine	1 /31	Loire-Inférieure	1 /114
Seine-et-Marne	1 /36	Pas-de-Calais	1 /123
Rhône	1 /37	Indre	1 /124
Gironde	1 /39	Jura	1 /125
Alpes-Maritimes	1 /39	Vaucluse	1 /129
Bouches-du-Rhône	1 /44	Manche	1 /134
Seine-et-Oise	1 /45	Haute-Garonne	1 /135
Loire	1 /48	Mayenne	1 /137
Oise	1 /49	Charente	1 /143
Aisne	1 /51	Drôme	1 /151
Marne	1 /59	Hautes-Alpes	1 /151
Haute-Saône	1 /60	Ille-et-Vilaine	1 /153
Saône-et-Loire	1 /71	Maine-et-Loire	1 /153
Meuse	1 /71	Pyrénées-Orientales	1 /158
Isère	1 /74	Haute-Savoie	1 /161
Eure-et-Loir	1 /75	Finistère	1 /173
Seine-Inférieure	1 /75	Aude	1 /173
Côte-d'Or	1 /76	Dordogne	1 /180
Ain	1 /78	Basses-Alpes	1 /183
Eure	1 /81	Savoie	1 /185
Vosges	1 /83	Lot-et-Garonne	1 /192
Allier	1 /85	Landes	1 /202
Indre-et-Loire	1 /85	Charente-Inférieure	1 /213
Aube	1 /87	Haute-Vienne	1 /223
Nord	1 /87	Sarthe	1 /231
Calvados	1 /88	Ardèche	1 /236
Meurthe-et-Moselle	1 /89	Aveyron	1 /238
Gard	1 /92	Tarn	1 /247
Puy-de-Dôme	1 /92	Haute-Loire	1 /266
Vienne	1 /94	Tarn-et-Garonne	1 /296
Loir-et-Cher	1 /95	Deux-Sèvres	1 /323
Hérault	1 /96	Corrèze	1 /354
Var	1 /97	Cantal	1 /363
Somme	1 /97	Morbihan	1 /367
Yonne	1 /100	Côtes-du-Nord	1 /368
Haute-Marne	1 /100	Vendée	1 /376
Ardennes	1 /102	Lot	1 /384
Orne	1 /103	Lozère	1 /438
Basses-Pyrénées	1 /105	Creuse	1 /509
Nièvre	1 /108	Corse	1 /557
Loiret	1 /108	Hautes-Pyrénées	1 /621
Doubs	1 /112	Gers	1 /996
Cher	1 /113	Ariège	1 /1431

Rapport moyen national : 1 succession active sur 76 décès = 1 /76.

**DÉPOTS : Rapport du nombre des successions actives à celui des décès
en 1934.**

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT.

Alpes-Maritimes	1 / 11	Hérault	1 / 31
Loir-et-Cher	1 / 12	Sarthe	1 / 31
Rhône	1 / 13	Orne	1 / 32
Seine-et-Marne	1 / 13	Vienne	1 / 32
Seine	1 / 14	Pyrénées-Orientales	1 / 33
Nièvre	1 / 14	Drôme et Ardèche	1 / 33
Aisne	1 / 14	Maine-et-Loire	1 / 34
Marne	1 / 15	Savoie	1 / 35
Seine-et-Oise	1 / 16	Haute-Savoie	1 / 36
Ardenne	1 / 17	Indre	1 / 37
Oise	1 / 17	Pas-de-Calais	1 / 38
Aube	1 / 18	Charente-Inférieure	1 / 38
Loiret	1 / 18	Aude	1 / 39
Meuse	1 / 18	Loire-Inférieure	1 / 40
Nord	1 / 18	Moselle	1 / 40
Eure-et-Loir	1 / 18	Haute-Vienne	1 / 43
Côte-d'Or	1 / 19	Landes	1 / 44
Bas et Haut-Rhin	1 / 20	B. et Htes-Pyrénées	1 / 44
Indre-et-Loire	1 / 20	Charente	1 / 48
Meurthe-et-Moselle	1 / 21	Puy-de-Dôme	1 / 48
Vosges	1 / 22	Manche	1 / 51
Yonne	1 / 22	Creuse	1 / 51
Bouches-du-Rhône	1 / 22	Corrèze	1 / 52
Gironde	1 / 23	Ille-et-Vilaine	1 / 53
Somme	1 / 23	Hte-Garonne, Ariège et Tarn-et-Garonne	1 / 53
Saône-et-Loire	1 / 23	Dordogne	1 / 56
Eure	1 / 23	Aveyron	1 / 63
Ain	1 / 24	Morbihan	1 / 65
Isère et Htes-Alpes	1 / 25	Tarn	1 / 66
Haute-Saône	1 / 25	Lot	1 / 70
Var	1 / 25	Lot-et-Garonne	1 / 72
Vaucluse et B.-Alpes	1 / 26	Cantal	1 / 74
Jura	1 / 27	Mayenne	1 / 83
Doubs	1 / 27	Corse	1 / 87
Calvados	1 / 28	Gers	1 / 88
Cher	1 / 29	Haute-Loire	1 / 89
Gard	1 / 29	Vendée	1 / 89
Haute-Marne	1 / 29	Côtes-du-Nord	1 / 95
Seine-Inférieure	1 / 29	Deux-Sèvres	1 / 102
Loire	1 / 30	Lozère	1 / 103
Allier	1 / 30	Finistère	1 / 112

Rapport moyen national : une succession active sur vingt-quatre décès
(1 / 24).

DÉPOTS : Rapport du nombre des successions actives à celui des décès en 1949.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT.

Vaucluse	1 / 6	Bouches-du-Rhône	1 / 14
Seine-et-Marne	1 / 6	Loire	1 / 14
Loir-et-Cher	1 / 6	Maine-et-Loire	1 / 14
Eure-et-Loir	1 / 6	Var	1 / 14
Ardennes	1 / 7	Doubs	1 / 14
Loiret	1 / 7	Vienne	1 / 15
Marne	1 / 7	Haute-Vienne	1 / 15
Seine	1 / 7	Basses-Alpes	1 / 15
Aube	1 / 8	Aude	1 / 15
Calvados	1 / 8	Cantal	1 / 15
Haute-Marne	1 / 8	Charente-Maritime	1 / 15
Meuse	1 / 8	Gard	1 / 15
Nièvre	1 / 8	Pas-de-Calais	1 / 15
Oise	1 / 8	Saône-et-Loire	1 / 15
Rhône	1 / 8	Ille-et-Vilaine	1 / 16
Seine-et-Oise	1 / 8	Mayenne	1 / 16
Yonne	1 / 8	Moselle	1 / 16
Vosges	1 / 9	Basses-Pyrénées	1 / 17
Aisne	1 / 9	Pyrénées-Orientales	1 / 17
Eure	1 / 9	Savoie	1 / 17
Indre-et-Loire	1 / 9	Charente	1 / 18
Meurthe-et-Moselle	1 / 9	Loire-Atlantique	1 / 18
Ain	1 / 10	Creuse	1 / 19
Allier	1 / 10	Haute-Garonne	1 / 19
Alpes-Maritimes	1 / 10	Lot	1 / 19
Cher	1 / 10	Ardèche	1 / 20
Drôme	1 / 10	Deux-Sèvres	1 / 20
Hérault	1 / 10	Aveyron	1 / 21
Côte-d'Or	1 / 11	Corrèze	1 / 21
Indre	1 / 11	Dordogne	1 / 21
Jura	1 / 11	Landes	1 / 21
Haute-Saône	1 / 11	Lot-et-Garonne	1 / 21
Seine-Maritime	1 / 12	Gers	1 / 22
Gironde	1 / 12	Finistère	1 / 23
Nord	1 / 12	Haute-Loire	1 / 25
Sarthe	1 / 12	Morbihan	1 / 25
Haute-Savoie	1 / 12	Tarn-et-Garonne	1 / 26
Somme	1 / 12	Tarn	1 / 26
Manche	1 / 13	Côtes-du-Nord	1 / 27
Orne	1 / 13	Hautes-Pyrénées	1 / 28
Puy-de-Dôme	1 / 13	Vendée	1 / 28
Bas et Haut-Rhin	1 / 13	Ariège	1 / 29
Hautes-Alpes	1 / 13	Lozère	1 / 32
Isère	1 / 13	Corse	1 / 92

Rapport moyen national : une succession active sur douze décès (1 / 12).

DÉPOTS : Rapport du nombre des successions actives à celui des décès en 1953.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT.

Seine	1 / 6	Orne	1 / 14
Loir-et-Cher	1 / 6	Haute-Saône	1 / 14
Eure-et-Loir	1 / 7	Gironde	1 / 15
Marne	1 / 7	Isère	1 / 15
Vaucluse	1 / 7	Moselle	1 / 15
Aube	1 / 8	Saône-et-Loire	1 / 15
Loiret	1 / 8	Vienne	1 / 15
Oise	1 / 8	Haute-Vienne	1 / 15
Seine-et-Marne	1 / 8	Loire	1 / 16
Yonne	1 / 8	Loire-Atlantique	1 / 16
Ardennes	1 / 9	Maine-et-Loire	1 / 16
Indre-et-Loire	1 / 9	Pas-de-Calais	1 / 16
Nièvre	1 / 9	Haute-Savoie	1 / 16
Rhône	1 / 9	Puy-de-Dôme	1 / 17
Seine-et-Oise	1 / 9	Manche	1 / 17
Aisne	1 / 10	Charente-Maritime	1 / 17
Calvados	1 / 10	Charente	1 / 18
Eure	1 / 10	Hautes-Alpes	1 / 18
Haute-Marne	1 / 10	Doubs	1 / 18
Meurthe-et-Moselle	1 / 10	Creuse	1 / 19
Meuse	1 / 10	Basses-Pyrénées	1 / 20
Somme	1 / 10	Savoie	1 / 20
Ain	1 / 11	Ardèche	1 / 20
Côte-d'Or	1 / 11	Haute-Garonne	1 / 20
Drôme	1 / 11	Lot-et-Garonne	1 / 20
Hérault	1 / 11	Deux-Sèvres	1 / 22
Pyrénées-Orientales	1 / 11	Landes	1 / 22
Allier	1 / 12	Cantal	1 / 23
Alpes-Maritimes	1 / 12	Tarn	1 / 23
Cher	1 / 12	Gers	1 / 24
Jura	1 / 12	Lot	1 / 24
Mayenne	1 / 12	Vendée	1 / 25
Nord	1 / 12	Aveyron	1 / 25
Seine-Maritime	1 / 12	Tarn-et-Garonne	1 / 26
Var	1 / 12	Côtes-du-Nord	1 / 28
Vosges	1 / 12	Dordogne	1 / 28
Basses-Alpes	1 / 13	Finistère	1 / 28
Ille-et-Vilaine	1 / 13	Morbihan	1 / 28
Bas et Haut-Rhin	1 / 13	Haute-Loire	1 / 29
Sarthe	1 / 13	Lozère	1 / 31
Aude	1 / 14	Corrèze	1 / 31
Bouches-du-Rhône	1 / 14	Ariège	1 / 34
Gard	1 / 14	Hautes-Pyrénées	1 / 39
Indre	1 / 14	Corse	1 / 103

Rapport moyen national : une succession active sur douze décès (1/12).

**EN CAPITAL : Progression des dépôts depuis 1908
dans les déclarations de successions.**

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR POSSÉDANT EN 1953.

Deux-Sèvres	328 fois	Loire-Atlantique	27 fois
Ariège	312	Moselle	27 dep. 1934
Drôme	211	Cantal	25
Lot	152	Charente-Marit.	25
Tarn	88	Isère	25
Corrèze	81	Tarn-et-Garonne	25
Vendée	76	Vosges	25
Aveyron	75	Basses-Pyrénées	24
Gard	59	Lot-et-Garonne	24
Pyrénées-Orient.	57	Calvados	24
Lozère	55	Basses-Alpes	24
Orne	55	Bouches-du-Rh.	23
Haute-Vienne	54	Hérault	23
Indre-et-Loire	49	Ardenes	22
Gironde	48	Aude	22
Jura	48	Meuse	22
Morbihan	47	Finistère	20
Rhône	47	Ille-et-Vilaine	19
Côtes-du-Nord	44	Saône-et-Loire	19
Loiret	44	Haute-Garonne	18
Nièvre	44	Seine	18
Haute-Saône	43	Vienne	17
Eure-et-Loir	42	Yonne	17
Puy-de-Dôme	42	Bas et Ht-Rhin	16 dep. 1934
Ardèche	42	Dordogne	15
Hautes-Alpes	40	Landes	15
Savoie	40	Somme	15
Seine-et-Oise	40	Seine-et-Marne	14
Loir-et-Cher	39	Aisne	14
Var	38	Nord	13
Haute-Loire	37	Doubs	12
Mayenne	34	Gers	12
Haute-Savoie	34	Meurthe-et-M.	11
Loire	33	Cher	11
Alpes-Maritimes	32	Maine-et-Loire	11
Manche	32	Ain	10
Pas-de-Calais	32	Corse	10
Oise	31	Seine-Maritime	10
Côte-d'Or	29	Vaucluse	10
Creuse	29	Indre	9,7
Haute-Marne	29	Eure	8,9
Sarthe	29	Marne	8,1
Aube	28	Charente	4,2
Allier	27	Hautes-Pyrénées	4,2

Progression moyenne par succession : 18,80 fois depuis 1908.

**Progression de 1908 à 1953 du nombre de propriétaires de dépôts,
chez les vivants :**

	Plus nombreux		Plus nombreux
Ariège	53,5 fois	Hte-Marne	9,10 fois
Gers	47	Savoie	8,75
Creuse	46,8	Dordogne	8,50
Vendée	20,1	Hérault	8,33
Haute-Vienne	19,3	Pas-de-Calais	8,22
Cantal	18	Meuse	7,97
Lot	17,7	Loire-Atlant.	7,50
Hautes-Pyrén.	17,6	Meurthe-et-M.	7,50
Deux-Sèvres	17,2	Nord	7,46
Lozère	16,6	Hautes-Alpes	7,44
Pyrénées-Orient.	16,6	Ain	7,37
Sarthe	16,4	Calvados	7,3
Loiret	15,7	Côte-d'Or	7,22
Nièvre	15,5	Eure	7,14
Yonne	15,5	Var	7,12
Corrèze	15	Marne	7
Aude	14,5	Vosges	6,92
Vaucluse	14,4	Orne	6,81
Basses-Alpes	14	Haute-Garonne	6,77
Morbihan	14	Gard	6,52
Côtes-du-Nord	13,4	Manche	6,38
Drôme	13,3	Puy-de-Dôme	6,28
Indre	13,2	Vienne	6,21
Cher	13	Finistère	6
Landes	12,9	Saône-et-Loire	5,96
Charente-Marit.	12,9	Basses-Pyrénées	5,61
Ardennes	12,8	Doubs	5,55
Mayenne	12,4	Oise	5,46
Ardèche	12,2	Corse	5,22
Ille-et-Vilaine	11,5	Seine-Maritime	5,16
Tarn	11,3	Haute-Saône	4,7
Tarn-et-Garonne	11,1	Aisne	4,65
Jura	10,8	Isère	4,65
Haute-Loire	10,5	Seine-et-Marne	4,49
Eure-et-Loir	10,2	Loire	3,29
Aveyron	10,1	Seine-et-Oise	3,18
Charente	10	Seine	3,16
Allier	9,75	Rhône	3
Maine-et-Loire	9,74	Alpes-Maritimes	2,8
Indre-et-Loire	9,70	Gironde	2,77
Haute-Savoie	9,35	Moselle	2,69 dep. 1934
Lot-et-Garonne	9,32	Bouches-du-Rh.	2,43
Somme	9,31	Loir-et-Cher	1,75
Aube	9,29	Bas et Ht-Rhin	1,66 dep. 1934

Depuis 1908, le nombre des propriétaires a augmenté en moyenne de 5,88 fois.

CHAPITRE XXI

Livrets

Les livrets de la caisse des retraites pour la vieillesse sont confondus, dans les statistiques établies par l'Administration de l'Enregistrement, avec ceux des caisses d'Épargne, et le seront par conséquent dans cette étude.

Parmi les premiers, deux catégories :

- 1) Livrets de retraite à capital réservé.
- 2) Livrets de retraite à capital aliéné.

Le montant successoral comprend donc, suivant les cas, soit les arrérages et le capital soit les arrérages seuls.

Les livrets des caisses d'Épargne se divisent en deux groupes :

- a. — Livrets de la caisse nationale d'épargne.
- b. — Livrets des caisses des départements et des villes.

Ils sont groupés ensemble dans cette étude.

Les livrets d'épargne sont toujours à capital réservé et comprennent le capital et les intérêts échus au jour du décès.

Un premier tableau nous montre la progression du nombre des successions comprenant des livrets d'épargne et de retraites, et leur pourcentage par rapport au nombre total des successions déclarées :

Années 1908		1934		1949		1953	
Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
79 219	21,40	98 372	28,10	110 349	38,10	102 726	39,30

Le deuxième tableau fait ressortir, pour l'ensemble des départements, la progression, en capital, de ces livrets et leur proportion dans la fortune privée totale, en millions de francs :

Années 1908		1934		1949		1953	
	%		%		%		%
4 926	2,48	48 069	5,64	312 880	3,97	651 816	4,19

Deux remarques s'imposent :

1) La progression continue du nombre des livrets de 1908 à 1949 : de 25 % environ entre 1908 et 1934 et 12 % de 1934 à 1949. Ce ralentissement, puis la diminution du nombre des livrets de 1949 à 1953, sont probablement imputables à la défiance populaire vis-à-vis du franc. Cette diminution et cette défiance sont néanmoins très relatives, puisque le pourcentage par rapport au nombre total des successions déclarées, a continué d'augmenter dans la période défavorable de 1949 à 1953.

2) Le montant global des livrets d'épargne et de retraites est en 1953, 132 fois supérieur à ce qu'il était en 1908 et la moyenne individuelle 122 fois plus élevée. Aucune autre catégorie de biens (fonds de commerce exceptés) ne s'est autant accrue. Des biens similaires, tels les dépôts, ont progressé de 113 fois et la fortune totale des particuliers de 71 fois seulement. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que les livrets figurent en proportion croissante dans la composition des fortunes et qu'après une baisse en 1949, par rapport à 1934, leur pourcentage soit passé de 2,48 % en 1908 à 4,19 % en 1953.

Mais ces chiffres concernent l'ensemble du territoire métropolitain et varient d'un département à un autre. Plus élevés dans certains départements, beaucoup moins dans d'autres, ils constituent des moyennes générales qu'il convient d'analyser pour connaître les comportements particuliers.

Voici pourquoi, nous étudierons dans le cadre départemental :

- 1) la répartition individuelle,
- 2) la proportion des livrets dans la fortune privée totale,
- 3) leur progression en valeur depuis 1908.

I. — RÉPARTITION PAR TÊTE D'HABITANT :

Année 1908 : La moyenne nationale est à cette époque de 125 fr par habitant, et elle est dépassée dans 36 départements (8 sont situés au sud de la ligne Nantes Lons-le-Saunier, et 28 au nord).

Rien ne prouve mieux, que cette disparité, la différence des ressources entre les deux zones.

Le département de l'Aube est en tête, avec 450 fr par habitant, moyenne très élevée pour des francs-or.

Celui de la Marne est second avec 366 fr ; la Meuse est à la troisième place avec 365 fr. Un tel résultat dans un département économiquement peu développé confirme tout l'intérêt, déjà constaté à propos des rentes et des valeurs du Trésor, que les Meusiens témoignent pour les placements à revenu fixe.

Viennent à la suite, l'Yonne 359 fr, le Loiret 351 fr, le Loir-et-Cher 315 fr, l'Eure-et-Loir 308 fr, la Seine-et-Marne 300 fr, la Sarthe 299 fr, l'Oise 277 fr, la Haute-Marne 259 fr, les Ardennes 257 fr, l'Indre-et-Loire 250 fr, l'Aisne 243 fr, la Côte d'Or 220 fr, la Meurthe-et-Moselle 199 fr, la Somme 198 fr, l'Eure 193 fr.

Le département du Rhône, premier de la zone Sud, est 19^e avec 188 fr par habitant ; les départements de l'Ain et de Seine-et-Oise sont ex æquo au 20^e rang, avec 156 fr chacun. Le Vaucluse (2^e de la zone Sud) et les Vosges sont ex æquo au 22^e rang avec 151 fr de moyenne.

Le Cher 150 fr, le Jura 149 fr, le Var 141 fr, la Nièvre et la Seine-Inférieure 139 fr, l'Isère 138 fr, le Doubs et la Charente 134 fr, la Charente-Inférieure et le Gard 133 fr, l'Orne 131 fr, la Mayenne 130 fr, le Maine-et-Loire 129 fr dépassent aussi la moyenne nationale. Les Deux-Sèvres l'atteignent à 125 fr. La majorité de ceux qui atteignent et dépassent la moyenne nationale est de structure à prédominance agricole et (hormis le Rhône, les Ardennes, la Seine-et-Oise, la Seine-Inférieure et l'Isère) sont peu industrialisés. Mais, à l'exception de la Meuse, de l'Yonne et de la Haute-Marne, l'économie des 20 premiers départements s'est progressivement développée. Un grand nombre de départements n'atteignent pas la moyenne nationale : Drôme et Loire 124 fr chacun par habitant ; Basses-Alpes 112 fr par habitant, soit une moyenne supérieure à celle des Alpes-Maritimes 106 fr ; Saône-et-Loire 106 fr et Calvados 102 fr.

La moyenne des Hautes-Alpes 98 fr l'emporte sur celle de la Gironde 92 fr, du Pas-de-Calais 86 fr, du Nord 85 fr et des Bouches-du-Rhône 83 fr.

Dans les deux départements alpins (Hautes et Basses-Alpes), elle est donc très supérieure à celle de la Seine, l'une des plus basses de France, 62 fr par habitant ; la moyenne dans la Seine est même inférieure à celle d'autres départements réputés pauvres : Lot 81 fr, Cantal 73 fr, Landes 69 fr, Ardèche 68 fr, Morbihan 65 fr.

Dans quinze départements seulement, le montant de la moyenne par habitant est inférieur à celui de la Seine ; ils sont tous, sauf la Haute-Vienne, exclusivement agricoles : Tarn-et-Garonne 60 fr, Ariège et Corrèze 58 fr, Aveyron et Savoie 56 fr, Haute-Vienne 55 fr, Haute-Loire et Lozère 47 fr, Gers et Vendée 43 fr, Corse 14 fr.

Année 1934 : Après la première guerre mondiale la moyenne nationale s'élève à 1 167 fr par habitant, soit près de 10 fois le montant de 1908. Et, parce que le franc n'a encore perdu que les 4/5 de sa valeur, et les prix progressé de 4 à 5 fois seulement, le montant de chaque livret converti en francs-or, a réellement doublé depuis 1914.

Ce phénomène semble contredire la diminution des fortunes privées depuis 1914. Nous pensons, au contraire, que, délaissant des valeurs à revenu fixe plus difficilement mobilisables (rentes, obligations, etc...), les classes moyennes ont consacré en livrets d'épargne une portion plus importante de leurs capitaux ; on peut aussi admettre que les livrets d'épargne, refuges en 1934 contre la crise économique, ont moins souffert que les autres biens des conséquences de cette crise.

Quoi qu'il en soit, 39 départements dépassent la moyenne nationale dont 13 dans la zone Sud.

L'Yonne est au premier rang avec 3 025 fr par livret et par habitant ; le Loiret est second avec 2 964 fr ; le Loir-et-Cher 2 569 fr et l'Eure-et-Loir 2 340 fr sont 3^e et 4^e.

Ces quatre départements étaient déjà en tête du classement national et dans le même ordre en 1908. L'Yonne était 4^e, le Loiret 5^e, le Loir-et-Cher 6^e et l'Eure-et-Loir 7^e. Seuls, l'Aube, la Marne et la Meuse (respectivement 1^{er}, 2^e et 3^e en 1908) les dépassaient, et deviennent en 1934 : l'Aube 9^e avec 1 946 fr par habitant ; la Marne 10^e avec 1934 fr ; et la Meuse 13^e avec 1 698 fr.

Venant de la 19^e place et 188 fr de moyenne, le Rhône s'installe au 5^e rang et, avec 2 241 fr par tête, multiplie par 12 sa moyenne de 1908.

Nous trouvons ensuite : la Sarthe 2 209 fr, la Côte-d'Or 2 135 fr, les Ardennes 2 050 fr, l'Aube et la Marne, etc...

Sur les 38 départements qui dépassent la moyenne nationale, (Bas et Haut-Rhin non compris), 30 la dépassaient en 1908, et démontrent ainsi une stabilité sociale et économique remarquable de leurs fortunes privées.

Au nombre de ceux dont les progrès sont les plus importants, (et qui n'atteignaient pas la moyenne nationale en 1908), nous remarquons en premier lieu le département de la Loire qui, de la 39^e place avec 124 fr en 1908, passe à la 14^e avec 1 690 fr en 1934, et multiplie ainsi, plus de 13 fois, sa moyenne antérieure ; la Saône-et-Loire qui, remontant de la 47^e place avec 106 fr en 1908 à la 23^e avec 1533 fr en 1934, la multiplie 14 fois ; le Puy-de-Dôme 14 fois aussi (1 183 au lieu de 84 fr en 1908) ; l'Allier 20 fois (1 346 contre 72) ; l'Indre, 11 fois et demi, (1360 fr contre 117 fr) ; les Alpes-Maritimes 11 fois (1 200 contre 106 fr en 1908) ; la Gironde 13 fois (1 209 fr contre 92 fr en 1908).

Quelques départements très importants ont rétrogradé depuis 1908 : ainsi la Seine-Inférieure qui descend du 27^e au 42^e rang multipliant par 8 seulement sa moyenne de 1908 ; la Seine-et-Oise qui passe du 21^e au 55^e rang, la multipliant par 6 ; la Seine-et-Marne, du 8^e au 16^e rang, multipliant par 5,5 sa moyenne de 1908.

Le département de la Seine est l'un de ceux où la progression a

été la plus forte 14,5 fois les chiffres de 1908, mais sa moyenne, l'une des plus faibles avant guerre, l'est restée : 906 fr en 1934 ; aussi, demeure-t-il à la 58^e place, parmi les derniers.

Parmi eux, nous retrouvons des départements dont la moyenne était déjà très faible en 1908 : l'Aveyron 783 fr contre 56 en 1908 ; la Haute-Loire 781 fr au lieu de 47 ; Savoie 743 fr au lieu de 56 fr ; le Gers 734 fr au lieu de 43 ; Côtes-du-Nord 704 fr au lieu de 54 fr ; Lozère 702 fr au lieu de 47 fr ; Haute-Savoie 602 fr au lieu de 51 fr ; Vendée 520 fr au lieu de 43 fr ; Corse 311 fr au lieu de 14 fr.

Mais la Corse, dernière en 1934 et en 1908, multiplie 22 fois sa moyenne de 1908, pendant que la Haute-Savoie et la Vendée la multiplient 12 fois, la Savoie et les Côtes-du-Nord 13 fois, l'Aveyron 14 fois, la Lozère 15 fois, la Haute-Loire 16, et le Gers 17.

Classés comme la Corse au bas du tableau en 1908, les départements des Pyrénées-Orientales, de la Haute-Vienne et de la Corrèze, multiplient par 22, par 20 et par 19 leurs moyennes antérieures, tandis que le Pas-de-Calais et le Lot, mieux placés en 1908 avec une moyenne supérieure, la multiplient par 7 et 9 seulement.

Ainsi donc, et d'une manière presque générale, la progression moyenne de 1908 à 1934 a été d'autant plus importante que le point de départ était placé plus bas.

Année 1949 : Après la deuxième guerre mondiale, chaque habitant de la France métropolitaine possédait, en moyenne, 7 593 fr sur un livret.

Mais, tandis qu'entre 1908 et 1934, la moyenne nationale avait été multipliée par 10, elle n'a pu, depuis 1934, malgré une inflation beaucoup plus importante, qu'augmenter de 6 fois sa valeur ; ce phénomène témoigne de l'appauvrissement général des classes laborieuses, que l'on n'avait pas constaté, sur ces valeurs, après 1914.

La Seine-et-Marne est première avec une moyenne de 26 125 fr par habitant, soit 15,5 fois sa moyenne de 1934 ; elle est suivie de la Haute-Marne 21 142 fr. (13 fois la moyenne de 1934) ; de la Drôme 18 170 fr, du Loiret 12 143 fr, de la Sarthe 11 376 fr. Le Loiret et la Sarthe étaient déjà 2^e et 6^e en 1934 ; la Seine-et-Marne et la Haute-Marne figuraient aussi parmi les 20 premiers à cette époque. Le département de la Drôme, (auquel celui de l'Ardèche était rattaché en 1934), remonte de la 34^e à la 3^e place, et multiplie près de 15 fois sa moyenne antérieure.

La moyenne est atteinte et dépassée dans 33 départements : 20 dans la zone Nord, au dessus de la ligne Nantes Lons-le-Saunier, et 13 dans la zone Sud ; à l'exception de 5 d'entre eux (Seine-et-Oise, Haute-Saône, Nord, Seine et Cantal), tous ces départements dépassaient déjà la moyenne nationale en 1934.

La Seine-et-Oise, 55^e avec 919 fr en 1934, devient 7^e avec 10 731 fr ; la Haute-Saône, 47^e avec 1 077 fr, passe au 13^e rang avec

9 822 fr de moyenne. Le Nord, très attardé en 1934, puisqu'il était 63^e avec 839 fr, remonte à la 15^e place avec 9 386 fr ; la Seine, 58^e avec 906 fr, s'avance à la 23^e avec la moyenne de 8 338 fr par habitant. Le Cantal, 46^e avec 1079 fr en 1934, rejoint la Seine avec une moyenne aussi élevée qu'elle 8 316 fr.

Parmi ces trente-trois départements, se placent les régions dépeuplées des Basses et Hautes-Alpes : la moyenne des Basses-Alpes, 11 221 fr en 1949, est même supérieure à celle de la Seine-et-Oise et du Rhône ; celle des Hautes-Alpes 8 113 fr est égale à la moyenne du département de la Seine.

Vers le milieu du tableau, mais n'atteignant pas cependant la moyenne générale, se situe la Haute-Loire, qui, de la 69^e place avec 781 fr par tête en 1934, remonte à la 42^e avec 7 028 fr par habitant, et se trouve de la sorte sur le même plan que le riche département de l'Aube qui, du 9^e rang avec 1 946 fr en 1934, rétrograde au 43^e avec 7 024 fr en 1949. L'Aube est l'un des départements où la progression, depuis 1934, a été la moins forte : 3 fois et demie seulement.

Autant que la Haute-Loire, la Lozère a beaucoup amélioré son classement, puisqu'elle passe de la 76^e place avec 702 fr par habitant en 1934 à la 44^e avec 6 854 fr en 1949 ; elle multiplie 9 fois sa moyenne précédente et devance ainsi le riche département de la Seine-Maritime (un livret de 6 723 fr par habitant), qui progresse de 6 fois seulement. Mêmes observations dans l'Ariège, où la moyenne de 6 558 fr atteint celle de la Gironde 6 600 fr, et dépasse dans le Morbihan 6 313 fr celle des Alpes-Maritimes 6 117 fr.

Dans le département des Bouches-du-Rhône, la moyenne de 5 772 fr contre 797 fr en 1934, le maintient au rang qu'il occupait en 1934.

Les départements de l'Aisne et des Bas et Haut-Rhin réunis ont fortement rétrogradé : l'Aisne occupe la 68^e place avec 5 750 fr par habitant au lieu de la 15^e avec 1 672 fr en 1934. Les Bas et Haut-Rhin réunis étaient 29^e en 1934 avec la moyenne de 1 335 fr par habitant ; ils rétrogradent au 72^e rang avec 5 544 fr en 1949, soit 4 fois leur moyenne de 1934.

Malgré son développement économique récent, les progrès sont encore moins sensibles dans la Moselle (2 679 fr par habitant et 3 fois 1/2 le montant de 1934). La Moselle et la Corse 945 fr sont, à cet égard, les plus dépourvus de tous les départements.

Avec eux, nous retrouvons au bas du tableau quelques départements qui y figuraient déjà en 1934 : Haute-Savoie, Gers, Lot-et-Garonne, Landes. Il résulte de cet examen que, dans de nombreux départements réputés pauvres, les livrets ont progressé bien davantage que dans des départements prospères ; que quelques départements, malgré les guerres, sont toujours demeurés aux premiers

rangs (Loiret, Sarthe, Yonne, Rhône, Seine-et-Marne, Marne, Haute-Marne, Meuse, Loir-et-Cher, Eure-et-Loir), mais que d'autres, parmi les mieux placés économiquement, ont rétrogradé.

Année 1953 : La moyenne nationale s'établit à 15 252 fr par habitant. 48 départements la dépassent (28 dans la zone Sud et 20 dans la zone Nord). Pour la seconde fois, nous l'avons déjà constaté en 1953 pour les dépôts, nous voyons les départements du Midi l'emporter par le nombre sur ceux de la zone Nord. Le Loiret est premier avec la moyenne de 26 701 fr par habitant ; la Sarthe, est deuxième avec 25 859 fr ; l'Yonne 3^e avec 25 423 fr ; la Nièvre 4^e avec 24 916 fr. Ces quatre départements étaient parmi les premiers lors des statistiques précédentes, et le montant total de leurs livrets a progressé depuis 1949 de 2 fois 1/2.

La surprise provient des Basses-Alpes parvenues au 5^e rang, et dont chaque habitant possède en 1953 une somme de 23 590 fr en moyenne sur son livret. Ce département, dont on avait trop tôt annoncé le déclin, figurait déjà en très bon rang dans toutes les statistiques antérieures ; il devance le Vaucluse 22 963 fr, le Var 22 935 fr, le Rhône 22 607 fr, le Gard 22 514 fr, le Loir-et-Cher 22 436 fr, et 79 autres départements.

Nous trouvons à la 11^e place l'Aube 21 964 fr, dont la faiblesse en 1949 aura été sans lendemain.

Viennent, à la suite, la Drôme 21 545 fr et la Haute-Marne 21 539 fr également parmi les premiers en 1949. Mais la moyenne de leurs livrets n'a cependant pas beaucoup augmenté depuis cette date.

L'Ardèche, 25^e avec 18 382 fr par habitant, multiplie deux fois et demie sa moyenne de 1949.

Il en est de même de la Côte-d'Or 19 214 fr au lieu de 7 652 fr en 1949. Le Cher est 19^e avec 19 772 fr ; en 1949 il était au 76^e rang ; le montant de ses livrets a quadruplé depuis cette date.

Les mêmes constatations s'appliquent à la Loire 20 386 fr et au Jura 20 095 fr. L'Ariège et les Alpes-Maritimes, classées 49^e et 55^e en 1949 avec des moyennes de 6 558 fr et 6 117 fr par habitant remontent aux 31^e et 30^e rangs avec 17 225 fr et 17 321 fr.

Le Lot, comme en 1949, occupe le 34^e rang, avec 16 959 fr contre 7 352 fr. De même, la Haute-Loire conserve son rang 42^e, avec 15 705 fr contre 7 028 fr. Le département des Bouches-du-Rhône s'avance de la 67^e place avec 5 772 fr par habitant en 1949 à la 38^e avec 16 368 fr en 1953.

Par contre, la Seine-et-Marne, la Seine-et-Oise et la Seine rétrogradent considérablement : la Seine-et-Marne, de la 1^{re} place en 1949 avec 26 125 fr de moyenne, passe à la 55^e avec 14 338 fr ; la Seine-et-Oise, de la 7^e place et 10 731 fr en 1949 à la 77^e et

11 881 fr. L'augmentation en valeur est donc insignifiante en Seine-et-Oise et la perte est d'environ 50 % en Seine-et-Marne.

Le département de la Seine rétrograde du 23^e rang avec 8 338 fr de moyenne en 1949, au 59^e rang avec 14 046 fr de moyenne en 1953. L'Eure, le Pas-de-Calais, et surtout le département du Nord ont aussi rétrogradé par rapport à 1949 : l'Eure, 57^e avec 6 022 fr par habitant, en 1949, descend au 78^e rang avec 11 761 fr ; le Pas-de-Calais, 41^e avec 7 098 fr devient 83^e avec 10 333 fr. Le Nord, 15^e avec 9 386 fr en 1949 supporte un déclassement plus important encore, puisqu'il rétrograde au 85^e rang, avec 9 745 fr ; de même, la Loire-Atlantique revient de la 36^e place avec 7 265 fr par habitant à la 76^e, avec 11 952 fr.

Le rehaussement des valeurs est donc faible dans ces départements, et presque nul dans celui du Nord. La Moselle, malgré une belle remontée de sa moyenne individuelle de 2 679 fr en 1949 à 8 757 fr en 1953, demeure, comme en 1949, avant-dernière, précédant la Corse. Comme en 1949, l'année 1953 est donc caractérisée par de fortes progressions dans des départements où les moyennes antérieures étaient les plus basses.

II. — PROPORTION DES LIVRETS DANS LA FORTUNE PRIVÉE :

Année 1908 : Avant la guerre de 1914, les livrets d'épargne et de retraite entraient dans les fortunes privées pour 2,47 % environ. Ce pourcentage moyen national était même atteint et dépassé dans la plupart des départements, et, seuls 16 départements (parmi lesquels il est vrai figuraient les plus importants : Seine, Seine-et-Oise, Nord, Seine-Inférieure, Bouches-du-Rhône, Gironde, etc...) ne l'atteignaient pas. Le plus fort pourcentage était réalisé dans le département de la Meuse 7,94 % ; dans les Hautes-Alpes, le Gard, l'Aube, l'Yonne, il dépassait 7 % de la fortune privée totale. Il oscillait de 6 à 6,57 % dans le Loir-et-Cher, le Lot, les Basses-Alpes, la Haute-Marne, la Sarthe et la Creuse ; et de 5 à 6 % dans l'Isère, la Nièvre, les Ardennes, l'Ardèche, la Drôme, le Loiret, le Tarn, le Jura, l'Ariège et la Corse. La proportion des livrets était généralement plus forte dans les départements agricoles que dans les départements industriels : sur les 21 départements cités ci-dessus, aucun, sauf les Ardennes et l'Isère, n'était industrialisé avant 1914.

Mais, si la distinction entre les ruraux et les urbains est assez nette, il est plus difficile de déceler le comportement des départements riches et celui des départements pauvres, car le pourcentage est à peu près le même dans la Côte-d'Or 4,82 % et dans la Corrèze 4,87 % ; dans l'Eure-et-Loir 4,58 % et dans l'Aveyron 4,48 % ; dans la Meurthe-et-Moselle 4,21 % et dans le Lot-et-Garonne 4,20 % ; dans la Lozère, l'Ain, l'Aisne et la Marne 4 % ; il est de

2,98 % dans le Gers, mais de 2,95 % seulement dans l'Eure, de 2,92 % dans le Rhône et 2,89 % dans la Loire.

Dans deux départements aussi socialement et économiquement dissemblables que le Loiret et le Lot, le pourcentage est presque identique : 6 % dans le Lot, et 5,60 % dans le Loiret. Il est cependant certain que les plus faibles pourcentages se rencontrent dans les régions globalement les plus riches et les plus développées. Nous le constatons dans le Rhône et dans la Loire, et plus encore dans les Alpes-Maritimes, la Gironde, les Bouches-du-Rhône, la Seine-Inférieure, le Nord, la Seine-et-Oise et le Calvados ; et le pourcentage dans le département de la Seine, 0,37 % des fortunes, est de loin le plus bas.

Enfin, il n'est pas sans intérêt de comparer la proportion des livrets d'épargne et de retraite avec celle des autres biens. C'est ainsi que les dépôts figurent souvent dans les fortunes pour une proportion inverse de celle des livrets : à une proportion relativement forte des dépôts correspond presque toujours une proportion relativement faible des livrets :

	Dépôts (en %)	Livrets (en %)
Charente	6,33	3,91
Alpes-Maritimes	4,11	2,45
Nord	3,16	1,77
Bouches-du-Rhône	3,61	2,25
Seine	2,46	0,37
à une forte proportion de livrets, une faible proportion de dépôts :		
Meuse	0,80	7,94
Hautes-Alpes	0,77	7,57
	Dépôts (en %)	Livrets (en %)
Gard	0,95	7,48
Aube	0,97	7,18
Yonne	0,69	7,15
Creuse	1,07	6,57
Deux-Sèvres	0,03	4,76

Il en est de même de la répartition des actions françaises comparée à celle des livrets : à fort pourcentage d'actions, souvent faible pourcentage de livrets :

	Actions (en %)	Livrets (en %)
Nord	19,3	1,77
Alpes-Maritimes	16,5	2,45
Rhône	16,5	2,92
Loire	14,1	2,89
Seine	12,3	0,37

	Actions (en %)	Livrets (en %)
Meurthe-et-Moselle	14,3	4,21
Pas-de-Calais	10,1	2,87
Seine-et-Oise	8,52	1,66

A forte proportion de livrets, souvent faible pourcentage d'actions :

Hautes-Alpes	2,24	7,57
Gard	4,05	7,48
Yonne	1,95	7,15
Creuse	1,92	6,57
Sarthe	2,75	6,57
Ariège	0,49	5,74
Jura	3,63	5,69
Tarn	2,42	5,61

Les écarts relatifs du pourcentage des livrets avec celui des actions sont cependant moins grands qu'avec les dépôts. Dans la Meuse, l'Aube et la Haute-Marne, les proportions des livrets et des actions sont à peu près identiques. Dans les Hautes-Pyrénées, les Pyrénées-Orientales et la Vendée, les deux pourcentages s'inscrivent à des taux très bas.

Au contraire de la comparaison avec les dépôts, il n'est pas possible d'établir une relation évidente entre le pourcentage des livrets et celui des rentes et des obligations du Trésor ; si quelques départements sont, proportionnellement aux fortunes totales et relativement à la moyenne nationale, riches à la fois en livrets et en rentes (Meuse, Hautes-Alpes, Aube, Yonne, Haute-Marne, Basses-Alpes, Loir-et-Cher, Corse), d'autres sont en 1908 beaucoup plus riches en rentes qu'en livrets. Il en est ainsi dans la Seine : rentes 8,04 %, livrets 0,37 %.

	Rentes	Livrets
Calvados	7,64 %	1,65 %
Seine-et-Oise	10,9	1,66
Seine-Inférieure	9,84	1,97
Hautes-Pyrénées	9,83	2,30
Basses-Pyrénées	10	2,45
Gironde	8,41	2,37
Bouches-du-Rhône	8,14	2,25
Haute-Garonne	6,96	2,27
Loire-Inférieure	6,86	2,13

Année 1953 : Le pourcentage moyen national s'élève à 4,19 % des patrimoines, soit 1,72 % de plus qu'en 1908.

Qu'en dépit des amputations successives de la valeur du franc, le pourcentage initial de 2,47 en 1908 se soit maintenu jusqu'en 1953, cette stabilité dans l'emploi des fortunes serait déjà suffisamment caractéristique de la permanence de l'esprit d'épargne, mais, qu'au cours d'un demi-siècle si troublé, il ait augmenté de 70 % environ prouve, non seulement l'attachement des capitalistes à ces valeurs, mais leur désaffection pour d'autres, comme nous allons le voir.

Le plus fort pourcentage est réalisé en Corse (10 % de la fortune privée totale contre 5,90 % en 1908). A la suite de ce département, les pourcentages les plus élevés se rencontrent dans le Gard 7,85 % contre 7,48 en 1908 ; la Loire 7,61 contre 2,89 ; le Var 7,57 contre 4,38 ; les Bouches-du-Rhône 7,42 contre 2,25 ; les Basses-Alpes 7,29 contre 6,32 ; les Hautes-Alpes 6,06 contre 7,57 ; la Nièvre 6,20 contre 5,32 ; l'Ardèche 6,97 contre 5,44 ; le Jura 5,64 contre 5,69 ; l'Yonne 5,75 contre 7,15 ; la Sarthe 5,85 contre 6,57 ; l'Ariège 6,34 contre 5,74 ; la Saône-et-Loire 6,35 contre 3,43 ; la Drôme 5,94 contre 5,45 en 1908.

Ainsi les départements agricoles continuent en 1953 de bénéficier comme en 1908 des pourcentages les plus élevés ; mais 3 départements fortement industrialisés (la Loire, les Bouches-du-Rhône et le Rhône) ont aussi accru le leur :

Loire 7,61 contre 2,89.

Bouches-du-Rhône 7,42 contre 2,25.

Rhône 5,79 contre 2,92.

Comme en 1908, les plus faibles pourcentages sont atteints dans la Seine-Maritime 3,94 %, la Seine 3,53 %, le Pas-de-Calais 3,09, la Loire-Atlantique 3,02, le Calvados 2,67, et le Nord 2,51. Comme en 1908, le pourcentage des livrets est souvent inverse de celui des dépôts. Il lui est inférieur dans les départements urbains :

Ex. :	Livrets	Dépôts
Seine	3,53	6,04
Nord	2,51	3,82
supérieur dans des départements à majorité rurale par exemple :		
Loire	7,61	3,73
Haute-Saône	5,60	2,89
Nièvre	6,20	2,83
Vaucluse	5,86	2,81
Isère	5,35	2,70
Cher	5	2,59

Plus qu'en 1908 cependant l'équilibre s'établit dans de nom-

breux départements entre le pourcentage des dépôts et celui des livrets :

	Livrets	Dépôts
Rhône	5,79	4,46
Alpes-Maritimes	3,85	3,62
Ardennes	3,67	3,57
Seine-et-Oise	3,68	3,50
Aube	4,56	3,40
Oise	3,26	3,39
Seine-et-Marne	3,63	3,12

De même, le pourcentage des livrets est souvent, comme en 1908, inverse de celui des actions; à forte proportion d'actions françaises correspond souvent un faible pourcentage de livrets :

Départements	Actions	Livrets
Seine	20,7	3,53
Rhône	19,3	5,79
Loire	13	7,61
Meurthe-et-Moselle	12,6	4,65
Alpes-Maritimes	12	3,85
Nord	11,8	2,51
Ardennes	8,67	3,67
Marne	7,96	3,94
Moselle	8,06	2,84
Aveyron	11,2	4,86
Deux-Sèvres	10,8	3,56

Et à fort pourcentage de livrets, souvent faible proportion d'actions :

Gard	4,74	7,85
Var	2,52	7,57
Basses-Alpes	5,16	7,29
Haute-Loire	1,91	5,91
Sarthe	2,31	5,85
Yonne	3,23	5,75
Jura	2,74	5,64
Haute-Savoie	1,67	2,89

Dans de nombreux départements cependant, l'équilibre tend à s'établir entre les livrets et les actions; il en est ainsi, par exemple, dans l'Ardèche, l'Ain et la Corse. De même, la comparaison des livrets avec les rentes et valeurs du Trésor fait apparaître de grandes inégalités dans leurs pourcentages respectifs; en effet, le pourcentage moyen national des livrets d'épargne s'est accru depuis 1908 au détriment de celui des rentes et des obligations.

Plus la proportion des livrets est importante, plus celle des rentes est restreinte par rapport à la fortune nationale ; cette règle ne comporte que peu d'exceptions :

Ex :	Livrets	Rentes
dans des départements pauvres :		
Gard	7,85	1,63
Var	7,57	3,10
Basses-Alpes	7,29	2,10
Ardèche	6,97	1,79
Ariège	6,34	1,50
Lozère	6,22	1,35
Hautes-Alpes	6,06	1,16
Haute-Loire	5,91	1,50
Haute-Saône	5,60	1,83
Haute-Savoie	2,89	0,79
dans des départements riches :		
Rhône	5,79	1,52
Bouches-du-Rhône	7,42	1,40
Loire	7,61	2,07
Saône-et-Loire	6,35	2,06
Vaucluse	5,86	1,67
Seine	3,53	2,02
Eure-et-Loir	3,22	1,94
Nord	2,51	1,35
Eure	2,38	1,44
Somme	2,42	1,76

III. — PROGRESSION EN VALEUR DE 1908 A 1953 ET PAR HABITANT :

De 1908 à 1953, le montant des livrets d'épargne a progressé de 122 fois en moyenne. Ce taux n'a été dépassé dans aucune autre catégorie de biens, à l'exception des fonds de commerce dont l'accroissement est imputable à des causes extra-économiques (propriété commerciale) et surtout inflationnistes.

Dans la majorité des départements (52 sur 89) le taux de progression est même supérieur, et, ainsi que le pourcentage, il est le plus fort chez ceux dont l'évolution économique a été la plus faible. Ce phénomène n'est pas surprenant et nous l'avons constaté plusieurs fois au cours de cette étude ; la valeur moyenne des livrets, par habitant, atteint 400 fois dans les Pyrénées-Orientales ; 300 fois dans la Haute-Loire, les Hautes-Pyrénées et la Haute-Vienne, la valeur de 1908 ; 297 fois cette valeur dans l'Aveyron ;

296 fois en Ariège ; 295 dans l'Allier et dans la Lozère ; 270 fois dans les Côtes-du-Nord et dans l'Ardèche ; 266 dans le Gers, etc...

Il est cependant des départements prospères avant la première guerre mondiale, où la progression, en capital, est du même ordre de grandeur que dans des départements moins dynamiques : de 1908 à 1953, le département de la Seine multiplie 226 fois la valeur moyenne de ses livrets, c'est-à-dire autant que l'Hérault, davantage que le Cantal (223 fois), que le Finistère et la Savoie (219 fois), la Corrèze (211), les Basses-Alpes (210) et le Lot (209).

Les Bouches-du-Rhône et la Haute-Garonne ont progressé de 197 et 192 fois ; mais la Creuse, les Landes et la Corse, de 188, 176 et 175 fois seulement.

La progression est également supérieure à la moyenne nationale dans la Gironde 169 fois, la Loire 164, les Alpes-Maritimes 163 fois et le Calvados 139.

Mais, hormis ces départements, la majorité de ceux dont l'évolution économique était satisfaisante avant 1914, n'atteignent pas le taux moyen national de progression : le taux est de 120 fois le montant de 1908 dans le Rhône et le Pas-de-Calais, 115 fois dans la Seine-Maritime ; 114 fois dans le Nord, 113 dans l'Isère ; 76 fois dans le Loiret et la Seine-et-Oise ; 74 dans la Meurthe-et-Moselle ; 69 fois dans les Ardennes ; 67 dans l'Eure-et-Loir ; 60 dans l'Eure ; 56 fois dans l'Aisne ; 50 dans la Marne ; 48 dans l'Aube et dans l'Oise ; 47 fois dans la Seine-et-Marne, et 11 et 10 fois seulement en Moselle et dans les Haut et Bas-Rhin réunis, où la progression n'est comptée, il est vrai, que depuis 1934.

L'impression générale qui se dégage de cette étude est la persistance de l'esprit d'épargne dans toutes les couches sociales. Des événements considérables qui auraient pu le faire disparaître, et qui effectivement l'ont ruiné dans d'autres pays, loin de l'affaiblir, l'ont maintenu, et, phénomène remarquable, l'ont même développé, puisque la part conquise par les livrets, dans les patrimoines français particuliers, n'a cessé de croître depuis 1914 aussi bien dans des départements à majorité ouvrière que dans des départements agricoles.

Répartition en 1908 des livrets d'épargne et de retraites.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Aube	450 F	Basses-Alpes	112 F
Marne	366	Lot-et-Garonne	109
Meuse	365	Alpes-Maritimes	106
Yonne	359	Saône-et-Loire	106
Loiret	351	Calvados	102
Loir-et-Cher	315	Tarn	102
Eure-et-Loir	308	Hautes-Alpes	98
Seine-et-Marne	300	Creuse	92
Sarthe	299	Gironde	92
Oise	277	Pas-de-Calais	86
Haute-Marne	259	Nord	85
Ardennes	257	Ille-et-Vilaine	84
Indre-et-Loire	250	Puy-de-Dôme	84
Aisne	243	Bouches-du-Rhône	83
Côte-d'Or	220	Lot	81
Meurthe-et-Moselle	199	Basses-Pyrénées	79
Somme	198	Hérault	75
Eure	193	Cantal	73
Rhône	188	Allier	72
Ain	156	Finistère	71
Seine-et-Oise	156	Landes	69
Vaucluse	151	Dordogne	69
Vosges	151	Ardèche	68
Cher	150	Loire-Inférieure	65
Jura	149	Morbihan	65
Var	141	Haute-Garonne	64
Seine-Inférieure	139	Aude	63
Nièvre	139	Seine	62
Isère	138	Tarn-et-Garonne	60
Doubs	134	Ariège	58
Charente	134	Corrèze	58
Charente-Inférieure	133	Aveyron	56
Gard	133	Savoie	56
Orne	131	Haute-Vienne	55
Mayenne	130	Côtes-du-Nord	54
Maine-et-Loire	129	Haute-Savoie	51
Deux-Sèvres	125	Haute-Loire	47
Drôme	124	Lozère	47
Loire	124	Gers	43
Manche	119	Vendée	43
Indre	117	Pyrénées-Orientales	38
Vienne	117	Hautes-Pyrénées	33
Haute-Saône	115	Corse	14

Répartition moyenne nationale : 125 fr par habitant en 1908.

Répartition en 1934 des livrets d'épargne et de retraites.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Yonne	3 025 F	Seine-Inférieure	1 129 F
Loiret	2 964	Manche	1 120
Loir-et-Cher	2 569	Corrèze	1 108
Eure-et-Loir	2 340	Maine-et-Loire	1 082
Rhône	2 241	Cantal	1 079
Sarthe	2 209	Haute-Saône	1 077
Côte-d'Or	2 135	Deux-Sèvres	1 067
Ardennes	2 050	Haute-Vienne	1 060
Aube	1 946	Creuse	1 046
Marne	1 934	Charente-Inférieure	1 022
Vaucluse et B.-Alpes	1 860	Charente	969
Ain	1 779	Hérault	967
Meuse	1 698	Loire-Inférieure	939
Loire	1 690	Seine-et-Oise	919
Aisne	1 672	Haute-Garonne, Ariège	
		Tarn-et-Garonne	917
Seine-et-Marne	1 661	Tarn	908
Indre-et-Loire	1 658	Seine	906
Nièvre	1 607	Finistère	892
Haute-Marne	1 585	Calvados	868
Isère et Hautes-Alpes	1 557	Pyrénées-Orientales	868
Somme	1 553	Morbihan	863
Orne	1 553	Nord	839
Saône-et-Loire	1 533	Aude	833
Gard	1 422	Bouches-du-Rhône	797
Oise	1 365	Basses et Htes-Pyrén.	795
Indre	1 360	Ille-et-Vilaine	788
Allier	1 346	Aveyron	783
Var	1 337	Haute-Loire	781
Bas et Haut-Rhin	1 335	Lot	766
Mayenne	1 299	Dordogne	762
Meurthe-et-Moselle	1 287	Moselle	762
Jura	1 282	Savoie	743
Eure	1 275	Gers	734
Drôme et Ardèche	1 244	Côtes-du-Nord	704
Vosges	1 221	Lozère	702
Gironde	1 209	Pas-de-Calais	680
Cher	1 206	Landes	603
Alpes-Maritimes	1 200	Haute-Savoie	602
Puy-de-Dôme	1 183	Lot-et-Garonne	532
Doubs	1 142	Vendée	520
Vienne	1 140	Corse	311

Répartition moyenne nationale : 1 167 fr par habitant en 1934.

Répartition en 1949 des livrets d'épargne et de retraites.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Seine-et-Marne	26 125 F	Seine-Maritime	6 723 F
Haute-Marne	21 142	Hérault	6 675
Drôme	18 170	Indre	6 665
Loiret	12 143	Gironde	6 600
Sarthe	11 376	Ariège	6 558
Basses-Alpes	11 221	Aveyron	6 427
Seine-et-Oise	10 731	Deux-Sèvres	6 382
Yonne	10 704	Morbihan	6 313
Eure-et-Loir	10 240	Charente	6 308
Vaucluse	10 233	Maine-et-Loire	6 297
Ain	9 936	Alpes-Maritimes	6 117
Rhône	9 873	Aude	6 073
Haute-Saône	9 822	Eure	6 022
Orne	9 766	Dordogne	5 997
Nord	9 386	Finistère	5 997
Loir-et-Cher	9 216	Charente-Maritime	5 991
Meurthe-et-Moselle	9 166	Basses-Pyrénées	5 933
Nièvre	9 166	Haute-Vienne	5 867
Meuse	9 154	Savoie	5 845
Marne	8 774	Ille-et-Vilaine	5 785
Allier	8 441	Oise	5 784
Gard	8 407	Somme	5 772
Seine	8 338	Bouches-du-Rhône	5 772
Saône-et-Loire	8 322	Aisne	5 750
Cantal	8 316	Tarn-et-Garonne	5 736
Isère	8 251	Vendée	5 687
Hautes-Alpes	8 113	Manche	5 673
Indre-et-Loire	7 976	Bas et Haut-Rhin	5 544
Puy-de-Dôme	7 875	Mayenne	5 389
Ardennes	7 781	Côtes-du-Nord	5 296
Loire	7 731	Vosges	5 252
Côte-d'Or	7 652	Cher	5 216
Jura	7 591	Vienne	5 184
Lot	7 352	Haute-Garonne	5 024
Ardèche	7 288	Calvados	4 912
Loire-Atlantique	7 265	Haute-Savoie	4 878
Var	7 225	Gers	4 848
Creuse	7 182	Lot-et-Garonne	4 425
Doubs	7 125	Tarn	4 353
Corrèze	7 106	Hautes-Pyrénées	4 344
Pas-de-Calais	7 098	Landes	4 106
Haute-Loire	7 028	Pyrénées-Orientales	3 657
Aube	7 024	Moselle	2 679
Lozère	6 854	Corse	945

Répartition moyenne nationale : 7 593 fr par habitant en 1949.

Répartition en 1953 des livrets d'épargne et de retraites.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Loiret	26 700 F	Isère	15 608 F
Sarthe	25 859	Gironde	15 585
Yonne	25 423	Finistère	15 550
Nièvre	24 916	Charente-Maritime	15 542
Basses-Alpes	23 590	Morbihan	15 071
Vaucluse	22 963	Hautes-Alpes	15 043
Var	22 935	Meurthe-et-Moselle	14 851
Rhône	22 607	Deux-Sèvres	14 787
Gard	22 514	Côtes-du-Nord	14 634
Loir-et-Cher	22 436	Manche	14 505
Aube	21 964	Seine-et-Marne	14 338
Drôme	21 545	Calvados	14 246
Haute-Marne	21 539	Doubs	14 167
Allier	21 272	Ille-et-Vilaine	14 091
Eure-et-Loir	20 851	Seine	14 046
Ain	20 391	Lozère	13 906
Loire	20 386	Bas et Haut-Rhin	13 876
Jura	20 095	Aisne	13 622
Cher	19 772	Oise	13 530
Meuse	19 537	Charente	13 505
Orne	19 392	Tarn	13 284
Côte-d'Or	19 214	Lot-et-Garonne	13 145
Haute-Saône	18 776	Maine-et-Loire	12 982
Marne	18 440	Haute-Savoie	12 744
Ardèche	18 382	Dordogne	12 618
Indre-et-Loire	18 286	Basses-Pyrénées	12 474
Ardennes	17 868	Vienne	12 336
Saône-et-Loire	17 746	Savoie	12 294
Creuse	17 383	Haute-Garonne	12 290
Alpes-Maritimes	17 321	Corrèze	12 270
Ariège	17 225	Landes	12 176
Hérault	16 977	Loire-Atlantique	11 952
Puy-de-Dôme	16 966	Seine-et-Oise	11 881
Lot	16 959	Eure	11 760
Haute-Vienne	16 759	Mayenne	11 685
Aveyron	16 644	Somme	11 564
Indre	16 509	Gers	11 441
Bouches-du-Rhône	16 368	Hautes-Pyrénées	10 715
Cantal	16 282	Pas-de-Calais	10 333
Vosges	16 125	Vendée	10 235
Seine-Maritime	16 011	Nord	9 745
Haute-Loire	15 705	Tarn-et-Garonne	9 652
Pyrénées-Orientales	15 673	Moselle	8 757
Aude	15 652	Corse	2 449

Répartition moyenne nationale : 15 252 fr par habitant en 1953.

Pourcentage des livrets dans les fortunes privées en 1908.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Meuse	7,94 %	Charente	3,91 %
Hautes-Alpes	7,57	Seine-et-Marne	3,86
Gard	7 48	Finistère	3,84
Aube	7,18	Maine-et-Loire	3,67
Yonne	7,15	Morbihan	3,51
Creuse	6,57	Oise	3,50
Sarthe	6,57	Saône-et-Loire	3,43
Haute-Marne	6,47	Puy-de-Dôme	3,41
Basses-Alpes	6,32	Mayenne	3,27
Lot	6,03	Haute-Vienne	3,26
Loir-et-Cher	6,01	Hérault	3,21
Corse	5,90	Aude	3,18
Ariège	5,74	Haute-Loire	3,13
Jura	5,69	Vienne	3,13
Tarn	5,61	Somme	3,11
Loiret	5,60	Tarn-et-Garonne	3,11
Drôme	5,45	Orne	3,03
Ardèche	5,44	Landes	3,01
Ardennes	5,32	Manche	3
Nièvre	5,32	Gers	2,98
Isère	5,02	Eure	2,95
Corrèze	4,87	Rhône	2,92
Côte-d'Or	4,82	Loire	2,89
Haute-Saône	4,80	Pas-de-Calais	2,87
Indre-et-Loire	4,78	Savoie	2,64
Deux-Sèvres	4,76	Haute-Savoie	2,59
Cher	4,72	Côtes-du-Nord	2,58
Charente-Inférieure	4,64	Alpes-Maritimes	2,45
Eure-et-Loir	4,58	Basses-Pyrénées	2,45
Aveyron	4,48	Ille-et-Vilaine	2,43
Var	4,38	Gironde	2,37
Vaucluse	4,35	Allier	2,30
Meurthe-et-Moselle	4,21	Hautes-Pyrénées	2,30
Lot-et-Garonne	4,20	Haute-Garonne	2,27
Vosges	4,17	Bouches-du-Rhône	2,25
Cantal	4,16	Loire-Inférieure	2,13
Doubs	4,15	Seine-Inférieure	1,97
Lozère	4,11	Nord	1,77
Ain	4,06	Vendée	1,68
Aisne	4,03	Seine-et-Oise	1,66
Marne	4	Calvados	1,65
Dordogne	3,97	Pyrénées-Orientales	0,86
Indre	3,97	Seine	0,37

Pourcentage moyen national : 2,47 % par habitant en 1908.

Pourcentage des livrets dans les fortunes privées en 1953.**CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.**

Corse	10,00 %	Charente	4,52 %
Gard	7,85	Aude	4,51
Loire	7,61	Cantal	4,51
Var	7,57	Gironde	4,49
Bouches-du-Rhône	7,42	Corrèze	4,35
Basses-Alpes	7,29	Basses-Pyrénées	4,34
Ardèche	6,97	Tarn	4,33
Saône-et-Loire	6,35	Lot-et-Garonne	4,26
Ariège	6,34	Pyrénées-Orientales	4,26
Lozère	6,22	Haute-Garonne	4,15
Nièvre	6,20	Doubs	3,99
Hautes-Alpes	6,06	Côtes-du-Nord	3,95
Drôme	5,94	Marne	3,94
Haute-Marne	5,93	Hautes-Pyrénées	3,94
Haute-Loire	5,91	Savoie	3,94
Vaucluse	5,86	Seine-Maritime	3,94
Sarthe	5,85	Landes	3,89
Rhône	5,79	Vienne	3,89
Yonne	5,75	Alpes-Maritimes	3,85
Côte-d'Or	5,74	Creuse	3,78
Jura	5,64	Maine-et-Loire	3,69
Haute-Saône	5,60	Aisne	3,68
Allier	5,58	Seine-et-Oise	3,68
Loiret	5,49	Ardennes	3,67
Lot	5,48	Gers	3,66
Ain	5,46	Seine-et-Marne	3,63
Isère	5,35	Deux-Sèvres	3,56
Haute-Vienne	5,22	Orne	3,55
Puy-de-Dôme	5,09	Tarn-et-Garonne	3,54
Meuse	5,05	Seine	3,53
Cher	5	Oise	3,26
Indre	4,91	Eure-et-Loir	3,22
Hérault	4,89	Ille-et-Vilaine	3,16
Finistère	4,87	Pas-de-Calais	3,09
Aveyron	4,86	Loire-Atlantique	3,02
Vosges	4,78	Haute-Savoie	2,89
Dordogne	4,71	Moselle	2,84
Charente-Maritime	4,69	Manche	2,82
Morbihan	4,66	Mayenne	2,77
Meurthe-et-Moselle	4,65	Calvados	2,67
Loir-et-Cher	4,63	Nord	2,51
Bas et Haut-Rhin	4,58	Vendée	2,43
Aube	4,56	Somme	2,42
Indre-et-Loire	4,53	Eure	2,38

Pourcentage moyen national : 4,19 % par habitant en 1953.

Progression depuis 1908 des livrets d'épargne et de retraites.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT ET 1953.

Pyrénées-Orient.	412 fois	Vaucluse	152 fois
Haute-Loire	334	Orne	148
Hautes-Pyrénées	324	Indre	141
Haute-Vienne	304	Calvados	139
Aveyron	297	Jura	134
Ariège	296	Cher	131
Lozère	295	Ain	130
Allier	295	Tarn	130
Côtes-du-Nord	271	Manche	121
Ardèche	270	Lot-et-Garonne	120
Gers	266	Pas-de-Calais	120
Haute-Savoie	150	Rhône	120
Aude	248	Deux-Sèvres	118
Vendée	238	Charente-Marit.	116
Morbihan	231	Seine-Maritime	115
Seine	226	Nord	114
Hérault	226	Isère	113
Cantal	223	Vosges	106
Finistère	219	Vienne	105
Savoie	219	Doubs	105
Corrèze	211	Charente	100
Basses-Alpes	210	Maine-et-Loire	100
Lot	209	Mayenne	89
Puy-de-Dôme	202	Côte-d'Or	87
B.-du-Rhône	197	Sarthe	86
Haute-Garonne	192	Haute-Marne	83
Creuse	188	Loiret	76
Loire-Atlantique	183	Seine-et-Oise	76
Dordogne	182	Meurthe-et-Mos.	74
Nièvre	179	Indre-et-Loire	73
Landes	176	Loir-et-Cher	71
Corse	175	Yonne	70
Drôme	173	Ardenes	69
Gard	169	Eure-et-Loir	67
Gironde	169	Eure	60
Ille-et-Vilaine	167	Somme	58
Saône-et-Loire	167	Aisne	56
Loire	164	Meuse	53
Alpes-Maritimes	163	Marne	50
Haute-Saône	163	Aube	48
Var	162	Oise	48
Tarn-et-Garonne	160	Seine-et-Marne	47
Basses-Pyrénées	157	Moselle	11 dep. 1934
Hautes-Alpes	153	Bas et Haut-Rhin	10 dep. 1934

Progression moyenne nationale : 122 fois depuis 1908.

CHAPITRE XXII

Fonds de commerce

Au point de vue statistique qui nous intéresse, nous comprenons, par ce terme, non seulement les éléments incorporels qui constituent l'essence même d'un fonds de commerce (clientèle, achalandage), mais les éléments corporels (local, matériel et marchandises). Car il n'a pas été possible de faire la discrimination de ces éléments dans cette étude; ils sont tous fusionnés en un seul; le premier tableau indique le nombre de successions comprenant des fonds de commerce et leur pourcentage par rapport au nombre total des successions déclarées :

Années 1908		1934		1949		1953	
Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
11 602	3,14	18 857	5,39	17 939	6,19	16 054	6,15

Le deuxième tableau nous montre la progression des fonds de commerce en capital et la proportion de ceux-ci, en millions de francs, par rapport à la fortune privée totale :

Années 1908		1934		1949		1953	
5 340	2,68	30 336	3,56	383 611	4,87	960 650	6,18

Ces deux tableaux se rapportant, l'un aux successions seules, l'autre à l'évaluation de la fortune des vivants, témoignent de la place de plus en plus importante que les fonds de commerce occupent depuis 1914 dans la structure économique de notre pays. Nous remarquons que le nombre des fonds de commerce a beaucoup augmenté entre 1908 et 1934; qu'il est resté stationnaire depuis, et que leur pourcentage, par rapport à la fortune privée totale n'a cessé de s'élever, atteignant en 1953 plus du double de 1908; ensuite, que le capital représenté par tous ces fonds a épousé, dans son ensemble, la courbe de dévaluation du franc et de la hausse des prix, puisque, même en tenant compte de leur plus grand nombre, la valeur des fonds de commerce se capitalise en 1953 à près de

140 fois leur valeur de 1908. On peut donc affirmer actuellement que les fonds de commerce constituent des biens réels types.

Si, de cette vision d'ensemble, nous passons à un examen détaillé et à la comparaison des départements entre eux, les tableaux ci-dessus cessent d'être conformes dans de nombreux cas. Des départements ont progressé bien davantage que d'autres, et ni la répartition par habitant, ni la proportion des fonds de commerce par rapport à la fortune privée totale ne sont identiques; leur concentration dans une classe privilégiée et leur extension à des couches nouvelles de propriétaires n'ont pas suivi les mêmes développements. C'est pourquoi nous étudierons successivement :

- 1) La répartition en capital par tête d'habitant ;
- 2) La proportion par rapport à la fortune totale dans le cadre départemental ;
- 3) La progression, en capital, de la valeur globale de 1908 à 1953 ;
- 4) La répartition de ces capitaux dans les successions déclarées, ce qui nous permettra de connaître leur répartition dans des populations diverses, à des époques différentes ;
- 5) La progression, dans les classes possédantes, de 1908 à 1953, du nombre et de la valeur des fonds de commerce.

1) RÉPARTITION EN CAPITAL PAR TÊTE D'HABITANT :

Année 1908 : Pour la France entière, la moyenne par habitant est de 135 fr, et il s'agit de franc-or. Avec près de 500 fr par habitant, le département de la Loire occupe le premier rang, suivi par celui de la Seine 408 fr par habitant.

Les riches départements de l'Ile-de-France : Seine-et-Oise 224 fr, Oise 194 fr, Seine-et-Marne 149 ; ceux, fortement industrialisés du Nord 176 fr, de la Somme 195, des Ardennes 190, ou les départements agricoles de la Marne 200 fr, de la Seine-Inférieure et de l'Eure 167 fr, figurent aussi parmi les premiers, avec des chiffres très supérieurs à la moyenne nationale.

En dehors de la région dont Paris est le centre, quelques départements constituent, en province, des îlots où la richesse par habitant dépasse largement la moyenne nationale; il en est ainsi de l'Indre-et-Loire qui, avec 366 fr par habitant, vient à la troisième place; du Vaucluse 242 fr, de la Charente 197 fr, de l'Ille-et-Vilaine 170 fr, du Rhône 164 fr, et des Alpes-Maritimes 155 fr; mais des départements agricoles très riches, tels l'Orne 89 fr, l'Eure-et-Loir 85 fr, le Calvados 66 fr, le Maine-et-Loire 65 fr, la Manche 45 fr, et quelques-uns où l'industrie et l'agriculture prospèrent à la fois : l'Aisne 103 fr, le Pas-de-Calais 84 fr, l'Aube et la

Meurthe-et-Moselle 74 fr demeurent très inférieurs à cette moyenne.

D'autres départements, dont le chef-lieu est un grand centre urbain, tels les Bouches-du-Rhône, 113 fr, et la Gironde 82 fr, se situent à des niveaux voisins de la Drôme 113 fr, du Lot-et-Garonne 100 fr, de la Meuse 90 fr, et de la Haute-Marne 88 fr, dont la population et la richesse globale sont faibles.

Dans ces conditions, il devient impossible de rattacher la richesse en fonds de commerce par tête au développement industriel, agricole ou commercial d'un département. Il faut toutefois reconnaître que les départements les plus déshérités du Midi, du Massif Central et de la Bretagne, ont par tête d'habitant les répartitions les plus faibles.

Année 1934 : 15 années après la première guerre mondiale, la moyenne pour la France entière s'établit à 736 fr par habitant, soit à un peu plus de 5 fois la moyenne de 1908. Ainsi, malgré la crise économique qui sévissait à cette époque, le commerce, en général, maintient en 1934 sa valeur or ; mais ce maintien semble davantage être dû aux lois sur la propriété commerciale qu'à la dévaluation de la monnaie proprement dite. La localisation géographique n'a pas subi de grandes modifications ; cependant la tendance se dessine, qui s'affirmera par la suite, d'un déplacement de la fortune individuelle vers des départements plus éloignés des centres où la répartition était la plus forte en 1914. C'est ainsi que l'Aude 1 224 fr par habitant, le Lot-et-Garonne 984 fr, la Gironde 880, le Gers 758 fr, passent respectivement des 24^e, 34^e, 43^e, et 82^e rangs, aux 4^e, 6^e, 11^e, et 20^e.

Le département de la Seine en seconde position en 1908, s'installe à la première place, avec 1 664 fr par habitant, précédant la Côte-d'Or 1 439, venant de la 35^e place, et le Rhône 1 255 fr, venant de la 15^e.

Les départements du Maine-et-Loire 799 fr, du Gard 782 fr, de l'Orne 739 fr, de la Sarthe 799 fr, de l'Yonne 790 fr, de l'Eure-et-Loir 747 fr, restés en deçà de la moyenne générale en 1908, la dépassent maintenant, mais les départements des Ardennes 638 fr, des Alpes-Maritimes 617 fr, du Nord 544 fr, de l'Ille-et-Vilaine 480 fr, et de la Marne 339 fr, aux premières places en 1908, sont ramenés au-dessous de la moyenne générale. Des départements agricoles, tel le Calvados 625 fr par habitant, qui remonte de la 48^e à la 31^e place, se rapprochent de la moyenne nationale, tandis que d'autres, agricoles comme lui, le Loiret 554 fr, et la Savoie 556 fr, s'en éloignent. Par contre, la Loire 765 fr et l'Indre-et-Loire 762 fr, premier et troisième en 1908, descendent au 18^e et au 19^e rangs, mais se maintiennent toutefois un peu au-dessus de la moyenne générale.

Année 1949 : la moyenne générale s'établit à 9 310 fr par habitant. Elle est dépassée dans 28 départements ; mais, de ceux qui détenaient les 10 premières places en 1934, seuls la Seine-et-Marne avec 12 480 fr par habitant et surtout le Rhône avec 14 670 fr se maintiennent en tête. La Seine-et-Oise 13 100 fr, remonte de la 12^e à la 7^e place, mais le département de la Seine 12 465 fr rétrograde à la 11^e place et perd ainsi son premier rang au profit de l'Yonne 29 200 fr par habitant, que suivent d'assez loin les départements du Doubs 16 150 fr, de la Drôme 16 023 fr, et de la Haute-Vienne 15 736 fr, dont la répartition par habitant était, en 1934, très inférieure à la moyenne nationale. Des départements agricoles : l'Eure 12 816 fr, l'Eure-et-Loir 11 958 fr, la Seine-Maritime 11 158 fr, la Somme 10 780 fr, le Maine-et-Loire 10 186 fr, la Côte-d'Or 12 586 fr, l'Allier 11 403, le Vaucluse 11 459, dépassent, en 1949, la moyenne générale de la France.

D'autres la dépassent à nouveau, après lui avoir été inférieurs en 1934 : tels la Marne 11 108, l'Ille-et-Vilaine 11 133, et les Ardennes 10 080 ; le Loiret agricole, avec 13 730 fr par habitant, se situe pour la première fois parmi les premiers. Et des départements, dont l'expansion était demeurée stationnaire : le Tarn 10 827, le Tarn-et-Garonne 11 065, la Haute-Savoie 10 259, les Hautes-Pyrénées 10 000 fr, le Var 11 757, les Vosges 9 372, et la Nièvre 12 066, figurent parmi les 28 départements ayant dépassé, en 1949, la moyenne nationale.

A l'opposé, de riches départements comme le Nord et la Gironde ne surclassent pas, par habitant, des départements pauvres comme la Creuse et la Corrèze. La moyenne dans les Bouches-du-Rhône est même inférieure à celle du Lot et à peine égale à celle des Hautes-Alpes.

Si le département du Gers est retombé aux dernières places, ce qui ne saurait surprendre, la riche Moselle occupe un moins bon rang que lui ; les Basses-Pyrénées sont inférieures à la Lozère et à égalité avec le Lot. Mais les départements de l'Aveyron, du Cantal, des Landes, du Morbihan et de la Corse demeurent parmi les plus mal placés dans la répartition par habitant.

Année 1953 : la tendance déjà signalée se précise ; la moyenne par tête tend, dans de nombreux départements du sud de la Loire, à rejoindre et même à dépasser celle de départements plus ou moins groupés au nord de ce fleuve. Faut-il en rechercher la cause dans une expansion agricole ou industrielle accrue, ou au contraire dans un état de stagnation économique affectant aux commerces locaux des ressources inemployées par ailleurs. Quoi qu'il en soit, trois départements méridionaux : Vaucluse 39 934 fr par habitant, Hautes-Pyrénées 37 313, et Drôme 35 970, précèdent la Seine, la Haute-Savoie et le Rhône. Le département de l'Aveyron lui-même

33 904, devance ce dernier ; 22 départements dépassent la moyenne nationale de 22 479 fr par habitant, et l'on compte parmi eux 7 départements du Midi. Avec 24 233 fr par habitant, les Hautes-Alpes ont une moyenne égale à celle de la Gironde et de la Loire-Atlantique et un peu inférieure seulement à celle du département du Nord.

On rencontre ensuite, pêle-mêle et avec des chiffres sensiblement voisins, des départements riches et des départements pauvres, des départements industriels et des départements agricoles : la Creuse voisine avec la Seine-et-Oise et l'Eure-et-Loir ; la Seine-Maritime avec le Lot-et-Garonne ; le Loiret, l'Eure et le Calvados avec les Basses-Alpes ; la Marne avec le Gers et le Tarn-et-Garonne, etc...

Au bas du tableau, l'Oise et la Côte-d'Or poursuivent une descente commencée antérieurement. Et les Bouches-du-Rhône avec 15 334 fr, occupent le 75^e rang ; il serait donc vain de rechercher un lien quelconque entre le montant des fonds de commerce par tête, et la richesse agricole ou industrielle des départements.

On s'étonnera peut-être de la valeur moyenne élevée des fonds de commerce par habitant ; qu'on veuille bien alors considérer que les marchandises neuves sont confondues avec les autres éléments et qu'en 1949, par exemple, la valeur des marchandises neuves atteignait, ou peu s'en faut, celle des autres éléments réunis.

II. — PROPORTION DES FONDS DE COMMERCE DANS LA FORTUNE PRIVÉE, OU EMPLOI DES FORTUNES :

Quelle était la part des fonds de commerce avant la première guerre mondiale ? Qu'est-elle devenue après un demi-siècle de bouleversements économiques ? Nous allons l'examiner en prenant pour départ l'année 1908 et l'année 1953 pour arrivée.

Année 1908 : Nous avons noté, au début de ce chapitre, qu'en 1908 les 2,68 % de la fortune privée étaient constitués par des fonds de commerce, et que ce pourcentage, progressant sans interruption après les deux guerres mondiales, atteignait en 1953 plus de 6 % de la fortune privée totale, mais, de même que la répartition en valeur, ce pourcentage était une moyenne, valable seulement pour la population entière ; à l'examen, des écarts considérables apparaissent entre départements :

La première constatation qui s'offre à nous c'est, en 1908, un pourcentage généralement plus élevé dans les départements du Midi que dans ceux du Nord et de l'Est : sur les 28 départements qui dépassent la moyenne de 2,68 %, 18 se situent au sud d'une ligne allant de Nantes à Lons-le-Saunier : nous avons observé le contraire dans la répartition en valeur, puisque, seuls 5 départe-

ments, situés au sud de cette ligne, figuraient alors parmi les 17 dont la moyenne avait dépassé le niveau d'ensemble. Et ceci paraît confirmer nos précédentes remarques qu'un climat économique stationnaire tend à multiplier les structures intermédiaires au préjudice des investissements productifs.

Deuxième constatation : ce pourcentage est très variable puisqu'il passe de plus de 11 % dans la Loire à moins de 1 % dans le Lot, la Lozère, les Landes, et les Pyrénées-Orientales ; et il est presque le même dans les Basses-Alpes 2,42 % et les Hautes-Alpes 2,39 % que dans la Seine 2,44 %, l'Oise 2,45, et le Rhône 2,55.

Des départements peu prospères bénéficient de pourcentages très élevés : Savoie 6,04, Aude 5,71, Tarn-et-Garonne 5, Ile-et-Vilaine 4,93 %, Drôme 4,92, Lot-et-Garonne 3,86, Finistère 3,46, Haute-Loire 3,33, Ardèche 3,20, égaux ou supérieurs à ceux des départements plus prospères : Nord 3,66 %, Bouches-du-Rhône et Somme 3,06 %, Pas-de-Calais 2,81, Seine-et-Oise 2,60, Gironde 2,11 %, Seine-et-Marne 1,91.

Les plus faibles pourcentages en fonds de commerce ont été observés dans quelques départements agricoles riches : Marne 2,20 %, Orne 2,06, Loiret 2,04, Aisne 1,71, Eure-et-Loir 1,26, et des départements comme la Manche 1,13 %, et le Calvados 1,06, se situent sur le même rang que plusieurs départements déshérités.

Année 1953 : Le pourcentage global moyen est passé à plus de 6 % de la fortune privée totale (il n'était encore que de 3,56 % en 1934). Et, cette fois, le pourcentage est très nettement plus élevé dans les départements situés au sud d'une ligne Nantes Lons-le-Saunier qu'au nord : sur les 39 départements dont le pourcentage dépasse 6,18 % de la fortune privée, 29 se rencontrent dans la zone Sud. Les écarts entre les départements restent grands, puisque les pourcentages varient de 3 % dans l'Orne à près de 14 % dans les Hautes-Pyrénées. La Loire avec 11 % maintient son rang et son pourcentage de 1908. L'Indre-et-Loire conserve son excellente place avec un pourcentage qui n'a que peu varié de 6,73 % à 7,61 % ; mais, dans la majorité des départements, la proportion des fonds de commerce s'accroît beaucoup ; relativement modeste dans le Vaucluse, qui passe de 7 % à 10 % et la Savoie de 6,04 à 9,10 %, cet accroissement est extraordinaire en Corse qui, passant de 1,68 % à 11,3 %, prend la deuxième place et voit multiplier par 7 son pourcentage de 1908, et en Haute-Savoie où le taux de 1908, multiplié par 6, témoigne d'un développement commercial, surtout hôtelier, considérable.

La Seine qui passe de 2,44 à 8,62 %, la Seine-et-Marne de 1,91 à 6,99 %, le Rhône, de 2,55 à plus de 8 %, voient plus que tripler leur pourcentage. Les Hautes-Alpes le quadruplent de 2,39 à 9,77 % ; la Drôme, de 4,92 à 9,91, le Nord de 3,66 à 6,92 et les Bouches-du-

Rhône de 3,06 à 6,95 le doublent. La Gironde passe de 2,11 à près de 7 % ; l'Isère de 3,85 à 6,29 ; la Seine-et-Oise de 2,60 à 6,69 ; le Calvados de 1,06 à 3,66.

Dans quelques départements cependant, le pourcentage n'a pas augmenté ou très peu. Dans les Alpes-Maritimes, il passe de 3,58 à 4,83. Dans les Ardennes de 3,95 à 4,70 ; dans la Haute-Loire de 3,33 à 4,39 ; dans l'Ille-et-Vilaine, il s'amenuise de 4,93 à 4,63. Et c'est encore dans les gros départements agricoles que le pourcentage a le moins augmenté, puisqu'il passe de 2,04 à 4,22 % dans le Loiret ; de 2,55 à 3,94 dans l'Eure ; de 3,06 à 3,41 dans la Somme ; de 2,20 à 3,50 dans la Marne ; de 2,06 à 3,10 dans l'Orne ; et de 2,45 à 3,65 seulement dans l'Oise.

III — PROGRESSION DE 1908 A 1953 DE LA VALEUR DES FONDS DE COMMERCE PAR HABITANT :

C'est également dans les départements au sud de la ligne Nantes Lons-le-Saunier et dans les plus déshérités d'entre eux en 1908 que nous observons la plus forte progression. Et ceci s'explique, car pour eux, la répartition par tête étant minime au départ, un accroissement même faible peut se traduire par une progression accélérée. Ainsi nous ne sommes pas surpris de constater que la valeur moyenne des fonds de commerce par habitant a été multipliée par plus de 1 000 dans les départements de l'Aveyron, de la Haute-Savoie, des Hautes-Pyrénées et du Lot ; qu'elle a été multipliée de 800 à 1 000 fois dans les Landes, la Lozère, la Creuse, le Puy-de-Dôme, la Haute-Vienne, le Cantal, l'Ariège et le Gers. Mais pour l'ensemble des départements, la progression moyenne s'établit à 166 fois la valeur de 1908, et cette progression, comme le pourcentage étudié plus haut, est très variable : 1 352 fois cette valeur dans la Haute-Savoie, 77 fois à peine dans l'Oise et 60 fois seulement dans la Loire.

La progression reste au-dessus de la moyenne dans les départements agricoles de la Manche 358 fois, du Calvados 296 fois, de l'Eure-et-Loir 244 fois, de l'Orne 190 fois, de la Seine-et-Marne 185 et de l'Aisne 181 fois. Elle représente 293 fois en Gironde, 277 fois en Meurthe-et-Moselle, 191 fois dans le Rhône et 189 fois dans le Pas-de-Calais la valeur de 1908. Elle est inférieure à la moyenne nationale dans le Vaucluse 165 fois, le Loiret 160 fois, le Nord 152 fois, les Bouches-du-Rhône 135 fois, la Seine-Maritime 134, et l'Eure 116 fois. Elle atteint à peine 88 fois le chiffre de 1908 dans la Seine-et-Oise, 84 fois dans la Seine, 81 fois dans la Marne, et 77 fois dans l'Oise, et ces départements sont considérés comme les plus riches de France. De même, la progression est inférieure à la moyenne générale dans la Moselle 93 fois et dans les Haut et Bas-

Rhin 67 fois, encore qu'elle s'en rapproche beaucoup dans ces derniers, si l'on considère que la progression n'est calculée pour eux, qu'à compter de l'année 1934.

IV. — RÉPARTITION EN VALEUR DANS LES DÉCLARATIONS DE SUCCESSION :

Dans un paragraphe précédent, nous avons considéré la répartition par habitant, mais les résultats obtenus, utiles pour comparer les départements entre eux, ne correspondent pas à la répartition réelle puisque le nombre des propriétaires est restreint par rapport à celui des habitants.

Nous allons examiner maintenant la répartition dans les déclarations de successions souscrites pendant une année déterminée et cette étude nous donnera une physionomie réelle de la répartition entre les classes possédantes, vivantes au cours de la même année.

Année 1908 : Tandis que la richesse moyenne était en 1908 de 135 fr par habitant, elle s'élevait pour la même année et par succession (donc approximativement par propriétaire vivant) à 15 340 fr. La Charente est en tête avec 41 160 fr par succession, la Loire, 34 980 fr, l'Ille-et-Vilaine 34 480 fr, le Nord 31 740, et la Marne 26 030, la suivent et précèdent la Seine 25 760 fr.

25 départements seulement dépassent cette moyenne générale de 15 340 ; parmi eux, 8 sont situés en dessous de la ligne Nantes Lons-le-Saunier. La richesse des classes possédantes est donc dans l'ensemble plus grande au nord de cette ligne qu'au sud. Dans les riches départements de Seine-et-Oise, Gironde, Loiret, Seine-et-Marne, Rhône, et Bouches-du-Rhône, la moyenne évolue de 13 430 fr en Seine-et-Oise à 8 340 fr dans les Bouches-du-Rhône. Les moyennes les plus faibles sont rencontrées dans les départements sous-développés du Midi.

Année 1934 : 19 départements dépassent la moyenne nationale de 44 687 par succession, dont 12 dans le Midi, Rhône et Savoie compris. La valeur moyenne des fonds de commerce est aussi élevée dans les départements pauvres du Lot-et-Garonne, du Gers et des Landes que dans celui de la Seine, elle est sensiblement la même dans les trois départements très peuplés de Seine-et-Oise, du Rhône et des Bouches-du-Rhône. Elle est égale en Corse et en Lozère à celle des riches départements du Calvados, de la Loire, des Bas et Haut-Rhin, et dépasse celle des Ardennes et du département du Nord. Dans les départements de l'Ardèche, de la Drôme, de la Creuse et du Lot, les moyennes successorales sont les moins fortes.

Année 1949 : Après la deuxième guerre mondiale, la valeur moyenne des fonds de commerce dans les déclarations de succession s'élève à 436 410 fr soit 10 fois celle de 1934. Cette moyenne est dépassée dans 32 départements dont 22 se trouvent au nord de la ligne Nantes Lons-le-Saunier. Le département de l'Yonne est en tête avec 1 187 200 fr par succession contre 47 070 fr en 1934. Le Tarn et le Doubs, avec 637 600 fr et 812 200 par succession remontent des 71^e et 70^e rangs en 1934 aux 7^e et 3^e rangs. Avec des moyennes de 613 700 fr et 708 700 fr par succession, la Seine-et-Marne et la Seine-et-Oise se maintiennent parmi les premiers, mais le département de la Seine rétrograde de la 3^e place (107 630 fr par succession en 1934) à la 35^e avec une moyenne de 428 700 fr, égale à celle de la Haute-Garonne, mais très inférieure à celle de la Drôme 538 300 fr et du Tarn-et-Garonne 564 500 fr.

L'Eure et le Loiret occupent les 4^e et 11^e places avec 729 600 fr et 596 000 fr par succession, gagnant sur 1934, le premier 21 rangs et le second 34. Mais le Calvados, avec 353 000 fr seulement, descend de la 47^e à la 58^e place, et la comparaison avec les précédents démontre bien que des départements agricoles parvenus au même stade économique divergent sensiblement dans la répartition des biens tertiaires.

Le département viticole de la Marne passe de 22 980 fr par succession en 1934 à 609 600 fr en 1949 et du 69^e au 10^e rang, tandis que celui de l'Aude, également viticole et 5^e avec 67 520 fr en 1934 revient en arrière au 73^e rang avec 291 700 fr, traduisant dans le secteur de la distribution, un retard considérable par rapport à d'autres départements similaires.

Année 1953 : L'actif moyen par succession plafonne à 1 196 773 fr par fonds de commerce. Cette moyenne est dépassée dans 25 départements. La Seine, avec 2 011 100 fr contre 428 700 fr en 1949, partage la 1^{re} place avec les Hautes-Pyrénées en grand progrès depuis 1949. La Seine-et-Marne et la Seine-et-Oise doublent leur valeur moyenne de la précédente statistique. Des progrès spectaculaires sont enregistrés dans les deux départements de Savoie et dans celui de la Moselle dont l'expansion économique est constante : ainsi, la Moselle passe de 349 000 fr en moyenne par succession en 1949 à 1 595 000 fr et occupe le 5^e rang. La Savoie et la Haute-Savoie passent respectivement de 353 600 fr et de 452 300 fr en 1949 à 1 619 300 fr et 1 266 500 fr en 1953. Les mêmes observations peuvent s'appliquer, avec des chiffres voisins, aux départements de la Charente-Maritime 1 514 900 fr en 1953, de la Drôme 1 557 700 fr, de la Loire 1 280 900 fr. Avec 1 288 200 fr contre 401 000 fr en 1949 le département du Nord remonte de la 43^e à la 17^e place (1).

(1) De même que pour les dépôts, la répartition doit être considérée dans la perspective du rapport du nombre des successions à celui des décès (voir ces rapports pages 270 et suiv.).

V. — PROGRESSION, DANS LES CLASSES POSSÉDANTES, DE 1908 A 1953, DU NOMBRE ET DE LA VALEUR DES FONDS DE COMMERCE :

Deux aspects sont à considérer :

1) progression en valeur des fonds de commerce, de 1908 à 1953.

2) Progression du nombre des fonds de commerce entre ces deux dates.

A. — *Progression en valeur, par possédant* : Dans l'ensemble des départements métropolitains, le taux moyen de progression est de 78, ce qui signifie que la valeur moyenne des fonds de commerce par possédant a été multipliée 78 fois depuis 1908. Cette moyenne a été réalisée dans le département de la Seine seule. Dans tous les autres, elle se situe soit au-delà soit en deçà de ce chiffre. Dans des départements considérés au point de vue économique comme stationnaires avant la première guerre mondiale, tels que l'Aveyron, le Lot, le Gard, les Landes, l'Ariège, le Cantal, la Haute-Savoie, les Basses et Hautes-Alpes, la Corse et le Gers, la progression atteint ou dépasse 200 fois la valeur de 1908.

Dans des départements agricoles riches : Vaucluse, Eure, Côte-d'Or, Oise, Somme, Marne, ou très industrialisés : Ardennes, Pas-de-Calais, Nord, Loire, le taux de progression reste inférieur à la moyenne : 40 fois seulement dans le Nord et 36 dans la Loire. La progression a été aussi forte dans la Creuse et la Lozère (102 fois) que dans la Seine-et-Oise, la Manche, l'Orne, l'Isère et la Gironde ; plus forte que dans le Loiret, les Alpes-Maritimes et la Loire.

L'Ardèche a progressé autant que le Calvados 170 fois. La progression dans les Bouches-du-Rhône et dans le Rhône a été sensiblement la même, 120 fois, dans ces deux départements.

Sur les 58 départements où le taux moyen a été dépassé, 38 se rencontrent au sud de la ligne Nantes Lons-le-Saunier. Cette inégalité entre les deux zones s'explique-t-elle par le retard de certains départements méridionaux à se développer, comblé, depuis, en partie, par une activité commerciale désordonnée entre et après les 2 guerres mondiales, ou par la stagnation des autres biens ?

B. — *Progression du nombre des fonds de commerce* : De 1908 à 1953, le nombre des fonds de commerce a considérablement augmenté ; la progression nationale représente plus de deux fois le chiffre de 1914 ; mais il serait inexact d'en conclure qu'il en a été ainsi dans tous les départements. En effet, dans un grand nombre de départements le chiffre de 1908 doit bien être multiplié par 3 et dans plusieurs par 4 ou 5, ou même davantage, mais dans beaucoup

d'autres et des plus importants, le coefficient d'augmentation est de 50 % seulement et dans quelques-uns, inférieur. Le coefficient le plus fort s'observe dans quelques départements de Bretagne et du Massif Central : il est supérieur à 8 dans les Côtes-du-Nord et la Creuse, et à plus de 7 en Lozère ; il est de 6 en Corrèze et voisin de 6 dans le Morbihan et le Finistère.

Dans 37 départements, le coefficient d'augmentation dépasse 3 par rapport à 1908, mais treize d'entre eux seulement se situent au nord de la ligne conventionnelle Nantes Lons-le-Saunier. La progression du nombre des fonds de commerce est bien plus importante dans les départements du Midi et du Massif Central que dans ceux du Nord et de l'Est. Et cette constatation confirme nos remarques précédentes : dans beaucoup de départements où l'économie était déjà en pleine expansion en 1908, le nombre des fonds de commerce n'a pas beaucoup augmenté : dans l'Orne, l'Eure-et-Loir, l'Aisne, les Ardennes, le Calvados, le Loiret, l'Eure, l'augmentation oscille de 60 à 95 %, tandis qu'elle atteint 400 % en Haute-Savoie et Haute-Loire.

Elle est de 50 % dans le Rhône et d'environ 30 % seulement dans l'Oise ; les plus faibles augmentations se rencontrent dans les départements de la Seine-Maritime 23 %, de l'Indre-et-Loire 20 %, des Bouches-du-Rhône 10 %, du Var 11 %, et de la Seine 8 %.

En Seine-et-Oise, le nombre des fonds de commerce paraît même, en 1953, inférieur à celui de 1908.

Si nous comparons maintenant, dans quelques départements, la valeur moyenne des fonds de commerce par habitant avec la valeur moyenne par succession, nous nous apercevons que le classement par succession ne s'effectue plus dans le même ordre que le classement par habitant. En effet, les départements du Rhône et des Bouches-du-Rhône, respectivement 15^e et 25^e en 1908 dans le classement par habitant, sont ramenés pour la même année au 43^e et 53^e rang dans le classement par succession, soit une perte de 28 rangs pour chacun. Les riches départements de Seine-et-Marne, du Loiret, de l'Oise et du Calvados, perdent de même, en 1908, dans la comparaison de la valeur par succession et par habitant, de nombreuses places ; tandis que d'autres tels que la Charente-Maritime, le Tarn-et-Garonne, la Manche, la Gironde, et le Nord remontent au contraire, de plusieurs rangs.

Qu'est-ce à dire sinon que dans les premiers, les propriétaires sont probablement plus nombreux, proportionnellement au nombre d'habitants, que dans les seconds ; que la richesse s'y dilue davantage, et qu'ainsi l'équilibre social est mieux réalisé.

Les mêmes observations peuvent être faites pour l'année 1953 : la Charente-Maritime, la Marne, les Bouches-du-Rhône, l'Eure la Manche, le Tarn, l'Aisne, la Seine-et-Oise etc... gagnent de

nombreux rangs dans le classement par succession ; la Seine, la Corse, la Somme, le Calvados, n'en gagnent pas ou très peu. Les propriétaires apparaissent donc relativement moins nombreux, et la richesse commerciale plus concentrée dans le premier groupe que dans le second.

A l'inverse, les départements des Hautes-Alpes, de la Haute-Savoie, du Rhône et de la Loire perdent de nombreux rangs en passant du classement par habitant au classement par succession ; les propriétaires y sont relativement plus nombreux, la richesse commerciale plus éparpillée.

CONCLUSION :

Des 13 catégories de biens entre lesquelles nous avons réparti la fortune privée globale, les fonds de commerce représentent celle où la progression en valeur et par habitant a été la plus forte de 1908 à 1953. Tandis que la progression représente, pour les livrets de caisse d'épargne et de retraite, 122 fois, pour les dépôts 113 fois, les immeubles 109 fois, les actions 61 fois, et pour l'ensemble des 13 catégories de biens 71 fois seulement la valeur de 1908, elle est, pour les fonds de commerce, de 166 fois environ cette valeur.

Et si l'on considère la progression par succession déclarée, les constatations sont presque identiques. Hormis les immeubles ruraux où la progression est de 130 fois la valeur de 1908, la progression des fonds de commerce est la plus forte. Elle atteint 78 fois la valeur de 1908 (dépôts : moins de 19 fois ; immeubles urbains : 61 fois seulement). Il en est de même de la proportion des fonds de commerce dans la fortune privée totale. Passant de 2,67 % de la fortune totale en 1908 à 6,18 % en 1953 elle a plus que doublé. Le pourcentage des dépôts et des livrets, quoique ayant subi la plus forte augmentation après celle des fonds de commerce, est loin d'avoir doublé. Le pourcentage des immeubles a augmenté de 50 %, celui de tous les autres biens est resté stationnaire, et celui des valeurs mobilières proprement dites, a considérablement baissé.

Ainsi donc, les fonds de commerce représentent la seule catégorie de biens pour laquelle deux guerres mondiales auront été bénéfiques.

Répartition en capital du montant des fonds de commerce en 1908.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Loire	489 F	Mayenne	80 F
Seine	408	Allier	79
Indre-et-Loire	366	Aube	74
Seine-et-Oise	244	Meurthe-et-Moselle	74
Vaucluse	242	Calvados	66
Marne	201	Maine-et-Loire	65
Charente	197	Finistère	64
Somme	195	Nièvre	61
Oise	194	Vienne	59
Ardennes	190	Basses-Pyrénées	58
Nord	176	Jura	56
Ille-et-Vilaine	170	Loir-et-Cher	53
Eure	167	Haute-Loire	50
Seine-Inférieure	167	Ain	49
Rhône	164	Haute-Saône	49
Alpes-Maritimes	155	Manche	45
Seine-et-Marne	149	Basses-Alpes	43
Loiret	128	Deux-Sèvres	43
Savoie	128	Côtes-du-Nord	42
Doubs	125	Gard	41
Charente-Inférieure	123	Ardèche	40
Yonne	120	Saône-et-Loire	39
Loire-Inférieure	119	Corrèze	35
Aude	113	Hautes-Pyrénées	34
Bouches-du-Rhône	113	Indre	33
Drôme	112	Puy-de-Dôme	33
Haute-Garonne	112	Hautes-Alpes	31
Cher	107	Morbihan	30
Var	107	Pyrénées-Orientales	30
Isère	106	Dordogne	28
Sarthe	106	Vendée	27
Aisne	103	Creuse	25
Hérault	103	Haute-Savoie	25
Lot-et-Garonne	100	Haute-Vienne	24
Côte-d'Or	96	Cantal	21
Tarn-et-Garonne	96	Tarn	21
Meuse	90	Ariège	19
Orne	89	Aveyron	18
Haute-Marne	88	Gers	17
Vosges	87	Landes	17
Eure-et-Loir	85	Lot	11
Pas-de-Calais	84	Lozère	9
Gironde	82	Corse	4

Répartition moyenne par habitant : 135 fr en 1908.

Répartition en capital du montant des fonds de commerce en 1934.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Seine	1 664 F	B. et Hautes-Pyrénées	590 F
Côte-d'Or	1 439	Loir-et-Cher	581
Rhône	1 255	Meurthe-et-Moselle	568
Aude	1 224	Nièvre	559
Vaucluse et B.-Alpes	1 124	Savoie	556
Lot-et-Garonne	984	Loiret	554
Seine-Inférieure	984	Nord	544
Seine-et-Marne	967	Jura	525
Somme	950	Dordogne	499
Oise	886	Corrèze	492
Gironde	880	Ille-et-Vilaine	480
Seine-et-Oise	869	Finistère	475
Eure	860	Meuse	470
Maine-et-Loire	799	Pas-de-Calais	466
Sarthe	799	Vendée	456
Yonne	790	Côtes-du-Nord	455
Gard	782	Aube	443
Loire	765	Haute-Marne	423
Indre-et-Loire	762	Haute-Savoie	420
Gers	758	Haute-Saône	404
Eure-et-Loir	747	Mayenne	389
Orne	739	Drôme et Ardèche	385
Allier	730	Morbihan	362
Loire-Inférieure	724	Vienne	362
Vosges	715	Landes	359
Pyrénées-Orientales	702	Puy-de-Dôme	343
Cher	677	Indre	341
Manche	674	Cantal	339
Haute-Loire	639	Marne	339
Ardenes	638	Deux-Sèvres	335
Calvados	625	Charente	333
Ain	622	Lozère	325
Alpes-Maritimes	617	Charente-Inférieure	315
Var	617	Doubs	308
Hérault	613	Tarn	299
Aisne	611	Bas et Haut-Rhin	278
Hte-Garonne, Ariège et Tarn-et-Garonne	605	Creuse	269
Isère et Hautes-Alpes	599	Moselle	238
Saône-et-Loire	599	Aveyron	212
Bouches-du-Rhône	597	Lot	202
Haute-Vienne	592	Corse	103

Répartition moyenne nationale par habitant : 736 fr en 1934.

Répartition en capital du montant des fonds de commerce en 1949.**CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.**

Yonne	29 195 F	Indre-et-Loire	8 194 F
Doubs	16 151	Charente	8 186
Drôme	16 023	Gironde	8 115
Haute-Vienne	15 736	Indre	8 064
Rhône	14 673	Hérault	7 955
Loiret	13 730	Nord	7 880
Seine-et-Oise	13 095	Loir-et-Cher	7 825
Eure	12 816	Loire-Atlantique	7 801
Côte-d'Or	12 586	Creuse	7 798
Seine-et-Marne	12 483	Corrèze	7 726
Seine	12 465	Pas-de-Calais	7 599
Nièvre	12 066	Vienne	7 471
Eure-et-Loir	11 958	Haute-Saône	7 429
Var	11 757	Finistère	7 410
Vaucluse	11 459	Meuse	7 116
Allier	11 403	Bas et Haut-Rhin	7 002
Seine-Maritime	11 156	Haute-Garonne	6 907
Ille-et-Vilaine	11 133	Charente-Maritime	6 756
Marne	11 108	Cher	6 707
Tarn-et-Garonne	11 065	Gard	6 666
Tarn	10 827	Lozère	6 548
Somme	10 780	Saône-et-Loire	6 526
Haute-Savoie	10 259	Basses-Pyrénées	6 518
Maine-et-Loire	10 186	Lot	6 405
Loire	10 168	Ardèche	6 328
Ardennes	10 080	Aisne	6 177
Hautes-Pyrénées	10 003	Bouches-du-Rhône	6 083
Vosges	9 372	Hautes-Alpes	6 005
Deux-Sèvres	9 277	Aude	5 908
Côtes-du-Nord	9 234	Lot-et-Garonne	5 718
Ain	9 139	Dordogne	5 438
Orne	9 125	Haute-Loire	5 308
Haute-Marne	9 101	Vendée	5 257
Oise	9 049	Gers	5 229
Aube	8 939	Landes	5 069
Isère	8 845	Ariège	5 039
Meurthe-et-Moselle	8 831	Morbihan	5 024
Calvados	8 652	Jura	4 928
Savoie	8 592	Basses-Alpes	4 835
Pyrénées-Orientales	8 488	Moselle	4 832
Manche	8 461	Cantal	4 591
Sarthe	8 383	Mayenne	4 408
Alpes-Maritimes	8 376	Aveyron	4 365
Puy-de-Dôme	8 281	Corse	806

Répartition moyenne nationale par habitant : 9 310 fr en 1949.

Répartition en capital du montant des fonds de commerce en 1953.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Vaucluse	39 934 F	Calvados	19 535 F
Hautes-Pyrénées	37 313	Eure	19 450
Drôme	35 970	Gard	18 972
Seine	34 292	Ain	18 954
Aveyron	33 904	Var	18 892
Haute-Savoie	33 819	Bas et Haut-Rhin	18 704
Rhône	31 453	Aisne	18 669
Indre-et-Loire	30 707	Haute-Marne	18 558
Loire	29 672	Cantal	18 416
Savoie	28 595	Isère	18 355
Puy-de-Dôme	28 384	Morbihan	18 300
Seine-et-Marne	27 594	Ariège	17 940
Nord	26 883	Basses-Pyrénées	17 830
Aude	26 273	Charente-Maritime	17 753
Allier	25 304	Aube	17 729
Hautes-Alpes	24 233	Corrèze	17 535
Gironde	24 094	Vendée	17 373
Loire-Atlantique	23 805	Deux-Sèvres	17 209
Hérault	23 767	Meuse	16 997
Ardèche	23 738	Pyrénées-Orientales	16 976
Ardennes	23 247	Orne	16 921
Doubs	22 940	Tarn-et-Garonne	16 825
Loir-et-Cher	22 452	Jura	16 743
Seine-Maritime	22 400	Gers	16 683
Moselle	22 297	Indre	16 573
Lot-et-Garonne	22 027	Sarthe	16 459
Saône-et-Loire	21 936	Marne	16 395
Vosges	21 791	Somme	16 305
Alpes-Maritimes	21 692	Manche	16 123
Côtes-du-Nord	21 602	Pas-de-Calais	15 912
Seine-et-Oise	21 570	Bouches-du-Rhône	15 344
Creuse	21 170	Tarn	15 012
Eure-et-Loir	20 815	Oise	14 983
Nièvre	20 768	Mayenne	14 443
Haute-Vienne	20 763	Finistère	14 420
Ille-et-Vilaine	20 610	Landes	14 021
Haute-Saône	20 545	Maine-et-Loire	13 477
Loiret	20 518	Côte-d'Or	13 294
Meurthe-et-Moselle	20 506	Lot	12 028
Charente	20 213	Vienne	11 789
Cher	20 134	Haute-Loire	11 657
Yonne	20 099	Dordogne	11 338
Haute-Garonne	19 965	Lozère	7 475
Basses-Alpes	19 603	Corse	2 775

Répartition moyenne nationale par habitant : 22 479 fr en 1953.

Pourcentage des fonds de commerce dans les fortunes privées en 1908.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Loire	11,4	%	Marne	2,20	%
Vaucluse	6,98		Haute-Marne	2,19	
Indre-et-Loire	6,73		Jura	2,14	
Savoie	6,04		Gironde	2,11	
Charente	5,75		Côte-d'Or	2,10	
Aude	5,71		Orne	2,06	
Tarn-et-Garonne	4,98		Loiret	2,04	
Ille-et-vilaine	4,93		Haute-Saône	2,04	
Drôme	4,92		Mayenne	2,01	
Hérault	4,41		Côtes-du-Nord	2	
Charente-Inférieure	4,29		Meuse	1,95	
Haute-Garonne	3,97		Seine-et-Marne	1,91	
Ardennes	3,95		Ariège	1,88	
Loire-Inférieure	3,90		Maine-et-Loire	1,84	
Doubs	3,87		Basses-Pyrénées	1,80	
Lot-et-Garonne	3,86		Creuse	1,78	
Isère	3,85		Aisne	1,71	
Nord	3,66		Corse	1,68	
Alpes-Maritimes	3,58		Deux-Sèvres	1,63	
Finistère	3,46		Morbihan	1,62	
Cher	3,36		Dordogne	1,61	
Haute-Loire	3,33		Vienne	1,58	
Var	3,32		Meurthe-et-Moselle	1,56	
Ardèche	3,20		Aveyron	1,44	
Bouches-du-Rhône	3,06		Haute-Vienne	1,42	
Somme	3,06		Puy-de-Dôme	1,34	
Corrèze	2,94		Ain	1,27	
Pas-de-Calais	2,81		Haute-Savoie	1,27	
Seine-et-Oise	2,60		Eure-et-Loir	1,26	
Eure	2,55		Saône-et-Loire	1,26	
Rhône	2,55		Cantal	1,19	
Allier	2,52		Aube	1,18	
Oise	2,45		Gers	1,18	
Seine	2,44		Tarn	1,15	
Basses-Alpes	2,42		Manche	1,13	
Vosges	2,40		Indre	1,12	
Yonne	2,39		Calvados	1,06	
Hautes-Alpes	2,39		Vendée	1,05	
Hautes-Pyrénées	2,37		Loir-et-Cher	1,01	
Seine-Inférieure	2,37		Lot	0,81	
Sarthe	2,33		Lozère	0,78	
Nièvre	2,33		Landes	0,74	
Gard	2,30		Pyrénées-Orientales	0,67	

Pourcentage moyen national : 2,67 % par habitant en 1908.

Pourcentage des fonds de commerce dans les fortunes privées en 1953.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Hautes-Pyrénées	13,7	%	Seine-Maritime	5,52	%
Corse	11,3		Charente-Maritime	5,36	
Loire	11		Gers	5,34	
Vaucluse	10,2		Nièvre	5,17	
Aveyron	9,91		Haute-Marne	5,11	
Drôme	9,91		Cantal	5,10	
Hautes-Alpes	9,77		Cher	5,09	
Savoie	9,16		Ain	5,08	
Ardèche	9		Aisne	5,04	
Seine	8,62		Indre	4,93	
Puy-de-Dôme	8,51		Tarn	4,89	
Rhône	8,06		Alpes-Maritimes	4,83	
Saône-et-Loire	7,85		Pas-de-Calais	4,76	
Haute-Savoie	7,67		Ardenes	4,70	
Indre-et-Loire	7,61		Jura	4,70	
Aude	7,57		Loir-et-Cher	4,63	
Moselle	7,25		Ille-et-Vilaine	4,63	
Lot-et-Garonne	7,15		Pyrénées-Orientales	4,62	
Seine-et-Marne	6,99		Creuse	4,61	
Bouches-du-Rhône	6,95		Yonne	4,55	
Gironde	6,95		Finistère	4,52	
Nord	6,92		Landes	4,48	
Hérault	6,84		Haute-Loire	4,39	
Charente	6,76		Meuse	4,39	
Haute-Garonne	6,74		Dordogne	4,23	
Seine-et-Oise	6,69		Loiret	4,22	
Allier	6,64		Deux-Sèvres	4,15	
Gard	6,62		Vendée	4,13	
Ariège	6,60		Côte-d'Or	3,97	
Doubs	6,47		Eure	3,94	
Haute-Vienne	6,47		Lot	3,88	
Vosges	6,46		Maine-et-Loire	3,84	
Meurthe-et-Moselle	6,42		Sarthe	3,72	
Isère	6,29		Vienne	3,72	
Var	6,23		Aube	3,68	
Corrèze	6,22		Calvados	3,66	
Basses-Pyrénées	6,21		Oise	3,61	
Bas et Haut-Rhin	6,18		Marne	3,50	
Tarn-et-Garonne	6,18		Mayenne	3,43	
Haute-Saône	6,13		Somme	3,41	
Basses-Alpes	6,06		Lozère	3,34	
Loire-Atlantique	6,01		Eure-et-Loir	3,21	
Côtes-du-Nord	5,83		Manche	3,13	
Morbihan	5,66		Orne	3,10	

Pourcentage moyen national : 6,18 % par habitant en 1953.

**Progression en capital depuis 1908 des fonds de commerce et marchandises
y attachées.**

CLASSEMENT PAR HABITANT ET PAR DÉPARTEMENT EN 1953.

Aveyron	1 883 fois	Hérault	230 fois
Haute-Savoie	1 352	Finistère	225
Htes-Pyrénées	1 097	Savoie	223
Lot	1 093	Lot-et-Garonne	220
Gers	981	Haute-Marne	210
Ariège	944	Maine-et-Loire	207
Cantal	877	Loire-Atlantique	200
Haute-Vienne	865	Vienne	199
Puy-de-Dôme	860	Rhône	191
Creuse	846	Orne	190
Lozère	830	Pas-de-Calais	189
Landes	824	Meuse	188
Hautes-Alpes	781	Cher	188
Tarn	715	Seine-et-Marne	185
Corse	693	Doubs	183
Vendée	643	Aisne	181
Morbihan	610	Mayenne	180
Ardèche	593	Haute-Garonne	178
Pyrénées-Orient.	565	Var	176
Saône-et-Loire	562	Tarn-et-Garonne	175
Côtes-du-Nord	514	Isère	173
Indre	502	Yonne	167
Corrèze	501	Vaucluse	165
Gard	462	Loiret	160
Basses-Alpes	455	Sarthe	155
Loir-et-Cher	423	Nord	152
Haute-Saône	419	Charente-Marit.	144
Dordogne	404	Alpes-Maritimes	140
Deux-Sèvres	400	Côte-d'Or	138
Ain	386	Bouches-du-Rh.	135
Manche	358	Seine-Maritime	134
Nièvre	340	Ardennes	122
Drôme	321	Ille-et-Vilaine	121
Allier	320	Eure	116
Basses-Pyrénées	307	Charente	102
Jura	300	Moselle dep. 1934	93
Calvados	296	Seine-et-Oise	88
Gironde	293	Seine	84
Meurthe-et-M.	277	Indre-et-Loire	83
Vosges	250	Somme	83
Eure-et-Loir	244	Marne	81
Aube	239	Oise	77
Haute-Loire	233	Bas et Haut-Rhin	67 dep. 1934
Aude	232	Loire	60

Progression moyenne nationale depuis 1908 : 166 fois par habitant en 1953.

Répartition des fonds de commerce dans les fortunes privées en 1908.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR SUCCESSION.

Charente	41 160 F	Sarthe	10 410 F
Loire	34 980	Basses-Pyrénées	9 770
Ille-et-Vilaine	34 480	Orne	9 740
Nord	31 740	Manche	9 310
Marne	26 030	Eure-et-Loir	9 220
Seine	25 760	Nièvre	9 080
Charente-Inférieure	24 480	Aube	8 720
Savoie	24 150	Hérault	8 540
Vaucluse	23 550	Var	8 459
Somme	21 640	Isère	8 440
Indre-et-Loire	20 960	Bouches-du-Rhône	8 340
Pas-de-Calais	20 240	Haute-Loire	8 260
Finistère	19 280	Maine-et-Loire	7 980
Doubs	18 740	Jura	7 960
Haute-Marne	18 450	Hautes-Pyrénées	7 960
Vosges	18 400	Morbihan	7 790
Aude	17 900	Haute-Saône	7 670
Ardennes	17 800	Indre	7 380
Eure	16 660	Pyrénées-Orientales	7 330
Alpes-Maritimes	16 120	Vendée	7 010
Tarn-et-Garonne	16 100	Dordogne	6 330
Yonne	15 960	Calvados	6 110
Côtes-du-Nord	15 710	Creuse	6 100
Meuse	15 550	Haute-Vienne	5 900
Oise	15 340	Ardèche	5 700
Lot-et-Garonne	15 250	Loir-et-Cher	5 260
Loire-Inférieure	14 260	Gers	5 160
Côte-d'Or	13 975	Saône-et-Loire	4 900
Cher	13 720	Ain	4 870
Corrèze	13 640	Haute-Savoie	4 680
Drôme	13 530	Basses-Alpes	4 520
Seine-et-Oise	13 430	Hautes-Alpes	4 440
Gironde	12 640	Aveyron	4 100
Vienne	12 470	Ariège	3 660
Seine-Inférieure	12 080	Gard	3 650
Allier	11 600	Tarn	3 530
Aisne	11 240	Deux-Sèvres	3 390
Haute-Garonne	11 140	Lozère	3 230
Loiret	10 950	Landes	2 900
Meurthe-et-Moselle	10 940	Cantal	2 720
Mayenne	10 700	Puy-de-Dôme	2 480
Seine-et-Marne	10 570	Corse	2 040
Rhône	10 560	Lot	1 820

Moyenne nationale par succession : 15 340 fr en 1908.

Répartition des fonds de commerce dans les fortunes privées en 1934.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR SUCCESSION.

Lot-et-Garonne	149 420 F	Meuse	33 920 F
Gers	126 460	Dordogne	33 850
Seine	107 630	Moselle	33 840
Landes	103 950	Loiret	32 850
Aude	67 520	Pas-de-Calais	32 760
Côte-d'Or	65 790	Calvados	32 520
Gard	59 050	Ain	31 922
Seine-Inférieure	56 690	Bas et Haut-Rhin	31 630
Vaucluse et B.-Alpes	53 930	Lozère	31 440
Pyrénées-Orientales	52 770	Loire	31 400
Seine-et-Oise	51 970	Loir-et-Cher	30 730
Rhône	51 320	Haute-Marne	30 410
Bouches-du-Rhône	50 940	Jura	30 310
Oise	48 990	Corse	30 230
Savoie	47 560	Charente	29 930
Yonne	47 070	Cantal	29 770
Alpes-Maritimes	47 060	Saône-et-Loire	28 690
Gironde	45 790	Ardenes	28 177
Eure-et-Loir	45 190	Côtes-du-Nord	27 920
Hte-Garonne, Ariège		Haute-Saône	27 830
et Tarn-et-Garonne	44 660	Isère + Hautes-Alp.	27 430
Seine-et-Marne	44 250	Nord	27 300
Meurthe-et-Moselle	43 530	Aube	27 000
Allier	42 460	Haute-Loire	26 550
Basses et H.-Pyrén.	42 160	Charente-Inférieure	24 950
Eure	41 530	Deux-Sèvres	23 430
Somme	40 430		
Vosges	40 170	Haute-Savoie	23 040
Sarthe	39 620	Marne	22 980
Hérault	39 160	Doubs	22 900
Maine-et-Loire	39 090	Tarn	22 610
Indre-et-Loire	38 810	Puy-de-Dôme	22 590
Finistère	38 300	Vendée	22 590
Haute-Vienne	37 960	Morbihan	20 940
Var	37 450	Mayenne	20 330
Manche	36 860	Vienne	20 330
Loire-Inférieure	36 290	Aveyron	19 720
Orne	36 090	Ille-et-Vilaine	19 230
Nièvre	35 660	Drôme et Ardèche	18 060
Cher	35 610	Indre	16 955
Corrèze	34 110	Creuse	15 520
Aisne	33 920	Lot	13 400

Moyenne nationale par succession : 44 687 fr en 1934.

Répartition des fonds de commerce dans les fortunes privées en 1949.**CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR SUCCESSION.**

Yonne	1 187 200	Gironde	398 500 F
Var	858 900	Indre-et-Loire	397 700
Doubs	812 200	Deux-Sèvres	396 300
Eure	729 600	Gard	395 000
Seine-et-Oise	708 700	Corrèze	394 900
Haute-Vienne	668 000	Isère	388 200
Tarn	637 600	Loir-et-Cher	384 200
Côte-d'Or	616 000	Loire-Atlantique	382 400
Seine-et-Marne	613 700	Charente	368 200
Marne	609 600	Charente-Maritime	365 100
Loiret	596 000	Hérault	364 300
Seine-Maritime	585 900	Finistère	361 600
Tarn-et-Garonne	564 500	Savoie	353 600
Drôme	538 300	Calvados	353 100
Ille-et-Vilaine	534 900	Moselle	349 000
Eure-et-Loir	533 200	Basses-Pyrénées	348 300
Nièvre	523 700	Lozère	345 900
Alpes-Maritimes	508 400	Creuse	338 100
Haute-Marne	503 400	Dordogne	338 100
Somme	501 400	Ardennes	335 100
Rhône	480 500	Saône-et-Loire	334 200
Vaucluse	477 100	Manche	328 400
Orne	472 200	Haute-Saône	320 500
Bas et Haut-Rhin	470 800	Ain	314 900
Meurthe-et-Moselle	466 500	Gers	310 400
Sarthe	453 400	Puy-de-Dôme	306 200
Hautes-Pyrénées	453 100	Lot-et-Garonne	301 800
Haute-Savoie	452 300	Meuse	293 500
Aube	448 200	Aude	291 700
Pas-de-Calais	445 300	Jura	289 800
Oise	444 100	Corse	287 300
Bouches-du-Rhône	443 400	Basses-Alpes	285 400
Aisne	430 600	Ardèche	284 100
Haute-Garonne	428 700	Cher	267 200
Seine	428 700	Morbihan	266 700
Pyrénées-Orientales	428 400	Ariège	252 700
Côtes-du-Nord	420 400	Vendée	251 100
Loire	419 500	Aveyron	247 800
Indre	418 900	Landes	237 200
Vienne	413 100	Haute-Loire	229 900
Maine-et-Loire	408 400	Hautes-Alpes	223 800
Allier	405 900	Cantal	215 800
Nord	401 000	Lot	210 500
Vosges	400 700	Mayenne	203 400

Moyenne nationale par succession : 436 411 fr en 1949.

Répartition des fonds de commerce dans les fortunes privées en 1953.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR SUCCESSION.

Hautes-Pyrénées	2 114 400	Yonne	1 008 700
Seine	2 011 100	Basses-Alpes	997 900
Vaucluse	1 798 700	Gers	995 600
Savoie	1 619 300	Bouches-du-Rhône	993 500
Moselle	1 595 000	Ardèche	976 900
Drôme	1 557 700	Basses-Pyrénées	972 500
Doubs	1 530 900	Ariège	966 000
Charente-Maritime	1 514 900	Haute-Marne	962 100
Aveyron	1 505 100	Aube	960 200
Indre-et-Loire	1 455 500	Orne	959 400
Aude	1 436 900	Pas-de-Calais	951 700
Alpes-Maritimes	1 414 100	Hautes-Alpes	936 200
Seine-et-Oise	1 407 100	Deux-Sèvres	928 700
Seine-et-Marne	1 358 700	Meuse	925 900
Var	1 333 700	Manche	923 900
Seine-Maritime	1 298 500	Ille-et-Vilaine	923 500
Nord	1 288 200	Côtes-du-Nord	913 000
Rhône	1 286 000	Vendée	911 200
Loire	1 280 900	Tarn	906 600
Hérault	1 279 300	Haute-Vienne	903 000
Haute-Savoie	1 266 500	Pyrénées-Orientales	887 400
Gironde	1 260 200	Oise	886 700
Ardennes	1 239 800	Tarn-et-Garonne	876 900
Meurthe-et-Moselle	1 214 300	Jura	866 700
Eure	1 210 600	Nièvre	859 300
Puy-de-Dôme	1 192 300	Isère	854 300
Lot-et-Garonne	1 183 700	Côte-d'Or	847 500
Corrèze	1 183 600	Somme	845 300
Eure-et-Loir	1 181 000	Morbihan	840 000
Loir-et-Cher	1 158 800	Cher	811 000
Loire-Atlantique	1 142 000	Landes	793 400
Gard	1 124 100	Maine-et-Loire	746 600
Saône-et-Loire	1 115 300	Ain	734 600
Bas et Haut-Rhin	1 105 900	Dordogne	732 600
Charente	1 094 300	Finistère	726 500
Haute-Garonne	1 093 900	Mayenne	706 700
Allier	1 084 900	Vienne	702 900
Aisne	1 082 300	Cantal	693 500
Sarthe	1 063 500	Indre	688 000
Marne	1 054 800	Lot	659 300
Loiret	1 050 600	Creuse	631 400
Calvados	1 042 600	Corse	410 300
Haute-Saône	1 032 200	Haute-Loire	396 500
Vosges	1 009 600	Lozère	331 300

Moyenne nationale par succession : 1 196 773 fr en 1953.

**FONDS DE COMMERCE : Rapport du nombre des successions actives
à celui des décès en 1908.**

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT.

Indre-et-Loire	1 / 34	Côte-d'Or	1 / 92
Deux-Sèvres	1 / 42	Doubs	1 / 93
Seine-et-Oise	1 / 43	Gironde	1 / 93
Seine-et-Marne	1 / 44	Jura	1 / 94
Loire	1 / 44	Haute-Saône	1 / 95
Puy-de-Dôme	1 / 45	Aude	1 / 96
Seine	1 / 47	Hautes-Alpes	1 / 97
Rhône	1 / 48	Meurthe-et-Moselle	1 / 97
Loiret	1 / 48	Ardèche	1 / 98
Seine-Inférieure	1 / 50	Basses-Pyrénées	1 / 102
Var	1 / 51	Haute-Loire	1 / 104
Isère	1 / 52	Lot-et-Garonne	1 / 105
Oise	1 / 52	Meuse	1 / 107
Bouches-du-Rhône	1 / 54	Tarn	1 / 107
Hérault	1 / 54	Indre	1 / 111
Ardennes	1 / 56	Lot	1 / 111
Loir-et-Cher	1 / 58	Nord	1 / 112
Gard	1 / 61	Ariège	1 / 119
Ain	1 / 62	Tarn-et-Garonne	1 / 120
Haute-Garonne	1 / 65	Haute-Savoie	1 / 121
Calvados	1 / 65	Creuse	1 / 121
Sarthe	1 / 65	Charente-Inférieure	1 / 121
Alpes-Maritimes	1 / 68	Haute-Vienne	1 / 122
Cantal	1 / 70	Charente	1 / 125
Cher	1 / 70	Dordogne	1 / 128
Loire-Inférieure	1 / 70	Savoie	1 / 132
Basses-Alpes	1 / 71	Vienne	1 / 134
Eure	1 / 71	Pas-de-Calais	1 / 135
Saône-et-Loire	1 / 71	Vendée	1 / 136
Somme	1 / 71	Vosges	1 / 137
Vaucluse	1 / 72	Pyrénées-Orientales	1 / 137
Aisne	1 / 73	Ille-et-Vilaine	1 / 137
Eure-et-Loir	1 / 74	Manche	1 / 144
Maine-et-Loire	1 / 77	Hautes-Pyrénées	1 / 145
Allier	1 / 78	Haute-Marne	1 / 146
Drôme	1 / 79	Morbihan	1 / 153
Aube	1 / 80	Aveyron	1 / 153
Landes	1 / 80	Finistère	1 / 192
Orne	1 / 80	Gers	1 / 199
Mayenne	1 / 82	Corrèze	1 / 202
Yonne	1 / 84	Lozère	1 / 202
Marne	1 / 84	Corse	1 / 228
Nièvre	1 / 88	Côtes-du-Nord	1 / 257

Rapport moyen national : une succession active sur soixante-douze décès
(1 / 72)

**FONDS DE COMMERCE : Rapport du nombre des successions actives
à celui des décès en 1934.**

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT.

Loire	1 /24	Jura	1 /40
Ille-et-Vilaine	1 /25	Manche	1 /40
Haute-Loire	1 /27	Morbihan	1 /40
Ardennes	1 /28	Loiret	1 /41
Rhône	1 /29	Pas-de-Calais	1 /42
Somme	1 /29	Pyrénées-Orientales	1 /42
Nord	1 /30	Aube	1 /42
Isère et Hautes-Alpes	1 /30	Eure-et-Loir	1 /43
Seine-et-Marne	1 /31	Dordogne	1 /43
Côte-d'Or	1 /31	Haute-Saône	1 /43
Vendée	1 /31	Corrèze	1 /44
Gironde	1 /32	Deux-Sèvres	1 /44
Indre	1 /32	Marne	1 /45
Saône-et-Loire	1 /32	Nièvre	1 /45
Drôme et Ardèche	1 /32	Côtes-du-Nord	1 /45
Vaucluse et Basses-Alpes	1 /33	Doubs	1 /45
Maine-et-Loire	1 /33	Bouches-du-Rhône	1 /46
Sarthe	1 /34	Basses et Hautes-Alpes	1 /46
Indre-et-Loire	1 /34	Puy-de-Dôme	1 /46
Ain	1 /34	Tarn	1 /47
Loire-Inférieure	1 /35	Yonne	1 /47
Mayenne	1 /35	Meurthe-et-Moselle	1 /47
Var	1 /35	Seine	1 /50
Vienne	1 /35	Gard	1 /50
Seine-Inférieure	1 /36	Hte-Garonne, Ariège et Tarn-et-Garonne	1 /50
Cher	1 /36	Charente-Inférieure	1 /51
Eure	1 /36	Finistère	1 /51
Haute-Savoie	1 /37	Lot	1 /51
Vosges	1 /37	Meuse	1 /53
Haute-Vienne	1 /37	Haute-Marne	1 /53
Alpes-Maritimes	1 /37	Charente	1 /55
Aisne	1 /37	Savoie	1 /57
Calvados	1 /38	Lozère	1 /57
Creuse	1 /38	Aveyron	1 /59
Orne	1 /38	Cantal	1 /59
Hérault	1 /38	Bas et Haut-Rhin	1 /64
Loir-et-Cher	1 /38	Moselle	1 /75
Seine-et-Oise	1 /38	Lot-et-Garonne	1 /101
Oise	1 /39	Gers	1 /113
Aude	1 /39	Corse	1 /151
Allier	1 /40	Landes	1 /177

Rapport moyen national : une succession active sur trente-neuf décès (1 /39).

**FONDS DE COMMERCE : Rapport du nombre des successions actives
à celui des décès en 1949.**

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT.

Seine	1 / 18	Ardèche	1 / 33
Rhône	1 / 20	Aude	1 / 33
Manche	1 / 23	Indre-et-Loire	1 / 33
Ardennes	1 / 23	Haute-Loire	1 / 33
Hautes-Alpes	1 / 23	Marne	1 / 33
Ain	1 / 24	Nièvre	1 / 33
Drôme	1 / 24	Seine-Maritime	1 / 33
Calvados	1 / 25	Yonne	1 / 33
Allier	1 / 26	Nord	1 / 34
Vaucluse	1 / 26	Creuse	1 / 34
Lot	1 / 26	Landes	1 / 34
Loire	1 / 27	Basses-Pyrénées	1 / 34
Maine-et-Loire	1 / 27	Loir-et-Cher	1 / 34
Puy-de-Dôme	1 / 27	Loire-Atlantique	1 / 34
Deux-Sèvres	1 / 27	Morbihan	1 / 34
Haute-Vienne	1 / 27	Alpes-Maritimes	1 / 35
Eure-et-Loir	1 / 28	Orne	1 / 35
Meuse	1 / 28	Sarthe	1 / 35
Savoie	1 / 28	Lot-et-Garonne	1 / 36
Haute-Savoie	1 / 28	Charente-Maritime	1 / 36
Isère	1 / 29	Corrèze	1 / 36
Loiret	1 / 29	Indre	1 / 36
Hérault	1 / 29	Vienne	1 / 36
Cher	1 / 29	Saône-et-Loire	1 / 37
Vosges	1 / 29	Tarn-et-Garonne	1 / 37
Doubs	1 / 30	Lozère	1 / 37
Finistère	1 / 30	Haute-Marne	1 / 38
Mayenne	1 / 30	Pas-de-Calais	1 / 38
Meurthe-et-Moselle	1 / 30	Eure	1 / 38
Ille-et-Vilaine	1 / 31	Gard	1 / 38
Côtes-du-Nord	1 / 31	Haute-Garonne	1 / 39
Aube	1 / 31	Jura	1 / 40
Hautes-Pyrénées	1 / 31	Moselle	1 / 40
Haute-Saône	1 / 31	Aveyron	1 / 40
Seine-et-Marne	1 / 32	Tarn	1 / 40
Seine-et-Oise	1 / 32	Ariège	1 / 40
Somme	1 / 32	Bouches-du-Rhône	1 / 41
Oise	1 / 32	Basses-Alpes	1 / 41
Pyrénées-Orientales	1 / 32	Var	1 / 42
Vendée	1 / 32	Dordogne	1 / 43
Gironde	1 / 32	Bas et Haut-Rhin	1 / 44
Côte-d'Or	1 / 32	Gers	1 / 44
Charente	1 / 32	Aisne	1 / 46
Cantal	1 / 32	Corse	1 / 192

Rapport moyen national : une succession active sur trente décès (1 / 30).

**FONDS DE COMMERCE : Rapport du nombre des successions actives
à celui des décès en 1953.**

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT.

Haute-Savoie	1 /23	Pyrénées-Orientales	1 /35
Hautes-Alpes	1 /24	Maine-et-Loire	1 /35
Rhône	1 /25	Manche	1 /35
Ain	1 /26	Hérault	1 /35
Cantal	1 /26	Haute-Garonne	1 /36
Creuse	1 /26	Basses-Pyrénées	1 /36
Haute-Loire	1 /26	Pas-de-Calais	1 /36
Vaucluse	1 /28	Saône-et-Loire	1 /36
Drôme	1 /29	Loir-et-Cher	1 /36
Loire	1 /29	Jura	1 /36
Ille-et-Vilaine	1 /29	Oise	1 /36
Seine	1 /30	Bouches-du-Rhône	1 /36
Isère	1 /30	Ardenne	1 /36
Indre-et-Loire	1 /30	Doubs	1 /37
Morbihan	1 /30	Aisne	1 /37
Haute-Vienne	1 /30	Lot-et-Garonne	1 /37
Vosges	1 /30	Meuse	1 /37
Puy-de-Dôme	1 /30	Moselle	1 /37
Côtes-du-Nord	1 /30	Savoie	1 /37
Indre	1 /31	Marne	1 /38
Nord	1 /31	Tarn-et-Garonne	1 /38
Loire-Atlantique	1 /31	Eure	1 /38
Ardèche	1 /31	Eure-et-Loir	1 /38
Cher	1 /31	Aude	1 /38
Seine-et-Marne	1 /32	Charente	1 /38
Allier	1 /32	Bas et Haut-Rhin	1 /38
Aveyron	1 /32	Alpes-Maritimes	1 /39
Calvados	1 /32	Hautes-Pyrénées	1 /39
Finistère	1 /32	Vienne	1 /39
Lozère	1 /32	Orne	1 /39
Seine-Maritime	1 /33	Gard	1 /39
Nièvre	1 /33	Yonne	1 /40
Loiret	1 /33	Tarn	1 /41
Mayenne	1 /33	Var	1 /41
Basses-Alpes	1 /34	Sarthe	1 /41
Aube	1 /34	Landes	1 /41
Gironde	1 /34	Côte-d'Or	1 /41
Haute-Marne	1 /34	Ariège	1 /43
Meurthe-et-Moselle	1 /34	Gers	1 /45
Seine-et-Oise	1 /34	Lot	1 /45
Vendée	1 /34	Dordogne	1 /48
Somme	1 /35	Corrèze	1 /48
Deux-Sèvres	1 /35	Charente-Maritime	1 /56
Haute-Saône	1 /35	Corse	1 /72

Rapport moyen national : une succession active sur trente-trois décès (1 /33).

**Progression en capital des fonds de commerce depuis 1908
dans les déclarations de successions.**

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR POSSÉDANT EN 1953.

Puy-de-Dôme	484 fois	Gironde	99 fois
Aveyron	366	Haute-Garonne	98
Lot	361	Orne	98
Gard	307	Aisne	96
Landes	273	Loiret	95
Deux-Sèvres	273	Nièvre	94
Ariège	271	Allier	93
Haute-Savoie	270	Indre	93
Htes-Pyrénées	265	Maine-et-Loire	93
Tarn	256	Alpes-Maritimes	87
Cantal	254	Corrèze	86
Saône-et-Loire	227	Doubs	81
Basses-Alpes	220	Loire-Atlantique	80
Loir-et-Cher	219	Aude	80
		Seine	78
Hautes-Alpes	210	Lot-et-Garonne	77
Corse	200	Vaucluse	76
Gers	192	Eure	72
Ardèche	171	Ardennes	69
Calvados	170	Indre-et-Loire	69
Var	157	Savoie	67
Haute-Vienne	152	Mayenne	65
Ain	150	Yonne	63
Hérault	149	Charente-Maritime	61
Haute-Saône	134	Côte-d'Or	60
Vendée	129	Cher	59
Seine-et-Marne	128	Meuse	59
Eure-et-Loir	128	Côtes-du-Nord	58
Pyrénées-Orient.	121	Oise	57
Rhône	121	Vienne	56
Bouches-du-Rh.	119	Vosges	54
Drôme	115	Tarn-et-Garonne	54
Dordogne	115	Haute-Marne	52
Meurthe-et-M.	111	Haute-Loire	47
Aube	110	Moselle dep. 1934	47
Jura	108	Pas-de-Calais	47
Morbihan	107	Marne	40
Seine-Maritime	107	Nord	40
Seine-et-Oise	104	Somme	39
Creuse	103	Finistère	37
Sarthe	102	Loire	36
Lozère	102	Bas et Haut-Rh.	34 dep. 1934
Isère	101	Ille-et-Vilaine	26
Manche	99	Charente	24
Basses-Pyrénées	99		

Progression moyenne nationale : 78 fois en capital depuis 1908.

Progression de 1908 à 1953 du nombre de propriétaires de fonds de commerce.

Côtes-du-Nord	8,70 fois	Jura	2,75 fois
Creuse	8,59	Aude	2,69
Lozère	7,50	Yonne	2,60
Corrèze	6	Ain	2,57
Finistère	5,90	Loire-Atlantique	2,53
Morbihan	5,50	Meurthe-et-M.	2,50
Haute-Vienne	5,47	Saône-et-Loire	2,50
Aveyron	5,35	Charente-Marit.	2,39
Indre	5,33	Doubs	2,27
Vendée	5,27	Côte-d'Or	2,24
Gers	5	Maine-et-Loire	2,22
Haute-Savoie	4,90	Vaucluse	2,15
Haute-Loire	4,83	Aube	2,14
Vosges	4,77	Somme	2,11
Ille-et-Vilaine	4,58	Marne	2,06
Pyrénées-Orient.	4,52	Basses-Alpes	2
Pas-de-Calais	4,23	Bas et Haut-Rh.	2 dep. 1934
Haute-Marne	4,22	Moselle	1,97 dep. 1934
Hautes-Pyrén.	4,16	Orne	1,94
Charente	4	Eure-et-Loir	1,94
Nord	3,80	Loir-et-Cher	1,91
Dordogne	3,69	Aisne	1,90
Hautes-Alpes	3,69	Haute-Garonne	1,81
Vienne	3,66	Ardenes	1,76
Nièvre	3,63	Puy-de-Dôme	1,74
Ariège	3,62	Calvados	1,71
Manche	3,54	Isère	1,66
Allier	3,48	Loiret	1,66
Ardèche	3,47	Eure	1,61
Savoie	3,43	Loire	1,59
Cantal	3,27	Alpes-Marit.	1,56
Haute-Saône	3,17	Rhône	1,56
Tarn-et-Garonne	3,16	Hérault	1,54
Basses-Pyrénées	3,15	Sarthe	1,52
Meuse	3,15	Gard	1,49
Cher	3,14	Deux-Sèvres	1,46
Corse	3,10	Seine-et-Marne	1,41
Gironde	3	Oise	1,31
Lot-et-Garonne	3	Seine-Maritime	1,23
Landes	2,90	Indre-et-Loire	1,20
Tarn	2,89	Bouches-du-Rh.	1,11
Lot	2,85	Var	1,11
Drôme	2,83	Seine	1,08
Mayenne	2,77	Seine-et-Oise	0,83

Exemple : dans les Bouches-du-Rhône le nombre de fonds de commerce a augmenté de 11 %. Mais en Seine-et-Oise, il a diminué de 17 % ;

Depuis 1908, le nombre de propriétaires de fonds de commerce a été multiplié en moyenne par 2,12.

CHAPITRE XXIII

Meubles corporels

Le tableau I indique le nombre des successions comprenant des meubles corporels, et leur pourcentage par rapport au nombre total des successions déclarées :

Années 1908		1934		1949		1953	
Nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%
225 162	60,90	294 130	84,20	300 596	100	285 403	100

Le tableau II fait apparaître la progression en capital des meubles corporels, et leur pourcentage, dans les patrimoines des personnes vivantes, en millions de francs.

Années 1908		1934		1949		1953	
14 531	7,30	112 184	13,10	932 362	11,80	1 475 892	9,50

Rapprochés du nombre total des successions souscrites :

en 1908 : 369 343 successions
en 1934 : 349 321 »
en 1949 : 289 641 »
en 1953 : 260 850 »

Ces deux tableaux nous prouvent : d'abord, que le nombre de successions comprenant des meubles corporels n'a cessé de croître depuis 1908 ; ensuite, qu'à partir de 1949, les successions comprennent toutes des meubles corporels ; bien plus, le calcul semble montrer que le nombre de ces successions mobilières serait en 1949 supérieur de 3 % et en 1953 de 9 % au total des successions déclarées ; mais cette contradiction n'est qu'apparente et s'explique par la façon dont les statistiques ont été établies : les meubles corporels étant classés en 1949 et en 1953 en plusieurs catégories, et chaque succession comptée autant de fois qu'elle renfermait de catégories.

Observations préliminaires :

1) Nous entendons, par meubles corporels, tous ceux auxquels leur appartenance et leur nature ne donnent pas le caractère d'immeubles par destination ; ainsi, l'entraîn de ferme et le cheptel sont meubles s'ils ne sont pas la propriété du propriétaire du fonds ; le matériel et les marchandises d'un établissement commercial sont aussi meubles, lorsque leur propriétaire n'est pas celui de l'établissement.

2) Sous cette réserve, le terme de meuble corporel désignera aussi bien les véhicules, navires, bateaux, outillages, et meubles meublants proprement dits, que les bijoux, pierreries, objets d'art et de collections.

3) Le mode d'évaluation des meubles corporels n'a pas été uniforme pendant les quatre années considérées ; en 1934, les meubles meublants étaient généralement estimés à raison de 60 % du montant des sommes assurées, mais cette base n'était pas admise en 1908 et ne l'était plus en 1949.

D'autre part, 4 autres procédés pouvaient être utilisés suivant les cas : vente publique aux enchères, inventaire par officier ministériel, état estimatif des parties, forfait légal.

En l'absence d'un instrument de mesure commun, des objets rigoureusement identiques font donc l'objet d'évaluations discordantes.

4) Enfin, les omissions dans les déclarations de successions et les insuffisances d'évaluation ont été plus nombreuses que pour les autres biens, numéraire et bons du Trésor exceptés. Des meubles corporels ont ainsi échappé à toute déclaration et ces particularités diminuent beaucoup l'intérêt que nous devrions porter à leur étude. Celle-ci, cependant, à défaut d'exactitude, nous permettra de comparer avec profit les départements entre eux, puisqu'aussi bien les omissions et les fraudes sont, dans notre hypothèse, proportionnellement les mêmes dans tous les départements. C'est pourquoi nous examinerons comme dans les chapitres précédents :

- 1) la répartition en capital et par tête d'habitant ;
- 2) le pourcentage des meubles corporels, par rapport à la fortune privée totale ;
- 3) la progression de 1908 à 1953 de leur valeur moyenne et par habitant.

I. — RÉPARTITION EN CAPITAL ET PAR TÊTE D'HABITANT :

Année 1908 : la moyenne nationale est alors de 369 fr par habitant ; elle est atteinte dans 30 départements, tous, sauf trois,

situés au nord de la ligne conventionnelle Nantes Lons-le-Saunier. Le déséquilibre entre le Nord et le Midi est plus grand que pour les autres biens. Le département de la Seine bénéficie de la plus forte moyenne 855 fr par habitant, mais les départements d'Eure-et-Loir et du Calvados l'approchent et sont 2^e et 3^e avec 745 et 721 fr par habitant.

L'Eure est 4^e avec 655 fr ; la Marne 5^e avec 626. Les départements de l'Orne 603 fr, de l'Oise 595 fr, et de la Mayenne 593 fr, figurent avec l'Ille-et-Vilaine 561 fr, et la Manche 536 fr, dans les 10 premiers. Non seulement l'Ille-et-Vilaine, mais les autres départements bretons réalisent des moyennes mobilières élevées comparativement à celles du plus grand nombre de départements métropolitains : les Côtes-du-Nord sont 19^e avec 459 fr ; la Loire-Inférieure 31^e avec 358 fr ; le Finistère 34^e, avec 321 fr. L'habitant du Morbihan 278 fr possède autant d'objets mobiliers que celui du département du Nord 281 fr, et davantage que celui du Rhône 273 fr. Dans les départements peu fortunés de la Meuse 433 fr et de la Haute-Marne 428 fr, la moyenne par tête est supérieure à celle des riches et agricoles départements de la Somme 424 fr, de la Côte-d'Or 420 fr, et de la Gironde 343 fr. Les Alpes-Maritimes et la Haute-Garonne sont ensemble à la 56^e place, avec 181 fr par habitant. Les Bouches-du-Rhône 178 fr, devancent à peine le Lot-et-Garonne 177 fr et les deux Savoie. Les plus faibles moyennes (moins de 100 fr par habitant) sont observées dans les départements méridionaux, dont l'économie était encore peu développée avant 1914 : Lot, Ardèche, Hautes-Pyrénées, Cantal, Corrèze, Hautes-Alpes, Aveyron, Ariège, Lozère et Corse. Le département de la Corse 15 fr par habitant, est, en 1908, celui où la moyenne mobilière est de beaucoup la plus faible.

Année 1934 : Chaque habitant détient en moyenne 2 724 fr en meubles corporels, soit 7 fois plus qu'avant-guerre ; cependant cette moyenne est atteinte et dépassée dans 40 départements, dont 32 au nord de la ligne Nantes Lons-le-Saunier, et 8 au sud.

Les départements de l'Orne 4 386 fr, de la Marne 4 372, de l'Eure 4 332, de la Manche 4 039, de l'Eure-et-Loir 4 007, et de la Mayenne 3 881 fr, figurent, comme en 1908, parmi les 10 premiers.

Le Calvados, 3^e en 1908, devient 11^e avec 3 821 fr par habitant. La Sarthe, 13^e en 1908, est 4^e avec 4 234 fr ; sa moyenne antérieure est multipliée 8 fois. Le Loir-et-Cher, 20^e avec 456 fr en 1908 devient 8^e avec 3 915 fr (8 fois plus). Les Ardennes 24^e avec 438 fr en 1908 deviennent 5^e avec 4 203 fr (9,5 fois plus). L'Yonne 29^e avec 403 fr en 1908 devient 10^e avec 3 861 fr (9,5 fois plus).

Mais les départements bretons sont ramenés en arrière :

L'Ille-et-Vilaine	9 ^e	rétrograde à la	27 ^e	place ;
Les Côtes-du-Nord	19 ^e	—	35 ^e	—
Le Finistère	34 ^e	—	58 ^e	—
Le Morbihan	46 ^e	—	66 ^e	—
La Loire-Inférieure	31 ^e	—	36 ^e	—

Le département de la Seine a perdu la 1^{re} place et n'est que 15^e avec 3 593 fr par habitant. Sa progression moyenne est inférieure à celle de tous les autres départements : 4 fois seulement depuis 1908. La Seine-et-Marne et la Seine-et-Oise ont progressé normalement de 7 fois, ainsi que le Nord et les Bouches-du-Rhône ; mais le Rhône et les Alpes-Maritimes multiplient par 11 leur moyenne de 1908. Nous constatons une fois de plus que les progrès ont été d'autant plus rapides que les départements étaient, avant-guerre, moins développés :

Taux de progression		Taux de progression.	
Cantal	23 fois depuis 1908	Haute-Vienne	17 fois
Corrèze	23	Hérault	17
Lot	20	Gard	16
Puy-de-Dôme	20	Aude	16
Tarn	20 fois depuis 1908	Allier	16 fois
Aveyron	18	Haute-Loire	15
Lozère	18	Gers	12
Creuse	18	etc...	

Au contraire, la progression est moins accentuée dans les départements prospères : Orne, Oise, Pas-de-Calais, Sarthe, Calvados, Marne, Manche, Maine-et-Loire, Mayenne, Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Nord, etc...

Les Bouches-du-Rhône 1178 fr, réalisent avec la Lozère 994 fr, les plus faibles moyennes de tous les départements continentaux. La Corse est toujours la plus pauvre 162 fr par habitant.

Année 1949 : le patrimoine mobilier corporel moyen s'élève à 22 627 fr par habitant, soit 8,3 fois celui de 1934. Et cette moyenne est dépassée dans 43 départements (33 dans la zone nord et 10 dans le Sud). Parmi les premiers, nous retrouvons les départements de l'Orne, de l'Eure-et-Loir, de la Manche, de la Sarthe, et des nouveaux, dont l'ascension, depuis 1934, atteste la croissance de leur niveau de vie. Mais la Savoie et la Haute-Savoie parviennent aux premiers rangs : la Savoie, 77^e en 1934 avec 1419 fr par habitant devient première avec 60 355 fr devant l'Orne 52 060 et la Manche 49 158 ; la Haute-Savoie 70^e avec 1 797 fr en 1934 devient 4^e en 1949 avec 48 026 fr, devant l'Eure-et-Loir 47 711. La Haute-Loire,

68^e avec 1 815 fr en 1934, s'avance au 14^e rang, avec 36 596 fr de moyenne par habitant, et précède le département de l'Eure. Les grands départements urbains ne bénéficient pas de moyennes aussi élevées que les départements agricoles ; plusieurs d'entre eux n'atteignent même pas la moyenne nationale. La Seine-et-Oise est 53^e avec 18 929 fr ; la Seine est 55^e avec 17 254 ; la Loire est 60^e avec 16 122 fr ; l'Isère 61^e avec 15 722 ; le Nord 64^e avec 14 393 ; les Alpes-Maritimes, 67^e avec 13 056 ; le Rhône, 78^e avec 11 338 ; et les Bouches-du-Rhône sont 85^e avec 9 134 fr seulement. La répartition des meubles corporels est plus élevée dans la Drôme qu'en Seine-et-Oise, dans le Gers que dans la Seine ; dans l'Aude que dans le Nord ; dans la Creuse que dans les Alpes-Maritimes ; dans le Lot, la Corrèze, l'Ariège et l'Ardèche que dans le Rhône ; dans les Basses-Alpes que dans les Bouches-du-Rhône ; elle est la même dans le Tarn et-Garonne que dans les Alpes-Maritimes ; aussi élevée en Lozère que dans le Rhône ; peu inférieure dans les Hautes-Alpes à celle des Bouches-du-Rhône.

Alors qu'en d'autres catégories de biens, des écarts, souvent considérables, séparent les départements riches des départements pauvres, la valeur moyenne des meubles corporels dans les seconds est généralement plus grande, ou l'est autant, que dans les premiers. A cet égard, l'exemple de Paris et de sa banlieue qui détenaient la 1^e place en 1908, est significatif : le patrimoine mobilier s'est accru de moins de 5 fois dans ce département depuis 1934, mais de 42 fois en Savoie et de 26 fois en Haute-Savoie. Le tableau ci-dessous indique bien la tendance générale.

Taux de progression depuis 1934
des départements urbains et de
quelques départements agricoles
riches :

Taux des départements ruraux :

Rhône	3,7 fois	Savoie	42 fois
Seine	4,7	Haute-Savoie	26
Calvados	5,2	Haute-Garonne	} 23
Seine-et-Oise	5,8	Ariège	
Cher	6,1	Tarn-et-Garonne	
Alpes-Maritimes	6,3	Haute-Loire	20
Meurthe-et-Moselle	6,5	Drôme, Ardèche	15
Nord	7	Morbihan	15
Bouches-du-Rhône	7,7	Ain	15
Sarthe	10	Vendée	14
Vaucluse	13	Finistère	14
Seine-Maritime	12	Nièvre	12
Eure-et-Loir	12	Gers	12
Maine-et-Loire	12	Côtes-du-Nord	12
Manche	12	Haute-Saône	11,5

Départements Urbains		Départements Ruraux	
Aube	13	Lozère	11
Charente	13	Meuse	11
Orne	11,8	Deux-Sèvres	11

Année 1953 : La moyenne nationale continue de s'élever et atteint 34 536 fr par habitant, et, sur les 41 départements qui la dépassent, 7 seulement se rencontrent dans la zone méridionale.

La Mayenne est première avec 76 876 fr ; l'Orne est 2^e avec 73 999 fr ; suivent dans l'ordre : Ile-et-Vilaine 68 214 ; l'Eure-et-Loir 67 675 fr ; la Somme 64 014 ; la Manche 62 832 ; la Marne 59 030 fr ; l'Yonne 57 870 ; la Meuse 57 255 ; l'Eure 56 734. L'Orne, l'Eure-et-Loir et la Manche figurent ainsi pour la 4^e fois consécutive, la Mayenne, la Marne et l'Eure pour la 3^e fois, parmi les 10 premiers.

Et, comme en 1949, les principaux départements urbains se situent dans la 2^e moitié du classement et aucun d'entre eux n'atteint la moyenne générale :

Rang et moyenne en 1949		en 1953	
Seine	55 ^e	17 254	47 ^e 30 814
Seine-et-Oise	53 ^e	18 929	59 ^e 25 077
Gironde	46 ^e	21 854	58 ^e 25 202
Nord	64 ^e	14 393	48 ^e 30 731
Rhône	78 ^e	11 338	64 ^e 22 358
Bouches-du-Rhône	85 ^e	9 134	86 ^e 14 625

Comme en 1949, la moyenne dans de nombreux départements agricoles, même ceux dont l'économie est restée stationnaire, leur est nettement supérieure :

Rang et moyenne en 1949		en 1953	
Ile-et-Vilaine	17 ^e	35 461	3 ^e 68 214
Meuse	9 ^e	41 402	9 ^e 57 255
Côtes-du-Nord	13 ^e	36 804	12 ^e 55 732
Nièvre	16 ^e	36 150	18 ^e 49 956
Jura	42 ^e	23 452	25 ^e 44 089
Finistère	30 ^e	27 759	29 ^e 41 125
Haute-Marne	35 ^e	25 722	33 ^e 38 937
Haute-Saône	33 ^e	27 023	41 ^e 34 560

Par contre, la récession économique pendant l'été 1952 semble avoir motivé, partiellement au moins, l'effondrement inattendu des moyennes mobilières corporelles dans les deux Savoie :

Savoie	1 ^{er}	60 355	76 ^e	19 596
Haute-Savoie	4 ^e	48 026	56 ^e	27 220

II. — POURCENTAGE DES BIENS CORPORELS MOBILIERS DANS LES FORTUNES PRIVÉES :

Année 1908 : ces biens représentent dans les patrimoines 7,29 % environ des fortunes en 1908. Les habitants des départements industriels et des départements urbains y consacrent dans l'ensemble une moindre part que ceux des départements exclusivement agricoles et ruraux :

Départements urbains et industriels		départements ruraux	
Alpes-Maritimes	4,18 %	Côtes-du-Nord	21,9
Rhône	4,24	Deux-Sèvres	19,7
Bouches-du-Rhône	4,83	Vendée	18,6
Seine-et-Oise	5,02	Finistère	17,3
Seine	5,12	Ille-et-Vilaine	16,2
Loire	5,53	Morbihan	15
Nord	5,85	Mayenne	14,9
Seine-et-Marne	6,45	Orne	13,9
Meurthe-et-Moselle	6,48	Manche	13,5
Somme	6,67	Maine-et-Loire	12,6

Les dix départements de l'Ouest (la presque île bretonne et les riches prairies normandes) que n'unit pas le même bas de laine, mais que rapproche pourtant une structure agricole et sociale comparable, affectent aux biens mobiliers corporels une part importante de leur patrimoine ; dans des départements urbains, au contraire, où les habitants s'intéressent davantage aux valeurs incorporelles, la part des objets corporels est diminuée d'autant. Il serait toutefois très dangereux de généraliser et de déduire de l'observation de ces faits des conclusions rigoureuses. En effet, dans un grand nombre de départements ruraux, le pourcentage en biens corporels n'est pas plus élevé, voire même est inférieur à celui des mêmes biens dans des départements urbains :

Départements ruraux		Départements urbains (et agricoles riches)	
Ariège	6,93 %	Loiret	7,18
Lot	6,85	Seine-Inférieure	7,08
Lot-et-Garonne	6,83	Marne	6,85
Corrèze	6,72	Somme	6,67
Ardèche	6,57	Meurthe-et-Moselle	6,48
Landes	6,55	Seine-et-Marne	6,45
Corse	6,32	Loire	5,53
Basses-Alpes	6,04	Vaucluse	5,39
Hautes-Alpes	5,87	Var	3,88
Lozère	4,81		

Année 1953 : la proportion des biens meubles corporels n'a pas beaucoup varié en un demi siècle : 9,50 % au lieu de 7,29 % des fortunes privées, et nous retrouvons, dans les mêmes départements ruraux qu'en 1908, les pourcentages les plus élevés, et dans les mêmes départements urbains, les pourcentages les plus faibles :

Ruraux		Urbains	
Mayenne	18,2	Rhône	5,73
Ille-et-Vilaine	15,3	Bouches-du-Rhône	6,63
Côtes-du-Nord	15	Seine	7,75
Meuse	14,8	Seine-et-Oise	7,77
Morbihan	14,1	Nord	7,91
Orne	13,5	Alpes-Maritimes	7,96
Vendée	13,2	Loire	8,03
Yonne	13	Seine-et-Marne	8,34
Aisne, Finistère	} 12,8		
Maine-et-Loire			

Cependant, dans de nombreux départements ruraux, les pourcentages sont du même ordre de grandeur que dans les départements urbains voisins :

Ariège 7,92 ; Lot et Lot-et-Garonne 6,55 ; Corrèze 5,61 ; Ardèche 6,95 ; Landes 6,47 ; Corse 5,04 ; Basses-Alpes 6,04 ; Hautes-Alpes 7,28 ; Lozère 7,44 ; Var 7,75.

Comparaison avec 1908 : l'écart de 2,2 % entre le pourcentage moyen national en 1908 et celui de 1953, est dépassé dans de nombreux départements. Dans le tableau ci-dessous ont été retenus les écarts supérieurs à 3 % :

	Pourcentage 1908	Pourcentage 1953	écarts en + ou en — en 1953	pourcentage de diminution ou d'augmentation par rapport à 1908.
Deux-Sèvres	19,7	12,5	— 7,20	— 63 %
Côtes-du-Nord	21,9	15	— 6,90	— 68
Vendée	18,60	13,20	— 5,40	— 70
Finistère	17,30	12,80	— 4,50	— 74
Aude	6,82	10,10	+ 3,28	+ 48
Mayenne	14,90	18,20	+ 3,30	+ 22
Tarn	5,72	9,24	+ 3,52	+ 61
Meurthe-et-Moselle	6,48	10,10	+ 3,62	+ 55
Ain	7,55	11,30	+ 3,75	+ 49
Alpes-Maritimes	4,18	7,96	+ 3,78	+ 90
Allier	7,15	11	+ 3,85	+ 53

	Pourcentage 1908	Pourcentage 1953	écarts en plus en 1953	pourcentage d'augmentation par rapport à 1908
Var	3,88	7,75	+ 3,87	+ 99
Vosges	8,01	11,90	+ 3,89	+ 48
Oise	7,52	11,50	+ 4	+ 52
Loiret	7,18	11,20	+ 4,02	+ 55
Aisne	8,71	12,80	+ 4,09	+ 46
Meuse	9,42	14,80	+ 5,38	+ 57
Marne	6,85	12,60	+ 5,75	+ 83
Somme	6,67	13,40	+ 6,73	+ 100

La lecture de ce tableau fait apparaître :

1) Une baisse importante du pourcentage dans des départements où il était en 1908 le plus élevé.

2) Une augmentation supérieure à 3 % des patrimoines dans des départements où le pourcentage en 1908 était inférieur au pourcentage moyen national.

3) Des variations importantes dans des départements exclusivement ruraux, mais aussi dans les Alpes-Maritimes et en Meurthe-et-Moselle.

4) De fortes progressions du pourcentage dans les départements de la Somme, du Var et des Alpes-Maritimes, dues en toute probabilité à l'achèvement de leur reconstruction mobilière et immobilière.

III. — PROGRESSION DE 1908 A 1953 DE LA VALEUR MOYENNE DES OBJETS CORPORELS DÉTENUS PAR CHAQUE HABITANT :

La progression moyenne des objets mobiliers, qu'il ne faut pas confondre avec la répartition, représente en 1953, 93 fois environ les chiffres de 1908. Elle est supérieure à ce chiffre dans 68 départements, méridionaux pour la plupart, puisque 40 d'entre eux, dont les 20 premiers, se situent dans le Sud.

Cette prédominance des régions méridionales, déjà constatée dans l'étude des autres biens, ne doit pas surprendre, car il est normal que la valeur s'accroisse plus rapidement dans les départements où elle était restée stationnaire plus longtemps. Entre les taux d'accroissement dans l'Ariège et dans la Lozère (plus de 300 fois la valeur de 1908) et celui de la Seine (36 fois seulement), tous les taux intermédiaires sont rencontrés. La hausse dépasse 200 fois la valeur de 1908 dans des départements considérés avant la première guerre mondiale, comme défavorisés :

Ariège	307 fois	Lot	220 fois
Lozère	302	Drôme	213
Cantal	277	Hérault	210
Tarn	272	Haute-Loire	208
Creuse	263	Puy-de-Dôme	207
Aude	261	Gers	206
Aveyron	241	Corrèze	197
Hautes-Alpes	237	Alpes-Maritimes	197
Ardèche	223		

Dans les Savoie et en Bretagne la hausse est plus modérée : Haute-Savoie 164 ; Morbihan 163 ; Ille-et-Vilaine 125 ; Savoie 117 ; Finistère 128 ; Côtes-du-Nord 121.

Dans des départements où les cultures herbagères et céréalières sont très développées, la progression varie de 100 à 150 fois :

Exemple : Sarthe 101 fois, Orne 122 fois ; Maine-et-Loire 101 ; Mayenne 128 ; Manche 117 ; Cher 142 ; Charente 121 ; Somme 150 ; Loiret 121.

Dans les départements urbains, la progression est presque toujours bien plus faible : Nord 109 fois ; Meurthe-et-Moselle 106 ; Loire 90 ; Bouches-du-Rhône 82 ; Rhône 81 ; Gironde 73.

Il en est de même dans certains départements agricoles très prospères : Marne 94 fois ; Aisne et Eure-et-Loir 90 ; Eure 86 ; Oise 80 ; Seine-Maritime 76 ; Calvados 73.

La progression est minime dans les trois départements parisiens : Seine-et-Marne 65 fois ; Seine-et-Oise 53 fois ; Seine 36 fois.

Elle représente 14 et 16 fois la valeur de 1934 dans les Bas et Haut-Rhin et en Moselle.

CONCLUSION...

De ce rapide exposé de la répartition et de l'accroissement de valeur des objets mobiliers corporels au cours du demi-siècle écoulé, nous retiendrons d'abord que des différences considérables existent d'un département à un autre dans leur répartition, quoiqu'ils soient les plus communs et les plus répandus des biens dans les fortunes ; ensuite, qu'ils ont été, plus que d'autres, peut-être, dissimulés et omis dans les déclarations de successions, car, en dépit d'une hausse de prix plus forte que celle des immeubles, leur progression apparente demeure inférieure à celle des immeubles ruraux 109 fois et des immeubles urbains 104 fois depuis 1908.

Enfin, que la fortune mobilière, comparée au patrimoine privé

foncier agricole, aurait statistiquement beaucoup plus varié que lui et lui serait inférieure en valeur globale :

de 2,7 fois en 1908
de 1,6 fois en 1934
de 2,3 fois en 1949
de 3,1 fois en 1953,

semblant ainsi démontrer qu'à ces variations dans la valeur correspondraient des variations analogues dans la fraude.

Répartition des meubles corporels par habitant en 1908.

CLASSEMENT EN CAPITAL ET PAR DÉPARTEMENT.

Seine	855 F	Doubs	286 F
Eure-et-Loir	745	Nord	281
Calvados	721	Morbihan	278
Eure	655	Nièvre	274
Marne	626	Rhône	273
Orne	603	Isère	262
Oise	595	Haute-Saône	255
Mayenne	593	Loire	237
Ille-et-Vilaine	561	Allier	224
Manche	536	Basses-Pyrénées	190
Aisne	524	Pyrénées-Orientales	187
Deux-Sèvres	518	Vaucluse	187
Sarthe	514	Alpes-Maritimes	181
Seine-et-Marne	501	Haute-Garonne	181
Seine-Inférieure	498	Bouches-du-Rhône	178
Aube	493	Lot-et-Garonne	177
Vendée	476	Savoie	167
Seine-et-Oise	472	Haute-Savoie	165
Côtes-du-Nord	459	Landes	150
Loir-et-Cher	456	Dordogne	147
Indre-et-Loire	454	Tarn-et-Garonne	147
Loiret	450	Aude	135
Maine-et-Loire	443	Hérault	133
Ardennes	438	Drôme	132
Meuse	433	Gers	129
Haute-Marne	428	Gard	126
Somme	424	Var	125
Côte-d'Or	420	Haute-Loire	118
Yonne	403	Haute-Vienne	108
Vienne	370	Basses-Alpes	107
Loire-Inférieure	358	Creuse	106
Indre	346	Tarn	104
Gironde	343	Puy-de-Dôme	98
Finistère	321	Lot	92
Charente	318	Ardèche	82
Meurthe-et-Moselle	306	Hautes-Pyrénées	81
Saône-et-Loire	301	Cantal	80
Charente-Inférieure	298	Corrèze	80
Jura	298	Hautes-Alpes	76
Cher	290	Aveyron	73
Ain	290	Ariège	70
Vosges	290	Lozère	55
Pas-de-Calais	287	Corse	15

Répartition moyenne : 369 fr par habitant en 1908.

Répartition des meubles corporels par habitant en 1934.

CLASSEMENT EN CAPITAL ET PAR DÉPARTEMENT.

Orne	4 386 F	Seine-Inférieure	2 684 F
Marne	4 372	Indre	2 615
Eure	4 332	Loire	2 414
Sarthe	4 234	Doubs	2 367
Ardennes	4 203	Charente-Inférieure	2 353
Manche	4 039	Haute-Saône	2 349
Eure-et-Loir	4 007	Hérault	2 239
Loir-et-Cher	3 915	Basses et Hautes-Pyr.	2 195
Mayenne	3 881	Bas et Haut-Rhin	2 174
Yonne	3 861	Aude	2 167
Calvados	3 821	Alpes-Maritimes	2 060
Meuse	3 751	Tarn	2 051
Seine-et-Marne	3 672	Puy-de-Dôme	2 050
Cher	3 639	Drôme et Ardèche	2 049
Seine	3 593	Nord	2 015
Vienne	3 575	Gard	1 979
Somme	3 557	Finistère	1 960
Allier	3 538	Hte-Garonne, Ariège	
Indre-et-Loire	3 532	et Tarn-et-Garonne	1 945
Côte-d'Or	3 505	Lot	1 922
Vosges	3 500	Vaucluse et B.-Alpes	1 911
Deux-Sèvres	3 445	Creuse	1 889
Oise	3 389	Cantal	1 862
Aube	3 379	Haute-Vienne	1 857
Loiret	3 353	Moselle	1 839
Aisne	3 347	Morbihan	1 831
Ille-et-Vilaine	3 346	Corrèze	1 825
Haute-Marne	3 317	Haute-Loire	1 815
Seine-et-Oise	3 273	Pas-de-Calais	1 802
Isère et Hautes-Alpes	3 197	Haute-Savoie	1 797
Saône-et-Loire	3 174	Charente	1 765
Maine-et-Loire	3 088	Pyrénées-Orientales	1 754
Rhône	3 018	Lot-et-Garonne	1 710
Meurthe-et-Moselle	2 991	Dordogne	1 663
Côtes-du-Nord	2 965	Landes	1 594
Loire-Inférieure	2 955	Gers	1 502
Gironde	2 948	Savoie	1 419
Nièvre	2 935	Aveyron	1 350
Ain	2 911	Var	1 250
Jura	2 730	Bouches-du-Rhône	1 178
Vendée	2 722	Lozère	994
		Corse	162

Répartition moyenne : 2 724 fr en 1934, par habitant.

Répartition des meubles corporels par habitant en 1949.**CLASSEMENT EN CAPITAL ET PAR DÉPARTEMENT.**

Savoie	60 355 F	Charente-Maritime	22 187 F
Orne	52 060	Gironde	21 854
Manche	49 158	Indre	20 290
Haute-Savoie	48 026	Calvados	20 222
Eure-et-Loir	47 711	Haute-Garonne	19 900
Ain	46 181	Meurthe-et-Moselle	19 617
Aube	43 939	Pas-de-Calais	19 612
Sarthe	42 296	Drôme	19 364
Meuse	41 402	Seine-et-Oise	18 929
Deux-Sèvres	38 606	Gers	18 464
Vendée	38 020	Seine	17 254
Maine-et-Loire	36 996	Moselle	17 143
Côtes-du-Nord	36 804	Hérault	16 897
Haute-Loire	36 596	Pyrénées-Orientales	16 192
Eure	36 246	Vaucluse	16 144
Nièvre	36 150	Loire	16 122
Ille-et-Vilaine	35 461	Isère	15 722
Loir-et-Cher	34 671	Aude	15 151
Ardennes	33 127	Puy-de-Dôme	14 545
Mayenne	32 825	Nord	14 393
Seine-Maritime	32 419	Creuse	13 904
Allier	31 189	Basses-Pyrénées	13 847
Marne	31 125	Alpes-Maritimes	13 056
Yonne	31 116	Tarn-et-Garonne	13 044
Indre-et-Loire	31 067	Corrèze	12 993
Seine-et-Marne	30 338	Ariège	12 750
Oise	30 325	Lot	12 533
Côte-d'Or	30 216	Haute-Vienne	12 484
Loiret	28 287	Cantal	12 419
Finistère	27 759	Landes	12 064
Morbihan	27 744	Ardèche	11 625
Saône-et-Loire	27 534	Dordogne	11 543
Haute-Saône	27 023	Lot-et-Garonne	11 442
Loire-Atlantique	26 223	Rhône	11 338
Haute-Marne	25 722	Lozère	11 262
Vosges	25 686	Hautes-Pyrénées	10 959
Doubs	25 128	Aveyron	10 868
Somme	24 997	Tarn	10 553
Charente	24 114	Gard	10 129
Aisne	23 811	Basses-Alpes	9 212
Bas et Haut-Rhin	23 766	Bouches-du-Rhône	9 134
Jura	23 452	Var	8 793
Vienne	22 873	Hautes-Alpes	6 984
Cher	22 298	Corse	786

Répartition moyenne : 22 627 fr en 1949 par habitant.

Répartition des meubles corporels par habitant en 1953.**CLASSEMENT EN CAPITAL ET PAR DÉPARTEMENT.**

Mayenne	76 876 F	Meurthe-et-Moselle	32 457 F
Orne	73 999	Bas et Haut-Rhin	31 776
Ille-et-Vilaine	68 214	Seine	30 814
Eure-et-Loir	67 675	Nord	30 731
Somme	64 014	Moselle	30 254
Manche	62 832	Saône-et-Loire	29 877
Marne	59 030	Vienne	29 172
Yonne	57 870	Tarn	28 355
Meuse	57 255	Drôme	28 130
Eure	56 734	Hérault	27 985
Ardennes	55 793	Creuse	27 932
Côtes-du-Nord	55 732	Haute-Savoie	27 220
Vendée	55 482	Gers	26 626
Loiret	54 611	Gironde	25 202
Calvados	53 316	Seine-et-Oise	25 077
Sarthe	52 185	Haute-Loire	24 619
Deux-Sèvres	51 882	Var	23 483
Nièvre	49 956	Vaucluse	23 430
Loir-et-Cher	48 328	Pyrénées-Orientales	22 788
Oise	47 816	Rhône	22 358
Aisne	47 659	Cantal	22 211
Aube	45 907	Isère	21 558
Morbihan	45 548	Ariège	21 526
Maine-et-Loire	45 175	Loire	21 523
Jura	44 089	Gard	21 495
Ain	42 330	Puy-de-Dôme	20 353
Allier	42 204	Lot	20 289
Cher	41 334	Landes	20 267
Finistère	41 125	Lot-et-Garonne	20 172
Vosges	40 259	Tarn-et-Garonne	19 999
Côte-d'Or	39 898	Haute-Vienne	19 813
Pas-de-Calais	39 319	Savoie	19 596
Haute-Marne	38 937	Basses-Alpes	19 545
Indre-et-Loire	38 037	Haute-Garonne	19 475
Seine-Maritime	37 972	Basses-Pyrénées	19 334
Loire-Atlantique	37 274	Ardèche	18 317
Charente-Maritime	36 271	Hautes-Alpes	18 065
Doubs	36 224	Aveyron	17 648
Alpes-Maritimes	35 738	Lozère	16 609
Aude	35 345	Corrèze	15 824
Haute-Saône	34 550	Dordogne	15 300
Indre	34 320	Bouches-du-Rhône	14 625
Seine-et-Marne	32 926	Hautes-Pyrénées	13 583
Charente	32 595	Corse	1 229

Répartition moyenne : 34 536 fr en 1953, par habitant.

Proportion des meubles corporels dans les fortunes privées en 1908.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Côtes-du-Nord	21,9	%	Tarn-et-Garonne	7,64	%
Deux-Sèvres	19,7		Creuse	7,57	
Vendée	18,6		Ain	7,55	
Finistère	17,3		Oise	7,52	
Ille-et-Vilaine	16,2		Loiret	7,18	
Morbihan	15		Allier	7,15	
Mayenne	14,9		Seine-Inférieure	7,08	
Orne	13,9		Gard	7,03	
Manche	13,5		Ariège	6,93	
Maine-et-Loire	12,6		Lot	6,85	
Indre	11,7		Marne	6,85	
Loire-Inférieure	11,7		Lot-et-Garonne	6,83	
Calvados	11,6		Aude	6,82	
Jura	11,3		Corrèze	6,72	
Sarthe	11,3		Somme	6,67	
Eure-et-Loir	11		Ardèche	6,57	
Haute-Marne	10,6		Landes	6,55	
Haute-Saône	10,6		Meurthe-et-Moselle	6,48	
Charente-Inférieure	10,4		Seine-et-Marne	6,45	
Nièvre	10,4		Haute-Garonne	6,42	
Eure	10		Haute-Vienne	6,40	
Vienne	9,92		Corse	6,32	
Saône-et-Loire	9,76		Basses-Alpes	6,04	
Pas-de-Calais	9,60		Basses-Pyrénées	5,89	
Isère	9,53		Hautes-Alpes	5,87	
Meuse	9,42		Nord	5,85	
Charente	9,28		Aveyron	5,84	
Côte-d'Or	9,22		Drôme	5,80	
Cher	9,12		Tarn	5,72	
Ardenes	9,08		Hérault	5,70	
Gers	8,96		Hautes-Pyrénées	5,65	
Doubs	8,85		Loire	5,53	
Gironde	8,85		Vaucluse	5,39	
Aisne	8,71		Seine	5,12	
Loir-et-Cher	8,70		Seine-et-Oise	5,02	
Dordogne	8,45		Bouches-du-Rhône	4,83	
Haute-Savoie	8,40		Lozère	4,81	
Indre-et-Loire	8,35		Cantal	4,56	
Yonne	8,02		Rhône	4,24	
Vosges	8,01		Pyrénées-Orientales	4,23	
Savoie	7,88		Alpes-Maritimes	4,18	
Aube	7,87		Puy-de-Dôme	3,90	
Haute-Loire	7,87		Var	3,88	

Pourcentage moyen national en 1908 : 7,29 % de meubles corporels par habitant.

Proportion des meubles corporels dans les fortunes privées en 1953.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Mayenne	18,2	%	Loire-Atlantique	9,42	%
Ille-et-Vilaine	15,3		Seine-Maritime	9,35	
Côtes-du-Nord	15		Haute-Loire	9,27	
Meuse	14,8		Tarn	9,24	
Morbihan	14,1		Vienne	9,21	
Orne	13,5		Gers	8,53	
Somme	13,4		Seine-et-Marne	8,34	
Vendée	13,2		Hérault	8,06	
Yonne	13		Loire	8,03	
Aisne	12,8		Alpes-Maritimes	7,96	
Finistère	12,8		Ariège	7,92	
Maine-et-Loire	12,8		Nord	7,91	
Marne	12,6		Seine-et-Oise	7,77	
Deux-Sèvres	12,5		Drôme	7,75	
Nièvre	12,4		Seine	7,75	
Jura	12,3		Var	7,75	
Manche	12,2		Gard	7,50	
Vosges	11,9		Lozère	7,44	
Côte-d'Or	11,9		Isère	7,38	
Pas-de-Calais	11,7		Tarn-et-Garonne	7,35	
Sarthe	11,7		Hautes-Alpes	7,28	
Oise	11,5		Gironde	7,27	
Ardennes	11,4		Ardèche	6,95	
Eure	11,4		Basses-Pyrénées	6,73	
Ain	11,3		Bouches-du-Rhône	6,63	
Loiret	11,2		Haute-Garonne	6,57	
Allier	11		Lot	6,55	
Charente	10,9		Lot-et-Garonne	6,55	
Charente-Maritime	10,9		Landes	6,47	
Haute-Marne	10,7		Savoie	6,28	
Saône-et-Loire	10,7		Pyrénées-Orientales	6,20	
Bas et Haut-Rhin	10,5		Haute-Savoie	6,17	
Cher	10,4		Haute-Vienne	6,17	
Eure-et-Loir	10,4		Cantal	6,16	
Haute-Saône	10,3		Puy-de-Dôme	6,10	
Doubs	10,2		Creuse	6,08	
Indre	10,2		Basses-Alpes	6,04	
Aude	10,1		Vaucluse	5,98	
Meurthe-et-Moselle	10,1		Rhône	5,73	
Calvados	10		Dordogne	5,70	
Loir-et-Cher	9,98		Corrèze	5,61	
Moselle	9,84		Aveyron	5,16	
Aube	9,54		Corse	5,04	
Indre-et-Loire	9,43		Hautes-Pyrénées	5	

Pourcentage moyen national en 1953 : 9,50 % de meubles corporels par habitant.

Progression en capital depuis 1908 des meubles corporels.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT EN 1953.

Ariège	307 fois	Pyrénées-Orient.	121 fois
Lozère	302	Loiret	121
Cantal	277	Côtes-du-Nord	121
Tarn	272	Charente-Marit.	121
Creuse	263	Manche	117
Aude	261	Savoie	117
Aveyron	241	Vendée	116
Hautes-Alpes	237	Lot-et-Garonne	113
Ardèche	223	Nord	109
Lot	220	Haute-Garonne	107
Drôme	213	Meurthe-et-Mos.	106
Hérault	210	Loir-et-Cher	105
Haute-Loire	208	Loire-Atlantique	104
Puy-de-Dôme	207	Dordogne	104
Gers	206	Charente	102
Alpes-Maritimes	197	Maine-et-Loire	101
Corrèze	197	Basses-Pyrénées	101
Allier	188	Sarthe	101
Var	187	Deux-Sèvres	100
Haute-Vienne	183	Saône-et-Loire	99
Nièvre	182	Indre	99
Basses-Alpes	182	Côte-d'Or	95
Gard	171	Marne	94
Haut.-Pyrénées	167	Aube	93
Haute-Savoie	164	Eure-et-Loir	90
Morbihan	163	Loire	90
Somme	150	Aisne	90
Jura	147	Haute-Marne	90
Ain	145	Eure	86
Yonne	143	Indre-et-Loire	83
Cher	142	Isère	82
Vosges	138	Corse	82
Pas-de-Calais	137	Bouches-du-Rhône	82
Tarn-et-Garonne	136	Rhône	81
Haute-Saône	135	Oise	80
Landes	135	Vienne	78
Meuse	132	Seine-Maritime	76
Mayenne	129	Calvados	73
Finistère	128	Gironde	73
Ardennes	127	Seine-et-Marne	65
Doubs	126	Seine-et-Oise	53
Ille-et-Vilaine	125	Seine	36
Vaucluse	125	Moselle dep. 1934	16
Orne	122	Bas et Ht-Rhin dep. 1934	14

Progression moyenne nationale : 93 fois depuis 1908 par habitant.

CHAPITRE XXIV

Immeubles à usage agricole (ruraux)

Nous désignons par ce terme toutes les exploitations agricoles, avec leur matériel, cheptel, semences et, d'une façon générale, tous leurs accessoires, immeubles par destination.

Les terrains et les bâtiments ne sont pas évalués séparément. Dans les statistiques publiées par l'Administration de l'Enregistrement en 1908 et en 1934, ces biens étaient désignés sous la rubrique d'immeubles ruraux, par opposition aux immeubles urbains, et, dans les statistiques ultérieures, sous l'appellation d'immeubles à usage agricole, par opposition aux immeubles destinés à d'autres usages. Nous devons donc inclure, dans ce chapitre, les bois et les forêts, les landes incultes, les carrières non aménagées, les étangs et les canaux d'irrigation dépendant d'une exploitation agricole sans que cette nomenclature soit limitative.

Bien entendu, le classement des immeubles par destination a été déterminé d'après les règles du Code Civil : si le défunt est propriétaire du fonds, du cheptel et de l'entraîn, ceux-ci figurent sous la rubrique « immeubles à usage agricole » ; lorsque le défunt est simplement locataire, les animaux et le matériel figurent sous la rubrique « autres meubles corporels, » faisant l'objet du chapitre XXIII précédent.

Enfin, il est important de se rappeler que cette étude concerne les fortunes privées seules, et que le recensement de tous les biens en a été fait au domicile du défunt, sans égard à leur situation géographique. Ainsi, un immeuble, situé en Savoie, mais dépendant d'une succession ouverte à Paris, est recensé à Paris comme les immeubles parisiens. Et un immeuble, situé dans le territoire du département de la Seine, mais dépendant de la succession d'un défunt domicilié à Chambéry, est recensé dans le département de la Savoie. En termes de Droit Romain, les statistiques ont donc été établies « *ratione personae* », et non « *ratione loci* ».

Il résulte de l'application de ces méthodes que les fortunes privées dans un département ne coïncident pas toujours avec la

fortune immobilière réelle de ce département. Il faudra sans cesse s'en souvenir au cours de cette étude.

Dans un premier tableau, nous indiquons le nombre de successions déclarées qui comprennent des immeubles agricoles, et leur pourcentage par rapport au nombre total des successions déclarées :

Années 1908		1934		1949		1953	
Nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%
189 363	51,20	164 222	47	125 112	43,19	103 802	39,79

Dans le deuxième tableau, apparaît la progression en capital des immeubles agricoles et leur pourcentage dans les fortunes privées des personnes vivantes, en millions de francs :

Années 1908		1934		1949		1953	
36 054	18,15	175 379	20,58	2 063 651	26,20	4 286 494	27,61

L'examen de ces deux tableaux permet les observations suivantes :

1) Tout d'abord, que le nombre des successions déclarées comprenant des immeubles agricoles a diminué de 45 % de 1908 à 1953, et le pourcentage de leur nombre, par rapport au nombre de successions déclarées, de 11,41 % ; et cette perte (celle qui résulte du moins des données dont nous disposons) semble correspondre au dépeuplement des campagnes et à la concentration des fortunes agricoles au cours de la longue période de temps envisagée. Dans le même temps, le nombre de successions comprenant des immeubles agricoles, comparé à celui des décès, a également diminué, puisque le rapport :

$$\text{nombre de } \frac{\text{successions agricoles}}{\text{nombre de décès}} \text{ est passé de } \frac{100}{446} \text{ à } \frac{100}{517}$$

2) Ensuite, que le pourcentage des immeubles agricoles dans les fortunes privées n'a cessé de croître depuis la première guerre mondiale, passant de 18 % en 1908 à plus de 27 % en 1953, soit une augmentation de 9,46 % ; mais cette participation accrue dans les fortunes provient davantage de la moins-value relative des autres biens que d'une augmentation réelle de la valeur des immeubles agricoles.

3) En vérité, aucun autre capital, à l'exception des assurances sur la vie, des livrets d'épargne et des dépôts, (mais ce sont des valeurs immatérielles), et des fonds de commerce (mais leur progression est due à des causes qui ne sont pas purement économiques) n'a réagi, autant que les immeubles ruraux, à la chute du franc ; car la progression des immeubles ruraux par habitant a atteint 109 fois en moyenne la valeur de 1908, tandis qu'elle n'a pas dépassé 70 fois

cette valeur pour la fortune privée totale. La progression par possédant a même atteint l'indice 130 par suite de la diminution relative du nombre des propriétaires par rapport au chiffre total de la population.

Nous étudierons successivement dans ce chapitre :

- 1) La répartition, en capital, et par tête d'habitant.
- 2) La proportion par rapport à la fortune privée totale.
- 3) La progression de la valeur moyenne de 1908 à 1953 par tête d'habitant.
- 4) La répartition de ces capitaux dans les successions déclarées, c'est-à-dire la fortune moyenne par possédant.
- 5) La progression de cette fortune, par possédant, et de leur nombre depuis 1908.

I. — RÉPARTITION, EN CAPITAL, ET PAR TÊTE D'HABITANT :

Année 1908 : La fortune immobilière agricole se répartit à raison de 917 fr par habitant en moyenne, mais ces 917 fr (or) représentent la moyenne nationale, qui varie dans de grandes proportions d'un département à un autre : de 2 366 fr par tête dans le Calvados, à 28 fr en Corse. Cette moyenne nationale est dépassée dans 40 départements : 28 dans la zone au nord de la ligne Nantes Lons-le-Saunier, et 12 dans la zone au sud de cette ligne ; et sur les 21 départements où la moyenne par habitant est la plus forte, 16 se situent dans la zone Nord. Le premier département de la zone Sud, la Vendée, est seulement 10^e. Ces 40 départements, à l'exception du Cantal, des Pyrénées-Orientales, de la Haute-Garonne, du Lot-et-Garonne et des Landes, sont groupés : dans la région parisienne, ou à moins de 250 kilomètres de Paris ; dans la région lyonnaise : Ain, Allier, Saône-et-Loire, mais principalement dans l'Ouest : Normandie et pays de la basse Loire.

Aucun d'eux ne se rencontre dans les régions frontières de l'Est, ni dans le Sud-Est et le Languedoc ; et sur les 24 départements qui composent le Massif Central et les régions pyrénéenne et aquitaine, les 5 départements mentionnés plus haut figurent seuls parmi les 40 premiers. Rien ne montre mieux que cette localisation exagérée les déséquilibres agricoles dans le territoire métropolitain.

Le département du Calvados est premier avec la moyenne de 2 366 fr or par habitant. L'Eure-et-Loir et l'Eure sont 2^e et 3^e avec 2 269 fr et 1 973 fr en moyenne. Viennent ensuite de nombreux départements de l'Ouest : la Mayenne 1 854 fr ; la Manche 1 738 fr ; l'Orne 1 733 fr ; la Sarthe 1 688 ; le Loir-et-Cher 1 615 ; la Vendée 1 512 ; l'Ille-et-Vilaine 1 409 ; la Vienne 1 385 ; le Maine-et-Loire 1 359 ; etc... Les départements environnant Paris se trouvent aussi

parmi les premiers : le Loiret est 9^e avec 1 569 fr ; l'Oise est 13^e avec 1 383 fr ; l'Aisne est 17^e avec 1 272 ; la Seine-et-Marne est 26^e avec 1 140 fr ; la Seine-et-Oise 36^e avec 1 015 fr par habitant.

Devançant la plupart des départements méridionaux, le Lot-et-Garonne est 23^e avec 1 165 fr ; les Pyrénées-Orientales sont 31^e avec 1 075 fr ; les Landes, 35^e avec 1 025 ; la Haute-Garonne, 38^e avec 972 fr et le Cantal est 40^e avec 924 fr en moyenne par habitant.

Dans 46 départements, la moyenne n'est pas atteinte, et 35 d'entre eux sont situés dans la zone Sud ; parmi ces derniers, l'on compte l'Isère 54^e, avec 748 fr de moyenne ; la Loire, 60^e avec 703 fr ; la Gironde, 61^e avec 693 fr ; le Rhône 67^e avec 641 fr ; les Alpes-Maritimes 83^e avec 458 fr ; les Bouches-du-Rhône 85^e avec 400 fr ; 11 dans la zone Nord, savoir : Pas-de-Calais 43^e avec la moyenne de 899 fr par tête ; Ardennes et Jura ex æquo à la 47^e place avec 822 fr par tête, Doubs 53^e avec 765 ; Morbihan 57^e avec 725 ; Nord 66^e avec 648 fr ; Finistère 72^e avec 613 ; Vosges 76^e avec 552 ; Haute-Saône 79^e avec 520 ; Seine 80^e avec 506 ; Meurthe-et-Moselle 81^e avec 489 fr par habitant.

Le patrimoine agricole dans le Pas-de-Calais 899 fr par habitant, n'est pas plus élevé que dans le Gers 896. La moyenne du Lot 790 fr est supérieure à celle du Nord 648 fr, de la Gironde 693 ; de la Loire 703 fr et de l'Isère 748 fr.

Les moyennes dans le Nord 648 fr et dans le Rhône 641 fr sont semblables, ce qui paraît normal, étant donné que leurs populations ouvrières urbaines y sont prédominantes et les surfaces cultivées proportionnellement identiques. Dans les Basses-Alpes, au 78^e rang avec 532 fr de moyenne, et les Hautes-Alpes, au 84^e rang avec 450 fr, les moyennes des biens agricoles sont très basses et largement inférieures à celles de la Lozère, au 70^e rang avec 623 fr, de la Creuse, au 68^e rang avec 636 fr, et même de l'Ariège, au 74^e rang avec 557 fr.

Les moyennes les plus faibles (en dessous de 500 fr or par habitant) sont réalisées dans la Meurthe-et-Moselle 489 fr ; le Gard 467 fr ; les Alpes-Maritimes 458 fr ; les Hautes-Alpes 450 ; les Bouches-du-Rhône 400, et la Corse 28 fr.

Mais, s'il est normal de constater, dans les grands départements urbains de la Loire, de la Gironde, du Nord, du Rhône, de la Seine, des Alpes-Maritimes et des Bouches-du-Rhône, des moyennes généralement inférieures à celles des grands départements ruraux, il semble par contre assez surprenant que la moyenne du département de la Seine 506 fr, soit presque aussi élevée que celle de l'Ardèche 534 fr, des Basses-Alpes 532, et de la Haute-Saône 520, et même supérieure à celle du Gard 467 et des Hautes-Alpes 450 fr ; le classement des fortunes en raison de la personne et non de la situation des biens, explique seul cette contradiction.

Année 1934 : Sur le plan national, la répartition après la grande guerre se fait sur la base de 4 258 fr par habitant, soit près de 5 fois plus qu'en 1908. La plus-value est donc égale à la dépréciation du franc. Les 7 départements, premiers en 1908, le sont restés en 1934 et se trouvent tous à l'ouest de Paris. Le département de la Mayenne occupe la première place avec 10 806 fr par habitant ; l'Orne est second 10 777 par habitant ; la Manche 3^e avec 10 628 ; suivent dans l'ordre : Calvados 8 828 fr ; Eure 8 664 ; Sarthe 8 239 et Eure-et-Loir 8 220.

La moyenne nationale est dépassée dans 47 départements qui se partagent en nombre égal entre les deux zones (24 dans la zone Nord et 23 dans la zone Sud). Les bouleversements économiques dus à la guerre semblent donc avoir avantagé la zone Sud par rapport à 1908. Comme en 1908, la Vendée est 10^e avec une moyenne de 7 147 fr par habitant, et, dans l'ensemble, les classements individuels n'ont pas été beaucoup modifiés ; les écarts relatifs restent les mêmes, hormis dans l'Oise, qui était 13^e en 1908 avec 1 383 fr de moyenne et se situe à la 39^e place seulement en 1934 avec 4 990 fr.

25 départements dépassaient la moyenne nationale en 1908 et la dépassent à nouveau en 1934 ; par contre, 8 départements qui la dépassaient en 1908 se classent en dessous de la moyenne nationale en 1934 ; ce sont : la Marne, 33^e avec la moyenne de 1 045 en 1908, qui devient 65^e avec 3 336 fr en 1934 :

Haute-Marne	39 ^e avec	966 F,	devient	51 ^e avec	3 968 F
Meuse	34 ^e —	1 032	—	76 ^e —	2 518
Yonne	32 ^e —	1 050	—	57 ^e —	3 827
Aube	28 ^e —	1 107	—	70 ^e —	3 018
Seine-et-Marne	26 ^e —	1 140	—	64 ^e —	3 388
Seine-et-Oise	36 ^e —	1 015	—	79 ^e —	2 091
Haute-Garonne	38 ^e —	972	—	53 ^e —	3 880

Dans la Haute-Marne, la moyenne de 1908 a été multipliée 4 fois ; il en est de même dans la Haute-Garonne, à laquelle les départements de l'Ariège et du Tarn-et-Garonne ont été rattachés. Dans la Marne, l'Aube, et la Seine-et-Marne, la moyenne de 1908 est multipliée 3 fois ; dans la Meuse 2 1/2, et en Seine-et-Oise 2 fois seulement.

A l'opposé, des départements qui n'atteignaient pas la moyenne générale en 1908, la dépassent en 1934 :

	Moyenne de 1908 :	Moyenne de 1934 :	Progression :
Creuse	636 F	5 995 F	9 fois 1/2
Corrèze	620	5 292	8 fois 1/2
Aude	573	4 859	8 fois 1/2
Morbihan	725	5 765	8 fois

	Moyenne de 1908 :	Moyenne de 1934 :	Progression :
Aveyron	686 F	5 084 F	7 fois $\frac{1}{2}$
Haute-Loire	746	5 496	7 fois
Haute-Savoie	888	5 965	7 fois environ
Gers	896	5 780	6 fois $\frac{1}{2}$
Haute-Vienne	705	4 687	6 fois $\frac{1}{2}$
Dordogne	706	4 630	6 fois $\frac{1}{2}$
Lot	790	5 013	6 fois

Ainsi, ces départements déshérités en 1908 gagnent de nombreux rangs :

Creuse 46 rangs ; Corrèze 38 rangs ; Aude 33 rangs ; Morbihan 29 rangs ; Aveyron 26 rangs ; Haute-Loire 25 rangs ; Haute-Savoie 22 rangs ; Gers et Haute-Vienne chacun 17 rangs ; Dordogne et Lot chacun 14 rangs ; d'autres départements, sans dépasser la moyenne générale nationale, gagnent de nombreux rangs et multiplient 6 fois leur moyenne d'avant-guerre : la Lozère 70^e avec la moyenne de 623 fr en 1908 devient 50^e avec la moyenne de 3 990 fr ; elle gagne 20 rangs et progresse de plus de 6 fois. Le Finistère 72^e avec 613 fr, devient 56^e avec 3 836 fr ; il gagne 16 rangs et sa moyenne a également progressé de plus de 6 fois.

Au bas du tableau, nous retrouvons les mêmes départements qu'en 1908 et à peu près dans le même ordre : Loire, Gard, Nord, Haute-Saône, Seine, Meurthe-et-Moselle, Rhône, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône et Corse. Cependant, leur progression est très inégale : le Gard multiplie sa moyenne antérieure par 6,80 ; la Haute-Saône la multiplie par 5,56 ; la Seine, par 5 ; la Loire, le Nord, la Meurthe-et-Moselle, chacun par 4,5 ; le Rhône par 3,3 ; les Alpes-Maritimes par 3 ; les Bouches-du-Rhône par 2,8 seulement. Une exception : en Corse où la moyenne est 20 fois supérieure à celle de 1908.

Année 1949 : La moyenne nationale se situe à 50 000 fr environ par habitant, soit à près de 12 fois celle de 1934 et 57 fois celle de 1908. Elle est dépassée dans 55 départements (27 dans la zone Nord et 28 dans la zone Sud). La tendance s'affirme donc, après la deuxième guerre mondiale, comme elle s'était manifestée déjà en 1934 après la première, du déplacement vers les départements méridionaux de la valeur moyenne de la propriété terrienne détenue par habitant.

Toutefois, la topographie générale de la richesse n'a guère été modifiée. Les plus fortes moyennes sont toujours rencontrées, comme en 1908 et 1934, dans les mêmes départements : la Manche est première avec 145 440 fr par habitant ; elle était 3^e en 1934 avec 10 628 par habitant. L'Orne, comme en 1934, est second, et sa

moyenne passe de 10 777 fr à 139 069. L'Eure-et-Loir, 7^e en 1934, avec 8 220 fr devient 3^e avec 124 418 fr. Le Cantal 12^e avec 6 829 fr en 1934 devient 4^e avec 109 534 fr. La Sarthe 6^e en 1934 avec 8 239 fr devient 5^e avec 106 274 fr. La Mayenne est 6^e avec 105 100 fr par habitant (elle était première en 1934 avec 10 806 fr). La Vendée, du 10^e rang qu'elle occupait en 1908 et en 1934 passe au 7^e rang avec une moyenne de 98 707 fr par tête, contre 7 147 fr en 1934.

A la 8^e place, nous trouvons la Haute-Savoie en pleine ascension immobilière ; après un gain de 22 rangs en 1934, elle continue sa revalorisation rurale et gagne à nouveau 15 rangs en 1949, avec une moyenne de 97 935 fr par habitant, soit plus de 16 fois sa moyenne de 1934 et 110 fois celle de 1908, c'est-à-dire, depuis 1908, près du double de la revalorisation moyenne nationale.

Le Gers progresse de même : de la 44^e place en 1908, et venu à la 27^e en 1934, il occupe en 1949 le 10^e rang avec 91 696 fr de moyenne par habitant. Depuis 1934, sa richesse immobilière agricole par habitant a été revalorisée 16 fois, comme en Haute-Savoie, et 102 fois depuis 1914.

L'Eure est 11^e avec 91 091 fr ; il était 5^e en 1934 avec 8 664 fr. Le Calvados, 4^e en 1934 avec 8 828 fr, devient 12^e avec 90 140. Hormis les Ardennes 48 272 fr en 1949, les Pyrénées-Orientales 44 391 fr et le Pas-de-Calais 42 851 fr qui n'atteignent plus la moyenne nationale (leur moyenne de 1934 est multipliée 9 fois 1/2 seulement en 1949), tous les départements qui dépassaient la moyenne nationale en 1934 la dépassent encore en 1949 ; avec les départements cités plus haut nous mentionnons :

	Moyenne de 1934 :	Moyenne de 1949 :	Progression depuis 1934 :
Vaucluse et B.-Alpes	5 151 F	116 951 F	22 fois ½
Corrèze	5 292	79 069	15 fois
Nièvre	4 851	72 677	15 fois
Ain	5 013	72 507	14 fois ½
Creuse	5 995	84 885	14 fois
Lot-et-Garonne	5 706	80 655	14 fois
Aveyron	5 084	71 756	14 fois
Haute-Loire	5 496	72 365	13 fois

D'autres départements qui n'atteignaient pas la moyenne nationale en 1934 l'atteignent et la dépassent en 1949 :

	Moyenne en 1934 :	Moyenne en 1949 :	Progression depuis 1934 :
Drôme, Ardèche	3 851 F	104 735 F	27 fois
Savoie	3 466	78 300	22 fois ½
Meuse	2 518	51 825	20 fois ½

	Moyenne en 1934 :	Moyenne en 1949 :	Progression depuis 1934 :
Jura	3 318 F	58 856 F	18 fois env.
Doubs	3 756	66 421	17 fois $\frac{1}{2}$
Haute-Marne	3 968	58 462	14 fois, 7
Finistère	3 836	53 696	14 fois
Charente	3 931	51 791	13 fois
Hérault	4 028	50 430	12 fois $\frac{1}{2}$

Deux départements économiquement peu développés multiplient plus de 90 fois leur moyenne d'avant 1914 (la progression nationale ne dépasse pas 57 fois la valeur de 1908) :

Ariège	557	50 214	90 fois
Tarn-et-Garonne	911	85 253	93 fois

Par contre, les départements qui n'atteignent pas la moyenne nationale en 1949 ne l'atteignaient pas davantage en 1934 (hormis les trois départements des Ardennes, des Pyrénées-Orientales et du Pas-de-Calais), et les départements dont la moyenne est la plus faible sont restés les mêmes : il en est ainsi du Nord 40 305 fr par habitant en 1949, qui n'améliore pas son médiocre classement antérieur (il était 71^e en 1934 et 66^e en 1908); du Gard, de la Moselle, de l'Aube, du Rhône, de la Meurthe-et-Moselle, de la Loire, de la Seine-et-Oise, des Bouches-du-Rhône, de la Seine, des Alpes-Maritimes, du Var et de la Corse.

Leur progression depuis 1934 est cependant très inégale : conforme à la progression de la moyenne nationale dans le département du Nord, elle est inférieure à 10 fois la moyenne de 1934 dans celui de l'Aube ; elle est inférieure à 8 fois leur moyenne de 1934 dans la Loire et les Alpes-Maritimes ; inférieure à 7 fois dans le Var. La Seine-et-Oise a progressé de 8 fois depuis 1934 ; la Seine de 5 fois, et la Corse de 3 fois seulement par rapport à leur chiffre de 1934. Tous ces taux sont donc très inférieurs au taux moyen national de progression : 12 fois depuis 1934. Par contre, les Bas et Haut-Rhin, 73^e en 1934 avec 2 712 fr d'immeubles ruraux par habitant, augmentent 17 fois leur moyenne antérieure avec 46 167 fr en 1949 ; les Basses-Alpes, couplées avec le Vaucluse en 1934, progressent de 532 fr en 1908 à 47 182 fr en 1949, multipliant ainsi 88 fois leur moyenne de 1908 ; l'Ardèche, couplée avec la Drôme en 1934, passe de 534 fr en 1908 à 44 168 fr en 1949, soit 82 fois plus qu'en 1908 ; les Hautes-Alpes, couplées en 1934 avec l'Isère, s'avancent à 31 332 fr en 1949 contre 450 fr en 1908, soit 70 fois plus ; les Hautes-Pyrénées et les Basses-Pyrénées, comptées ensemble en 1934 multiplient 66 fois leur moyenne de 1908.

Année 1953 : La moyenne nationale, calculée par habitant a

doublé depuis 1949, puisqu'elle atteint 100 000 fr par habitant, soit 109 fois le chiffre de l'année 1908, et le nombre des départements qui la dépassent a encore augmenté depuis la dernière statistique et atteint 63 sur 89 départements (32 dans la zone méridionale, 31 dans la zone Nord). Le département de la Manche, premier en 1949, le demeure en 1953 avec une moyenne de 302 736 fr d'immeubles ruraux par habitant. L'Orne et l'Eure-et-Loir sont toujours second et troisième comme en 1949, avec 297 766 fr et 288 915 fr de moyenne; l'Eure est 4^e avec 255 534 fr; le Calvados 5^e avec 251 681 fr; la Creuse est 6^e avec 227 917 fr; la Mayenne est 7^e avec 220 966 fr; la Vendée, 8^e avec 200 711 fr; la Sarthe 9^e avec 199 062 fr; le Cantal, 10^e avec 194 802 fr; la Somme est 11^e avec 189 374 fr par habitant; la Haute-Savoie est 12^e avec 187 854 fr; le Gers est 13^e avec 177 884 fr. Tous ces départements comptaient parmi les premiers en 1949, mais le Calvados et l'Eure ont plus que doublé leur chiffre de 1949 et la Creuse l'a triplé. Hormis le Finistère, tous les départements qui dépassaient la moyenne nationale en 1949, la dépassent aussi en 1953 : les Landes et le Lot ont triplé leur moyenne tandis que le Tarn-et-Garonne, les Deux-Sèvres, la Savoie, l'Allier et la Corrèze l'ont augmentée d'une fois 1/2 seulement.

Parmi ceux qui n'atteignaient pas la moyenne nationale en 1949 et qui la dépassent en 1953, nous citerons l'Aube, qui multiplie 4 fois 1/2 sa précédente moyenne; les Ardennes et les Pyrénées-Orientales qui la triplent; la Gironde et la Marne qui la multiplient 3 fois environ; les Basses-Alpes et le Pas-de-Calais, 2 fois 1/2; les Vosges, le Gard, le Puy-de-Dôme, la Haute-Saône, la Lozère et l'Yonne, plus de 2 fois. Au bas du tableau, nous trouvons les mêmes départements qu'en 1949 et 1934; mais alors que les Alpes-Maritimes, les Hautes-Alpes, la Moselle ont plus que doublé leur moyenne de 1949; que la Corse et le Var l'ont triplée; des départements ruraux comme le Tarn, l'Ardèche, les Basses et les Hautes-Pyrénées; des départements à caractère mixte, comme la Meurthe-et-Moselle, l'Isère, la Haute-Garonne, la Loire et le Nord, ou en totalité urbains, tels la Seine-et-Marne, la Seine-et-Oise et les Bouches-du-Rhône n'ont pu doubler leur moyenne de 1949; bien mieux, les Bas et Haut-Rhin et la Seine l'ont augmentée de 50 % seulement et le département du Rhône l'a conservée sans changement notable depuis 1949.

II. — PROPORTION DES IMMEUBLES RURAUX DANS LES FORTUNES PRIVÉES :

Nous l'avons étudiée pour les deux années extrêmes 1908 et 1953.

Année 1908 : Avant 1914, les immeubles agricoles composaient 18 % environ des fortunes privées. Mais c'était un pourcentage moyen national, dépassé dans la majorité des départements (68 sur 86) et que, seuls 18 départements (mais les plus peuplés) n'atteignaient pas. Encore ce pourcentage variait-il considérablement : supérieur à 60 % dans le Gers, il était de 3 % seulement dans la Seine ; mais, entre ce pourcentage et la masse des biens privés, il n'existait pas d'autres relations que celles résultant des réalités économiques. Il est bien évident, en effet, que dans les départements ruraux, les patrimoines privés sont surtout constitués par les propriétés agricoles et que leur proportion, dans les fortunes, décroît dans la mesure où la quantité des autres biens augmente. Ainsi, dans le Gers, l'agriculture était peu rémunératrice avant 1914, et la valeur moyenne des biens ruraux par habitant était faible, mais leur pourcentage était cependant très élevé : 62 % des patrimoines. Proportion à peu près identique dans le Lot 59 % ; en Vendée, où la valeur moyenne des terres était, par habitant, très supérieure, le pourcentage était du même ordre 59 % des fortunes.

Dans les départements agricoles de la Haute-Loire, de la Corrèze, des Côtes-du-Nord, du Cantal, de la Lozère, de l'Aveyron et de l'Ariège, le pourcentage variait de 49,7 % en Haute-Loire à 55 % dans l'Ariège ; il était de 45 % dans le Lot-et-Garonne, la Haute-Savoie et la Creuse. Dans deux départements, la Manche et l'Ardèche, où l'agriculture faisait vivre avant 1914 la majeure partie de la population, mais à des niveaux de vie et de richesses individuelles très différents, le pourcentage était identique à 1 % près : 43,8 % dans la Manche et 42,7 dans l'Ardèche. Il était encore le même, toujours à 1 % près, dans les Hautes-Alpes (pauvres) 34,8 % et dans l'Eure-et-Loir (riche) 33,7 %, où cependant la moyenne immobilière possédée par chaque habitant était dissemblable : 450 fr dans les Hautes-Alpes, classées au 84^e rang, et 2 269 fr en Eure-et-Loir classé 2^e en 1908.

Parmi les départements qui consacraient en 1908 en valeurs terriennes un pourcentage relativement faible, la Marne (riche) et la Corse (pauvre) étaient aussi à égalité : 11,4 et 11,8 %. Ces exemples montrent bien l'impossibilité absolue d'établir un rapport quelconque entre la répartition en valeur des immeubles ruraux et leur proportion dans les patrimoines.

Mais les départements urbains les plus industrialisés sont très normalement ceux où les plus faibles moyennes de biens ruraux par habitant, coïncident avec les pourcentages les plus faibles : Nord 13,5 % ; Seine-et-Oise et Bouches-du-Rhône 10,8 % ; Alpes-Maritimes 10,5 % ; Meurthe-et-Moselle 10,3 ; Rhône 9,97 %. Quant au département de la Seine, 3 %, il est de loin celui où les propriétés

agricoles figurent, dans les patrimoines privés, pour la plus faible part.

Année 1953 : Le pourcentage moyen national s'élève à 27,6 % des fortunes privées contre 18,15 en 1908. Cet accroissement de la participation des immeubles agricoles dans les fortunes paraît s'expliquer par les pertes subies sur les autres biens (valeurs mobilières principalement); car la proportion des valeurs a été modifiée, sans qu'on puisse prétendre que celle des biens agricoles ait réellement augmenté. Comme en 1908, la comparaison des pourcentages laisse apparaître des différences considérables entre départements. Dans de nombreux départements, l'accroissement du pourcentage est supérieur à l'accroissement moyen national depuis 1908 : 9,5 %. Dans d'autres au contraire, la proportion des immeubles ruraux n'a guère varié, et même dans quelques-uns, urbains ou agricoles, ces derniers, pauvres pour la plupart, elle est inférieure au taux de 1908. Le tableau suivant nous montre ces disparités :

Départements où l'accroissement depuis 1908 est supérieur à 10 %		Accroissement minime		Départements où la proportion des immeubles ruraux dans les fortunes privées a diminué de plus de 10 % depuis 1908.	
Eure	+ 21 %	Drôme	+ 0,3 %	C.-du-N.	— 17,5 %
Somme	+ 20	S.-et-Loire	0,5	Htes-Pyr.	— 16,7
Aude	+ 16,3	Loire	0,6	Ariège	— 15,6
Marne	+ 16,3	M.-et-Loire	0,7	Tarn	— 15,1
Oise	+ 16,1	Indre	0,8	Aveyron	— 15
Ardennes	+ 15,7	T.-et-Gar.	0,9	Nièvre	— 14,3
Manche	+ 15	Seine-et-Oise	1	Allier	— 14,1
Orne	+ 14,5	Cantal	1,3	Corrèze	— 13,6
Vosges	+ 14,1	Seine	1,48	Vendée	— 11,4
Aisne	+ 13,9	Jura	1,5	Lot	— 11,1
Seine-Marit.	+ 13,8	L.-et-Gar.	1,7	Ardèche	— 10,5
Gironde	+ 13,7	Isère	1,8	D.-Sèvres	— 10,4
Charente	+ 12,8	Cher	2,3		
Côtes-d'Or	+ 12	Hte-Loire	2,3		
Hte-Marne	+ 11,8	Corse	2,5		
Eure-et-Loir	+ 10,9	Finistère	2,6		
Meuse	+ 10,8	Hte-Savoie	2,6		
		B.-du-Rhône	3		

Dans le Nord, la Seine-et-Marne, la Meurthe-et-Moselle, l'accroissement du pourcentage est de 4,5 % dans la Meurthe-et-Moselle, de 5 % dans le Nord et de 6,7 en Seine-et-Marne ; mais, par rapport à 1908, ces accroissements, quoique faibles, augmentent le pourcentage de 40 % dans le Nord et de 50 % dans la Seine-et-Marne et la Meurthe-et-Moselle. Dans les Bouches-du-Rhône, l'accroissement du pourcentage est minime, mais représente cependant un gain de 30 % par rapport à 1908. Le département de la Seine réalise un accroissement plus faible encore, 1,48 % mais augmente de 50 %

son pourcentage de 1908 ; par contre, dans les deux départements des Alpes-Maritimes et du Rhône, la proportion des immeubles ruraux a diminué et cette diminution s'accompagne d'une perte de 50 % du pourcentage de 1908 dans le premier, et de 30 % dans le second. Dans ces 7 départements urbains, ainsi qu'en Seine-et-Oise et en Corse, la proportion des immeubles agricoles dans les fortunes privées est, en 1953 comme en 1908, plus faible que dans tous les autres départements.

III. — PROGRESSION, EN CAPITAL, DE LA VALEUR MOYENNE ET PAR HABITANT DE 1908 A 1953 DES IMMEUBLES RURAUX :

La valeur moyenne des immeubles à usage agricole, calculée par tête d'habitant, (et non par succession) a progressé de 109 fois environ de 1908 à 1953. Mais cette progression, comme celle des autres biens, et pour les motifs déjà exposés, est bien plus forte dans les départements pauvres, situés au sud de la ligne conventionnelle Nantes Lons-le-Saunier que dans ceux situés au nord de cette ligne.

Le taux moyen de la progression nationale (109 fois la valeur de ces biens en 1908) est en effet dépassé dans 61 départements, dont 36 se trouvent dans la zone Sud et 25 seulement dans la zone Nord. Bien mieux, les progressions les plus fortes sont l'apanage presque exclusif des départements les plus pauvres avant 1914 : Creuse, 358 fois la valeur de 1908 ; Aude 274 fois ; Basses-Alpes 232 fois ; Haute-Savoie 211 fois ; Cantal 210 fois ; Aveyron et Gers 198 fois ; Gard 196 ; Ariège 192 ; Lot 187 ; Lozère 183 fois, etc...

Dans quelques départements en expansion rurale avant 1914, la moyenne nationale est toutefois atteinte et même dépassée : Ardennes, 193 fois la valeur de 1908 ; Manche 174 fois ; Orne 171 ; Somme 150 ; Vaucluse 144 ; Eure 129 ; Eure-et-Loir 127 ; Marne et Pas-de-Calais 124 ; Nord 112 fois.

Sans qu'elle soit absolue, il existe une certaine relation entre la répartition, la progression en valeur et le pourcentage : ainsi, dans la plupart des départements urbains très industrialisés où la valeur moyenne des biens ruraux agricoles est, par habitant, la plus faible, la proportion dans les fortunes et le taux d'accroissement relatif sont aussi les plus faibles :

	Répartition moyenne par habitant en 1953	Pourcentage d'immeubles agricoles en 1953	Progression depuis 1908
Meurthe-et-Moselle	47 401 F	14,8 %	96 fois
Bouches-du-Rhône	30 542	13,8	76
Seine-et-Marne	84 326	21,3	73
Loire	42 371	15,8	60

Alpes-Maritimes	23 870	5,31	52
Rhône	28 658	7,35	44
Seine	17 935	4,51	35
Seine-et-Oise	31 887	9,89	31
Moyenne nationale en 1953 100 000 F		27,6 %	109 fois

IV. — RÉPARTITION DES BIENS AGRICOLES DANS LES SUCCESSIONS DÉCLARÉES.

Année 1908 : La moyenne, par succession pour la France entière, s'établit à cette date à 6 346 fr-or contre la moyenne de 917 fr-or dans le calcul par habitant. Malgré l'écart entre ces deux chiffres, la concentration des immeubles agricoles est bien moins forte que celle des dépôts, des fonds de commerce, et même des autres immeubles. En effet, tandis que seules 100 successions sur 7 200 décès comprennent des fonds de commerce ; 100 successions sur 7 600 décès comprennent des dépôts, et 100 sur 930 décès, des immeubles autres que les ruraux, nous voyons qu'il existe 100 successions d'immeubles agricoles pour 446 décès ; et cette dispersion des biens agricoles entre un grand nombre de propriétaires est l'un des caractères fondamentaux de la structure rurale française : caractère favorisant la stabilité politique et sociale, nuisible cependant pour la productivité et la diminution des prix de revient. Cette moyenne nationale est dépassée dans 35 départements, dont 10 dans la zone Sud, soit, à 2 unités près, le même nombre de départements méridionaux que dans la répartition par tête. La Seine-Inférieure réalise, en fr-or, la plus forte moyenne successorale 23 160 fr ; le département de la Seine est second avec 22 330 fr. A la suite nous trouvons dans l'ordre : Mayenne 17 330 fr ; Calvados 14 488 fr ; Landes 13 390 fr ; Nord 12 644 fr ; Loiret 11 080 ; Allier 10 660 ; Eure-et-Loir 10 550 ; Pas-de-Calais 9 900 ; Eure 9 877 ; Ille-et-Vilaine 9 633. Le voisinage, dans cette liste, de départements aussi dissemblables que la Seine, les Landes, et le Loiret par exemple, exige quelques commentaires : parmi ces 12 départements, 7 figurent aussi en tête dans la répartition par habitant : Calvados, Eure-et-Loir, Mayenne, Loiret, Eure, Ille-et-Vilaine et Allier, et sont exclusivement agricoles. Mais leur rang prééminent dans le classement par succession n'a pas la même signification que dans celui par habitant. La Mayenne, en effet, ne doit sa 3^e place dans le classement par succession qu'à la concentration relativement élevée des biens ruraux entre un petit nombre de possédants : dix successions immobilières agricoles sur 57 décès. Si la dispersion de la propriété avait été aussi grande dans ce département que dans l'Eure-et-Loir par exemple où il y a dix successions pour 32 décès,

la moyenne successorale ne serait pas supérieure de 70 %, mais nettement inférieure au contraire, à celle de l'Eure-et-Loir. De même, l'Ille-et-Vilaine (10 successions pour 46 décès) ne serait pas compris parmi les premiers.

Et, à considérer des départements, tels que la Seine et le Nord, très mal classés dans la répartition par tête, nous voyons qu'ils ne doivent qu'à la grande concentration de leur fortune rurale, les 2^e et 6^e places qu'ils occupent dans le classement général par succession (Seine : 10 successions pour 327 décès ; Nord : 10 successions pour 122 décès).

Par contre la Seine-Inférieure doit sa première place dans le classement par succession, non seulement à ses habitants relativement peu nombreux pour se partager le patrimoine agricole global (10 successions pour 131 décès), mais aussi à l'importance de ce patrimoine. Dans les Landes 5^e et le Pas-de-Calais 10^e, la moyenne nationale successorale n'est largement dépassée qu'à cause de la dispersion de leurs patrimoines agricoles plus restreinte que dans la plupart des départements : 10 successions pour 64 décès dans les Landes et 63 décès dans le Pas-de-Calais. Ces deux départements occupent les 35^e et 43^e rangs seulement dans le classement par tête. Le département des Bouches-du-Rhône, assez mal classé dans la répartition des biens agricoles successoraux (40^e avec 5 526 fr par succession), le serait plus mal encore si cette fortune, au lieu d'être répartie à raison d'un seul possédant pour 10 personnes décédées, l'était d'après la moyenne nationale d'un possédant sur 4,46 défunts.

La Haute-Vienne est 22^e avec 7 895 fr par succession ; le Rhône 25^e avec 7 468 fr ; la Loire 30^e avec 7 015 ; la Gironde 39^e avec 5 820 fr ; et leurs fortunes rurales sont moins nombreuses (c'est-à-dire plus concentrées) que dans le plupart des autres départements : Haute-Vienne 10 successions sur 57 décès ; Rhône 10 successions sur 86 décès ; Loire 10 successions sur 61 décès ; Gironde 10 successions sur 51 décès. C'est pourquoi dans la répartition par tête ces départements perdent de nombreux rangs. La Haute-Vienne est 59^e avec 705 fr par habitant ; le Rhône, 69^e avec 641 fr ; la Loire 60^e avec 703 fr ; la Gironde est 61^e avec 693.

En Seine-et-Oise, 8 896 fr par succession, les possédants détiennent 30 % d'immeubles ruraux de plus qu'en Seine-et-Marne 6 139 fr, mais ils sont deux fois moins nombreux (10 successions sur 69 décès contre 10 sur 33 décès).

Plus les fortunes sont dispersées, plus la répartition par possédant se rapproche de la répartition par tête. En définitive, c'est la concentration des fortunes, plus que la richesse globale d'un département, qui détermine la moyenne par possédant. La disper-

sion est généralement plus grande dans les départements pauvres que dans ceux en expansion ; les propriétaires y sont plus nombreux, et la moyenne successorale s'en trouve abaissée. Beaucoup de départements, intrinsèquement peu fortunés, (ce sont ceux où la moyenne par tête est la plus faible) doivent moins à la faible valeur de leur patrimoine qu'à sa grande dispersion, leur faible moyenne successorale. Ainsi la Creuse est 60^e dans le classement par succession, parce que le rapport entre le nombre de ses successions agricoles et celui de ses décès est de 1 /3,1 (rapport moyen national est de 1 /4,46).

En Haute-Savoie, Yonne, Meuse, Haute-Marne, Lot, Ariège, Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Haute-Garonne, Jura, Hautes-Pyrénées, Savoie, Gers, et Aube, la dispersion de la propriété agricole est plus grande que dans tous les autres départements ; ainsi, le rapport du nombre des successions à celui des décès est de 1 /2,6 dans les Basses-Alpes, pourtant le moins dispersé de ces 14 départements ; dans le département agricole de l'Ain la moyenne par succession est peu élevée (4 947 fr), mais la propriété rurale est très dispersée : rapport $\frac{\text{nombre de succession}}{\text{nombre de décès}}$ est de $\frac{1}{2,7}$; il est du même ordre dans les Pyrénées-Orientales où la moyenne successorale est de 4 990 fr. Avec une concentration (ou dispersion) de la propriété égale à la moyenne nationale (1 /4,46), leur moyenne successorale aurait été bien supérieure à celle des riches départements du Nord, du Rhône, et de la Loire. Par contre, la concentration entre un petit nombre de propriétaires est la règle générale dans les 12 départements (Eure, Eure-et-Loir et Loiret exceptés) où la moyenne successorale est la plus forte. La concentration est aussi très élevée dans le Finistère, 13^e avec une moyenne de 9 390 fr par succession, et où dix successions seulement sur 100 décès sont agricoles ; beaucoup moins dans les Alpes-Maritimes, 61^e avec 3 900 fr par succession et où, sur 560 décès, cent successions sont positives.

Année 1934 : La moyenne nationale par succession s'élève à 29 664 fr, et correspond assez exactement à la dévaluation du franc depuis 1914. Elle est dépassée dans 33 départements (21 dans la zone Nord, 12 dans la zone Sud), parmi lesquels 26 la dépassaient déjà en 1908 ; la Mayenne est première avec 92 130 fr par succession ; la Seine 2^e avec 89 870 ; la Seine-Inférieure, 3^e avec 82 320 fr ; le Calvados, 4^e avec 65 450 fr ; les Landes sont 5^e avec 60 718 fr par succession.

Ces cinq départements détenaient déjà les plus fortes moyennes successorales en 1908 et la guerre de 1914 à 1918 n'a pas modifié cette situation, le rapport du nombre de leurs possédants à celui de

leurs défunts n'ayant pas été sensiblement modifié non plus ; le tableau suivant en fait foi :

Rapport	1908		Rap.	1934	
	{ nom. de succ. nom. de décès	moyenne successorale		{ nom. de succ. nom. de décès	moyenne success.
France métropol.	1 / 4,46	6 346 F		1 / 4,57	29 664 F
Mayenne	1 / 5,7	17 330		1 / 5,7	92 150
Seine	1 / 32,7	22 330		1 / 27,3	89 870
Seine-Inférieure	1 / 13,1	23 160		1 / 11,4	82 320
Calvados	1 / 4,4	14 488		1 / 5,3	65 450
Landes	1 / 6,4	13 390		1 / 5,9	60 718

L'Orne, 20^e en 1908 avec 8 245 fr par succession, remonte au 6^e rang avec 56 090 fr ; la Manche, 17^e en 1908 avec 8 756 fr devient 7^e avec 53 780 de moyenne ; le Maine-et-Loire progresse de la 15^e à la 8^e place, avec 52 920 fr par succession contre 9 200 fr en 1908 ; l'Eure est 9^e avec 52 830 fr par succession ; il était 11^e en 1908 avec 9 877 fr.

Dans plusieurs départements, la dispersion de la propriété agricole est plus grande qu'en 1914 et leurs progrès sont d'autant plus remarquables :

Rapport	1908		Rap.	1934	
	{ nom. de succ. nombre de décès	moyenne successorale		{ nom. de succ. nom. de décès	moyenne success.
France métropol.	1 / 4,46	6 346 F		1 / 4,57	29 664 F
Aisne	1 / 4,3	8 134		1 / 2,7	25 490
Cantal	1 / 3,9	6 284		1 / 3,4	34 800
Cher	1 / 3,6	7 400		1 / 3,3	26 320
Corrèze	1 / 4,2	4 843		1 / 3,7	30 950
Côtes-du-Nord	1 / 4,4	7 000		1 / 3,2	31 330
Finistère	1 / 9,9	9 390		1 / 6	36 100
Loir-et-Cher	1 / 3,1	8 648		1 / 2,3	21 630
Loire	1 / 6,1	7 015		1 / 5,4	29 760
Haute-Loire	1 / 3,2	3 774		1 / 2,5	20 930
Lot	1 / 2,4	2 694		1 / 2,1	13 440
Nièvre	1 / 3,5	6 926		1 / 3,2	22 460
Nord	1 / 12,2	12 644		1 / 8,2	40 410
Puy-de-Dôme	1 / 3	3 980		1 / 2,5	13 370
Seine-et-Oise	1 / 6,9	8 896		1 / 4,8	15 990
Vosges	1 / 3,7	3 105		1 / 2,7	13 670

Dans d'autres départements, le nombre des possédants, par rapport à celui des décédés, est resté stable ou n'a que très peu varié :

Rapport {	nombre de successions nombre de décès		Rapport {	nombre de successions nombre de décès	
	1908	1934		1908	1934
France métropol.	1 / 4,46	1 / 4,57	Allier	1 / 4,2	1 / 4
Ardennes	1 / 3,2	1 / 3,1	Aude	1 / 3,1	1 / 3,1
Eure-et-Loir	1 / 3,2	1 / 3,3	Gard	1 / 3,7	1 / 3,5
Hérault	1 / 4,3	1 / 4,2	Indre	1 / 2,7	1 / 2,7
Loiret	1 / 4	1 / 3,8	Manche	1 / 3,5	1 / 3,7
Marne	1 / 3,7	1 / 3,8	Morbihan	1 / 4,3	1 / 4,2
Haute-Saône	1 / 2,9	1 / 2,8	Saône-et-L.	1 / 3,4	1 / 3,5
Savoie	1 / 2,6	1 / 2,7	Deux-Sèvres	1 / 3	1 / 3,1
Somme	1 / 4,4	1 / 4,1	Vaucluse	1 / 3,4	1 / 3,5

Mais, dans le plus grand nombre de départements, la dispersion a diminué, le nombre des possédants est moindre que celui des défunts, la concentration de la propriété est plus forte; par exemple :

Rapport {	nombre de successions nombre de décès		Rapport {	nombre de successions nombre de décès	
	1908	1934		1908	1934
France métropol.	1 / 4,46	1 / 4,57	Alpes-Marit.	1 / 5,60	1 / 7,8
Aube	1 / 2,6	1 / 3,2	B.-du-Rh.	1 / 10	1 / 13
Corse	1 / 3,3	1 / 7,8	Doubs	1 / 3,5	1 / 4,6
Eure	1 / 3,6	1 / 4,6	Gers	1 / 2,6	1 / 3,5
Gironde	1 / 5,1	1 / 6,1	Jura	1 / 2,5	1 / 3,2
Lot-et-Garonne	1 / 2,9	1 / 4	M.-et-Loire	1 / 4,3	1 / 5,5
Haute-Marne	1 / 2,4	1 / 2,8	Meuse	1 / 2,4	1 / 3,2
Oise	1 / 3,6	1 / 4,5	Orne	1 / 3,5	1 / 4,1
Pyrénées-Orientales	1 / 2,7	1 / 4,1	Rhône	1 / 8,6	1 / 9,4
Haute-Savoie	1 / 2,3	1 / 2,7	Seine-et-M.	1 / 3,3	1 / 4,4
Var	1 / 3,6	1 / 4,5	Yonne	1 / 2,3	1 / 2,7

De ces différents tableaux il résulte :

1) que, conformément aux prévisions, les progressions des valeurs successorales moyennes au-delà de la normale, ont lieu principalement dans des départements où le nombre des propriétaires décédés a diminué, et celles en deçà, dans ceux où il a augmenté depuis 1914 ;

2) que les progressions au-delà de la normale (plus de 6 fois la valeur des mêmes biens en 1908) se sont produites exclusivement dans des départements agricoles, et les progressions inférieures à la normale (4 fois la valeur de 1908) dans des départements également agricoles, mais surtout dans des départements urbains ou mixtes : Nord, Rhône, Seine-et-Oise, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Aisne.

3) Que, dans les départements où le nombre des possédants est

resté stable, la valeur des immeubles agricoles a subi la plus forte hausse chez ceux où la conjoncture économique était en 1908 la moins favorable (Aude, Gard, Morbihan, Savoie).

4) La concentration (c'est-à-dire le petit nombre de propriétaires) la plus forte s'observe dans les départements urbains et en Corse : Seine : rapport : nombre de successions / nombre de décès = 1/27,3 ; Bouches-du-Rhône 1/13 ; Seine-Inférieure 1/11 ; Rhône 1/9,4 ; Nord 1/8,2 ; Alpes-Maritimes 1/7,8 ; Corse 1/7,8 ; Pas-de-Calais 1/6,6 ; Gironde 1/6,1. A cause de cette concentration, et en dépit, pour quelques-uns, de leur faible richesse agricole globale, ces départements, (hormis le Rhône, les Bouches-du-Rhône et les Alpes-Maritimes, classés 36^e, 41^e et 51^e avec 28 540 fr, 27 340, et 22 680 par succession en moyenne), figurent parmi les premiers (la Seine est seconde, la Seine-Inférieure est 3^e) dans le classement par importance successorale. Au contraire, la dispersion plus grande que la moyenne dans le Lot et la Savoie, les Vosges, la Haute-Saône, la Haute-Marne, le Jura et le Gard, s'ajoutant à une valeur globale faible, fait que ces départements figurent, comme en 1908, parmi les derniers dans la répartition par possédant décédé.

Année 1949 : la moyenne nationale par succession s'est accrue de 11 fois environ depuis 1934 et s'élève à 336 621 fr. Elle est dépassée dans 34 départements : 22 dans la zone Nord, 12 dans la zone Sud (29 de ceux-ci dépassaient déjà la moyenne en 1934). Les 18 premiers sont tous situés dans la zone Nord ; la Seine-Maritime est en tête avec 1 225 200 fr par succession ; elle est suivie par la Mayenne 857 960 fr ; la Manche 786 210 fr ; le Nord 760 640 fr ; le Calvados 726 000 ; et la Seine 711 430.

Il est bien évident que les biens ruraux déclarés dans ce département sont situés ailleurs (la statistique est déterminée, nous l'avons dit plus haut, par le domicile des propriétaires et non par la situation des biens). La Seine-Maritime était déjà première en 1908 et 3^e en 1934 ; la Mayenne était 3^e en 1908 et 1^{re} en 1934 ; la Seine, 6^e en 1949, était 2^e en 1908 et en 1934 ; le Calvados était 4^e en 1934 et en 1908.

A la suite de la Seine, nous trouvons encore 4 départements de l'Ouest : l'Orne 695 570 fr ; la Sarthe 664 440 fr ; l'Eure 643 970 ; l'Eure-et-Loir 597 440. Les départements de l'Aisne, de la Seine-et-Marne, de la Haute-Savoie, du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône qui n'atteignaient pas la moyenne nationale en 1934, la dépassent largement en 1949 : l'Aisne remonte de la 46^e à la 17^e place et progresse de 25 490 fr à 472 980 fr, soit 18 fois sa moyenne de 1934 ; la Seine-et-Marne remonte de la 58^e à la 18^e place et progresse de 21 600 fr à 455 480 soit 21 fois sa moyenne antérieure ; la Haute-Savoie passe de la 48^e à la 25^e place et de 24 130 fr à 376 080, soit 15 fois plus ; le Vaucluse s'avance du 44^e au 26^e rang, et de 26 380 fr

(Basses-Alpes incluses) à 365 350 fr (Basses-Alpes exclues) soit près de 14 fois plus ; les Bouches-du-Rhône progressent du 41^e au 29^e rang et de 27 340 fr à 352 860, soit 13 fois plus.

Parmi les départements qui restent en deçà de la moyenne nationale, la Marne, avec 305 160 fr a multiplié 16 fois sa moyenne de 1934, et la Seine-et-Oise 305 140, l'a multipliée 19 fois. Avec une dispersion égale (Marne) ou moindre (Seine-et-Oise) que celle du Morbihan 348 500 et de la Corrèze 347 740 fr, la moyenne successorale en Seine-et-Oise et dans la Marne leur est néanmoins très inférieure. De même, les moyennes dans le Gers 296 200 fr, dans le Tarn-et-Garonne 292 270 fr, la Creuse 278 780 fr, départements pauvres, sont supérieures à celles du Rhône 278 540 fr, de la Loire 232 360, des Haut et Bas-Rhin réunis 225 690 fr, et de l'Isère 203 480 fr, départements riches. Les moyennes les plus faibles sont, comme en 1934, réalisées dans l'Aube, la Haute-Saône, le Puy-de-Dôme, le Lot, la Corse, les Basses-Alpes, les Hautes-Alpes, l'Ardèche, et l'Ariège. Mais, en définitive, pour les apprécier convenablement, il convient (nous l'avons déjà remarqué) de rechercher le taux de dispersion (ou de concentration) des biens agricoles ; or, si la dispersion de la propriété agricole n'a pas beaucoup varié depuis 1934 en Seine-Maritime, très peu dans la Mayenne, la Manche, le Calvados et la Seine, il en est autrement dans le Nord où le nombre des propriétaires a diminué d'un tiers par rapport à 1934 (rapport du nombre de successions/nombre de décès = $1/8,2$ en 1934 et $1/12,6$ en 1949).

Si le nombre de ses possédants n'avait pas beaucoup diminué depuis 1934, ce département ne figurerait pas en 1949 au 4^e rang dans le classement national par succession, mais serait bien plus loin. Dans l'Orne, au contraire, le nombre de possédants s'est accru depuis la 2^e guerre mondiale : $1/3,4$ contre $1/4,1$ en 1934. Il est resté stationnaire dans l'Eure, dans la Sarthe, et n'a que peu varié dans l'Eure-et-Loir : $1/3$ contre $1/3,3$ en 1934.

Mais dans l'Aisne, en Seine-et-Marne, en Seine-et-Oise et surtout en Corse, il a beaucoup diminué depuis 1934. La diminution du nombre des possédants est sensible dans la Loire, l'Aube, les Ardennes, le Loir-et-Cher et le Pas-de-Calais. Dans d'autres départements, il est resté soit stationnaire (Marne, Haute-Saône, Puy-de-Dôme, Lot), soit s'est fortement accru (Rhône, Gers, Haut et Bas-Rhin, Moselle, Pyrénées-Orientales, Doubs, Hérault, Lot-et-Garonne, Maine-et-Loire, Loiret), soit, a faiblement augmenté (Haute-Savoie, Vaucluse, Bouches-du-Rhône, Corrèze, Creuse, Morbihan).

Quant aux départements pour lesquels nous n'avons pas en 1934 de statistiques séparées (Tarn-et-Garonne, Ariège, Basses et Hautes-Alpes, Ardèche, Basses et Hautes-Pyrénées), le nombre de

leurs possédants, par comparaison avec 1908 a beaucoup augmenté en Tarn-et-Garonne et en Ardèche, très peu dans les Basses et Hautes-Alpes et en Ariège, a diminué légèrement dans les Basses-Pyrénées et est resté étale dans les Hautes.

Les trois tableaux ci-dessous indiquent les changements qui se sont produits de 1934 à 1949 dans le nombre des propriétaires agricoles (toutefois les départements jumelés en 1934 n'ont pas été retenus dans ces inventaires) :

TABLEAU I

(Le nombre des propriétaires a diminué, c'est-à-dire la concentration de la propriété est plus forte). Les départements où les écarts sont égaux ou inférieurs à 4/10^e ne sont pas mentionnés. Par ailleurs, lorsque la progression en valeur est comprise entre 9 et 12 fois seulement la valeur de 1934, nous l'avons considérée comme normale.

Rapport {	nombre de successions nombre de décès		Progression, en capital, et par possédant, de la valeur des propriétés agricoles de 1934 à 1949.
	1934	1949	
France métropolitaine	1/4,57	1/4,29	11 fois
Aisne	1/2,7	1/4,9	18 fois ½
Alpes-Maritimes	1/7,8	1/8,4	6,6
Ardennes	1/3,1	1/3,8	normale
Aube	1/3,2	1/3,9	13
Corse	1/7,8	1/16,8	4,5
Loir-et-Cher	1/2,3	1/3,1	15
Loire	1/5,4	1/6,3	8
Nord	1/8,2	1/12,6	19
Oise	1/4,5	1/5,1	16
Pas-de-Calais	1/6,6	1/7,7	normale
Seine	1/27,3	1/29,5	8
Seine-Maritime	1/11,4	1/12,2	15
Seine-et-Marne	1/4,4	1/6,7	21
Seine-et-Oise	1/4,8	1/10,6	19
Somme	1/4,1	1/4,6	12,2
Tarn	1/3,1	1/4,1	13,5
Var	1/4,5	1/5,1	7,5
Vosges	1/2,7	1/3,3	15
Yonne	1/2,7	1/3,2	14

TABLEAU II

(Le nombre des possédants a augmenté, c'est-à-dire la propriété est plus dispersée).

Les départements dans lesquels les écarts sont égaux ou inférieurs à 4/10 ne sont pas retenus (*).

Rapport {	nombre de successions nombre de décès		Progression, en capital, et par possédant, de la valeur des propriétés agricoles de 1934 à 1949.
	1934	1949	
France métropolitaine	1 / 4,57	1 / 4,29	11 fois
Aveyron	1 / 2,9	1 / 2,3	normale
Bouches-du-Rhône	1 / 13	1 / 11,8	13
Cantal	1 / 3,4	1 / 2,7	12,5
Corrèze	1 / 3,7	1 / 3,1	normale
Doubs	1 / 4,6	1 / 3,5	13,5
Finistère	1 / 6	1 / 5,3	13 fois
Gers	1 / 3,5	1 / 2,4	normale
Hérault	1 / 4,2	1 / 3,1	normale
Jura	1 / 3,2	1 / 2,5	14,5
Haute-Loire	1 / 2,5	1 / 2	9
Loiret	1 / 3,8	1 / 3	normale
Lot-et-Garonne	1 / 4	1 / 2,9	normale
Lozère	1 / 2,9	1 / 2,2	normale
Maine-et-Loire	1 / 5,5	1 / 4,4	normale
Manche	1 / 3,7	1 / 3,2	14,5 fois
Moselle	1 / 4,3	1 / 2,8	7
Orne	1 / 4,1	1 / 3,4	12,5
Pyrénées-Orientales	1 / 4,1	1 / 2,8	près de 6 fois
Bas et Haut-Rhin	1 / 4,1	1 / 3,2	normale
Rhône	1 / 9,4	1 / 6,6	normale
Savoie	1 / 2,7	1 / 2,2	18
Deux-Sèvres	1 / 3,1	1 / 2,5	normale

(*) Ex. : l'écart entre (Aveyron) $\frac{1}{2,9}$ et $\frac{1}{2,3} = 0,6 = 6/10^{\circ}$

et l'écart entre (Bouches-du-Rhône) $\frac{1}{13}$ et $\frac{1}{11,8} = 1,2$
soit, dans ce dernier cas, 1 unité + 2/10°.

TABLEAU III

(Le nombre des possédants n'a pas varié ou a varié dans d'étroites proportions : 2/10 au maximum en plus ou en moins).

Comme dans les tableaux précédents, la progression en capital, comprise entre 9 et 12 fois inclusivement la valeur des biens de 1934, est considérée comme normale.

Rapport {	nombre de successions nombre de décès		Progression, en capital, et par possédant, de la valeur des propriétés agricoles de 1934 à 1949.
	1934	1949	
France métropolitaine	1 / 4,57	1 / 4,29	11 fois
Charente	1 / 3,2	1 / 3,1	normale
Charente-Maritime	1 / 3,3	1 / 3,3	13 fois
Cher	1 / 3,3	1 / 3,4	normale
Dordogne	1 / 3,2	1 / 3,2	normale
Eure	1 / 4,6	1 / 4,7	12,2
Gard	1 / 3,5	1 / 3,4	12,5
Ille-et-Vilaine	1 / 4	1 / 4,1	12,1
Indre	1 / 2,7	1 / 2,5	normale
Indre-et-Loire	1 / 3,5	1 / 3,6	normale
Landes	1 / 5,9	1 / 5,7	7,4
Lot	1 / 2,1	1 / 2	normale
Marne	1 / 3,8	1 / 3,9	16 fois
Haute-Marne	1 / 2,8	1 / 2,6	14,5
Morbihan	1 / 4,2	1 / 4	normale
Nièvre	1 / 3,2	1 / 3,1	13
Puy-de-Dôme	1 / 2,5	1 / 2,5	normale
Haute-Saône	1 / 2,8	1 / 2,8	13
Saône-et-Loire	1 / 3,5	1 / 3,4	normale
Vienne	1 / 2,8	1 / 2,8	normale

Les trois derniers tableaux indiquent les variations de la concentration des immeubles ruraux depuis 1908.

TABLEAU IV

(Le nombre des possesseurs de biens agricoles a diminué).

Seules les variations du nombre supérieures à 6/10^e ont été retenues.

Rapport {	$\frac{\text{nombre de successions}}{\text{nombre de décès}}$		Progression, en capital, et par possédant, de la valeur des propriétés agricoles de 1908 à 1949.
	1908	1949	
France métropolitaine	1 / 4,46	1 / 4,29	54,5 fois
Alpes-Maritimes	1 / 5,6	1 / 8,4	38,5
Aube	1 / 2,6	1 / 3,9	41
Bouches-du-Rhône	1 / 10	1 / 11,8	64
Corse	1 / 3,3	1 / 17	200
Eure	1 / 3,6	1 / 4,7	65
Haute-Garonne	1 / 2,5	1 / 3,6	73
Gironde	1 / 5,1	1 / 6,4	67,5
Oise	1 / 3,6	1 / 5,1	68
Pas-de-Calais	1 / 6,3	1 / 7,7	51,5
Seine-et-Marne	1 / 3,3	1 / 6,7	74
Seine-et-Oise	1 / 6,9	1 / 10,6	34
Var	1 / 3,6	1 / 5,1	68
Yonne	1 / 2,3	1 / 3,2	50,5

TABLEAU V

(Le nombre des possédants s'est accru depuis 1908).

Seules les variations du nombre supérieures à 6/10^e ont été retenues.

Rapport {	$\frac{\text{nombre de successions}}{\text{nombre de décès}}$		Progression en capital et par possédant depuis 1908.
	1908	1949	
Ardèche	1 / 3,8	1 / 2,5	52 fois
Aveyron	1 / 3,5	1 / 2,3	66
Cantal	1 / 3,9	1 / 2,7	69
Corrèze	1 / 4,2	1 / 3,1	72
Côtes-du-Nord	1 / 4,4	1 / 3,6	50,5
Creuse	1 / 3,1	1 / 2,6	70,5
Finistère	1 / 10	1 / 5,3	50
Hérault	1 / 4,3	1 / 3,1	51,5
Landes	1 / 6,4	1 / 5,7	33,5
Haute-Loire	1 / 3,2	1 / 2	49,5

Loire-Atlantique	1 / 4,1	1 / 3,6	41
Loiret	1 / 4	1 / 3	31,5
Lozère	1 / 3,2	1 / 2,2	48,3
Rhône	1 / 8,6	1 / 6,6	37,2
Seine	1 / 32,7	1 / 29,5	32
Seine-Maritime	1 / 13,1	1 / 12,2	53
Tarn-et-Garonne	1 / 4,4	1 / 2,5	53
Haute-Vienne	1 / 5,7	1 / 4,9	50,5

TABLEAU VI

(Le dernier tableau nous montre la stabilité de la structure sociale dans certains départements.)

(Le nombre des possédants n'a pas varié ou varié de 2/10^e au maximum).

Rapport {	$\frac{\text{nombre de successions}}{\text{nombre de décès}}$		Progression en capital et par possédant depuis 1908.
	1908	1949	
Ain	1 / 2,7	1 / 2,5	52,5 fois
Ariège	1 / 2,4	1 / 2,2	65
Cher	1 / 3,6	1 / 3,4	35
Côte-d'Or	1 / 2,8	1 / 2,8	53
Dordogne	1 / 3,3	1 / 3,2	65
Doubs	1 / 3,5	1 / 3,5	89
Eure-et-Loir	1 / 3,2	1 / 3	56,5
Gers	1 / 2,6	1 / 2,4	81,5
Indre	1 / 2,7	1 / 2,5	41,3
Isère	1 / 3,3	1 / 3,2	54,3
Jura	1 / 2,5	1 / 2,5	72
Loir-et-Cher	1 / 3,1	1 / 3,1	38,4
Loire	1 / 6,1	1 / 6,3	33
Lot-et-Garonne	1 / 2,9	1 / 2,9	70,5
Maine-et-Loire	1 / 4,3	1 / 4,4	58,7
Marne	1 / 3,7	1 / 3,9	51,2
Haute-Marne	1 / 2,4	1 / 2,6	66,4
Meurthe-et-Moselle	1 / 4,5	1 / 4,5	59
Orne	1 / 3,5	1 / 3,4	84,3
Hautes-Pyrénées	1 / 2,6	1 / 2,5	58,7
Pyrénées-Orientales	1 / 2,7	1 / 2,8	40,3
Haute-Saône	1 / 2,9	1 / 2,8	70,5
Saône-et-Loire	1 / 3,4	1 / 3,4	41
Haute-Savoie	1 / 2,3	1 / 2,4	125
Vaucluse	1 / 3,4	1 / 3,3	87,3

L'examen de ces six tableaux permet plusieurs constatations : du tableau I, il semble résulter, la Corse mise à part, que le nombre de possédants d'immeubles agricoles a principalement diminué depuis 1934 dans des départements urbains et ruraux en expansion, et que, malgré cette diminution, la valeur de la part individuelle dans quelques-uns d'entre eux a bénéficié d'une progression moindre que celle de la moyenne nationale. Ainsi, dans les Alpes-Maritimes, la valeur moyenne des biens agricoles détenus par chaque propriétaire domicilié dans ce département, n'a progressé que de 6 fois $1/2$, dans le Var de 7 fois $1/2$, et dans la Loire et la Seine de 8 fois seulement. On admettra cependant que cette faible progression est, en partie au moins, due au fait que de nombreux propriétaires ont cédé leurs propriétés à des acheteurs domiciliés dans d'autres départements, et que ces transferts ont ainsi réduit la valeur globale des biens agricoles détenus par les défunts ou les vivants dans certains départements.

Les tableaux II et III montrent dans l'ensemble que les départements agricoles peu développés ont mieux résisté que les autres à la concentration de la propriété rurale : soit par l'augmentation du nombre des possédants (Aveyron, Cantal, Corrèze, Gers, Haute-Loire, Lozère, Lot-et-Garonne, etc...), soit par le maintien de leur nombre au chiffre antérieur, et les résultats recueillis dans les tableaux IV, V et VI confirment ces observations.

Année 1953 : La moyenne nationale a largement doublé depuis 1949 et atteint 825 898 fr par succession ; elle est même dépassée dans 31 départements (24 dans la zone Nord, 7 dans la zone Sud) dont la plupart d'ailleurs la dépassaient en 1949. La Seine-Maritime occupe toujours la première place avec une moyenne de 3 230 240 fr par succession ; le Calvados est 2^e avec 2 712 770 fr ; l'Eure est 3^e avec 2 251 130 fr ; la Mayenne est 4^e avec 2 196 580 fr ; la Manche 5^e avec 1 997 390 fr ; l'Orne 6^e avec 1 992 350 fr ; l'Eure-et-Loir 7^e avec 1 795 400 fr.

Nous trouvons ensuite le groupe compact des départements du Nord 1 739 290 fr, du Pas-de-Calais 1 559 520, et de la Somme 1 453 590. La Seine est 15^e avec 1 196 850 fr ; sa moyenne successorale est donc supérieure à celle de l'Ille-et-Vilaine 1 152 690. Bien que 10 successions seulement sur 340 décès comprennent des immeubles ruraux dans la Seine, au lieu de 10 sur 46 décès dans l'Ille-et-Vilaine, cette moyenne témoigne pourtant chez les possédants parisiens, dans l'utilisation de leur fortune, d'un goût relativement grand pour les placements agricoles, même lorsque ceux-ci se situent dans d'autres départements.

La Seine-et-Marne et la Seine-et-Oise sont 21^e et 25^e avec 1 036 630 fr et 931 560 fr par succession. La moyenne par possédant dans les départements urbains des Bouches-du-Rhône 686 050 et

du Rhône 585 260, est inférieure à celle de la majorité des départements agricoles ; cela est conforme aux prévisions, mais les observations précédentes leur sont aussi partiellement applicables.

Comme en 1949, les moyennes successorales dans les départements alsaciens et lorrains figurent parmi les plus basses : la Moselle est 71^e avec 469 490 fr ; les Bas et Haut-Rhin jumelés sont 78^e avec 424 670 fr ; la Meurthe-et-Moselle est 79^e avec 418 210. Et, comme en 1949, les moyennes les plus faibles se rencontrent dans le Puy-de-Dôme 386 780, le Lot 383 700, la Haute-Loire 370 420, la Lozère 362 950, les Hautes-Alpes 341 460, l'Ardèche 334 620, l'Ariège 332 460, et la Corse 103 090.

Le tableau suivant indique le rang occupé par les départements dont les moyennes successorales ont été supérieures, pendant deux années au moins, à la moyenne nationale :

	1908	1934	1949	1953
Aisne	21		16	17
Allier	8	26	27	
Calvados	4	4	5	2
Cantal		22	20	27
Corrèze		29	32	
Côtes-du-Nord	31	28	28	
Doubs			23	24
Eure	11	9	9	3
Eure-et-Loir	9	17	10	7
Finistère	13	18	17	19
Gironde		16	22	14
Ille-et-Vilaine	12	14	15	16
Indre-et-Loire	35	30		
Landes	5	5	19	12
Loir-et-Cher	18			26
Loire	30	33		
Loire-Atlantique	29	19		
Loiret	7	20	30	20
Lot-et-Garonne		25	33	
Maine-et-Loire	15		12	18
Manche	17	7	3	5
Mayenne	3	1	2	4
Morbihan		23	31	
Nord	6	15	4	8
Oise	24	27	13	13
Orne	20	6	7	6
Pas-de-Calais	10	10	14	9
Sarthe	14	11	8	11
Seine	2	2	6	15

	1908	1934	1949	1953
Seine-Maritime	1	3	1	1
Seine-et-Marne			18	21
Seine-et-Oise	16			25
Deux-Sèvres	32	21	24	
Somme	23	12	11	10
Vaucluse			26	29
Vendée	19	31	34	31
Haute-Vienne	22	13	21	28

Il découle de ce classement que les plus fortes moyennes successorales se rencontrent dans les riches départements agricoles de l'Ouest (Calvados, Eure, Eure-et-Loir, Manche, Mayenne, Orne, Sarthe, Seine-Maritime) et du Nord de la France (Pas-de-Calais, Somme, Nord) ; que dans la Seine-Maritime et la Mayenne se situent les fortunes rurales les plus importantes, mais que le département de la Seine, exclusivement urbain cependant, comprend des fortunes privées également considérables, aussi bien avant 1914 qu'après les bouleversements provoqués par les deux guerres mondiales.

Rien n'est plus suggestif que la comparaison du rang occupé par les départements précédents dans la répartition de la fortune agricole par succession, avec leur rang dans la répartition par habitant :

Répartition par habitant	1908	1934	1949	1953
Aisne	17	20	35	36
Allier	15	25	27	53
Calvados	1	4	12	5
Cantal	40	12	4	10
Corrèze	71	33	18	56
Côtes-du-Nord	30	11	31	34
Doubs	53	59	32	47
Eure	3	5	11	4
Eure-et-Loir	2	7	3	3
Finistère	72	56	50	65
Gironde	61	54	75	54
Ille-et-Vilaine	11	15	19	15
Indre-et-Loire	20	26	47	58
Landes	35	21	45	19
Loir-et-Cher	8	14	23	14
Loire	60	68	82	82
Loire-Atlantique	37	19	48	63
Loiret	9	17	22	17
Lot-et-Garonne	23	29	17	28
Maine-et-Loire	14	16	15	29

	1908	1934	1949	1953
Manche	5	3	1	1
Mayenne	4	1	6	7
Morbihan	57	28	44	49
Nord	66	71	73	77
Oise	13	39	33	26
Orne	6	2	2	2
Pas-de-Calais	43	46	70	52
Sarthe	7	6	5	9
Seine	80	75	86	87
Seine-Maritime	21	45	36	40
Seine-et-Marne	26	64	64	71
Seine-et-Oise	36	79	84	83
Deux-Sèvres	16	9	9	18
Somme	18	8	16	11
Vaucluse	42	35	29	30
Vendée	10	10	7	8
Haute-Vienne	59	42	51	61

La comparaison de ces deux tableaux confirme l'absence d'un rigoureux parallélisme entre les deux répartitions : dans les départements peuplés de la Seine-Maritime, de la Seine-et-Marne, de la Seine-et-Oise, du Nord, du Pas-de-Calais, de la Loire, de la Gironde, et dans ceux plus ruraux du Finistère et de la Haute-Vienne par exemple, où le nombre des propriétaires ruraux est restreint par rapport à celui des habitants, la répartition par habitant est très anormalement inférieure à la répartition successorale : le cas du département de la Seine est typique ; placé au premier rang dans la répartition par succession, il figure parmi les derniers dans la répartition par tête. Il en est de même dans les Landes : son classement successoral privilégié est contradictoirement dû à la pauvreté de la plupart de ses habitants, car la propriété agricole y est détenue par un petit nombre.

Dans d'autres départements au contraire où l'agriculture est prospère (Calvados, Eure, Eure-et-Loir, Ille-et-Vilaine, Loiret, Manche, Mayenne, Oise, Orne, Maine-et-Loire, Sarthe) le nombre des propriétaires se rapproche de celui des habitants, et le classement par tête ne subit pas de grandes modifications par rapport au classement successoral. Bien mieux, des départements bien placés dans la répartition par succession le sont encore davantage dans la répartition par habitant, exemple le Cantal et la Vendée. Qu'est-ce à dire ? Sinon que les non-possédants y sont relativement moins nombreux que dans d'autres départements, et que la propriété est plus divisée.

V. — PROGRESSION DANS LES CLASSES POSSÉDANTES
DE 1908 A 1953.

- 1) De la valeur moyenne, par possédant, des immeubles ruraux ;
- 2) Du nombre des propriétaires vivants d'immeubles ruraux.

1. — Progression, en monnaie dépréciée, de la valeur des immeubles ruraux : de tous les biens qui composent les patrimoines privés, les immeubles ruraux sont ceux dont la progression, de 1908 à 1953 a été la plus forte. Leur valeur moyenne nationale s'est, en effet, accrue de 130 fois depuis la première guerre mondiale. (Nous avons vu plus haut que la progression par habitant a été moindre, 109 fois, et nous avons expliqué pourquoi). Pendant le même temps, la valeur des immeubles non agricoles (immeubles urbains) a progressé de 61 fois seulement chez les possédants ; celle des fonds de commerce de 78 fois, et celle des dépôts de 19 fois à peine. La progression moyenne nationale des immeubles agricoles a même été dépassée dans 49 départements : 26 dans la zone Sud et 23 dans la zone Nord.

La progression la plus forte est constatée dans le plus pauvre de nos départements : la Corse, où elle atteint 560 fois la valeur de 1908 ; malgré cela, la valeur des biens ruraux dans les successions demeure en 1953 la plus faible en Corse de tous les départements. Dans le département de la Haute-Savoie, dont le développement économique a été remarquable, la valeur moyenne des immeubles ruraux dans les successions a progressé de 254 fois ; dans les Basses-Alpes de 230 fois ; dans les Hautes-Alpes de 218 fois ; en Savoie 212 ; en Haute-Marne 193 ; dans le Gers 190 ; dans la Creuse 183 fois depuis 1908.

Tous ces départements étaient peu développés avant la première guerre mondiale ; mais, dans quelques départements déjà développés avant celle-ci, la progression dépasse de même la moyenne nationale ; dans l'Orne, 241 fois la valeur de 1908 ; dans la Manche 228 fois ; dans l'Eure 227 fois ; dans la Gironde 220 ; dans les Ardennes 219 ; dans le Calvados 187 ; dans la Somme 186 ; dans l'Eure-et-Loir et dans la Marne 170 fois la valeur de 1908.

La valeur des biens ruraux a été multipliée 142 fois dans le Lot, soit davantage que dans l'Aisne 139 fois, la Seine-Maritime 139 fois, et le Nord 137 fois. Parmi les départements où la progression en valeur n'atteint pas, en 1953, 130 fois la moyenne de 1908, nous mentionnons la Mayenne 126 fois et la Meurthe-et-Moselle 125. Or, dans ces deux départements, la répartition en valeur est, par succession, en 1953, l'une des plus élevées de la France métropolitaine dans la Mayenne et l'une des plus faibles en Meurthe-et-

Moselle. Dans les Bouches-du-Rhône, les Alpes-Maritimes, l'Isère, le Maine-et-Loire et la Lozère, qu'aucune similitude sociale ni économique ne rapproche, la progression est cependant d'un taux très voisin : 124, 120, 119, 115 et 112 fois la valeur de 1908.

Toutes ces variations ne permettent donc pas d'établir une relation quelconque entre la progression des biens dans les classes possédantes et la richesse absolue d'un département. Les statistiques, établies rationne personae, rendraient vaine cette recherche. Ainsi, dans la région parisienne la progression est très inégale : 168 fois en Seine-et-Marne, 104 en Seine-et-Oise mais 53 fois seulement dans la Seine (taux inférieur à celui de tous les autres départements, sauf en ce qui concerne les Bas et Haut-Rhin et la Moselle, où la progression est encore moindre, mais n'est comptée qu'à partir de 1934).

2. — Progression (ou régression), du nombre des propriétaires vivants d'immeubles ruraux :

Par suite du dépeuplement des campagnes, le nombre des propriétaires a diminué de 1908 à 1953 ; la perte est d'environ 17 % pour l'ensemble de la nation, mais n'atteint pas également tous les départements. En effet, dans 20 départements, le nombre des propriétaires serait plus grand en 1953 qu'en 1908 : trois sont situés dans la zone au nord de la ligne Nantes Lons-le-Saunier, et 17 dans la zone Sud.

Dans la zone au-dessus de cette ligne, l'augmentation serait de 36 % dans le Cher, et de 40 % dans la Nièvre et le Finistère.

Dans la zone Sud, l'augmentation pourrait varier de 15 à 40 % dans 14 départements :

Saône-et-Loire	14 %	Haute-Vienne	31 %
Aude	16	Lot	31
Indre	20	Ardèche	38
Ariège	22	Cantal	40
Vendée	26	Landes	40
Aveyron	30	Tarn-et-Garonne	40
Corrèze	31	Allier	40

L'augmentation du nombre de propriétaires atteindrait 60 % en Lozère, 72 % en Haute-Loire et 90 % dans la Creuse.

Dans 14 départements, le nombre des propriétaires serait resté à peu près le même qu'en 1908 : 6 dans la zone Nord : Loire-Atlantique, Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine, Morbihan, Loir-et-Cher et Loiret ; 8 dans la zone Sud : Hérault, Puy-de-Dôme, Ain, Basses-Alpes, Charente, Deux-Sèvres, Dordogne et Gers.

Dans les 55 autres départements, le nombre des propriétaires aurait diminué, mais la perte serait très variable suivant les régions

puisqu'elle passe de 5 % dans les Pyrénées-Orientales à 80 % en Corse.

22 se situent dans la zone Sud et 33 dans la zone Nord.

Les plus fortes diminutions sont constatées dans des départements méridionaux : Corse 80 % ; Alpes-Maritimes 58 % ; Var 49 % ; Haute-Garonne 45 % ; Bouches-du-Rhône 39 % ; dans les trois départements parisiens : Seine-et-Oise 70 %, Seine-et-Marne 57 % ; et Seine 34 % ; ainsi que dans quelques départements proches de la capitale : Oise 45 %, Eure et Calvados 44 %, Aube 40 %.

Les plus faibles sont constatées dans les Pyrénées-Orientales 5 %, dans la Mayenne 6 %, dans la Vienne 6 %, la Loire 7 %, les Vosges 8 %, la Haute-Saône et la Drôme 9 %.

Le nombre des propriétaires dans les départements situés au sud de la ligne Nantes Lons-le-Saunier a moins diminué qu'au nord.

Sur 20 qui augmentent leur nombre, 17 se trouvent dans la zone Sud et 3 dans la zone Nord.

Sur 14 qui le maintiennent, 8 se trouvent dans la zone Sud et 6 dans la zone Nord ; et sur 55 départements où le nombre est en diminution, 22 se trouvent dans la zone Sud et 33 dans la zone Nord.

Il existe des zones de concentration et des zones de stabilité :

1) Diminution du nombre des propriétaires (donc concentration de la fortune entre un plus petit nombre de possédants) dans les départements normands et dans les départements de l'Eure et de l'Eure-et-Loir.

2) Élimination progressive des biens immobiliers ruraux dans le patrimoine des habitants de la région parisienne (Seine-et-Marne et Seine-et-Oise), due, pour partie au moins, au développement des constructions urbaines.

3) Maintien de la dispersion antérieure dans les départements bretons.

CONCLUSION

La comparaison en 1908 des départements urbains fortement industrialisés et des départements agricoles riches, avec certains départements agricoles pauvres, montre l'influence de la richesse globale sur la structure sociale des départements : chez les déshérités en 1908 (Creuse, Haute-Loire, Ardèche, Lozère, Lot, Corrèze, Aveyron, Ariège, etc...) le nombre des possédants s'est non seulement maintenu (c'est le cas des Basses-Alpes et du Gers), mais accru, souvent dans de fortes proportions (c'est le cas de la Creuse par exemple) ; dans les riches départements, au contraire, la diminu-

tion du nombre des propriétaires varie de 20 à 30 % dans l'Isère, le Nord, le Pas-de-Calais, la Meurthe-et-Moselle et le Rhône ; elle atteint 40 % dans les Bouches-du-Rhône et 70 % en Seine-et-Oise ; elle est de 45 % dans l'Oise, de 30 % en Gironde et dans le Vaucluse, de 28 % dans l'Aisne et la Marne, etc...

On ne saurait toutefois, de ces exemples particuliers, émettre des jugements définitifs, car le nombre des possédants a également diminué dans des départements agricoles dont l'économie est restée pauvre depuis 1908 : diminution de 26 % dans la Meuse, de 30 % en Hautes-Alpes et en Haute-Marne, de 50 % dans le Var et de 80 % en Corse.

Répartition en capital des immeubles ruraux en 1908.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Calvados	2 366 F	Gers	896 F
Eure-et-Loir	2 269	Haute-Savoie	888
Eure	1 973	Charente	862
Mayenne	1 854	Ardenne	822
Manche	1 738	Jura	822
Orne	1 733	Charente-Inférieure	814
Sarthe	1 688	Puy-de-Dôme	814
Loir-et-Cher	1 615	Lot	790
Loiret	1 569	Tarn	778
Vendée	1 512	Doubs	765
Ille-et-Vilaine	1 409	Isère	748
Vienne	1 385	Haute-Loire	746
Oise	1 383	Hérault	737
Maine-et-Loire	1 359	Morbihan	725
Allier	1 350	Dordogne	706
Deux-Sèvres	1 273	Haute-Vienne	705
Aisne	1 272	Loire	703
Somme	1 256	Gironde	693
Indre	1 250	Aveyron	686
Indre-et-Loire	1 242	Hautes-Pyrénées	667
Seine-Inférieure	1 231	Drôme	665
Saône-et-Loire	1 202	Basses-Pyrénées	654
Lot-et-Garonne	1 165	Nord	648
Nièvre	1 160	Rhône	641
Ain	1 152	Creuse	636
Seine-et-Marne	1 140	Savoie	627
Côte-d'Or	1 118	Lozère	623
Aube	1 107	Corrèze	620
Cher	1 107	Finistère	613
Côtes-du-Nord	1 102	Aude	573
Pyrénées-Orientales	1 075	Ariège	557
Yonne	1 050	Var	553
Marne	1 045	Vosges	552
Meuse	1 032	Ardèche	534
Landes	1 025	Basses-Alpes	532
Seine-et-Oise	1 015	Haute-Saône	520
Loire-Inférieure	1 008	Seine	506
Haute-Garonne	972	Meurthe-et-Moselle	489
Haute-Marne	966	Gard	467
Cantal	924	Alpes-Maritimes	458
Tarn-et-Garonne	911	Hautes-Alpes	450
Vaucluse	908	Bouches-du-Rhône	400
Pas-de-Calais	899	Corse	28

Répartition moyenne par habitant : 917 fr en 1908.

Répartition en capital des immeubles ruraux en 1934.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Mayenne	10 806 F	Haute-Vienne	4 687 F
Orne	10 777	Pyrénées-Orientales	4 660
Manche	10 628	Dordogne	4 630
Calvados	8 828	Seine-Inférieure	4 504
Eure	8 664	Pas-de-Calais	4 458
Sarthe	8 239	Charente-Inférieure	4 344
Eure-et-Loir	8 220	Tarn	4 237
Somme	7 488	Hérault	4 028
Deux-Sèvres	7 205	Lozère	3 998
Vendée	7 147	Haute-Marne	3 968
Côtes-du-Nord	7 082	Charente	3 931
Cantal	6 829	Haute-Gar. + Ariège	
Indre	6 746	+ Tarn-et-Garonne	3 880
Loir-et-Cher	6 691	Gironde	3 860
Ille-et-Vilaine	6 517	Drôme + Ardèche	3 851
Maine-et-Loire	6 490	Finistère	3 836
Loiret	6 432	Yonne	3 827
Vienne	6 423	Isère + H.-Alpes	3 803
Loire-Inférieure	6 422	Doubs	3 756
Aisne	6 342	Puy-de-Dôme	3 734
Landes	6 331	B. + H.-Pyrénées	3 582
Creuse	5 995	Var	3 544
Haute-Savoie	5 965	Savoie	3 466
Côte-d'Or	5 835	Seine-et-Marne	3 388
Allier	5 833	Marne	3 336
Indre-et-Loire	5 781	Vosges	3 336
Gers	5 780	Jura	3 318
Morbihan	5 765	Loire	3 228
Lot-et-Garonne	5 706	Gard	3 198
Haute-Loire	5 496	Aube	3 018
Saône-et-Loire	5 474	Nord	2 951
Cher	5 448	Haute-Saône	2 892
Corrèze	5 292	Bas et Haut-Rhin	2 712
Ardennes	5 277	Moselle	2 661
Vaucluse + B.-Alpes	5 151	Seine	2 519
Aveyron	5 084	Meuse	2 518
Ain	5 013	Meurthe-et-Moselle	2 208
Lot	5 013	Rhône	2 121
Oise	4 990	Seine-et-Oise	2 091
Aude	4 859	Alpes-Maritimes	1 409
Nièvre	4 851	Bouches-du-Rhône	1 124
		Corse	555

Répartition moyenne par habitant : 4 258 fr en 1934.

Répartition en capital des immeubles ruraux en 1949.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Manche	145 440 F	Landes	56 914 F
Orne	139 069	Cher	56 177
Eure-et-Loir	124 418	Indre-et-Loire	55 835
Cantal	109 534	Loire-Atlantique	54 617
Sarthe	106 274	Lot	54 070
Mayenne	105 100	Finistère	53 696
Vendée	98 707	Haute-Vienne	52 570
Haute-Savoie	97 935	Meuse	51 825
Deux-Sèvres	96 015	Charente	51 791
Gers	91 696	Hérault	50 430
Eure	91 091	Ariège	50 214
Calvados	90 140	Lozère	49 593
Tarn-et-Garonne	85 253	Yonne	48 960
Creuse	84 885	Ardennes	48 272
Maine-et-Loire	83 597	Haute-Garonne	47 405
Somme	81 386	Basses-Alpes	47 182
Lot-et-Garonne	80 655	Marne	46 586
Corrèze	79 069	Bas et Haut-Rhin	46 167
Ille-et-Vilaine	78 446	Tarn	45 601
Savoie	78 300	Seine-et-Marne	44 854
Indre	77 010	Pyrénées-Orientales	44 391
Loiret	76 807	Ardèche	44 168
Loir-et-Cher	73 465	Hautes-Pyrénées	43 918
Nièvre	72 677	Basses-Pyrénées	43 423
Ain	72 507	Haute-Saône	42 895
Haute-Loire	72 365	Pas-de-Calais	42 851
Allier	72 184	Vosges	42 611
Aveyron	71 756	Isère	41 484
Vaucluse	69 769	Nord	40 305
Vienne	68 568	Puy-de-Dôme	40 181
Côtes-du-Nord	67 000	Gironde	39 715
Doubs	66 421	Gard	39 702
Oise	66 283	Hautes-Alpes	31 332
Saône-et-Loire	63 653	Moselle	30 785
Aisne	63 636	Aube	28 100
Seine-Maritime	63 328	Rhône	25 457
Côte-d'Or	61 835	Meurthe-et-Moselle	25 131
Drôme	60 567	Loire	24 184
Jura	58 856	Var	23 105
Aude	58 670	Seine-et-Oise	16 863
Haute-Marne	58 462	Bouches-du-Rhône	16 730
Dordogne	58 196	Seine	12 809
Charente-Maritime	58 174	Alpes-Maritimes	10 504
Morbihan	56 966	Corse	1 180

Répartition moyenne par habitant : 50 083 fr en 1949.

Répartition en capital des immeubles ruraux en 1953.**CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.**

Manche	302 736 F	Côte-d'Or	122 293 F
Orne	297 766	Nièvre	121 086
Eure-et-Loir	288 915	Doubs	117 140
Eure	255 534	Lozère	114 198
Calvados	251 680	Morbihan	114 028
Creuse	227 917	Charente	113 272
Mayenne	220 966	Savoie	113 178
Vendée	200 710	Pas-de-Calais	112 109
Sarthe	199 062	Allier	110 694
Cantal	194 802	Gironde	109 389
Somme	189 374	Yonne	109 148
Haute-Savoie	187 854	Corrèze	108 675
Gers	177 884	Ariège	107 338
Loir-et-Cher	177 032	Indre-et-Loire	107 037
Ille-et-Vilaine	164 362	Jura	106 737
Ardennes	159 189	Drôme	104 719
Loiret	158 162	Haute-Vienne	104 602
Deux-Sèvres	157 647	Saône-et-Loire	104 561
Landes	157 543	Loire-Atlantique	103 697
Aude	157 044	Vosges	98 846
Lot	147 906	Finistère	97 651
Ain	146 592	Haute-Saône	92 281
Cher	146 540	Gard	91 860
Vienne	142 172	Puy-de-Dôme	87 289
Indre	140 405	Ardèche	84 833
Oise	139 098	Tarn	84 682
Aveyron	136 373	Seine-et-Marne	84 326
Lot-et-Garonne	133 255	Hautes-Pyrénées	81 065
Maine-et-Loire	133 228	Haute-Garonne	79 472
Vaucluse	131 423	Basses-Pyrénées	78 957
Tarn-et-Garonne	131 160	Isère	74 312
Pyrénées-Orientales	130 852	Bas et Haut-Rhin	73 253
Haute-Marne	130 280	Nord	73 000
Côtes-du-Nord	130 068	Hautes-Alpes	69 699
Marne	129 965	Moselle	64 105
Aisne	129 505	Var	63 818
Meuse	128 668	Meurthe-et-Moselle	47 401
Aube	128 211	Loire	42 371
Dordogne	127 212	Seine-et-Oise	31 887
Seine-Maritime	127 049	Bouches-du-Rhône	30 542
Haute-Loire	125 962	Rhône	28 658
Hérault	124 505	Alpes-Maritimes	23 870
Basses-Alpes	123 649	Seine	17 935
Charente-Maritime	123 052	Corse	3 485

Cah. 111

Répartition moyenne par habitant : 100 305 fr en 1953.

Pourcentage des immeubles ruraux dans les fortunes privées en 1908.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Gers	62,2	%	Loir-et-Cher	30,8	%
Vendée	59,2		Eure	30,1	
Lot	58,8		Ain	30	
Ariège	55,1		Basses-Alpes	30	
Aveyron	54,8		Pas-de-Calais	30	
Lozère	54,5		Savoie	29,5	
Cantal	52,7		Drôme	29,2	
Côtes-du-Nord	52,6		Aude	28,9	
Corrèze	52,1		Charente-Inférieure	28,4	
Haute-Loire	49,7		Isère	27,2	
Deux-Sèvres	48,4		Gard	26,2	
Tarn-et-Garonne	47,3		Vaucluse	26,2	
Mayenne	46,7		Charente	25,1	
Hautes-Pyrénées	46,5		Loiret	25	
Creuse	45,4		Côte-d'Or	24,5	
Haute-Savoie	45,2		Pyrénées-Orientales	24,3	
Lot-et-Garonne	44,9		Haute-Marne	24,1	
Landes	44,7		Doubs	23,6	
Nièvre	41,4		Indre-et-Loire	22,8	
Manche	43,8		Meuse	22,4	
Allier	43,1		Haute-Saône	21,7	
Ardèche	42,7		Aisne	21,10	
Tarn	42,7		Yonne	20,9	
Indre	42,5		Basses-Pyrénées	20,2	
Haute-Vienne	41,8		Somme	19,7	
Ille-et-Vilaine	40,8		Gironde	17,8	
Dordogne	40,6		Aube	17,6	
Orne	40,1		Seine-Inférieure	17,5	
Morbihan	39,2		Oise	17,4	
Saône-et-Loire	38,9		Var	17,1	
Maine-et-Loire	38,6		Ardennes	17	
Calvados	38,3		Loire	16,4	
Sarthe	37,1		Vosges	15,2	
Vienne	37,1		Seine-et-Marne	14,6	
Hautes-Alpes	34,8		Nord	13,5	
Cher	34,8		Corse	11,8	
Haute-Garonne	34,5		Marne	11,4	
Eure-et-Loir	33,7		Bouches-du-Rhône	10,8	
Finistère	33,1		Seine-et-Oise	10,8	
Loire-Inférieure	33,1		Alpes-Maritimes	10,5	
Puy-de-Dôme	33		Meurthe-et-Moselle	10,3	
Hérault	31,5		Rhône	9,97	
Jura	31,4		Seine	3,03	

Pourcentage moyen national par habitant : 18,1 % en 1908.

Pourcentage des immeubles ruraux dans les fortunes privées en 1953.**CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.**

Manche	58,8 %	Oise	33,5 %
Gers	57	Pas-de-Calais	33,5
Orne	54,6	Vaucluse	33,5
Cantal	54	Meuse	33,2
Mayenne	52,5	Doubs	33
Eure	51,7	Ardennes	32,7
Lozère	51,1	Haute-Vienne	32,6
Landes	50,3	Loiret	32,5
Creuse	49,6	Ardèche	32,2
Tarn-et-Garonne	48,2	Gard	32
Vendée	47,8	Gironde	31,5
Lot	47,7	Seine-Maritime	31,3
Dordogne	47,4	Finistère	30,6
Haute-Loire	47,4	Nièvre	30,1
Calvados	47,1	Jura	29,9
Aude	45,2	Hautes-Pyrénées	29,8
Sarthe	45	Vosges	29,3
Vienne	44,8	Allier	29
Eure-et-Loir	44,6	Drôme	28,8
Lot-et-Garonne	43,2	Hautes-Alpes	28,10
Haute-Savoie	42,6	Marne	27,7
Indre	41,7	Tarn	27,6
Aveyron	39,8	Basses-Pyrénées	27,5
Somme	39,7	Haute-Saône	27,5
Ariège	39,5	Haute-Garonne	26,8
Ain	39,3	Aube	26,6
Corrèze	38,5	Indre-et-Loire	26,5
Basses-Alpes	38,2	Loire-Atlantique	26,2
Deux-Sèvres	38	Puy-de-Dôme	26,1
Charente	37,9	Isère	25,4
Maine-et-Loire	37,9	Yonne	24,7
Saône-et-Loire	37,4	Bas et Haut-Rhin	24,2
Charente-Maritime	37,1	Seine-et-Marne	21,3
Cher	37,1	Var	21
Ille-et-Vilaine	36,9	Moselle	20,8
Côte-d'Or	36,5	Nord	18,8
Loir-et-Cher	36,5	Loire	15,8
Savoie	36,2	Meurthe-et-Moselle	14,8
Haute-Marne	35,9	Corse	14,3
Hérault	35,8	Bouches-du-Rhône	13,8
Pyrénées-Orientales	35,6	Seine-et-Oise	9,89
Morbihan	35,3	Rhône	7,35
Côtes-du-Nord	35,1	Alpes-Maritimes	5,31
Aisne	35	Seine	4,51

Pourcentage moyen national par habitant : 27,6 % en 1953.

Progression en capital et par habitant des immeubles ruraux depuis 1908.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT EN 1953.

Creuse	358 fois	Meuse	124 fois
Aude	274	Pas-de-Calais	124
Basses-Alpes	232	Deux-Sèvres	123
Haute-Savoie	211	Hautes-Pyrénées	121
Cantal	210	Pyrénées-Orientales	121
Aveyron	198	Basses-Pyrénées	120
Gers	198	Mayenne	119
Gard	196	Côtes-du-Nord	118
Ardennes	193	Sarthe	117
Ariège	192	Ille-et-Vilaine	116
Lot	187	Var	115
Lozère	183	Aube	115
Dordogne	180	Lot-et-Garonne	114
Savoie	180	Indre	112
Vosges	179	Nord	112
Haute-Saône	177	Côte-d'Or	109
Corrèze	175	Loir-et-Cher	109
Manche	174	Tarn	108
Orne	171	Puy-de-Dôme	107
Haute-Loire	168	Calvados	106
Ardèche	159	Nièvre	104
Finistère	159	Yonne	104
Gironde	157	Seine-Maritime	103
Morbihan	157	Vienne	102
Drôme	157	Loire-Atlantique	102
Hérault	155	Aisne	101
Hautes-Alpes	154	Loiret	100
Landes	153	Oise	100
Doubs	153	Isère	99
Charente-Maritime	151	Maine-et-Loire	98
Somme	150	Meurthe-et-Moselle	96
Haute-Vienne	148	Indre-et-Loire	86
Tarn-et-Garonne	144	Saône-et-Loire	86
Vaucluse	144	Allier	82
Haute-Marne	134	Haute-Garonne	81
Cher	132	Bouches-du-Rhône	76
Vendée	132	Seine-et-Marne	73
Charente	131	Loire	60
Eure	129	Alpes-Maritimes	52
Jura	129	Rhône	44
Ain	127	Seine	35
Eure-et-Loir	127	Seine-et-Oise	31
Corse	124	Bas et Haut-Rhin	27
		depuis 1934	
Marne	124	Moselle dep. 1934	24

Progression moyenne nationale : 109 fois par habitant en 1953.

Répartition des immeubles ruraux dans les fortunes privées en 1908.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR SUCCESSION.

Seine-Inférieure	23 160 F	Côte-d'Or	4 970 F
Seine	22 330	Ain	4 947
Mayenne	17 330	Hérault	4 877
Calvados	14 488	Lot-et-Garonne	4 849
Landes	13 390	Corrèze	4 843
Nord	12 644	Charente	4 842
Loiret	11 080	Basses-Pyrénées	4 620
Allier	10 660	Ardenne	4 400
Eure-et-Loir	10 550	Doubs	4 372
Pas-de-Calais	9 900	Aube	4 300
Eure	9 877	Tarn	4 240
Ille-et-Vilaine	9 633	Vaucluse	4 183
Finistère	9 390	Dordogne	4 080
Sarthe	9 200	Charente-Inférieure	4 050
Maine-et-Loire	9 200	Puy-de-Dôme	3 980
Seine-et-Oise	8 896	Meuse	3 968
Manche	8 756	Creuse	3 950
Loir-et-Cher	8 648	Alpes-Maritimes	3 900
Vendée	8 266	Yonne	3 840
Orne	8 245	Haute-Loire	3 770
Aisne	8 134	Isère	3 740
Haute-Vienne	7 895	Haute-Garonne	3 690
Somme	7 779	Aveyron	3 540
Oise	7 614	Drôme	3 520
Rhône	7 468	Gers	3 510
Cher	7 400	Meurthe-et-Moselle	3 340
Saône-et-Loire	7 282	Haute-Marne	3 330
Vienne	7 083	Lozère	3 230
Loire-Inférieure	7 038	Vosges	3 100
Loire	7 015	Var	3 050
Côtes-du-Nord	7 000	Jura	3 050
Deux-Sèvres	6 974	Haute-Savoie	3 000
Nièvre	6 926	Aude	2 920
Indre	6 629	Ardèche	2 920
Indre-et-Loire	6 420	Hautes-Pyrénées	2 720
Cantal	6 284	Lot	2 690
Seine-et-Marne	6 139	Gard	2 500
Marne	5 958	Haute-Saône	2 420
Gironde	5 820	Savoie	2 300
Bouches-du-Rhône	5 526	Ariège	2 120
Tarn-et-Garonne	5 525	Basses-Alpes	1 990
Morbihan	5 181	Hautes-Alpes	1 560
Pyrénées-Orientales	4 990	Corse	184

Moyenne nationale par succession : 6 346 fr en 1908.

Répartition des immeubles ruraux dans les fortunes privées en 1934.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR SUCCESSION.

Mayenne	92 130 F	Côte-d'Or	26 880 F
Seine	89 870	Creuse	26 470
Seine-Inférieure	82 320	Vaucluse et B.-Alpes	26 380
Calvados	65 450	Cher	26 320
Landes	60 718	Aisne	25 490
Orne	56 090	Ardennes	25 190
Manche	53 780	Haute-Savoie	24 130
Maine-et-Loire	52 920	Dordogne	23 200
Eure	52 830	Aveyron	22 730
Pas-de-Calais	49 630	Alpes-Maritimes	22 680
Sarthe	46 880	Nièvre	22 460
Somme	44 330	Charente-Inférieure	22 220
Haute-Vienne	42 120	Aude	21 810
Ille-et-Vilaine	41 090	Moselle	21 710
Nord	40 410	Ain	21 670
Gironde	38 440	Loir-et-Cher	21 630
Eure-et-Loir	37 850	Seine-et-Marne	21 600
Finistère	36 100	Haute-Loire	20 930
Loire-Inférieure	36 060	Tarn	20 910
Loiret	35 320	Basses et Htes-Pyr.	20 840
Deux-Sèvres	35 130	Charente	20 590
Cantal	34 800	Bas et Haut-Rhin	19 620
Morbihan	34 720	Lozère	19 580
Pyrénées-Orientales	34 500	Marne	19 060
Lot-et-Garonne	34 020	Drôme et Ardèche	18 990
Allier	33 700	Hte-Garonne, Ariège	
Oise	32 280	et Tarn-et-Gar.	17 750
Côtes-du-Nord	31 330	Meurthe-et-Moselle	17 230
Corrèze	30 950	Gard	16 920
Indre-et-Loire	30 880	Isère et Htes-Alpes	16 300
Vendée	30 330	Seine-et-Oise	15 990
Gers	30 000	Haute-Marne	15 340
Loire	29 760	Jura	15 150
Doubs	28 900	Savoie	14 110
Vienne	28 650	Aube	13 780
Rhône	28 540	Vosges	13 670
Indre	28 440	Lot	13 440
Saône-et-Loire	28 230	Puy-de-Dôme	13 370
Hérault	28 220	Haute-Saône	13 180
Var	27 610	Yonne	13 120
Bouches-du-Rhône	27 340	Meuse	10 990
		Corse	8 378

Moyenne nationale par succession : 29 664 fr en 1934.

Répartition des immeubles ruraux dans les fortunes privées en 1949.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR SUCCESSION.

Seine-Maritime	1 225 200	Loire-Atlantique	288 200 F
Mayenne	857 960	Charente-Maritime	285 970
Manche	786 210	Creuse	278 780
Nord	760 640	Tarn	278 630
Calvados	726 000	Rhône	278 540
Seine	711 430	Indre	274 080
Orne	695 570	Haute-Garonne	269 310
Sarthe	664 440	Dordogne	265 590
Eure	643 970	Drôme	263 820
Eure-et-Loir	597 440	Côte-d'Or	263 290
Somme	543 550	Ardenes	261 960
Maine-et-Loire	540 840	Ain	261 130
Oise	518 490	Cher	257 860
Pas-de-Calais	512 250	Savoie	257 800
Ille-et-Vilaine	500 610	Hérault	251 000
Aisne	472 980	Aude	248 830
Finistère	470 840	Aveyron	233 510
Seine-et-Marne	455 480	Loire	232 360
Landes	450 200	Charente	228 470
Cantal	433 730	Bas et Haut-Rhin	225 690
Haute-Vienne	398 620	Haute-Marne	221 120
Gironde	393 510	Meuse	219 920
Doubs	389 820	Jura	219 570
Deux-Sèvres	382 870	Gard	209 780
Haute-Savoie	376 080	Var	208 540
Vaucluse	365 350	Vosges	207 800
Allier	361 760	Isère	203 480
Côtes-du-Nord	354 050	Pyrénées-Orientales	201 320
Bouches-du-Rhône	352 860	Meurthe-et-Moselle	197 040
Loiret	348 880	Yonne	194 590
Morbihan	348 500	Haute-Loire	187 310
Corrèze	347 740	Aube	177 410
Lot-et-Garonne	342 180	Haute-Saône	170 920
Vendée	338 140	Hautes-Pyrénées	160 220
Loir-et-Cher	332 110	Lozère	156 250
Basses-Pyrénées	317 360	Moselle	155 630
Marne	305 160	Basses-Alpes	155 050
Seine-et-Oise	305 140	Ardèche	151 430
Indre-et-Loire	300 670	Alpes-Maritimes	150 540
Saône-et-Loire	299 860	Puy-de-Dôme	142 020
Gers	296 200	Lot	139 070
Nièvre	295 690	Ariège	137 330
Tarn-et-Garonne	292 270	Hautes-Alpes	111 900
Vienne	291 830	Corse	36 945

Moyenne nationale par succession : 336 621 fr en 1949.

Répartition des immeubles ruraux dans les fortunes privées en 1953.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR SUCCESSION.

Seine-Maritime	3 230 240 F	Dordogne	686 450 F
Calvados	2 712 770	Var	686 380
Eure	2 251 130	Bouches-du-Rhône	686 050
Mayenne	2 196 580	Gers	668 870
Manche	1 997 390	Meuse	662 540
Orne	1 992 350	Loire-Atlantique	659 280
Eure-et-Loir	1 795 400	Côte-d'Or	651 130
Nord	1 739 290	Haute-Marne	644 850
Pas-de-Calais	1 559 520	Charente	642 000
Somme	1 453 590	Corrèze	641 755
Sarthe	1 398 090	Pyrénées-Orientales	636 950
Landes	1 393 540	Ain	629 110
Oise	1 370 500	Allier	617 630
Gironde	1 280 130	Drôme	606 270
Seine	1 196 850	Vosges	601 460
Ille-et-Vilaine	1 152 690	Indre	586 300
Aisne	1 138 430	Rhône	585 260
Maine-et-Loire	1 066 650	Gard	567 160
Finistère	1 065 820	Tarn-et-Garonne	561 180
Loiret	1 054 410	Saône-et-Loire	551 680
Seine-et-Marne	1 036 630	Haute-Garonne	545 725
Marne	1 016 690	Aveyron	539 960
Ardennes	965 830	Tarn	525 310
Doubs	961 230	Nièvre	513 890
Seine-et-Oise	931 560	Savoie	489 620
Loir-et-Cher	926 660	Yonne	476 340
Cantal	923 160	Moselle	469 490
Haute-Vienne	887 200	Haute-Saône	469 200
Vaucluse	876 150	Alpes-Maritimes	468 220
Charente-Maritime	870 880	Jura	462 250
Vendée	866 750	Basses-Alpes	458 560
Deux-Sèvres	795 860	Loire	449 120
Morbihan	785 300	Isère	448 180
Côtes-du-Nord	771 510	Bas et Haut-Rhin	424 670
Lot-et-Garonne	768 050	Meurthe-et-Moselle	418 210
Vienne	768 040	Hautes-Pyrénées	405 820
Haute-Savoie	767 070	Puy-de-Dôme	386 780
Creuse	726 140	Lot	383 700
Aube	723 620	Haute-Loire	370 420
Cher	717 540	Lozère	362 950
Indre-et-Loire	700 780	Hautes-Alpes	341 460
Hérault	700 620	Ardèche	334 620
Aude	687 700	Ariège	332 460
Basses-Pyrénées	687 290	Corse	103 090

Moyenne nationale par succession : 825 898 fr en 1953.

Immeubles ruraux : Rapport du nombre de successions actives à celui des décès en 1908.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT.

Haute-Savoie	1 / 2,3	Manche	1 / 3,5
Yonne	1 / 2,3	Nièvre	1 / 3,5
Meuse	1 / 2,4	Orne	1 / 3,5
Haute-Marne	1 / 2,4	Tarn	1 / 3,5
Lot	1 / 2,4	Var	1 / 3,6
Ariège	1 / 2,4	Sarthe	1 / 3,6
Hautes-Alpes	1 / 2,4	Oise	1 / 3,6
Haute-Garonne	1 / 2,5	Eure	1 / 3,6
Jura	1 / 2,5	Cher	1 / 3,6
Hautes-Pyrénées	1 / 2,6	Vosges	1 / 3,7
Savoie	1 / 2,6	Marne	1 / 3,7
Gers	1 / 2,6	Gard	1 / 3,7
Aube	1 / 2,6	Ardèche	1 / 3,8
Basses-Alpes	1 / 2,6	Cantal	1 / 3,9
Ain	1 / 2,7	Somme	1 / 4
Indre	1 / 2,7	Loiret	1 / 4
Pyrénées-Orientales	1 / 2,7	Loire-Inférieure	1 / 4,1
Côte-d'Or	1 / 2,8	Corrèze	1 / 4,2
Vendée	1 / 2,9	Allier	1 / 4,2
Haute-Saône	1 / 2,9	Hérault	1 / 4,3
Lot-et-Garonne	1 / 2,9	Maine-et-Loire	1 / 4,3
Deux-Sèvres	1 / 3	Morbihan	1 / 4,3
Charente-Inférieure	1 / 3	Basses-Pyrénées	1 / 4,3
Puy-de-Dôme	1 / 3	Aisne	1 / 4,3
Aude	1 / 3,1	Tarn-et-Garonne	1 / 4,4
Creuse	1 / 3,1	Côtes-du-Nord	1 / 4,4
Indre-et-Loire	1 / 3,1	Calvados	1 / 4,4
Loir-et-Cher	1 / 3,1	Meurthe-et-Moselle	1 / 4,5
Lozère	1 / 3,2	Ille-et-Vilaine	1 / 4,6
Vienne	1 / 3,2	Gironde	1 / 5,1
Eure-et-Loir	1 / 3,2	Alpes-Maritimes	1 / 5,6
Haute-Loire	1 / 3,2	Mayenne	1 / 5,7
Ardennes	1 / 3,2	Haute-Vienne	1 / 5,7
Dordogne	1 / 3,3	Loire	1 / 6,1
Corse	1 / 3,3	Pas-de-Calais	1 / 6,3
Isère	1 / 3,3	Landes	1 / 6,4
Seine-et-Marne	1 / 3,3	Seine-et-Oise	1 / 6,9
Vaucluse	1 / 3,4	Rhône	1 / 8,6
Saône-et-Loire	1 / 3,4	Finistère	1 / 9,9
Charente	1 / 3,4	Bouches-du-Rhône	1 / 10
Aveyron	1 / 3,5	Nord	1 / 12,2
Doubs	1 / 3,5	Seine-Inférieure	1 / 13,1
Drôme	1 / 3,5	Seine	1 / 32,7

Rapport moyen national : une succession active sur 4, 46 décès (1 / 4,46).

Immeubles ruraux : Rapport du nombre de successions actives à celui des décès en 1934.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT.

Lot	1 / 2,1	Corrèze	1 / 3,7
Loir-et-Cher	1 / 2,3	Manche	1 / 3,7
Puy-de-Dôme	1 / 2,5	Drôme et Ardèche	1 / 3,8
Haute-Loire	1 / 2,5	Loiret	1 / 3,8
Vendée	1 / 2,6	Marne	1 / 3,8
Aisne	1 / 2,7	B. et Htes-Pyrénées	1 / 3,8
Indre	1 / 2,7	Loire-Inférieure	1 / 3,9
Savoie	1 / 2,7	Sarthe	1 / 3,9
Haute-Savoie	1 / 2,7	Allier	1 / 4
Vosges	1 / 2,7	Ille-et-Vilaine	1 / 4
Yonne	1 / 2,7	Lot-et-Garonne	1 / 4
Vienne	1 / 2,8	Somme	1 / 4,1
Haute-Saône	1 / 2,8	Orne	1 / 4,1
Haute-Marne	1 / 2,8	Pyrénées-Orientales	1 / 4,1
Isère et Hautes-Alpes	1 / 2,8	Bas et Haut-Rhin	1 / 4,1
Ain	1 / 2,9	Hérault	1 / 4,2
Aveyron	1 / 2,9	Morbihan	1 / 4,2
Creuse	1 / 2,9	Moselle	1 / 4,3
Lozère	1 / 2,9	Seine-et-Marne	1 / 4,4
Ardennes	1 / 3,1	Oise	1 / 4,5
Aude	1 / 3,1	Var	1 / 4,5
Haute-Garonne, Ariège et Tarn-et-Garonne	1 / 3,1	Eure	1 / 4,6
Deux-Sèvres	1 / 3,1	Doubs	1 / 4,6
Tarn	1 / 3,1	Meurthe-et-Moselle	1 / 4,8
Aube	1 / 3,2	Seine-et-Oise	1 / 4,8
Charente	1 / 3,2	Haute-Vienne	1 / 5,2
Côte-d'Or	1 / 3,2	Calvados	1 / 5,3
Côtes-du-Nord	1 / 3,2	Loire	1 / 5,4
Dordogne	1 / 3,2	Maine-et-Loire	1 / 5,5
Jura	1 / 3,2	Mayenne	1 / 5,7
Meuse	1 / 3,2	Landes	1 / 5,9
Nièvre	1 / 3,2	Finistère	1 / 6
Charente-Inférieure	1 / 3,3	Gironde	1 / 6,1
Cher	1 / 3,3	Pas-de-Calais	1 / 6,6
Eure-et-Loir	1 / 3,3	Alpes-Maritimes	1 / 7,8
Cantal	1 / 3,4	Corse	1 / 7,8
Gard	1 / 3,5	Nord	1 / 8,2
Gers	1 / 3,5	Rhône	1 / 9,4
Indre-et-Loire	1 / 3,5	Seine-Inférieure	1 / 11
Saône-et-Loire	1 / 3,5	Bouches-du-Rhône	1 / 13
Vaucluse et B.-Alpes	1 / 3,5	Seine	1 / 27,3

Rapport moyen national : une succession active sur 4,57 décès (1 / 4,57).

Immeubles ruraux : Rapport du nombre de successions actives à celui des décès en 1949.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT.

Lot	1 / 2	Vaucluse	1 / 3,3
Haute-Loire	1 / 2,1	Vosges	1 / 3,3
Hautes-Alpes	1 / 2,2	Cher	1 / 3,4
Ariège	1 / 2,2	Gard	1 / 3,4
Lozère	1 / 2,2	Orne	1 / 3,4
Savoie	1 / 2,2	Saône-et-Loire	1 / 3,4
Basses-Alpes	1 / 2,3	Doubs	1 / 3,5
Aveyron	1 / 2,3	Allier	1 / 3,6
Vendée	1 / 2,3	Côtes-du-Nord	1 / 3,6
Gers	1 / 2,4	Haute-Garonne	1 / 3,6
Haute-Savoie	1 / 2,4	Indre-et-Loire	1 / 3,6
Ain	1 / 2,5	Loire-Atlantique	1 / 3,6
Ardèche	1 / 2,5	Ardenne	1 / 3,8
Indre	1 / 2,5	Aube	1 / 3,9
Jura	1 / 2,5	Marne	1 / 3,9
Puy-de-Dôme	1 / 2,5	Morbihan	1 / 4
Hautes-Pyrénées	1 / 2,5	Sarthe	1 / 4,1
Deux-Sèvres	1 / 2,5	Tarn	1 / 4,1
Tarn-et-Garonne	1 / 2,5	Ille-et-Vilaine	1 / 4,1
Creuse	1 / 2,6	Maine-et-Loire	1 / 4,4
Haute-Marne	1 / 2,6	Meurthe-et-Moselle	1 / 4,5
Cantal	1 / 2,7	Somme	1 / 4,6
Aude	1 / 2,8	Eure	1 / 4,7
Côte-d'Or	1 / 2,8	Basses-Pyrénées	1 / 4,7
Meuse	1 / 2,8	Aisne	1 / 4,9
Moselle	1 / 2,8	Calvados	1 / 4,9
Pyrénées-Orientales	1 / 2,8	Haute-Vienne	1 / 4,9
Haute-Saône	1 / 2,8	Oise	1 / 5,1
Vienne	1 / 2,8	Var	1 / 5,1
Lot-et-Garonne	1 / 2,9	Finistère	1 / 5,3
Eure-et-Loir	1 / 3	Mayenne	1 / 5,4
Loiret	1 / 3	Landes	1 / 5,7
Charente	1 / 3,1	Loire	1 / 6,3
Corrèze	1 / 3,1	Gironde	1 / 6,4
Drôme	1 / 3,1	Rhône	1 / 6,6
Hérault	1 / 3,1	Seine-et-Marne	1 / 6,7
Loir-et-Cher	1 / 3,1	Pas-de-Calais	1 / 7,7
Nièvre	1 / 3,1	Alpes-Maritimes	1 / 8,4
Dordogne	1 / 3,2	Seine-et-Oise	1 / 10,6
Isère	1 / 3,2	Bouches-du-Rhône	1 / 11,8
Manche	1 / 3,2	Seine-Maritime	1 / 12,2
Bas et Haut-Rhin	1 / 3,2	Nord	1 / 12,6
Yonne	1 / 3,2	Corse	1 / 16,8
Charente-Maritime	1 / 3,3	Seine	1 / 29,5

Rapport moyen national : une succession active pour 4,29 décès (1 / 4,29).

**Immeubles ruraux : Rapport du nombre de successions actives à celui
des décès en 1953.**

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT.

Lot	1 / 2,1	Allier	1 / 4,1
Haute-Loire	1 / 2,2	Ardennes	1 / 4,1
Lozère	1 / 2,3	Eure-et-Loir	1 / 4,1
Ariège	1 / 2,4	Gard	1 / 4,1
Basses-Alpes	1 / 2,5	Indre-et-Loire	1 / 4,1
Haute-Savoie	1 / 2,5	Loire-Atlantique	1 / 4,1
Creuse	1 / 2,8	Corrèze	1 / 4,2
Gers	1 / 2,8	Vaucluse	1 / 4,2
Savoie	1 / 2,8	Tarn	1 / 4,2
Vendée	1 / 2,8	Côtes-du-Nord	1 / 4,3
Ain	1 / 2,9	Loiret	1 / 4,3
Ardèche	1 / 2,9	Sarthe	1 / 4,4
Aveyron	1 / 2,9	Haute-Garonne	1 / 4,5
Hautes-Alpes	1 / 3	Orne	1 / 4,5
Jura	1 / 3	Ille-et-Vilaine	1 / 4,6
Tarn-et-Garonne	1 / 3,1	Charente-Maritime	1 / 4,6
Aude	1 / 3,1	Doubs	1 / 4,6
Indre	1 / 3,2	Morbihan	1 / 4,6
Puy-de-Dôme	1 / 3,2	Marne	1 / 4,7
Pyrénées-Orientales	1 / 3,2	Maine-et-Loire	1 / 5
Cantal	1 / 3,3	Meurthe-et-Moselle	1 / 5
Haute-Marne	1 / 3,3	Somme	1 / 5,2
Nièvre	1 / 3,3	Eure	1 / 5,4
Deux-Sèvres	1 / 3,3	Aisne	1 / 5,7
Côte-d'Or	1 / 3,4	Basses-Pyrénées	1 / 5,8
Meuse	1 / 3,5	Haute-Vienne	1 / 5,8
Hautes-Pyrénées	1 / 3,5	Oise	1 / 6,1
Vienne	1 / 3,5	Var	1 / 6,2
Yonne	1 / 3,5	Calvados	1 / 6,4
Haute-Saône	1 / 3,5	Landes	1 / 6,4
Aube	1 / 3,6	Mayenne	1 / 6,6
Hérault	1 / 3,7	Finistère	1 / 6,8
Loir-et-Cher	1 / 3,7	Loire	1 / 7,2
Bas et Haut-Rhin	1 / 3,7	Gironde	1 / 7,5
Cher	1 / 3,8	Seine-et-Marne	1 / 7,8
Saône-et-Loire	1 / 3,8	Pas-de-Calais	1 / 8,4
Isère	1 / 3,8	Alpes-Maritimes	1 / 11,7
Drôme	1 / 3,9	Rhône	1 / 12,2
Moselle	1 / 3,9	Bouches-du-Rhône	1 / 12,6
Charente	1 / 4	Corse	1 / 14,3
Dordogne	1 / 4	Seine-Maritime	1 / 14,6
Lot-et-Garonne	1 / 4	Seine-et-Oise	1 / 15,2
Manche	1 / 4	Nord	1 / 15,3
Vosges	1 / 4	Seine	1 / 34,1

Rapport moyen national : une succession active sur 5,17 décès (1 / 5,17).

Progression en capital depuis 1908 des immeubles ruraux dans les déclarations de successions.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT EN 1953.

Corse	560 fois	Aisne	139 fois
Haute-Savoie	254	Seine-Maritime	139
Orne	241	Nord	137
Aude	234	Charente	132
Basses-Alpes	230	Corrèze	132
Manche	228	Côte-d'Or	130
Eure	227	Ain	127
Gard	227	Pyrénées-Orientales	127
Var	224	Mayenne	126
Gironde	220	Meurthe-et-Moselle	125
Ardenne	219	Bouches-du-Rhône	124
Doubs	219	Yonne	124
Hautes-Alpes	218	Tarn	123
Charente-Maritime	214	Alpes-Maritimes	120
Savoie	212	Ille-et-Vilaine	119
Vaucluse	209	Isère	119
Haute-Marne	193	Maine-et-Loire	115
Haute-Saône	193	Deux-Sèvres	114
Vosges	193	Ardèche	114
Gers	190	Finistère	113
Calvados	187	Lozère	112
Somme	186	Haute-Vienne	112
Creuse	183	Côtes-du-Nord	110
Oise	180	Indre-et-Loire	109
Drôme	172	Vienne	108
Eure-et-Loir	170	Loir-et-Cher	107
Marne	170	Landes	104
Aube	168	Seine-et-Oise	104
Dordogne	168	Vendée	104
Seine-et-Marne	168	Tarn-et-Garonne	101
Meuse	166	Haute-Loire	98
Lot-et-Garonne	158	Puy-de-Dôme	97
Pas-de-Calais	157	Cher	96
Ariège	156	Loiret	95
Aveyron	152	Loire-Atlantique	93
Jura	151	Indre	88
Morbihan	151	Rhône	78
Sarthe	151	Saône-et-Loire	75
Basses-Pyrénées	148	Nièvre	74
Hautes-Pyrénées	148	Loire	64
Haute-Garonne	147	Allier	58
Cantal	146	Seine	53
Hérault	143	Bas et Haut-Rhin	22
Lot	142	Moselle	21

dep.
1934

Progression moyenne nationale : 130 fois depuis 1908.

Progression de 1908 à 1953 du nombre des propriétaires d'immeubles ruraux.

Creuse	2 fois	Gard	0,86 fois
Haute-Loire	1,72	Jura	0,85
Lozère	1,6	Savoie	0,84
Allier	1,4	Maine-et-Loire	0,84
Tarn-et-Garonne	1,4	Yonne	0,83
Landes	1,4	Côte-d'Or	0,83
Finistère	1,4	Isère	0,82
Nièvre	1,4	Haute-Savoie	0,82
Cantal	1,4	Nord	0,81
Ardèche	1,38	Basses-Pyrénées	0,81
Cher	1,36	Hautes-Pyrénées	0,81
Lot	1,31	Somme	0,80
Haute-Vienne	1,31	Indre-et-Loire	0,78
Corrèze	1,31	Pas-de-Calais	0,78
Aveyron	1,30	Meurthe-et-Mos.	0,77
Vendée	1,26	Sarthe	0,77
Bas et Ht-Rhin	1,24 dep. 1934	Manche	0,76
Ariège	1,22		
Indre	1,20	Eure-et-Loir	0,74
Aude	1,16	Meuse	0,74
Saône-et-Loire	1,14	Seine-Maritime	0,74
Hérault	1,1	Rhône	0,74
Moselle	1,1 dep. 1934	Lot-et-Garonne	0,72
Loire-Atlant.	1,1		
Puy-de-Dôme	1,1	Marne	0,72
Ain	1	Aisne	0,72
Basses-Alpes	1	Gironde	0,71
Charente	1	Orne	0,71
Deux-Sèvres	1	Hautes-Alpes	0,70
Côtes-du-Nord	1	Charente-Mariti.	0,70
Dordogne	1	Doubs	0,69
Gers	1	Vaucluse	0,69
Ille-et-Vilaine	1	Haute-Marne	0,69
Loir-et-Cher	1	Seine	0,66
Loiret	1	B.-du-Rhône	0,61
Morbihan	1	Aube	0,60
Pyrénées-Orient.	0,95	Calvados	0,56
Mayenne	0,94	Eure	0,56
Vienne	0,94	Oise	0,55
Loire	0,93	Haute-Garonne	0,55
Vosges	0,92	Var	0,51
Haute-Saône	0,91	Seine-et-Marne	0,43
Drôme	0,91	Alpes-Maritimes	0,42
Tarn	0,88	Seine-et-Oise	0,30
Ardennes	0,87	Corse	0,21

Moyenne nationale par rapport à l'unité : 0,83, ce qui signifie que depuis 1908, le nombre de propriétaires ruraux a diminué de 17 %.

CHAPITRE XXV

Immeubles urbains

Sont compris dans ce chapitre tous les immeubles dont la destination n'est pas spécifiquement agricole ; tous ceux, par conséquent, qui n'entraient pas dans le cadre de la précédente étude en font partie ; par exemple, les maisons d'habitation qui ne servent pas de logements à des exploitants agricoles doivent être considérées, même dans les plus petits villages, selon notre terminologie, comme urbaines. De même, les parcs et jardins entourant des constructions isolées (villas, châteaux, pavillons de chasse, etc...) sont urbains. De même encore, les usines et leur matériel, immeubles par destination, lorsque le défunt en est l'unique propriétaire.

Le premier tableau nous indique le nombre de successions comprenant des immeubles urbains et leur pourcentage par rapport au nombre total des successions déclarées :

Années 1908		1934		1949		1953	
Nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%
90 877	24,60	79 679	22,80	106 271	36,69	100 615	38,50

Le deuxième tableau fait ressortir la progression en capital des immeubles urbains, et leur pourcentage dans les fortunes des personnes vivantes, en millions de francs :

Années 1908		1934		1949		1953	
43 101	21,70	185 451	21,77	2 257 619	28,67	4 885 010	31,47

L'examen de ces deux tableaux exige quelques commentaires :

1) le pourcentage des successions comprenant des immeubles urbains n'a cessé de croître depuis 1908, en dépit d'une légère régression après la première guerre mondiale, et dépasse en 1953 de plus de 50 % celui de 1908. Cependant, le nombre d'immeubles, ou portions d'immeubles, déclarés dans les successions est loin d'avoir augmenté dans les mêmes proportions : il s'est accru de 10 % seulement ; ainsi, le nombre des propriétaires a progressé

bien davantage que celui des immeubles, et cet accroissement, sans contre-partie, provient sans doute de la division parcellaire de la propriété urbaine (immeubles vendus par appartements, constructions en copropriété, etc...).

2) Parallèlement à cette division de la propriété, le pourcentage des immeubles urbains dans les fortunes a progressé, sans interruption, depuis 1934 au détriment de celui des valeurs mobilières.

3) La progression de 1914 à 1953 de la valeur de la propriété urbaine, calculée par tête d'habitant, est dans l'ensemble identique à celle de la propriété rurale, et représente 104 fois celle de 1908, (immeubles ruraux 109 fois); par contre, elle en diffère lorsqu'elle n'est plus calculée par habitant mais par possédant. En effet, la valeur de la part de chaque possédant urbain a été multipliée 61 fois, tandis que celle détenue par le possédant agricole 130 fois. Cet écart considérable entre la progression par habitant et par possédant est dû à l'accroissement du nombre des propriétaires urbains, rapide depuis la deuxième guerre mondiale. Le phénomène inverse a été observé pour les propriétés agricoles où la progression par possédant a été plus forte que la progression par habitant, parce que le nombre des propriétaires agricoles, contrairement à celui des propriétaires urbains, a diminué depuis 1914.

Bien entendu, ces observations concernent la France entière considérée dans son unité, car la répartition des immeubles urbains, leur proportion dans les fortunes privées, et leur taux d'accroissement depuis 1908, ne sont pas identiques dans tous les départements et varient suivant les régions considérées. C'est pourquoi nous étudierons successivement :

- 1) la répartition en capital et par tête d'habitant;
- 2) la proportion des immeubles urbains par rapport à la fortune totale;
- 3) la progression de 1908 à 1953 et en capital, de leur valeur globale répartie par habitant;
- 4) la répartition moyenne de cette valeur dans les successions déclarées, c'est-à-dire dans la fortune des possédants;
- 5) La progression de la fortune immobilière urbaine dans les classes possédantes, et du nombre des possédants de 1908 à 1953.

I. — RÉPARTITION EN CAPITAL ET PAR HABITANT :

Année 1908 : La moyenne nationale par habitant est de 1 097 fr-or; elle est donc supérieure de 10 % à la moyenne immobilière agricole 917 fr-or. Par ailleurs, les immeubles urbains sont plus

inégalement répartis que les ruraux : tandis qu'une quarantaine de départements dépassent la moyenne nationale agricole, la moyenne urbaine n'est dépassée qu'en 14 départements : 10 dans la zone Nord (Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Oise, Seine-Inférieure, Marne, Aube, Nord, Meurthe-et-Moselle, Loiret), et quatre dans la zone Sud (Bouches-du-Rhône, Alpes-Maritimes, Rhône et Gironde).

Les départements de la Seine, de la Seine-et-Oise et de la Seine-et-Marne, réalisent les plus fortes moyennes par habitant : 4 144 fr dans la Seine, 2 785 fr en Seine-et-Oise et 1 762 fr en Seine-et-Marne.

Il est opportun de rappeler ici que le recensement des immeubles urbains dans les successions a été effectué suivant les critères utilisés dans la statistique des immeubles à usage agricole, c'est-à-dire en fonction du domicile et non pas de la situation des biens.

Le département de l'Oise est 4^e avec 1 553 fr ; la Seine-Inférieure est 5^e avec 1 496 ; viennent à la suite : les Bouches-du-Rhône 1 413 fr ; Marne 1 376 ; Alpes-Maritimes 1 369 ; Rhône 1 242 ; Aube 1 194 ; Nord 1 167 ; Meurthe-et-Moselle 1 162 ; Loiret 1 125 ; et Gironde 1 115. Sans atteindre la moyenne nationale, les trois départements agricoles de l'Eure, 1 090, du Calvados 1 066, et de l'Eure-et-Loir 1 051, se classent immédiatement après. Deux départements, fortement industrialisés, la Loire et les Ardennes ont une moyenne sensiblement identique 1 000 fr environ.

La moyenne s'abaisse à 773 fr dans le Vaucluse, à 607 dans le Pas-de-Calais et à 577 en Haute-Garonne. Les plus faibles moyennes s'observent dans des départements ruraux, dont les produits du sol constituent les seuls revenus : 290 fr dans les Landes, 280 fr en Tarn-et-Garonne, 246 fr dans les Côtes-du-Nord, 243 fr dans la Creuse, 242 en Haute-Loire, et descendent à 159 fr dans le Lot, 150 en Lozère et 31 en Corse.

Année 1934 : La hausse moyenne est légèrement inférieure à celle des propriétés rurales (immeubles urbains : 4,3 fois la valeur de 1908 ; immeubles ruraux : 4,8 fois), et la moyenne nationale de 4 503 fr-papier par habitant, n'est atteinte et dépassée qu'en 12 départements ; ceux-ci, hormis l'Allier, le Maine-et-Loire et l'Yonne, figuraient déjà parmi les premiers en 1908.

Le département de la Seine est toujours en tête avec une moyenne de 11 016 fr par habitant ; celui des Alpes-Maritimes le suit de très près avec 10 027 fr. Les deux départements de Seine-et-Marne et de Seine-et-Oise sont 3^e et 4^e avec 8 211 fr et 8 066 fr par habitant. Le Rhône est 5^e avec 6 250. Suivent dans l'ordre : Gironde 5 811 ; Oise 5 367 ; Allier 4 929 ; Loiret 4 877 ; Maine-et-Loire 4 762 ; Yonne 4 696 et Seine-Inférieure 4 678.

La progression, dans les départements de l'Allier, du Maine-et-Loire et de l'Yonne est importante : classés respectivement en 1908, l'Allier 52^e avec 514 fr de moyenne, le Maine-et-Loire 41^e avec 602, et l'Yonne 29^e avec 714, ces départements se hissent au 8^e, 10^e et 11^e rangs en 1934, en multipliant par 9,5 dans l'Allier, par 8 dans le Maine-et-Loire et par 6,5 dans l'Yonne leur précédente moyenne. En général, dans les départements, où les moyennes par habitant étaient élevées en 1908, la hausse se rapproche beaucoup de la moyenne normale nationale (4,3 la moyenne de 1908). Cependant, la progression est plus forte que la normale dans les Alpes-Maritimes : 7 fois la valeur moyenne de 1908 ; plus faible dans les Bouches-du-Rhône 2,7, la Charente 2,2, la Marne 2,8 ; et la Seine-et-Oise 3 fois la moyenne de 1908. Les progressions les plus importantes ont lieu dans les départements où les moyennes étaient les plus faibles en 1908 :

	Moyenne par habitant		Progression
	1908	1934	
Aveyron	204 F	1 104 F	7 fois
Cantal	312	2 099	7
Corrèze	206	2 071	10
Corse	31	444	14
Côtes-du-Nord	246	1 912	7,7
Creuse	243	1 907	7,8
Gers	175	2 599	14,8
Haute-Loire	242	1 930	8
Lot	159	1 380	8,6
Lot-et-Garonne	354	3 233	9
Lozère	150	1 654	11
Nièvre	432	3 204	7,4
Pyrénées-Orientales	549	3 873	7
Haute-Savoie	287	2 541	8,8
Deux-Sèvres	306	2 391	7,8
Tarn	256	2 877	11
Vendée	305	2 575	8,5
Haute-Vienne	416	2 910	7

Année 1949 : Après la deuxième guerre mondiale, la répartition moyenne nationale s'élève à 54 791 fr par habitant, soit 12 fois la répartition moyenne de 1934. Elle est atteinte et même dépassée dans 37 départements : 23 dans la zone Nord et 14 dans la zone Sud.

La Haute-Savoie, dont l'équipement touristique a pris un magnifique essor, multiplie 43 fois sa moyenne immédiatement antérieure, et passe du 59^e rang au premier, avec 111 082 fr par

habitant ; sa progression est même plus forte qu'elle n'apparaît, car sa population s'est accrue dans le même temps de 10 % environ. La même remarque s'applique au département de la Savoie qui multiplie 47 fois sa moyenne de 1934 et s'avance de la 74^e place à la 5^e et de 1 708 fr à 80 822 par habitant. Entre les deux départements savoyards se placent aux 2^e, 3^e et 4^e rangs, c'est-à-dire au même rang qu'en 1934, les départements de la Seine-et-Marne 96 328 fr, des Alpes-Maritimes 88 319, et de Seine-et-Oise 87 942 fr. Le département de la Seine, premier en 1908 et en 1934, rétrograde au 21^e rang avec une moyenne de 60 214 fr d'immeubles urbains par habitant. Il en est de même dans le département du Rhône qui est ramené de la 5^e à la 47^e place, avec 49 506 fr. Dans ces deux départements, la hausse depuis 1934 reste bien en deçà du taux de progression moyen national : 8 fois la valeur de 1934 dans le Rhône, et moins de 6 fois dans la Seine. Par contre, pendant le même temps, et dans de nombreux départements, la hausse a dépassé la hausse moyenne nationale et s'élève jusqu'à 23 fois la valeur de 1934 :

	Moyenne par habitant		Progression depuis 1934
	1934	1949	
Ardennes	3 809 F	77 758 F	20 fois
Cantal	2 099	40 509	19
Charente	1 556	35 716	22
Charente-Maritime	2 749	46 214	16
Côte-d'Or	3 156	68 303	21
Dordogne	1 883	37 283	19
Doubs	2 629	46 937	18
Eure-et-Loir	4 187	78 439	18
Ille-et-Vilaine	3 020	57 773	19
Indre	3 129	48 783	16
Indre-et-Loire	3 824	59 475	15,5
Loir-et-Cher	2 897	60 892	21
Loire-Atlantique	4 125	61 737	15
Nièvre	3 204	51 320	16
Nord	3 795	56 494	15
Pas-de-Calais	2 916	45 144	15,5
Puy-de-Dôme	2 582	56 390	21,8
Bas et Haut-Rhin	2 837	55 093	19
Sarthe	4 066	71 598	17
Tarn	2 877	47 640	16,5
Vosges	2 117	49 517	23

Mais, comme en 1934, la progression a été la plus forte parmi les départements pauvres et peu développés : exemple :

Aveyron	1 404	36 281	25	fois
Corrèze	2 071	61 143	29	
Creuse	1 907	45 749	24	
Côtes-du-Nord	1 912	56 812	29	
Drôme et Ardèche	2 252	92 934	41	
Finistère	2 193	56 248	25	
Landes	1 631	31 674	19	
Haute-Loire	1 930	53 442	27	
Lot	1 380	32 871	23	
Lozère	1 654	32 664	20	
Morbihan	1 595	44 674	28	
Basses et Htes-Pyrénées	3 786	94 408	25	
Haute-Saône	1 697	48 403	28	
Haute-Vienne	2 910	67 209	23	

Ainsi, nous l'avons déjà plusieurs fois constaté, la hausse est dans l'ensemble plus forte au sud de la Loire et dans les départements bretons que partout ailleurs. Cependant, malgré cette plus-value, la répartition moyenne par habitant demeure toujours la plus faible dans les départements de la zone Sud.

Année 1953 : la moyenne nationale s'élève à 114 312 fr par habitant, soit le double de celle de 1949, et 29 départements la dépassent (20 dans la zone Nord, et 9 dans la zone Sud) ; le département des Alpes-Maritimes, favorisé par une reconstruction rapide et de nombreuses constructions nouvelles, est seul en tête avec 227 318 fr par habitant, devançant de plus de 66 000 fr le département de Seine-et-Oise, 2^e avec 161 090. L'Yonne et la Seine-et-Marne sont 3^e et 4^e avec 158 192 et 155 782. La Loire-Atlantique, l'Eure-et-Loir, la Haute-Savoie, le Loiret viennent ensuite avec des moyennes inférieures de très peu, et comprises entre 153 846 fr pour la Loire-Atlantique et 143 076 pour le Loiret. Les répartitions par habitant dans les trois grands départements urbains de la Seine 136 271 fr, du Rhône 135 327 fr, et du Nord 133 792 sont, non seulement plus faibles que celles des départements cités plus haut, mais inférieures même aux moyennes réalisées dans les Pyrénées-Orientales 142 651 fr, et dans l'Indre-et-Loire 138 554 fr. Dans des départements qui n'ont entre eux, de commun, aucun caractère économique, social, ou géographique, tels la Gironde et la Meurthe-et-Moselle, les moyennes par tête sont cependant identiques : 121 287 fr en Gironde et 121 867 en Meurthe-et-Moselle ; tels encore en Haute-Garonne 118 458 et en Moselle 118 904 fr.

Mais, dans l'Isère 98 173 fr et les Bouches-du-Rhône 97 662,

où les constructions neuves sont cependant très nombreuses, les moyennes par habitant ne sont guère plus élevées qu'en Haute-Saône 95 419 fr, Corrèze 94 555 fr, et Hautes-Alpes 93 813 fr, qualifiés, trop sommairement peut-être, d'insuffisamment développés. Dans l'Eure, la moyenne est inférieure à celle des Basses-Alpes. Les départements pauvres qui ont noms : Lot-et-Garonne 83 736 fr, Basses-Alpes 90 909 fr, et Hautes-Alpes 93 813 ont progressé plus que d'autres depuis 1949 : Le Lot et-Garonne et les Hautes-Alpes augmentent près de 3 fois, et les Basses-Alpes 3 fois 1/2, leur moyenne de 1949 ; tandis que les départements « riches » (Eure, Côte-d'Or, Maine-et-Loire, Loire, Seine-et-Marne, Saône-et-Loire, Sarthe, Haute-Savoie etc...) sont loin de l'avoir simplement doublée. Par contre, dans le Rhône, la Moselle, l'Aube, le Gard, le Jura, l'Yonne etc... les moyennes sont plus de deux fois supérieures à celles de 1949 ; et, comme en 1949, les répartitions moyennes par habitant restent très faibles en Lozère, dans les Landes, le Lot, le Gers, la Charente, l'Aude, l'Ardèche, la Saône-et-Loire et la Corse.

II. — PROPORTION PAR HABITANT DES IMMEUBLES URBAINS DANS LES FORTUNES :

Année 1908 : Avant 1914, les Français, ou les étrangers demeurant en France, consacraient une part plus importante de leur fortune en immeubles urbains qu'en propriétés rurales. La proportion était d'environ 21,7 % pour les premiers et 18 % pour les secondes. Mais ce pourcentage national moyen était loin d'être uniforme dans tous les départements : de 38,3 % dans les Bouches-du-Rhône, il s'abaissait à 11,4 % des fortunes dans le département de l'Orne. A la suite des Bouches-du-Rhône, les pourcentages les plus élevés étaient rencontrés dans les Alpes-Maritimes 31,6 %, la Seine-et-Oise 29,6 %, la Gironde 28,7 %, l'Hérault 28,4 %, le Var 28,1 %, le Gard 26,2 %. Le département de la Seine occupait la 8^e place et son pourcentage en immeubles urbains 24,8 était le même que celui de l'Aude 24,8, de la Haute-Vienne et de la Meurthe-et-Moselle 24,6.

De tous les départements urbains, le Rhône était en 1908 celui où la proportion des immeubles urbains dans les fortunes privées était la plus faible 19,3 %, inférieure même à celle d'autres départements exclusivement agricoles comme le Cher 20,8 %, la Drôme 20,8 %, le Morbihan 19,6 %.

Malgré des dissemblances de structure sociale et économique considérables, la proportion des immeubles urbains dans les départements de la Savoie et de la Haute-Saône était comparable à celle

du département du Nord (Savoie 24,4, Nord 24,3, Haute-Saône 24,2). De même, dans un grand nombre de départements, séparés par de grandes distances, les uns en pays de montagne, les autres en pays de plaine, les uns comprenant des villes importantes (Loiret, Côte-d'Or), les autres des gros bourgs plutôt que des villes (Cantal, Creuse, Basses-Alpes), les pourcentages d'immeubles urbains étaient identiques à 1 % près :

Basses-Alpes 18,3 %, Côte-d'Or 18,1, Ardèche 18,2, Loiret 17,9, Cantal 17,8, Sarthe et Vienne 17,7, Aisne, Ariège, Corrèze, et Creuse 17,3, Ain, Calvados, Jura et Saône-et-Loire 17,2, Maine-et-Loire 17,1 %.

Dans le riche département de la Marne, rural par ses vignobles, mais urbain par ses villes (Reims, Châlons), le pourcentage des immeubles urbains dans les fortunes était de 15 %, c'est-à-dire moindre que celui de départements purement agricoles et privés de villes importantes : Aveyron 16,3 %, Haute-Loire 16,1 %, Haute-Marne, 16 %. En 1908 cependant, les pourcentages les plus faibles étaient rencontrés dans des départements 100 % agricoles, aussi bien ceux dont l'économie était en progrès que ceux où l'expansion était nulle : ainsi en Corse et en Lozère, la proportion des immeubles urbains était faible, mais aussi élevée que dans la Mayenne et dans la Manche ; et les citadins de Gap et des Hautes-Alpes consacraient en biens urbains une aussi grande partie de leur patrimoine que ceux de Blois et du Loir-et-Cher. Le tableau ci-dessous montre pour quelques départements ruraux le déséquilibre des biens urbains, comparés aux biens agricoles :

	Immeubles urbains	Immeubles agricoles
Gers	12,1 %	62,2 %
Vendée	11,8	59,2
Lot	11,8	58,8
Deux-Sèvres	11,6	48,4
Orne	11,4	40,1
Côtes-du-Nord	11 7	52,6
Mayenne	13,3	46,7
Manche	13,6	43,8

Dans d'autres départements, au contraire, la proportion des immeubles urbains et ruraux est équilibrée et proche l'une de l'autre :

	Immeubles urbains	Immeubles agricoles
Ardennes	20,8 %	17 %
Aube	19	17,6
Corse	13	11,8
Doubs	21,4	23,6

Gard	26,2	26,2
Hérault	28,4	31,5
Marne	15	11,4
Oise	19,6	17,4
Basses-Pyrénées	22,9	20,2
Haute-Saône	24,2	21,7
Seine-Inférieure	21,2	17,5
Vaucluse	22,3	26,2
Vosges	16,7	15,2

Année 1953 : A la suite des bouleversements économiques apportés par les deux guerres mondiales, la proportion des immeubles urbains dans les fortunes s'est sensiblement modifiée et s'élève maintenant à 31,4 % contre 21,7 en 1908 ; 10 % des capitaux privés ont donc changé d'affectation et s'investissent désormais en copropriétés, et constructions individuelles principalement. Toutefois l'augmentation du pourcentage, analogue à celle des immeubles ruraux, semble surtout résulter des mêmes causes : la part des biens immobiliers s'est accrue parce que leur valeur augmentait à mesure que diminuait celle du franc et des autres biens rattachés à lui ; car il serait faux de prétendre que la valeur du patrimoine urbain ait réellement augmenté depuis 1914, les constructions nouvelles ne pouvant compenser le vieillissement des immeubles anciens.

Nous retrouvons les plus forts pourcentages dans les mêmes départements qu'en 1908 : Alpes-Maritimes et Seine-et-Oise, chacun avec 50 % des fortunes totales ; Bouches-du-Rhône 44,2 ; Var 43 % contre 28,1 % en 1908. La proportion des immeubles est aussi très élevée dans les départements d'Alsace et de Lorraine : 42 % dans les Bas et Haut-Rhin jumelés ; 38,6 % en Moselle ; 38,1 % en Meurthe-et-Moselle. Elle atteint 34,2 % dans la Seine contre 24,8 en 1908 ; 39,4 % en Seine-et-Marne contre 22,6 %. Elle s'élève de 24,3 % à 34,4 % dans le Nord et de 19,3 % à 34,7 % dans le Rhône.

De même qu'en 1908, les pourcentages les plus faibles se retrouvent dans les départements agricoles, et, à cet égard, les riches départements du Calvados 18,6 %, de l'Eure 18,3, de la Mayenne 15 %, et de la Manche 14,9, ne sont pas plus favorisés que certains départements très pauvres, où les pourcentages sont semblables : Corse 18,7 %, Lozère 19,5, Gers 17,8.

Quelques exceptions cependant : dans les Hautes-Alpes 37,8 ; les Hautes-Pyrénées 36,8 ; le Morbihan 34,3, les pourcentages sont supérieurs ou égaux à ceux du Rhône, du Nord ou de la Seine.

La comparaison avec 1908 permet de suivre l'évolution des pourcentages dans les patrimoines :

a) les plus fortes augmentations sont observées dans :

	Pourcentage		Augmentation depuis 1908.
	1908	1953	
Pyrénées-Orientales	12,4 %	38,8 %	26,4 %
Hautes-Alpes	14,4	37,8	23,4
Yonne	14,2	35,8	21,6
Seine-et-Oise	29,6	49,9	20,3
Haute-Garonne	20,4	40	19,6
Tarn	14	33,3	19,3
Côtes-du-Nord	11,7 %	30,8 %	19,1 %
Alpes-Maritimes	31,6	50,6	19
Haute-Savoie	14,6	33	18,4
Finistère	20,3	37,6	17,3
Seine-et-Marne	22,6	39,4	16,8
Corrèze	17,3	33,5	16,2
Loire-Atlantique	22,6	38,8	16,2
Indre-et-Loire	18,7	34,3	15,6
Rhône	19,3	34,7	15,4
Allier	16,4	31,7	15,3
Var	28,1	43	14,9
Morbihan	19,6	34,3	14,7
Puy-de-Dôme	21,6	36,3	14,7
Basses-Pyrénées	22,9	37	14,1
Hautes-Pyrénées	22,8	36,8	14
Charente-Maritime	16,4	30	13,6
Jura	17,2	30,8	13,6
Lot-et-Garonne	13,6	27,1	13,5
Meurthe-et-Moselle	24,6	38,1	13,5
Nièvre	16,5	30	13,5
Ille-et-Vilaine	16,5	29,7	13,2
Isère	20,4	33,6	13,2
Indre	16,5	29,4	12,9

b) les plus faibles augmentations sont observées dans :

Charente	20,5 %	21,3 %	0,8 %
Manche	13,6	14,9	1,3
Calvados	17,2	18,6	1,4
Eure	16,6	18,3	1,7
Mayenne	13,3	15	1,7
Hérault	28,4	30,4	2
Ardennes	20,8 %	23 %	2,2 %
Saône-et-Loire	17,2	19,6	2,2
Aveyron	16,3	18,9	2,6
Gard	26,2	29,5	3,3

	Pourcentage		Augmentation depuis 1908.
	1908	1953	
Cantal	17,8	21,5	3,7
Haute-Saône	24,2	28,4	4,2
Vaucluse	22,3	26,5	4,2
Ain	17,2	21,8	4,6
Loire	23,3	28	4,7
Aube	19	24,9	4,9
Creuse	17,3	22,2	4,9
Doubs	21,4	26,3	4,9
Orne	11,4	16,8	5,4
Sarthe	17,7	23,3	5,6
Aisne	17,3	23	5,7
Corse	13	18,7	5,7
Gers	12,1	17,8	5,7
Cher	20,8	26,6	5,8
Bouches-du-Rhône	38,3	44,2	5,9
Côte-d'Or	18,1	24,1	6
Gironde	28,7	35	6,3
Lozère	13,1	19,5	6,4
Haute-Vienne	24,6	31,4	6,8
Haute-Loire	16,1	23	6,9
Ardèche	18,2	25,3	7,1
Maine-et-Loire	17,1	24,2	7,1
Savoie	24,4	31,5	7,1

c) Une seule baisse a été observée dans :

L'Aude 24,8 % 18,6 % — 6,2 %

Dans de nombreux départements, les pourcentages d'immeubles urbains et agricoles s'équilibrent en 1953 :

	Pourcentage		Différence
	Immeubles ruraux	Immeubles urbains	
Nièvre	30,1 %	30 %	0,1 %
Drôme	28,8	29,4	0,6
Jura	29,9	30,8	0,9
Haute-Saône	27,5	28,4	0,9
Morbihan	35,3	34,3	1
Haute-Vienne	32,6	31,4	1,2
Aube	26,6	24,9	1,7
Pas-de-Calais	33,5	31,8	1,7
Seine-Maritime	31,3	29,5	1,8
Vosges	29,3	27,3	2

	Pourcentage		Différence
	Immeubles ruraux	Immeubles urbains	
Gard	32	29,5	2,5
Allier	29	31,7	2,7
Loiret	32,5	29,4	3,1
Pyrénées-Orientales	35,6	38,8	3,2
Gironde	31,5	35	3,5
Côtes-du-Nord	35,1	30,8	4,3
Marne	27,7	23,4	4,3
Savoie	36,2	31,5	4,7
Oise	33,5	28,7	4,8
Corrèze	38,5	33,5	5
Hérault	35,8	30,4	5,4
Tarn	27,6	33,3	5,7
Meuse	33,2	27,1	6,1
Doubs	33	26,3	6,7
Ardèche	32,2	25,3	6,9
Finistère	30,6	37,6	7
Hautes-Pyrénées	29,8	36,8	7
Vaucluse	33,5	26,5	7
Charente-Maritime	37,1	30	7,1
Ille-et-Vilaine	36,9	29,7	7,2

III. — PROGRESSION EN CAPITAL DE LA VALEUR GLOBALE DES IMMEUBLES URBAINS DE 1908 A 1953 :

Au cours de cette longue période, la valeur moyenne et par habitant des immeubles urbains (c'est-à-dire de tous ceux qui n'entrent pas dans la catégorie des immeubles ruraux agricoles, tels que nous les avons définis) a progressé de 104 fois environ depuis 1908. Cette progression n'est que légèrement inférieure à celle des immeubles agricoles (109 fois), et, comme elle, varie beaucoup d'un département à un autre.

Elle est supérieure à la moyenne nationale dans 70 départements sur 86 (les trois départements d'Alsace-Lorraine ne sont pas comptés) ; elle lui est inférieure dans 15 départements et égale dans un seul. Les progrès les plus spectaculaires sont encore observés dans les départements méridionaux les moins évolués en 1908 et dans quatre départements bretons. En effet, sur 30 départements où la progression dépasse 225 fois la valeur des immeubles en 1908, 24 se situent au sud de la ligne Nantes-Lons-le-Saunier, 4 dans la presqu'île bretonne et 2 seulement dans la zone Nord.

Les départements de la Haute-Savoie et des Hautes-Alpes

réalisent les progressions les plus fortes : plus de 500 fois la valeur de 1908 dans ces deux départements ; 464 fois dans les Côtes-du-Nord ; 459 en Corrèze ; 450 dans l'Ariège ; 420 dans le Lot ; 419 dans la Creuse, etc... Le Jura 243 fois la valeur de 1908, et la Nièvre 279 fois, sont les seuls départements de la zone Nord où la progression est supérieure à 225 fois la valeur de 1908. Il est d'ailleurs intéressant de constater que dans les principaux départements urbains les progrès ne sont pas comparables à ceux réalisés dans le plus grand nombre des départements ruraux. Ainsi, dans les Alpes-Maritimes, la hausse représente 166 fois seulement la valeur de 1908, et n'est guère supérieure à celle de la Corse 147 fois. La progression dépasse légèrement la moyenne nationale dans le Nord 114 fois, dans la Gironde et le Rhône 108 fois ; elle l'égale en Meurthe-et-Moselle 104 fois, mais lui est très inférieure en Seine-et-Marne 88 fois, en Seine-Maritime 80 fois, dans la Marne 79 fois, la Loire 75 fois, les Bouches-du-Rhône 69 fois, et la Seine-et-Oise 57 fois.

Le département de la Seine est le seul où la moyenne des immeubles urbains, calculée par tête d'habitant, ne s'élève qu'à 32 fois celle de 1908 ; sans doute, l'augmentation globale est-elle plus importante ; elle n'apparaît pas parce que l'accroissement de la population (30 % de plus qu'en 1908) la dissimule en la dispersant. Mais, même après cette nécessaire rectification, le taux de progression demeure très en dessous du taux moyen national.

Pour apprécier avec exactitude la progression par tête, des correctifs semblables doivent de même être appliqués à d'autres départements : aux Bouches-du-Rhône et à la Seine-et-Oise où la population est en forte augmentation depuis 1908 (40 % dans les Bouches-du-Rhône, 100 % en Seine-et-Oise) ; à la Seine-et-Marne et au Rhône où la population a augmenté de 15 %, au Nord et à la Seine-Maritime où l'augmentation est un peu inférieure (Nord 10 %, Seine-Maritime 8 %) ; mais, les faibles progressions enregistrées par habitant dans la Marne, la Loire, l'Aisne et l'Eure ne sont pas soumises à rectification, parce que leur population n'a pas sensiblement varié depuis 1908 ; par contre, dans des départements où la population a au contraire diminué (33 % dans la Creuse, 30 % dans le Lot et l'Ariège, 25 % en Corrèze, 20 % dans les Hautes-Alpes, et près de 20 % en Côtes-du-Nord), le taux de progression par tête doit être diminué d'autant pour ne pas paraître plus élevé qu'il n'est dans la réalité. A quoi faut-il attribuer la disparité considérable existant entre la progression médiocre des valeurs immobilières urbaines dans le département de la Seine et leur progression en flèche dans d'autres départements, la Haute-Savoie par exemple, dont la population s'est cependant accrue de 10 % environ ?

Le but de notre travail, simplement statistique, ne nous permet pas d'en étudier les causes nombreuses qui l'expliquent, mais il semble bien que, toutes conditions égales par ailleurs, les lois interdisant les augmentations de loyer depuis 1914 et les charges de toutes sortes grevant la propriété urbaine, ont plus désavantagé les immeubles parisiens que les immeubles haut-savoyards.

Il n'est pas sans intérêt enfin de rechercher dans quelle mesure l'augmentation de la valeur des immeubles urbains a suivi celle des immeubles ruraux. Si, dans un grand nombre de départements, l'augmentation est loin d'être parallèle, elle est semblable ou très voisine dans d'autres :

A) Départements où l'écart est considérable entre les deux progressions :

	Taux d'accroissement depuis 1908	
	des Immeubles urbains	Immeubles ruraux
Allier	235 fois	82 fois
Hautes-Alpes	500	154
Alpes-Maritimes	166	52
Ardèche	292	159
Ariège	450	192
Aude	131	274
Corrèze	459	175
Côtes-du-Nord	464	118
Eure	83	129
Finistère	319	159
Haute-Garonne	205	81
Ille-et-Vilaine	232	116
Indre	202	112
Indre-et-Loire	136	86
Isère	174	99
Jura	243	129
Loir-et-Cher	174	109
Haute-Loire	252	168
Loire-Atlantique	222	102
Lot	420	187
Lot-et-Garonne	236	114
Marne	79	124
Morbihan	305	157
Nièvre	279	104
Pas-de-Calais	175	124
Puy-de-Dôme	227	107
Hautes-Pyrénées	304	121
Pyrénées-Orientales	259	121
Rhône	108	44

	Immeubles urbains	Immeubles ruraux
Haute-Savoie	506	211
Seine-et-Oise	57	31
Deux-Sèvres	286	123
Tarn	400	108
Tarn-et-Garonne	234	144
Vendée	337	132
Haute-Vienne	242	148
Yonne	221	104

Première constatation : dans tous les départements ci-dessus (sauf trois : Aude, Eure et Marne où elle leur est inférieure), la progression des immeubles urbains a été bien plus forte que celle des immeubles ruraux agricoles, et témoigne ainsi des difficultés de toutes sortes rencontrées par les populations agricoles pour s'équiper et accroître leur productivité.

Deuxième constatation : Dans l'Allier, les Hautes-Alpes, les Alpes-Maritimes, les Côtes-du-Nord et le Tarn, la progression urbaine a été triple et même quadruple de la progression agricole ; dans le plus grand nombre, deux fois celle-ci en moyenne.

B) Départements dans lesquels la progression des immeubles urbains et agricoles a été sensiblement égale ou sans écart important :

	Taux d'accroissement depuis 1908.	
	Immeubles urbains	Immeubles ruraux.
Ain	123 fois	127 fois
Basses-Alpes	280	232
Aube	100	115
Bouches-du-Rhône	69	76
Calvados	93	106
Cantal	248	210
Cher	158	132
Corse	147	124
Côte-d'Or	97	109
Creuse	419	358
Doubs	135	153
Eure-et-Loir	145	127
Gard	181	196
Hérault	159	155
Mayenne	119	119
Haute-Marne	137	134
Meurthe-et-Moselle	104	96
Nord	114	112
Orne	186	171
Haute-Saône	164	177

	Taux d'accroissement depuis 1908.	
	Immeubles urbains	Immeubles ruraux
Sarthe	128	117
Savoie	189	180
Seine	32	35
Somme	140	150
Vaucluse	134	144

L'équilibre est, dans ces départements, mieux assuré dans les patrimoines entre les biens urbains et les biens ruraux, et, dans l'ensemble, leur standing économique est supérieur à celui des départements précédents.

IV. — RÉPARTITION ENTRE POSSÉDANTS :

Année 1908 : Nous venons de voir la répartition par tête d'habitant, mais, sur leur nombre, peu sont propriétaires. C'est pourquoi nous devons considérer désormais la répartition des immeubles urbains entre ceux qui les possèdent, et cette répartition, comme la première, est fonction du nombre de participants.

Le patrimoine immobilier urbain moyen s'élevait avant la première guerre mondiale à 15 809 fr par succession et correspondrait, en francs 1958, à 3 millions environ. Mais, tandis que la moyenne successorale agricole était atteinte et dépassée dans 35 départements, la moyenne successorale d'immeubles urbains, n'était atteinte en 1908 et dépassée qu'en 10 départements. Cette simple comparaison permet de mesurer l'inégalité, à cette époque, dans la répartition des fortunes immobilières urbaines et des fortunes immobilières agricoles. Cette inégalité est, de plus, confirmée par l'écart des deux moyennes par habitant et par succession :

	Moyenne par tête d'habitant	Moyenne successorale
immeubles urbains	1 097 F	15 809 F (15 fois + env.).
immeubles agricoles	917 F	6 346 F (7 fois +).

Cette dernière inégalité suppose enfin une plus grande concentration des patrimoines immobiliers urbains que des patrimoines agricoles, et c'est bien en effet une moindre dispersion des fortunes urbaines que la statistique nous révèle : l'on compte 100 successions d'immeubles ruraux pour 446 décès, et seulement 100 successions d'immeubles urbains pour 930 décès.

Les 10 départements qui dépassent la moyenne nationale sont dans l'ordre : la Seine 112 070 fr par succession ; la Seine-et-Oise 24 480 ; le Rhône 24 240 ; la Seine-Inférieure 23 260 ; les Bouches-

du-Rhône 19 350 ; les Alpes-Maritimes 19 110 ; la Loire 17 950 ; le Nord 17 130 ; le Doubs 16 490 et le Loiret 16 240 fr. Quelques départements l'approchent cependant de très près : La Seine-et-Marne 14 720 fr ; les Basses-Pyrénées 14 530 ; la Gironde 14 500 ; et, hormis le Doubs, le Loiret et les Basses-Pyrénées qui sont agricoles, tous ces départements renferment les plus grandes villes et agglomérations du territoire. Dans quelques départements ruraux cependant, les moyennes urbaines sont relativement élevées : l'Ain est 16^e avec 13 850 fr par succession ; la Savoie 18^e avec 13 150 ; l'Eure-et-Loir et l'Eure sont 21^e et 22^e avec 12 140 et 12 040 fr ; la Saône-et-Loire est 24^e avec 11 450, etc...

Pour apprécier dans leur réalité les moyennes successorales par possédant, il convient, comme pour les immeubles ruraux, de les comparer, d'après le coefficient de concentration (ou de dispersion) des fortunes ; si le coefficient moyen national (ou rapport :

$\frac{\text{nombre de successions}}{\text{nombre de décès}} = \frac{1}{9,30}$) s'appliquait uniformément à tous

les départements, les moyennes seraient diminuées dans tous les départements où la concentration est supérieure à 1/9,30 et augmentées dans les autres où elle est inférieure à ce rapport. Ainsi, la moyenne successorale dans le département de la Seine (rapport = 1/20) serait ramenée à 57 000 fr environ, et dans le département de Seine-et-Oise où le rapport est de 1/6,9, s'élèverait à 30 840 fr. Dans le département du Rhône où la propriété est peu dispersée (rapport 1/14,4) la moyenne successorale serait diminuée d'un tiers et serait inférieure à celle de la Seine-Inférieure, des Bouches-du-Rhône et des Alpes-Maritimes, dont le coefficient de concentration se rapproche beaucoup du coefficient moyen national.

Le département du Doubs rétrograderait pour les mêmes raisons, tandis que celui de Seine-et-Marne où la dispersion est très forte (1/5,2) passerait au troisième rang, immédiatement après la Seine-et-Oise, son voisin. De même, au bas du tableau, des départements mal classés, comme l'Ardèche, les Hautes-Alpes, la Lozère et le Lot, où la propriété urbaine est très concentrée, verraient leur moyenne successorale urbaine diminuée d'un tiers environ, et perdraient de nombreux rangs.

Comparaison des moyennes successorales urbaines avec les moyennes successorales agricoles :

Dans la plupart des départements urbains, la moyenne successorale d'immeubles urbains est très supérieure à la moyenne successorale des immeubles ruraux. Mais il est assez surprenant de constater qu'il en est de même dans un grand nombre de départements agricoles. Par contre, il en est d'autres, soit urbains, soit

ruraux, où les deux moyennes ne s'écartent pas sensiblement l'une de l'autre :

Départements urbains et semi-urbains	Moyenne successorale	
	Immeubles urbains	Immeubles ruraux
Seine-Inférieure	23 260 F	23 160 F
Somme	7 970	7 779
Maine-et-Loire	7 290	9 200
Pas-de-Calais	9 930	9 900

Départements ruraux :

Aisne	7 760	8 134
Allier	9 140	10 660
Ariège	2 865	2 121
Cantal	8 084	6 284
Eure	12 047	9 877
Eure-et-Loir	12 140	10 550
Finistère	10 455	9 390
Gers	2 966	3 510
Hérault	5 810	4 877
Ille-et-Vilaine	11 310	9 633
Indre	7 260	6 629
Loir-et-Cher	10 580	8 648
Lot	3 197	2 694
Lot-et-Garonne	4 370	4 849
Lozère	3 256	3 230
Manche	8 638	8 756
Haute-Marne	4 324	3 330
Meuse	4 550	3 968
Nièvre	5 852	6 926
Orne	7 928	8 245
Sarthe	8 026	9 200
Tarn	3 370	4 248
Tarn-et-Garonne	6 040	5 525

Dans ces départements, la propriété est répartie en semblables proportions, entre propriétaires urbains et propriétaires agricoles. Pas de déséquilibre entre le niveau relatif des uns et des autres. Et cette harmonie, revêtait, avant 1914, quand la conjoncture économique était défavorable, une certaine importance sociale.

Année 1934 : Après la première guerre mondiale, la moyenne nationale s'élève à 64 653 fr d'immeubles urbains par succession ; elle a ainsi suivi la dépréciation de notre monnaie en multipliant plus de 4 fois son montant de 1908 ; mais, comme en 1908, elle n'est atteinte et dépassée qu'en 10 départements, et d'abord dans la Seine, demeurée première avec 204 120 fr. Quoique élevée, la

moyenne dans ce département n'atteint cependant pas le double de celle de 1908 ; sa progression réelle est néanmoins plus forte qu'elle n'apparaît, la fortune urbaine dans la Seine s'étant dans l'intervalle dispersée entre de plus nombreux propriétaires, et s'étendant à une succession active pour 14 décès, au lieu d'une pour 20 décès en 1908. Mais, même si la dispersion ne s'était pas accrue, le patri-moine moyen successoral serait loin encore de bénéficier dans ce département, le plus riche de tous en immeubles urbains, de la plus value moyenne nationale constatée plus haut.

Le département des Alpes-Maritimes est second avec 155 230 fr par succession, soit plus de 8 fois la moyenne de 1908, et cela, bien que la dispersion ait passé de 10 successions sur 92 décès à 10 sur 75 en 1934. Ces chiffres montrent l'accroissement de la fortune urbaine dans ce département. Le Rhône occupe la 3^e place comme il l'occupait en 1908, avec 102 600 fr par succession, et adapte ainsi rigoureusement sa moyenne successorale à la dépréciation monétaire, malgré une dispersion plus grande (une succession sur 11,5 décès en 1934 au lieu d'une succession sur 14,4 décès en 1908) : de même que les Alpes-Maritimes, il témoigne donc, mais à un degré moindre, d'un accroissement réel de sa fortune urbaine globale. Les Basses et les Hautes-Pyrénées jumelées sont 4^e avec 90 940 fr par succession ; la fortune immobilière urbaine dans ces deux départements réunis était de 22 750 fr par succession en 1908 ; mais la progression ne représente pas 4 fois la valeur antérieure des immeubles urbains, si l'on considère que la fortune s'est concentrée à raison d'une succession pour 15,4 décès au lieu d'une succession pour 13 décès en 1908. La Moselle est 5^e avec 72 430 fr par succession ; la Seine-et-Oise est 6^e avec 71 070 fr ; sa progression est inférieure à la progression moyenne nationale, puisqu'elle n'atteint pas 3 fois le chiffre de 1908, mais une dispersion accrue de la propriété (le rapport nombre de successions / nombre de décès est passé de 1/6,9 en 1908 à 1/5,5 en 1934) compense la faiblesse de sa progression.

Avec un coefficient de dispersion inchangé (1/11,8 en 1908 et 1/12 en 1934) la Loire-Inférieure est 7^e avec 71 000 fr par succession ; sa moyenne de 1908 est multipliée 5 fois ; la Seine-Inférieure et la Loire occupent les 8^e et 9^e rangs avec 70 940 fr et 70 740 fr par succession ; mais, dans la Seine-Inférieure, la progression en valeur (3 fois le chiffre de 1908) n'atteint pas, la progression moyenne nationale ; par contre, le nombre des possédants a augmenté, tandis que, dans la Loire, où la progression est égale à la progression moyenne nationale, il a légèrement diminué.

La Gironde est le dernier département où la fortune immobilière urbaine, 64 620 fr par succession, atteint la moyenne nationale ; ce département a simultanément multiplié 4,5 fois depuis 1908 le

patrimoine moyen de ses possédants et augmenté leur nombre, puisque le rapport du nombre des successions à celui des décès est passé de 1 /7,9 à 1 /6,8.

Dans tous les autres départements, la moyenne successorale reste inférieure à la moyenne nationale ; chez les uns, le nombre des possédants a fortement diminué et la progression de l'actif successoral en valeur est plus forte que la normale (plus de 4 fois la moyenne de 1908) ainsi qu'il résulte du tableau suivant :

	Moyenne successorale		Coefficient de hausse	Dispersion de la propriété	
	1908	1934		1908	1934
Haute-Saône	5 030 F	51 160 F	10 fois	1 /5,4	1 /18,7
Corse	440	16 340	37	1 /7,1	1 /18,9
Lot	3 197	37 180	11,6	1 /14,1	1 /20,8
Vosges	8 700	49 540	5,6	1 /9,4	1 /15,8
Morbihan	8 307	45 430	5,4	1 /13,8	1 /19,7
Deux-Sèvres	4 520	49 980	11	1 /8	1 /13,2
Landes	9 620	56 350	5,8	1 /16,3	1 /21,1
Cantal	8 084	59 970	7,4	1 /14,7	1 /19,1
Aveyron	5 239	46 780	8,9	1 /17,5	1 /21,3
Haute-Marne	4 324	29 940	6,9	1 /4,7	1 /8,4
Calvados	11 180	59 050	5,3	1 /7,4	1 /11
Manche	8 638	56 520	6,5	1 /11,2	1 /14,7
Meurthe-et-Moselle	10 330	57 280	5,5	1 /5,9	1 /9,2

A une exception près, cette concentration de la fortune immobilière urbaine ne s'observe donc pas dans les départements urbains, mais dans des départements exclusivement ruraux.

Dans d'autres départements, au contraire, le nombre de possédants d'immeubles urbains est resté stable, ou a augmenté depuis la guerre, et la progression du montant de l'actif successoral est alors très faible (entre 2 et 3 fois la moyenne de 1908) :

	Moyenne successorale		Coefficient de hausse	Dispersion de la propriété	
	1908	1934		1908	1934
Charente	13 216 F	27 190 F	2 fois	1 /11,3	1 /12,7
Aube	12 866	29 230	2,2	1 /7,3	1 /6,4
Ain	13 850	34 130	2,4	1 /13	1 /9,2
Doubs	16 496	43 680	2,6	1 /14,8	1 /10
Hte-Gar. + Ariège					
+ Tarn-et-Garonne	15 026	40 350	2,6	1 /8,8	1 /9
Nord	17 130	45 950	2,6	1 /9,2	1 /7,3
Marne	13 986	39 100	2,7	1 /6,6	1 /6,7
Drôme + Ardèche	11 506	33 590	2,9	1 /11,5	1 /10,2

Toutefois, dans de nombreux départements où le nombre des possédants est resté stable, ou n'a été modifié qu'en de faibles proportions, la progression du montant de l'actif moyen successoral est élevée (de 5,3 à 11,3 fois la moyenne de 1908) et est supérieure à la normale :

Exemple de départements où le nombre de possédants a légèrement diminué :

Lot-et-Garonne	4 370 F	49 760 F	11,3 fois	1/8,5	1/10,2
Pyrénées-Orientales	3 630	32 640	9,2	1/3,8	1/4,7
Gard	4 286	34 440	8	1/6,4	1/7,5
Maine-et-Loire	7 290	57 890	7,9	1/7,6	1/8,2
Var	7 070	51 500	7,2	1/5,1	1/7
Creuse	7 935	50 660	6,3	1/16,3	1/17,6
Hérault	5,810	36 910	6,3	1/5,7	1/6,1
Aude	4 195	22 440	5,3	1/5,2	1/6,9

Départements où le nombre des possédants s'est accru légèrement :

	Moyenne successorale		Coefficient de hausse	Dispersion de la propriété	
	1908	1934		1908	1934
Charente-Inférieure	6 832 F	36 710 F	5,3 fois	1/8,8	1/8,6
Tarn	3 370	35 310	10,4	1/8,3	1/7,7
Corrèze	6 159	49 980	8,1	1/15,8	1/15,2
Vendée	4 230	29 380	6,9	1/7,4	1/7,1
Gers	2 966	38 930	13	1/11	1/10
Allier	9 140	56 820	6,2	1/9,5	1/8
Haute-Vienne	11 147	59 820	5,3	1/13,7	1/11,9
Haute-Loire	6 285	42 670	6,7	1/16,4	1/14,4
Côtes-du-Nord	4 900	31 050	6,3	1/14,1	1/11,7
Dordogne	6 943	37 230	5,3	1/15,4	1/12,5
Lozère	3 256	31 520	9,6	1/13,2	1/11,3

En résumé, la progression des immeubles urbains dans les moyennes successorales est donc en général bien plus forte dans les départements agricoles et pauvres (Lot, Lot-et-Garonne, Gers, Lozère, Aveyron, Corrèze, Haute-Marne, etc...) que dans les départements urbains ou agricoles riches (Charente, Aube, Marne, Nord, Haute-Garonne).

Comparaison des moyennes successorales urbaines avec les moyennes successorales agricoles :

Dans les départements ruraux, aussi bien que dans les urbains, les moyennes successorales comportent très souvent, comme en 1908, davantage d'immeubles urbains que d'immeubles ruraux,

et ceux où les moyennes d'immeubles ruraux sont au contraire supérieures aux moyennes d'immeubles urbains sont très peu nombreux :

	Immeubles urbains	Immeubles ruraux
Calvados	59 050 F	65 450 F
Eure	45 450	52 830
Landes	56 350	60 718
Mayenne	35 250	92 130
Orne	42 160	56 090
Pas-de-Calais	37 700	49 630
Sarthe	37 380	46 880
Seine-Inférieure	70 940	82 320
Somme	36 840	44 330

Les départements, où les deux moyennes s'équilibrent, sont également en très petit nombre et sont tous (sauf dans le Nord), des départements exclusivement agricoles :

Aude	22 440 F	21 810 F
Côtes-du-Nord	31 050	31 330
Manche	56 520	53 780
Nord	45 950	40 410
Pyrénées-Orientales	32 640	34 500
Vendée	29 380	30 300
Finistère	43 070	36 100
Calvados	59 050	65 450
Eure	45 450	52 830
Eure-et-Loir	44 170	37 850
Landes	56 350	60 718
Maine-et-Loire	57 890	52 920

Année 1949 : Après la deuxième guerre mondiale, chaque succession comprend en moyenne 433 550 fr d'immeubles urbains, soit 7 fois environ la moyenne successorale en 1934. La hausse a donc été apparemment bien moins forte que pour les successions rurales, où elle atteint 11 fois le patrimoine moyen déclaré en 1934.

La réalité est autre cependant, car, pour se partager la même quantité de biens, le nombre des possédants urbains s'est très fortement accru (une succession sur 5 décès au lieu d'une sur 9 en 1934), tandis que celui des possédants agricoles a diminué.

Si le nombre des possédants urbains était resté le même, la moyenne urbaine de chaque succession serait multipliée 14 fois depuis 1934 et s'alignerait ainsi sur la hausse générale des prix. Cette moyenne nationale de 433 550 fr n'est d'ailleurs atteinte et dépassée qu'en 36 départements : 18 dans la zone Nord et 18 dans la zone Sud. La Haute-Savoie s'installe à la première place avec

une moyenne successorale de 943 400 fr et multiplie 30 fois sa moyenne antérieure, témoignant par là d'investissements immobiliers considérables. La progression globale réelle dans ce département est même beaucoup plus forte qu'elle n'apparaît, puisque le rapport nombre de successions/n. de décès est passé de 1/8,5 en 1934 à 1/5,4 en 1949, c'est-à-dire que le nombre des possédants a augmenté de 50 % depuis 1934. Le département voisin la Savoie, est 2^e avec 758 800 fr; la hausse y dépasse 17 fois la moyenne antérieure, et est même plus importante si l'on considère que les possédants sont 2 fois 1/2 plus nombreux qu'en 1934 (rapport en 1934 : n. successions/n. décès = 1/17; 1949 : 1/6,4).

Les Alpes-Maritimes, 2^e en 1934 sont 3^e en 1949 avec 738 300 fr par succession; la hausse par succession est inférieure à 5 fois la moyenne de 1934, mais le nombre de possédants s'est accru de 50 %. Le département de la Seine, avec 643 800 fr par succession, rétrograde à la 4^e place; l'accroissement moyen représente 3 fois seulement la valeur de 1934; mais, dans le même temps, le rapport N. successions/n. décès est passé de 1/14,2 à 1/5,7. La propriété urbaine s'est donc considérablement dispersée dans ces départements. D'autre part, il est remarquable de constater qu'en des départements pauvres, tels l'Ille-et-Vilaine et la Corrèze, les moyennes successorales (619 300 fr et 591 200 fr) sont de peu inférieures à celles de la Seine, en dépit d'une dispersion accrue de la propriété, qui se rapproche beaucoup de la dispersion parisienne : de 1/11,3 en 1934 à 1/6,9 en 1949 dans l'Ille-et-Vilaine et de 1/15,2 à 1/6,7 en Corrèze.

Malgré cette dispersion, la moyenne successorale dans ces deux derniers départements, est plus de 11 fois supérieure à celle de 1934.

La Haute-Vienne est 7^e avec 572 700 fr (9 fois 1/2 la moyenne de 1934) et le nombre des possédants a doublé, en passant de 1/11,9 à 1/5,5. La Seine-Maritime est 8^e, comme en 1934, avec 561 800 fr par succession, soit 8 fois son chiffre antérieur, et le nombre des parties prenantes a progressé de 50 %. Le Rhône, 3^e en 1934, revient au 9^e rang avec une moyenne de 557 800 fr, soit 5 fois 1/2 la moyenne de 1934, mais le nombre des propriétaires urbains a augmenté de 60 % (rapport N. successions/n. décès = 1/11,5 en 1934 et 1/6,8 en 1949). Les progrès les plus remarquables sont peut-être enregistrés dans les Basses et Hautes-Pyrénées, qui, réunies, dépassent 11 fois leur moyenne immédiatement antérieure, et où le nombre des possédants a néanmoins plus que doublé depuis 1934. La Seine-et-Marne est 34^e avec 441 600 fr; les Hautes-Alpes, 36^e avec 434 600 fr et le Calvados 38^e avec 426 100 fr. Dans ces deux derniers départements, la dispersion de la propriété est d'ailleurs presque identique : 1/8,1 dans les Hautes-Alpes et 1/7 dans le Calvados; ils sont donc comparables au point de vue de

l'appropriation privée des biens, malgré la grande disparité de leur fortune globale et du nombre de leurs habitants. Mais, bien que leur moyenne soit très voisine de celle de Seine-et-Marne, ils ne peuvent lui être comparés, car, en Seine-et-Marne, une succession sur trois décès comprend des immeubles urbains. Au bas du tableau, les moyennes successorales dans les départements pauvres du Lot 303 600 fr, et de la Lozère 284 700 fr, sont très faibles, et cependant supérieures aux moyennes réalisées dans certains départements riches ; Ardennes et Marne 274 000 fr ; Aisne 272 100 fr ; mais les possédants sont trois fois plus nombreux dans les Ardennes que dans le Lot, 2 fois plus dans la Marne et dans l'Aisne que dans la Lozère et le Lot.

Comparaison en 1949 des moyennes successorales urbaines avec les moyennes successorales agricoles : Malgré l'augmentation du nombre des propriétaires urbains en 1949, les moyennes successorales restent, comme en 1908 et en 1934, supérieures aux moyennes successorales des propriétés agricoles dans la plupart des départements ruraux et urbains ; ainsi, les bouleversements sociaux et économiques n'ont pas entamé en France la structure de la répartition des immeubles.

Dans 26 départements seulement, le montant moyen des immeubles ruraux dans les successions est supérieur au montant moyen des immeubles urbains :

	Immeubles urbains			Immeubles ruraux		
	R : $\frac{NS}{ND}$	moyenne succes.	progression depuis 1934.	R : $\frac{NS}{ND}$	moyenne succes.	progression depuis 1934
Calvados	1/7	426 100 F	7,2 fois	1/4,9	726 000 F	10 fois
Eure	1/5,3	483 100	10,6	1/4,7	643 970	12,2
Landes	1/8,3	367 200	6,5	1/5,7	450 200	7,3
Mayenne	1/6,1	333 500	9,4	1/5,4	857 960	9,3
Orne	1/5,6	382 100	9	1/3,4	695 570	12,4
Pas-de-C.	1/5,2	365 000	9,6	1/7,7	512 250	10,3
Sarthe	1/4,3	468 200	12,5	1/4,1	664 440	14,1
Seine-Marit.	1/6,2	561 800	8	1/12,2	1 225 200	14,8
Somme	1/4,1	293 700	8	1/4,6	543 550	12,2

Départements où les moyennes rurales n'étaient pas en 1934 supérieures aux moyennes urbaines, mais le sont en 1949 :

Aisne	1/3,3	272 100	7,7	1/4,9	472 980	18,5
Aude	1/5,3	209 500	9,3	1/2,8	248 830	11,4
Cantal	1/5,7	341 900	5,7	1/2,7	433 730	12,4
Corse	1/5	26 500	1,6	1/16,8	26 945	4,4
Eure-et-L.	1/3,1	387 100	8,7	1/3	597 440	15,7
Gers	1/6,4	245 300	6,3	1/2,4	296 200	10
Lot-et-Gar.	1/6,8	297 900	6	1/2,9	342 180	10
M.-et-Loire	1/6,2	468 100	8	1/4,4	540 843	10,2
Manche	1/7,3	452 200 F	8 fois	1/3,2	786 210 F	14,5 fois
Marne	1/3,1	274 000	7	1/3,9	305 160	16

Meuse	1/2,8	214 100	10	1/2,8	219 920	20
Nord	1/4,6	385 900	8,3	1/12,6	760 640	18
Oise	1/3,6	318 900	5,7	1/5,1	518 490	16
Seine	1/5,7	643 800	3,1	1/29,5	711 430	7,9
Seine-et-M.	1/3	441 600	7,6	1/6,7	455 480	21
Deux-Sèvres	1/5,4	327 900	6,5	1/2,5	382 870	10,8
Vendée	1/5,5	307 600	10	1/2,3	338 140	11,1

Cependant, d'une façon générale, la part individuelle recueillie dans les successions d'immeubles agricoles a progressé davantage depuis 1934 que la part recueillie d'immeubles urbains; ce décalage est normal puisque nous savons que la propriété rurale s'est concentrée, et qu'au contraire la propriété urbaine s'est de plus en plus dispersée depuis 1934.

Citons à titre indicatif, les départements où les écarts sont particulièrement importants :

Progression des valeurs moyennes dans les successions depuis 1934 :

	R : $\frac{NS}{ND}$	Imm. ruraux	R : $\frac{NS}{ND}$	Imm. urbains
Aisne	1/4,9	18,5 fois	1/3,3	7,7 fois
Cantal	1/2,7	12,4	1/5,7	5,7
Corse	1/16,8	4,4	1/5	1,6
Eure-et-Loir	1/3	15,7	1/3,1	8,7
Loir-et-Cher	1/3,1	15,3	1/4,3	8,8
Marne	1/3,9	16	1/3,1	7
Meurthe-et-Moselle	1/4,5	11,4	1/3,4	6
Meuse	1/2,8	20	1/2,8	10
Nord	1/12,6	18,8	1/4,6	8,3
Oise	1/5,1	16	1/3,6	5,7
Basses et H.-Pyr.	1/3,6	23	1/6,9	11
Seine	1/29,5	8 fois	1/5,7	3,1 fois
Seine-Maritime	1/12,2	14,8	1/6,2	8
Seine-et-Marne	1/6,7	21	1/3	7,6

Dans d'autres départements, les écarts, sans être aussi considérables, sont tout de même importants :

Gers	1/2,4	10 fois	1/6,4	6,3 fois
Lot-et-Garonne	1/2,9	10	1/6,8	6
Manche	1/3,2	14,6	1/7,3	8
Haute-Marne	1/2,6	14,4	1/3,7	8,2
Rhône	1/6,6	9,7	1/6,8	5,4
Deux-Sèvres	1/2,5	10,8	1/5,4	6,5

Cependant, dans certains départements agricoles, les progressions urbaine et agricole sont à peu près identiques :

Aveyron	1 / 2,3	10	fois	1 / 8,5	9,5 fois
Charente	1 / 3,1	11		1 / 6,4	12
Corrèze	1 / 3,1	11,2		1 / 6,7	11,8
Côte-d'Or	1 / 2,8	9,1		1 / 3,8	9,1
Drôme + Ardèche	1 / 2,7	21,8		1 / 5,7	21,5
Ille-et-Vilaine	1 / 4,1	12,1		1 / 6,9	11,4
Indre	1 / 2,5	9,6		1 / 4,9	9,2
Isère et Drôme	1 / 3	19,3		1 / 6	19,4
Mayenne	1 / 5,4	9,3		1 / 6,1	9,4
Morbihan	1 / 4	10		1 / 5,9	9
Pas-de-Calais	1 / 7,7	10,3		1 / 5,2	9,6
Savoie	1 / 2,2	18,2		1 / 6,4	17
Vendée	1 / 2,3	11,1		1 / 5,5	10
Haute-Vienne	1 / 4,9	9,4		1 / 5,5	9,5

Mais les départements dans lesquels la progression successorale moyenne des immeubles ruraux est moins forte que celle des immeubles urbains sont l'exception :

Ain	1 / 2,5	12	fois	1 / 6	14 fois
Côtes-du-Nord	1 / 3,6	11,3		1 / 5,6	15
Haute-Loire	1 / 2	9		1 / 7,6	12,5
Lozère	1 / 2,2	7,9		1 / 6	9
Pyrénées-Orientales	1 / 2,8	5,8		1 / 3,1	8,8
Haute-Savoie	1 / 2,4	24		1 / 5,4	30

Année 1953 : La moyenne atteint 971 030 fr par succession, soit plus du double de celle de 1949. Elle est atteinte et dépassée dans 28 départements (14 au nord 14 au sud), sur lesquels 21 la dépassaient déjà en 1949. Et, de même qu'en 1949, les moyennes les plus élevées se retrouvent en nombre égal dans les départements du Midi et ceux du Nord.

La Haute-Savoie demeure première avec 1 997 700 fr par succession ; cependant, le nombre de ses possédants paraît moins élevé qu'en 1949 (rapport N.S. / N.D. = 1 / 8,4 en 1953 contre 1 / 5,4 en 1949), et cette diminution fait rétrograder ce département pour la richesse globale des possédants.

Les Alpes-Maritimes sont 2^e avec 1 756 400 fr, et la Seine est 3^e avec 1 604 000 fr, mais, dans les Alpes-Maritimes, le nombre des possédants continue à progresser (rap. NS / ND = 1 / 4,9 en 1949 et 1 / 4,6 en 1953), tandis qu'il a légèrement diminué dans la Seine (rap. NS / ND = 1 / 5,7 en 1949 et 1 / 6 en 1953).

Le Rhône est 4^e avec 1 492 100 fr par succession. Le nombre de ses possédants est stationnaire.

Suivent dans l'ordre : les Basses-Pyrénées 1 344 200 fr, où le nombre des possédants a diminué de 1 /6,9 en 1949 à 1 /8,4 en 1953 ; la Moselle 1 290 500 fr où il a au contraire progressé de 1 /7,1 à 1 /5,7 ; la Loire-Atlantique 1 278 100 fr ; (rap. NS /ND = 1 /5,3 en 1953 au lieu de 1 /6,1 en 1949) ; la Savoie 1 267 700 fr (rap. NS /ND = 1 /8,4 en 1953 au lieu de 1 /6,4 en 1949) ; le nombre de ses possédants a diminué de la même proportion environ que dans la Haute-Savoie.

Ille-et-Vilaine 1 198 700 fr (rap. NS /ND = 1 /5,9 au lieu de 1 /6,9 en 1949). Le Doubs est 10^e avec 1 194 200 fr et le nombre des possédants a légèrement diminué de 1 /6,4 en 1949 à 1 /7,2 en 1953.

Aussi bien qu'en 1949, la moyenne successorale dans les Hautes-Alpes 1 172 600 fr est plus élevée que dans le Calvados 1 084 200 fr et plus encore qu'en Seine-et-Marne 908 800 fr ; mais le nombre des possédants, relativement à celui des défunts, est environ 2 fois plus élevé en Seine-et-Marne que dans les Hautes-Alpes et le Calvados ; et, comme la dispersion est à peu près semblable et n'a pas varié depuis 1949 dans ces deux derniers départements, les patrimoines moyens successoraux sont donc aussi élevés et, proportionnellement, aussi nombreux dans le département déshérité des Hautes-Alpes que dans le plantureux Calvados.

Dans les Basses-Alpes, la moyenne successorale 666 900 fr se rapproche aussi de celle de départements plus riches, comme la Somme 681 100 fr et la Marne 714 000 fr, tout en ayant un taux de dispersion à peu près identique.

Dans le département du Nord 890 600 fr, la moyenne n'est pas supérieure à celle des Côtes-du-Nord 889 200 fr et est inférieure à celle du Morbihan 972 100, mais le nombre des possédants y est plus élevé.

Le Lot est 47^e avec 810 600 fr en moyenne par succession, mais il est plus pauvre qu'il n'apparaît par son classement, car une succession seulement est active sur 10 décès, soit une proportion inférieure à celle de tous les départements métropolitains.

Les riches départements agricoles de l'Oise, 811 900 fr (rapport NS /ND = 1 /4), de l'Allier 810 800 fr (rap. NS /ND = 1 /5), de l'Orne 776 800 fr (rap. NS /ND = 1 /5,7), du Loir-et-Cher 775 100 fr (rap. NS /ND = 1 /4,3), et du Maine-et-Loire 759 600 fr (rap. NS /ND = 1 /5,6), réalisent des moyennes simplement égales ou même inférieures à celle du Lot, mais les possédants y sont deux fois plus nombreux que dans ce département. Après ces exemples, les moyennes les plus basses sont, comme en 1949, réalisées dans l'Ariège, le Gers, la Haute-Marne, etc..., mais aussi dans les Arden-

nes, la Côte-d'Or et l'Aisne; le nombre des possédants étant toutefois plus élevé dans ces 3 derniers.

En conclusion, il nous semble qu'en France métropolitaine, la fortune successorale moyenne s'établit à un certain niveau, où la richesse globale des départements n'intervient pas tout autant qu'on pourrait croire : si le département est riche, le nombre des possédants s'accroît davantage que leur part; s'il est pauvre, le nombre des possédants diminue, mais une égalité, au moins temporaire, des fortunes tend alors à se rétablir.

Le tableau suivant montre la place occupée par les départements dont les moyennes successorales ont été supérieures, pendant deux années au moins, à la moyenne nationale de l'année considérée :

	1908	1934	1949	1953
Ain			19	27
Hautes-Alpes			36	14
Alpes-Maritimes	6	2	3	2
Bouches-du-Rhône	5		15	26
Corrèze			6	22
Doubs	9		17	10
Finistère			18	21
Haute-Garonne			16	19
Gironde			14	20
Ille-et-Vilaine			5	9
Indre-et-Loire			35	18
Loire	7	9		
Loire-Atlantique		7	11	7
Loiret	10		22	25
Moselle		5	28	6
Basses et Hautes-Pyrénées		4	10	5
		(BH réunis)	(BP) 31	(BP) 12
			(HP)	(HP)
Haut et Bas-Rhin			12	11
Rhône	3	3	9	4
Savoie			2	8
Haute-Savoie			1	1
Seine	1	1	4	3
Seine-Maritime	4	8	8	13
Seine-et-Oise	2	6	21	15

Le deuxième tableau met en parallèle la place des mêmes départements dans la classification par habitant :

Ain	36	61	30	69
Hautes-Alpes	81		76	56
Alpes-Maritimes	8	2	3	1
Bouches-du-Rhône	6	19	36	53
Corrèze	79	69	19	55
Doubs	31	53	52	57
Finistère	62	66	33	24
Haute-Garonne	43	40	14	29
		+ Ariège et + T.-et-G.		
Gironde	14	6	11	19
Ille-et-Vilaine	44	41	25	14
Indre-et-Loire	19	24	22	10
Loire	21	37	62	74
Loire-Atlantique	32	16	16	5
Loiret	13	9	8	8
Moselle		57	75	28
Basses-Pyrénées	27	28	41	37
		(B. et H)		
Hautes-Pyrénées	65		63	47
Bas et Haut-Rhin		49	37	17
Rhône	9	5	47	12
Savoie	51	74	5	51
Haute-Savoie	71	59	1	7
Seine	1	1	21	11
Seine-Maritime	5	12	23	26
Seine-et-Oise	2	4	4	2

La comparaison de ces deux tableaux démontre que des départements qui occupent les premiers rangs dans le classement par succession (Seine, Seine-Maritime, Rhône, Bouches-du-Rhône, Loire, Hautes-Alpes, Savoie, Haut-Rhin et Bas-Rhin, Basses et Hautes-Pyrénées, Corrèze, Doubs, Moselle) rétrogradent plus ou moins dans le classement par habitant.

A l'inverse, le Loiret, la Seine-et-Oise, l'Indre-et-Loire se classent mieux par habitant que par succession ; le classement de la Haute-Garonne et de la Gironde est à peu près le même, soit par succession soit par habitant. Dans le cas le plus général, plus la fortune est concentrée, plus l'écart grandit entre les deux classements : la part de chaque possédant augmente par rapport à la répartition par tête. La diminution de l'écart entre le classement par tête et le classement par possédant signifie au contraire que le nombre des possédants se rapproche de celui des habitants.

V. — PROGRESSION DANS LES CLASSES POSSÉDANTES DE 1908 A 1953 :

1) De la moyenne par succession.

2) Du nombre de propriétaires vivants d'immeubles urbains.

1) Progression, en monnaie dépréciée, de la moyenne successorale d'immeubles urbains :

Après avoir examiné la progression en courte période, il reste à l'étudier pour l'ensemble du temps écoulé depuis 1908 jusqu'en 1953. Au cours de ce demi-siècle, la fortune moyenne des propriétaires urbains décédés a été multipliée 61 fois par rapport à 1908. Et ce taux ne contredit pas la progression des immeubles urbains quand elle est calculée par habitant (104 fois la valeur de 1908), car le nombre de possédants urbains a proportionnellement augmenté beaucoup plus que le nombre des habitants, et la part qui revient à chacun en est nécessairement réduite. Nous avons observé le contraire pour les immeubles ruraux dont la moyenne successorale a progressé davantage que la moyenne par habitant (130 fois au lieu de 109), parce que le nombre des possédants ruraux ayant diminué, la part de chacun a augmenté d'autant.

Hâtons-nous d'ajouter que cette progression successorale moyenne nationale (61 fois la valeur de 1908) est dépassée dans 75 départements sur 87 (les Bas et Haut-Rhin ne sont pas compris).

La progression dans chaque département dépend exclusivement de deux facteurs : plus-value immobilière et nombre des propriétaires, et varie avec eux. Les progrès les plus considérables ont été réalisés dans des départements pauvres du Midi (nous avons expliqué ailleurs pourquoi) et ces départements sont uniquement agricoles : dans les Hautes-Alpes, la moyenne successorale de 1908 est multipliée 276 fois en 1953 ; dans le Tarn 259 fois, dans le Lot 253 ; dans les Basses-Alpes 218 ; dans l'Ariège 214 ; dans les Pyrénées-Orientales 200 ; dans le Gers 190 ; en Haute-Savoie 186 ; en Côtes-du-Nord, 181 fois, etc...

Les départements urbains les plus riches et quelques départements agricoles réalisent les progressions les plus faibles : Loiret, et Seine-et-Marne, 61 fois le chiffre de 1908 ; l'Aube 59 fois, Saône et Loire 56 fois ; Rhône 53 ; Charente 52 ; Marne, Nord et Bouches-du-Rhône, chacun 51 fois ; Seine-Maritime 50 fois ; Seine-et-Oise 46 fois ; Loire 44 fois.

La progression minima a été observée dans le département de la Seine : 14 fois la valeur des immeubles déclarés en 1908. Rappelons que ces immeubles se trouvent à Paris et dans sa banlieue, mais aussi en province. Cette progression parisienne anormalement basse trouve une explication insuffisante dans l'accroissement considé-

nable du nombre des possédants (rapport nombre de successions/ nombre décès est passé de 1/20 en 1908 à 1/6 en 1953).

Dans la Moselle et les Bas et Haut-Rhin, la progression par possédant (Moselle 12 fois, Bas et Haut-Rhin 18 fois) se rapproche beaucoup de la progression dans le département de la Seine, Mais, n'étant comptée qu'à partir de 1934, il convient de la multiplier par 4 pour pouvoir la comparer à égalité avec celle des autres départements.

2) Progression du nombre des propriétaires vivants :

Contrairement à ce que nous avons observé pour les immeubles ruraux, le nombre des propriétaires urbains a considérablement augmenté de 1908 à 1953. L'accroissement est surtout sensible en 1949, et constitue un phénomène social capital, résultant tant des lois et règlements (exemption de droits, subventions, prêts, etc...) qui facilitent l'accès de la propriété individuelle à des propriétaires plus nombreux, que de la pratique généralisée des achats en copropriété.

Pour l'ensemble des départements métropolitains, le nombre des propriétaires d'immeubles, ou de portions d'immeubles, s'est accru de 70 % environ depuis 1914, et l'augmentation la plus forte semble se situer dans deux régions bien distinctes :

D'une part dans les départements bretons ; dans le Massif Central d'autre part.

Ainsi, dans le Finistère, le nombre des propriétaires urbains serait trois fois plus important en 1953 qu'en 1908 ; il serait deux fois 1/2 supérieur à celui de 1908 dans le Morbihan et les Côtes-du-Nord, le double dans l'Ille-et-Vilaine.

Dans la Creuse, la Corrèze, la Haute-Vienne, l'augmentation serait triple et dépasserait de 2 à 3 fois le nombre de 1908 dans le Cantal, la Haute-Loire, l'Allier, la Nièvre, le Puy-de-Dôme, l'Aveyron et la Dordogne.

Par contre, l'augmentation du nombre des propriétaires est minime en Corse : 20 % ; dans l'Aisne et la Haute-Garonne 18 % ; dans le Gard 13 % ; dans l'Eure, la Haute-Saône, l'Oise et le Vaucluse 10 %.

Le nombre des propriétaires n'aurait pas varié dans l'Aude, le Var, la Haute-Marne et le Calvados. Dans les grands centres urbains, l'accroissement est très variable : le nombre des propriétaires serait double de celui de 1908 dans le Nord, le Pas-de-Calais et la Seine ; il aurait progressé de 40 et 24 % seulement en Seine-et-Marne et en Seine-et-Oise. L'accroissement serait d'environ 77 % dans le Rhône, 79 % dans les Alpes-Maritimes, 80 % dans l'Isère, 59 % dans la Seine-Maritime, 49 % en Gironde et 35 % dans les Bouches-du-Rhône.

Les augmentations les plus fortes semblent réalisées dans des départements ruraux : sur 41 départements où l'accroissement dépasse 80 %, 36 sont à majorité rurale, les 5 autres étant la Seine, le Nord, le Pas-de-Calais, la Moselle, et les Bas et Haut-Rhin réunis.

Mais il est impossible de déterminer la progression du nombre de propriétaires d'après l'évolution économique et la richesse du département : ainsi, dans le Lot, l'accroissement du nombre des propriétaires est aussi élevé que dans la Somme et la Seine-Maritime, plus élevé que dans la Marne.

Dans le Calvados et l'Eure, pas d'accroissement.

Au contraire, le nombre des propriétaires a augmenté dans l'Aveyron de la même proportion que dans la Seine ; dans le Tarn-et-Garonne, de la même proportion que dans le Nord.

Par contre, il est intéressant de comparer les variations du nombre des propriétaires d'immeubles urbains avec les variations du nombre des propriétaires d'immeubles agricoles au cours des 40 années écoulées :

a) *Départements où les variations ont été positives dans les 2 groupes :*
(base en 1908 = 100)

	Immeubles			Immeubles	
	Urbains	Ruraux		Urbains	Ruraux
France entière	169	83	Landes	240	140
Creuse	384	190	Cher	233	136
Finistère	310	140	Aveyron	229	130
Haute-Vienne	310	131	Tarn-et-Gar.	220	140
Corrèze	278	131	Indre	220	120
Haute-Loire	276	172	Ardèche	191	138
Allier	260	140	Vendée	190	126
Cantal	250	140	Lozère	189	163
Nièvre	250	140	Lot	160	131

b) *Départements où le nombre de propriétaires d'immeubles urbains a augmenté, celui des propriétaires d'immeubles agricoles, diminué :*

(base en 1908 = 100)

	Immeubles			Immeubles	
	Urbains	Ruraux		Urbains	Ruraux
Hautes-Alpes	181	70	Nord	220	81
Alpes-Maritimes	179	42	Orne	190	71
Ardennes	122	87	Pas-de-Calais	220	78
Aube	169	60	B.-Pyrénées	156	81
B.-du-Rhône	135	61	H.-Pyrénées	210	81

	Immeubles			Immeubles	
	Urbains	Ruraux		Urbains	Ruraux
Charente-Marit.	168	70	Rhône	177	74
Côte-d'Or	133	83	Sarthe	136	77
Doubs	185	69	Savoie	197	84
Eure-et-Loir	214	74	Haute-Savoie	269	82
Gironde	149	71	Seine	229	66
Indre-et-Loire	160	78	Seine-Maritime	159	74
Isère	180	82	Seine-et-Marne	142	43
Jura	210	85	Seine-et-Oise	124	30
Lot-et-Garonne	140	72	Somme	160	80
Maine-et-Loire	135	84	Tarn	154	88
Manche	136	76	Vosges	153	92
Marne	155	72	Yonne	196	83
Meuse	132	74			

c) *Départements où le nombre des propriétaires d'immeubles urbains est resté stationnaire (ou a peu varié), mais où celui des immeubles ruraux a fortement diminué :*

(base en 1908 = 100)

Aisne	118	72	Haute-Marne	100	69
Calvados	95	56	Oise	110	55
Corse	120	21	Vaucluse	110	69
Eure	110	56	Var	100	51
Haute-Garonne	117	55			

d) *Départements où le nombre des propriétaires d'immeubles urbains s'est accru et celui d'immeubles agricoles est resté stationnaire :*

Ain	170	100	Loiret	200	100
Charente	170	100	Loire-Atlantique	240	110
Côtes-du-Nord	259	100	Morbihan	260	100
Dordogne	220	100	Puy-de-Dôme	228	110
Gers	167	100	Saône-et-Loire	180	110
Ille-et-Vilaine	210	180	Deux-Sèvres	300	100
Loir-et-Cher	238	100	Vienne	190	94

e) *Départements où le nombre des propriétaires d'immeubles urbains et d'immeubles ruraux est resté sans changement appréciable depuis 1908 et s'équilibre :*

Basses-Alpes	128	100	Pyrén.-Orient.	130	95
Aude	100	116	Haute-Saône	110	91
Hérault	130	110			

De ces tableaux, il semble d'abord résulter que là où le nombre de propriétaires urbains s'est le plus fortement accru, celui des immeubles ruraux a également progressé (tableau a), ou n'a pas ou très peu diminué (voir tableau d); ensuite, que le nombre de propriétaires urbains a progressé davantage dans certains départements pauvres et exclusivement ruraux (tableau a) que dans des départements urbains, tels que les Bouches-du-Rhône, le Rhône, les Alpes-Maritimes, la Seine-Maritime, la Seine-et-Marne, la Seine-et-Oise, la Gironde, le Vaucluse, la Haute-Garonne, etc...; enfin, qu'en de nombreux départements agricoles prospères : Calvados, Eure, Eure-et-Loir, Orne, Charente-Maritime, Aube, Var, Marne, Gironde, le nombre des propriétaires d'immeubles agricoles a davantage diminué qu'en certains départements pauvres : Basses-Alpes, Gers, Haute-Saône, Vienne, Tarn, etc...

Répartition des immeubles urbains dans les fortunes privées en 1908.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Seine	4 144 F	Ille-et-Vilaine	570 F
Seine-et-Oise	2 725	Isère	562
Seine-et-Marne	1 762	Pyrénées-Orientales	549
Oise	1 553	Manche	542
Seine-Intérieure	1 496	Puy-de-Dôme	533
Bouches-du-Rhône	1 413	Saône-et-Loire	532
Marne	1 376	Mayenne	529
Alpes-Maritimes	1 369	Savoie	519
Rhône	1 242	Allier	514
Aube	1 194	Orne	492
Nord	1 167	Aude	491
Meurthe-et-Moselle	1 162	Indre	488
Loiret	1 125	Drôme	475
Gironde	1 115	Charente-Inférieure	471
Eure	1 090	Gard	467
Calvados	1 066	Jura	452
Eure-et-Loir	1 051	Nièvre	432
Aisne	1 046	Haute-Vienne	416
Indre-et-Loire	1 016	Finistère	376
Ardennes	1 005	Morbihan	363
Loire	999	Lot-et-Garonne	354
Var	906	Hautes-Pyrénées	328
Somme	854	Basses-Alpes	324
Côte-d'Or	827	Cantal	312
Sarthe	806	Deux-Septres	306
Vaucluse	773	Vendée	302
Basses-Pyrénées	739	Landes	290
Loir-et-Cher	736	Haute-Savoie	287
Yonne	714	Tarn-et-Garonne	280
Charente	704	Tarn	256
Doubs	691	Dordogne	255
Loire-Inférieure	690	Côtes-du-Nord	246
Meuse	666	Creuse	243
Hérault	663	Haute-Loire	242
Cher	662	Ardeche	228
Ain	661	Correze	206
Vienne	660	Aveyron	204
Haute-Marne	642	Hautes-Alpes	187
Pas-de-Calais	607	Ariege	175
Vosges	607	Gers	175
Maine-et-Loire	602	Lot	159
Haute-Saône	580	Lozere	150
Haute-Garonne	577	Corse	31

Répartition moyenne par habitant : 1 097 fr en 1908.

Répartition des immeubles urbains dans les fortunes privées en 1934.**CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.**

Seine	11 016 F	Isère et Htes-Alpes	3 003 F
Alpes-Maritimes	10 027	Gard	2 999
Seine-et-Marne	8 211	Vienne	2 960
Seine-et-Oise	8 066	Pas-de-Calais	2 916
Rhône	6 250	Haute-Vienne	2 910
Gironde	5 810	Loir-et-Cher	2 897
Oise	5 367	Tarn	2 877
Allier	4 929	Bas et Haut-Rhin	2 837
Loiret	4 877	Charente-Inférieure	2 749
Maine-et-Loire	4 762	Saône-et-Loire	2 724
Yonne	4 696	Manche	2 706
Seine-Inférieure	4 678	Doubs	2 629
Var	4 293	Haute-Marne	2 608
Eure-et-Loir	4 187	Gers	2 599
Eure	4 170	Puy-de-Dôme	2 582
Loire-Inférieure	4 125	Moselle	2 581
Sarthe	4 066	Vendée	2 575
Somme	4 005	Haute-Savoie	2 541
Bouches-du-Rhône	3 881	Jura	2 500
Pyrénées-Orientales	3 873	Ain	2 458
Calvados	3 852	Deux-Sèvres	2 391
Marne	3 852	Mayenne	2 364
Vaucluse et B.-Alpes	3 838	Aude	2 283
Indre-et-Loire	3 824	Drôme et Ardèche	2 252
Ardennes	3 809	Finistère	2 193
Meurthe-et-Moselle	3 799	Vosges	2 117
Nord	3 795	Cantal	2 099
B. et H.-Pyrénées	3 786	Corrèze	2 071
Aisne	3 692	Haute-Loire	1 930
Hérault	3 640	Côtes-du-Nord	1 913
Cher	3 499	Creuse	1 907
Orne	3 365	Dordogne	1 883
Meuse	3 360	Savoie	1 708
Lot-et-Garonne	3 233	Haute-Saône	1 697
Nièvre	3 204	Lozère	1 654
Aube	3 192	Landes	1 631
Loire	3 160	Morbihan	1 595
Côte-d'Or	3 156	Charente	1 556
Indre	3 129	Aveyron	1 404
Hte-Garonne, Ariège		Lot	1 380
et Tarn-et-Garonne	3 036	Corse	444
Ille-et-Vilaine	3 020		

Répartition moyenne par habitant : 4 503 fr en 1934.

Répartition des immeubles urbains dans les fortunes privées en 1949.**CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.**

Haute-Savoie	111 082 F	Maine-et-Loire	50 643 F
Seine-et-Marne	96 328	Vosges	49 517
Alpes-Maritimes	88 319	Rhône	49 506
Seine-et-Oise	87 842	Somme	49 426
Savoie	80 822	Indre	48 783
Eure-et-Loir	78 439	Haute-Saône	48 403
Ardenes	77 758	Tarn	47 640
Loiret	74 955	Doubs	46 937
Allier	74 615	Haute-Marne	46 780
Sarthe	71 598	Hérault	46 498
Gironde	70 921	Orne	46 475
Côte-d'Or	68 303	Charente-Maritime	46 214
Haute-Vienne	67 209	Var	46 202
Haute-Garonne	63 643	Tarn-et-Garonne	45 975
Drôme	61 879	Creuse	45 749
Loire-Atlantique	61 737	Pas-de-Calais	45 144
Eure	61 490	Morbihan	44 674
Yonne	61 243	Loire	44 458
Corrèze	61 143	Hautes-Pyrénées	42 419
Loir-et-Cher	60 892	Cantal	40 509
Seine	60 214	Ariège	40 000
Indre-et-Loire	59 475	Deux-Sèvres	39 045
Seine-Maritime	57 890	Vendée	37 796
Pyrénées-Orientales	57 829	Calvados	37 472
Ille-et-Vilaine	57 773	Dordogne	37 283
Oise	57 444	Vienne	36 967
Meurthe-et-Moselle	57 227	Manche	36 554
Cher	57 132	Aveyron	36 281
Côtes-du-Nord	56 812	Mayenne	35 890
Ain	56 615	Charente	35 710
Nord	56 494	Moselle	35 389
Puy-de-Dôme	56 390	Hautes-Alpes	33 471
Finistère	56 248	Saône-et-Loire	32 939
Vaucluse	55 864	Lot	32 871
Aisne	55 671	Lozère	32 664
Bouches-du-Rhône	55 422	Landes	31 674
Bas et Haut-Rhin	55 093	Gard	31 548
Aube	53 870	Ardèche	31 055
Haute-Loire	53 442	Lot-et-Garonne	29 961
Marne	52 129	Jura	28 872
Basses-Pyrénées	51 989	Gers	28 554
Isère	51 682	Aude	26 109
Nièvre	51 320	Basses-Alpes	25 124
Meuse	51 216	Corse	2 857

Répartition moyenne nationale par habitant : 54 781 fr en 1949.

Répartition des immeubles urbains dans les fortunes privées en 1953.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Alpes-Maritimes	227 318 F	Creuse	101 871 F
Seine-et-Oise	161 090	Haute-Vienne	100 719
Yonne	158 192	Hautes-Pyrénées	100 014
Seine-et-Marne	155 782	Charente-Maritime	99 311
Loire-Atlantique	153 846	Calvados	99 242
Eure-et-Loir	152 814	Indre	98 911
Haute-Savoie	145 414	Savoie	98 347
Loiret	143 076	Isère	98 173
Pyrénées-Orientales	142 651	Bouches-du-Rhône	97 662
Indre-et-Loire	138 554	Haute-Saône	95 419
Seine	136 271	Corrèze	94 555
Rhône	135 327	Hautes-Alpes	93 813
Nord	133 792	Doubs	93 497
Ille-et-Vilaine	132 535	Vosges	92 370
Var	130 312	Orne	91 946
Loir-et-Cher	128 376	Basses-Alpes	90 909
Bas et Haut-Rhin	127 209	Eure	90 547
Meurthe-et-Moselle	121 867	Haute-Marne	88 030
Gironde	121 287	Deux-Sèvres	87 594
Puy-de-Dôme	121 228	Maine-et-Loire	85 062
Allier	121 088	Aisne	85 050
Nièvre	120 579	Gard	84 546
Somme	120 223	Lot-et-Garonne	83 736
Finistère	119 975	Vienne	83 456
Aube	119 963	Ain	81 516
Seine-Maritime	119 897	Côte-d'Or	80 819
Oise	119 456	Ariège	78 774
Moselle	118 904	Cantal	77 656
Haute-Garonne	118 458	Manche	76 643
Côtes-du-Nord	114 289	Loire	75 227
Ardennes	112 317	Lot	66 821
Morbihan	110 841	Ardèche	66 734
Jura	109 877	Tarn-et-Garonne	65 671
Marne	109 517	Aveyron	64 664
Drôme	106 744	Aude	64 653
Pas-de-Calais	106 385	Charente	63 669
Basses-Pyrénées	106 260	Landes	63 406
Hérault	105 694	Mayenne	63 338
Cher	105 042	Dordogne	62 098
Meuse	105 017	Haute-Loire	61 139
Vaucluse	103 821	Gers	55 772
Sarthe	103 349	Saône-et-Loire	54 419
Tarn	102 385	Lozère	43 633
Vendée	102 042	Corse	4 572

Répartition moyenne nationale par habitant ; 114 312 fr en 1953.

Pourcentage des immeubles urbains dans les fortunes privées en 1908.**CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.**

Bouches-du-Rhône	38,3 %	Aisne	17,3
Alpes-Maritimes	31,6	Ariège	17,3
Seine-et-Oise	29,6	Corrèze	17,3
Gironde	28,7	Creuse	17,3
Hérault	28,4	Ain	17,2
Var	28,1	Calvados	17,2
Gard	26,2	Jura	17,2
Seine	24,8	Saône-et-Loire	17,2
Aude	24,8	Maine-et-Loire	17,1
Haute-Vienne	24,6	Vosges	16,7
Meurthe-et-Moselle	24,6	Eure	16,6
Savoie	24,4	Ille-et-Vilaine	16,5
Nord	24,3	Indre	16,5
Haute-Saône	24,2	Nièvre	16,5
Loire	23,3	Allier	16,4
Basses-Pyrénées	22,9	Charente-Inférieure	16,4
Hautes-Pyrénées	22,8	Aveyron	16,3
Loire-Inférieure	22,6	Haute-Loire	16,1
Seine-et-Marne	22,6	Haute-Marne	16
Vaucluse	22,3	Eure-et-Loir	15,6
Puy-de-Dôme	21,6	Marne	15
Doubs	21,4	Haute-Savoie	14,6
Seine-Inférieure	21,2	Dordogne	14,6
Ardennes	20,8	Tarn-et-Garonne	14,5
Cher	20,8	Meuse	14,4
Drôme	20,8	Hautes-Alpes	14,4
Charente	20,5	Yonne	14,2
Isère	20,4	Loir-et-Cher	14
Haute-Garonne	20,4	Tarn	14
Finistère	20,3	Lot-et-Garonne	13,6
Pas-de-Calais	20,3	Manche	13,6
Morbihan	19,6	Somme	13,4
Oise	19,6	Mayenne	13,3
Rhône	19,3	Lozère	13,1
Aube	19	Corse	13
Indre-et-Loire	18,7	Landes	12,6
Basses-Alpes	18,3	Pyrénées-Orientales	12,4
Ardèche	18,2	Gers	12,1
Côte-d'Or	18,1	Lot	11,8
Loiret	17,9	Vendée	11,8
Cantal	17,8	Côtes-du-Nord	11,7
Sarthe	17,7	Deux-Sèvres	11,6
Vienne	17,7	Orne	11,4

Pourcentage moyen national : 21,7 % par habitant en 1908.

Pourcentage des immeubles urbains dans les fortunes privées en 1953.**CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.**

Alpes-Maritimes	50,6 %	Haute-Saône	28,4 %
Seine-et-Oise	49,9	Basses-Alpes	28,1
Bouches-du-Rhône	44,2	Loire	28
Var	43	Vosges	27,3
Bas et Haut-Rhin	42	Lot-et-Garonne	27,1
Haute-Garonne	40	Meuse	27,1
Seine-et-Marne	39,4	Cher	26,6
Loire-Atlantique	38,8	Loir-et-Cher	26,5
Pyrénées-Orientales	38,8	Vaucluse	26,5
Moselle	38,6	Doubs	26,3
Meurthe-et-Moselle	38,1	Vienne	26,3
Hautes-Alpes	37,8	Ardèche	25,3
Finistère	37,6	Somme	25,2
Basses-Pyrénées	37	Aube	24,9
Hautes-Pyrénées	36,8	Vendée	24,3
Puy-de-Dôme	36,3	Maine-et-Loire	24,2
Yonne	35,8	Haute-Marne	24,2
Gironde	35	Côte-d'Or	24,1
Rhône	34,7	Tarn-et-Garonne	24,1
Nord	34,4	Eure-et-Loir	23,6
Indre-et-Loire	34,3	Marne	23,4
Morbihan	34,3	Sarthe	23,3
Seine	34,2	Dordogne	23,1
Isère	33,6	Aisne	23
Corrèze	33,5	Ardenne	23
Tarn	33,3	Haute-Loire	23
Haute-Savoie	33	Creuse	22,2
Pas-de-Calais	31,8	Ain	21,8
Allier	31,7	Lot	21,7
Savoie	31,5	Cantal	21,5
Haute-Vienne	31,4	Charente	21,3
Côtes-du-Nord	30,8	Deux-Sèvres	21,1
Jura	30,8	Landes	20,2
Hérault	30,4	Lozère	19,5
Nièvre	30	Saône-et-Loire	19,4
Charente-Maritime	30	Aveyron	18,9
Ille-et-Vilaine	29,7	Corse	18,7
Gard	29,5	Aude	18,6
Seine-Maritime	29,5	Calvados	18,6
Drôme	29,4	Eure	18,3
Loiret	29,4	Gers	17,8
Indre	29,4	Orne	16,8
Ariège	29	Mayenne	15
Oise	28,7	Manche	14,9

Pourcentage moyen national : 31,4 % par habitant en 1953.

Progression en capital des immeubles urbains depuis 1908 dans les fortunes privées.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT EN 1953.

Haute-Savoie	506 fois	Haute-Saône	164 fois
Hautes-Alpes	501	Hérault	159
Côtes-du-Nord	464	Cher	158
Corrèze	459	Meuse	157
Ariège	450	Vosges	152
Lot	420	Corse	147
Creuse	419	Eure-et-Loir	145
Tarn	400	Var	143
Vendée	337	Basses-Pyrénées	143
Finistère	319	Maine-et-Loire	141
Gers	318	Manche	141
Aveyron	317	Somme	140
Morbihan	305	Haute-Marne	137
Hautes-Pyrén.	304	Indre-et-Loire	136
Ardèche	292	Doubs	135
Lozère	291	Vaucluse	134
Deux-Sèvres	286	Aude	131
Basses-Alpes	280	Sarthe	128
Nièvre	279	Loiret	127
Pyr.-Orientales	259	Vienne	126
Haute-Loire	252	Ain	123
Cantal	248	Mayenne	119
Dordogne	243	Nord	114
Jura	243	Ardenne	111
Haute-Vienne	242	Gironde	108
Lot-et-Garonne	236	Rhône	108
Allier	235	M.-et-Moselle	104
Tarn-et-Gar.	234	Saône-et-Loire	102
Ille-et-Vilaine	232	Aube	100
Puy-de-Dôme	227	Côte-d'Or	97
Drôme	224	Calvados	93
Loire-Atlant.	222	Charente	90
Yonne	221	Seine-et-Marne	88
Landes	218	Eure	83
Charente-Marit.	210	Aisne	81
Haute-Garonne	205	Seine-Maritime	80
Indre	202	Marne	79
Savoie	189	Oise	76
Orne	186	Loire	75
Gard	181	Bouches-du-R.	69
Pas-de-Calais	175	Seine-et-Oise	57
Isère	174	Moselle	46 dep. 1934
Loir-et-Cher	174	B.et H.-Rhin	44 dep. 1934
Alpes-Marit.	166	Seine	32

Progression moyenne : 104 fois par habitant en 1953.

Répartition en 1908 des immeubles urbains dans les déclarations de succession.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR SUCCESSION.

Seine	112 070 F	Cantal	8 080 F
Seine-et-Oise	24 480	Sarthe	8 020
Rhône	24 240	Somme	7 970
Seine-Inférieure	23 260	Creuse	7 930
Bouches-du-Rhône	19 350	Orne	7 920
Alpes-Maritimes	19 110	Puy-de-Dôme	7 790
Loire	17 950	Aisne	7 760
Nord	17 130	Vaucluse	7 440
Doubs	16 490	Maine-et-Loire	7 290
Loiret	16 240	Indre	7 260
Seine-et-Marne	14 720	Var	7 070
Basses-Pyrénées	14 530	Drôme	7 010
Gironde	14 500	Dordogne	6 940
Marne	13 980	Mayenne	6 920
Loire-Inférieure	13 920	Charente-Inférieure	6 830
Ain	13 850	Ardennes	6 710
Charente	13 210	Yonne	6 440
Savoie	13 150	Haute-Loire	6 280
Aube	12 860	Corrèze	6 150
Indre-et-Loire	12 750	Haute-Garonne	6 120
Eure-et-Loir	12 140	Tarn-et-Garonne	6 040
Eure	12 040	Nièvre	5 850
Oise	11 690	Hérault	5 810
Saône-et-Loire	11 450	Aveyron	5 230
Ille-et-Vilaine	11 310	Haute-Saône	5 030
Calvados	11 180	Côtes-du-Nord	4 900
Haute-Vienne	11 140	Meuse	4 550
Haute-Savoie	10 680	Deux-Sèvres	4 520
Loir-et-Cher	10 580	Ardèche	4 490
Isère	10 460	Lot-et-Garonne	4 370
Finistère	10 450	Haute-Marne	4 320
Meurthe-et-Moselle	10 330	Gard	4 280
Vienne	10 240	Hautes-Alpes	4 230
Pas-de-Calais	9 930	Vendée	4 230
Jura	9 710	Aude	4 190
Landes	9 620	Pyrénées-Orientales	3 630
Cher	9 150	Tarn	3 370
Allier	9 140	Lozère	3 250
Vosges	8 700	Lot	3 190
Manche	8 630	Basses-Alpes	3 040
Côte-d'Or	8 620	Gers	2 960
Morbihan	8 300	Ariège	2 860
Hautes-Pyrénées	8 220	Corse	440

Moyenne nationale par succession : 15 809 fr en 1908.

Répartition en 1934 des immeubles urbains dans les déclarations de succession.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR SUCCESSION.

Seine	204 120 F	Loir-et-Cher	43 320 F
Alpes-Maritimes	155 230	Côte-d'Or	43 110
Rhône	102 600	Finistère	43 070
B. et H.-Pyrénées	90 940	Jura	42 770
Moselle	72 430	Haute-Loire	42 670
Seine-et-Oise	71 070	Orne	42 160
Loire-Inférieure	71 000	Puy-de-Dôme	41 260
Seine-Inférieure	70 940	Haute-Gar., Ariège	
Loire	70 740	et Tarn-et-Gar.	40 350
Gironde	64 620	Vaucluse et B.-Alpes	39 780
Bas et Haut-Rhin	63 250	Marne	39 100
Bouches-du-Rhône	62 490	Gers	38 930
Cantal	59 970	Vienne	38 820
Haute-Vienne	59 820	Pas-de-Calais	37 700
Calvados	59 050	Sarthe	37 380
Indre-et-Loire	58 260	Dordogne	37 230
Maine-et-Loire	57 890	Lot	37 180
Seine-et-Marne	57 680	Hérault	36 910
Meurthe-et-Moselle	57 280	Somme	36 840
Allier	56 820	Charente-Inférieure	36 710
Manche	56 520	Indre	36 560
Landes	56 350	Cher	35 640
Oise	55 610	Tarn	35 310
Loiret	55 000	Mayenne	35 250
Ille-et-Vilaine	54 060	Ardennes	35 180
Var	51 500	Aisne	34 990
Haute-Saône	51 160	Gard	34 440
Creuse	50 660	Ain	34 130
Corrèze	49 980	Drôme et Ardèche	33 590
Deux-Sèvres	49 980	Pyrénées-Orientales	32 640
Lot-et-Garonne	49 760	Haute-Savoie	31 820
Vosges	49 540	Lozère	31 520
Saône-et-Loire	47 770	Yonne	31 160
Aveyron	46 780	Côtes-du-Nord	31 050
Isère et Hautes-Alpes	46 090	Nièvre	31 040
Nord	45 950	Haute-Marne	29 940
Eure	45 450	Vendée	29 380
Morbihan	45 430	Aube	29 230
Eure-et-Loir	44 170	Charente	27 190
Doubs	43 680	Aude	22 440
Savoie	43 560	Meuse	20 990
		Corse	16 340

Répartition moyenne nationale par succession : 64 653 fr en 1934.

Répartition en 1949 des immeubles urbains dans les déclarations de succession.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR SUCCESSION.

Haute-Savoie	943 400 F	Nord	385 900 F
Savoie	758 800	Puy-de-Dôme	385 200
Alpes-Maritimes	738 300	Charente-Maritime	383 100
Seine	643 800	Orne	382 100
Ille-et-Vilaine	619 300	Loir-et-Cher	381 200
Corrèze	591 200	Tarn-et-Garonne	367 500
Haute-Vienne	572 700	Landes	367 200
Seine-Maritime	561 800	Pas-de-Calais	365 000
Rhône	557 800	Saône-et-Loire	353 700
Basses-Pyrénées	555 000	Haute-Saône	346 800
Loire-Atlantique	545 400	Cantal	341 900
Bas et Haut-Rhin	542 100	Meurthe-et-Moselle	340 800
Haute-Loire	535 800	Indre	337 600
Gironde	533 700	Creuse	335 700
Bouches-du-Rhône	516 500	Tarn	334 700
Haute-Garonne	513 700	Mayenne	333 500
Doubs	505 100	Vienne	331 700
Finistère	491 700	Nièvre	328 600
Ain	488 400	Deux-Sèvres	327 900
Eure	483 100	Charente	327 700
Seine-et-Oise	481 100	Oise	318 900
Loiret	471 800	Vendée	307 600
Sarthe	468 200	Lot	303 600
Maine-et-Loire	468 100	Lot-et-Garonne	297 900
Côtes-du-Nord	466 900	Somme	293 700
Isère	462 500	Pyrénées-Orientales	289 600
Vosges	456 000	Lozère	284 700
Moselle	453 300	Yonne	283 500
Drôme	452 800	Cher	282 800
Manche	452 200	Ardennes	274 000
Hautes-Pyrénées	443 800	Marne	274 000
Aveyron	443 300	Aisne	272 100
Vaucluse	441 700	Hérault	271 700
Seine-et-Marne	441 600	Ardèche	271 300
Indre-et-Loire	435 500	Jura	270 500
Hautes-Alpes	434 600	Aube	267 000
Allier	428 700	Gard	257 500
Calvados	426 100	Ariège	249 700
Loire	411 700	Haute-Marne	247 900
Dordogne	411 000	Gers	245 300
Morbihan	409 700	Meuse	214 100
Var	403 900	Aude	209 500
Côte-d'Or	394 800	Basses-Alpes	205 600
Eure-et-Loir	387 100	Corse	26 500

Répartition moyenne nationale par succession : 433 550 fr en 1949.

Répartition en 1953 des immeubles urbains dans les déclarations de succession.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR SUCCESSION.

Haute-Savoie	1 997 700 F	Oise	811 900 F
Alpes-Maritimes	1 756 400	Allier	810 800
Seine	1 604 000	Lot	810 600
Rhône	1 492 100	Pas-de-Calais	792 800
Basses-Pyrénées	1 334 200	Cantal	792 200
Moselle	1 290 500	Orne	776 800
Loire-Atlantique	1 278 100	Loir-et-Cher	775 100
Savoie	1 267 700	Puy-de-Dôme	772 300
Ille-et-Vilaine	1 198 700	Deux-Sèvres	770 100
Doubs	1 194 200	Aube	759 800
Bas et Haut-Rhin	1 193 600	Maine-et-Loire	759 600
Hautes-Pyrénées	1 193 100	Dordogne	755 900
Seine-Maritime	1 180 700	Sarthe	753 500
Hautes-Alpes	1 172 600	Haute-Saône	751 100
Seine-et-Oise	1 136 200	Vendée	749 000
Calvados	1 084 200	Lot-et-Garonne	738 700
Jura	1 083 900	Pyrénées-Orientales	729 900
Indre-et-Loire	1 082 900	Yonne	728 600
Haute-Garonne	1 063 200	Aveyron	719 000
Gironde	1 052 100	Marne	714 000
Finistère	1 046 600	Hérault	692 800
Corrèze	1 007 700	Charente	688 200
Isère	1 007 400	Ardèche	683 800
Var	998 400	Somme	681 100
Loiret	994 200	Gard	680 800
Bouches-du-Rhône	991 700	Vienne	667 200
Ain	978 100	Basses-Alpes	666 900
Morbihan	972 100	Indre	666 600
Drôme	931 800	Nièvre	651 700
Seine-et-Marne	908 800	Saône-et-Loire	645 200
Vaucluse	906 300	Cher	622 700
Manche	895 600	Tarn-et-Garonne	622 300
Nord	890 600	Côte-d'Or	620 400
Côtes-du-Nord	889 200	Ariège	614 300
Eure	879 000	Ardennes	610 000
Tarn	874 700	Mayenne	588 900
Creuse	863 900	Haute-Marne	578 000
Vosges	863 500	Haute-Loire	574 100
Meurthe-et-Moselle	862 100	Gers	565 300
Haute-Vienne	861 000	Meuse	542 700
Landes	858 000	Aisne	530 000
Charente-Maritime	849 000	Aude	517 200
Eure-et-Loir	822 300	Lozère	496 900
Loire	813 200	Corse	52 600

Répartition moyenne nationale par succession : 971 030 fr en 1953.

Immeubles urbains : Rapport du nombre des successions actives à celui des décès en 1908.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT EN 1908.

Pyrénées-Orientales	1 / 3,3	Nord	1 / 9,2
Ardennes	1 / 4	Pas-de-Calais	1 / 9,3
Meuse	1 / 4,2	Vosges	1 / 9,4
Haute-Marne	1 / 4,7	Allier	1 / 9,5
Oise	1 / 4,9	Drôme	1 / 9,8
Aisne	1 / 5	Vienne	1 / 9,8
Var	1 / 5,1	Bouches-du-Rhône	1 / 10
Aude	1 / 5,2	Ariège	1 / 10,3
Seine-et-Marne	1 / 5,2	Seine-Inférieure	1 / 10,8
Haute-Saône	1 / 5,4	Loire	1 / 11
Hérault	1 / 5,7	Gers	1 / 11,1
Yonne	1 / 5,7	Manche	1 / 11,2
Meurthe-et-Moselle	1 / 5,9	Charente	1 / 11,3
Somme	1 / 6	Orne	1 / 11,6
Gard	1 / 6,4	Loire-Inférieure	1 / 11,8
Basses-Alpes	1 / 6,5	Basses-Pyrénées	1 / 11,9
Côte-d'Or	1 / 6,6	Saône-et-Loire	1 / 12,1
Marne	1 / 6,6	Isère	1 / 12,2
Sarthe	1 / 6,6	Ain	1 / 13
Haute-Garonne	1 / 6,9	Lozère	1 / 13,2
Seine-et-Oise	1 / 6,9	Ille-et-Vilaine	1 / 13,4
Vaucluse	1 / 7,1	Ardèche	1 / 13,7
Corse	1 / 7,1	Haute-Vienne	1 / 13,7
Aube	1 / 7,3	Morbihan	1 / 13,8
Indre	1 / 7,4	Côtes-du-Nord	1 / 14,1
Vendée	1 / 7,4	Lot	1 / 14,1
Calvados	1 / 7,4	Jura	1 / 14,4
Cher	1 / 7,5	Rhône	1 / 14,4
Indre-et-Loire	1 / 7,6	Cantal	1 / 14,7
Maine-et-Loire	1 / 7,6	Doubs	1 / 14,8
Eure	1 / 7,8	Hautes-Alpes	1 / 15,3
Eure-et-Loir	1 / 7,8	Dordogne	1 / 15,4
Gironde	1 / 7,9	Tarn-et-Garonne	1 / 15,5
Mayenne	1 / 8	Haute-Pyrénées	1 / 15,7
Nièvre	1 / 8	Corrèze	1 / 15,8
Deux-Sèvres	1 / 8	Creuse	1 / 16,3
Loiret	1 / 8,2	Landes	1 / 16,3
Tarn	1 / 8,3	Haute-Loire	1 / 16,4
Loir-et-Cher	1 / 8,4	Aveyron	1 / 17,5
Lot-et-Garonne	1 / 8,5	Savoie	1 / 17,9
Charente-Inférieure	1 / 8,8	Finistère	1 / 18
Puy-de-Dôme	1 / 9	Seine	1 / 20
Alpes-Maritimes	1 / 9,2	Haute-Savoie	1 / 24,8

Rapport moyen national : 1 succession active sur 9,30 décès en 1908
(1 / 9,30).

Immeubles urbains : Rapport du nombre des successions actives à celui des décès en 1934.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT EN 1934.

Meuse	1 / 4,6	Orne	1 / 9,8
Pyrénées-Orientales	1 / 4,7	Doubs	1 / 10
Seine-et-Marne	1 / 4,8	Indre-et-Loire	1 / 10
Yonne	1 / 5,3	Isère et Hautes-Alpes	1 / 10
Seine-et-Oise	1 / 5,5	Mayenne	1 / 10
Ardennes	1 / 5,9	Gers	1 / 10,1
Hérault	1 / 6,1	Drôme et Ardèche	1 / 10,2
Somme	1 / 6,2	Lot-et-Garonne	1 / 10,2
Aisne	1 / 6,3	Loir-et-Cher	1 / 10,7
Sarthe	1 / 6,3	Calvados	1 / 11
Aube	1 / 6,4	Puy-de-Dôme	1 / 11,1
Marne	1 / 6,7	Ille-et-Vilaine	1 / 11,3
Nièvre	1 / 6,8	Lozère	1 / 11,3
Gironde	1 / 6,8	Rhône	1 / 11,5
Aude	1 / 6,9	Côtes-du-Nord	1 / 11,7
Cher	1 / 7	Jura	1 / 11,8
Var	1 / 7	Saône-et-Loire	1 / 11,8
Vendée	1 / 7,1	Haute-Vienne	1 / 11,9
Vaucluse et Basses-Alpes	1 / 7,2	Loire-Inférieure	1 / 12
Nord	1 / 7,3	Finistère	1 / 12,3
Oise	1 / 7,3	Bas et Haut-Rhin	1 / 12,4
Alpes-Maritimes	1 / 7,5	Dordogne	1 / 12,5
Eure-et-Loir	1 / 7,5	Charente	1 / 12,7
Gard	1 / 7,5	Loire	1 / 13,2
Indre	1 / 7,6	Deux-Sèvres	1 / 13,2
Pas-de-Calais	1 / 7,6	Seine	1 / 14,2
Tarn	1 / 7,7	Haute-Loire	1 / 14,4
Loiret	1 / 7,8	Manche	1 / 14,7
Allier	1 / 8	Moselle	1 / 14,8
Eure	1 / 8,2	Corrèze	1 / 15,2
Maine-et-Loire	1 / 8,2	Basses et H.-Pyrénées	1 / 15,4
Vienne	1 / 8,2	Vosges	1 / 15,6
Haute-Marne	1 / 8,4	Savoie	1 / 17
Haute-Savoie	1 / 8,5	Creuse	1 / 17,6
Bouches-du-Rhône	1 / 8,6	Haute-Saône	1 / 18,7
Charente-Inférieure	1 / 8,6	Corse	1 / 18,9
Haute-Garonne et		Cantal	1 / 19,1
Ariège, Tarn-et-Gar.	1 / 9,1	Morbihan	1 / 19,7
Meurthe-et-Moselle	1 / 9,2	Lot	1 / 20,8
Ain	1 / 9,2	Landes	1 / 21,1
Côte-d'Or	1 / 9,4	Aveyron	1 / 21,3
Seine-Inférieure	1 / 9,5		

Rapport moyen national : 1 succession active sur 9 décès en 1934 (1 / 9).

Immeubles urbains : Rapport du nombre des successions actives à celui des décès en 1949.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT EN 1949.

Ardennes	1 / 2,4	Haute-Vienne	1 / 5,5
Meuse	1 / 2,8	Vendée	1 / 5,5
Seine-et-Marne	1 / 3	Charente-Maritime	1 / 5,6
Aube	1 / 3,1	Côtes-du-Nord	1 / 5,6
Eure-et-Loir	1 / 3,1	Orne	1 / 5,6
Marne	1 / 3,1	Basses-Alpes	1 / 5,7
Pyrénées-Orientales	1 / 3,1	Cantal	1 / 5,7
Seine-et-Oise	1 / 3,2	Creuse	1 / 5,7
Aisne	1 / 3,3	Seine	1 / 5,7
Meurthe-et-Moselle	1 / 3,4	Tarn-et-Garonne	1 / 5,7
Cher	1 / 3,6	Isère	1 / 5,9
Hérault	1 / 3,6	Morbihan	1 / 5,9
Oise	1 / 3,6	Vienne	1 / 5,9
Haute-Marne	1 / 3,7	Ain	1 / 6
Côte-d'Or	1 / 3,8	Loire	1 / 6
Yonne	1 / 3,8	Lozère	1 / 6
Loiret	1 / 4,1	Loire-Atlantique	1 / 6,1
Somme	1 / 4,1	Mayenne	1 / 6,1
Allier	1 / 4,2	Maine-et-Loire	1 / 6,2
Loir-et-Cher	1 / 4,3	Seine-Maritime	1 / 6,2
Sarthe	1 / 4,3	Vosges	1 / 6,2
Nord	1 / 4,6	Jura	1 / 6,3
Tarn	1 / 4,7	Ardèche	1 / 6,4
Nièvre	1 / 4,8	Charente	1 / 6,4
Alpes-Maritimes	1 / 4,9	Doubs	1 / 6,4
Gironde	1 / 4,9	Gers	1 / 6,4
Indre	1 / 4,9	Bas et Haut-Rhin	1 / 6,4
Indre-et-Loire	1 / 4,9	Savoie	1 / 6,4
Puy-de-Dôme	1 / 4,9	Corrèze	1 / 6,7
Ariège	1 / 5	Lot-et-Garonne	1 / 6,8
Corse	1 / 5	Rhône	1 / 6,8
Var	1 / 5	Ille-et-Vilaine	1 / 6,9
Vaucluse	1 / 5	Basses-Pyrénées	1 / 6,9
Haute-Garonne	1 / 5,1	Calvados	1 / 7
Haute-Saône	1 / 5,1	Moselle	1 / 7,1
Bouches-du-Rhône	1 / 5,2	Hautes-Pyrénées	1 / 7,1
Drôme	1 / 5,2	Lot	1 / 7,2
Pas-de-Calais	1 / 5,2	Manche	1 / 7,3
Aude	1 / 5,3	Dordogne	1 / 7,6
Eure	1 / 5,3	Haute-Loire	1 / 7,6
Finistère	1 / 5,3	Saône-et-Loire	1 / 7,7
Gard	1 / 5,3	Hautes-Alpes	1 / 8,1
Haute-Savoie	1 / 5,4	Landes	1 / 8,3
Deux-Sèvres	1 / 5,4	Aveyron	1 / 8,5

Rapport moyen national en 1949 : 1 succession active sur 5,05 décès (1 / 5,05).

Immeubles urbains : Rapport du nombre des successions actives à celui des décès en 1953.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT EN 1953.

Pyrénées-Orientales	1 / 3,4	Moselle	1 / 5,7
Meuse	1 / 3,5	Orne	1 / 5,7
Eure-et-Loir	1 / 3,6	Seine-Maritime	1 / 5,7
Ardennes	1 / 3,7	Deux-Sèvres	1 / 5,7
Seine-et-Marne	1 / 3,7	Morbihan	1 / 5,8
Seine-et-Oise	1 / 3,7	Drôme	1 / 5,8
Yonne	1 / 3,7	Tarn	1 / 5,8
Somme	1 / 3,8	Haute-Vienne	1 / 5,8
Aisne	1 / 4	Eure	1 / 5,9
Aube	1 / 4	Haute-Garonne	1 / 5,9
Marne	1 / 4	Ille-et-Vilaine	1 / 5,9
Meurthe-et-Moselle	1 / 4	Bas et Haut-Rhin	1 / 6
Oise	1 / 4,2	Seine	1 / 6
Hérault	1 / 4,3	Lot-et-Garonne	1 / 6,1
Loir-et-Cher	1 / 4,3	Vosges	1 / 6,1
Nièvre	1 / 4,3	Ariège	1 / 6,2
Nord	1 / 4,3	Mayenne	1 / 6,2
Haute-Marne	1 / 4,4	Calvados	1 / 6,4
Var	1 / 4,4	Isère	1 / 6,5
Loiret	1 / 4,5	Rhône	1 / 6,6
Pas-de-Calais	1 / 4,5	Jura	1 / 6,9
Alpes-Maritimes	1 / 4,6	Tarn-et-Garonne	1 / 6,9
Cher	1 / 4,6	Cantal	1 / 7,1
Puy-de-Dôme	1 / 4,6	Haute-Loire	1 / 7,1
Sarthe	1 / 4,6	Manche	1 / 7,1
Vendée	1 / 4,8	Doubs	1 / 7,2
Basses-Alpes	1 / 4,9	Loire	1 / 7,3
Indre-et-Loire	1 / 4,9	Corrèze	1 / 7,5
Allier	1 / 5	Creuse	1 / 7,5
Côte-d'Or	1 / 5	Hautes-Alpes	1 / 7,6
Indre	1 / 5,1	Ardèche	1 / 7,6
Vienne	1 / 5,2	Charente	1 / 7,7
Gard	1 / 5,3	Gers	1 / 7,7
Loire-Atlantique	1 / 5,3	Ain	1 / 8,1
Finistère	1 / 5,5	Aveyron	1 / 8,1
Haute-Saône	1 / 5,5	Lozère	1 / 8,2
Vaucluse	1 / 5,5	Hautes-Pyrénées	1 / 8,3
Aude	1 / 5,6	Basses-Pyrénées	1 / 8,4
Charente-Maritime	1 / 5,6	Saône-et-Loire	1 / 8,4
Corse	1 / 5,6	Savoie	1 / 8,4
Côtes-du-Nord	1 / 5,6	Haute-Savoie	1 / 8,4
Gironde	1 / 5,6	Dordogne	1 / 9
Maine-et-Loire	1 / 5,6	Landes	1 / 9
Bouches-du-Rhône	1 / 5,7	Lot	1 / 9,9

Rapport moyen national en 1953 : 1 succession active sur 5,34 décès (1/5,34).

Progression en capital depuis 1908 des immeubles urbains dans les déclarations de succession.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR SUCCESSION EN 1953.

Hautes-Alpes	276 fois	Isère	96 fois
Tarn	259	Orne	96
Lot	253	Savoie	96
Basses-Alpes	218	Sarthe	93
Ariège	214	Alpes-Maritimes	91
Pyr.-Orientales	200	Indre	91
Gers	190	Haute-Loire	91
Haute-Savoie	186	Loire-Atlantique	91
Côtes-du-Nord	181	Basses-Pyrénées	91
Vendée	176	Ardennes	90
Haute-Garonne	173	Landes	89
Deux-Sèvres	170	Allier	88
Lot-et-Garonne	169	Indre-et-Loire	85
Corrèze	163	Mayenne	85
Gard	158	Somme	85
Ardèche	152	Meurthe-et-Mos.	83
Lozère	152	Pas-de-Calais	79
Haute-Saône	149	Haute-Vienne	77
Haut-Pyrénées	145	Loir-et-Cher	73
Var	141	Doubs	72
Aveyron	137	Eure	72
Haute-Marne	133	Gironde	72
Drôme	132	Côte-d'Or	71
Charente-Marit.	124	Ain	70
Vaucluse	124	Oise	69
Aude	123	Aisne	68
Corse	119	Cher	67
Hérault	119	Eure-et-Loir	67
Meuse	119	Vienne	65
Morbihan	117	Loiret	61
Yonne	113	Seine-et-Marne	61
Jura	111	Aube	59
Nièvre	111	Saône-et-Loire	56
Creuse	108	Rhône	53
Dordogne	108	Charente	52
Ille-et-Vilaine	105	B.-du-Rhône	51
Maine-et-Loire	104	Marne	51
Manche	103	Nord	51
Tarn-et-Garonne	102	Seine-Maritime	50
Finistère	100	Seine-et-Oise	46
Vosges	99	Loire	44
Puy-de-Dôme	99	Bas et Haut-R.	18 dep. 1934
Cantal	98	Seine	14
Calvados	97	Moselle	12 dep. 1934

Progression moyenne générale : 61 fois depuis 1908.

**Progression de 1908 à 1953 du nombre des propriétaires
d'immeubles urbains.**

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT.

Creuse	3,84 fois	Rhône	1,77 fois
Finistère	3,1	Ain	1,70
Haute-Vienne	3,1	Charente	1,70
Deux-Sèvres	3	Aube	1,69
Corrèze	2,78	Charente-Marit.	1,68
Haute-Loire	2,76	Drôme	1,68
Haute-Savoie	2,69	Gers	1,67
Morbihan	2,62	Loire	1,66
Allier	2,60	Indre-et-Loire	1,60
Côtes-du-Nord	2,59	Lot	1,60
Moselle	2,58 dep. 1934	Somme	1,60
Cantal	2,50	Seine-Maritime	1,59
Nièvre	2,50	B. -Pyrénées	1,56
Loire-Atlantiq.	2,4	Marne	1,55
Landes	2,4	Tarn	1,54
Loir-et-Cher	2,38	Vosges	1,53
B. et H.-Rhin	2,37 dep. 1934	Gironde	1,49
Cher	2,33	Seine-et-Marne	1,42
Seine	2,29	Lot-et-Garonne	1,40
Aveyron	2,29	Mayenne	1,40
Puy-de-Dôme	2,28	Manche	1,36
Nord	2,20	Sarthe	1,36
Pas-de-Calais	2,20	Maine-et-Loire	1,35
Tarn-et-Gar.	2,20	Bouches-du-Rh.	1,35
Indre	2,20	Côte-d'Or	1,33
Dordogne	2,20	Hérault	1,33
Eure-et-Loir	2,14	Meuse	1,32
Ille-et-Vilaine	2,10	Pyr.-Orientales	1,30
Jura	2,10	B.-Alpes	1,28
Hautes-Pyrén.	2,10	M.-et-Moselle	1,25
Ariège	2	Seine-et-Oise	1,24
Loiret	2	Ardennes	1,22
Savoie	1,97	Corse	1,20
Yonne	1,96	Aisne	1,18
Ardèche	1,91	Haute-Garonne	1,17
Vendée	1,90	Gard	1,13
Vienne	1,90	Eure	1,10
Orne	1,90	Haute-Saône	1,10
Lozère	1,89	Oise	1,10
Doubs	1,85	Vaucluse	1,10
Hautes-Alpes	1,81	Aude	1
Isère	1,80	Haute-Marne	1
Saône-et-Loire	1,80	Var	1
Alpes-Maritimes	1,79	Calvados	0,95

Depuis 1908 le nombre de propriétaires a été multiplié par 1,69.

Il a donc augmenté d'environ 69 % depuis 1908.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE XXVI

Fortune privée totale

Le présent chapitre rassemble et totalise les 13 chapitres précédents ; le classement des départements n'y est plus effectué par rapport à une seule catégorie de biens, mais par rapport à l'ensemble des biens ; et la moyenne unique ainsi obtenue montre mieux que les moyennes particulières la fortune véritable des habitants.

La hausse, de 1908 à 1953, des patrimoines des personnes vivantes s'inscrit, sur le tableau ci-dessous, en millions de francs :

1908	1934	1949	1953
198 585	851 795	7 873 932	15 519 898
nombre de successions souscrites :			
369 343	349 321	286 641	260 850

Ainsi, les fortunes ont été multipliées par 4,29 de 1908 à 1934 ; par 9,24 de 1934 à 1949 ; par 1,97 de 1949 à 1953 ; et par 78,10 de 1908 à 1953.

Nous examinerons successivement :

- 1) la répartition par habitant des fortunes privées totales ;
- 2) leur progression de 1908 à 1953 ;
- 3) l'indice du revenu global par habitant, et ses rapports avec la répartition de la fortune privée ;
- 4) les zones principales de concentration des fortunes.

I. — RÉPARTITION PAR TÊTE :

Année 1908 : La totalité du patrimoine privé se répartit à raison de 5 055 fr par habitant, qui correspondent à près d'un million de fr en 1953.

Ce chiffre est dépassé dans 16 départements, dont 15 sont situés au nord de la ligne Nantes-Lons-le-Saunier et un seul (le Rhône) dans la zone Sud.

La moyenne la plus élevée appartient au département de la Seine 16 684 fr par habitant ; la Seine-et-Oise et la Marne se classent immédiatement après lui, mais avec des moyennes très inférieures : Seine-et-Oise 9 384 fr ; Marne 9 128. Suivent dans l'ordre : l'Oise 7 910 ; la Seine-et-Marne 7 764 ; la Seine-Inférieure 7 030 ; l'Eure-et-Loir 6 724 ; l'Eure 6 541 ; le Rhône 6 425 ; la Somme 6 354 ; l'Aube 6 264 ; le Loiret 6 261 ; le Calvados 6 171 ; l'Aisne 6 015 ; l'Indre-et-Loire 5 433 ; et le Loir-et-Cher 16^e avec 5 241 fr par habitant.

Dans tous ces départements, la moyenne nationale de 5 055 fr est dépassée, et les fortunes privées y sont, par habitant, les plus importantes de la France métropolitaine. A leur suite, nous trouvons 20 départements, classés du 17^e au 36^e rang et où la moyenne relativement élevée n'atteint cependant pas 5 055 fr par habitant : 13 dans la zone Nord, dont la Meurthe-et-Moselle 4 721 francs et le Nord 4 796 fr, et 7 dans la zone Sud. En résumé, sur les 36 plus riches départements de France, un très petit nombre, 8 seulement se situent dans la zone Sud : le Rhône, 6 425 fr au 9^e rang ; les Pyrénées-Orientales 4 415 fr au 24^e rang ; les Alpes-Maritimes 4 323 fr au 25^e rang ; la Loire 4 282 fr au 27^e rang ; la Gironde 3 872 fr au 31^e rang ; l'Ain 3 837 fr au 32^e rang ; la Vienne 3 728 fr au 33^e rang ; et les Bouches-du-Rhône 3 683 fr au 34^e rang.

Ainsi, comme il était prévu, les plus fortes moyennes sont observées dans les grands départements urbains, mais quelques départements agricoles, tels que la Meuse 4 594 fr, et la Haute-Marne 4 003 fr, dans une conjoncture peu favorable cependant, devancent plusieurs départements urbains et en surclassent d'autres apparemment plus développés : Maine-et-Loire 3 514 fr, Vaucluse 3 464 fr, Pas-de-Calais 2 989, Haute-Garonne 2 816, Isère 2 747. Toutefois, les patrimoines les plus faibles se rencontrent toujours dans les zones montagneuses et en bordure du Massif Central et des Pyrénées : Haute-Loire 1 499 fr, Gers 1 349, Hautes-Pyrénées 1 433, Creuse 1 399, Lot 1 343, Aveyron 1 250, Ardèche 1 248, Corrèze 1 190, Lozère 1 143, Ariège 1 010, Corse, enfin, 243 fr de fortune totale par habitant.

Année 1934 : La moyenne nationale atteint 20 683 fr par habitant, soit 4 fois plus environ qu'en 1908. 22 départements l'atteignent et la dépassent : 20 dans la zone Nord et 2 dans la zone Sud (le Rhône et les Alpes-Maritimes). Le département de la Seine, comme en 1908, est toujours premier avec 43 168 fr par habitant, tandis que la Seine-et-Oise perd sa seconde place au profit de l'Aisne 32 240 fr ; la Marne 31 138 et la Seine-et-Marne 29 055 se maintiennent comme en 1908 aux 3^e et 5^e rangs. Entre eux deux, le Loiret s'intercale au 4^e rang avec une moyenne de 30 059 fr par habitant. La Somme est 6^e avec 27 420 fr ; le Rhône 7^e avec 27 275,

l'Eure 8^e avec 26 739, l'Oise 9^e avec 26 480, et l'Eure-et-Loir 10^e avec 26 437. A l'exception du Loiret (12^e en 1908), ces départements occupaient déjà les 10 premiers rangs avant 1914. Peu de changements importants dans le classement des départements qui les suivent : la Seine-et-Oise a cependant été ramenée de la 2^e à la 17^e place, et les Bouches-du-Rhône de la 34^e à la 73^e, mais l'accroissement de leur population, 90 % en Seine-et-Oise et 60 % dans les Bouches-du-Rhône, paraît expliquer cette diminution de la fortune générale par habitant. La Meuse et la Haute-Marne, dont la fortune individuelle contredisait déjà en 1908 leur richesse économique globale relativement faible, demeurent, comme avant la guerre, dans la première moitié du classement. La plupart des départements, mal classés en 1908, le sont encore en 1934, et les départements nouvellement intégrés dans l'économie française (les Bas et Haut-Rhin 11 334 fr par habitant et la Moselle 9 367 fr) figurent parmi ceux où le patrimoine moyen par habitant est le plus faible. Dans les Bas et Haut-Rhin, la moyenne est même inférieure à celle du Gers 12 316 fr, de la Haute-Saône 11 953 fr, et de la Dordogne 11 819. En Moselle, elle dépasse de peu seulement celle de la Lozère, et se situe en dessous de celle du Lot et de l'Aveyron.

Départements où la hausse depuis 1908 a dépassé la hausse moyenne nationale, et 5 fois et demie la moyenne antérieure :

Corrèze	11 fois	Finistère	7,8 fois	Loire-Infér.	6,3 fois
Creuse	9,8	Lozère	7,6	Morbihan	6,4
Gard	9	Tarn	7,5	Deux-Sèvres	6,3
Hte-Loire	9	Nièvre	7,4	Cher	6
Corse	8,6	Aude	7,3	Indre	6
Gers	8,5	Hérault	7,1	M.-et-Loire	5,8
Aveyron	8,3	C. du Nord	7	Vendée	5,8
Cantal	8	Hte-Savoie	7	Orne	5,7
Hte-Vienne	8	Dordogne	6,7	S.-et-Loire	5,7
Lot	7,9	Allier	6,5	Alpes-Marit.	5,6
				Côte-d'Or	5,6

Départements où la progression est, au contraire, inférieure à la moyenne nationale, et à 3 fois 1/2 celle de 1908 :

Nord	3,4 fois	B. et H.-Pyr.	3,2 fois	Seine-Infér.	2,9
Marne	3,4	Charente	3,1	Aube	2,9
Vaucluse }					
B.-Alpes }	3,3	B.-du-Rhône	3,1	S.-et-Oise	2,5
Oise	3,3	Pyr.-Orient.	3	Seine	2,5
				Hte-Gar.,	
				Ariège et	
				Tarn.-et-Gar.	2,3

Il résulte de ces tableaux que la progression est la plus forte dans des départements agricoles du Massif Central et du Midi ; en Haute-

Savoie ; dans les départements bretons ; dans quelques départements de l'Ouest ; ainsi qu'en Saône-et-Loire, Côte d'Or et Alpes-Maritimes ; qu'elle est faible dans la Marne, le Nord, les Bouches-du-Rhône, la Seine-Inférieure et l'Aube ; très faible dans la Seine, la Seine-et-Oise, et la Haute-Garonne.

Année 1949 : Dans l'ensemble, les fortunes privées ont progressé dans la même proportion que la monnaie s'est dépréciée ; en effet, le patrimoine moyen national est 9 fois plus élevé encore qu'en 1934 et s'élève à 191 096 fr par habitant. Il est même plus élevé dans 40 départements (27 dans la zone Nord et 13 dans la zone Sud).

Le département de la Seine n'a pas conservé sa primauté des années 1908 et 1934. Il ne figure plus qu'en 28^e position avec 208 533 fr par habitant. Par contre, les deux départements savoyards ont beaucoup accru leur patrimoine et figurent parmi les dix premiers ; l'Eure-et-Loir passe au premier rang avec 318 971 fr par habitant ; la Manche est seconde avec 312 743 fr ; la Seine-et-Marne 3^e avec 311 898 fr ; la Haute-Savoie 4^e avec 294 740 fr.

Viennent ensuite : l'Orne 286 643 fr ; la Sarthe 274 239 fr ; le Loiret 265 970 fr ; la Savoie 257 470 fr ; l'Eure 251 488 fr ; et le Loir et Cher 10^e avec 245 090 fr.

Trois d'entre eux comptaient parmi les 10 premiers en 1908 et en 1934 : ce sont l'Eure, l'Eure-et-Loir et la Seine-et-Marne.

La Meuse, la Haute-Marne, les Bouches-du-Rhône et la Moselle se maintiennent à leur rang de l'année 1934 ; les deux premiers en excellente position, les Bouches-du-Rhône et la Moselle parmi les derniers. La Drôme, le Vaucluse, la Corrèze, le Cantal gagnent de nombreux rangs par rapport à 1934, tandis que la Marne, les Alpes-Maritimes, la Meurthe-et-Moselle, le Gard et le Var voient leur moyenne générale par hab. fortement réduite et rétrogradent dans le classement. Le Rhône, est, avec la Seine, l'un des principaux perdants, car il est ramené de la 7^e à la 51^e place ; la régression, dans ces deux départements, de la fortune totale par habitant, ne peut trouver une explication valable dans l'augmentation de la population, en recul dans la Seine, et accrue de 5 % seulement dans le Rhône.

Départements où la hausse depuis 1934 dépasse la hausse moyenne nationale et 12 fois la moyenne antérieure :

Ain	12,4 fois	Finistère	15,5 fois	Puy-de-D.	14 fois
Aveyron	14	Hte-Garonne+			
		Ariège + Tarn-			
		Garonne	36	B. et H.-Pyr.	18
Cantal	14,4	Gers	13	B. et H.-Rh.	14,8
Charente	14,4	Isère + H.-Al.	16,4	Hte-Saône	14,5
Ch.-Marit.	12,1	Haute-Loire	14	Savoie	26,7

Corrèze	15,5	Lot	15,2	Hte-Savoie	21,2
C.-du-Nord	13	Lozère	13,5	D.-Sèvres	12,6
Creuse	13,2	Manche	14,1	Vaucluse	
				+ B. Alpes	22,8
Doubs	12,2	Morbihan	12,6	Vendée	13,5
Drôme et Ard.	29			Hte-Vienne	13,3

Départements où la hausse depuis 1934 est inférieure à 7 fois la moyenne de 1934 :

Aisne	6,8 fois	Marne	6,6 fois	Seine	4,8 fois
Rhône	6,6	Corse	4		

Comme en 1934, la progression est particulièrement forte en Haute-Savoie, en Savoie et dans les départements bretons ainsi que dans plusieurs départements de l'Ouest et du Massif Central. Comme en 1934, elle est extrêmement faible dans la Marne et la Seine.

Dans l'ensemble du territoire, la progression est donc très forte dans les départements peu évolués antérieurement, et faible dans les départements industriels et agricoles prospères.

Cette tendance, toutefois, n'est pas générale; de nombreux départements font exception; qu'il nous suffise de signaler celui de la Corse, où la hausse des patrimoines privés est inférieure à celle observée dans tous les autres départements.

Année 1953 : La baisse du franc s'étant accentuée, le patrimoine nominal moyen national a environ doublé, depuis 1949, par habitant et s'élève à 363 174 fr. Ce taux est même dépassé dans 37 départements : 27 dans la zone Nord et 10 dans la zone Sud. Les départements situés au nord de la ligne Nantes-Lons-le-Saunier restent les mieux classés et les 10 premiers sont tous situés dans cette zone. Comme en 1949, le département de l'Eure-et-Loir occupe la première place avec 647 104 fr par habitant. Nous avons vu plus haut qu'il figure dans les 10 premiers depuis 1908, et doit donc être considéré, en fortune relative par habitant, comme le plus riche de France.

L'Orne est second avec 545 149 fr (il était 5^e en 1949, 14^e en 1934, et 26^e en 1908).

Le Calvados est 3^e avec 533 467 fr (il était, en 1949, 17^e; en 1934, 18^e; en 1908, 13^e).

La Manche est 4^e avec 514 000 fr (elle était en 1949, 2^e; en 1934, 21^e; en 1908, 29^e).

L'Eure, dans les dix premiers depuis 1908, est 5^e en 1953 avec 493 577 fr.

Nous trouvons à la suite :

Moyenne par hab. en 1953		Rang			
		1908	1934	1949	1953
Ardennes	486 657 F	18 ^e	12 ^e	12 ^e	6 ^e
Loiret	486 096	12	4	7	7
Loir-et-Cher	484 078	16	19	10	8
Aube	480 992	11	31	43	9
Somme	476 943	10	6	23	10

La Creuse est au 12^e rang entre la Marne 11^e et les Alpes-Maritimes 13^e ; dans la Creuse, la moyenne de 458 815 fr est de peu inférieure à celle de la Marne 467 965 fr et supérieure à celle des Alpes-Maritimes 448 862 fr.

Le département de la Seine n'améliore pas son médiocre classement de 1949 et reste 25^e avec 397 479 fr par habitant ; la Seine-et-Marne et la Seine-et-Oise rétrogradent : la Seine-et-Marne, de la 3^e place en 1949 à la 28^e en 1953 ; la Seine-et-Oise de la 18^e à la 57^e ; leur moyenne individuelle s'élève en Seine-et-Marne de 311 898 fr en 1949 à 394 655 fr en 1953 et en Seine-et-Oise, de 222 932 fr à 322 367 fr.

Par comparaison avec les autres départements, la hausse de leur patrimoine moyen depuis 1949 est donc faible (26 % en Seine-et-Marne et 44 % en Seine-et-Oise), et l'accroissement de leur population (10 % en Seine-et-Marne et 20 % en Seine-et-Oise) ne justifie pas cette récession.

Dans les grands centres industriels de province, les fortunes privées, comme à Paris et sa banlieue, ont évolué défavorablement depuis 1908, et leur classement, par importance d'actif par habitant, en témoigne :

	1908	1934	Rang		1949	1953
Seine	1 ^{er}	1 ^{er}			28 ^e	25 ^e
Seine-et-Marne	5	5			3	28
Seine-et-Oise	2	17			18	57
Rhône	9	7			51	30
Nord	19	40			48	31
Bouches-du-Rhône	34	73			81	87

Or, la population est restée stationnaire ou en faible augmentation dans le Rhône et dans le Nord, et elle a baissé de 15 % environ dans les Bouches-du-Rhône depuis 1934.

L'évolution est inverse dans les principaux départements agricoles :

Calvados	13 ^e	18 ^e	17 ^e	3 ^e
Eure	8	8	9	5

Eure-et-Loir	7	10	1	1
Loir-et-Cher	16	19	10	8
Loiret	12	4	7	7
Manche	29	21	2	4
Marne	3	3	30	11
Orne	26	14	5	2
Somme	10	6	23	10

Et dans quelques départements moitié industriels, moitié agricoles, tel :

Ardennes	18 ^e	12 ^e	12 ^e	6 ^e
----------	-----------------	-----------------	-----------------	----------------

II. — PROGRESSION D'ENSEMBLE DES FORTUNES PRIVÉES :

La progression moyenne représente, en 1953, 71 fois environ la valeur des patrimoines recensés en 1908 ; mais, ainsi que nous l'avons constaté en étudiant chaque catégorie de biens, elle est plus forte dans les départements de la zone Sud où se situent 44 des 75 départements qui la dépassent ; bien plus, les 30 premiers (ceux où la hausse représente de 140 à 300 fois la valeur de 1908) appartiennent tous, hormis 3 départements bretons et la Nièvre, à la zone Sud.

Dans la Creuse, l'Aveyron, l'Ariège, la Corrèze, le Lot, la Haute-Savoie, le Gers, l'Ardèche, et le Cantal, l'indice d'accroissement en 1953 multiplie plus de 200 fois les moyennes de 1908. Dans les Hautes-Alpes, la Haute-Vienne, les Hautes-Pyrénées, la Haute-Loire, les Basses-Alpes et les Côtes-du-Nord, il est supérieur à 175 ; mais, dans le Pas-de-Calais, l'Isère, la Haute-Garonne, l'Eure-et-Loir, la Gironde, le Calvados, le Nord, la Somme et l'Eure, la progression moyenne est peu supérieure à la moyenne nationale : 111 fois la valeur de 1908 dans le Pas-de-Calais ; 96 dans l'Eure-et-Loir ; 80 dans le Nord ; et 75 dans l'Eure.

Des taux de progression, représentant moins de 71 fois la valeur de 1908, se rencontrent exclusivement dans les grands départements urbains industrialisés : Meurthe-et-Moselle 67 fois, Loire 62 fois, Bouches-du-Rhône et Rhône 60 fois, Seine-Maritime 57 fois, Seine-et-Oise 34 fois, Seine 23 fois, et aussi dans quelques départements agricoles prospères : Aisne 61 fois, Oise 52 fois, Marne 51 fois, Seine-et-Marne 50 fois.

Cependant, pour apprécier la progression réelle de leurs fortunes, il convient de la rapprocher du nombre des habitants, en forte augmentation depuis la 1^{re} guerre mondiale dans ces riches départements ; cette augmentation est surtout sensible dans la Seine, la Seine-et-Oise et les Bouches-du-Rhône :

	Population en 1908	Population en 1953	Progression de la fortune totale de- puis 1908 par hab.
Seine	3 850 000	5 155 000	23 fois
Seine-et-Oise	745 000	1 709 000	34
Bouches-du-Rhône	762 000	1 049 000	60
Loire	643 000	654 000	62
Meurthe-et-Moselle	521 000	607 000	67
Oise	410 000	435 000	52
Rhône	852 000	967 000	60
Seine-et-Marne	361 000	453 000	50
Seine-Maritime	872 000	942 000	57

Dans l'Aisne et la Marne au contraire, légère diminution de la population :

Aisne	536 000	487 000	61 fois
Marne	435 000	415 000	51

Dans les départements d'Alsace et de Lorraine recouvrés, la progression depuis 1934 apparaît conforme à la moyenne générale.

III. — INDICE*, PAR HABITANT, DU REVENU DES PARTICULIERS EN 1951 ;

(Indice de la France entière = 100).

ET COMPARAISON AVEC LA FORTUNE PRIVÉE TOTALE,
ET PAR HABITANT, EN 1949 ET EN 1953 :

D'après le tableau qui figure à la fin de ce chapitre, nous voyons que le revenu de chaque Parisien est plus élevé que celui des Français de tous les autres départements : deux fois $1/2$ supérieur au revenu moyen des Bretons du Morbihan et 5 fois plus élevé que celui du Corse.

Par rapport à l'indice moyen de la France entière = 100, l'indice dans le département de la Seine est égal à 162. L'indice 100 est atteint dans 17 départements, dont 4 seulement dans la zone Sud. Avec ceux de la Seine, les revenus par habitant, dans les départements du Rhône (indice 130), du Nord (indice 126), et de la Seine-Maritime (indice 120), sont plus élevés que dans tous les autres. L'indice dépasse aussi la moyenne en Meurthe-et-Moselle et dans la Loire (indice 112) ; en Seine-et-Oise (indice 111) ; dans le Doubs et en Moselle (indice 109) ; dans les Bouches-du-Rhône et en Seine-et-Marne (indice 106) ; dans les Ardennes et

* Cet indice a été établi par l'Institut national de la Statistique et des Études économiques dans *Tableaux de l'Économie française*, année 1956, tableau 44, page 280.

les Vosges (indice 105); dans la Marne et les Bas et Haut-Rhin (indice 104).

Sans doute, la richesse globale de ces départements, qui comptent en 1951 et en 1953, parmi les plus riches de France, coïncide-t-elle avec leur indice de revenu moyen par habitant, mais là s'arrête le parallélisme. En effet, hormis la Seine-et-Marne en 1949 et les Ardennes en 1953, aucun de ces départements où l'indice des revenus particuliers dépasse 100, ne figure dans la répartition de la fortune par habitant parmi les premiers, et, dans aucun d'eux, sauf dans les Ardennes et à un degré moindre dans la Marne, on ne constate une quelconque correspondance entre le revenu et le capital réparti par habitant. Par contre, dans les départements où l'indice de revenu moyen par habitant est inférieur à 100, (ce sont tous les départements ruraux et agricoles, et quelques-uns sont même insuffisamment développés), il existe souvent une certaine concordance entre le revenu et la répartition par habitant :

	Indice de revenu en 1951. France entière = 100	Classement		
		par le revenu en 1951	par la for- tune totale en 1949	par la fortune totale en 1953.
Oise	97	20	21	20
Somme	97	20	23	10
Aisne	96	24	19	36
Meuse	96	24	25	32
Ain	94	27	16	34
Haute-Marne	93	28	36	38
Vaucluse	90	33	29	29
Drôme	86	41	26	39
Cher	85	42	46	27
Hérault	85	42	53	44
Gironde	81	48	42	46
Basses-Alpes	80	49	38	55
Haute-Vienne	78	54	50	58
Gers	77	55	66	63
Charente	75	61	67	71
Lot-et-Garonne	74	68	71	66
Ariège	73	70	75	80
Charente-Maritime	73	70	64	54
Finistère	73	70	61	60
Lot	71	77	80	65
Var	71	77	84	69
Hautes-Alpes	70	80	87	85
Lozère	68	81	85	86
Ardèche	64	84	72	84

Dans la majorité des départements cependant (et l'indice du revenu moyen individuel importe peu), le déséquilibre reste total entre le classement par le revenu et celui par le capital, et leur confrontation nous offre même des conclusions inattendues :

La première, que les capitaux particuliers existent en quantité insuffisante (à moins qu'ils n'aient été omis dans les déclarations de succession prises comme base de cette étude), dans les départements où le revenu individuel paraît le plus élevé. Exemple :

Seine	162	1	28	25
Rhône	130	2	51	30
Nord	126	3	48	31
Seine-Maritime	120	4	11	22
Meurthe-et-Moselle	112	5	62	59
Loire	112	5	59	82
Seine-et-Oise	111	7	18	57
Doubs	109	8	37	42
Moselle	109	8	86	67
Bouches-du-Rhône	106	10	81	87
Vosges	105	13	58	48
Bas et Haut-Rhin	104	15	57	70
Isère	100	17	60	73
Pas-de-Calais	97	21	69	52
Gard	85	43	83	75
Tarn	85	43	65	68
Basses-Pyrénées	78	53	68	74

Ces départements sont des départements urbains ou très industrialisés ; l'écart est, en particulier, considérable dans le Rhône, le Nord, la Loire et les Bouches-du-Rhône, entre le classement par le revenu et celui par le capital.

La 2^e conclusion, que ce sont les revenus, répartis par habitant, qui sont, au contraire, insuffisants ou fraudés, dans les départements où le capital est par habitant le plus élevé ; exemples :

Loiret	92	31	7	7
Calvados	89	35	17	3
Eure	89	35	9	5
Eure-et-Loir	89	35	1	1
Sarthe	81	47	6	15
Indre-et-Loire	80	50	31	23
Orne	78	52	5	2
Nièvre	77	56	22	24
Deux-Sèvres	77	56	27	21
Yonne	76	59	20	16

	Indice de revenu en 1951. France entière = 100	Classement		
		par le revenu en 1951	par la for- tune totale en 1949	par la fortune totale en 1953.
Creuse	75	62	47	12
Maine-et-Loire	75	62	13	43
Ille-et-Vilaine	74	67	24	14
Manche	74	67	2	4
Loir-et-Cher	73	73	10	8
Alpes-Maritimes	72	74	41	13
Côtes-du-Nord	64	85	44	35
Mayenne	64	85	32	18
Vendée	64	85	35	19

Hormis les Alpes-Maritimes, ce sont tous des départements agricoles et riches, des régions Ouest principalement.

IV. — CONCLUSIONS GÉNÉRALES SUR L'ÉVOLUTION DES FORTUNES PRIVÉES PENDANT LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XX^e SIÈCLE :

De ce rapide exposé de la fortune privée en France, nous retiendrons quelques enseignements :

A. — D'abord, qu'il existe des zones de forte concentration et des zones de faible densité du patrimoine :

1) ZONES DE FORTE CONCENTRATION :

En 1908 : la région parisienne et les départements environnants, dans les limites du Calvados, de l'Eure, de l'Eure-et-Loir, du Loiret, de la Seine-et-Marne, de l'Aube, de la Marne, de l'Aisne, de la Somme et de la Seine-Inférieure, soit, dans un rayon de 130 kilomètres à 280 kilomètres de Paris.

Dans la zone Sud le département du Rhône seul.

En 1934 : dans la moitié Nord, les mêmes départements, avec extension à l'ouest, et jusqu'au fleuve Loire, au sud.

Dans la moitié méridionale : le Rhône et les Alpes-Maritimes.

En 1949 : A l'exception de la Seine qui perd sa prééminence, les mêmes départements qu'en 1934 groupent, par habitant, les fortunes individuelles les plus élevées.

En 1953 : Pas de changement notable dans la répartition des patrimoines.

2) ZONES DE FAIBLE DENSITÉ :

En 1908 : Le Massif Central, les régions pyrénéenne et alpestre, et les trois départements de l'extrême Bretagne.

En 1934 : Les mêmes, plus les départements lorrains, l'Alsace, et la côte méditerranéenne, sauf les Alpes-Maritimes.

En 1949 : Hautes-Alpes, Gard, Bouches-du-Rhône, Var, Corse, dans le sud-est ; Lozère, Lot et Dordogne au sud-ouest.

En 1953 : Dans le Sud-Est, les Hautes-Alpes, les Bouches-du-Rhône, et la Corse. Dans le Massif Central : la Loire, la Haute-Loire, l'Ardèche et la Lozère.

B. — Ensuite, que les patrimoines privés étaient très inégalement répartis avant 1914, puisque, dans la Seine par exemple, la fortune individuelle, calculée par habitant, était 16 à 17 fois plus grande qu'en Ariège ; mais que cette inégalité s'est progressivement atténuée : la fortune moyenne du Parisien n'étant, dès 1934, qu'à peine 5 fois supérieure à celle du montagnard lozérien, la plus faible alors de tous les départements, Corse exceptée ; que cette inégalité subsiste encore après la deuxième guerre mondiale mais très diminuée ; ainsi, dans l'Eure-et-Loir (le plus riche des départements) la fortune moyenne répartie par habitant n'était plus, en 1949, que 3 fois supérieure à celle des Hautes-Alpes, et n'atteignait pas en 1953 le triple de celle des Bouches-du-Rhône, département compté cependant parmi les plus pauvres dans la répartition par tête.

Le tableau suivant nous montre la disparition progressive de ces inégalités :

1908 : Ariège 1 010 F	Seine : 16 684 F par hab. soit 16,5f. +
1934 : Lozère 8 756 F	Seine : 43 168 F — 5 fois +
1949 : Htes-Alpes 98 128 F	Eure-et-Loir 318 971 F — 3,2 fois +
1953 : B.-du-Rhône 220 576 F	Eure-et-Loir 647 104 F — 2,9 fois +

C. — Qu'enfin, et c'est la conséquence de l'atténuation des déséquilibres, la progression de la fortune privée a été bien plus forte dans les départements sous-développés que dans les départements prospères.

Répartition en 1908 de la fortune privée totale.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Seine	16 684 F	Allier	3 131 F
Seine-et-Oise	9 384	Saône-et-Loire	3 083
Marne	9 128	Loire-Inférieure	3 044
Oise	7 910	Pas-de-Calais	2 989
Seine-et-Marne	7 764	Indre	2 940
Seine-Inférieure	7 030	Charente-Inférieure	2 864
Eure-et-Loir	6 724	Haute-Garonne	2 816
Eure	6 540	Isère	2 747
Rhône	6 425	Deux-Sèvres	2 626
Somme	6 354	Jura	2 615
Aube	6 264	Nièvre	2 610
Loiret	6 261	Lot-et-Garonne	2 590
Calvados	6 171	Vendée	2 552
Aisne	6 015	Puy-de-Dôme	2 462
Indre-et-Loire	5 433	Haute-Saône	2 394
Loir-et-Cher	5 241	Hérault	2 333
Yonne	5 020	Landes	2 288
Ardenne	4 822	Drôme	2 273
Nord	4 796	Savoie	2 119
Meurthe-et-Moselle	4 721	Côtes-du-Nord	2 093
Meuse	4 594	Aude	1 977
Côte-d'Or	4 555	Haute-Savoie	1 964
Sarthe	4 543	Tarn-et-Garonne	1 924
Pyrénées-Orientales	4 415	Morbihan	1 849
Alpes-Maritimes	4 323	Finistère	1 848
Orne	4 311	Tarn	1 818
Loire	4 282	Gard	1 776
Haute-Marne	4 000	Basses-Alpes	1 770
Manche	3 967	Cantal	1 752
Mayenne	3 965	Dordogne	1 743
Gironde	3 872	Haute-Vienne	1 686
Ain	3 837	Haute-Loire	1 499
Vienne	3 728	Gers	1 439
Bouches-du-Rhône	3 683	Hautes-Pyrénées	1 433
Vosges	3 618	Creuse	1 399
Maine-et-Loire	3 514	Lot	1 343
Vaucluse	3 464	Hautes-Alpes	1 293
Ille-et-Vilaine	3 446	Aveyron	1 250
Charente	3 424	Ardèche	1 248
Doubs	3 228	Corrèze	1 190
Basses-Pyrénées	3 222	Lozère	1 143
Var	3 218	Ariège	1 010
Cher	3 177	Corse	243

Répartition moyenne nationale : 5 055 fr par habitant en 1908.

Répartition en 1934 de la fortune privée totale.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Seine	43 168 F	Deux-Sèvres	16 584 F
Aisne	32 240	Hérault	16 568
Marne	31 138	Gard	16 165
Loiret	30 059	Isère et H.-Alpes	15 974
Seine-et-Marne	29 055	Doubs	15 931
Somme	27 420	Pas-de-Calais	15 336
Rhône	27 275	B. et H.-Pyrénées	15 307
Eure	26 739	Loire	15 013
Oise	26 480	Vendée	14 861
Eure-et-Loir	26 437	Côtes-du-Nord	14 610
Côte-d'Or	25 780	Aude	14 520
Ardennes	25 631	Cantal	14 014
Yonne	25 000	Var	13 885
Orne	24 911	Haute-Savoie	13 876
Sarthe	24 350	Creuse	13 779
Alpes-Maritimes	24 234	Tarn	13 751
Seine-et-Oise	24 197	Haute-Garonne, Ariège et Tarn-et-Gar.	13 666
Calvados	23 013	Haute-Loire	13 650
Loir-et-Cher	22 916	Jura	13 569
Indre-et-Loire	22 782	Haute-Vienne	13 534
Manche	22 104	Pyrénées-Orientales	13 447
Mayenne	20 900	Lot-et-Garonne	13 384
Allier	20 572	Charente-Inférieure	13 297
Seine-Inférieure	20 561	Corrèze	13 102
Maine-et-Loire	20 488	Puy-de-Dôme	12 887
Meuse	20 406	Landes	12 562
Gironde	20 230	Drôme et Ardèche	12 387
Nièvre	19 518	Gers	12 316
Cher	19 267	Morbihan	12 010
Loire-Inférieure	19 235	Haute-Saône	11 953
Aube	18 627	Dordogne	11 819
Ain	18 232	Bouches-du-Rhône	11 668
Meurthe-et-Moselle	18 000	Bas et Haut-Rhin	11 334
Indre	17 829	Charente	10 803
Vienne	17 802	Lot	10 709
Saône-et-Loire	17 716	Finistère	10 704
Vaucluse et B.-Alpes	17 604	Aveyron	10 341
Ille-et-Vilaine	16 961	Savoie	9 621
Haute-Marne	16 895	Moselle	9 367
Nord	16 690	Lozère	8 756
Vosges	16 664	Corse	2 098

Répartition moyenne nationale : 20 683 fr par habitant en 1934.

Répartition en 1949 de la fortune privée totale.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.

Eure-et-Loir	318 971 F	Tarn-et-Garonne	184 505 F
Manche	312 743	Cher	183 715
Seine-et-Marne	311 898	Creuse	181 766
Haute-Savoie	294 741	Nord	181 760
Orne	286 643	Puy-de-Dôme	181 436
Sarthe	274 239	Haute-Vienne	181 210
Loiret	265 970	Rhône	180 234
Savoie	257 471	Loire-Atlantique	180 159
Eure	251 488	Hérault	179 029
Loir-et-Cher	245 091	Saône-et-Loire	178 118
Seine-Maritime	243 530	Haute-Saône	174 071
Ardennes	235 355	Haute-Garonne	173 348
Maine-et-Loire	229 718	Bas et Haut-Rhin	168 580
Allier	228 895	Vosges	168 308
Côte-d'Or	228 407	Loire	168 019
Ain	227 045	Isère	165 773
Calvados	224 988	Finistère	165 081
Seine-et-Oise	222 932	Meurthe-et-Moselle	163 767
Aisne	221 561	Vienne	163 731
Yonne	221 496	Charente-Maritime	161 858
Oise	220 569	Tarn	160 906
Nièvre	220 094	Gers	160 674
Somme	215 633	Charente	155 639
Ille-et-Vilaine	215 550	Basses-Pyrénées	152 250
Meuse	213 168	Pas-de-Calais	151 600
Drôme	210 806	Morbihan	151 327
Deux-Sèvres	209 937	Lot-et-Garonne	149 355
Seine	208 533	Ardèche	148 528
Vaucluse	208 171	Jura	148 303
Marne	207 174	Aveyron	147 746
Indre-et-Loire	206 392	Ariège	143 364
Mayenne	203 554	Landes	142 083
Corrèze	203 435	Pyrénées-Orientales	141 455
Cantal	202 475	Aude	140 083
Vendée	200 873	Dordogne	136 109
Haute-Marne	198 744	Lot	130 716
Doubs	195 345	Bouches-du-Rhône	128 072
Basses-Alpes	193 276	Hautes-Pyrénées	126 124
Haute-Loire	191 772	Gard	124 956
Indre	191 642	Var	119 535
Alpes-Maritimes	190 971	Lozère	118 826
Gironde	189 392	Moselle	101 573
Aube	188 924	Hautes-Alpes	98 128
Côtes-du-Nord	188 922	Corse	8 022

Répartition moyenne nationale : 191 096 fr par habitant en 1949.

Répartition en 1953 de la fortune privée totale.**CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT.**

Eure-et-Loir	647 104 F	Aude	346 739 F
Orne	545 149	Gironde	346 379
Calvados	533 467	Aveyron	341 943
Manche	514 010	Vosges	337 305
Eure	493 577	Indre	335 982
Ardennes	486 657	Haute-Saône	334 835
Loiret	486 096	Côte-d'Or	334 562
Loir-et-Cher	484 078	Pas-de-Calais	334 173
Aube	480 992	Puy-de-Dôme	333 260
Somme	476 943	Charente-Maritime	330 996
Marne	467 965	Basses-Alpes	323 472
Creuse	458 815	Morbihan	322 844
Alpes-Maritimes	448 862	Seine-et-Oise	322 367
Ille-et-Vilaine	445 005	Haute-Vienne	320 753
Sarthe	441 713	Meurthe-et-Moselle	319 360
Yonne	441 703	Finistère	318 990
Haute-Savoie	440 541	Vienne	316 673
Mayenne	420 506	Landes	312 947
Vendée	419 753	Gers	311 991
Oise	415 013	Savoie	311 949
Deux-Sèvres	414 422	Lot	309 373
Seine-Maritime	405 811	Lot-et-Garonne	307 955
Indre-et-Loire	403 300	Moselle	307 352
Nièvre	401 488	Tarn	306 657
Seine	397 479	Var	302 795
Loire-Atlantique	395 503	Bas et Haut-Rhin	302 497
Cher	394 816	Charente	298 725
Seine-et-Marne	394 655	Haute-Garonne	296 017
Vaucluse	391 414	Isère	291 711
Rhône	389 825	Basses-Pyrénées	286 959
Nord	388 126	Gard	286 540
Meuse	386 727	Corrèze	281 832
Allier	380 982	Saône-et-Loire	279 136
Ain	372 890	Tarn-et-Garonne	272 074
Côtes-du-Nord	370 462	Hautes-Pyrénées	271 607
Aisne	369 824	Ariège	271 457
Pyrénées-Orientales	367 373	Dordogne	267 850
Haute-Marne	362 621	Loire	267 837
Drôme	362 618	Haute-Loire	265 465
Cantal	360 437	Ardèche	263 515
Jura	356 108	Hautes-Alpes	247 873
Doubs	354 183	Lozère	223 215
Maine-et-Loire	350 893	Bouches-du-Rhône	220 576
Hérault	346 985	Corse	24 351

Répartition moyenne nationale : 363 174 fr par habitant en 1953.

Progression de 1908 à 1953 de la fortune privée totale, par habitant.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT EN 1953.

Creuse	327 fois	Pas-de-Calais	111 fois
Aveyron	273	Doubs	109
Ariège	268	Isère	106
Corrèze	236	Haute-Garonne	105
Lot	230	Ardenne	100
Haute-Savoie	224	Corse	100
Gers	216	Maine-et-Loire	99
Ardèche	211	Ain	97
Cantal	205	Sarthe	97
Lozère	195	Eure-et-Loir	96
Hautes-Alpes	191	Var	94
Haute-Vienne	190	Vosges	93
Hautes-Pyrénées	189	Loir-et-Cher	92
Basses-Alpes	182	Haute-Marne	90
Côtes-du-Nord	177	Saône-et-Loire	90
Haute-Loire	177	Gironde	89
Aude	175	Mayenne	89
Morbihan	174	Basses-Pyrénées	89
Finistère	172	Yonne	88
Tarn	168	Charente	87
Vendée	164	Calvados	86
Gard	161	Vienne	84
Drôme	159	Meuse	84
Alpes-Maritimes	159	Pyrénées-Orient.	83
Deux-Sèvres	157	Nord	80
Dordogne	153	Loiret	77
Nièvre	153	Aube	76
Hérault	148	Somme	75
Savoie	147	Eure	75
T.-et-Garonne	141	Indre-et-Loire	74
Haute-Saône	139	Côte-d'Or	73
Jura	136	M.-et-Moselle	67
Landes	136	Loire	62
Puy-de-Dôme	135	Aisne	61
Ille-et-Vilaine	129	B.-du-Rhône	60
Loire-Atlantique	129	Rhône	60
Manche	129	Seine-Maritime	57
Orne	126	Oise	52
Cher	124	Marne	51
Allier	121	Seine-et-Marne	50
Lot-et-Garonne	118	Seine-et-Oise	34
Charente-Marit.	115	Moselle	32 dep. 1934
Indre	114	Bas et H.-Rhin	26 dep. 1934
Vaucluse	112	Seine	23

Progression moyenne nationale : 71 fois par habitant depuis 1908.

Indice des revenus par habitant en 1951 (France entière = 100).**CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT.**

Seine	162	Haute-Garonne	82
Rhône	130	Sarthe	81
Nord	126	Gironde	81
Seine-Maritime		Basses-Alpes	80
Meurthe-et-Moselle	120	Indre-et-Loire	80
Loire	112	Cantal	78
Seine-et-Oise	112	Orne	78
Doubs	111	Basses-Pyrénées	78
Moselle	109	Haute-Vienne	78
Bouches-du-Rhône	109	Gers	77
Seine-et-Marne	106	Nièvre	77
Ardenes	106	Deux-Sèvres	77
Vosges	105	Aude	76
Marne	105	Yonne	76
Bas et Haut-Rhin	104	Aveyron	75
Isère	104	Charente	75
Aube	100	Creuse	75
Pyrénées-Orientales	99	Dordogne	75
Oise	98	Maine-et-Loire	75
Pas-de-Calais	97	Hautes-Pyrénées	75
Haute-Savoie	97	Corrèze	74
Somme	97	Ille-et-Vilaine	74
Aisne	97	Lot-et-Garonne	74
Haute-Saône et Belfort	96	Manche	74
Meuse	96	Ariège	73
Ain	96	Charente-Maritime	73
Haute-Marne	94	Finistère	73
Savoie	93	Loir-et-Cher	73
Loire-Atlantique	93	Alpes-Maritimes	72
Loiret	92	Indre	72
Puy-de-Dôme	92	Haute-Loire	72
Vaucluse	90	Lot	71
Allier	90	Var	71
Calvados	89	Vienne	71
Eure	89	Hautes-Alpes	70
Eure-et-Loir	89	Lozère	68
Jura	89	Landes	67
Saône-et-Loire	89	Tarn-et-Garonne	65
Côte-d'Or	88	Ardèche	64
Drôme	86	Côtes-du-Nord	64
Cher	86	Mayenne	64
Gard	85	Vendée	64
Hérault	85	Morbihan	60
Tarn	85	Corse	30

CHAPITRE XXVII

Impôts de l'Etat

leurs rapports avec le nombre et la fortune des habitants

Dans une première partie, nous étudierons les impôts dans leur rapport avec les fortunes, et dans une seconde, les dépenses dans leurs relations avec les impôts.

Mais, tandis que les impôts, établis et perçus au cours des quatre années-témoins considérées, nous sont connus, il ne nous a pas été possible de connaître, et sauf pour l'année 1949, les dépenses effectuées à l'intérieur de chaque département.

Les impôts retenus sont les suivants :

Enregistrement : tous les impôts perçus par cette Administration : droits proportionnels et fixes, droits de timbre, droits de mutation et de succession, impôts sur les valeurs mobilières et les opérations de bourse, taxes et produits du Domaine, taxes hypothécaires, etc...

Contributions directes : en 1908 : les anciennes contributions foncières, mobilière, des portes et fenêtres et des patentes, y compris les centimes additionnels des départements et des communes.

En 1934 : Les mêmes, plus les impôts cédulaires et l'impôt général sur le revenu.

En 1949 et 1953 : Les mêmes, plus les taxes accessoires, telles que le solde du règlement d'ensemble de la fiscalité de guerre, les impôts nouveaux sur les sociétés, la taxe d'apprentissage, les taxes spéciales sur le chiffre d'affaires et d'incorporation au capital de la provision pour renouvellement des stocks, etc...

Contributions indirectes : En 1908 : pas d'impôt retenu.

En 1934 : Taxes sur le chiffre d'affaires, sauf celle sur la vente des spiritueux.

En 1949 et en 1953 : Les taxes à la production et les taxes sur les transactions.

Et, pour tenir compte des variations, qui se produisent d'une

année à l'autre, les chiffres retenus résultent de la moyenne de deux années consécutives : 1907 + 1908 ; 1933 + 1934 ; 1948 + 1949 ; sauf, en 1953, où l'année en cours a seule été prise en considération.

La première partie de cette étude (rapport des impôts avec les fortunes) est elle-même divisée en trois sections bien distinctes :

A. — Impôts perçus par habitant.

B. — Proportion, par habitant, des impôts, par rapport à la fortune.

C. — Considérations sur les relations entre le montant des impôts par habitant et celui des impôts par rapport à la fortune.

A. — IMPÔTS PERÇUS PAR HABITANT :

La moyenne, par habitant, s'élevait en 1908 à 51 fr ; en 1934 à 729 fr ; en 1949 à 24 120 fr ; et en 1953 à 52 378 fr.

Mais, avant d'en aborder la description par département, une remarque capitale s'impose : par suite des règlements administratifs, un certain nombre de taxes sont recouvrées dans des départements autres que ceux où elles ont pris naissance : il en est ainsi, par exemple, dans les départements du Rhône, du Nord et des Bouches-du-Rhône où des taxes dues par certaines sociétés sont perçues au siège administratif qui ne coïncide pas toujours avec celui de l'entreprise ; et surtout dans le département de la Seine choisi comme siège fiscal unique par un grand nombre de sociétés ; pour ce motif, la Seine ne pourra figurer dans les tableaux de classification qu'à titre indicatif et documentaire.

Année 1908 : Après le département de la Seine, dont la contribution individuelle moyenne s'élève à 170 fr par habitant, les départements de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne acquittent les impôts les plus élevés : 69 fr et 67 fr par habitant. Le Calvados est 3^e avec 63 fr d'impôts par tête d'habitant ; le Rhône et la Seine-Inférieure acquittent chacun 60 fr par tête ; la Marne et l'Eure-et-Loir, 57 fr ; l'Oise et les Bouches-du-Rhône 55 fr. La Gironde est 11^e avec une contribution moyenne de 52 fr par habitant. L'Eure et les Alpes-Maritimes (51 fr par habitant) sont les derniers à atteindre la moyenne nationale qui s'élève à 51 fr d'impôts totaux par habitant ; 13 départements seulement, 9 dans la zone Nord, et 4 dans la zone Sud, acquittent ou dépassent cette contribution moyenne. 3 de ceux qui se trouvent dans la zone Nord sont agricoles : Calvados, Eure et Eure-et-Loir et les 4 départements de la zone Sud renferment les principales agglomérations urbaines de cette zone.

Parmi les 17 départements qui suivent, 12 se situent dans la zone Nord et 5 dans la zone Sud ; à l'exception du département

du Nord, 43 fr par habitant, et de la Meurthe-et-Moselle, 40 fr par habitant, ils sont plus ruraux qu'urbains, plus agricoles qu'industriels.

En 1908, l'impôt frappe davantage l'habitant des départements monoculteurs de l'Hérault (50 fr) et de l'Aude (49 fr par habitant), que celui du département du Nord, dont les productions sont multiples et l'industrie fortement développée.

Les moyennes les plus faibles sont observées dans les départements pyrénéens, dans les Basses et Hautes-Alpes, les départements bretons et ceux du Massif Central. La moyenne est de 20 fr par habitant en Côtes-du-Nord, Lozère et Creuse; de 18 fr dans le Finistère et le Morbihan; de 13 fr en Corse. Dans l'ensemble, et conformément à la répartition des fortunes, les départements de la zone Nord subissent, par habitant, une pression fiscale très supérieure à ceux de la zone Sud.

Année 1934 : Dans 4 départements seulement, le montant moyen des impôts, par habitant, est supérieur au montant moyen national : Seine 2469 fr par habitant (sous les réserves exprimées plus haut); Rhône 968 fr; Alpes-Maritimes 763 fr et Seine-Inférieure 733 fr. A leur suite, les départements les plus imposés sont le Nord 719 fr par habitant; les Bas et Haut-Rhin 682 fr; les Bouches-du-Rhône 664 fr; la Seine-et-Marne 656 fr; la Marne 655; la Gironde 635; la Meurthe-et-Moselle 626; le Calvados 613 et la Seine-et-Oise 605.

A l'exception du département du Nord, de la Meurthe-et-Moselle et des Bas et Haut-Rhin (mais ces derniers n'étaient pas territoires français en 1914), ces départements étaient déjà les plus imposés, par habitant, en 1908; et le montant moyen des impôts s'est en général maintenu dans les mêmes rapports qu'en 1908, entre les autres départements. Mais les premiers indices d'un décalage des impôts dans les départements industriels et urbains par rapport aux départements agricoles, commencent à se manifester; ainsi, l'augmentation des impôts est moins forte que la normale dans de nombreux départements ruraux :

	1908	1934	Taux d'accroissement
Moyenne nationale	51 F	729 F	14 fois
Aude	49	500	10
Calvados	63	613	10
Eure	51	534	10
Eure-et-Loir	57	552	9,6
Gironde	52	635	12,2
Hérault	50	581	11,6
Marne	57	655	11,5
Seine-et-Marne	67	656	10

Vendée	25	260	10
Yonne	47	415	8,8
Ain	33	348	10,5
Oise	55	558	10

Dans aucun de ces départements (dont 10 sur 12 l'atteignaient pourtant en 1908), la pression fiscale moyenne nationale n'est atteinte en 1934. A vrai dire, la relative diminution des impôts se manifeste aussi dans quelques départements urbains où la pression fiscale moyenne était déjà dépassée en 1908 :

Seine-et-Oise	69 F	605 F	8,7 fois
Seine-et-Marne	67	656	10 fois
Bouches-du-Rhône	55	664	12

Dans les trois départements ci-dessus, le taux de progression moyen est inférieur au taux moyen national, mais leur cas est exceptionnel ; car, la moyenne de progression est supérieure à la moyenne nationale (14 fois celle de 1908) dans la plupart des départements industriels qui ne l'atteignaient pas avant-guerre :

	1908	1934	Taux de progression
Nord	43 F	719 F	16,7 fois
Rhône	60	968	16
Meurthe-et-Moselle	40	626	15,6
Vosges	29	438	15,1
Loire-Inférieure	36	504	14
Alpes-Maritimes	51	763	15

Et les départements agricoles, attardés en 1908, le restent en 1934 :

Lozère	20 F	188 F	9,4 fois
Gers	28	245	8,7
Ariège	22	260	11,8
Aveyron	22	253	11,5
Corse	13	134	10
Lot-et-Garonne	33	327	10
Tarn-et-Garonne	35	302	8,6

Par ailleurs, l'on comprend difficilement que dans deux départements exclusivement agricoles, l'Hérault et le Lot-et-Garonne, la pression fiscale soit, malgré la crise viticole, près de 2 fois plus forte dans le premier (581 fr par habitant) que dans le second (327 fr) ; que, dans l'Aude, 500 fr par habitant, elle soit double de celle des Côtes-du-Nord 258 fr et du Morbihan 235 fr ; qu'elle soit

plus élevée dans le Calvados 613 fr que dans la Manche 452 fr, l'Orne 425 fr et le Maine-et-Loire 395 fr ; plus élevée aussi dans les Basses-Alpes 320 fr et les Hautes-Alpes 318 que dans le Lot 252 et la Haute-Loire 238 fr.

Car il semble que ces disparités fiscales soient davantage le résultat d'inégalités dans l'assiette de l'impôt que celui d'une disparité économique véritable.

Année 1949 : Après la deuxième guerre mondiale, la moyenne nationale des impositions s'élève à 24 120 fr par personne environ, soit à 33 fois l'imposition moyenne précédente ; cette imposition moyenne est dépassée dans 10 départements : 3 de la zone Sud, Rhône, Loire et Bouches-du-Rhône, et 7 dans la zone Nord : Seine, Nord, Bas et Haut-Rhin, Vosges, Seine-Maritime, Meurthe-et-Moselle, Ardennes.

Les impositions les plus fortes sont observées dans le département de la Seine (75 263 fr par habitant), mais nous avons dit plus haut qu'elles étaient dues, pour une très grande part, à des capitaux et à des revenus formés dans d'autres départements.

Paris excepté, la pression fiscale est la plus forte dans le département du Nord, 38 607 fr par habitant, où elle n'a cessé de progresser depuis 1908 ; classé au 25^e rang en 1908, 5^e en 1934, et 1^{er} en 1949, le département du Nord témoigne ainsi de son magnifique développement économique.

Dans le Rhône, la pression fiscale est aussi importante : 36 959 fr par habitant ; toutes choses égales par ailleurs, ce département a bien moins progressé que celui du Nord depuis 1908, car il était déjà au 4^e rang en 1908 et second en 1934.

A la suite de ces 3 départements-clés et dépassant aussi la moyenne nationale, mais à un niveau bien plus bas, nous trouvons dans l'ordre : les Bas et Haut-Rhin 26 684 fr d'impôts par habitant ; les Vosges 25 832 ; la Seine-Maritime 24 905 ; la Loire 24 866 ; la Meurthe-et-Moselle 24 796 ; les Bouches-du-Rhône 24 675 ; les Ardennes 24 581 ; la plupart d'entre eux sont urbains, sans villes importantes dans les Vosges et les Ardennes, et tous fortement industrialisés. Parmi les départements, où l'imposition moyenne est inférieure à l'imposition moyenne nationale, mais l'approche de près cependant, nous citerons l'Aube 22 249, la Marne 21 943 fr ; l'Isère 20 531 ; le Doubs 20 312 ; la Gironde 20 187, la Moselle 19 827 et le Tarn 19 818 fr.

COMPARAISON AVEC LES IMPÔTS ÉMIS EN 1934 :

La pression fiscale moyenne représente 33 fois environ celle de 1934 ; mais, dans un certain nombre de départements, elle a pro-

gressé bien davantage ; la progression est de 58 fois supérieure à la moyenne de 1934 dans les Vosges ; 39 fois en Meurthe-et-Moselle.

Tarn	56 fois	Savoie	39 fois
Nord	53	Bas et Haut-Rhin	39
Loire	49	Aube	38
Moselle	47	Corrèze	38
Ariège	47	Rhône	38
Ardennes	46	Bouches-du-Rhône	37
Haute-Saône	43	Haute-Marne	37
Isère	43	Ain	35
Doubs	42	Ardèche	35
Maine-et-Loire	35	Puy-de-Dôme	35
Saône-et-Loire	35		

Soit 9 départements agricoles et 15 départements industriels ou mixtes, dont 7 comprennent les groupements de population les plus importants après ceux de la région parisienne.

Dans d'autres départements, la progression est inférieure à la normale, et n'atteint pas 28 fois la progression moyenne nationale :

Corse	20 fois	Haute-Garonne	26 fois
Manche	20	Seine-et-Marne	26
Alpes-Maritimes	21	Hautes-Alpes	26
Creuse	23	Allier	27
Var	23 fois	Indre-et-Loire	27 fois
Calvados, Cantal	24	Mayenne	27
Charente-Maritime			
Lot			
Basses-Alpes	25	Hautes-Pyrénées	27
Yonne	25	Seine-et-Oise	27
		Vienne	27

Tous ces départements sont exclusivement agricoles, à l'exception des Alpes-Maritimes, de la Haute-Garonne et de la Seine-et-Oise.

Il est manifeste que la progression des impôts par habitant a été, en général, moins forte dans les départements ruraux que dans les départements industriels, et ce fait revêt toute son importance si l'on considère qu'en 1934 il était déjà apparu que les impositions étaient moins élevées dans les premiers ; non seulement ceux-ci n'ont pas rattrapé en 1949 leur retard, mais, bien que partant d'un niveau plus bas, leur progression a été, dans l'ensemble, bien plus faible.

Année 1953 : En moins de 5 ans, les impôts ont plus que doublé dans la France métropolitaine, la moyenne nationale s'établit à

52 378 fr par habitant, mais n'est atteinte qu'en 4 départements : Seine 181 626 fr ; Nord 73 334 fr ; Rhône 71 264 fr ; Meurthe-et-Moselle 52 561 fr ; auxquels il convient d'ajouter les Bas et Haut-Rhin, la Loire et les Bouches-du-Rhône qui s'en écartent de très peu : Bas et Haut-Rhin 49 720, Loire 48 637 fr Bouches-du-Rhône 48 398 fr par habitant.

A l'exception de la Loire, ces départements étaient également les plus imposés en 1934 et en 1949. Par contre, dans les départements de l'Eure, de l'Eure-et-Loir, du Loiret, du Calvados, de l'Orne, et de la Manche, (pour ne citer que les départements agricoles les plus prospères), en Seine-et-Marne, Seine-et-Oise et dans les Alpes-Maritimes (parmi les départements urbains), la pression fiscale, relativement élevée en 1908 et en 1934, accentue sa détente amorcée en 1949.

A l'inverse, l'imposition moyenne par habitant, faible en 1908 et en 1934 dans le Tarn, les deux Savoies et la Moselle, accuse une augmentation considérable, déjà constatée en 1949 ; mais, autant leur développement économique justifie cette pression fiscale plus élevée, autant l'atténuation de celle-ci dans les départements agricoles de l'Ouest s'explique mal et paraît résulter davantage de motifs sociaux ou politiques que d'un appauvrissement de ces départements.

En Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Alpes-Maritimes (départements en pleine expansion), le faible accroissement relatif des impôts est encore moins justifié, et l'insuffisance du contrôle paraît en être la seule explication plausible. Les chiffres d'ailleurs nous dévoilent de surprenants déséquilibres : ainsi, les impositions moyennes par habitant sont plus élevées dans la Haute-Saône, 35 304 fr, et la Haute-Marne 30 609 fr, départements pauvres, que dans l'Eure et-Loir, 30 249 fr et le Maine-et-Loire 27 494 fr, bien plus prospères. L'Orne 21 581 fr, est, par habitant, moins imposé que l'Ariège 24 750 fr, et ne l'est pas davantage que la Corrèze 21 304 fr.

La plantureuse Manche 18 503 fr, est moins frappée que les arides Basses-Alpes 19 214 fr. Ces disparités, et bien d'autres, révèlent un grand désordre dans l'assiette de l'impôt.

Pourcentage d'élévation de la pression fiscale depuis 1949 :

1. — Départements où les impositions ont progressé de moins de 80 % :

Aude	30 %	viticole
Hérault	40 %	viticole
Gers	50 %	agricole
Ardèche	70 %	agricole
Gironde	70 %	mixte
Pyrénées-Orientales	70 %	agricole
Vosges	70 %	mixte

2 — Départements où les impositions ont progressé de plus de 120 % :

Basses-Alpes	130 %	Haute-Savoie	160 %
Savoie	130 %	Puy-de-Dôme	170 %
Seine	140 %		

La progression suit l'expansion économique dans les deux Savoie et le Puy-de-Dôme, et éclaire un redressement récent dans les Basses-Alpes.

B. — PROPORTION DES IMPÔTS DANS LES FORTUNES :

Les impôts et les fortunes privées étant calculés par habitant, il est important, aussi bien pour mesurer l'expansion économique que l'efficience de la pression fiscale, de connaître avec une grande exactitude, la part qui revient à l'impôt par 100 fr de capital.

Depuis le début du siècle cette part n'a cessé d'augmenter :

En 1908 : Et sur le plan national, l'impôt ne prélevait qu'1 % en moyenne et par an des fortunes privées, mais des différences considérables apparaissaient déjà entre les départements, puisque le fisc prélevait alors des sommes équivalentes à 5,35 % annuellement des capitaux privés en Corse et 0,62 % seulement dans la Marne. Entre ces deux extrêmes, la pression fiscale variait dans des limites assez étroites : de 0,80 % à 2 % en moyenne des capitaux privés.

Elle était la plus forte dans les départements les plus statiques (départements méridionaux et quelques-uns du Massif Central) :

Dans l'Aude	2,47 %	des fortunes privées :	
		Hautes-Alpes	1,77 %
Ariège	2,17 %	Aveyron	1,76
Hérault	2,14	Lozère	1,74
Gard	1,97	Ardèche	1,68
Gers	1,94	Hautes-Pyrénées	1,60
Tarn-et-Garonne	1,80	Corrèze	1,59
Lot	1,78	Haute-Garonne	1,56

La pression fiscale était, par habitant, la plus faible dans les départements les plus développés :

Seine	1,01 %	Aisne	0,83 %
Rhône	0,93	Eure	0,78
Nord	0,89	Loiret	0,75
Seine-et-Marne	0,86	Seine-et-Oise	0,73
Eure-et-Loir et Seine- Inférieure	0,85	Oise	0,69
Loire et M.-et-Moselle	0,84	Marne	0,62

Ces disparités s'expliqueraient par l'inélasticité de la pression fiscale qui ne pouvait, dans l'immédiat, épouser tous les remous de la conjoncture ; mais cette inélasticité ne justifiait en aucune manière des prélèvements désordonnés, trop lourds pour des départements pauvres ; car il était anormal qu'ils soient, par exemple, relativement aussi forts dans les Basses Alpes que dans les Bouches-du-Rhône ; plus élevés dans la Creuse que dans la Gironde et les Alpes-Maritimes, dans des départements pauvres que dans des départements riches.

Année 1934 : Les exigences de la reconstruction et de la remise en ordre de nos finances ont provoqué un accroissement en flèche de la fiscalité d'après guerre ; mais cette fiscalité frappe davantage les revenus que les capitaux. L'étude de ses relations avec ces derniers fournit des points de comparaison des départements entre eux, qui présentent un grand intérêt. Le prélèvement moyen national s'élevait, en 1934, à 3,50 % des fortunes privées, elles-mêmes revalorisées 4 fois par rapport à 1908. La pression fiscale a été surtout très forte en Corse : 6,38 % des capitaux privés, et dans 14 autres départements elle dépassait la moyenne nationale.

Les départements des Bas et Haut-Rhin jumelés étaient, après la Corse, les plus imposés : 6,01 % ; les départements de la Seine 5,71 % et des Bouches-du-Rhône 5,69 % subissaient, eux aussi, une pression fiscale très forte ; celle-ci s'atténuait ensuite et s'abaissait à 4,43 % en Moselle ; à 4,39 % en Haute-Garonne (Ariège et Tarn-et-Garonne rattachés) ; à 4,30 % dans le Nord ; 3,56 % dans le

Puy-de-Dôme et la Seine-Inférieure ; 4,09 % en Savoie ; 3,54 % dans le Rhône ; 3,70 % en Charente ; 3,51 % dans la Drôme (+ Ardèche) ; 3,60 % dans le Var ; 3,50 % dans l'Hérault.

Progression, du prélèvement fiscal par rapport à la fortune depuis 1908 :

Le pourcentage des impôts par rapport à la fortune privée a été en 1934 multiplié 3 fois ou plus, depuis 1908, dans :

Aube	4,2 fois	Oise	3 fois
Bouches-du-Rhône	3,8	Pyrénées-Orientales	4,4
Charente	3,9	Rhône	3,8
Finistère	3	Seine	5,6
Loire	4	Seine-Inférieure	4,2
Marne	3,4	Seine-et-Oise	3,4
Meurthe-et-Moselle	4,1	Vosges	3,2
Nord	4,8		

L'augmentation du pourcentage a été inférieure à 50 % dans :

Aude	39 %	Gard	40 %
Aveyron	38	Haute-Loire	20
Cantal	40	Lot	30
Corrèze	34	Lozère	20
Corse	20	Gers (pas d'augmentation)	
Creuse	28		

Tous ces départements sont ruraux et agricoles peu développés. Les impôts ont augmenté de 50 à 100 % dans :

Aisne	92 %	Maine-et-Loire	90 %
Allier	79	Mayenne	100
Cher	100	Morbihan	100
Côte-d'Or	100	Nièvre	50
Côtes-du-Nord	80	Orne	60
Dordogne	60	Sarthe	100
Hérault	60	Deux-Sèvres	70
Indre	100	Tarn	70
Isère + Hautes-Alpes	100	Vendée	80
Lot-et-Garonne	90	Yonne	70

Hormis l'Isère, le Tarn et la Côte-d'Or, les départements où l'accroissement de la pression fiscale varie de 50 à 100 %, sont exclusivement agricoles ; dans les riches départements de l'Aisne, du Maine-et-Loire, de la Sarthe, de la Côte-d'Or et de l'Isère, l'augmentation du pourcentage des impôts par rapport à la fortune est inférieure à l'accroissement moyen de 250 % depuis 1908, et il en est de même dans le Loiret, l'Orne, l'Eure et l'Eure-et-Loir, etc...

Le pourcentage a, en général, proportionnellement moins augmenté dans les départements où il était le plus élevé en 1908 que dans ceux où il était le plus faible ; la situation s'est donc inversée à l'avantage des départements de la zone Sud, et au détriment des zones riches, où la pression fiscale, par rapport à la fortune privée, s'accélère au contraire. Le tableau suivant en est le témoin probant :

Pourcentage des impôts par rapport à la fortune :

Départements riches				Départements de la zone Sud			
	1908	1934			1908	1934	
B.-du-Rhône	1,49 %	5,69 %	Aude		2,47 %	3,44 %	
Loire	0,84	3,34	Aveyron		1,76	2,44	
Marne	0,62	2,10	Cantal		1,48	2,17	
M.-et-Moselle	0,84	3,47	Corrèze		1,59	2,13	
Nord	0,89	4,30	Creuse		1,42	1,83	
Oise	0,69	2,10	Gard		1,97	2,78	
Pyr.-Orient.	0,77	3,38	Gers		1,94	1,98	
Rhône	0,93	3,54	Hérault		2,14	3,50	
Savoie	1,41	4,09	Haute-Loire		1,40	1,74	
Seine	1,01	5,71	Lot		1,78	2,35	
Seine-Inférieure	0,85	3,56	Lozère		1,74	2,14	
Seine-et-Marne	0,86	2,25	Tarn		1,48	2,56	
Seine-et-Oise	0,73	2,50					

Des inégalités subsistent cependant : et il semble que la justice fiscale n'est pas satisfaite lorsque, dans des départements tels que l'Aveyron, le Lot, le Lot-et-Garonne, la Haute-Marne, la pression, par rapport aux fortunes, est plus élevée que dans le Loiret, la Marne, l'Oise, l'Eure-et-Loir, l'Indre-et-Loire et le Maine-et-Loire ; aussi forte dans le Lot qu'en Seine-et-Oise ; dans le Gers et la Meuse que dans l'Eure ; et, en Corse, quadruple de celle de l'Aisne, etc... et le fait que, depuis la guerre, les revenus sont plus frappés que les capitaux pré-formés, aggrave ces inégalités, car les revenus croissent plus vite dans les départements prospères que dans ceux où la vie économique s'est sclérosée.

Année 1949 : Les statistiques, après la deuxième guerre mondiale, vont-elles nous apporter les rectifications attendues ou, au contraire, nous révéler des disparités nouvelles ? En 1949, le pourcentage des impôts, par rapport à la fortune acquise, a considérablement augmenté et représente en Corse 35 % des capitaux privés contre 6,38 % précédemment, soit plus de 5 fois les chiffres de 1934 dans ce département considéré, depuis toujours, comme le plus déshérité de tous.

Et les déséquilibres s'accroissent : en Corse, le pourcentage des impôts par rapport au capital est 11,5 fois plus élevé que dans la Manche, où la pression fiscale ne représente que 2,97 % de la

fortune privée. De même, en Moselle, ce pourcentage (19,5 % des fortunes) est 6 fois plus élevé que dans la Creuse 3,24 % ; et, dans les Vosges, 15,3 %, il est 4 fois plus élevé que dans le Cantal 3,64 %.

Le pourcentage moyen national des impôts par rapport à la fortune acquise (nous ne disons pas par rapport au revenu) s'élève en 1949 à 12 % des fortunes, mais cette moyenne n'est atteinte qu'en 12 départements, dont 7 figuraient déjà en 1934 parmi les plus frappés proportionnellement à l'importance de leurs capitaux :

Seine	36 %	Moselle	19,5 %
Corse	35	Bouches-du-Rhône	19,2
Rhône	25	Bas et Haut-Rhin	15,8
Nord	21,2		

Et tous, sauf la Corse, sont les plus peuplés et les plus industrialisés de France.

Les pourcentages les plus faibles sont observés dans les départements suivants : Basses-Alpes 4,26 ; Orne 4,17 ; Haute-Loire 4,12 ; Vendée 3,34 ; Côtes-du-Nord 3,85 ; Cantal 3,64 ; Creuse 3,24 ; et Manche 2,97 ; (La Creuse, les Côtes-du-Nord, la Haute-Loire, la Vendée et l'Orne bénéficiaient déjà en 1934 des pourcentages les plus faibles). Tous ces départements sont agricoles et plusieurs prospères. Mais, autant que les années précédentes, des inégalités subsistent : dans le riche département de la Seine-Maritime, où la polyculture domine pourtant, le capital privé est moins imposé (10,2 %) que dans le Gard (11,8 %), et l'Aude (11 %), uniquement viticoles.

Dans les Hautes-Alpes 8,74 %, et l'Ariège 8,54, les capitaux sont aussi imposés que dans les Alpes-Maritimes 8,59 %. Dans les riches départements agricoles du Calvados 6,79 %, de l'Eure 6,62 %, du Loiret 6,17 %, et du Maine-et-Loire 6,14 %, les capitaux privés sont moins frappés qu'en Haute-Marne 7,91 %, dont le sol calcaire est pauvre, et qu'en Ardèche 7,10 % qui s'apparente géologiquement à la Corse.

Si les faibles pourcentages de Seine-et-Oise 7,51 % et de Seine-et-Marne 5,62 % trouvent une explication valable dans une population prolétarienne importante, rien de pareil ne les justifie en Eure-et-Loir 4,90 %, Sarthe 4,64, Calvados, Eure, Loiret, Maine-et-Loire, où, proportionnellement au capital privé, le pourcentage des impôts et des taxes est moins élevé qu'en Corrèze 5,25 %, et est à peine égal à celui de la Lozère 4,86 %, du Gers 4,79, et du Lot 4,76.

Progression du prélèvement dans les capitaux privés depuis 1934 :

Dans l'ensemble des départements, le prélèvement fiscal a plus que triplé depuis 1934 ; l'augmentation la plus forte a eu lieu dans

l'Aisne, les Ardennes, la Corse, la Côte-d'Or, le Gard, la Loire, la Marne, la Meurthe-et-Moselle, la Moselle, le Nord, l'Oise, le Rhône, la Seine, la Somme, le Tarn et les Vosges. Dans ces départements, le pourcentage dépasse 4 fois celui de 1934, et lui est 6 fois supérieur dans la Seine et 7 fois dans le Rhône. Il est vrai que, sauf en Corse, ces départements sont en pleine expansion et l'augmentation de leurs revenus l'explique. Par contre, dans certains départements agricoles, l'accroissement du pourcentage est inférieur à la moyenne; il a simplement doublé dans le Cantal, la Charente-Maritime, la Creuse, la Drôme, l'Ardèche, le Finistère, la Haute-Garonne, l'Ariège et le Tarn-et-Garonne, le Lot, la Manche, la Savoie, la Haute-Savoie, le Vaucluse et les Basses-Alpes.

Année 1953 : Le pourcentage moyen des impôts dans les fortunes a poursuivi sa progression, de 12 % en 1949 à 14,40 en 1953; il a diminué cependant dans la majorité des départements, mais la moyenne a été augmentée à Paris et sa banlieue principalement, où des recouvrements très importants sont effectués pour le compte d'autres départements; (or les augmentations dans quelques gros centres suffisent pour modifier la moyenne générale.)

De la sorte, le pourcentage moyen national n'est dépassé qu'en 9 départements où il s'élevait déjà en 1949 au-dessus de la moyenne :

Dans 5 d'entre eux, il a légèrement augmenté depuis 1949 :

	1949	1953
Bouches-du-Rhône	19,2 %	21,9 %
Loire	14,8	18
Meurthe-et-Moselle	15,1	16,4
Bas et Haut-Rhin	15,8	16,4
Isère	12,3	14,5

Mais, dans les 4 autres, il a diminué :

Corse	35 %	29,1 %
Rhône	25	18,2
Nord	21,2	18,8
Moselle	19,5	14,5

Les écarts sont toujours sensibles entre les départements relativement les plus imposés et ceux qui le sont moins; et les départements de l'Orne, de la Vendée, des Côtes-du-Nord, du Cantal, de la Creuse et de la Manche figurent toujours parmi ces derniers.

Écarts entre départements agricoles entre eux :

Par rapport à la fortune acquise, la Corse est 12 fois plus imposée (29,1 % du capital privé) que la Creuse 2,41 %, 8 fois plus que la Manche 3,59 %, et que la Vendée 3,46 %.

La Savoie 11,3 % est 3 fois plus imposée que l'Orne, la Vendée et le Gers. Le Jura et la Haute-Marne sont deux fois plus frappés que le Cantal et les Côtes-du-Nord.

Écarts entre départements industriels :

Le Pas-de-Calais 8,41 % est deux fois moins imposé que la Meurthe-et-Moselle 16,4 % et la Loire 18,1 %.

La Seine-et-Oise 11,1 %, est deux fois moins imposée que les Bouches-du-Rhône, 21,9 %.

Écarts entre départements dynamiques et départements stationnaires :

Toujours sous l'angle de la fortune acquise, non sous celui des revenus, l'Ariège, département pauvre, est plus imposé : 9,11 % que la Marne 8,88 % et l'Aisne 8,89, départements riches.

La Haute-Saône 10,5 % est plus imposée que l'Oise 8,34 %, les Alpes-Maritimes 8,22 %, le Var 8,41, et le Vaucluse 8,01 %.

La Corrèze et les Hautes-Alpes le sont davantage que le Loiret, l'Eure et le Calvados ; l'on comprend toujours difficilement qu'en Eure-et-Loir, la pression fiscale, par rapport à la fortune, soit moins forte qu'en Lozère et en Haute-Loire ; guère plus élevée que dans le Lot, l'Orne, et la Mayenne ; ni qu'elle soit dans les Basses-Alpes 5,93 % aussi vive que dans le Calvados 6,03 %.

*Progression depuis 1949, du pourcentage des impôts dans les fortunes :**Départements où la progression a été la plus importante :*

La progression dans l'Ain est de 30 % ; dans le Puy-de-Dôme 49 % ; Basses-Alpes 40 % ; Savoie 89 % ; Corrèze 40 % ; Haute-Savoie 78 % ; Côte-d'Or 30 % ; Seine-et-Marne 63 % ; Haute-Loire 50 ; % Seine-et-Oise 47 % ; Manche 30 %.

Soit 8 dans la zone Sud et 3 dans la zone Nord, tous agricoles, à l'exception de la Seine-et-Oise.

Départements où le pourcentage a diminué depuis 1949 :

Dans les Hautes-Alpes, le pourcentage a baissé de 20 % ; dans l'Aude la baisse est de 44 % ; dans la Creuse de 26 % ; Gard 20 % ; Gers 21 % ; Hérault 26 % ; Moselle 26 % ; Pyrénées-Orientales 34 % ; Rhône 28 %.

Soit 7 départements agricoles et deux départements industriels (Rhône et Moselle), tous dans la zone Sud, sauf la Moselle.

C. — CONSIDÉRATIONS SUR LES RELATIONS
ENTRE LE MONTANT DES IMPÔTS PAR HABITANT
ET CELUI DES IMPÔTS PAR RAPPORT A LA FORTUNE :

Ce chapitre ne fait pas double emploi, car les impôts sont surtout perçus sur les revenus, les transactions et peu sur la fortune acquise.

Nous n'avons constaté aucune relation rigoureuse entre le montant des impôts par habitant et leur proportion dans les fortunes. Deux cas sont à considérer :

1^{er} cas : le département est dans une situation économique peu favorable : les capitaux sont inemployés et de peu de valeur ; les échanges sont peu nombreux ; les revenus sont insuffisants ; le rendement des impositions est médiocre ; la pression fiscale devrait être faible.

2^e cas : le département est en expansion : échanges nombreux ; capitaux et revenus importants ; il devrait donc y avoir parallélisme rigoureux entre une pression fiscale forte et la fortune.

Or, nous constatons souvent des divergences entre le montant des impôts et leur pourcentage dans les patrimoines. Ainsi :

En 1908 : La Corse est le moins imposé de tous les départements 13 fr car il est le plus pauvre. Mais le pourcentage de ses impositions par rapport à la fortune de ses habitants est plus élevé que partout ailleurs : 5,35 % ; cette situation n'est d'ailleurs pas exceptionnelle et se retrouve, presque aussi anormale, dans l'Ariège, la Lozère, le Lot, le Gers, les Hautes-Alpes, la Corrèze, etc...

Dans la Marne, au contraire, les revenus, les échanges et les capitaux sont importants : le montant du prélèvement fiscal est l'un des plus élevés qui soit à cette époque : 57 fr en moyenne et par habitant : mais, le pourcentage des impôts en égard à l'importance des fortunes est dérisoire, et le plus bas de tous les départements : 0,62 % ; mêmes déséquilibres dans le Loiret, l'Oise, la Seine-Inférieure, l'Eure et l'Eure-et-Loir.

Il en est de même dans les grands départements urbains : tandis que la pression fiscale par habitant est très forte dans la Seine 170 fr, en Seine-et-Oise 69 fr, en Seine-et-Marne 67 fr, et dans le Rhône 60 fr, le pourcentage des impôts dans les fortunes y est moins élevé que dans la majorité des départements : 1,01 % dans la Seine ; 0,73 % en Seine-et-Oise, 0,86 % en Seine-et-Marne, et 0,93 % dans le Rhône.

En 1934 : la guerre mondiale a fait disparaître partiellement ces anomalies : si la Corse reste encore, par habitant, le moins imposé 88 fr, et le plus par rapport à la fortune 6,38 % ; par contre,

la Seine, le Rhône, la Seine-Inférieure, le Nord, les Bas et Haut-Rhin, les Bouches-du-Rhône, deviennent à la fois, les plus imposés par tête et par rapport à l'importance de leurs capitaux.

Dans de nombreux départements cependant, des divergences subsistent entre le montant des impôts et leur proportion dans les fortunes.

Départements où la pression fiscale, proportionnellement à la fortune, est moins élevée que la normale :

Dans le tableau ci-après, la première colonne indique le montant moyen en 1934 des impôts par habitant ; la deuxième colonne la fortune moyenne par habitant en 1934 ; la troisième, le pourcentage des impôts dans les fortunes ; et les trois dernières colonnes indiquent, la première, le rang du département d'après la moyenne individuelle des impôts en 1934 ; la seconde, le rang du département d'après la fortune moyenne par habitant ; et la dernière, le rang du département d'après le rapport des impôts à la fortune :

Aisne	519 F	32 240 F	1,60	% 25 ^e	2 ^e	82 ^e
Ardennes	526	25 631	2,05	24	12	59
Côte-d'Or	530	25 781	2,05	23	11	59
Eure	534	26 739	1,99	21	8	64
Eure-et-Loir	552	26 437	2,08	20	10	58
Loir-et-Cher	445	22 916	1,94	39	19	68
Loiret	576	30 059	1,91	17	4	72
Marne	655	31 138	2,10	8	3	55
Oise	558	26 480	2,10	18	9	55
Orne	425	24 911	1,70	43	14	79
Sarthe	454	24 350	1,80	36	15	75
Seine-et-Marne	656	29 055	2,25	8	5	46
Seine-et-Oise	605	24 197	2,50	13	17	39
Somme	557	27 420	2,03	19	6	62

Hormis la Seine-et-Oise et les Ardennes industrialisées, l'économie dominante est agricole dans ces départements très développés.

Départements où la pression fiscale est plus élevée que la normale :

Aveyron	253	10 341	2,44	% 81 ^e	78 ^e	40 ^e
Dordogne	274	11 819	2,31	76	72	44
Finistère	295	10 704	2,75	74	77	33
Landes	274 F	12 562 F	2,18	76 ^e	67 ^e	50 ^e
Lot	252	10 709	2,35	83	76	43
Lozère	188	8 756	2,14	87	81	52
Moselle	415	9 367	4,43	45	80	6
Savoie	394	9 621	4,09	57	79	8

Hormis la Moselle, tous ces départements sont exclusivement agricoles et relativement peu développés.

En 1949 : L'équilibre tend de plus en plus à s'établir entre les impôts et la fortune, aussi bien dans les départements riches que dans les départements agricoles et pauvres. Des disparités subsistent néanmoins dans quelques départements peu prospères, où la part des impôts est plus grande qu'elle ne devrait l'être en considération de leur fortune ; il en est ainsi, par exemple, dans les départements suivants :

Corse	2 810 F	8 022 F	35 %	88 ^e	88 ^e	2 ^e
Gard	14 746	124 956	11,8	39	83	13
Aude	15 432	140 083	11	36	78	16
Var	11 827	119 535	9,89	57	84	22
Jura	13 402	148 303	9,3	49	73	27
Hautes-Alpes	8 577	98 128	8,74	75	87	30
Ariège	12 248	143 364	8,54	55	75	33

Tous ces départements sont agricoles et leur expansion économique est faible. Mais, le contraire se produit dans d'autres départements agricoles, très prospères, et où la pression fiscale est, proportionnellement, moins forte :

Eure	16 655 F	251 488 F	6,62 %	26 ^e	9 ^e	51 ^e
Loiret	16 435	265 970	6,17	28	7	54
Seine-et-Marne	17 538	311 898	5,62	20	3	60
Eure-et-Loir	15 640	318 971	4,90	34	1	71
Sarthe	12 730	274 239	4,64	51	6	77
Orne	11 962	286 643	4,17	56	5	82

En 1953 : Peu de changements. La distorsion entre la pression fiscale et les fortunes acquises reste à peu près la même qu'en 1949 :

Eure	33 087 F	493 577 F	6,70 %	29	5 ^e	54 ^e
Loiret	33 991	486 096	6,90	28	7	53
Eure-et-Loir	30 249	647 104	4,67	37	1	79
Sarthe	25 695	441 713	5,81	50	15	69
Orne	21 581	545 149	3,95	60	2	82
Aube	45 983	480 992	9,55	8	9	24
Calvados	32 216	533 467	6,03	32	3	66

A l'inverse, le pourcentage des impôts est proportionnellement plus élevé que le capital dans :

Basses-Pyr.	24 300 F	286 959 F	8,46 %	53 ^e	74 ^e	34 ^e
Hautes-Pyr.	21 416	271 607	7,88	61	79	42
Hautes-Alpes	17 764	247 873	7,16	75	85	49
Ardèche	18 309	263 515	6,94	73	84	52

Et surtout, comme antérieurement :

Corse	7 106 F	24 351	29,1 %	88 ^e	88 ^e	2 ^e
-------	---------	--------	--------	-----------------	-----------------	----------------

Ces derniers départements sont agricoles, et la plupart très pauvres.

Total des impôts par habitant en 1908.**CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT.**

Seine	170	F	Meuse	34	F
Seine-et-Oise	69		Pas-de-Calais	34	
Seine-et-Marne	67		Pyrénées-Orientales	34	
Calvados	63		Ain	33	
Rhône	60		Cher	33	
Seine-Inférieure	60		Drôme	33	
Marne	57		Lot-et-Garonne	33	
Eure-et-Loir	57		Mayenne	32	
Oise	55		Charente	32	
Bouches-du-Rhône	55		Jura	32	
Gironde	52		Vienne	32	
Eure	51		Puy-de-Dôme	31	
Alpes-Maritimes	51		Indre	31	
Aisne	50		Haute-Saône	30	
Hérault	50		Saône-et-Loire	30	
Aude	49		Savoie	30	
Aube	47		Deux-Sèvres	30	
Loiret	47		Ille-et-Vilaine	30	
Yonne	47		Vosges	29	
Somme	47		Gers	28	
Côte-d'Or	46		Tarn	27	
Indre-et-Loire	45		Cantal	26	
Orne	44		Basses-Pyrénées	26	
Haute-Garonne	44		Basses-Alpes	26	
Nord	43		Haute-Savoie	25	
Var	42		Vendée	25	
Ardennes	41		Dordogne	24	
Sarthe	40		Lot	24	
Meurthe-et-Moselle	40		Haute-Vienne	24	
Allier	39		Hautes-Pyrénées	23	
Loir-et-Cher	38		Hautes-Alpes	23	
Isère	38		Landes	23	
Manche	38		Aveyron	22	
Charente-Inférieure	37		Ariège	22	
Vaucluse	37		Haute-Loire	21	
Loire	36		Ardèche	21	
Loire-Inférieure	36		Côtes-du-Nord	20	
Maine-et-Loire	36		Creuse	20	
Nièvre	35		Lozère	20	
Tarn-et-Garonne	35		Corrèze	19	
Doubs	35		Finistère	18	
Gard	35		Morbihan	18	
Haute-Marne	34		Corse	13	

Moyenne nationale en 1908 : 51 fr d'impôts par habitant (moyenne, Seine excepté, 38 fr par habitant).

Total des impôts par habitant en 1934.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT.

Seine	2 469 F	Moselle	415 F
Rhône	968	Yonne	415
Alpes-Maritimes	763	Charente-Inférieure	412
Seine-Inférieure	733	Haute-Marne	411
Nord	719	Haute-Vienne	411
Bas et Haut-Rhin	682	Meuse	406
Bouches-du-Rhône	664	Cher	405
Seine-et-Marne	656	Charente	400
Marne	655	Saône-et-Loire	396
Gironde	635	Maine-et-Loire	395
Meurthe-et-Moselle	626	Nièvre	395
Calvados	613	Basses-Pyrénées	395
Seine-et-Oise	605	Savoie	394
Haute-Garonne	601	Jura	388
Aube	585	Ille-et-Vilaine	385
Hérault	581	Haute-Saône	380
Loiret	576	Indre	377
Oise	558	Tarn	353
Somme	557	Ain	348
Eure-et-Loir	552	Mayenne	343
Eure	534	Vienne	342
Vaucluse	530	Hautes-Pyrénées	340
Côte-d'Or	530	Lot-et-Garonne	327
Ardennes	526	Deux-Sèvres	322
Aisne	519	Hautes-Alpes	320
Indre-et-Loire	511	Basses-Alpes	318
Loire-Inférieure	504	Cantal	305
Loire	502	Tarn-et-Garonne	302
Var	501	Ardèche	301
Aude	500	Finistère	295
Isère	477	Corrèze	280
Doubs	475	Dordogne	274
Puy-de-Dôme	460	Landes	274
Allier	457	Vendée	260
Pyrénées-Orientales	455	Ariège	260
Sarthe	454	Côtes-du-Nord	258
Manche	452	Aveyron	253
Gard	451	Creuse	253
Loir-et-Cher	445	Lot	252
Vosges	438	Gers	245
Drôme	436	Haute-Loire	238
Pas-de-Calais	430	Morbihan	235
Orne	425	Lozère	188
Haute-Savoie	423	Corse	134

Moyenne nationale en 1934 : 729 Fr d'impôts par habitant
(moyenne, Seine excepté : 496 Fr par habitant)

Total des impôts par habitant en 1949.**CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT.**

Seine	75 263 F	Haute-Vienne	14 065 F
Nord	38 607	Saône-et-Loire	13 927
Rhône	36 959	Charente	13 706
Bas et Haut-Rhin	26 684	Cher	13 510
Vosges	25 832	Jura	13 402
Seine-Maritime	24 905	Meuse	12 837
Loire	24 866	Sarthe	12 730
Meurthe-et-Moselle	24 796	Loir-et-Cher	12 632
Bouches-du-Rhône	24 675	Allier	12 460
Ardennes	24 581	Ain	12 267
Aube	22 249	Ariège	12 248
Marne	21 943	Orne	11 962
Isère	20 531	Var	11 827
Doubs	20 312	Basses-Pyrénées	11 562
Gironde	20 187	Nièvre	11 410
Moselle	19 827	Indre	11 025
Tarn	19 818	Ille-et-Vilaine	10 795
Oise	18 394	Corrèze	10 685
Côte-d'Or	18 172	Yonne	10 672
Seine-et-Marne	17 538	Ardèche	10 532
Somme	17 503	Charente-Maritime	10 094
Vaucluse	17 170	Lot-et-Garonne	9 959
Aisne	17 163	Deux-Sèvres	9 549
Hérault	17 148	Hautes-Pyrénées	9 374
Seine-et-Oise	16 742	Finistère	9 364
Eure	16 655	Vienne	9 359
Haute-Saône	16 520	Mayenne	9 310
Loiret	16 435	Manche	9 292
Alpes-Maritimes	16 420	Landes	9 124
Puy-de-Dôme	16 338	Tarn-et-Garonne	8 662
Pyrénées-Orientales	16 257	Hautes-Alpes	8 577
Haute-Garonne	16 187	Basses-Alpes	8 247
Haute-Marne	15 730	Aveyron	8 027
Eure-et-Loir	15 640	Vendée	7 922
Loire-Atlantique	15 515	Haute-Loire	7 920
Aude	15 432	Dordogne	7 752
Savoie	15 378	Gers	7 700
Calvados	15 289	Cantal	7 376
Gard	14 746	Côtes-du-Nord	7 275
Pas-de-Calais	14 676	Morbihan	6 829
Haute-Savoie	14 666	Lot	6 228
Drôme	14 416	Creuse	5 890
Maine-et-Loire	14 130	Lozère	5 784
Indre-et-Loire	14 072	Corse	2 810

Moyenne nationale en 1949 : 24 120 fr d'impôts par habitant.
(moyenne, Seine excepté : 17 335 fr par habitant).

Total des impôts par habitant en 1953.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT

Seine	181 626 F	Gard	27 183 F
Nord	73 334	Ain	26 900
Rhône	71 264	Meuse	26 888
Meurthe-et-Moselle	52 561	Cher	25 834
Bas et Haut-Rhin	49 720	Nièvre	25 700
Loire	48 637	Sarthe	25 695
Bouches-du-Rhône	48 398	Indre-et-Loire	25 632
Aube	45 983	Var	25 477
Seine-Maritime	45 728	Allier	25 471
Vosges	45 584	Ariège	24 750
Puy-de-Dôme	44 931	Hérault	24 711
Moselle	44 603	Basses-Pyrénées	24 300
Doubs	44 574	Loir-et-Cher	24 141
Ardennes	44 392	Yonne	23 315
Isère	42 396	Indre	22 097
Marne	41 602	Orne	21 581
Haute-Savoie	39 142	Hautes-Pyrénées	21 416
Tarn	37 113	Aude	21 335
Alpes-Maritimes	36 897	Corrèze	21 304
Seine-et-Marne	36 218	Ille-et-Vilaine	21 301
Côte-d'Or	36 095	Charente-Maritime	20 575
Seine-et-Oise	35 918	Lot-et-Garonne	20 120
Savoie	35 555	Landes	19 594
Haute-Saône	35 304	Deux-Sèvres	19 424
Gironde	35 149		
Somme	34 726	Finistère	19 325
Oise	34 648	Basses-Alpes	19 214
Loiret	33 991	Manche	18 503
Eure	33 087	Mayenne	18 488
Aisne	32 901	Ardèche	18 309
Haute-Garonne	32 311	Vienne	17 789
Calvados	32 216	Hautes-Alpes	17 764
Drôme	31 578	Haute-Loire	17 263
Vaucluse	31 358	Aveyron	16 849
Loire-Atlantique	31 237	Tarn-et-Garonne	16 133
Haute-Marne	30 609	Dordogne	15 470
Eure-et-Loir	30 249	Morbihan	15 291
Charente	29 092	Vendée	14 560
Haute-Vienne	28 771	Côtes-du-Nord	14 343
Pas-de-Calais	28 105	Cantal	14 146
Pyrénées-Orientales	27 982	Lot	12 466
Saône-et-Loire	27 812	Gers	11 886
Jura	27 645	Lozère	11 500
Maine-et-Loire	27 494	Creuse	11 086
		Corse	7 106

Moyenne nationale en 1953: 52 378 fr par habitant (moyenne, Seine excepté 34 648 fr par habitant).

Rapport des impôts à la fortune en 1908.

CLASSEMENT PAR DÉPARTEMENT.

Corse	5,35 %	Cher	1,03 %
Aude	2,47	Calvados	1,02
Ariège	2,17	Maine-et-Loire	1,02
Hérault	2,14	Orne	1,02
Gard	1,97	Côte-d'Or	1,01
Gers	1,94	Seine	1,01
Tarn-et-Garonne	1,81	Landes	1
Lot	1,78	Morbihan	0,97
Hautes-Alpes	1,77	Saône-et-Loire	0,97
Aveyron	1,76	Vendée	0,97
Lozère	1,74	Côtes-du-Nord	0,95
Ardèche	1,68	Manche	0,95
Hautes-Pyrénées	1,60	Charente	0,93
Corrèze	1,59	Rhône	0,93
Haute-Garonne	1,56	Yonne	0,93
Bouches-du-Rhône	1,49	Finistère	0,92
Cantal	1,48	Nord	0,89
Tarn	1,48	Sarthe	0,88
Basses-Alpes	1,46	Ille-et-Vilaine	0,87
Drôme	1,45	Ain	0,86
Creuse	1,42	Seine-et-Marne	0,86
Haute-Vienne	1,42	Eure-et-Loir	0,85
Savoie	1,41	Seine-Inférieure	0,85
Haute-Loire	1,40	Ardennes	0,85
Isère	1,38	Vienne	0,85
Dordogne	1,37	Loire	0,84
Gironde	1,34	Haute-Marne	0,84
Nièvre	1,34	Meurthe-et-Moselle	0,84
Var	1,30	Aisne	0,83
Charente-Inférieure	1,29	Indre-et-Loire	0,82
Lot-et-Garonne	1,27	Basses-Pyrénées	0,80
Haute-Savoie	1,27	Vosges	0,80
Puy-de-Dôme	1,25	Mayenne	0,80
Haute-Saône	1,25	Eure	0,78
Allier	1,24	Pyrénées-Orientales	0,77
Jura	1,22	Aube	0,75
Loire-Inférieure	1,18	Loiret	0,75
Alpes-Maritimes	1,17	Meuse	0,74
Deux-Sèvres	1,14	Seine-et-Oise	0,73
Pas-de-Calais	1,13	Somme	0,73
Doubs	1,08	Loir-et-Cher	0,72
Vaucluse	1,06	Oise	0,69
Indre	1,05	Marne	0,62

Pourcentage des impôts par rapport à la fortune : 1 % en 1908.

Rapport des impôts à la fortune en 1934.

Corse	6,38 %	Haute-Marne	2,43 %
Bas et Haut-Rhin	6,01	Lot	2,35
Seine	5,71	Dordogne	2,31
Bouches-du-Rhône	5,69	Ille-et-Vilaine	2,26
Moselle	4,43	Seine-et-Marne	2,25
Haute-Garonne, Ariège et Tarn-et-Garonne	4,39	Indre-et-Loire	2,24
Nord	4,30	Saône-et-Loire	2,23
Savoie	4,09	Allier	2,22
Charente	3,70	Landes	2,18
Var	3,60	Cantal	2,17
Puy-de-Dôme	3,56	Lozère	2,14
Seine-Inférieure	3,56	Corrèze	2,13
Rhône	3,54	Indre	2,11
Drôme et Ardèche	3,51	Cher	2,10
Hérault	3,50	Marne	2,10
Meurthe-et-Moselle	3,47	Oise	2,10
Aude	3,44	Eure-et-Loir	2,08
Pyrénées-Orientales	3,38	Ardennes	2,05
Loire	3,34	Côte-d'Or	2,05
Haute-Saône	3,17	Manche	2,04
Alpes-Maritimes	3,14	Somme	2,03
Aube	3,14	Nièvre	2,02
Gironde	3,13	Eure	1,99
Charente-Inférieure	3,09	Gers	1,98
Haute-Savoie	3,04	Meuse	1,98
Haute-Vienne	3,03	Morbihan	1,95
Vaucluse et B.-Alpes	3,01	Loir-et-Cher	1,94
Doubs	2,98	Deux-Sèvres	1,94
Isère et H.-Alpes	2,98	Maine-et-Loire	1,92
Jura	2,85	Vienne	1,92
Pas-de-Calais	2,80	Loiret	1,91
Gard	2,78	Ain	1,90
Finistère	2,75	Creuse	1,83
Calvados	2,66	Sarthe	1,80
Loire-Inférieure	2,62	Côtes-du-Nord	1,76
Vosges	2,60	Haute-Loire	1,74
B. et H.-Pyrénées	2,58	Vendée	1,74
Tarn	2,56	Orne	1,70
Seine-et-Oise	2,50	Yonne	1,66
Aveyron	2,44	Mayenne	1,64
Lot-et-Garonne	2,44	Aisne	1,60

Pourcentage des impôts par rapport à la fortune : 3,50 % en 1934.

Rapport des impôts à la fortune en 1949.

Seine	36	%	Cher	7,35	%
Corse	35		Ardèche	7,10	
Rhône	25		Drôme	6,83	
Nord	21,2		Indre-et-Loire	6,81	
Moselle	19,5		Calvados	6,79	
Bouches-du-Rhône	19,2		Lot-et-Garonne	6,66	
Bas et Haut-Rhin	15,8		Eure	6,62	
Vosges	15,3		Landes	6,42	
Meurthe-et-Moselle	15,1		Charente-Maritime	6,23	
Loire	14,79		Loiret	6,17	
Isère	12,30		Maine-et-Loire	6,14	
Tarn	12,3		Meuse	6,02	
Gard	11,8		Savoie	5,97	
Aube	11,7		Indre	5,75	
Pyrénées-Orientales	11,4		Vienne	5,71	
Aude	11		Dordogne	5,69	
Gironde	10,6		Finistère	5,67	
Marne	10,5		Seine-et-Marne	5,62	
Ardennes	10,44		Allier	5,44	
Doubs	10,3		Aveyron	5,43	
Seine-Maritime	10,2		Ain	5,40	
Var	9,89		Corrèze	5,25	
Pas-de-Calais	9,68		Nièvre	5,18	
Hérault	9,57		Loir-et-Cher	5,15	
Haute-Saône	9,49		Ille-et-Vilaine	5	
Haute-Garonne	9,3		Haute-Savoie	4,97	
Jura	9,3		Eure-et-Loir	4,90	
Puy-de-Dôme	9		Lozère	4,86	
Charente	8,8		Yonne	4,81	
Hautes-Alpes	8,74		Gers	4,79	
Loire-Atlantique	8,61		Lot	4,76	
Alpes-Maritimes	8,59		Tarn-et-Garonne	4,69	
Ariège	8,54		Sarthe	4,64	
Oise	8,33		Mayenne	4,57	
Vaucluse	8,24		Deux-Sèvres	4,54	
Somme	8,11		Morbihan	4,51	
Côte-d'Or	7,95		Basses-Alpes	4,26	
Haute-Marne	7,91		Orne	4,17	
Saône-et-Loire	7,81		Haute-Loire	4,12	
Aisne	7,76		Vendée	3,94	
Haute-Vienne	7,76		Côtes-du-Nord	3,85	
Basses-Pyrénées	7,59		Cantal	3,64	
Seine-et-Oise	7,51		Creuse	3,24	
Hautes-Pyrénées	7,43		Manche	2,97	

Pourcentage des impôts par rapport à la fortune : 12 % en 1949.

Rapport des impôts à la fortune en 1953.

Seine	45,6	%	Pyrénées-Orientales	7,61	%
Corse	29,1		Corrèze	7,55	
Bouches-du-Rhône	21,9		Somme	7,28	
Nord	18,8		Ain	7,21	
Rhône	18,2		Hautes-Alpes	7,16	
Loire	18,1		Hérault	7,12	
Meurthe-et-Moselle	16,4		Meuse	6,95	
Bas et Haut-Rhin	16,4		Ardèche	6,94	
Isère	14,5		Loiret	6,90	
Moselle	14,5		Eure	6,70	
Vosges	13,5		Allier	6,68	
Puy-de-Dôme	13,4		Indre	6,57	
Doubs	12,5		Cher	6,54	
Tarn	12,1		Lot-et-Garonne	6,53	
Savoie	11,3		Haute-Loire	6,52	
Seine-Maritime	11,2		Nièvre	6,40	
Seine-et-Oise	11,1		Indre-et-Loire	6,35	
Haute-Garonne	10,9		Landes	6,26	
Haute-Saône	10,5		Charente-Maritime	6,21	
Côte-d'Or	10,1		Aude	6,15	
Gironde	10,1		Finistère	6,05	
Saône-et-Loire	9,96		Calvados	6,03	
Charente	9,73		Basses-Alpes	5,93	
Aube	9,55		Tarn-et-Garonne	5,92	
Gard	9,48		Sarthe	5,81	
Seine-et-Marne	9,17		Dordogne	5,77	
Ardenes	9,12		Vienne	5,61	
Ariège	9,11		Yonne	5,27	
Haute-Vienne	8,96		Lozère	5,15	
Aisne	8,89		Loir-et-Cher	4,98	
Haute-Savoie	8,88		Aveyron	4,92	
Marne	8,88		Ille-et-Vilaine	4,78	
Drôme	8,70		Morbihan	4,73	
Basses-Pyrénées	8,46		Deux-Sèvres	4,68	
Haute-Marne	8,44		Eure-et-Loir	4,67	
Pas-de-Calais	8,41		Mayenne	4,39	
Var	8,41		Lot	4,02	
Oise	8,34		Orne	3,95	
Alpes-Maritimes	8,22		Cantal	3,92	
Vaucluse	8,01		Côtes-du-Nord	3,87	
Loire-Atlantique	7,89		Gers	3,80	
Hautes-Pyrénées	7,88		Manche	3,59	
Maine-et-Loire	7,83		Vendée	3,46	
Jura	7,76		Creuse	2,41	

Pourcentage des impôts par rapport à la fortune : 14,40 % en 1953.

CHAPITRE XXVIII

Dépenses de l'Etat et des départements pendant l'année 1949 et rapports entre les dépenses et les impôts, par département et par habitant

- a) Dépenses par département pendant l'année 1949 ;
- b) Rapport entre les dépenses et les impôts, par département et par habitant.

A. — DÉPENSES PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT :

La moyenne par habitant pour la France entière était, en 1949, de 28 721 fr.

Indépendamment du département de la Seine dont nous mentionnerons les dépenses (103 103 fr par habitant) pour mémoire seulement, parce que, nous l'avons dit plus haut pour les impôts, nous avons la certitude que ces dépenses ne concernent pas uniquement la Seine, les dépenses les plus fortes, en 1949, sont réalisées dans les départements suivants : Bouches-du-Rhône 55 303 fr par habitant ; Côte-d'Or 51 023 fr ; Haute-Garonne 44 710 fr ; Var 44 356 fr ; Haute-Vienne 36 498 fr ; Indre-et-Loire 35 227 fr ; Seine-Maritime 31 041 fr. ; Rhône 30 027 fr. Les dépenses sont donc supérieures à la moyenne nationale dans ces 9 départements.

Dans tous les autres, elles lui sont inférieures, mais varient cependant dans de grandes proportions : 27 943 fr en Gironde et 7 830 fr dans la Loire ; cette disparité est d'autant plus intéressante à signaler que la structure sociale de ces deux départements est à peu près identique : dans l'un et l'autre, les populations urbaines et agricoles sont également importantes.

On ne peut pas affirmer que les dépenses sont toujours plus importantes dans les départements urbains que dans les départements ruraux ; mais dans l'ensemble elles leur sont supérieures.

Toutefois les exceptions sont nombreuses ; ainsi, dans plusieurs départements urbains, les dépenses par habitant sont moins élevées que dans quelques départements agricoles :

Corse 23 960 F par habitant	Nord (urbain) 17 909 F par hab.
Basses-Alpes 21 666 F	Seine-et-Oise (urbain) 15 926 F
Hautes-Alpes 18 071 F	Pas-de-Calais (—) 12 757 F
	Loire (—) 7 830 F

Bien plus, nous constatons des différences sensibles entre certains départements agricoles ; exemple :

Vendée	8 236 F	Mayenne	8 930 F
Charente-Maritime	16 969	Eure	11 257
Maine-et-Loire	19 792	Indre-et-Loire	35 227

B. — RAPPORT ENTRE LES DÉPENSES ET LES IMPÔTS,
PAR DÉPARTEMENT ET PAR HABITANT (année 1949 seulement) :

Les dépenses que nous avons considérées concernent les dépenses budgétaires proprement dites, savoir : les dépenses civiles et militaires, le service de la dette publique et les dépenses des budgets départementaux.

Les dépenses suivantes ne sont pas comprises : dépenses des communes, dépenses de l'Etat affectées à des virements à des budgets communaux, budgets autonomes des P.T.T., de la radio-diffusion nationale, de la caisses des dépôts et consignations, de la caisse autonome d'amortissement, etc... ; de même, les dépenses d'investissement et de reconstruction ne sont pas comprises, sauf celles concernant la reconstruction des services administratifs.

Pour l'ensemble du territoire métropolitain, les dépenses ont été en 1949 supérieures de 20 % environ aux recettes. Précisons qu'il s'agit uniquement des dépenses et impôts spécifiés plus haut, et que certaines dépenses et que certains impôts (droits de douane, en particulier) n'y sont pas compris.

Mais, dans 35 départements, les dépenses ont dépassé les recettes de plus de 20 % ; dans 45 seulement les recettes égalent les dépenses ou leur sont supérieures.

Le tableau suivant montre la prééminence des départements de la zone Nord, parmi ceux où les recettes sont supérieures aux dépenses :

	Nombre des départ.	Zone Sud	Zone Nord
Départements où les dépenses sont supérieures aux recettes de plus de 20 %.	35	23	12
Départements où les dépenses sont supérieures aux recettes.	44	29	15
Départements où les recettes sont supérieures aux dépenses.	45	17	28

Ainsi, les départements de la zone Nord coûtent moins cher au budget de l'État et lui rapportent davantage ; et, sans les comparer à la Sicile et aux territoires de l'Italie méridionale que les Italiens du Nord considèrent comme une entrave à leur propre développement, les départements de la zone Sud française démontrent, par l'insuffisance de leurs recettes fiscales et de leurs capitaux, que leur expansion économique est encore incomplète.

La région lyonnaise (Rhône, Loire, Ain, Savoie, Haute-Savoie) en constitue la seule, mais très importante exception.

A l'intérieur de ces deux grandes zones (Nord et Sud), on peut classer en plusieurs régions les départements où les dépenses dominent et ceux où les recettes leur sont supérieures :

I. — RÉGIONS OU LES DÉPENSES SONT SUPÉRIEURES AUX RECETTES :

Provence :

Bouches-du-Rhône : les dépenses y sont le double des recettes.

Var : dépenses quadruples des recettes.

Alpes-Maritimes : dépenses supérieures de 25 % aux recettes.

Hautes-Alpes : dépenses doubles des recettes.

Basses-Alpes : dépenses deux fois 1/2 supérieures aux recettes.

Corse : les dépenses sont 8 fois supérieures aux recettes.

Bretagne :

Pour l'ensemble de cette province, (Morbihan, Finistère, Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine) les recettes sont la moitié des dépenses.

Sud-Ouest :

Haute-Garonne, Gironde, Gers, Landes, Lot, Lot-et-Garonne, Tarn-et-Garonne, Aveyron, Dordogne, Basses et Hautes-Pyrénées, Vienne et Haute-Vienne, etc...

Dans tous ces départements les dépenses sont supérieures aux recettes.

II. — RÉGIONS OU LES RECETTES SONT ÉGALES OU SUPÉRIEURES AUX DÉPENSES :

Région lyonnaise :

Rhône : les recettes sont supérieures de 20 % aux dépenses.

Loire : les recettes sont le triple des dépenses.

Dans l'Ain, la Savoie et la Haute-Savoie, les recettes sont également supérieures aux dépenses.

Alsace et Lorraine :

Bas et Haut-Rhin, Vosges, Meurthe-et-Moselle, (recettes supérieures aux dépenses).

Dans la Moselle, l'équilibre est à peu près réalisé entre les dépenses et les recettes.

Nord-Est :

Nord : les recettes sont le double des dépenses.

Les recettes sont également supérieures aux dépenses dans l'Oise, les Ardennes, l'Aisne, la Marne le Pas-de-Calais et la Somme.

Ouest agricole (Bretagne exceptée).

Les recettes sont supérieures aux dépenses dans les départements suivants : Eure, Eure-et-Loir, Loiret, Calvados, Orne, Mayenne, Sarthe, Cher, Indre, Loir-et-Cher.

Dans quelques départements de l'Ouest cependant, les dépenses sont en 1949 supérieures aux recouvrements : Maine-et-Loire, Vendée, Indre-et-Loire, par exemple.

Sous les réserves exprimées plus haut, les dépenses par habitant dans la région parisienne (Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne) dépassent de 30 % les recettes dans la Seine, mais leur sont inférieures en Seine-et-Oise et en Seine-et-Marne.

Ainsi, la physionomie comptable du territoire métropolitain est très disparate. Tandis qu'en Corse les dépenses sont 8 fois plus élevées que les impôts qui y sont perçus, elles ne représentent, dans la Loire, que le tiers des recouvrements, et ces disparités s'inscrivent aussi bien au passif de départements prospères qu'à celui de départements pauvres : en effet, les dépenses atteignent près de 3 fois les recettes en Côte-d'Or et en Haute-Garonne ; 2 fois dans les Bouches-du-Rhône et la Manche et deux fois et demie dans l'Indre-et-Loire ; et le déficit, dans ces départements, envers le budget, est plus élevé que dans le Gers, le Cantal, la Creuse ou la Haute-Loire, par exemple.

Et, dans des départements qui se ressemblent, tant par l'importance de leurs œuvres sociales et de leur urbanisme que par

leur structure ouvrière, les divergences sont aussi profondes : les dépenses sont plus de 2 fois supérieures aux recettes dans les Bouches-du-Rhône, mais plus de deux fois inférieures dans le Nord.

CONCLUSION.

Aussi bien que la répartition de la fortune et celle des impôts, la répartition des dépenses n'est pas équilibrée entre les départements, et ces trois éléments (fortune, impôts, dépenses,) qui devraient se manifester, les uns vis-à-vis des autres, dans des rapports fixes (ou s'en approchant), suivent, au contraire, des voies trop souvent non parallèles. Une telle situation crée en France des déséquilibres économiques, sociaux et politiques, considérables.

Dépenses de l'Etat et des départements par habitant en 1949.

Seine	103 103 F	Lozère	14 102 F
Bouches-du-Rhône	55 303	Lot-et-Garonne	14 040
Côte-d'Or	51 023	Gard	13 908
Haute-Garonne	44 710	Aude	13 590
Var	44 356	Eure-et-Loir	13 584
Haute-Vienne	36 498	Oise	13 272
Indre-et-Loire	35 227	Seine-et-Marne	12 924
Seine-Maritime	31 041	Tarn-et-Garonne	12 770
Rhône	30 027	Pas-de-Calais	12 757
Gironde	27 943	Côtes-du-Nord	12 570
Ille-et-Vilaine	25 414	Aveyron	12 539
Isère	24 547	Cantal	12 538
Corse	23 960	Allier	12 242
Meurthe-et-Moselle	22 880	Vienne	12 239
Finistère	22 334	Landes	12 092
Basses-Alpes	21 666	Somme	12 081
Hérault	21 639	Jura	12 068
Moselle	21 606	Yonne	11 996
Alpes-Maritimes	20 730	Loir-et-Cher	11 855
Manche	19 997	Haute-Saône	11 398
Maine-et-Loire	19 792	Orne	11 313
Bas et Haut-Rhin	19 657	Eure	11 257
Puy-de-Dôme	19 049	Sarthe	10 851
Loire-Atlantique	18 643	Hautes-Pyrénées	10 638
Meuse	18 190	Cher	10 480
Hautes-Alpes	18 071	Lot	10 477
Doubs	18 026	Haute-Savoie	10 275
Ardennes	17 992	Dordogne	9 964
Pyrénées-Orientales	17 943	Drôme	9 937
Nord	17 909	Tarn	9 910
Basses-Pyrénées	17 470	Ain	9 757
Marne	17 201	Corrèze	9 656
Charente-Maritime	16 969	Gers	9 588
Vaucluse	16 335	Saône-et-Loire	9 343
Seine-et-Oise	15 926	Indre	9 154
Haute-Marne	15 689	Ariège	9 137
Vosges	15 659	Charente	9 047
Savoie	15 462	Mayenne	8 930
Aube	14 829	Haute-Loire	8 728
Morbihan	14 737	Deux-Sèvres	8 528
Nièvre	14 605	Creuse	8 518
Loiret	14 581	Ardèche	8 513
Aisne	14 457	Vendée	8 236
Calvados	14 311	Loire	7 830

Dépenses moyennes par habitant en 1949 : 28 721 fr.
(dépenses par habitant, Seine excepté : 16 647 fr).

Pourcentage des dépenses par 100 F d'impôts, en 1949.

Corse	852 %	Savoie	100 %
Var	375	Haute-Marne	99,7
Haute-Garonne	288	Allier	98,2
Côte-d'Or	287	Mayenne	95,9
Basses-Alpes	262	Seine-et-Oise	95,1
Haute-Vienne	259	Vaucluse	95,1
Indre-et-Loire	250	Orne	94,5
Lozère	243	Gard	94,3
Finistère	238	Loir-et-Cher	93,8
Ille-et-Vilaine	235	Calvados	93,6
Bouches-du-Rhône	224	Meurthe-et-Moselle	92,2
Manche	215	Corrèze	90,3
Morbihan	215	Jura	90
Hautes-Alpes	210	Deux-Sèvres	89,3
Côtes-du-Nord	172	Doubs	88,7
Cantal	169	Loiret	88,7
Charente-Maritime	168	Aude	88
Lot	168	Pas-de-Calais	86,9
Aveyron	156	Eure-et-Loir	86,8
Basses-Pyrénées	151	Sarthe	85,2
Tarn-et-Garonne	147	Aisne	84,2
Creuse	144	Ardèche	83,5
Lot-et-Garonne	141	Indre	83
Meuse	141	Rhône	81,2
Maine-et-Loire	140	Ain	79,5
Gironde	138	Marne	78,3
Seine	136	Cher	77,5
Landes	132	Ariège	74,6
Vienne	130	Bas et Haut-Rhin	73,6
Dordogne	128	Seine-et-Marne	73,6
Nièvre	127	Ardennes	73,2
Alpes-Maritimes	126	Oise	72,1
Hérault	126	Haute-Savoie	70
Gers	124	Somme	69
Seine-Maritime	124	Drôme	68,9
Loire-Atlantique	120	Haute-Saône	68,9
Isère	119	Eure	67,5
Puy-de-Dôme	116	Saône-et-Loire	67
Hautes-Pyrénées	113	Aube	66,6
Yonne	112	Charente	66
Haute-Loire	110	Vosges	60,6
Pyrénées-Orientales	110	Tarn	50
Moselle	108	Nord	46,3
Vendée	103	Loire	31,4

Pourcentage moyen national : 119 %, c'est-à-dire 119 fr de dépenses pour 100 fr d'impôts en moyenne.

CHAPITRE XXIX

Fortune privée totale de la France, exprimée en millions de francs

	1908	1934	1949	1953
Rentes et valeurs du Trésor.....	15 217	62 431	214 247	267 253
Obligations et bons....	23 781	72 907	316 507	526 783
Actions et parts de fondateurs.....	18 439	94 683	712 273	1 222 543
Parts d'intérêts et commandites simples....	3 820	9 829	106 814	299 127
Valeurs mobil. étrang..	26 565	27 492	240 389	213 435
Numéraire	2 008	8 255	83 556	148 217
Assurances-vie	1 113	4 032	66 499	133 432
Dépôts en banque et comptes courants....	3 690	20 747	183 524	449 246
Livrets d'épargne et de retraites.....	4 926	48 069	312 880	651 816
Fonds de commerce et marchandises	5 340	30 336	383 611	960 650
Meubles meublants, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc.....	14 531	112 184	932 362	1 475 892
Immeubles à usage agricole	36 054	175 379	2 063 651	4 286 494
Immeubles (autres usages)	43 101	185 451	2 257 619	4 885 010
TOTAL	198 585	851 795	7 873 932	15 519 898

CHAPITRE XXX

Population de la France, en milliers d'habitants

	1908	1934	1949	1953
Ain	344	310	309	312
Aisne	537	477	468	487
Allier	418	364	375	373
Basses-Alpes	112	83	81	84
Hautes-Alpes	107	86	84	85
Alpes-Maritimes	335	530	467	515
Ardèche	346	269	253	249
Ardennes	318	286	259	280
Ariège	204	152	145	140
Aube	242	239	241	241
Aude	307	276	271	268
Aveyron	378	307	306	293
Bouches-du-Rhône	762	1 219	1 018	1 049
Calvados	400	399	414	443
Cantal	229	180	182	177
Charente	351	307	313	314
Charente-Maritime	452	422	429	448
Cher	344	282	287	284
Corrèze	320	252	253	243
Corse	294	274	227	244
Côte-d'Or	355	329	343	357
Côtes-du-Nord	617	521	522	503
Creuse	275	197	187	173
Dordogne	446	383	390	378
Doubs	300	302	308	327
Drôme	295	263	270	275
Eure	328	299	318	333
Eure-et-Loir	273	248	260	261
Finistère	812	737	727	728

	1908	1934	1949	1953
Gard	417	394	392	397
Haute-Garonne	436	454	511	526
Gers	227	192	192	185
Gironde	817	844	871	897
Hérault	479	501	469	471
Ille-et-Vilaine	612	560	591	587
Indre	292	241	252	247
Indre-et-Loire	336	339	352	365
Isère	559	566	585	626
Jura	257	218	219	220
Landes	296	250	250	249
Loir-et-Cher	276	232	243	240
Loire	643	647	653	654
Haute-Loire	316	242	225	216
Loire-Atlantique	668	653	687	734
Loiret	365	339	351	361
Lot	213	160	153	148
Lot-et-Garonne	270	246	269	266
Lozère	129	94	88	82
Maine-et-Loire	512	470	505	518
Manche	486	431	445	447
Marne	435	407	398	415
Haute-Marne	220	186	187	197
Mayenne	305	248	260	252
Meurthe-et-Moselle	521	571	554	607
Meuse	279	213	194	207
Morbihan	582	533	515	521
Moselle		690	676	769
Nièvre	312	248	251	240
Nord	1 922	2 009	1 990	2 099
Oise	410	398	404	435
Orne	312	267	274	275
Pas-de-Calais	1 037	1 172	1 209	1 277
Puy-de-Dôme	531	474	482	481
Basses-Pyrénées	429	411	419	420
Hautes-Pyrénées	208	183	202	204
Pyrénées-Orientales	214	230	230	230
Bas et Haut-Rhin		1 206	1 163	1 218
Rhône	852	890	942	967
H.-Saône et Belfort	360	307	296	309
Saône-et-Loire	615	522	512	511
Sarthe	419	382	424	420
Savoie	253	234	242	252
Haute-Savoie	261	256	283	294

	1908	1934	1949	1953
Seine	3 850	4 860	4 825	5 155
Seine-Maritime	872	904	875	942
Seine-et-Marne	361	395	412	453
Seine-et-Oise	745	1 390	1 432	1 709
Deux-Sèvres	341	307	314	313
Somme	532	464	449	464
Tarn	328	296	303	308
Tarn-et-Garonne	185	162	170	172
Var	323	393	383	413
Vaucluse	236	245	253	268
Vendée	448	387	398	396
Vienne	336	305	317	319
Haute-Vienne	392	330	337	324
Vosges	434	374	352	373
Yonne	311	268	267	266
TOTAL	39 278	41 183	41 204	42 734

ANNEXES N° 1

A — Statistique, par département, des différentes catégories de biens.

B — Statistique d'ensemble.

N.B. Il est précisé que toutes les valeurs sont exprimées en francs anciens (le présent travail ayant été terminé en 1958).

Département de l'Allier	Année 1908 :										Année 1934 :										Année 1949 :										Année 1953 :									
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Fortune moyenne par habitant en francs	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rang pour total des impôts par habitant										
en 1908 417 970	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33								
Population en 1934 364 000	80	189	45						410	1 125	39						1 914	5 105	32						2 197	5 889	45													
moyenne en 1949 375 000	62	149	57						514	1 412	28						2 840	7 572	37						4 025	10 790	43													
en 1953 373 000	52	125	44						366	1 004	30						3 371	8 990	54						7 011	18 795	36													
	3	6	44						18	48	57						478	1 274	42						3 597	9 644	11													
Partis intérêts et commandite simp.	148	354	26						102	278	39						966	2 576	35						337	903	57													
Valeurs mobilières étrangères	10	24	73						49	135	62						380	1 012	78						1 344	3 602	35													
Numéraire	4	8	66						10	27	74						176	468	70						858	2 298	33													
Assurances sur la vie	14	32	42	5 206	46	85	22	59	161	49	6 995	56	30	40	1 524	4 062	27	61	327	47	1	23			3 167	8 490	35	144 614	51	1	28									
Dépôts banque et ctes courants.	30	72	62					490	1 346	27					3 166	8 441	21							7 935	21 272	14														
Livrets d'épargne et retraites	33	79	45	11 600	36	78	35	266	730	23	42 465	23	40	41	4 276	11 403	16	405	911	42	1	9			9 439	25 304	15	1084 908	37	1	25									
Fonds commerce et marchandises																																								
Meubles meublent, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc....	94	224	52						1 288	3 538	18				11 696	31 189	22							15 742	42 204	27														
Immeubles à usage agricole	564	1 350	15	10 664	8	1	61	2 123	5 833	25	33 704	26	4	50	27 069	72 184	27	361	768	27	1	52			41 289	110 694	53	617 637	57	1	45									
Immeubles (autres usages), ...	215	514	52	9 140	38	1	47	1 794	4 929	8	56 828	20	8	29	27 981	74 615	9	428	707	37	1	19			45 166	121 088	21	810 880	46	1	29									
TOTAL :	1 309	3 131	44				30	7 489	20 572	23				34			85 837	228 895	14					142 107	380 982	33						48								

Département : des BASSES-ALPES	Année 1908 :										Année 1949 :										Année 1953 :													
	Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements	
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33		
Rentes sur Etat, valeurs Trésor .	37	328	26														5 972	73 111	1						572	6 809	31							
Obligations et bons	12	103	64														560	6 916	44						847	10 083	52							
Actions et parts fondateurs	8	72	62														912	11 260	39						1 403	16 706	38							
Parts intérêts et commandite simp.	0,3	2	55														19	231	80						366	4 360	39							
Valeurs mobilières étrangères	5,5	49	76														59	731	66						36	432	68							
Numéraire	9	78	11														146	1 803	34						310	3 691	31							
Assurances sur la vie	0,5	4	76														27	333	79						16	185	88							
Dépôts banque et ctes courants.	1,3	11	66	3 071	68	1	62										107	1 315	83	28 986	188	1	50		328	3 905	73	76 302	88	1	37			
Livrets Epargne et retraites	12,6	112	44														909	11 221	6					1 982	23 590	5								
Fonds commerce et marchandises .	4,9	43	60	4 527	73	1	27										392	4 835	83	285 464	76	1	81		1 647	19 603	44	997 969	46	1	35			
Meubles meublant, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc.....	12	107	73														746	9 212	84						1 642	19 545	77							
Immeubles à usage agricole	60	532	78	1 992	84	1	10										3 822	47 182	60	155 059	181	1	7		10 387	123 649	43	458 567	75	1	5			
Immeubles (autres usages).....	36	324	66	3 047	83	1	16										2 035	25 124	87	205 604	87	1	50		7 636	90 909	60	666 934	71	1	27			
TOTAL :	100	1 770	71					65								70	193 276	38					80			323 472	55					71		
																	15 656								27 172									

DÉPARTEMENT : des ALPES-MARITIMES	Année 1908 :										Année 1934 :										Année 1949 :										Année 1953 :																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'

Département : de l'AUBE	Année 1908 :										Année 1934 :										Année 1949 :										Année 1953 :									
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rang pour total des impôts par habitant								
en 1908 241 620	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33								
Popu- lation moyenne	201.3	831	5						500	2.091	17						1.675,4	6.952	14						2.636,5	10.939	6													
en 1934 239 000	172.5	712	17					466	1.950	21							3.183,4	13.209	12						10.902,4	45.238	1													
en 1949 241 000	97.8	404	16					228,4	955	32							3.456,1	14.340	26						8.212	34.076	11													
en 1953 241 000	35	144	8					87	363	11							984,5	4.085	12						6.157	25.548	3													
	159	656	9					127	531	19							458,5	1.902	39						1.054	4.374	20													
	22,5	93	6					59,3	248	20							443	1.838	32						955,5	3.964	24													
	9,5	39	12					45	188	4							155,3	644	52						1.611,4	6.686	4													
	14,8	61	24	7.825	31	87	24	75,8	317	23	8.556	46	12	18			984	4.083	26	54.281	65	8	9		3.949	16.387	6	225.674	13	1	6									
	109	450	1					465,3	1.946	9							1.693	7.024	43						5.293	21.964	11													
	18	74	46	8.724	50	80	37	106	443	58	27.009	64	46	42			2.152,6	8.932	35	448.285	29	31	30		4.273	17.729	59	960.202	53	1	35									
	119,4	493	16					807,5	3.379	24							10.589,4	43.939	7						11.063,7	45.907	22													
	268	1.107	28	4.307	53	2,6	10	721,4	3.018	70	13.782	75	25	32			6.772,3	28.100	79	177.419	76	1	58		30.899	128.211	38	723.628	39	1	31									
	289	1.194	10	12.866	19	7,3	24	763	3.192	36	29.235	78	11	6,4			12.983	53.870	38	267.092	80	1	4		28.911	119.963	25	759.822	54	1	9									
		6.264	11				17		18.627	31								188.924	43					14		480.992	9													
TOTAL :	1.515,9								15.517								45.530,5								115.915															

Département : de l'AVEYRON	Année 1908 :							Année 1934 :							Année 1949 :							Année 1953 :										
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant				
I	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Rentes sur Etat, valeurs Trésor .	20,8	55 79							150,8	491 67							867,4	2 834,73							1 381,5	4 715 62						
Obligations et bons	10,4	27 84							110,2	358 74							1 418,2	4 634,70							2 746,6	9 374 59						
Actions et parts fondateurs	12,7	33 75							87,8	286 71							1 599	5 225,72							11 301,3	38 571 8						
Paris intérêts et commandite simp.									6,7	21 65							182,3	596,66							1 342,4	4 581 35						
Valeurs mobilières étrangères	17,6	46 79							39,8	129 70							137,6	449,73							431	1 471 46						
Numéraire	11,8	31 60							37,9	123 67							482	1574 45							966,6	3 299 48						
Assurances sur la vie	2	5 75							11,1	36 68							385,3	1259 18							459,3	1 567 62						
Dépôts banque et ctes courants.	4,5	11 66	4 166	58	1	70			17,4	56 74	5 627	76	1	68			450,9	1 473 81	44 454	78	1	72			2 674	9 126 30	314 600	4	1	76		
Livrets Epargne et retraites	21,2	56 75				238			240,6	783 68							1 967	6 427 50							4 876,7	16 644 36						
Fonds commerce et marchandises .	6,9	18 81	4 107	75	1	79	153		65,3	212 80	19 728	77	1	59			1 336	4 365 87	247 827	82	1	76			9 934	33 904	5	1 505 174	9	1	25	32
Meubles meublant, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc.....																																
Immeubles à usage agricole	259,5	686 62	3 546	66	1	41			1 561	5 084 36	22 738	50	1	16			21 957,3	71 756 28	233 511	61	1	7			39 958	136 373 27	539 866	66	1	11		
Immeubles (autres usages)	77,3	204 80	5 239	67	1	82			431,2	1 404 80	46 785 34	1	82	21			11 102	36 281 72	443 389 32	1	88				18 947	64 664 78	719 043 63	1	78			
TOTAL :	477 5	1 250 81						76		10 341 78					81		45 210,7	47 746 74								341 943 47						77
									3 174,4																	100 189,4						

**DÉPARTEMENT : du
BOUCHES-DU-RHONE**

en 1908 762 000
 en 1934 1 219 000
 en 1949 1 018 000
 en 1953 1 049 000

Département : du BOUCHES-DU-RHONE	Année 1908 :							Année 1934 :							Année 1949 :							Année 1953 :											
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant					
en 1908 762 000 en 1934 1 219 000 en 1949 1 018 000 en 1953 1 049 000	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	
Rentes sur Etat, valeurs Trésor .	228,8	300	30						1 437,3	1 179,35							2 747,4	2 696,78							3 244,3	3 092,84							
Obligations et bons	249,3	327	28						1 329,4	1 090,39							3 897,6	3 828,74							5 972	5 692,83							
Actions et parts fondateurs	185,6	243	32						1 141,3	936,33							19 674,1	19 326,14							21 545,8	20 539,27							
Parts intérêts et commandite Simp.	38,7	50	16						209,8	172,24							2 496,5	2 452,24							2 271,2	2 165,61							
Valeurs mobilières étrangères	265,8	348	27						246,5	202,60							1 364,3	1 340,54							982,6	936,56							
Numéraire	39,2	50	31						1 755,5	143,58							875	859,84							1 701,4	1 621,84							
Assurances sur la vie	30,3	39	12						74,9	61,54							859,4	844,36							4 392	4 186,13							
Dépôts banque et ctes courants.	101,7	133	10	8 228	28	1	6		371,2	304,26	12 890	24	1	21			3 644,6	3 580,37	92 513	9	1	45			8 179,5	7 797,42	195 449	23	1	41			
Livrets Epargne et retraites	63,4	83	57			45			971,6	797,65			22				5 875,9	5 772,66							17 170,2	16 368,38							
Fonds commerce et marchandises .	86,7	113	24	8 345	53	1	14		778,1	597,40	50 944	13	1	58	46		6 192,8	6 083,71	443 456	32	1	81			16 095,9	15 344,75	993 577	48	1	49			
Meubles meublent, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc.....	135,8	178	58						1 436,2	1 178,80							9 298,7	9 134,85							15 342,5	14 625,86							
Immeubles à usage agricole	305,2	400	85	5 526	40	1	83		1 370,2	1 124,81	27 342	41	1	81			17 031	16 730,85	352 868	29	1	84			32 038,8	30 542,84	686 056	47	1	83			
Immeubles (autres usages)	1 077	1 413	6	19 354	5	1	50		4 731,0	3 881,19	62 490	12	1	35	8,6		56 420	55 422,36	516 567	15	1	36			102 448,3	97 662,53	991 755	26	1	44			
TOTAL :	2 806,5	3 683	34			10			14 223,0	11 668,73							130 377,3	128 072,81							5		220 576,87						8

Département : du CALVADOS	Année 1908 :							Année 1934 :							Année 1949 :							Année 1953 :												
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	
en 1908 400 435 Population en 1934 399 000 en 1949 414 000 moyenne en 1953 443 000	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33		
Rentes sur Etat, valeurs Trésor .	189	472	17						551.7	1 382	27						12 624.4	30 493	2						5 616.6	12 678	2							
Obligations et bons	202	504	21						518.2	1 298	32						3 778.4	9 126	25						5 843.3	13 190	28							
Actions et parts fondateurs.....	118.6	296	22						352	881	37						4 947.8	11 951	35						5 396	12 180	54							
Parts intérêts et commandite simp.	6	14	35						100	250	17						671.8	1 622	31						17 120	38 645	1							
Valeurs mobilières étrangères....	166.5	416	23						132.4	331	34						775.3	1 872	41						461	1 040	52							
Numéraire	23	57	25						117.8	295	11						1 495.2	3 611	4						2 074.3	4 682	8							
Assurances sur la vie	8.6	21	32						86.7	217	2						518.3	1 252	20						855	1 929	48							
Dépôts banque et ctes courants.	26	64	23	8 046	29	1 26			143	358	18	14 045	22	1 35		1 514	3 656	33	53 640	67	1 9			4 916.3	11 097	47	193 176	25	1	16				
Liivrets Epargne et retraites	41	102	48			88			346.5	868	60					2 033.8	4 912	79						6 311	14 246	56								
Fonds commerce et marchandises .	26.5	66	48	6 110	64	1 20			249.3	625	31	32 521	47	1 33		3 582.3	8 652	38	353 178	58	1 8			8 654	19 535	45	1 042 662	42	1	25				
Meubles meublant, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc.....	288.5	721	3						1 524.8	3 821	11						8 372	20 222	48						23 619.3	53 316	15							
Immeubles à usage agricole	946.6	2 366	1	14 488	4	1 68			3 522.5	8 828	4	65 450	4	1 68		37 318	90 140	12	726 020	5	1 69			111 495	251 681	52	712 770	2	1	73				
Immeubles (autres usages).....	426.6	1 066	16	11 180	26	1 25			1 537.1	3 852	21	59 056	15	1 51		15 513.7	37 472	68	426 119	38	4,9			43 964.5	99 242	49	1 084 205	16	1	62				
TOTAL :	2 468.8	6 171	13					4	9 182	23 013	18			12		93 145	224 988	17					38		533 467	3								

DEPARTEMENT : de la CHARENTE-MARITIME	Année 1908 :										Année 1934 :										Année 1949 :										Année 1953 :																																																																																																																																																																																																																																		
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions

DEPARTEMENT : de la
CHARENTE-MARITIME

en 1908 451 920
Population en 1934 422 000
moyenne en 1949 429 000
en 1953 448 000

Département : du CHER	Année 1908 :							Année 1934 :							Année 1949 :							Année 1953 :										
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
en 1908 344 371																																
Population	61,8	179	46						489	1 733	23						1 226,5	4 273	46						2 097,2	7 384	24					
en 1934 282 000	61,4	178	52						332	1 176	37						2 170,6	7 563	38						3 905,5	13 751	27					
en 1949 287 000	81,6	237	33						220,3	781	38						2 823	9 836	44						3 310,5	11 656	56					
en 1953 284 000	10	28	21						14	49	56						300	1 046	50						889	3 130	53					
Partis intérêts et commandite simp.	44,5	129	60						173,5	615	14						1 496,3	5 213	21						2 923	10 291	8					
Valeurs mobilières étrangères	10,6	30	63						66,3	234	23						540,3	1 882	27						811,7	2 857	61					
Numéraire	2,4	6	70						27,4	97	28						566	1 971	8						759	2 670	26					
Assurances sur la vie	23,3	67	21	14 127	10	43			30,5	108	63	4 597	80	1 36	29		1 261,7	4 396	19	65 022	38	1 23			2 910,4	10 247	21	163 502	40	1 28		
Dépôts banque et ctes courants	51,7	150	24						340	1 206	37						1 497	5 216	76						5 615,3	19 772	19					
Livrets Epargne et retraites	37	107	28	13 772	29	70			191	677	27	35 610	39	1 25	36		1 925	6 707	63	267 238	78	1 21	29		5 718,3	20 134	41	811 099	74	1 20		
Fonds commerce et marchandises	99,8	290	40						1 026,3	3 639	14						6 400	22 298	44						11 739	41 334	28					
Meubles meublant, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc.	381	1 107	28	7 402	26	1 48			1 536,4	5 448	32	26 328	45	1 33	33		16 123	56 177	46	257 869	57	1 47			41 618	146 541	23	717 548	40	1 35		
Immeubles à usage agricole	228	662	35	9 157	37	1 28			986,7	3 499	31	35 642	62	1 16	7		16 397	57 132	28	282 868	73	1 11	3,6		29 832	10 504	38	622 797	75	1 22		
Immeubles (autres usages)		3 177	43				48		5 433,4	19 267	29					51		183 715	46					48		394 816	27					47
TOTAL :	1 093,1																52 726,4								112 128,9							

**DÉPARTEMENT : de la
CORRÈZE**

en 1908 319 842

 Popu-
lation

en 1934 252 000

moyenne

en 1949 253 000

en 1953 243 000

Année 1908 :
Année 1934 :
Année 1949 :
Année 1953 :

DEPARTEMENT : de la CORREZE																																	
en 1908 319 842																																	
Population en 1934 252 000																																	
moyenne en 1949 253 000																																	
en 1953 243 000																																	
Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rang pour total des impôts par habitant		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	
Rentes sur Etat, valeurs Trésor.	11	34 84							188	745 53							1 190	4 702 36							1 580,6	6 504 35							
Obligations et bons	10	30 83							195,5	775 52							1 328	5 247 63							1 672	6 880 77							
Actions et parts fondateurs	8,5	26 81							77,2	306 70							4 664,6	18 437 16							2 734,7	11 253 59							
Parts intérêts et commandite simp.	0,1	0							4,3	17 67							19,2	75 86							126,2	519 80							
Valeurs mobilières étrangères	22	67 70							38	150 68							382	1 510 48							67	275 70							
Numéraire	7,4	23 75							53,4	211 28							235,5	930 83							612,2	2 519 70							
Assurances sur la vie	1	3 80							4,7	18 79							101	399 73							411	1 689 57							
Dépôts banque et ctes courants.	1	2 81	1 812 81						21,7	86 67	7 094 54						1 035,3	4 092 24	128 048	5					809	3 328 78	147 063 49						1 84
Livrets Epargne et retraites	18,8	58 73							279,4	1 108 44							1 798	7 106 40							2 982	12 270 74							31
Fonds commerce et marchandises	11,5	35 66	13 642 30						124	492 51	34 118 40						1 955	7 726 54	394 990 49						4 261	17 535 60	1 183 611 28						1 85
Meubles meublant, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc.....																																	
Immeubles à usage agricole	25,8	80 80							460	1 825 67							3 287,3	12 993 69								3 845,3	15 874 84						
Immeubles à usage agricole	198,3	620 71	4 843 48						1 334	5 292 33	30 952 29						20 005	79 069 18	347 749 32							26 408,2	108 675 56	641 755 54					1 51
Immeubles (autres usages), ...	66,2	206 79	6 159 62						522	2 071 69	49 989 29						15 469,4	61 143 19	591 202 6							22 977	94 555 55	1 007 767 22					1 72
TOTAL :	381,6	1 190 83							3 302,2	13 102 65							75	308 435 33								68 486,2	281 832 76						61

DEPARTEMENT : de la
CÔTE-D'OR

en 1908 354 806
Popu-
lation
en 1934 329 000
moyenne
en 1949 343 000
en 1953 357 000

Département : de la CÔTE-D'OR																																
en 1908 354 806 Population en 1924 329 000 moyenne en 1949 343 000 en 1953 357 000																																
Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Rentes sur Etat, valeurs Trésor .	118	332	25					769,3	2 338	12						1 512,3	4 409	43						1 955,2	5 476	49						
Obligations et bons	167	470	22					851,3	2 587	13						4 723	13 770	10						6 134,3	17 182	14						
Actions et parts fondateurs	139,2	392	17					632,6	1 923	13						6 124	17 854	17						6 998	19 601	33						
Parts intérêts et commandite simp.	8,6	24	27					20,1	61	52						210	611	63						1 012	2 834	55						
Valeurs mobilières étrangères	192,8	542	13					382,1	1 161	4						1 990	5 801	17						358,5	1 004	55						
Numéraire	11,5	32	59					149	452	1						376	1 096	74						1 115,5	3 124	56						
Assurances sur la vie	11,1	31	20					93,6	284	1						234	682	45						664,4	1 861	50						
Dépôts banque et ctes courants .	13,5	38	36	4 591	53	18		296,5	901	5	25 338	7	19			1 230,8	3 588	36						2 840,5	7 956	39	135 906	58	1	23		
Liens Epargne et retraites	78,3	220	15			76		702,6	2 135	7						2624,7	7 652	32						6 859,5	19 214	22						
Fonds commerce et marchandises .	34,4	96	35	13 975	28	44		473,7	1 439	2	65 790	6	31			4 317	12 586	9						4 746	13 294	82	847 500	71	1	77		
Meubles meublant, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc.	149,2	420	28			92		1 153,2	3 505	20						10 364,2	30 216	28						14 243,9	39 898	31						
Immeubles à usage agricole	397	1 118	27	4 971	44	18		1 920	5 835	24	26 880	42	3,2			21 210	61 835	37						43 659	122 293	45	651 137	51	1	25		
Immeubles (autres usages)	296,8	827	24	8 624	41	2,8		1 038,3	3 156	38	43 113	43	9,4			23 428	68 303	12						28 852,6	80 819	70	620 484	77	1	29		
TOTAL :	1 617,4	4 555	22			6,6	21	8 482,3	25 781	11						23	228 407	15						334 562	51							

Département : des CÔTES-DU-NORD	Année 1908 :						Année 1934 :						Année 1949 :						Année 1953 :					
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rang pour total des impôts par habitant
en 1908 616 810	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Popu- lation moyenne	35,8	58	77				265,2	509	66								2 111,6	4 045	53					
en 1924 521 000	36,2	58	75				199,5	382	72								1 177,7	2 256	85					
en 1949 522 000	9,6	15	83				106,6	204	77								1 317	2 523	82					
en 1953 503 000	0,5	0	59				3	5	75								219	419	74					
Rentes sur Etat, valeurs Trésor.	7,3	11	83				58,2	111	74								252,4	483	72					
Obligations et bons	17,3	28	65				81,8	156	50								817,4	1 565	46					
Actions et parts fondateurs	5,5	8	66				38	72	42								345,6	662	50					
Parts intérêts et commandite simp.	3,5	5	76				22,7	43	79								948,3	1 816	71					
Valeurs mobilières étrangères	33,5	54	78				367	704	75								2 764,8	5 296	74					
Numéraire	26,4	42	62				237,3	455	57								4 820,6	9 234	30					
Assurances sur la vie	283,7	459	19				1 545,2	2 965	35								19 211,8	36 804	13					
Dépôts banque et cles courants.	680	1 102	30				3 690,1	7 082	11								34 974,6	67 000	31					
Livrets Épargne et retraites																								
Fonds commerce et marchandises																								
Meubles meublant, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc.																								
Immeubles à usage agricole																								
Immeubles (autres usages)																								
TOTAL :	1 291,7	2 093	63				7 611,8	14 610	51								98 617	188 922	44					

Département : de la CREUSE	Année 1908 :										Année 1934 :										Année 1949 :										Année 1953 :									
	Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Actif moyen, en francs, par possédant		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Actif moyen, en francs, par possédant		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Actif moyen, en francs, par possédant		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rang occupé dans l'ensemble des départements					
	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33									
1	2																																							
en 1908 275 000																																								
Population	27,7	100	69					102,3	519	65						677,6	3 623	64						1 948,4	1 126,2	5														
moyenne	19,5	70	71					98,5	500	66						929,7	4 971	66						1 463,6	8 459	69														
en 1934 197 000																																								
en 1949 197 000																																								
en 1953 173 000																																								
Rentes sur Etat, valeurs Trésor .																																								
Obligations et bons																																								
Actions et parts fondateurs																																								
Parts intérêts et commandite simp.																																								
Valeurs mobilières étrangères																																								
Numéraire																																								
Assurances sur la vie																																								
Dépôts banque et ctes courants.																																								
Liens Epargne et retraites																																								
Fonds commerce et marchandises .																																								
Meubles meublant, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc.....																																								
Immeubles à usage agricole																																								
Immeubles (autres usages), ...																																								
TOTAL :																																								

DÉPARTEMENT : de la DORDOGNE	Année 1908 :							Année 1934 :							Année 1949 :							Année 1953 :										
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant
I	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Rentes sur Etat, valeurs Trésor.	49,5	111	65						266,3	695	57						924,1	2 369	83						1 554,5	4 112	70					
Obligations et bons	64,5	144	58						252	658	60						2 191,9	5 620	57						3 575,3	9 458	56					
Actions et parts fondateurs	28,2	63	65						151,4	395	63						1 807,5	4 634	75						4 365	11 547	57					
Parts intérêts et commandite simp.	1,9	4	49						48,8	127	32						276,4	708	61						1 673,7	4 427	38					
Valeurs mobilières étrangères	64	143	56						66	172	65						451,4	1 157	55						280	740	61					
Numéraire	14,9	33	58						79,5	207	30						491	1 259	63						1 300	3 439	43					
Assurances sur la vie	2,7	6	70						8,7	22	78						117	300	82						678,5	1 794	53					
Dépôts banque et ctes courants.	13	29	43	9 276	26	1	61		38,9	101	64	9 067	43	1	67		624,3	1 600	77	50 355	71	1	72		1 421,5	3 760	75	146 546	50	1	79	
Livrets Épargne et retraites	31	69	64						291,9	762	71						2 339	5 997	58						4 770	12 618	69					
Fonds commerce et marchandises .	12,5	28	73	6 333	63	1	68		191,4	499	50	33 859	43	1	49		2 121	5 438	75	338 140	62	1	84		4 286	11 338	86	732 615	78	1	85	
Meubles meublant, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc.....	65,8	147	63						637,2	1 663	74						4 502	11 543	76						5 784	15 300	85					
Immeubles à usage agricole	31,5	706	58	4 080	56	1	34		1 773,6	4 630	44	23 206	49	1	25		22 696,5	58 196	42	265 592	52	1	39		48 086,5	127 212	39	686 458	45	1	40	
Immeubles (autres usages)	114	255	74	6 943	56	11	75		721,2	1 883	73	37 237	56	1	63		14 540,7	37 283	69	411 008	40	1	83		23 473,3	62 098	83	755 983	56	1	86	
TOTAL :	777	1 743	73			70			4 526,9	11 819	72						53 082,8	136 109	79						267 850	81						

DÉPARTEMENT : du DOUBS

en 1908 299 833

en 1934 302 000

en 1949 308 000

en 1953 327 000

DÉPARTEMENT : **du DOUBS**

en 1908
299 833

en 1934
302 000

en 1949
308 000

en 1953
327 000

Popu-

lation

moyenne

	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rang pour total des impôts par habitant	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	
Rentes sur Etat, valeurs Trésor .	38.9	129	58						206.3	682	58						1 508.5	4 897	33						1 251	3 825	76						
Obligations et bons .	94	313	30						463.4	1 534	25						2 038.5	6 618	48						3 515.7	10 751	45						
Actions et parts fondateurs .	81.3	271	26						621.3	2 057	9						2 715.4	8 816	56						10 706.4	32 741	12						
Parts intérêts et commandite simp.	0.3	1	59						193.3	640	4						1 582	5 135	9						3 995.6	12 219	9						
Valeurs mobilières étrangères .	104.4	348	27						77.5	256	45						714.9	2 320	37						189.8	580	62						
Numéraire .	13	43	41						37.2	123	67						504.4	1 637	41						1 072.9	3 280	49						
Assurances sur la vie .	14.7	48	6						24.4	80	37						438	1 422	15						653	1 996	47						
Dépôts banque et ctes courants.	21	70	19	12 727	13	1	42	103	341	20	15 491	20	1	33	841.4	2 731	56	66 550	34	1	45	1 575.8	4 818	67	1 575.8	4 818	67	160 790	44	1	61		
Liivrets Epargne et retraites .	40.2	134	30					345	1 142	40							2 194.7	7 125	39					4 632.6	14 167	57							
Fonds commerce et marchandises .	37.7	125	20	18 746	14	1	45	93	308	75	22 902	70	1	54	4 974.7	16 151	2 812	200	3	1	26	7 501.6	22 940	22	1 530	928	7	1	58				
Meubles meublant, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc.	86	286	44						717.9	2 367	45						7 739.5	25 128	37					11 845.3	36 224	38							
Immeubles à usage agricole .	229.7	765	53	4 372	52	1	41	1 134.4	3 756	59	28 909	34	1	63	20 458	66 421	32	389 829	23	1	51	38 305	117 140	47	961 230	24	1	59					
Immeubles (autres usages) .	207.4	691	31	16 496	9	1	73	794	2 629	53	43 683	40	1	43	14 456.8	46 932	52	505 196	17	1	67	30 573.7	93 497	57	1 194 283	10	1	70					
TOTAL :	968.6	3 228	40					41	15 931	46							60 166.8							11 845.3	36 224	38							

Année 1908 :	Année 1934 :						Année 1949 :						Année 1953 :																			
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès														
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33

en 1908 294 900
 Population en 1934 263 000
 en 1934 269 000
 moyenne en 1949 270 000
 en 1953 275 000

Le département de l'Ardèche
 269 000 h. en 1934 est compté
 avec la Drôme dans les statis-
 tiques de 1934 ci-contre

Département : de l'EURE	Année 1908 :							Année 1934 :							Année 1949 :							Année 1953 :											
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant					
en 1908 328 150	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	
Popu- lation moyenne	269	820	6						652,8	2 183	15						2 111	6 637	15						2 369	7 114	29						
en 1924 299 000	267,4	815	12						742,4	2 482	14						3 824	12 025	15						4 712	14 149	23						
en 1949 318 000	89	271	26						412,7	1 380	23						3 814	11 993	34						6 432,2	19 315	35						
en 1953 333 000	9,3	28	21						51,5	172	24						515,5	1 621	32						238,5	716	76						
Rentes sur l'Etat, valeurs Trésor.	95,6	291	35						173,4	580	15						1 436,3	4 516	24						1 147,7	3 446	26						
Obligations et bons	20,2	61	21						91	304	10						591,6	1 860	31						1 167,6	3 506	39						
Actions et parts fondateurs	5	15	45						18,5	62	53						318,3	1 000	26						534,5	1 604	61						
Parts intérêts et commandite simp.	51,5	157	7	18 073	6	1 20			81,2	271	33	8 680	14	1 24	23		1 324,7	4 165	22	61 862	45	1 18	3 228,8	9 696	23	161 037	43	1 16					
Valeurs mobilières étrangères	63,5	193	18			81,7			381,4	1 275	33						1 915,3	6 022	57						3 916,7	11 761	78						
Numéraire	55	167	13	16 663	19	1 27			257,2	860	13	41 534	25	1 25	36		4 075,6	12 816	8	729 605	4	1 71	6 477	19 450	46	1 210 644	25	1 64					
Assurances sur la vie																																	
Dépôts banque et ctes courants.																																	
Livrets Epargne et retraites																																	
Fonds commerce et marchandises .	215,2	655	4						1 295,5	4 332	3						11 526	36 246	15						18 892,5	56 734	10						
Meubles meublant, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc.....	647,2	1 973	3	9 877	11	1 48			2 590,6	8 664	5	52 834	9	1 63	4,6		28 967	91 091	11	643 971	9	1 67	85 093	255 534	4 225 136	3	1 67						
Immeubles à usage agricole	358	1 090	15	12 047	22	1 31			1 246,9	4 170	15	45 452	37	1 30	8,2		19 554	61 490	17	483 122	20	1 39	30 152	90 547	61 879 071	135	1 53						
Immeubles (autres usages), ...						7,8																											
TOTAL :	2 145,9	6 541	8			12			7 995,1	26 739	8					21	79 973,3	251 488	9						493 577	5							29

Année 1908 :	Année 1934 :						Année 1949 :						Année 1953 :																			
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant								
I	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
en 1908 273 359	163,4	598	12				627,4	2 530	11				2 483	9 549	5		2 483	9 549	5					3 280	12 566	3						
Popu- lation en 1934 248 000	216,5	793	13				554,3	2 234	18				3 765,6	14 483	6		3 765,6	14 483	6					5 317,7	20 374	7						
en 1949 260 000	75,6	277	25				316,7	1 276	26				2 511,7	9 660	48		2 511,7	9 660	48					6 485	24 847	21						
en 1953 261 000	18,6	68	13				21	84	44				414,2	1 593	33		414,2	1 593	33					980,5	3 756	47						
Rentes sur Etat, valeurs Trésor .	102,6	375	25				71,7	289	36				224,5	863	60		224,5	863	60					2 908,6	11 144	6						
Obligations et bons	26,6	97	5				43,5	175	44				716,7	2 756	9		716,7	2 756	9					1 141,8	4 374	15						
Actions et parts fondateurs	4,5	16	41				18,3	73	40				191,6	737	43		191,6	737	43					605,6	2 320	32						
Paris intérêts et commandite simp.	10,3	37	38	4 195	57	1 16	66,5	268	34	6 947	56	1 12	1 705,4	6 559	8	68 379	1 705,4	6 559	8	68 379	29	1	6	4 344,7	16 646	5	179 906	31	1	3		
Valeurs mobilières étrangères	84	308	7			75	580,5	2 340	4				2 662,5	10 240	9		2 662,5	10 240	9					5 442	20 851	15						
Numéraire	23,3	85	41	9 226	48	1 33	185,5	747	21	45 193	19	1 49	3 109	11 958	13	533 210	3 109	11 958	13	533 210	16	1	28	5 433	20 815	33	181 065	29	1	64		
Assurances sur la vie						74						43																				
Dépôts banque et ctes courants,																																
Livrets Epargne et retraites																																
Fonds commerce et marchandises .																																
Meubles meublant, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc.....	203,5	745	2				994	4 007	7				12 405	47 711	5		12 405	47 711	5					17 663,4	67 675	4						
Immeubles à usage agricole	619,5	2 269	2	10 557	9	1 29	2 038,8	8 220	7	37 856	17	1 33	32 349	124 418	3	597 448	32 349	124 418	3	597 448	10	1	3	75 407	288 915	31	795 403	7	1	45		
Immeubles (autres usages)	287	1 051	17	12 140	21	1 31	1 038,5	4 187	14	44 177	39	3,3	20 394	78 435	6	387 171	20 394	78 435	6	387 171	44	1	4	39 884,7	152 814	6	822 364	43	1	3		
TOTAL :	1 835,4	6 724	7			7,8	6 556,7	26 437	10				82 932,2	318 971	1		82 932,2	318 971	1				35	647 104	1							

DEPARTEMENT : du GARD

en 1908 417 491
 en 1934 394 000
 Population
 en 1949 392 000
 moyenne
 en 1953 397 000

DEPARTEMENT : du GARD																															
en 1908 417 491 Population en 1934 394 000 moyenne en 1949 392 000 en 1953 397 000																															
Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Rentes sur Etat, valeurs Trésor .	54	131	57					639.3	1 672	25						1 636.5	4 174	48						1 859	4 682	64					
Obligations et bons	51	122	59					678	1 720	23						2 051.7	5 234	64						6 376	16 060	17					
Actions et parts fondateurs	30	72	62					510	1 294	25						3 776	9 632	49						5 396.7	13 593	49					
Parts intérêts et commandite simp.	4	9	41					103.9	263	16						370.7	945	52						310	781	75					
Valeurs mobilières étrangères	50.6	121	62					137.7	349	31						1 153.6	2 942	31						170.5	303	69					
Nucléaire	16.7	40	46					73.2	185	39						690.3	1 761	36						1 350	3 400	44					
Assurances sur la vie	12.2	29	23					34.5	87	34						243	620	55						747	1 881	49					
Dépôts banque et ctes courants.	7.2	17	58	2 307	75	1 28	102.4	259	36				1 251	3 191	44		3 191	44	75	544	20	15	2 559.3	6 446	55	136	860	57	1	41	
Liens Epargne et retraites	55.7	133	32				560.3	1 422	24				3 295.8	8 407	22		3 295.8	8 407	22					8 938	22 514	9					
Fonds commerce et marchandises .	17.2	41	63	3 656	77	1 18	308.3	782	17				2 613	6 666	64		2 613	6 666	64	395	037	48	38	7 532	18 972	47	124	194	32	1	71
Meubles meublant, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc.....	52.3	125	69				780	1 979	57							3 970.7	10 129	83						8 533.7	21 495	69					
Immeubles à usage agricole	195	467	82	2 503	80	1 53	1 260	3 198	69				15 563.2	39 702	76		15 563.2	39 702	76	209	786	68	1	36 468.7	91 860	67	567	164	62	1	45
Immeubles (autres usages)	195	467	58	4 286	75	1 15	1 181.7	2 999	43				12 366.9	31 548	81		12 366.9	31 548	81	257	535	81	5	33 565	84 546	66	680	833	69	1	38
TOTAL :	740.9	1 776	70				6 369.3	16 165	44				48 982.4	124 956	83		48 982.4	124 956	83				41	113 755.9	286 540	75					

Année 1908 :										Année 1934 :										Année 1949 :										Année 1953 :																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																															
Département : de la HAUTE-GARONNE										Année 1934 :										Année 1949 :										Année 1953 :																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																															
en 1908 436 000 Population en 1834 454 000 moyenne en 1949 511 000 en 1953 526 000 Les départements de l'Ariège (152 000 h.) et du Tarn-et-Garonne (162 000 h.) sont comptés avec celui de la Haute-Garonne dans les statistiques de l'année 1934 ci-contre :										Année 1934 :										Année 1949 :										Année 1953 :																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																															
Fortune privée totale en millions										Fortune moyenne par habitant en francs										Actif moyen, en francs, par possédant										Rang occupé dans l'ensemble des départements										Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès										Rang occupé dans l'ensemble des départements										Rang pour total des impôts par habitant										Fortune privée totale en millions										Fortune moyenne par habitant en francs										Actif moyen, en francs, par possédant										Rang occupé dans l'ensemble des départements										Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès										Rang occupé dans l'ensemble des départements										Rang pour total des impôts par habitant																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																											
2										3										4										5										6										7										8										9										10										11										12										13										14										15										16										17										18										19										20										21										22										23										24										25										26										27										28										29										30										31										32										33																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																							
85,6										196,43																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																			

**DÉPARTEMENT : de la
GIRONDE**

en 1908 817 191
 Population en 1924 844 000
 moyenne en 1949 871 000
 en 1953 897 000

Année 1953 :

Année 1949 :

Année 1934 :

Année 1908 :

Département : de la GIRONDE																																		
en 1908 817 191																																		
Population en 1934 844 000																																		
moyenne en 1949 871 000																																		
en 1953 897 000																																		
Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rang pour total des impôts par habitant
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33			
267	376	27						1 038,5	1 230	33						5 370	6 164	20						3 185,4	3 551	80								
223	272	36						1 204,5	1 427	27						4 699	5 394	62						8 343	9 301	60								
239	292	23						915,6	1 084	29						8 891,4	10 208	42						14 159	15 784	42								
79,8	97	10						197,6	234	18						3 251,7	3 733	14						3 294,3	3 672	48								
358,3	438	22						426,8	505	22						8 613,6	9 889	7						4 970,7	5 541	14								
28,4	34	56						315,4	373	2						1 120	1 285	61						2 565,8	2 860	60								
12,8	15	45						51,8	61	54						588,2	675	47						1 107,8	1 235	74								
53,6	65	22	4 242	56	1	4		510	604	8	23 332	9	1	24		4 210	4 833	13	89 871	13	1	33		7 960	8 873	32	207 286	17	1	47				
75,6	92	51			39			1 070,6	1 209	36				23		5 748,6	6 600	48						13 980	15 585	46								
67,5	82	43	12 646	33	1	45		743,5	880	11	45 791	18	1	12		7 069	8 115	47	398 516	45	1	35		21 612,4	24 094	17	160 201	22	1	35				
					93								32																					
280,8	343	33						2 488,5	2 948	37						19 035	21 854	46						22 607	25 207	54								
566,3	693	61	5 820	39	1	73		3 258	3 860	54	38 443	16	1	74		34 592	39 715	75	393 512	22	1	78		98 122,4	109 389	54	1 280 135	14	1	78				
911,8	1 115	14	14 506	13	1	33		4 904,5	5 811	6	64 628	10	1	13		61 773	70 921	11	533 731	14	1	25		108 795	121 287	19	1 052 175	20	1	38				
					7,9								6,8																					
	3 872	31					11		20 230	27					10		189 392	42					16		310 702,8	346 379	46							
3 163,9								17 075,3								164 961,5																		

DÉPARTEMENT : de l'HERAULT	Année 1908 :										Année 1934 :										Année 1949 :										Année 1953 :									
	Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Actif moyen, en francs, par possédant		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rang pour total des impôts par habitant		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Actif moyen, en francs, par possédant		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rang pour total des impôts par habitant		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Actif moyen, en francs, par possédant		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rang pour total des impôts par habitant					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33								
en 1908 478 616	69	144	54						663,5	1 324	30						3 562,6	7 596	10					3 120,6	6 625	33														
Population en 1934 501 000	84,3	176	53						514,5	1 027	45						4 167	8 884	28					5 068,3	10 760	44														
moyenne en 1949 469 000	61,6	128	42						834	1 664	17						6 886	14 681	24					4 427	9 399	68														
en 1953 471 000									41,5	82	45						2 773,8	5 914	5					1 420	3 014	54														
Rentes sur Etat, valeurs Trésor	38,9	81	67						217,4	434	25						3 628,4	7 736	10					964,5	2 047	39														
Obligations et bons	13,5	28	65						100	199	35						890	1 897	26					2 937	6 235	1														
Actions et parts fondateurs									36,6	73	40						270	575	61					988	2 097	41														
Parts intérêts et commandite simp.																																								
Valeurs mobilières étrangères									131,7	262	35	13 755	23	1	42		1 541,6	3 286	42	56 788	62	1	23		3 708,4	7 873	41	142 903	53	1	23									
Nucléaire									484,6	967	53			31			3 130,6	6 675	46			10		7 996,3	16 977	32														
Assurances sur la vie	9	18	37																																					
Dépôts banque et ctes courants	19,7	41	34	6 092	40	1	32																																	
Livrets Epargne et retraites	36	75	60																																					
Fonds commerce et marchandises	49,7	103	32	8 541	51	14	54		307,3	613	35	39 160	29	1	33	38	3 731	7 955	49	364 320	55	1	21		11 194,7	23 767	191	279 388	201	1	42									
Meubles meublant, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc.	64	133	66						1 121,7	2 239	48						7 925	16 897	57					13 181,3	27 985	54														
Immeubles à usage agricole	353,2	737	56	4 877	46	1	63		2 018	4 028	49	28 228	39	1	57		23 652	50 430	54	251 007	59	1	33		58 642	124 505	42	700 623	42	1	32									
Immeubles (autres usages)	318,9	663	34	5 810	66	1	11		1 830	3 640	30	36 915	58	1	7		21 808	46 498	54	271 710	77	1	11		49 782	105 694	38	697 863	65	1	14									
TOTAL :	1 117,8	2 333	59					14	8 300,8	16 568	43						83 966	179 029	53					163 430,1																

Département : de l'INDRE-ET-LOIRE	Année 1908 :										Année 1934 :										Année 1949 :										Année 1953 :									
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant												
en 1908 336 000	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33								
Population en 1934 339 000	205,7	612	11						678,2	2 000	19						2 195	6 235	19						3 845	10 533	7													
moyenne en 1949 352 000	173,8	517	20						802	2 366	15						2 549	7 241	40						4 653	12 748	30													
en 1953 365 000	124,1	369	18						554	1 633	18						4 302	12 221	33						7 447,3	20 403	30													
	0,2								4,5	13	70						288	818	55						2 622,3	7 184	23													
Rentes sur Etat, valeurs Trésor .	168,7	502	17						190,4	561	16						3 509	9 968	6						1 544	4 230	21													
Obligations et bons	20,1	59	23						62,6	184	40						728	2 067	18						1 422,7	3 897	26													
Actions et parts fondateurs	6,1	18	37						53,4	157	9						339	962	29						486,6	1 333	72													
Parts intérêts et commande simp.	7,3	21	55	3 088	67	1	23		103,7	305	25	9 600	38	1	18		1 523,6	4 328	20	59 794	52	1	18		3 776,3	10 345	20	153 506	47	1	11									
Valeurs mobilières étrangères	84,2	250	13			85			562,2	1 658	17			20			2 807,7	7 976	28						6 674,7	18 286	26													
Nunéraire	123,3	366	3	20 969	11	1	1		258,5	762	19	38 810	31	1	18		2 884,5	8 194	45	397 750	46	1	45		11 208	30 707	8	455 521	10	1	12									
Assurances sur la vie						34								34																										
Dépôts banque et ctes courants,																																								
Livrets Epargne et retraites																																								
Fonds commerce et marchandises .																																								
Meubles meublant, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc....																																								
Immeubles à usage agricole	152,8	454	21						1 197,4	3 532	19						10 935,6	31 067	25						13 884	38 037	34													
Immeubles (autres usages).....	417,4	1 242	20	6 420	35	1	25		1 960	5 781	26	30 880	30	1	37		19 654	55 835	47	300 679	39	1	52		39 068,7	107 037	58	700 782	41	1	45									
TOTAL :	1 825,4								7 723,3								72 650,7																							

DÉPARTEMENT du JURA

Population	en 1908	257 000
moyenne	en 1934	218 000
	en 1949	219 000
	en 1953	220 000

Département du Jura		Population moyenne																															
		en 1908 257 000 en 1924 218 000 en 1949 219 000 en 1953 220 000																															
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
		Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Fortune occupée dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Fortune occupée dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Fortune occupée dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Fortune occupée dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant
Rentes sur l'Etat, valeurs Trésor.		28.7	111.65							177.2	812.52							954	4 356.45							1 763.4	8 015.21						
Obligations et bons		88.8	345.24							225	1 032.44							1 467	6 699.46							2 477.6	11 262.40						
Actions et parts fondatrices		24.5	95.53							135	619.47							1 442	6 583.64							2 151	9 777.65						
Parts intérêts et commande simp.		0.8	3.51							19.4	89.42							234.6	1 071.48							1 075	4 887.33						
Valeurs mobilières étrangères		48.7	189.50							54	247.47							380	1 733.44							875	3 978.24						
Numéraire		10.3	40.46							37.5	172.45							305.6	1 395.54							736.3	3 346.46						
Assurances sur la vie		5.9	22.30							25.4	116.18							70.8	323.81							709.9	3 226.20						
Dépôts banque et ctes courants.		7.3	28.44	5 260	46	1 47	125			32.5	149.53	5 908	73	1 33	27			534	2 439.59	42 251	81	1 25	11			3 096.0	14 072.10	255 865	9	1 28			
Livrets Épargne et retraites		38.4	149.25							280	1 282.32							1 662.6	7 591.33							4 421	20 095.18						
Fonds commerce et marchandises		14.6	56.54	7 967	56	1 47	94			114.6	525.49	30 314	54	1 41	40			1 079.3	4 928.82	289 815	74	1 76	40			3 683.5	16 743.67	866 705	68	1 49			
Meubles meublant, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc.		76.8	298.38							589	2 730.40							5 136.2	23 452.42							9 699.7	44 089.25						
Immeubles à usage agricole		211.3	822.47	3 051	73	1 8	2,5			723.4	3 318.67	15 153	73	1 25	3,2			12 889.6	58 856.39	219 576	67	1 12				23 482.3	106 737.59	462 250	74	1 14			
Immeubles (autres usages)		116.3	452.59	9 711	35	1 70	14,4			545.2	2 500.60	42 779	45	1 57	11,8			6 323	28 872.84	270 526	79	1 66	2,5			24 173	109 877.33	083 995	17	1 65			
TOTAL :		672.4	2 615.53							52	13 569.60							58	148 303.73							50	78 343.7						

[illegible]

Département : de la LOIRE	Année 1908 :							Année 1934 :							Année 1949 :							Année 1953 :										
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant				
en 1908 643 000 Popu- lation en 1934 647 000 en 1949 653 000 en 1953 654 000	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Rentes sur Etat, valeurs Trésor .	86,7	134	56						645	996	43						2 480	3 797	59					3 637	5 560	48						
Obligations et bons	188,7	293	32						407,7	630	62						3 861,3	5 913	52					8 206	12 547	32						
Actions et parts fondateurs	389,5	605	9						820	1 267	27						18 067,5	27 668	5					22 930	35 060	10						
Parts intérêts et commandite simp.	1,6	2	55						73,3	113	35						4 888,4	7 486	4					4 640	7 094	24						
Valeurs mobilières étrangères	328,3	510	16						152,4	235	49						9 020,4	13 813	4					1 516	2 317	36						
Numéraire	29,3	45	38						70	107	73						920,6	1 409	53					1 822,6	2 786	67						
Assurances sur la vie	26,8	41	11						58,7	90	32						766	1 172	23					2 138,5	3 269	19						
Dépôts banque et des courants.	60	92	13	7 408	33	1	8		203	313	24	16 108	18	1	40		2 673	4 093	23	89 427	14	1	45	6 551,6	10 017	22	246 764	10	1	53		
Livrets Epargne et retraites	80	124	38			48,6			1 093,5	1 690	14						5 048,5	7 731	31					13 333	20 386	17						
Fonds commerce et marchandises .	314,9	489	1	34 983	2	1	4		495,2	765	18	31 404	51	1	24		6 640	10 168	25	419 520	38	1	12	19 406	29 672	9	1 280 930	19	1	9		
Meubles meublant, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc.....	152,7	237	51						1 562	2 414	44						10 528	16 122	60					14 076,3	21 523	68						
Immeubles à usage agricole	452,5	703	60	7 015	30	1	77		2 088,6	3 228	68	29 768	33	1	69		15 792,3	24 184	82	232 366	62	1	77	27 711	42 37	182	449 120	76	1	77		
Immeubles (autres usages)	642,6	999	21	17 955	7	1	53		2 045	3 160	37	70 747	9	1	65		29 031,4	44 458	62	411 728	39	1	58	49 199	75 227	74	813 203	44	1	71		
TOTAL :	2 753,6	4 282	27				36		9 714,4	15 013	49				28		109 717,4	168 019	59				10	175 167							5	

	Année 1908 :						Année 1934 :						Année 1949 :						Année 1953 :													
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	
en 1908 316 000	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Population en 1934 242 000	14,3	45	81						75	309	78						590,7	2 625,80							861,6	3 988,74						
Population en 1949 225 000	16,4	51	78						144,9	598	63						1 072	4 763,69							2 189,5	10 136,50						
Population en 1953 216 000	19,6	62	67						89,4	369	65						1 252	5 564,71							1 100	5 091,82						
									0,2	1	78						217,7	967,51							99,2	459,82						
Rentes sur Etat, valeurs Trésor.	29	91	66						345	1 424	3						172,5	766,64							172,8	799,59						
Obligations et bons	9,3	29	64						48,6	200	34						234	1 039,76							602,8	2 790,66						
Actions et parts fondateurs									9,2	37	67						67,2	298,83							197	911,81						
Parts intérêts et commandite simp.									10,7	44	78	6 061	71	1 77	89		226,2	1 005,86	33	208	86	1 79	25		476	2 203,87	86 545,87	1	83	29		
Valeurs mobilières étrangères									189,2	781	69						1 581,5	7 028,42							3 392,4	15 705,42						
Numéraire	15	47	80						154,9	639	29	26 555	65	1 3	27		1 194,4	5 308,76	229	952	84	1 45	33		2 518	11 657,85	396 535,87	1	4	26		
Assurances sur la vie																																
Dépôts banque et ctes courants.																																
Livrets Epargne et retraites																																
Fonds commerce et marchandises .																																
Meubles meublant, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc....	37,5	118	71						439,3	1 815	68						8 234	36 596,14							5 318	24 619,60						
Immeubles à usage agricole	235,9	746	55	3 774	63	1 29	3,2	1 330	5 496	30	20 935	59	1 3	2,5			16 282,3	72 365,26	187	312	75	1 1	2		27 208	125 962,41	370 427,83	1	2	2,2		
Immeubles (autres usages)	76,6	242	77	6 285	61	1 81	16,4	467	1 930	70	42 677	46	1 68	14,4			12 024,5	53 442,39	535	803	13	1 83	7,6		13 206	61 139,84	574 176,82	1	67	7,1		
TOTAL :	474,1	1 499	75					78	13 650	59				85			43 149	191 772,39							79	265 463,83						76

Département du LOIRET	Année 1908 :							Année 1934 :							Année 1949 :							Année 1953 :										
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant				
Population en 1908 365 000	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Population en 1934 339 000	240	657	10						1 056,4	3 116	8						2 743	7 814	9					3 500	9 693	9						
moyenne en 1949 351 000	288,8	791	14						1 190	3 509	6						5 375,5	15 314	4					8 260,7	22 882	5						
Population en 1953 361 000	167,2	458	15						1 288	3 798	4						7 593,3	21 633	12					8 664,2	24 000	23						
Rentes sur Etat, valeurs Trésor	10	27	24						78,2	230	19						223,4	636	62					636,2	1 762	68						
Obligations et bons	223,5	612	11						189	557	18						2 069	5 894	15					2 183,8	6 049	13						
Actions et parts fondateurs	20,4	55	27						105	309	8						862,6	2 457	11					1 493,4	4 136	22						
Parts intérêts et commandite simp.	5,8	16	41						17	49	60						365,5	1 041	25					770	2 132	39						
Valeurs mobilières étrangères	6,5	17	58	3 359	66	1	40		103,2	304	26			1	12		1 844	5 253	11	57	539	60	1	5	4 464,6	12 367	12	153	950	46	1	6
Numéraire	128,4	351	5				108		1 005	2 964	2			18			4 262,5	12 143	4				7		9 639,5	26 701	1			8		
Assurances sur la vie	47	128	18	10 951	39	1	8		188	554	47			45	41		4 819,3	13 730	6	596	078	11	21		7 407	20 518	38	1 050	659	41	1	31
Dépôts banque et cles courants																						29										
Livrets Epargne et retraites																																
Fonds commerce et marchandises																																
Meubles meublant, bijoux, objets d'art, bateau, véhicules, outillage, etc.																																
Immeubles à usage agricole	164,4	450	22						1 137	3 353	25						9 929	28 287	29					19 714,7	54 611	14						
Immeubles à usage agricole	573	1 569	9	11 081	7	1	58		2 180,7	6 432	17			1	44		26 959,4	76 807	22	3 488	884	30	1	31	57 097	158 162	17	1 054	418	20	1	54
Immeubles (autres usages)	411	1 125	13	16 248	10	1	37		1 653,3	4 877	9			24	7,8		26 309,4	74 955	8	471	816	22	1	17	51 651	143 076	8	994	238	25	1	20
TOTAL :	2 286	6 261	12				17		10 190,8	30 059	4							265	970	7			27		175 482,1	486 096	7					27

	Année 1908 :							Année 1934 :							Année 1949 :							Année 1953 :										
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant				
en 1908 512 000	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Popu- lation moyenne	89.6	175	47						466.2	992	44						2 764.6	5 474.27							3 084	5 953	44					
en 1934 470 000	101.1	197	47						471.4	1 003	46						3 633	7 193.41							5 174	9 988	55					
en 1949 505 000	85.5	166	39						433.8	973	34						6 188	12 253.32							6 443	12 437	53					
en 1953 518 000	15	29	20						191.3	407	10						878.5	1 739.29							1 993	3 847	46					
Partis intérêts et commande simp.	119.4	233	44						169.3	360	28						3 798	7 520.11							9 773	18 867	3					
Valeurs mobilières étrangères	23.4	45	38						75.5	160	48						1 167.6	2 312.12							1 661.5	3 207	53					
Numéraire	11.3	22	30						30.3	64	51						866.7	1 716.10							1 050	2 026	45					
Assurances sur la vie	23	44	30	10 914	19	1	56	166.9	355	19	17 895	13	1	48	34		1 912.7	3 787.31	84	127	16	1	45	2 403	4 639	69	121	982	71	1	53	
Dépôts banque et ctes courants	66	129	36			154		508.7	1 082	45							3 180.3	6 297.54						6 725	12 982	67						
Livrets Epargne et retraites	33.5	65	49	7 985	55	1	34	375.8	799	14	39 093	30	1	16	33		5 144	10 186	24	408	494	41	1	12	6 981.3	13 477	81	746	663	76	1	42
Fonds commerce et marchandises						77																										
Meubles meublant, bijou, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc.	227	443	23					1 452	3 088	32							18 683	36 996	12						23 401	45 175	24					
Immeubles à usage agricole	696.3	1 359	14	9 206	14	1	63	3 050.5	6 490	16	52 926	8	1	70	5,5		42 217	83 597	15	540	843	12	1	64	69 012.4	133 228	29	1 066	651	18	1	64
Immeubles (autres usages)	308.4	602	41	7 290	52	1	29	2 238.4	4 762	10	57 892	17	1	30	8,2		25 575	50 643	45	468	105	24	1	63	44 062	85 062	64	759	692	55	1	38
TOTAL :	1 799.5	3 514	36				36		20 488	25						54	16 008.4	229 718	13					43		350	893	43				43
								9 630.1																181 763.2								

[illegible]

Département : de la MEURTHE-ET-MOSELLE	Année 1908 :										Année 1934 :										Année 1949 :										Année 1953 :									
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33								
en 1908 521 000	220.6	423	19						918	1 607	26						2 067	3 731	61					2 957.3	4 872	58														
Population en 1934 571 000	428	821	11						1 313.8	2 300	17						4 700	8 483	33					6 300.7	10 380	48														
moyenne en 1949 554 000	352.5	676	8						1 067.7	1 869	14						9 308.9	16 803	19					24 563.5	40 466	7														
en 1953 607 000	29.4	56	15						163.3	286	13						287.8	519	69					1 323	2 179	60														
Partis inférieurs et commandite simp.	169.8	325	31						262	458	24						2 804.9	5 062	22					3 674	6 052	12														
Valeurs mobilières étrangères	31	59	23						90.2	158	49						742	1 339	57					1 853.6	3 053	59														
Nuifraire	20.6	39	12						76.6	134	14						2 033.8	3 671	4					4 952	8 158	2														
Assurances sur la vie	45	86	15						188.4	329	22						2 317.6	4 183	21					4 317.7	7 113	50														
Dépôts banque et ctes courants	103.7	199	16						735	1 287	31						5 078	9 166	17					9 014.6	14 851	51														
Liens Epargne et retraites	38.7	74	46						324.4	568	44						4 892.6	8 831	37					12 447	20 506	39														
Fonds commerce et marchandises	160	306	36						1 708	2 991	34						10 868	19 617	50					19 701.7	32 457	45														
Meubles meublant, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc.	255	489	81						1 261	2 208	77						13 973	25 131	81					28 773	47 401	81														
Immeubles à usage agricole	605.7	1 162	12						2 169.4	3 799	26						31 704	57 227	27					73 973.4	121 867	18														
Immeubles (autres usages)		4 721	20						18 000	33							163 767	62					9		819 360	59														
TOTAL :	2 460						28		10 277.8								90 727.6							93 851.5																

DEPARTEMENT : de la MOSELLE

en 1908

Popu-
lation
moyenne
en 1934 690 000
en 1949 676 000
en 1963 769 000

Département : de la MOSELLE			en 1908			Popu- lation			en 1934 690 000			moyenne			en 1949 676 000			en 1953 769 000														
Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Fortune occupée dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Fortune occupée dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Fortune occupée dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Rentes sur Etat, valeurs Trésor .								69,3	100	82							479,4	709,87							3 767	4 898	57					
Obligations et bons .								548	790	49							537	794,87							5 816,9	7 564	75					
Actions et parts fondateurs .								39	56	81							1 765,5	2 611,80							19 051,4	24 774	22					
Parts intérêts et commande simp.								29	41	60							716	1 059,49							3 530,6	4 591	34					
Valeurs mobilières étrangères .								18,8	27	80							628	930,59							3 063,3	3 983	23					
Numéraire .								37,2	53	80							650	961,80							2 449,7	3 185	54					
Assurances sur la vie .								58,6	84	35							1 095	1 619,11							3 592,2	4 671	9					
Dépôts banque et ctes courants.								87,2	126	61	9 805	37	1	55	40		1 391,6	2 058,68	60 683	49	1	59	16		7 201,9	9 365	27	269	228	8	1	47
Livrets Epargne et retraites .								525,8	762	71							1 811,3	2 679,87							6 734,8	8 757	87					
Fonds commerce et marchandises .								164,5	238	79	33 844	44	1	88	75		3 266,7	4 832,84	349 041	59	1	76	40		17 146,5	22 297	25	1 595	023	5	1	58
Meubles meublant, bijou, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc...								1 269	1 839	65							11 589	17 143	56						23 265,9	30 254	49					
Immeubles à usage agricole .								1 836,2	2 661	74	21 713	55	1	59	4,3		20 811	30 785	78	155 631	80	1	24		49 297	64 105	79	469	495	71	1	38
Immeubles (autres usages) .								1 781	2 581	57	72 430	5	1	70	14,8		23 923	35 389	75	453 321	28	2,8	7,1		91 437,4	118 904	28	1 290	577	6	1	44
TOTAL :								6 463,6	9 367	80						45		101 573,86						13	307	352	67					9
																	88 663,5								236	354,6						

Département : de la Nièvre	Année 1908 :							Année 1934 :							Année 1949 :							Année 1953 :																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																										
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																

Département : du NORD	Année 1908 :						Année 1934 :						Année 1949 :						Année 1953 :																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements

en 1908 1 922 000

Popu-
lation

en 1934 2 009 000

moyenne

en 1949 1 990 000

en 1953 2 009 000

	Année 1908 :						Année 1934 :						Année 1949 :						Année 1953 :																			
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant		
en 1908 312 000	2	3	4	5	6	7	8	9																														
Population																																						
en 1934 267 000	79,7	255	31						356,5	1 335	28						1 641	5 988	72								2 333	8 484	16									
en 1949 274 000	50,9	162	55						330	1 235	36						2 051,5	7 487	39							3 231	11 749	35										
en 1953 275 000	32	102	49						200,7	751	40						1 880	6 862	63							2 350	8 545	72										
	2,2	6	44						12,4	46	59						115,6	421	73							1 120	4 071	43										
	204	654	10						66,5	249	46						514	1 876	40							58	210	72										
	15,4	49	32						66,7	250	17						853,4	3 114	5							1 051	3 821	28										
	3,7	11	59						26,4	98	27						106	387	76							400,8	1 457	66										
	5,6	18	56						32,4	121	62						1 100	4 013	28							1 865,3	6 782	53										
	41	131	34						414,8	1 553	21						2 676	9 766	14							5 332,8	19 392	21										
	27,8	89	38						197,5	739	22						2 499,3	9 125	32							4 653,5	16 921	65										
	188	603	6						1 171	4 386	1						14 265	52 060	2							20 350	73 999	2										
	541	1 733	6						2 877,5	10 777	2						38 105	139 069	2							81 886	297 766	21										
	153,7	492	53						898,6	3 365	32						12 734	46 475	55							25 285,4	91 946	59										
		4 311	26							24 911	14						43	286 643	5							55	545 149	2										
TOTAL :	1 345								6 651								78 540,8									49 916,8												

Département : du PAS-DE-CALAIS	Année 1908 .							Année 1934 :							Année 1949 :							Année 1953 :										
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Fortune occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Fortune occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Fortune occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Fortune occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant				
en 1908 037 000 Popu- lation en 1934 172 000 en 1949 209 000 en 1953 277 000	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Rentes sur Etat, valeurs Trésor .	213,3	205	37						1 484	1 266	31						4 473	3 699	63						6 156	4 826						
Obligations et bons	218	210	43						1 451,6	1 238	35						6 652,8	5 502	61						15 477,4	12 123						
Actions et parts fondateurs	315,7	304	21						1 952,8	1 666	16						14 305,3	11 840	37						12 794,7	10 019						
Parts intérêts et commandite simp.	51,7	49	17						123,7	105	39						1 604,5	1 327	37						10 559	8 268	16					
Valeurs mobilières étrangères	159,3	153	53						418	356	30						1 970,4	1 629	45						3 333,3	2 610						
Numéraire	41,7	40	46						179	152	52						2 024	1 674	39						4 437	3 474						
Assurances sur la vie	34	32	19						80,2	68	46						897,8	742	42						2 093	1 639						
Dépôts banque et ctes courants.	28,4	27	46	5 940	42	1 45	123		185,3	158	51	10 194	35	1 52	38		3 488,3	2 885	50	68 320	29	1 50	15		9 143,2	7 159	192 488	26	1 53	16		
Livrets Epargne et retraites	89,6	86	53						798	680	77						8 582,5	7 098	41						13 196,5	10 333						
Fonds commerce et marchandises .	88	84	42	20 248	12	1 71	135		546,2	466	55	32 766	46	1 46	42		9 188	7 599	55	445 387	30	1 71	38		20 320,4	15 912,74	951 772	55	1 49	36		
Meubles meublants, bijoux, objets d'art, bateau, véhicules, outillage, etc.....	298,4	287	43						2 112,7	1 802	69						23 711,5	19 612	51						50 210,7	39 319						
Immeubles à usage agricole	932,3	899	43	9 906	10	1 78	6,3		5 225,3	4 458	46	49 639	10	1 75			51 807,3	42 851	70	512 253	14	1 81	7,7		43 164,4	112 109	1 559 524	9	1 80	8,4		
Immeubles (autres usages)	630	607	39	9 931	34	1 45	9,3		3 417,7	2 916	45	37 703	54	1 25	7,6		54 579,8	45 144	60	365 084	52	1 36	5,2		135 854,5	106 385	792 847	48	1 20	4,5		
TOTAL :	3 100,4	2 989	47				44		17 974,5	15 336	47					42	183 285,2	151 600	69				28	426 740,1	334 173					37		

en 1908 1 037 000
 en 1934 1 172 000
 Popu-
 lation
 moyenne
 en 1949 1 209 000
 en 1953 1 277 000

[illegible]

	Année 1908 :						Année 1934 :						Année 1949 :						Année 1953 :																					
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des dépar-tements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des dépar-tements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des dépar-tements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des dépar-tements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des dépar-tements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des dépar-tements				
DÉPARTEMENT : des BASSES-PYRÉNÉES																																								
en 1908-429 000																																								
Population en 1934 411 000																																								
moyenne en 1949 419 000																																								
en 1953 420 000																																								
Le département des Hautes-Pyrénées (183 000 h) en 1934 est compté avec celui des Basses-Pyrénées dans les statistiques de 1934 ci-contre																																								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33								
Rentes sur Etat, valeurs Trésor	139	324	29						730,6	1 230	33						1 439,4	3 435,68							2 987,3	7 112	30													
Obligations et bons	146,3	340	25						639,6	1 076	42						2 165,8	5 168,65							4 809	11 450	39													
Actions et parts fondateurs	107,4	250	30						380	639	45						5 458	13 026	31						6 043	14 388	44													
Parts intérêts et commandite simp.	2,3	5	48						40,4	68	50						550,7	1 314	39						1 000	2 379	58													
Valeurs mobilières étrangères	126,6	295	33						424,3	714	8						1 096,6	2 617	34						1 236,2	2 943	29													
Numéraire	94,4	220	1						165,7	279	14						708,9	1 691	38						2 023,6	4 818	6													
Assurances sur la vie	5,2	12	55						34,6	58	57						380	906	33						764,5	1 820	50													
Dépôts banque et ctes courants	22,8	53	26	9 256	25	1 39	105		173,5	292	28	19 996	11	58	44		996,3	2 377	61	64 754	39	17	62		3 019,2	7 188	46	225 313	15	20										
Livrets Epargne et retraites	34	79	59						472,6	795	66						2 486,1	5 933	61						5 239,3	12 474	70													
Fonds commerce et marchandises	25	58	53	9 776	45	1 53	102		350,7	590	42	42 168	24	58	46		2 731,3	6 518	67	348 381	60	34	53		7 489	17 831	57	972 597	50	36										
Mobilier meublé, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc...	81,8	190	53						1 303,8	2 195	49						5 802,1	13 847	66						8 120,7	19 334	79													
Immeubles à usage agricole	280,7	654	65	4 672	50	1 63	43		2 127,7	3 582	61	20 847	61	44	3,8		18 194,3	43 423	68	317 361	36	4,7	67		33 162	78 957	74	687 294	44	5,8										
Immeubles (autres usages)	317	739	27	14 539	12	1 59	11,9		2 249,4	3 786	28	90 949	4	72	15,4		21 783,6	51 989	41	555 009	10	6,9	76		44 629,5	106 260	37	334 213	5	8,4										
TOTAL :	1 382,5	3 222	41					65	9 092,9	15 307	48	1 507 488	15,4	54	63 793,1									57		286 959	74													

DEPARTEMENT : des PYRÉNÉES-ORIENTALES	Année 1908 :							Année 1934 :							Année 1949 :							Année 1953 :														
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des dépar	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des dépar	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des dépar	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs		Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des dépar	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33				
en 1908 214 000	41,2	192	44						94	408,73							407	1 770,86							1 151,6	5 007,54										
Popu- lation moyenne	11,7	54	76						104	452,69							529,6	2 302,84							1 828,7	7 950,73										
en 1934 230 000	7,8	36	74						33,5	145,78							405,5	1 762,85							712,9	3 099,84										
en 1949 230 000	454	2 121	1						1,9	8,72							284	1 234,44							2 086	9 069,13										
en 1953 230 000	15,7	73	69						48,2	209,57							15	64,86							23,4	101,80										
Rentes sur l'Etat, valeurs Trésor	5,6	25	70						21,7	94,76							260,2	1 131,71							704	3 061,58										
Obligations et bons	5	23	29						25	108,22							91,6	398,74							652,3	2 835,21										
Actions et parts fondatrices	1,7	7	72	2 115	78	1	57	37	161,49	9,913	36	1	46	513,2	2 231,66	62 718	42	1	67	1 680,5	7 306,44	122 214	70	1	680,5	7 306,44	122 214	70	1	23						
Parts intérêts et commandite simp.	8,3	38	84						200	868,60							841	3 657,86							3 605	15 673,43										
Valeurs mobilières étrangères	6,6	30	71	7 333	61	1	73	161,5	702,26	52 776	10	1	46	1 952,5	8 488,40	428 451	36	1	35	3 904,6	16 976,64	887 409	65	1	3 904,6	16 976,64	887 409	65	1	42						
Numéraire	40	187	54						403,5	1 754,72							3 724,3	16 192,58							5 241,3	22 788,63										
Assurances sur la vie	230	1 075	31	4 997	43	1	15	1 072	4 660,43	34 504	24	1	53	10 210	44 391,65	201 321	72	1	23	30 096	130 852	332	636 954	55	1	30 096	130 852	332	636 954	55	1	18				
Dépôts banque et ctes courants	117,5	549	46	3 637	79	1	1	891	3 873	20 647	70	1	2	13 300,8	57 829,24	289 694	70	1	4	32 810	142 651	9 729 917	61	1	32 810	142 651	9 729 917	61	1	3,4						
Liens Epargne et retraites	4 415	24						44	13 447	62							35	141 455	77						31	367 373										
Fonds commerce et marchandises	945,1							3 093,3									32 534,7								84 496,3											
Meubles meublant, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc.																																				
Immeubles à usage agricole																																				
Immeubles (autres usages)																																				
TOTAL :																																				

DÉPARTEMENT : du BAS-
RHIN et HAUT-RHIN

en 1908

 Popu-
 lation
 moyenne
 en 1924 | 206 000
 en 1949 | 163 000
 en 1953 | 218 000

Année 1908 :

Fortune privée totale en millions	2	3	4	5	6	7	8	9	Rang pour total des impôts par habitant
Fortune moyenne par habitant en francs									Rang occupé dans l'ensemble des départements
Actif moyen, en francs, par possédant									Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès
									Rang occupé dans l'ensemble des départements

Année 1934 :

Fortune privée totale en millions	10	11	12	13	14	15	16	17	Rang pour total des impôts par habitant
Fortune moyenne par habitant en francs									Rang occupé dans l'ensemble des départements
Actif moyen, en francs, par possédant									Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès
									Rang occupé dans l'ensemble des départements

Année 1949 :

Fortune privée totale en millions	18	19	20	21	22	23	24	25	Rang pour total des impôts par habitant
Fortune moyenne par habitant en francs									Rang occupé dans l'ensemble des départements
Actif moyen, en francs, par possédant									Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès
									Rang occupé dans l'ensemble des départements

Année 1953 :

Fortune privée totale en millions	26	27	28	29	30	31	32	33	Rang pour total des impôts par habitant
Fortune moyenne par habitant en francs									Rang occupé dans l'ensemble des départements
Actif moyen, en francs, par possédant									Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès
									Rang occupé dans l'ensemble des départements

Rentes sur l'Etat, valeurs Trésor.

Obligations et bons

Actions et parts fondatrices

Parts intérêts et commandite simp.

Valeurs mobilières étrangères

Numéraire

Assurances sur la vie

Dépôts banque et ctes courants,

Livrets Épargne et retraites

Fonds commerce et marchandises .

 Meubles meublant, bijoux, objets
 d'art, bateaux, véhicules, outillage,
 etc...

Immeubles à usage agricole

Immeubles (autres usages)

TOTAL :

Département : du RHÔNE	Année 1908 :							Année 1934 :							Année 1949 :							Année 1953 :																												
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant											
en 1908 852 000	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33																		
Population moyenne en 1934 890 000	180,6	212	33						1 929,5	2 167	16						4 943,2	5 247	30						5 759,5	5 956,42																								
Population moyenne en 1949 942 000	926,7	1 087	6						2 766,3	3 108	11						8 196,6	8 701	29						14 808,6	15 313,18																								
Population moyenne en 1953 967 000	908	1 065	2						3 393,3	3 812	3						28 708,5	30 476	4						73 120	75 615	2																							
Rentes sur Etat, valeurs Trésor.	188	220	5						763,6	856	2						4 822,7	5 119	10						23 141,3	23 931	4																							
Obligations et bons	918,6	1 078	3						713,3	801	7						7 671,4	8 143	8						2 706,7	2 799,32																								
Actions et parts fondateurs	84,5	99	4						190,6	214	27						1 194	1 267	62						3 602	3 724,30																								
Parts intérêts et commandite simp.	28,2	33	18						146,2	164	6						2 370,5	2 516	6						4 524,2	4 678	8																							
Valeurs mobilières étrangères	101	118	11	5 976	41	1	3	1 122,8	1 261	3	24 009	8	13	1	3	7 454	7 913	3	104 841	7	1	9	16 827,7	17 401	3	283 056	6	1	11																					
Numéraire	160,7	188	19			37		1 994,8	2 241	5						9 300,8	9 873	12						21 861,6	22 607	8																								
Assurances sur la vie	140	164	15	10 563	43	1	8	1 117,8	1 255	3	51 322	12	29	1	5	13 822,6	14 673	5	480 567	21	1	2	30 415,3	31 453	7	286 059	18	1	3																					
Dépôts banque et ctes courants.	233,2	273	48			48		2 686,4	3 018	33						10 680,5	11 338	78						21 620,8	22 358,64																									
Liens Epargne et retraites	546,5	641	67	7 468	25	11	81	1 887,8	2 121	78	28 546	36	9,4	1	79	23 981	25 457	80	278 544	49	1	79	27 712,5	28 658,85	585	268	61	1	82																					
Fonds commerce et marchandises	1 058,4	1 242	9	24 246	3	14,4	1	5 563	6 250	5	102 607	3	11,5	1	55	46 634,8	49 506	47	557 872	9	1	74	130 861,2	135 372,12	492	145	4	1	64																					
Meubles meublants, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc.		6 425	9				5		27 275	7						2	180 234	51						4	889	82	580																							
Immeubles à usage agricole																																																		
Immeubles (autres usages).																																																		
TOTAL :	5 474,4								24 275,4								169 780,6								376 961,4																									

Département : de la HAUTE-SAÔNE et territoire de BELFORT	Année 1908 :										Année 1934 :										Année 1949 :										Année 1953 :									
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant											
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33								
Rentes sur Etat, valeurs Trésor.	58.6	162	49						271	882	47						1 222,5	4 130	50						1 896	6 135	38													
Obligations et bons	73	202	46						341.6	1 112	38						2 692,6	9 096	26						4 567	14 780	20													
Actions et parts fondateurs	76.3	212	35						209.2	681	43						3 024,5	10 217	41						6 316,7	20 442	28													
Parts intérêts et commandite simp.	1.2	3	51						24,4	79	46						1 031,4	3 484	16						4 005,8	12 963	7													
Valeurs mobilières étrangères	76.2	211	47						110	357	29						1 647	5 564	19						491,6	1 590	45													
Numéraire	5	13	85						35,3	114	72						358,8	1 212	66						880,4	2 849	62													
Assurances sur la vie	7	19	34						41,8	136	13						594	2 007	7						1 484,5	4 804	7													
Dépôts banque et ctes courants.	17	47	29	4 593	52	1	12	60	51,3	167	47	6 780	61	1	29	25	824,3	2 784	53	44 975	77	1	29		2 992,7	9 685	24	201 528	19	1	41									
Livrets Epargne et retraites	41.7	115	43						330,7	1 077	47						2 907,5	9 822	13			11			5 802	18 776	23													
Fonds commerce et marchandises	18	49	57	76.79	59	1	48	95	124,2	404	61	27 830	61	1	49	43	2 199	7 429	57	320 571	67	1	30		6 348,6	20 545	37	1 032 292	43	1	42									
Meubles meublant, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc.....	92	255	50						721,2	2 349	47						7 999	27 023	33						10 679,3	34 560	41													
Immeubles à usage agricole	187.3	520	79	2 421	81	1	19		888	2 892	72	13 184	79	1	12	2,8	2 697	42 895	69	170 924	77	1	23		28 514,9	92 281	66	468 224	73	1	26									
Immeubles (autres usages)	209	580	42	5 031	68	1	10	5,4	521,2	1 697	75	51 162	27	1	76	18,7	4 327,5	48 403	50	346 852	54	1	34		29 484,6	95 419	54	751 198	58	1	35									
TOTAL :	862.3	2 394	58				57		3 669,9	11 953	71					60	51 525,1	17 4071	55			24			334 835	50						19								

DÉPARTEMENT : de la SAÔNE-ET-LOIRE	Année 1908 :							Année 1934 :							Année 1949 :							Année 1953 :										
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant				
I.	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Rentes sur Etat, valeurs Trésor .	99,5	161	50						606	161	36						2 438,5	4 762	34						2 939,2	5 751	46					
Obligations et bons	116,3	189	49						685,4	1 312	30						4 970	9 706	22						7 600,8	14 874	19					
Actions et parts fondateurs	104	169	38						392,7	752	39						6 873,4	13 424	29						7 235	14 158	47					
Parts intérêts et commandite simp.	4,4	7	43						116,2	222	20						6 78,6	1 325	38						2 156	4 219	42					
Valeurs mobilières étrangères . . .	150	243	43						118,4	226	52						2 302,5	4 497	25						381	745	60					
Numéraire	38,3	62	10						130,8	249	18						620,2	1 211	68						1 580	3 091	57					
Assurances sur la vie	10	14	51						29	55	59						488,9	954	31						1 026,5	2 008	45					
Dépôts banque et ctes courants.	31,4	51	27	6 429	37	1	13		119	228	43	7 859	52	23	24		1 669,4	3 260	43	69 105	27	150	15		2 935,7	5 744	61	123 088	69	1	47	
Livrets Epargne et retraites	65,6	106	46						800,5	1 533	23						4 261	8 372	24						9 068,6	17 746	28					
Fonds commerce et marchandises .	24	39	65	4 902	70	1	27		313	599	38	28 699	58	32	12		3 341,6	6 526	66	334 294	65	168	37		11 209,4	21 936	27	115 363	33	1	49	
Meubles meublant, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc., ...	185,2	301	37						1 657	3 174	31						14 097,5	27 534	32						15 267,5	29 877	50					
Immeubles à usage agricole	739,8	1 207	22	7 282	27	1	38		2 857,7	5 474	31	28 239	38	3,5	37		32 590,4	63 653	34	299 869	40	1 47	3,4		53 431	104 561	62	551 688	64	1	35	
Immeubles (autres usages), ...	327,8	532	49	11 451	24	1	60		1 422,4	2 724	51	47 777	33	11,8	57		16 865	32 939	77	353 735	53	1 85	7,7		27 806,3	54 419	86	645 203	74	1	82	
TOTAL :	1 896,3	3 083	45				57		9 248,1	17 716	36				53		91 197	178 118	54				42		142 639	279 136	77				40	

Département : de la SARTHE	Année 1908 :							Année 1934 :							Année 1949 :							Année 1953 :																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																											
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	</

Département : de la SEINE-ET-MARNE	Année 1908 :						Année 1934 :						Année 1949 :						Année 1953 :																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements

Département : des DEUX-SÈVRES	Année 1908 :							Année 1934 :							Année 1949 :							Année 1953 :										
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant				
I	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Rentes sur Etat, valeurs Trésor.	39,2	114,63							218,6	711,56						1,491	4 748,35							1 542	4 926,55							
Obligations et bons	38,3	112,61							156,9	511,65						1,191	3 792,76							3 594,6	11 484,38							
Actions et parts fondateurs	10,8	31,76							147,9	481,57						2,333	7 430,60							14 138,2	45 169,5							
Parts intérêts et commandite simp.	0,2	1,59							22,2	72,47							83,4	265,79						2 948,6	9 420,12							
Valeurs mobilières étrangères	21	61,71							38	123,73							152,8	486,71						167,4	534,64							
Numéraire	10,7	31,60							56	182,41							503,2	1 602,42						1 430,8	4 571,10							
Assurances sur la vie	2,2	6,70							8	26,75							175,8	559,62						378	1 207,75							
Dépôts banque et ctes courants.	0,5	1,84		842	83	1	74		9,2	30,81	4 830	79	1	80		541,3	1 723,72	56 076,63						2 499,7	7 986,38	276 204	7	1	70			
Livrets Epargne et retraites	42,3	125,37							327,7	1 067,48						2 004	6 382,51							4 628,6	14 787,52							
Fonds commerce et marchandises .	14,9	43,60		3 390	79	1	2		103	335,71	23 434	67	1	52		2 913	9 277,29	396 333,47						5 386,5	17 209,62	928 706,57	1	42				
Meubles meublant, bijour, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc.....	177	518,12							1 057,6	3 445,72						12 122,5	38 604,10							16 239,3	51 882,17							
Immeubles à usage agricole	434,2	1 273,16	6 974	32	1	22			2 212	7 205,9	35 131	21	1	20		30 149	96 015,9	382 878,24						49 343,8	157 647,18	795 866,32	1	21				
Immeubles (autres usages).....	104,4	306,68	4 524	71	1	34			734	2 391,62	49 982	29	1	65		12 260,2	39 045,66	327 976,63						27 417	87 594,63	770 139,53	1	44				
TOTAL :	895,7	2 626,52					59		16 584,42							68	209 937,27						73	129 714,5								

Année 1908 :										Année 1934 :										Année 1949 :										Année 1953 :									
Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang pour total des impôts par habitant		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang pour total des impôts par habitant		Fortune privée totale en millions		Fortune moyenne par habitant en francs		Actif moyen, en francs, par possédant		Rang occupé dans l'ensemble des départements		Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès		Rang pour total des impôts par habitant					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33							
Population moyenne	en 1908 532 000	297	557	14					1 537	3 312	4						3 324,3	7 403	12						3 912	8 430	17												
	en 1924 464 000	537,3	1 010	7					1 508,7	3 251	10						8 009	17 837	1						13 064	28 155	2												
	en 1949 449 000	382,4	718	5					726,5	1 565	20						4 426,7	9 859	43						7 728	16 654	40												
	en 1953 464 000	8,3	15	33					49,9	107	38						383	853	54						928,6	2 001	66												
Rentes sur Etat, valeurs Trésor.		504,3	948	4					177,7	382	27						280,5	624	69						2 204,4	4 750	19												
Obligations et bons		35,3	66	17					95,6	206	31						1 136,6	2 531	10						1 495,7	3 223	52												
Actions et parts fondateurs		19,4	36	15					49,5	106	23						234,8	522	66						758	1 633	58												
Parts intérêts et commande simp.		38,8	72	18	11 042	16	1	33	432,9	932	4	32 942	4	1	24	1 634,2	3 639	35	65 999	36	1	33	4 923,8	10 611	19	171 260	34	1	16										
Valeurs mobilières étrangères		105,8	198	17			97		770,8	1 553	21			23			2 591,7	5 772	66						5 366	11 564	80												
Numéraire		103,9	195	8	21 643	10	1	27	441	950	9	40 432	26	1	5	4 840,2	10 780	22	501 421	20	1	35	7 566	16 305	72	845 340	72	1	42										
Assurances sur la vie														29																									
Dépôts banque et ctes courants.																																							
Liivrets Epargne et retraites																																							
Fonds commerce et marchandises .		226	424	27					1 650,6	3 557	17						11 223,8	24 997	38						29 702,5	64 014	5												
Meubles meublant, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc.....		648	1 256	18	7 779	23	1	58	3 475	7 488	8	44 337	12	1	53	36 542,3	81 386	16	543 558	11	1	66	87 869,8	189 374	111 453 593	10	1	66											
Immeubles à usage agricole		454,4	854	23	7 979	46	1	14	1 858,3	4 005	18	36 845	59	1	8	22 192,3	49 426	48	293 712	69	1	17	55 783,6	120 223	23	681 117	68	1	8										
Immeubles (autres usages)		6 354	10				20			27 420	6			6,2		19		215 633	23					20		476 943	10												
TOTAL :		3 380,9							12 723,5								96 819,4								221 302,4														

Département : du TARN-ET-GARONNE	Année 1908 :							Année 1934 :							Année 1949 :							Année 1953 :											
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant					
en 1908 185 000	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	
Population en 1934 162 000	21	119	61														775	4 559	40						693	4 079	72						
moyenne en 1949 170 000	14,6	78	68														1 454,6	8 556	32						1 293,2	7 518	76						
en 1953 172 000	12,5	67	64														1 017,3	5 984	67						1 653,5	9 613	67						
																	66,6	391	75						38,8	225	86						
	19,8	106	63														31	183	84						9,6	55	82						
	6,8	36	53														256,7	1 510	49						576,2	3 350	45						
	1,2	6	70														106,2	624	53						87,2	506	84						
	2,3	12	65	5 066	50	1	73										275,5	1 620	76	59 178	55	1	81		596,3	3 466	76	126 861	66	1	78		
	11,3	60	72		296												975,2	5 736	69						1 660,2	9 652	86			26			
	18	96	35	16 108	21	1	62										1 881,2	11 065	20	564 588	13	1	68		2 894	16 825	66	876 954	67	1	64		
					120																									38			
	27,2	147	63														2 217,5	13 044	68						3 440	19 999	74						
	168,6	911	41	5 525	41	1	68										14 493,2	85 253	13	292 271	43	1	12		22 559,6	31 160	31	561 184	63	1	16		
	51,8	280	72	6 041	64	1	76										7 815,8	45 975	58	367 527	50	1	50		11 295,6	65 671	77	622 344	76	1	65		
					15,5																									6,9			
TOTAL :	356,1	1 924	66				39										72	184 505	45						74	272 074	78					81	

Département : du VAUCLUSE	Année 1908 :										Année 1934 :										Année 1949 :										Année 1953 :									
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant								
en 1908 236 000	2	3	201	40	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33							
Population en 1934 245 000 + Basses-Alpes	47,5									309	942	46					1 180,2	4 664	37							1 754,7	6 547	34												
moyenne en 1949 253 000	49,4		209	44						356,3	1 086	40					2 682	10 600	19							2 684	10 014	54												
en 1953 268 000	62		262	29						216	658	44					3 857	15 245	21							6 875	25 653	18												
Le département des Basses-Alpes est compté avec le Vaucluse dans les statistiques de 1934 ci-contre :	72,5		95	11						16	48	57					316,7	1 251	43							1 198,2	4 470	37												
	75,4		319	32						74,6	227	51					980	3 872	28							1 399,7	5 222	17												
	5,1		21	77						95,4	291	12					332,2	1 313	59							1 198,5	4 471	12												
	4		17	40						15,3	46	61					248,4	981	28							651,9	2 432	30												
	17,7		75	17	13 133	12	1	48		136,7	416	13	16 222	16	1	32		1 712,9	6 770	6	69 359	26	1	6	1	2 955,7	11 028	18	134 347	61	1	3								
	35,8		151	22						610,3	1 860	11					2 589	10 233	10							6 154	22 963	6												
	57,2		242	5	23 555	9	1	31		369	1 124	5	53 936	9	1	16	33	2 899,2	11 459	15	477 153	22	1	26	9	10 702,5	39 934	11 798 731	3	1	28									
	44,2		187	54						627	1 911	61						4 084,6	16 144	59																				
	Immeubles à usage agricole	214,4		908	42	4 183	55	1	38	1 689,7	5 151	35	26 382	44	1	37		17 651,8	69 769	29	365 354	26	1	44			35 221,6	131 423	30	876 157	29	1	51							
	Immeubles (autres usages)	182,5		773	26	7 444	51	1	22	1 259	3 838	23	39 786	50	1	19	3,5	14 133,7	55 864	34	441 719	33	1	30	3,3		27 824,2	103 821	41	906 325	31	1	35							
TOTAL :	817,7		3 464	37				35	5 774,3		17 604	37	Département des Basses-Alpes y incluis.		22			52 667,7	208 171	29					36		391 414	29						36						

Département de la HAUTE-VIENNE	Année 1908 :							Année 1934 :							Année 1949 :							Année 1953 :												
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang pour total des impôts par habitant
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33		
en 1908 392 000	34	87 73							208,2	630 63						1 131	3 356 69							1 985,5	6 127 39									
Population en 1934 330 000	28,3	72 69							240,6	728 55						1 628,8	4 833 68							2 636	8 135 72									
en 1949 337 000	32,9	83 57							153,4	464 61						2 365,7	7 019 62							7 623,6	23 529 24									
en 1953 324 000	7,4	18 30							59	179 22						1 881,2	5 581 6							2 429	7 496 22									
Rentes sur Etat, valeurs Trésor .	29,3	74 68							42,6	128 71						465	1 379 53							267,4	825 58									
Obligations et bons	10,4	26 68							44,2	133 63						376	1 115 72							1 323	4 083 23									
Actions et parts fondateurs	2,9	7 69							6,4	16 80						422,7	1 254 19							523,8	1 616 59									
Parts intérêts et commandite simp.	2,3	5 76							46	139 57						944	2 801 52							2 035	6 280 57									
Valeurs mobilières étrangères	21,7	55 77							350	1 060 49						1 977,3	5 867 62							5 430	16 759 85									
Numéraire	9,8	24 77							195,4	592 41						5 303	15 736 4							6 727,4	20 763 35									
Assurances sur la vie																																		
Dépôts banque et ctes courants .																																		
Livrets Epargne et retraites																																		
Fonds commerce et marchandises .																																		
Meubles meublant, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc.....	42,7	108 72							613	1 857 64						4 207,2	12 484 72							6 419,5	19 813 75									
Immeubles à usage agricole	276,4	705 59							1 546,7	4 687 42						17 716,2	52 570 51							33 891,3	104 602 61									
Immeubles (autres usages)	163,2	416 61							960,6	2 910 46						22 649,6	67 209 13							32 633	100 719 46									
TOTAL :	661,3	1 686 74						70	4 466,1	13 534 61						48	181 210 50						45		103 924,5								39	

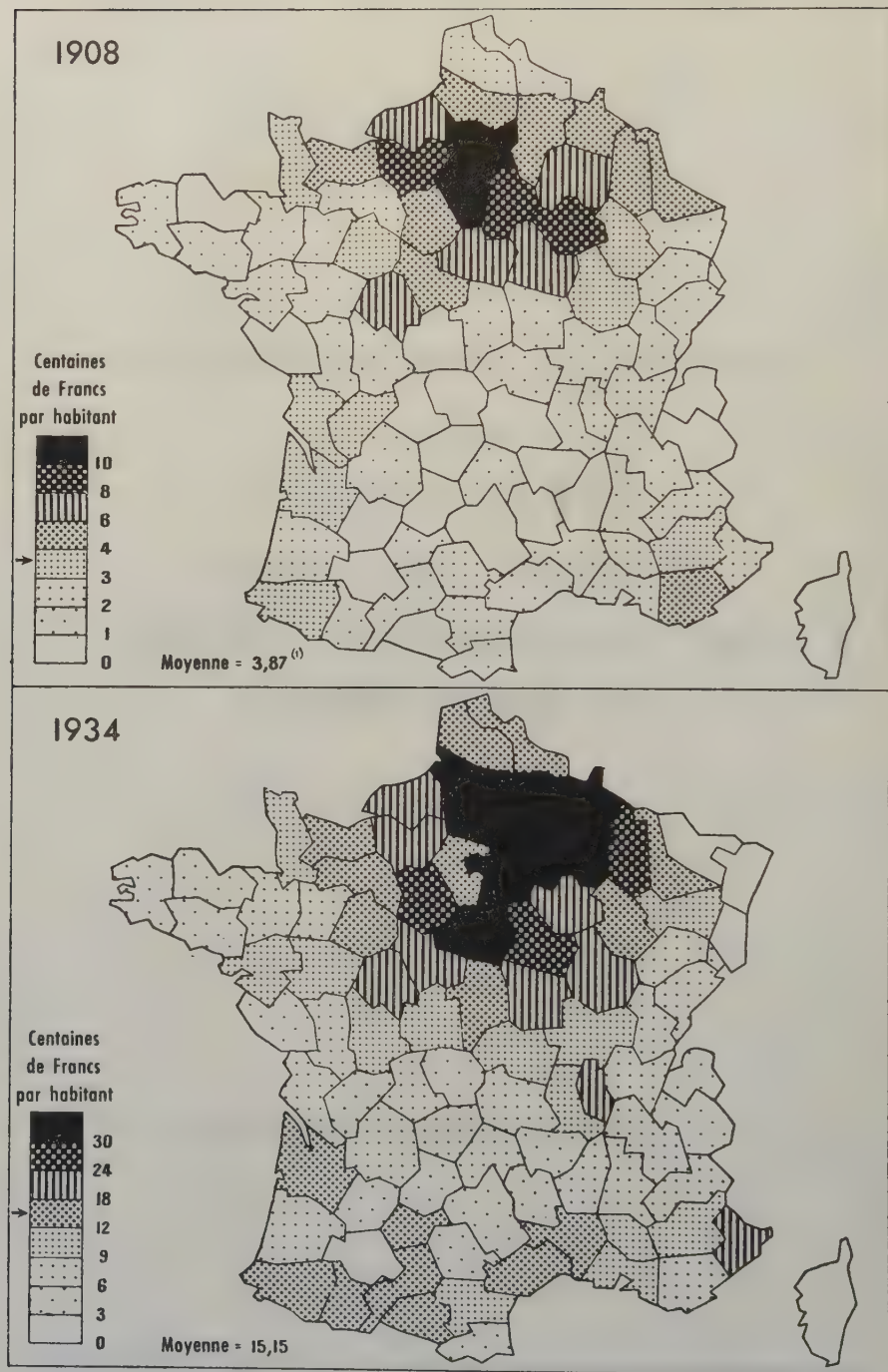
Département : de l'Yonne	Année 1908 :										Année 1934 :										Année 1949 :										Année 1953 :																			
	Fortune privée totale en millions					Fortune moyenne par habitant en francs					Actif moyen, en francs, par possédant					Rang occupé dans l'ensemble des départements					Rang occupé dans l'ensemble des départements					Rang occupé dans l'ensemble des départements					Rang occupé dans l'ensemble des départements					Rang occupé dans l'ensemble des départements					Rang occupé dans l'ensemble des départements					Rang occupé dans l'ensemble des départements				
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang occupé dans l'ensemble des départements	Rang pour total des impôts par habitant														
en 1908 311 000	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33																		
Population	208,4	670	9						709,4	2 647	10						2 216,7	8 302	8						2 461,2	9 252	13																							
en 1934 268 000	284,7	915	9						941,4	3 512	5						3 708,8	13 890	9						6 626,6	24 911	3																							
en 1949 267 000	30,7	98	52						395	1 474	22						2 599,6	9 736	46						3 807	14 311	46																							
en 1953 266 000	1	3	51						32,6	121	34						435,2	1 630	30						1 045,8	3 931	45																							
Rentes sur l'Etat, valeurs Trésor.	167,6	538	14						136,4	509	21						271,2	1 015	57						882	3 315	27																							
Obligations et bons	25	80	9						66,9	249	18						553,7	2 073	17						943,9	3 548	38																							
Actions et parts fondateurs	9,3	29	23						17,4	65	50						183,6	683	44						668	2 511	28																							
Parts intérêts et commandite simp.	11	35	40	5 661	44	1	35		59	220	44	6 311	68	22			784,5	2 938	48						2 443,7	9 186	29	98 534	82	1	6																			
Valeurs mobilières étrangères	111,9	359	4						810,8	3 025	1						2 858	10 704	8						6 762,7	25 423	3																							
Numéraire	37,4	120	22	15 961	22	1	41		211,8	790	16	47 072	16	47			7 795,3	29 195	11						5 346,6	20 095	42	1 008 783	45	1	76																			
Assurances sur la vie	125,6	403	29						1 035	3 861	10						8 308,2	31 116	24						15 393,6	57 870	8																							
Dépôts banque et ctes courants.	326,6	1 050	32	3 841	62	1	1		1 025,9	3 827	57	13 125	80	1	6		13 072,8	48 961	57						29 033,4	109 148	55	476 347	70	1	26																			
Liivrets d'épargne et retraites	222,2	714	29	6 447	60	1	11		1 258,6	4 696	11	31 160	73	5,3	4		16 352	61 243	18						42 079	158 192	3	728 642	62	3,7	1	4																		
Fonds commerce et marchandises																																																		
Meubles meublent, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc.																																																		
Immeubles à usage agricole																																																		
Immeubles (autres usages)																																																		
TOTAL	1 561,4	5 020	17				19		6 700,2		13					45	59 139,6	221	496	20				64	17 493,5	441 703	16																							

Ensemble de la France	Année 1908 :							Année 1934 :							Année 1949 :							Année 1953 :										
	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rang pour total des impôts par habitant	Fortune privée totale en millions	Fortune moyenne par habitant en francs	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Actif moyen, en francs, par possédant	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rapport du nbre des Sessions au nbre des décès	Rang occupé dans l'ensemble des départements.	Rang pour total des impôts par habitant
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
en 1908 39 278 000																																
Population																																
en 1924 41 183 000																																
en 1949 41 204 000																																
en 1953 42 734 000																																
Rentes sur l'Etat, valeurs Trésor .	15 217	387							62 431	1 515							214 247	5 199							267 253	6 253						
Obligations et bons	23 781	605							72 907	1 770							316 507	7 681							526 783	12 327						
Actions et parts fondateurs	18 439	469							94 683	2 299							712 273	17 286							1 222 543	28 608						
Parts intérêts et commandite simp.	3 820	97							9 829	238							106 814	2 592							299 127	6 999						
Valeurs mobilières étrangères	26 565	676							27 492	667							240 389	5 834							213 435	4 994						
Numéraire	2 008	51							8 255	200							83 556	2 027							148 217	3 468						
Assurances sur la vie	1 113	28							4 032	97							66 499	1 613							133 432	3 122						
Dépôts banque et ctes courants.	3 690	93		11 049		1			20 747	503	18 595						183 524	4 454	83 585						449 246	10 512	208 423			1		
Livrets Epargne et retraites	4 926	125				76			48 069	1 167			24				312 880	7 593							651 816	15 252			12			
Fonds commerce et marchandises .	5 340	135		15 341		1			30 336	736	44 687						383 611	9 310	436 411						960 650	22 479	1 196 773			1	33	
Meubles meublant, bijoux, objets d'art, bateaux, véhicules, outillage, etc.	14 531	369				72			112 184	2 724							932 362	22 627							1 475 892	34 536						
Immeubles à usage agricole	36 054	917		6 346		1			175 379	4 258	29 664						2 063 651	50 083	336 621						4 286 494	100 305	825 898			1		
Immeubles (autres usages)	43 101	1 097		15 809		4,46			185 451	4 503	64 653		4,57				2 257 619	54 791	433 550						4 885 010	114 312	971 030			5,17		
TOTAL :	198 585	5 055				9,30			851 795	20 683			9				7 873 932	19 1096							15 519 898	363 174					5,34	

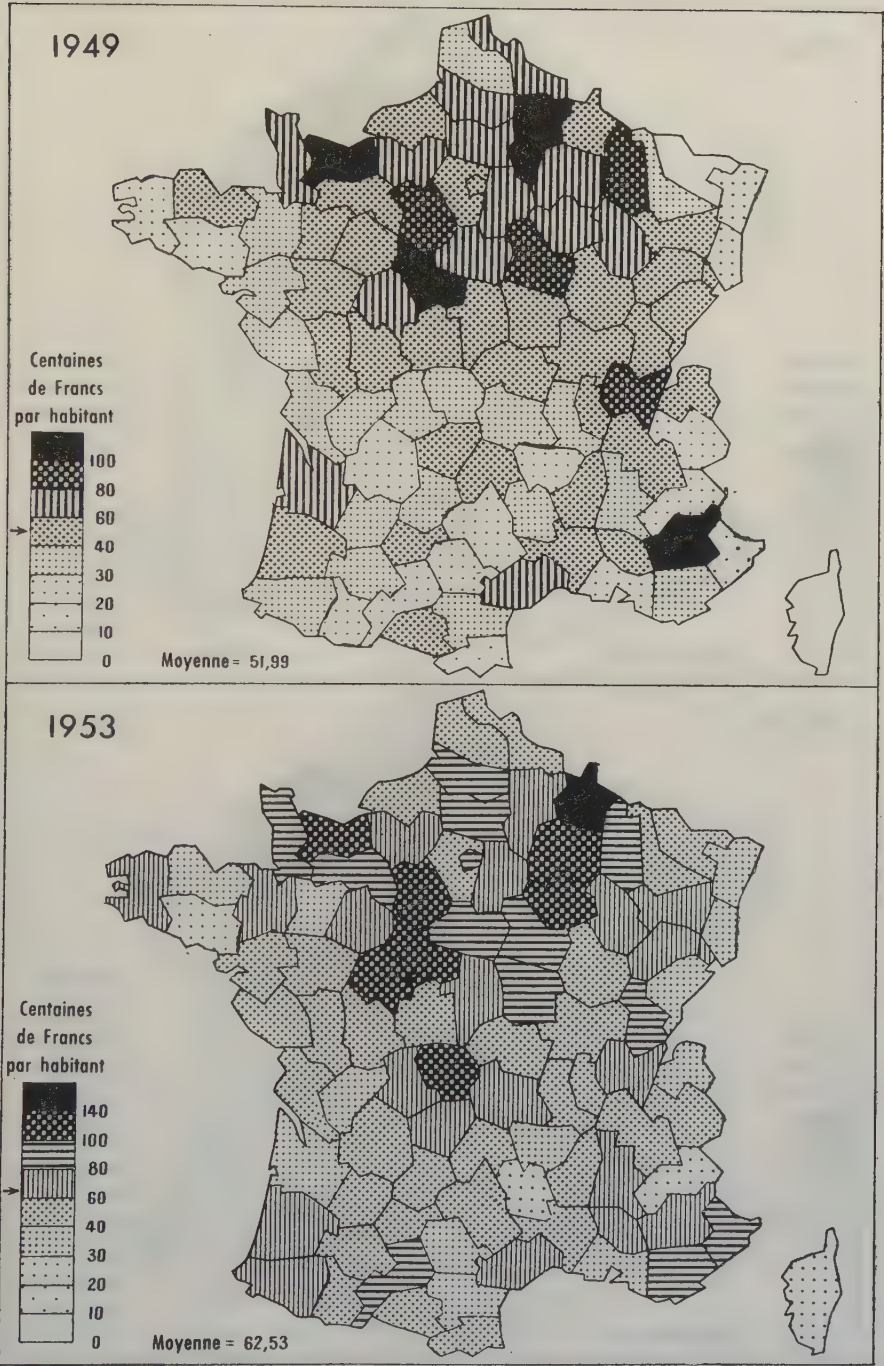
TABLEAUX GÉOGRAPHIQUES
de la
RÉPARTITION
en francs et par habitant,
DES DIFFÉRENTES SORTES
DE BIENS PRIVÉS

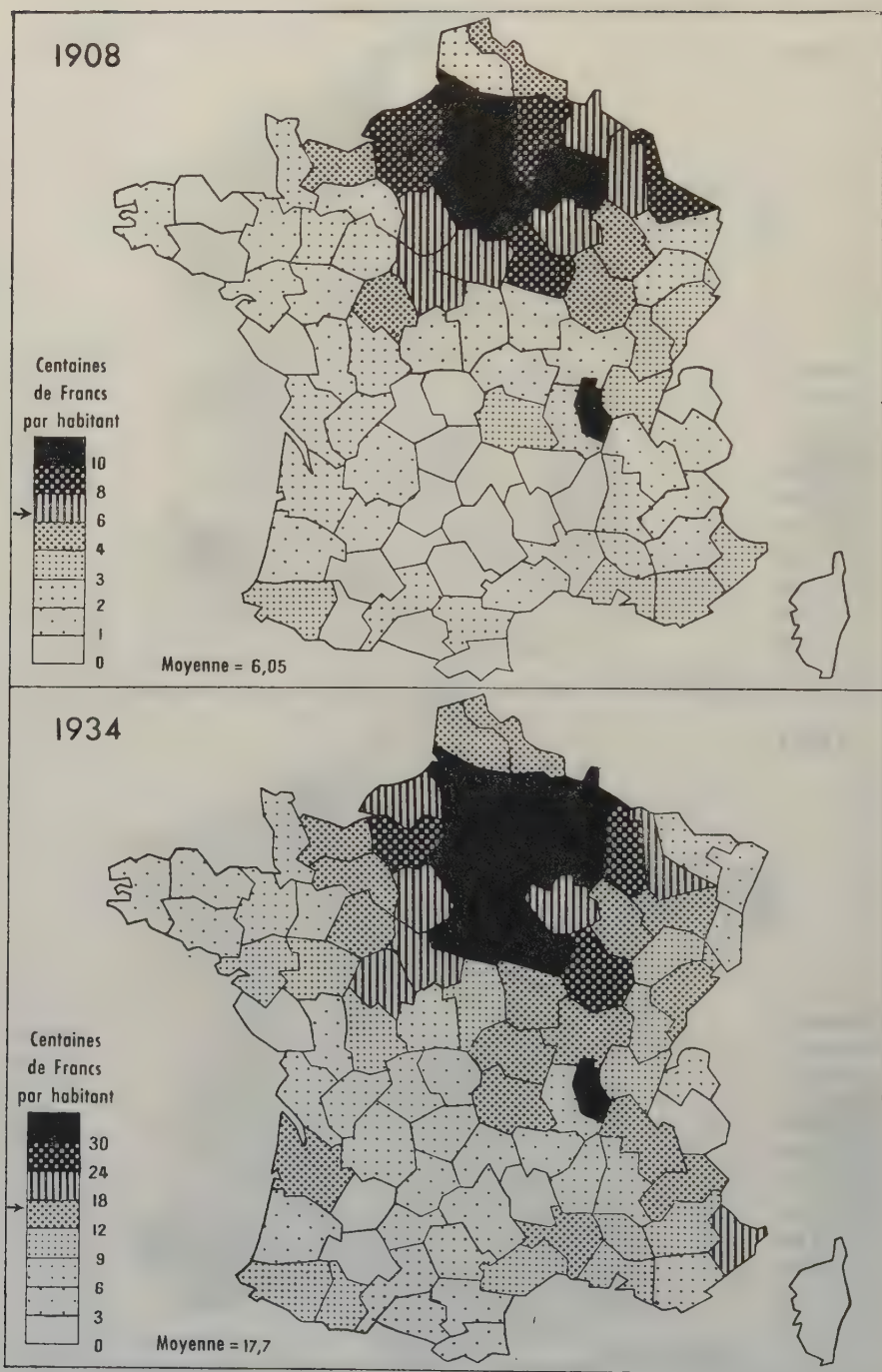
N.B. Les valeurs sont exprimées en francs anciens.

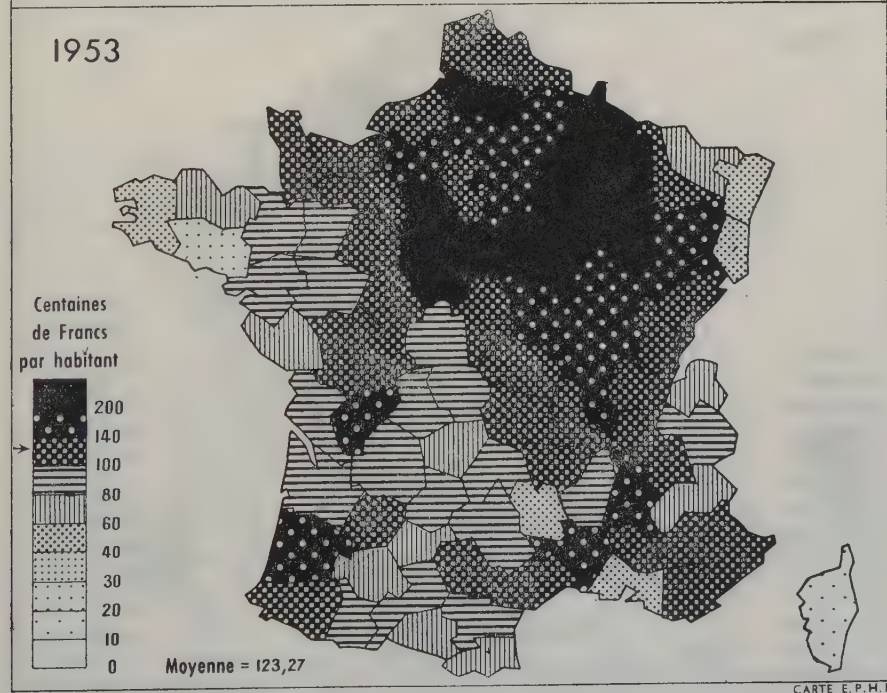
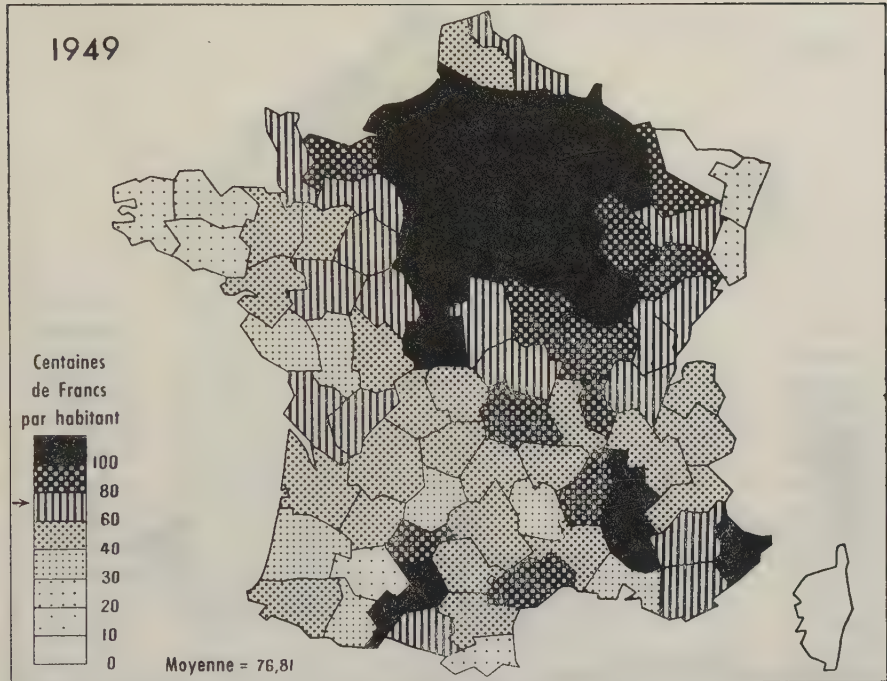
Note de l'éditeur : Se reporter à la page 627 pour situer chaque département sur la carte.



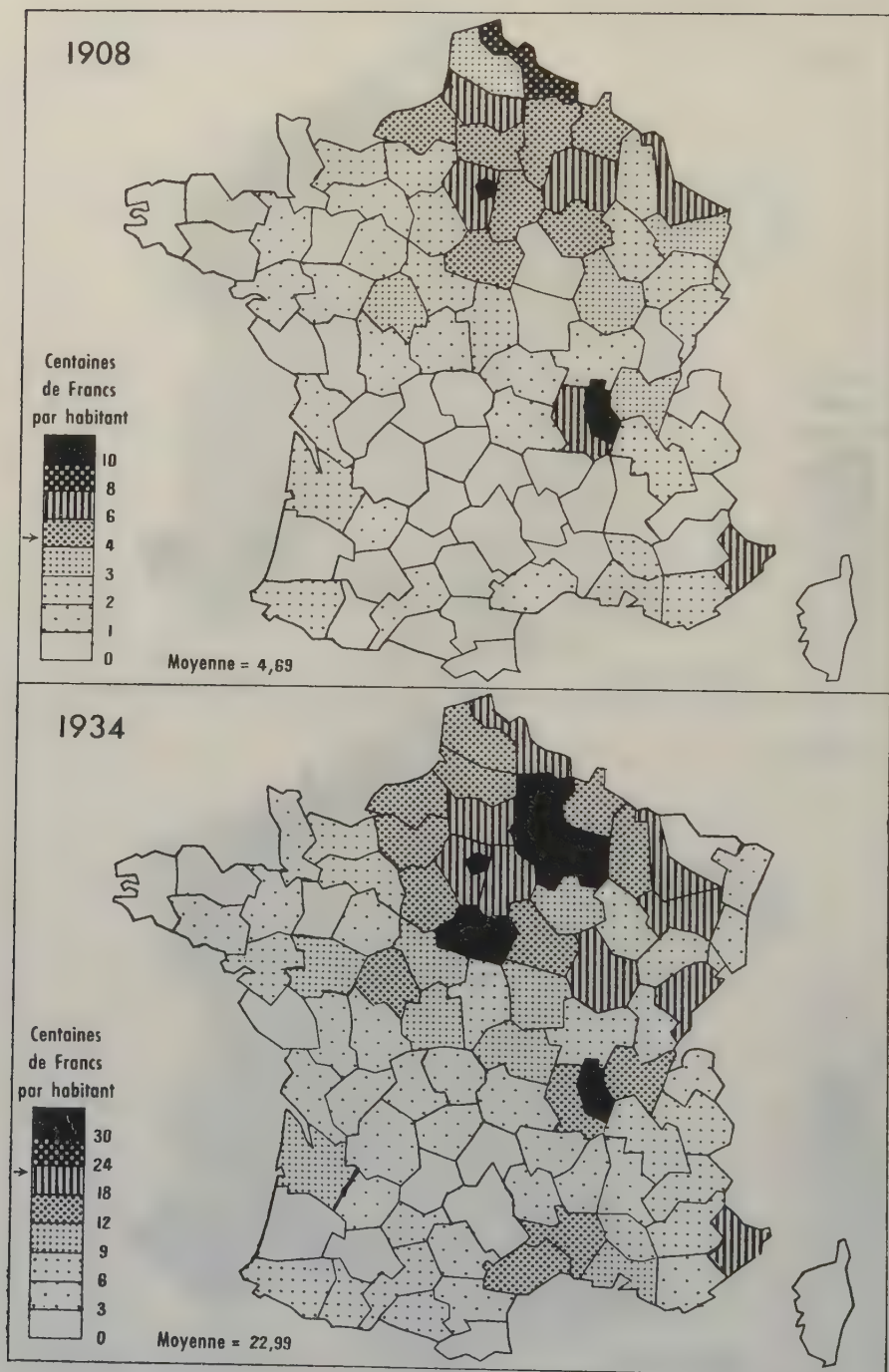
Moyenne : moyenne d'ensemble, tous départements réunis, indiquée par une flèche sur l'échelle.

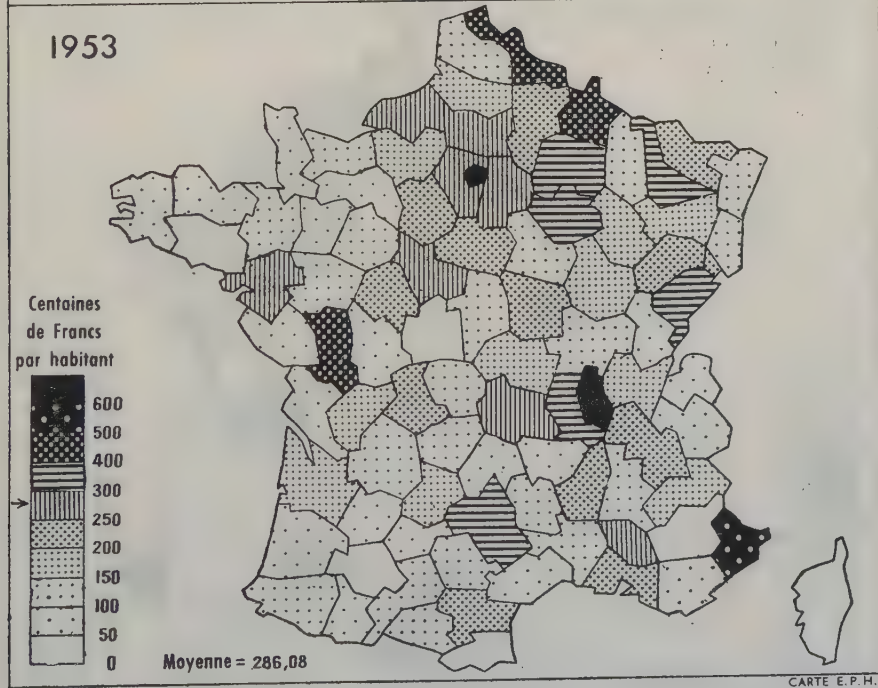
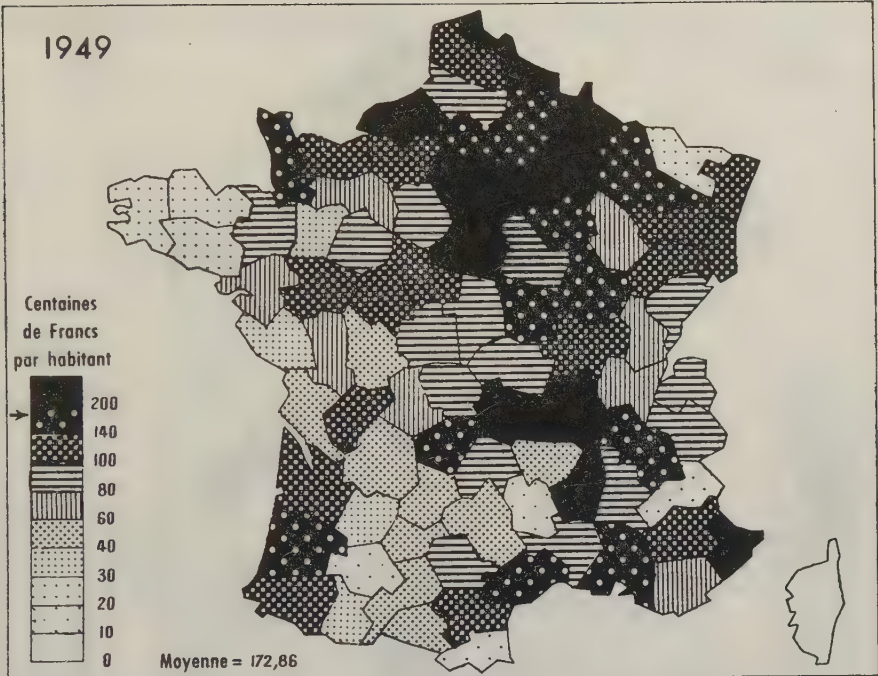




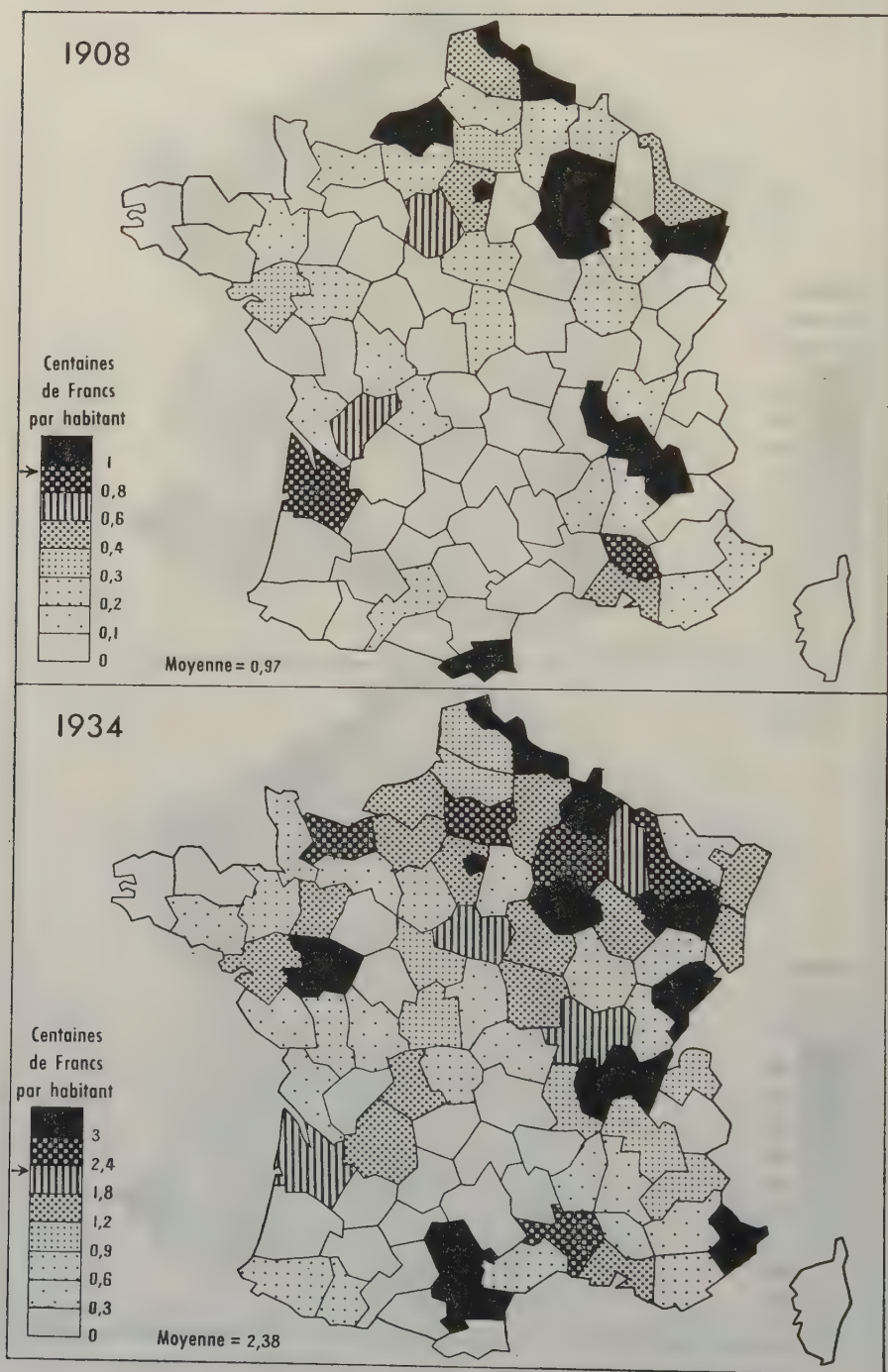


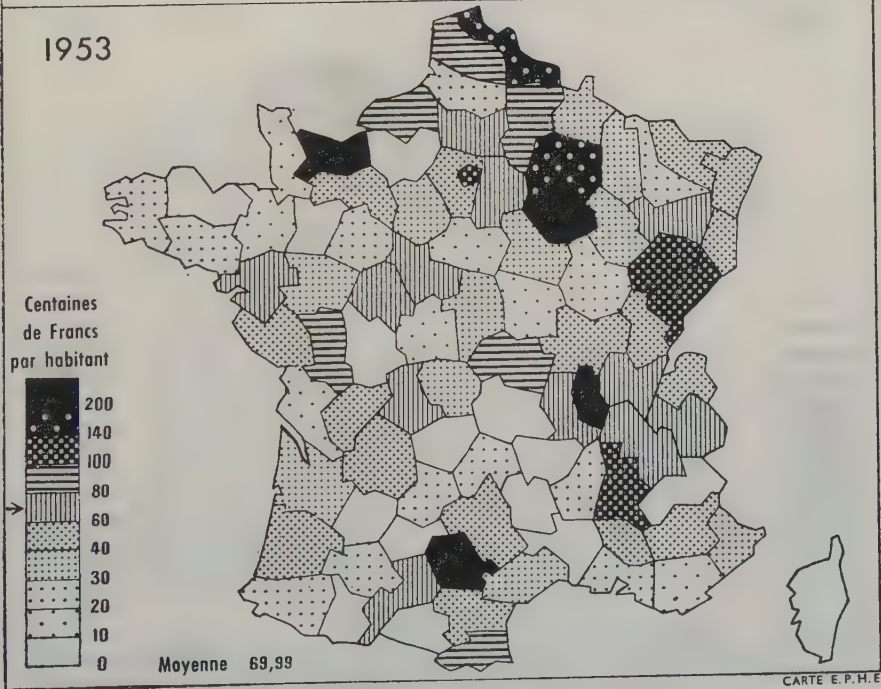
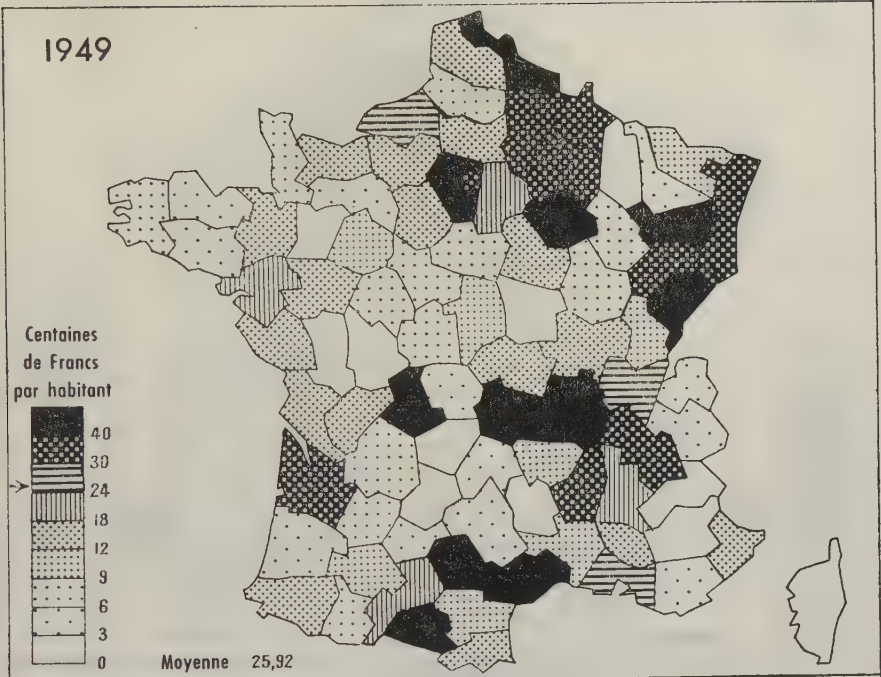
Pour 1949, lire : Seine, 93,

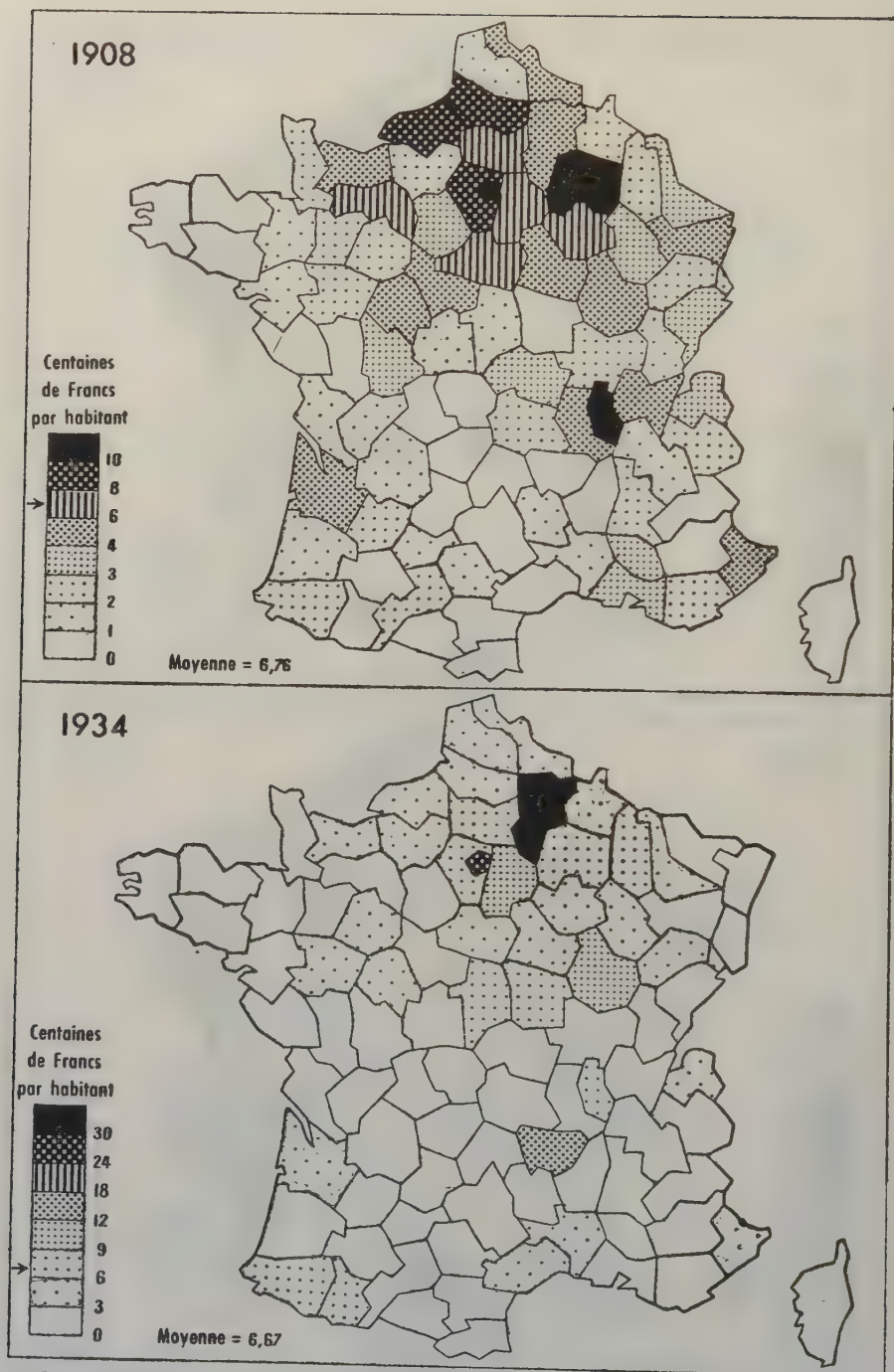




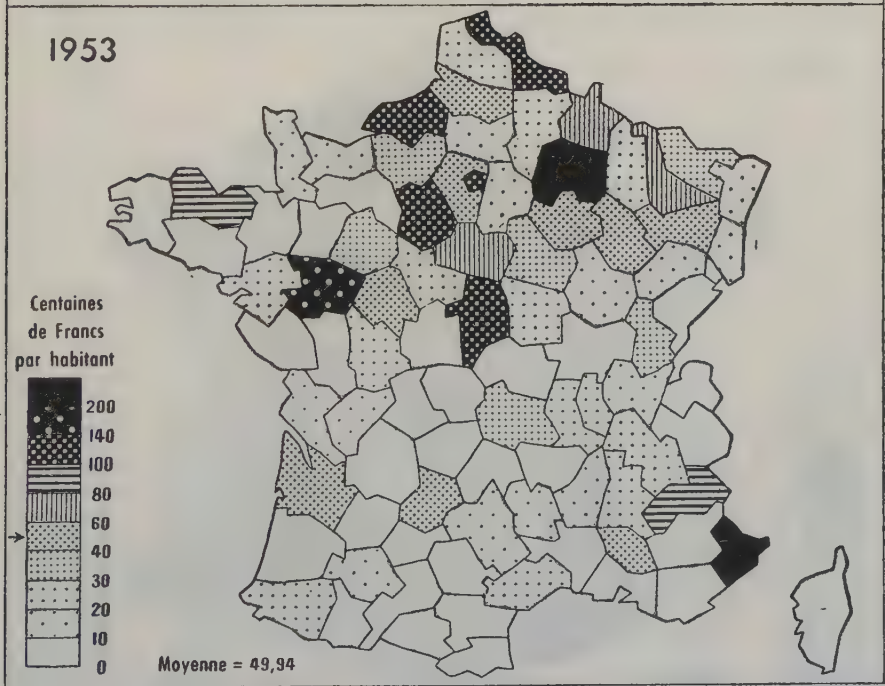
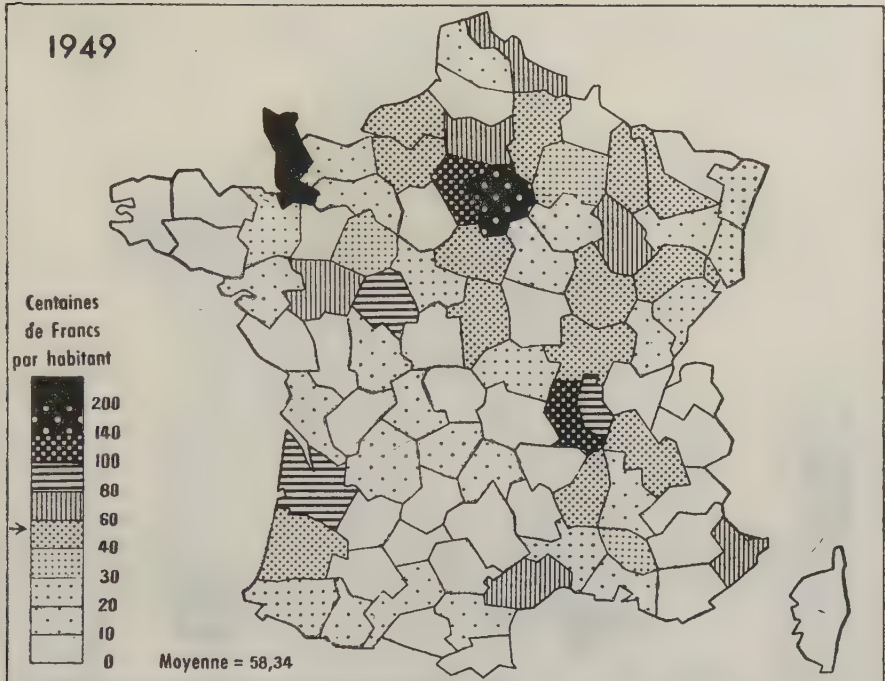
Pour 1953, lire : Meurthe-et-Moselle, 404.66 et intervertir Basses et Hautes-Alpes.



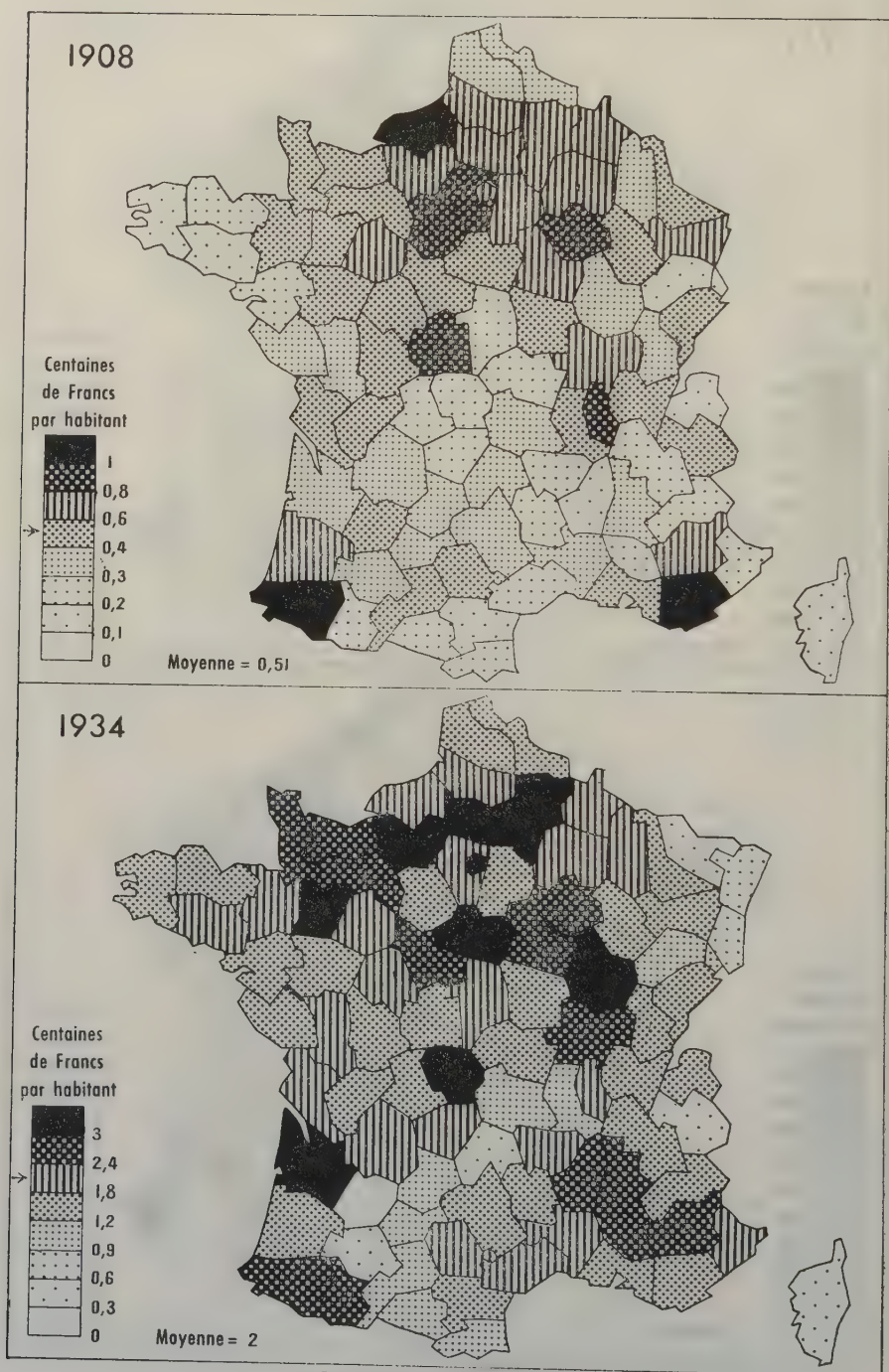


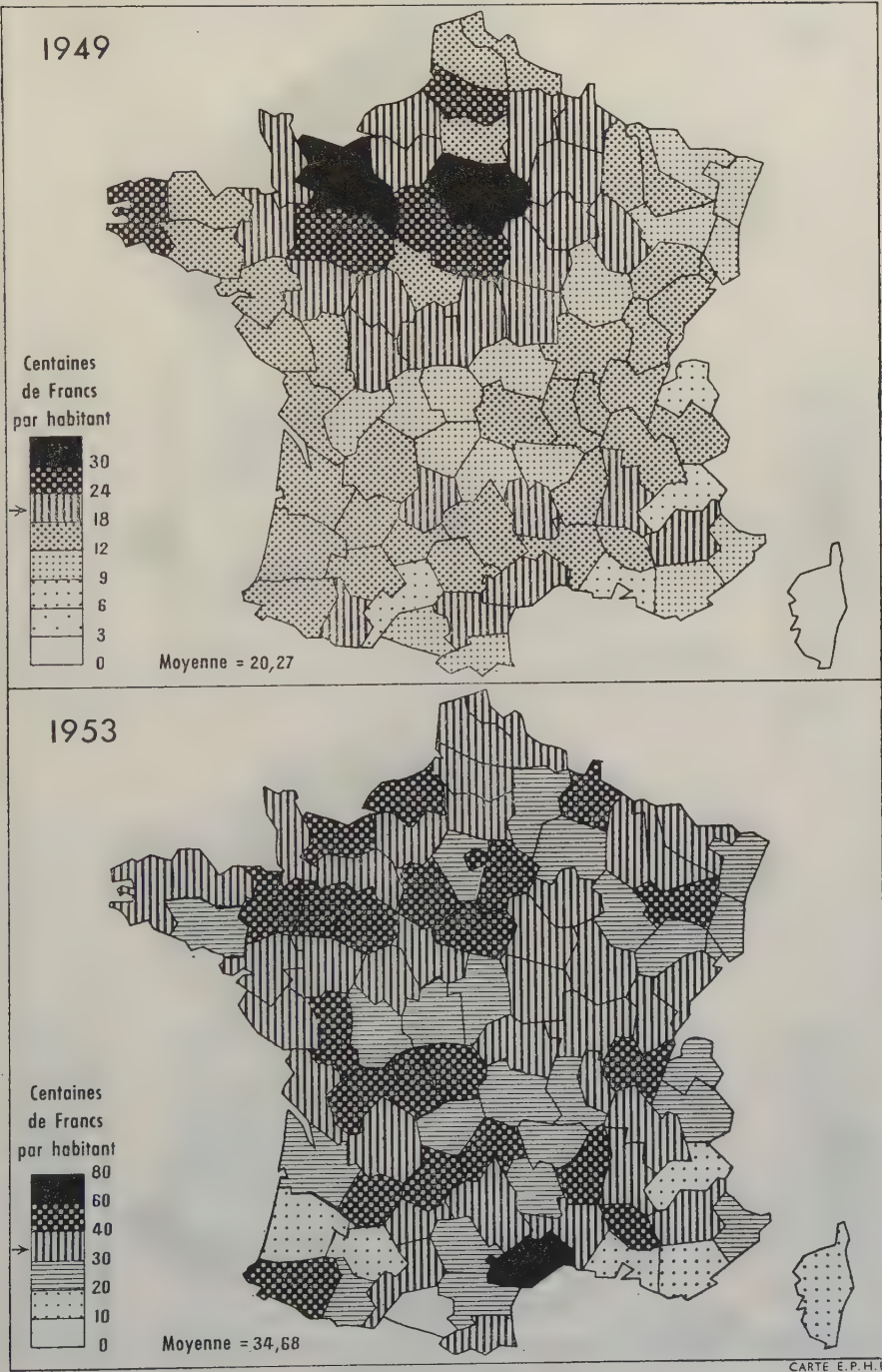


Pour 1934, lire : Ardennes, 4,03 ; Gironde, 5,05 ; Meurthe-et-Moselle, 4,58 ; Alpes-Maritimes, 8,31.



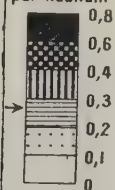
Pour 1949, lire : Ardennes, 20,51.
Pour 1953, lire : Loire-Atlantique, 19,20 ; Loir-et-Cher, 12,32





1908

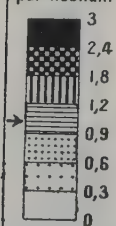
Centaines
de Francs
par habitant



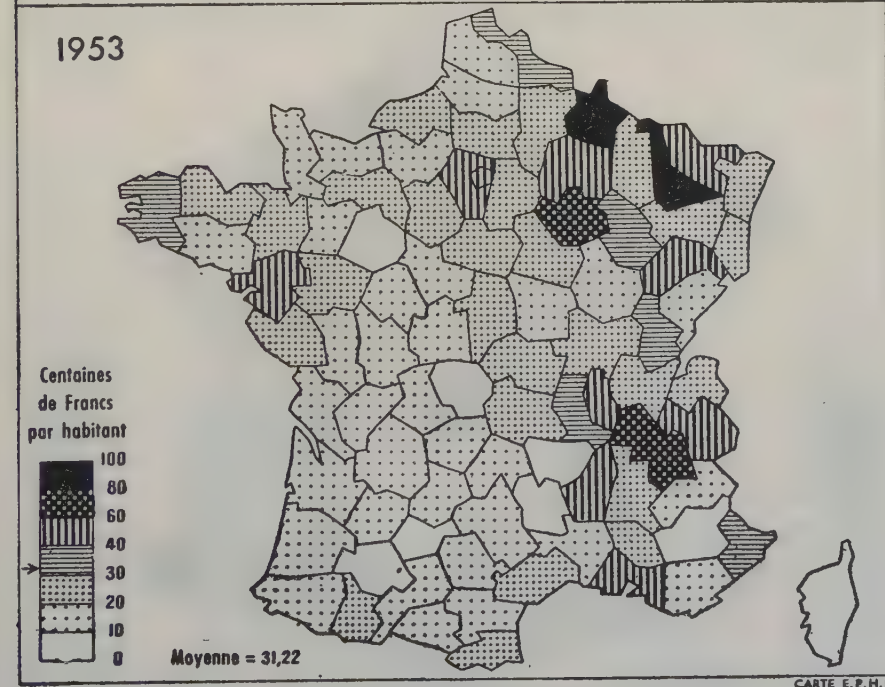
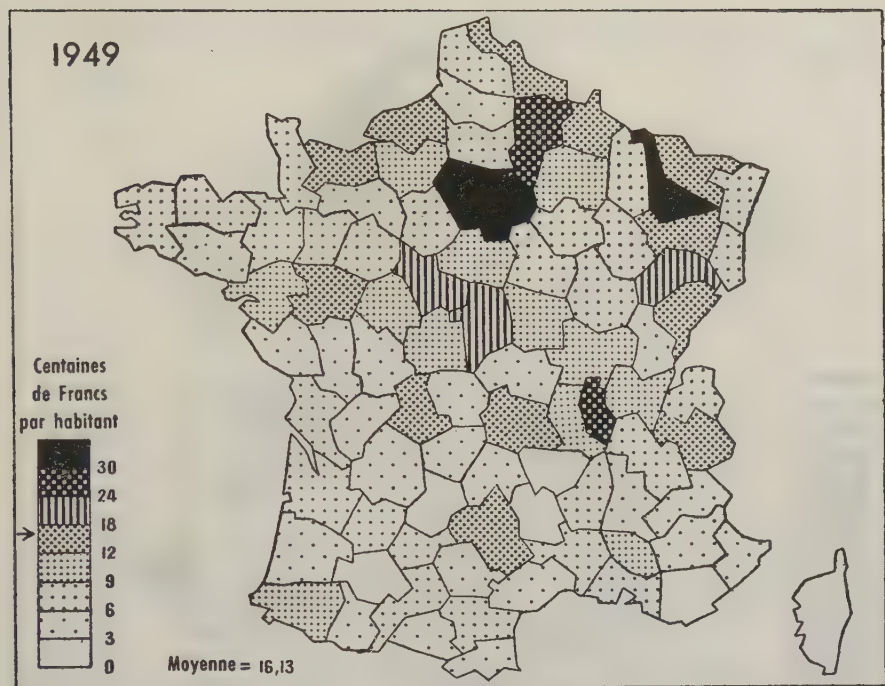
Moyenne = 0,28

1934

Centaines
de Francs
par habitant

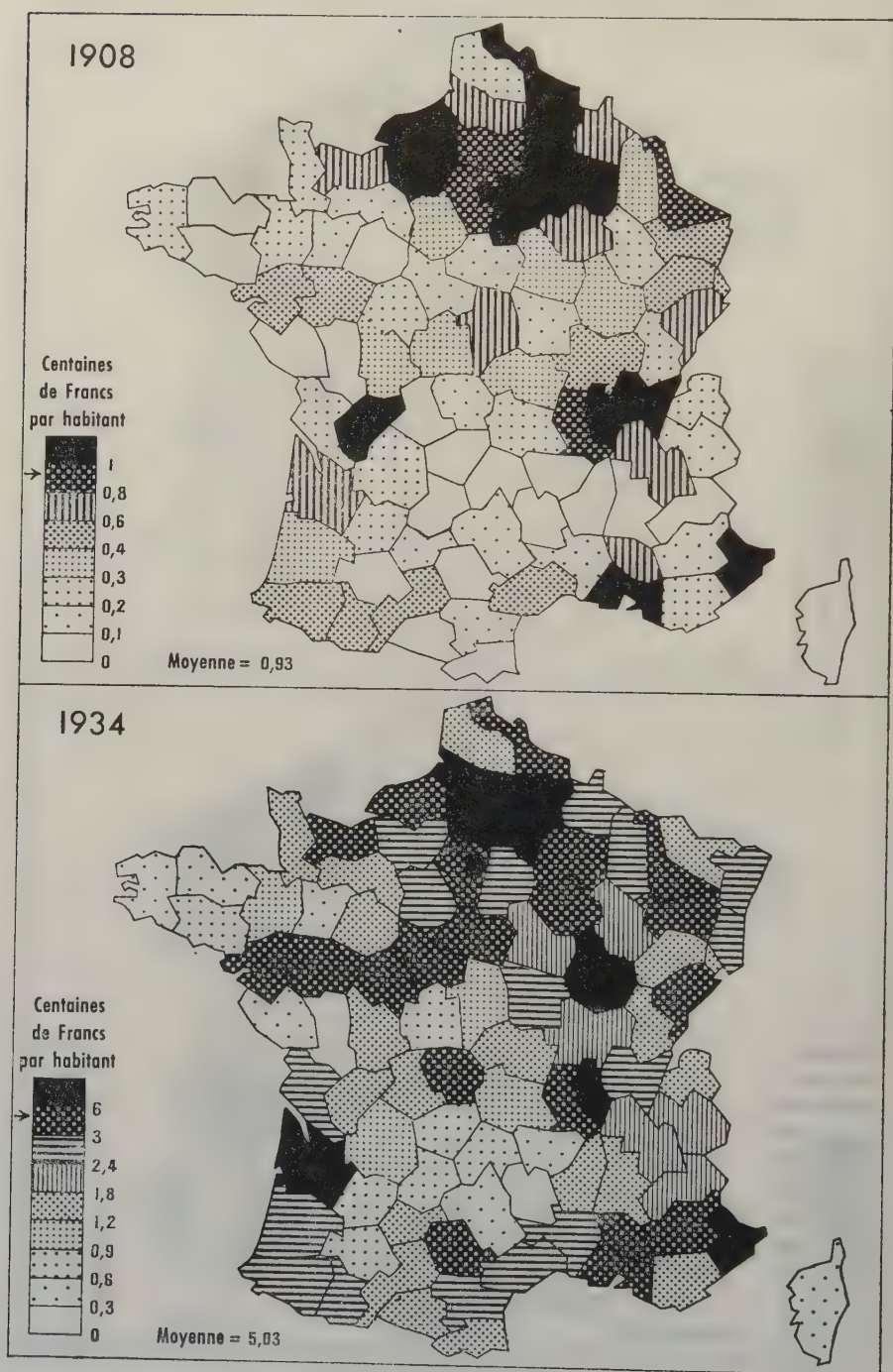


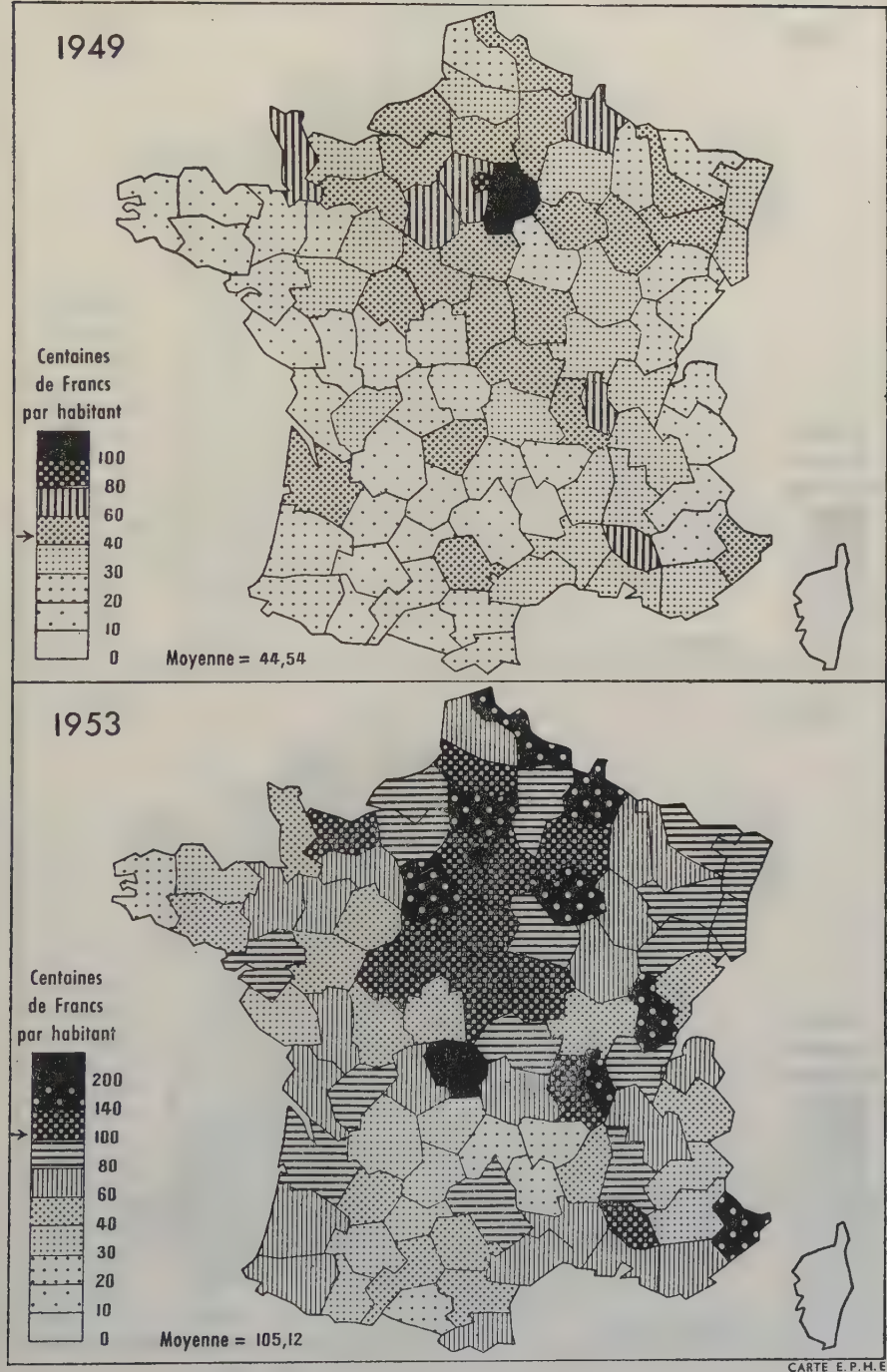
Moyenne = 0,97

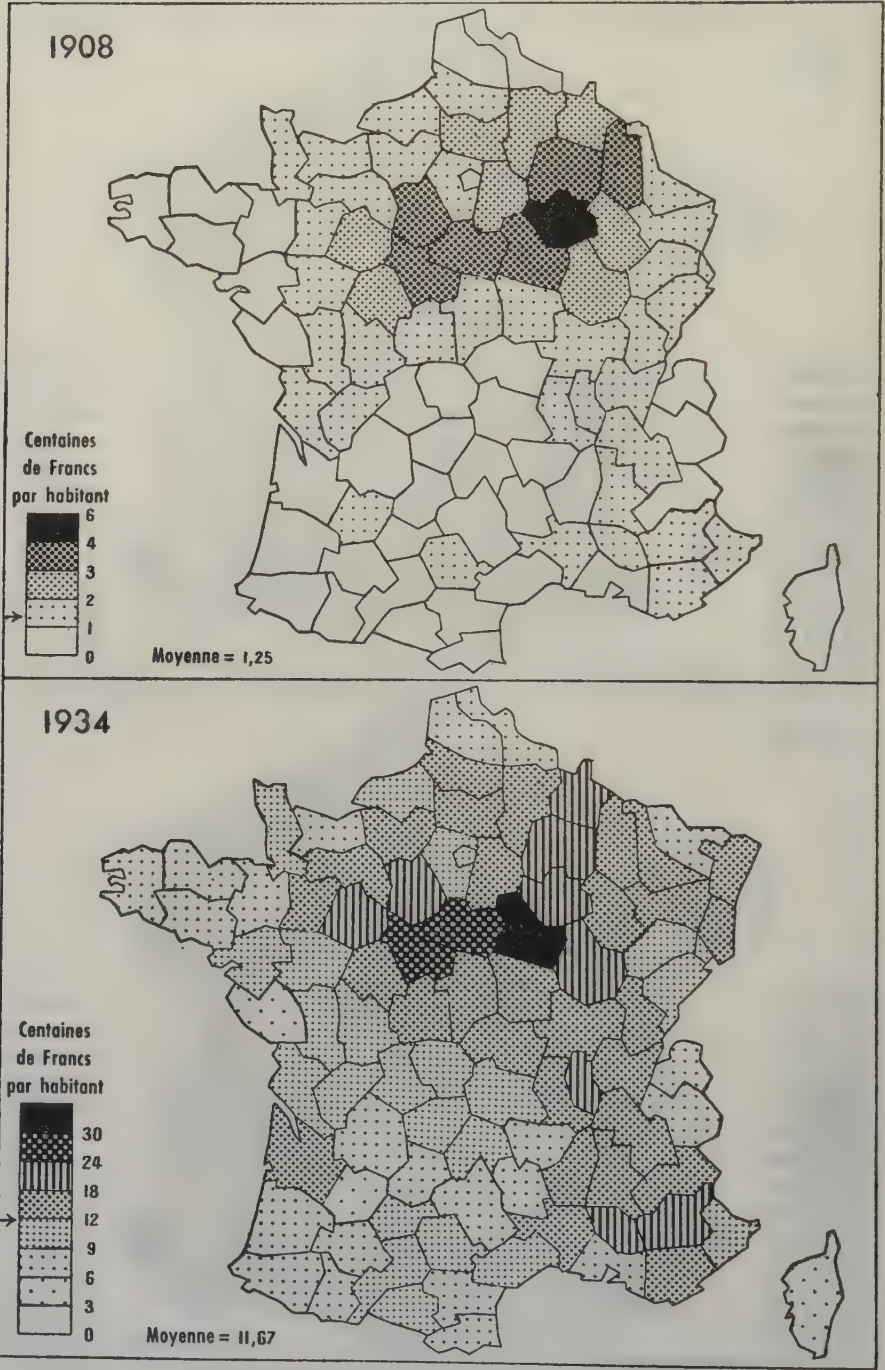


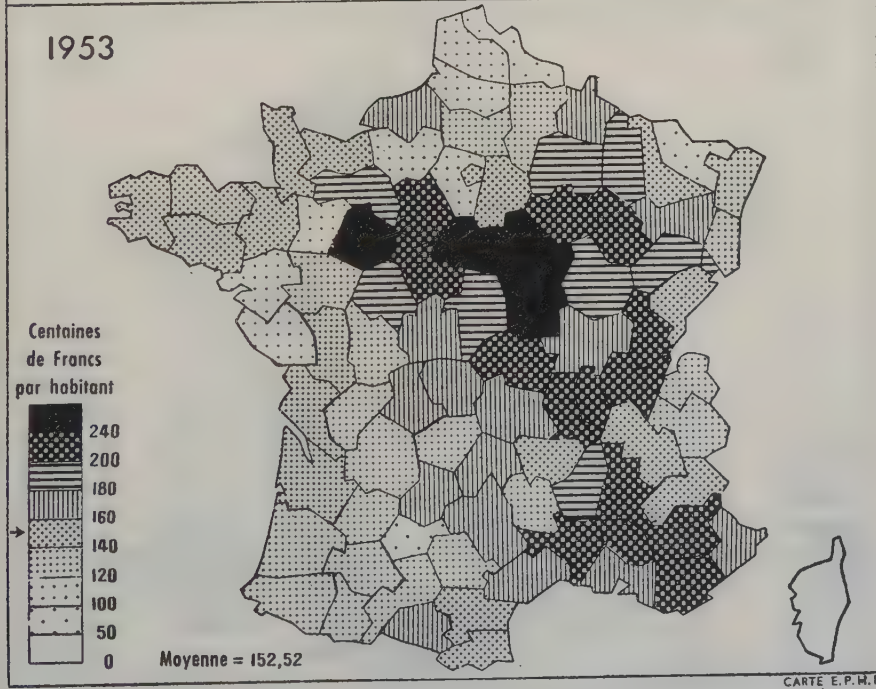
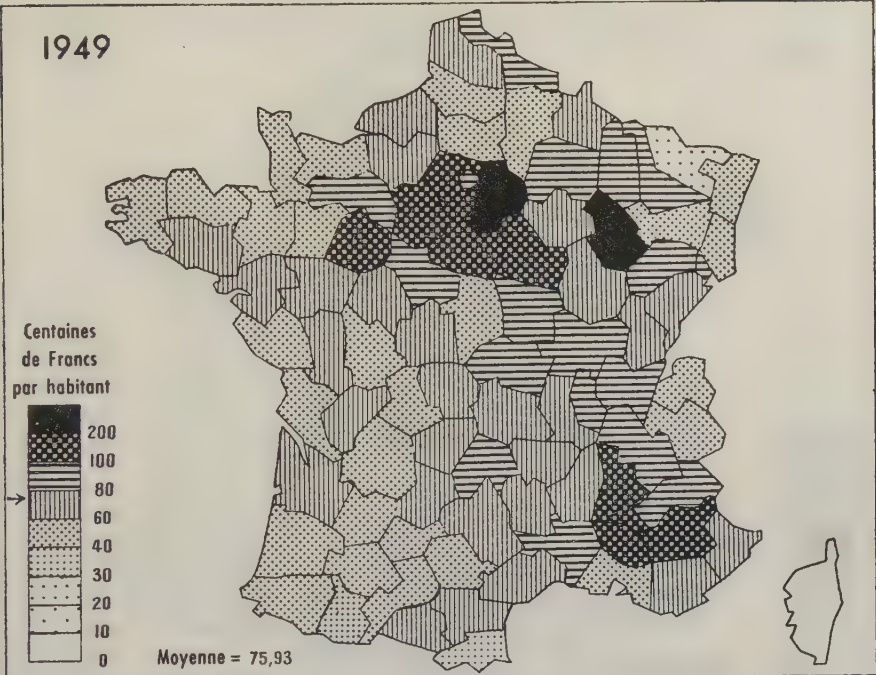
Pour 1953, lire : Orne, 14,57.

CARTE E.P.H.E.



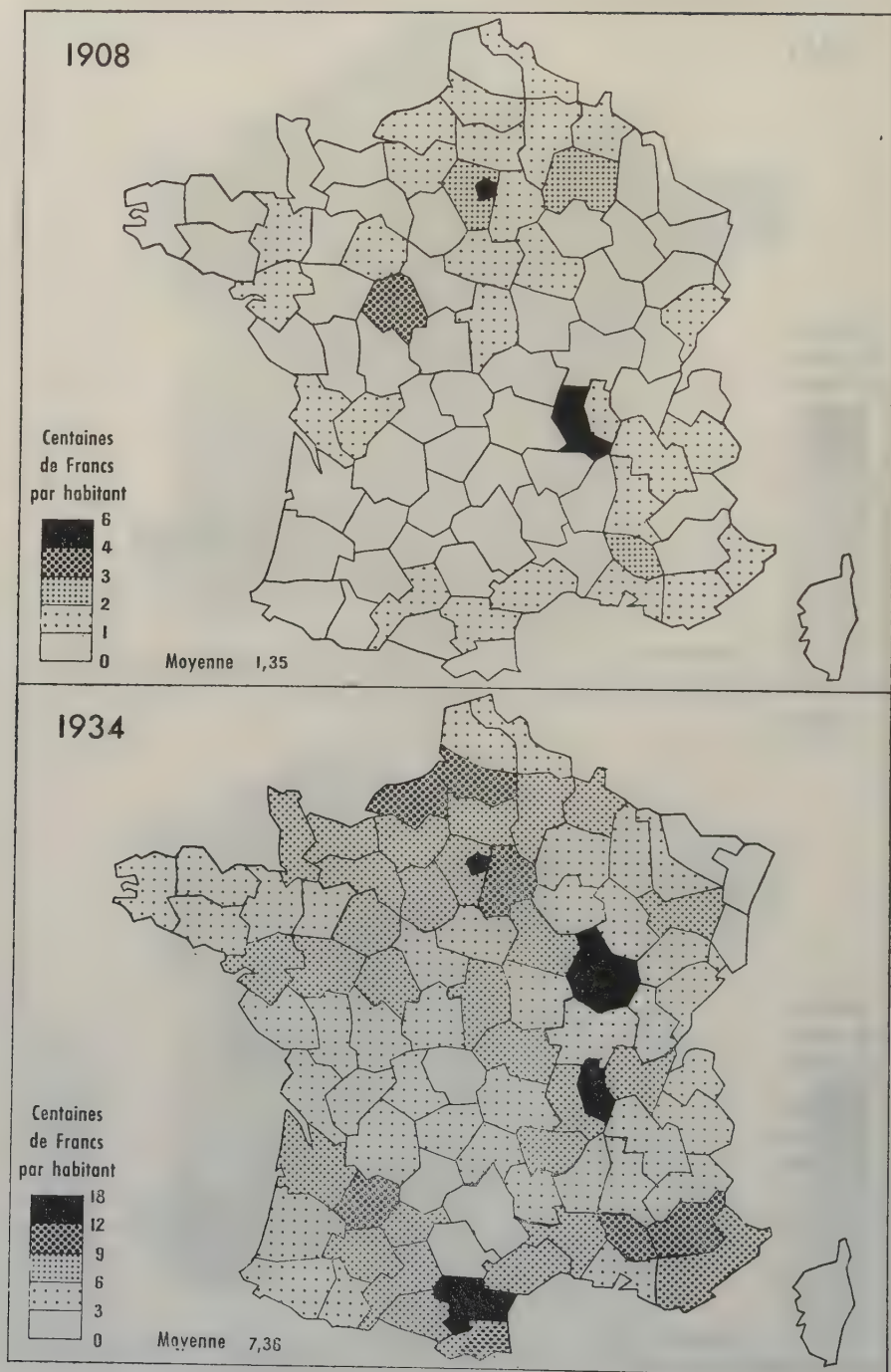






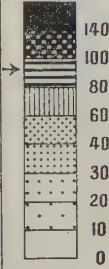
CARTÉ E. P. M. E.

Pour 1953, lire : Gers, 114,41 ; Hautes-Pyrénées, 107,15.



1949

Centaines
de Francs
par habitant



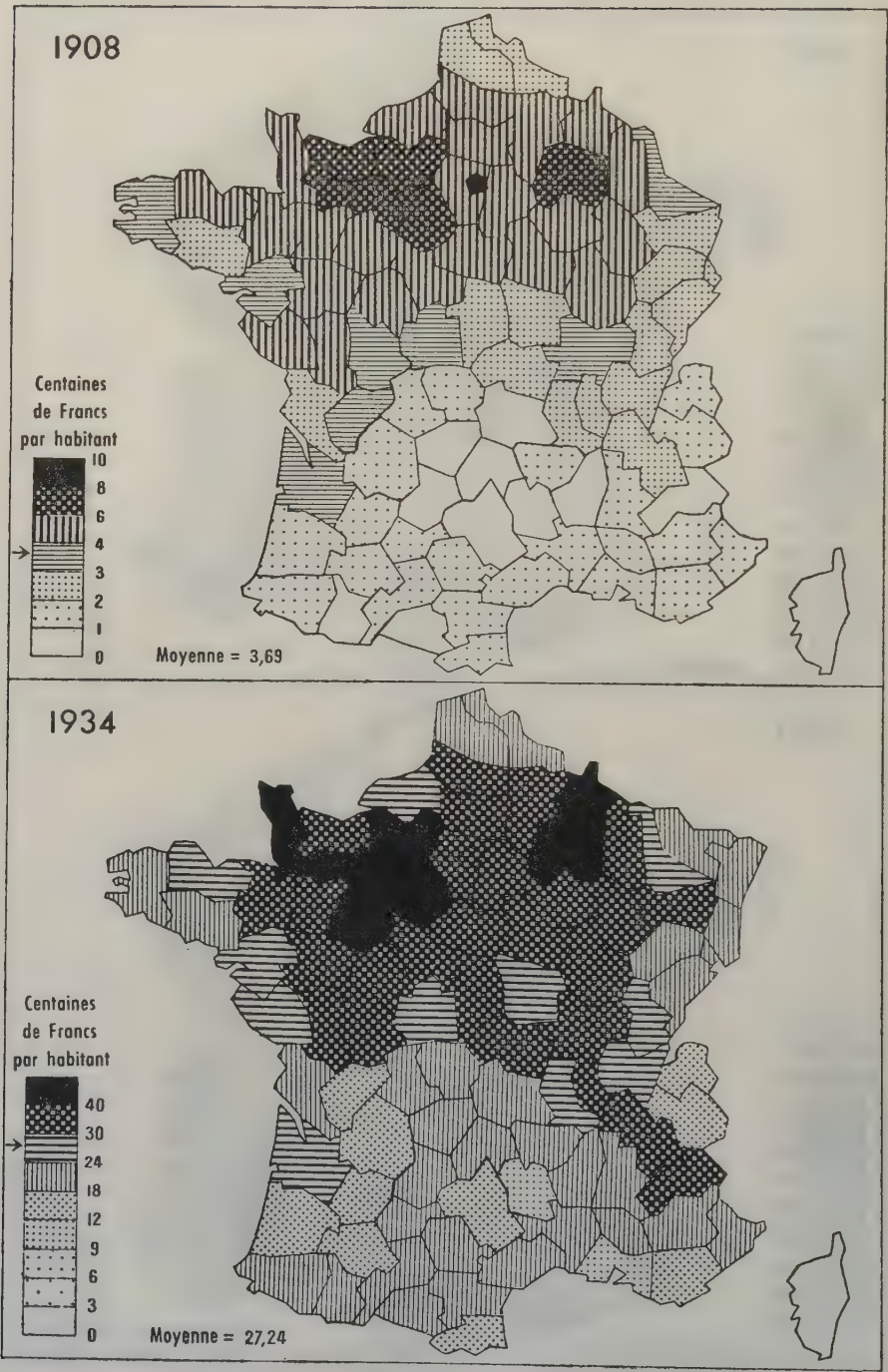
Moyenne = 93,1

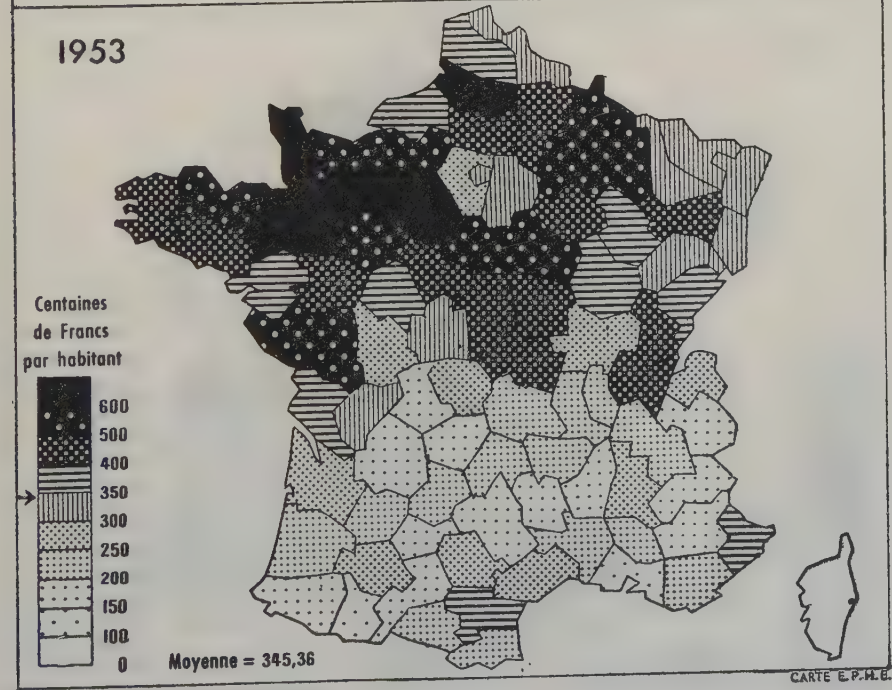
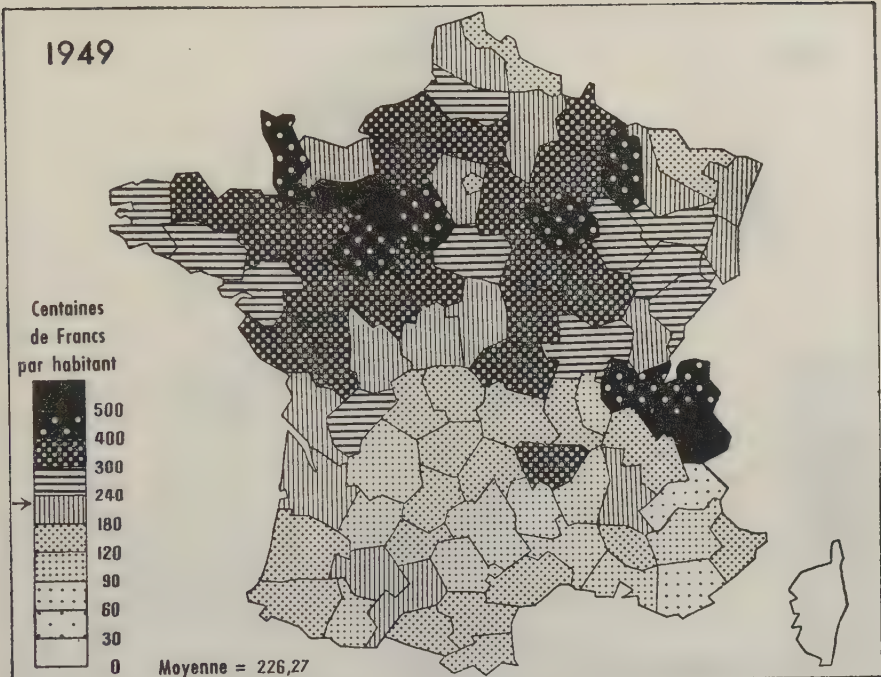
1953

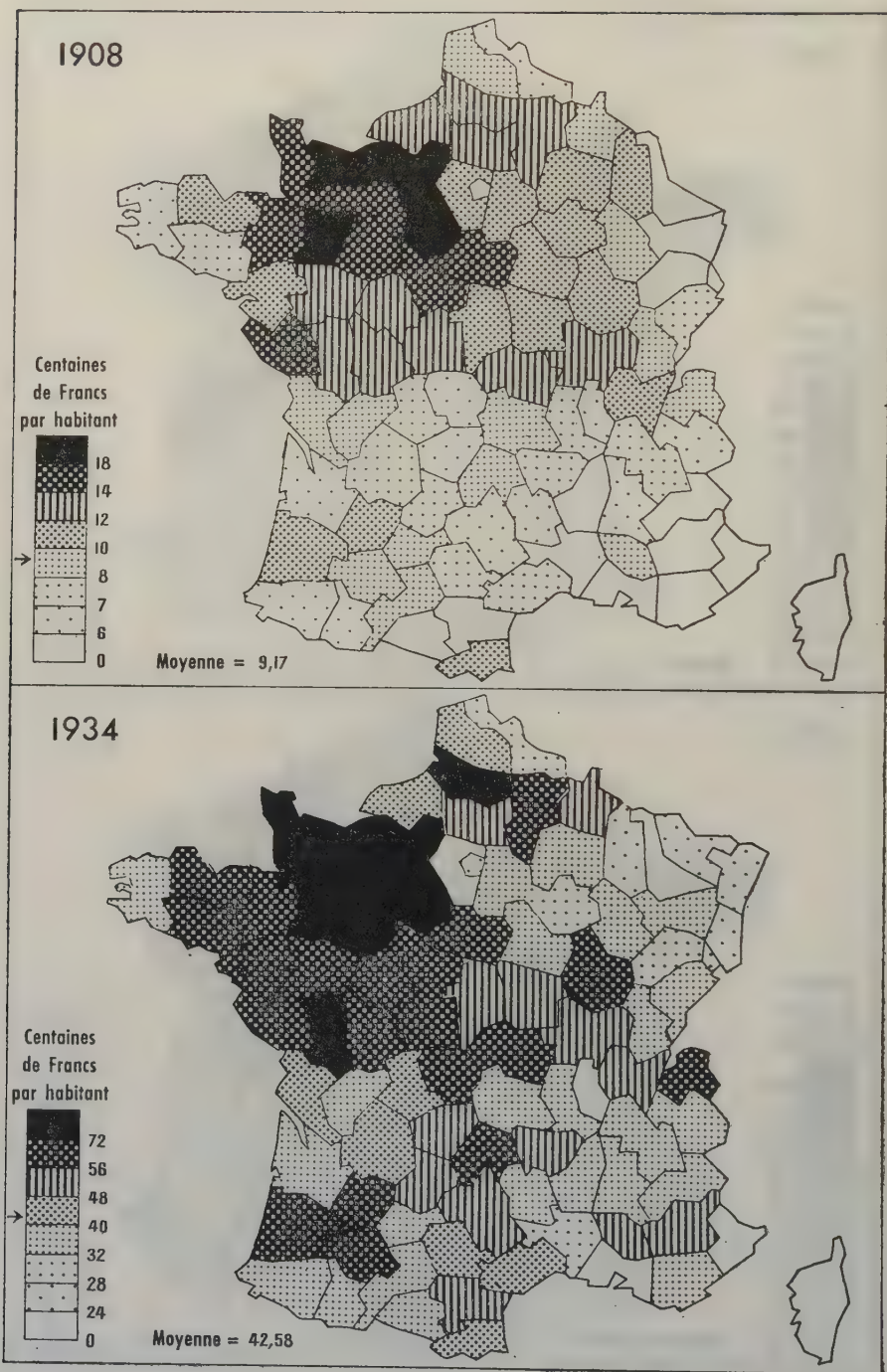
Centaines
de Francs
par habitant



Moyenne = 224,79

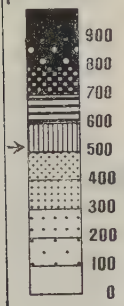






1949

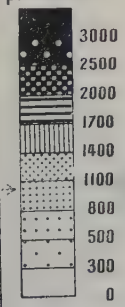
Centaines
de Francs
par habitant



Moyenne = 500,83

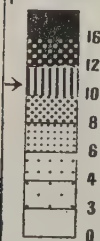
1953

Centaines
de Francs
par habitant



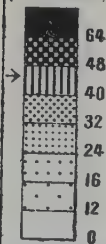
Moyenne = 1003,05

1908

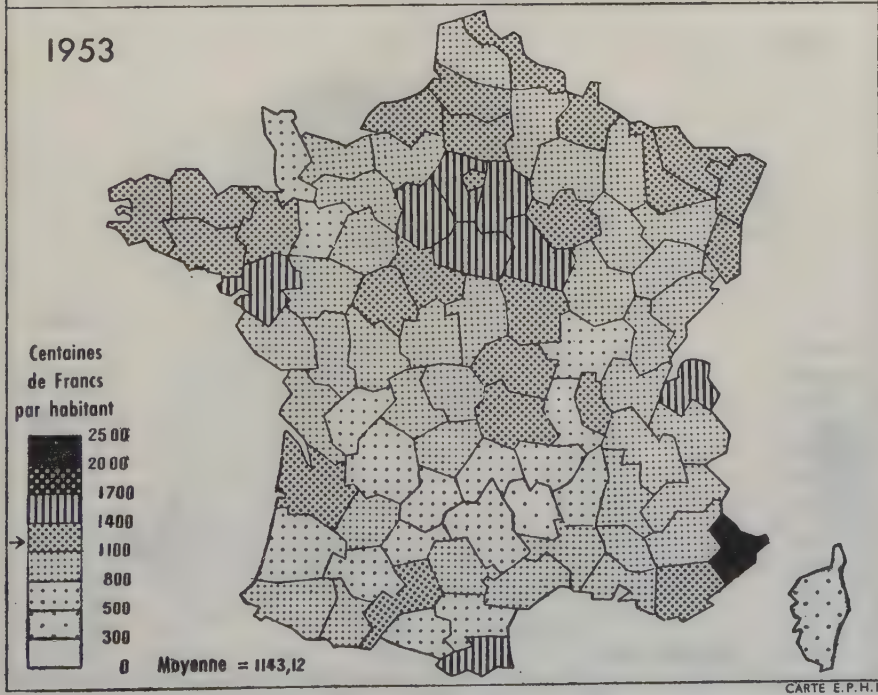
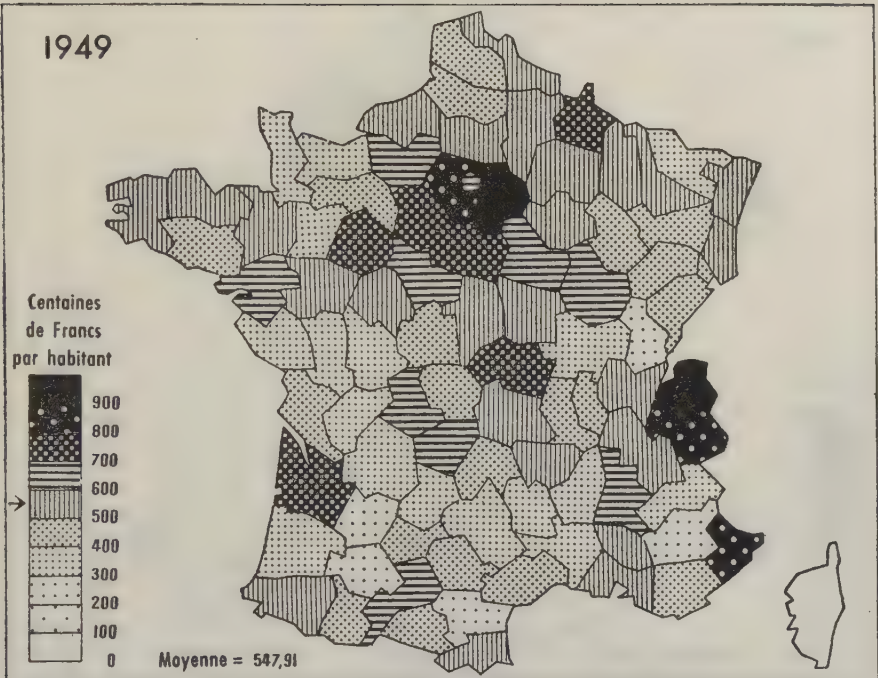
Centaines
de Francs
par habitant

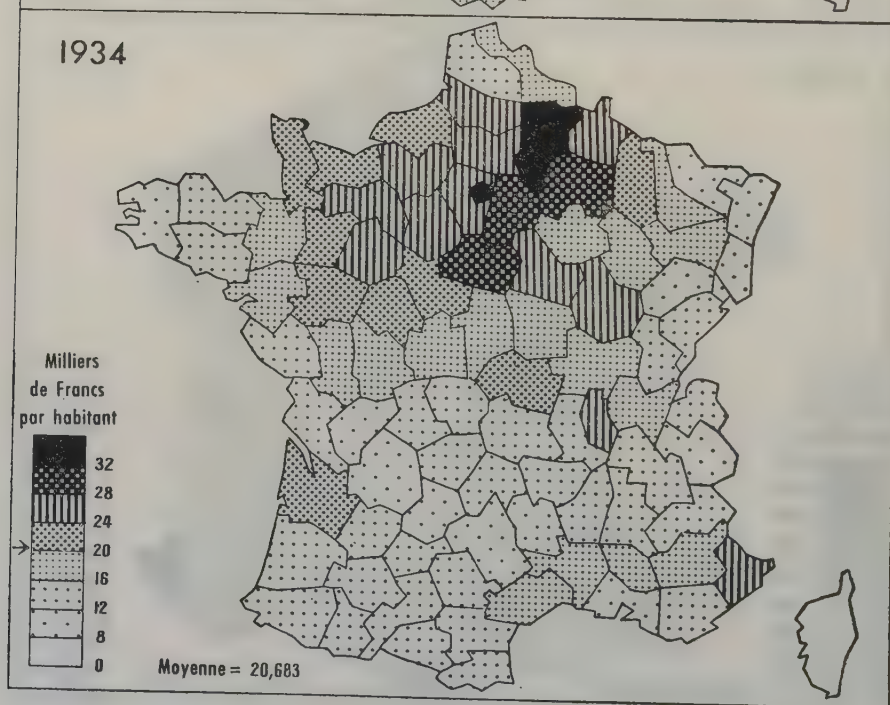
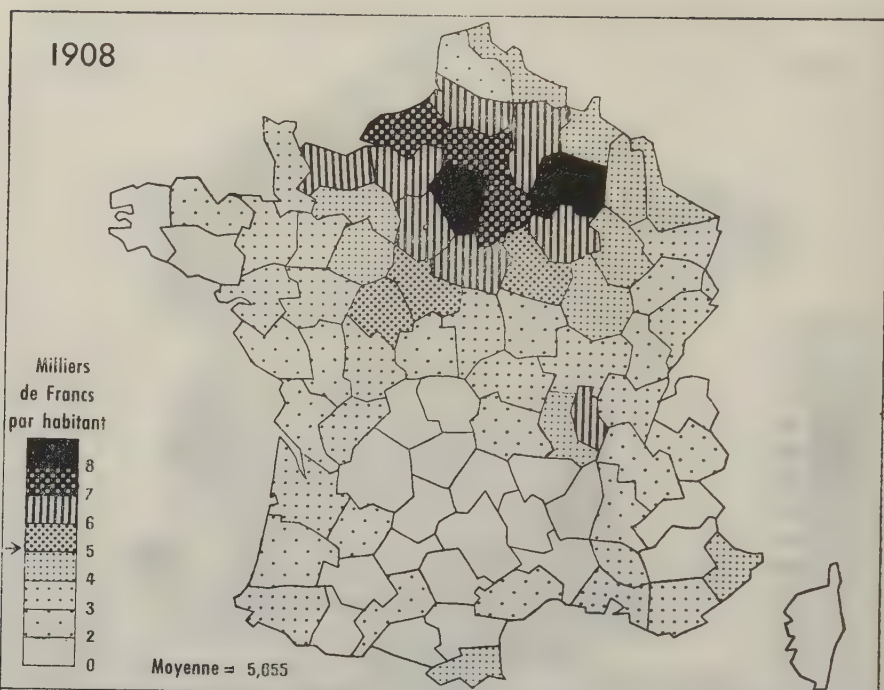
Moyenne = 10,97

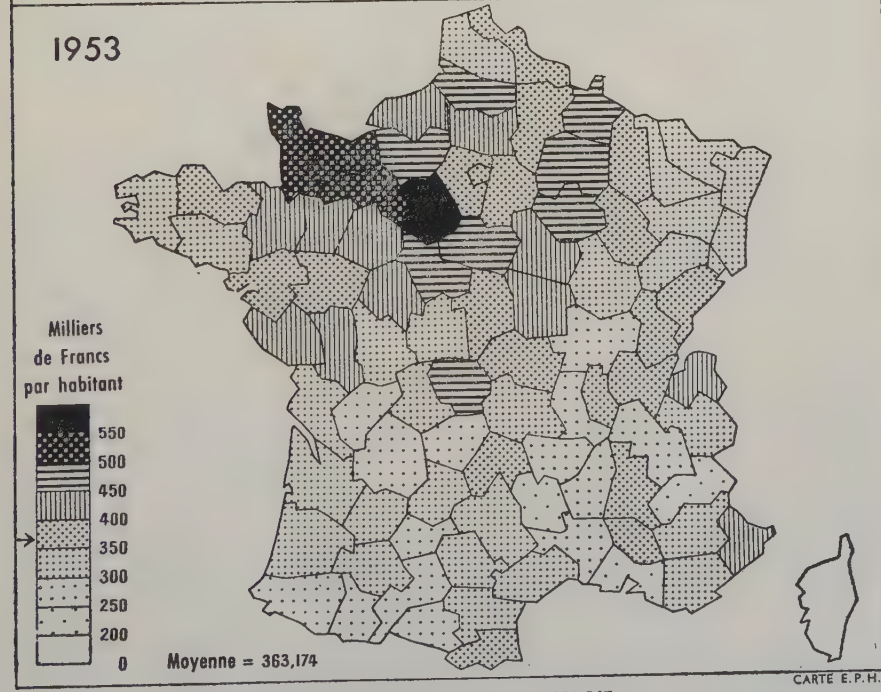
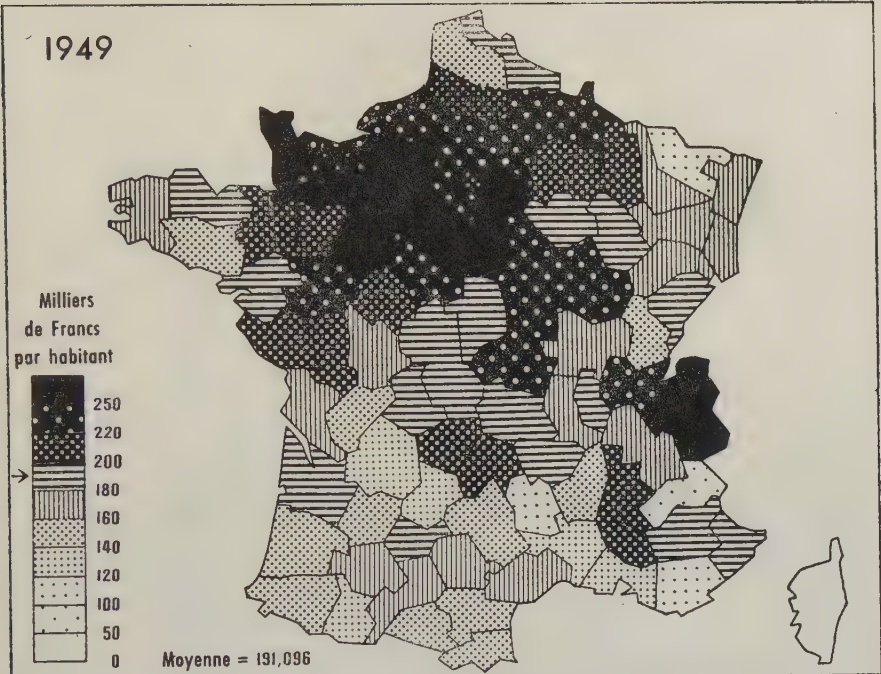
1934

Centaines
de Francs
par habitant

Moyenne = 45,03





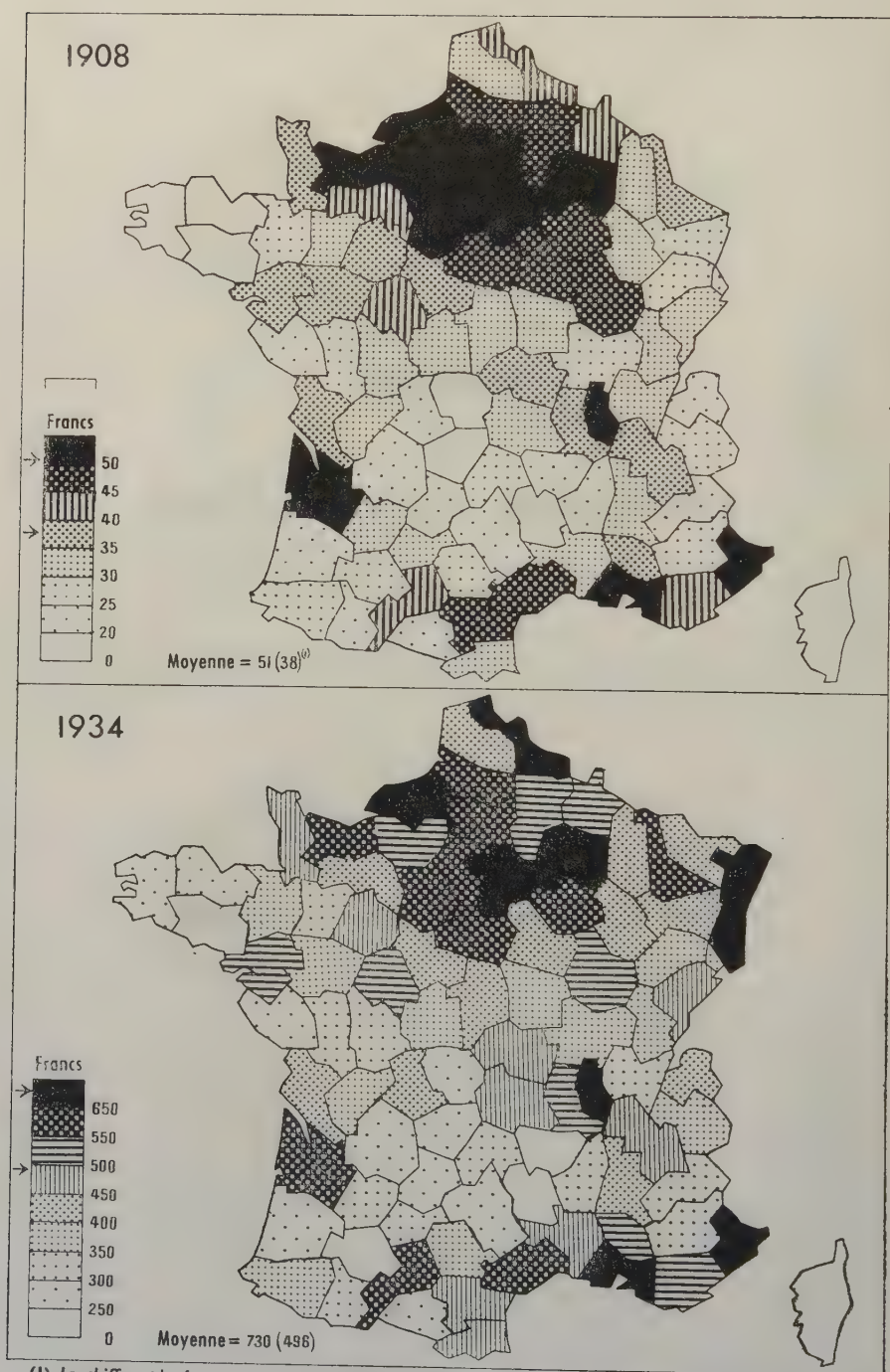


Pour 1953, lire : Seine-et-Oise, 322,367.

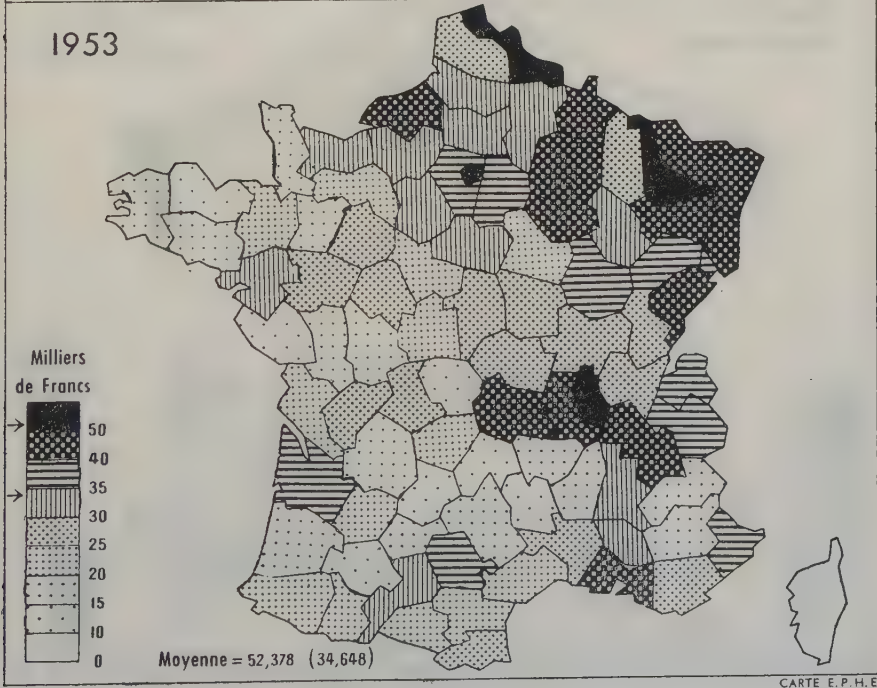
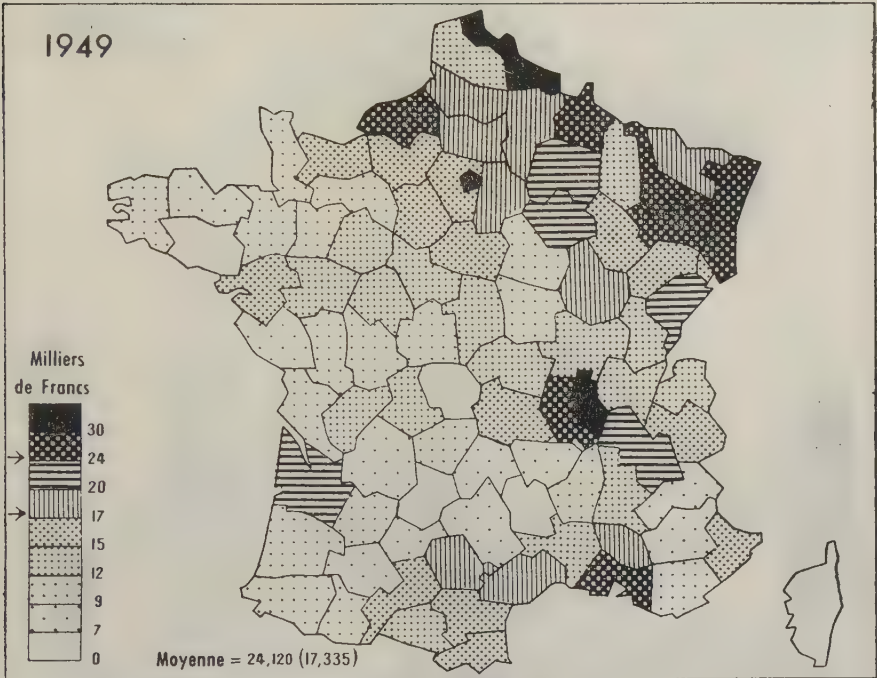
CARTE E.P.H.E.

IMPOTS
ET
DÉPENSES BUDGÉTAIRES

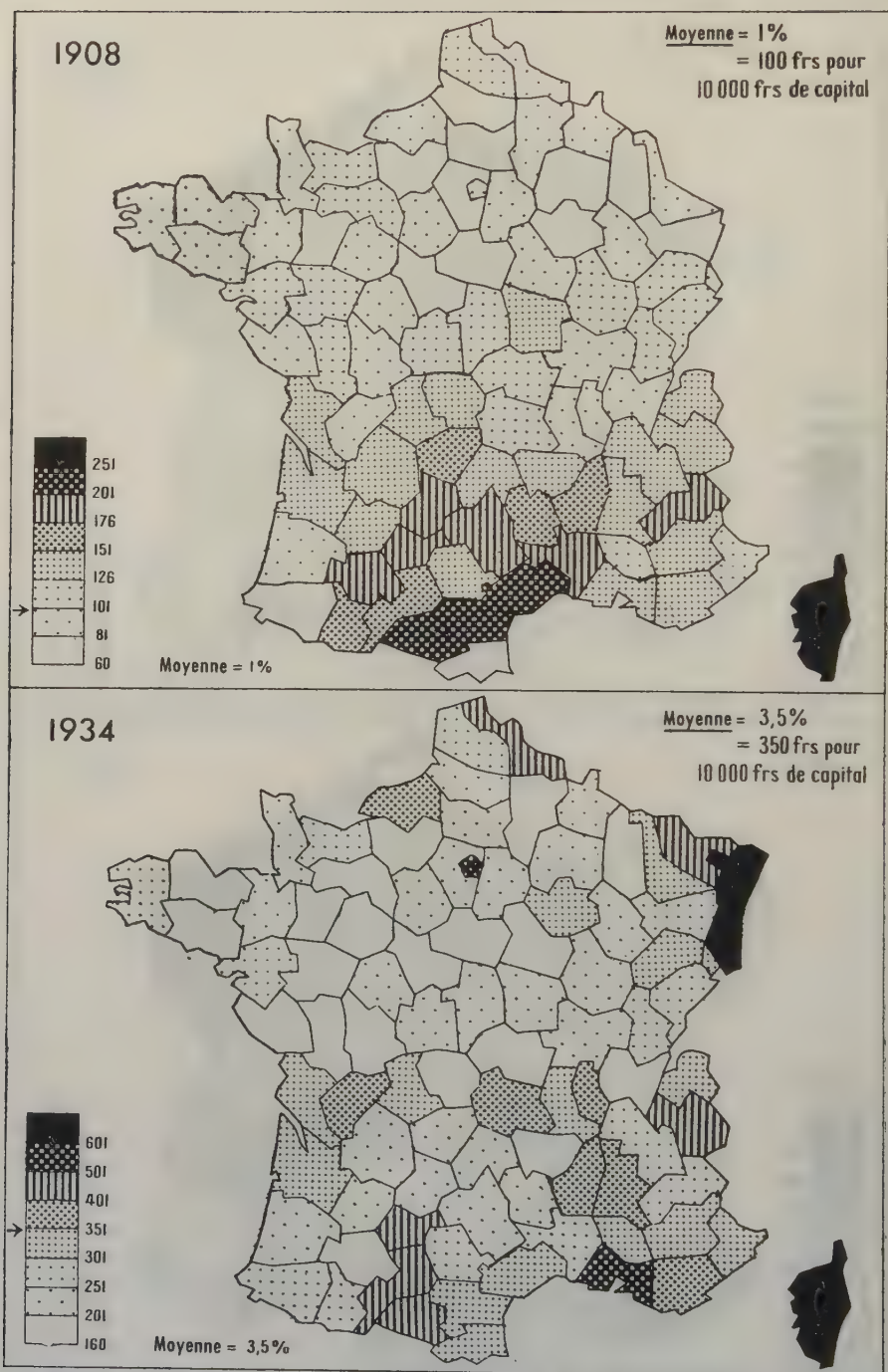
Les valeurs sont exprimées en francs anciens.



(1) Le chiffre, placé entre parenthèses, indique la moyenne nationale, département de la Seine excepté.



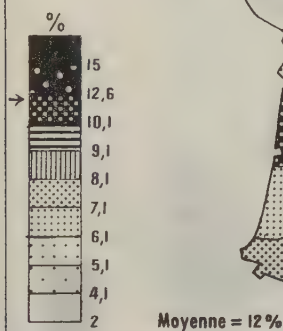
CARTE E. P. H. E.



(1) Les taux, valables pour 10 000 F, sont les mêmes pour les sommes supérieures, puisqu'il s'agit de relations proportionnelles.
Pour 1934, lire : Allier, 2,22.

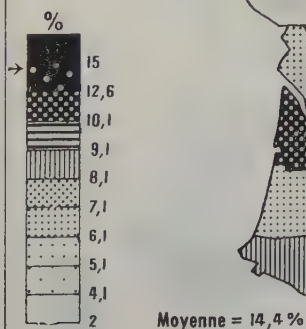
1949

Moyenne = 12 %
= 1200 frs pour
10 000 frs de capital.



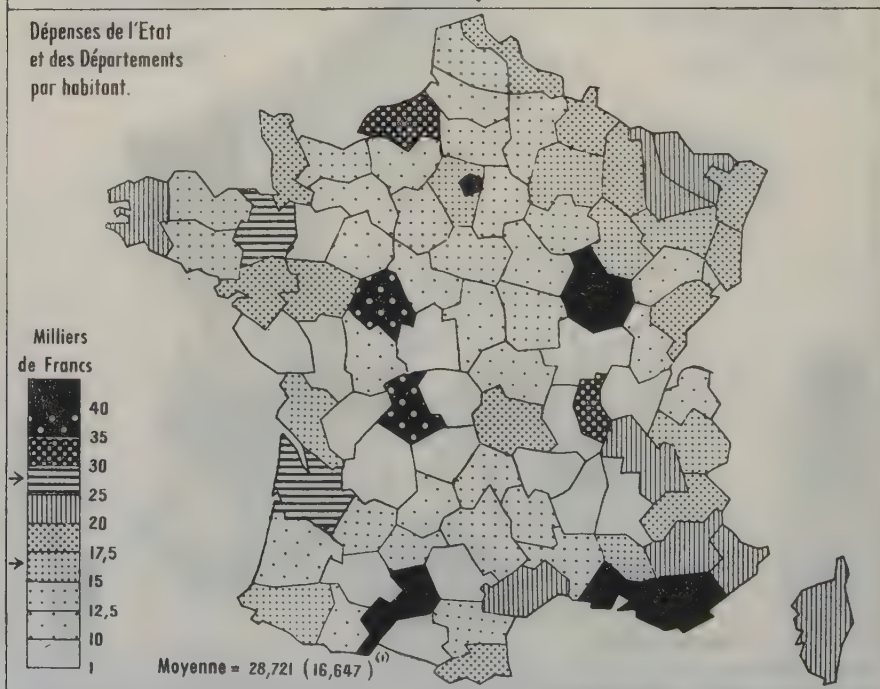
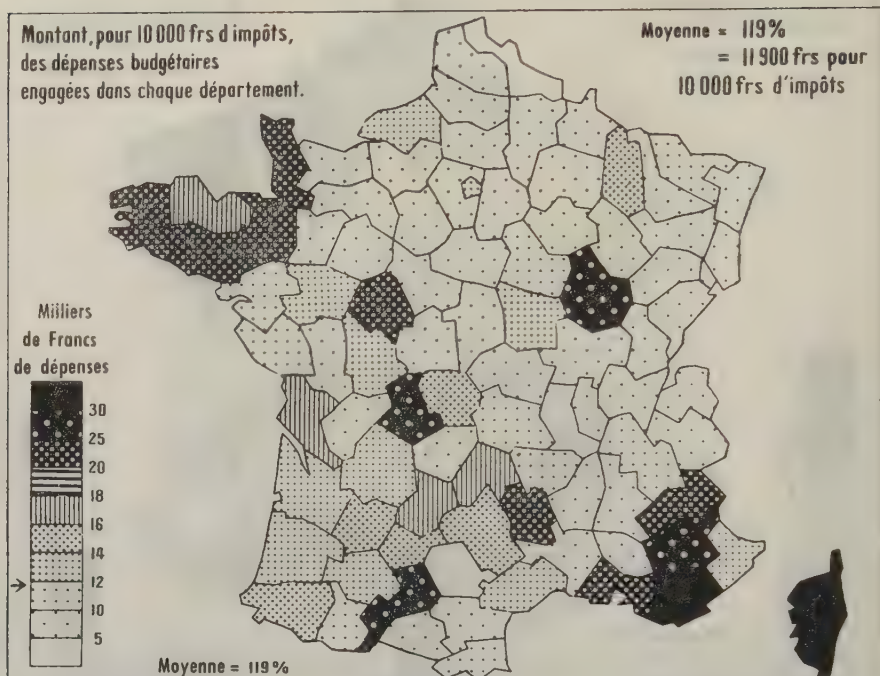
1953

Moyenne = 14,4 %
= 1400 frs pour
10 000 frs de capital.



Pour 1953, lire 1 440 francs au lieu de 1 400 francs.

CARTE E.P.H.E.

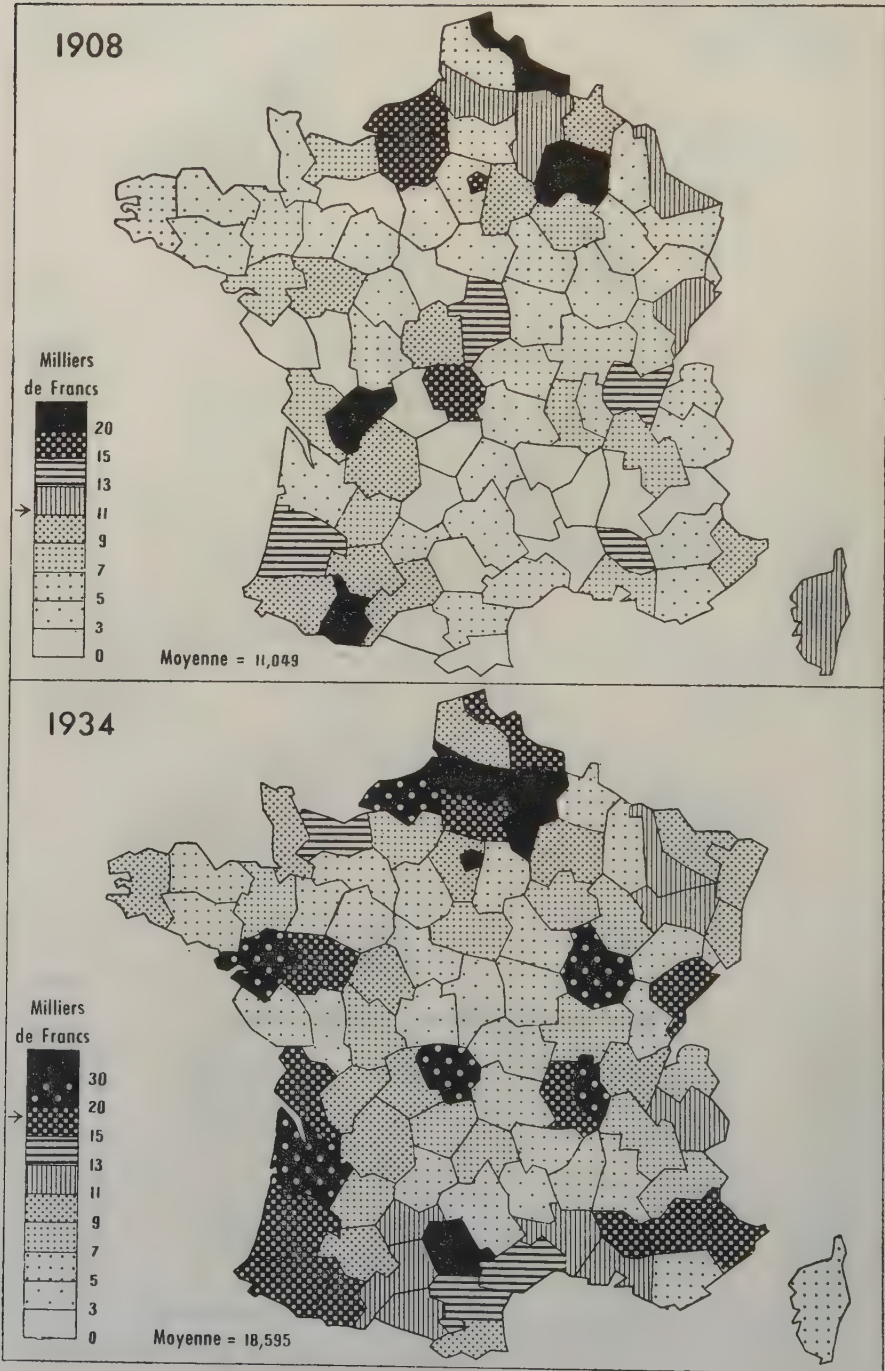


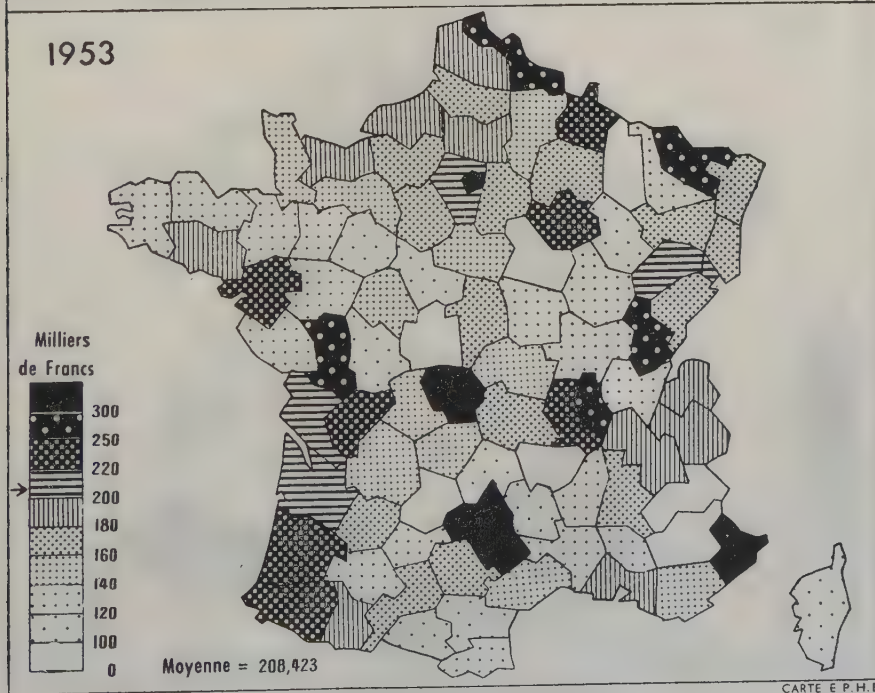
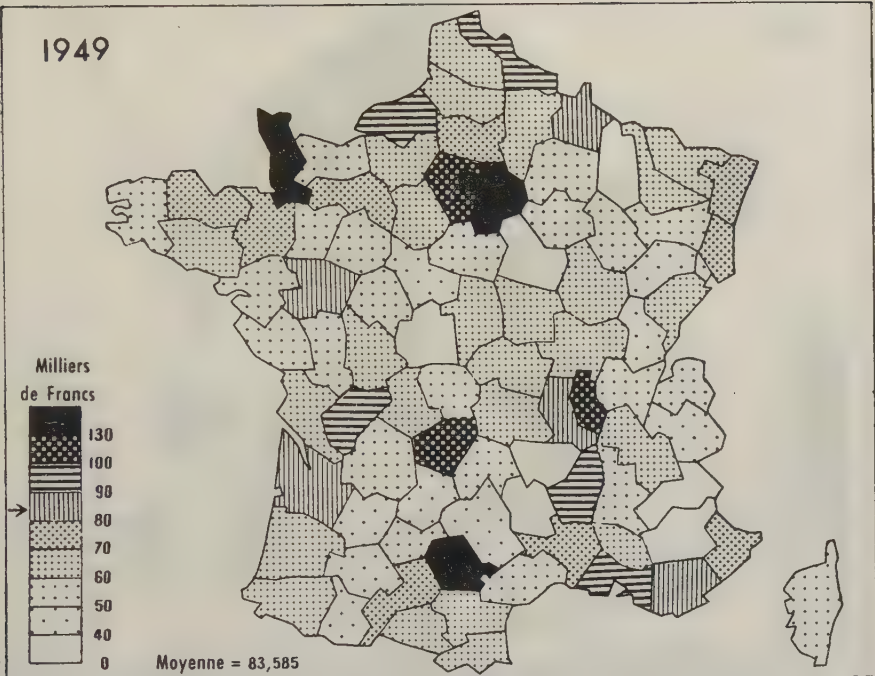
(1) Dépenses par habitant, département de la Seine excepté.

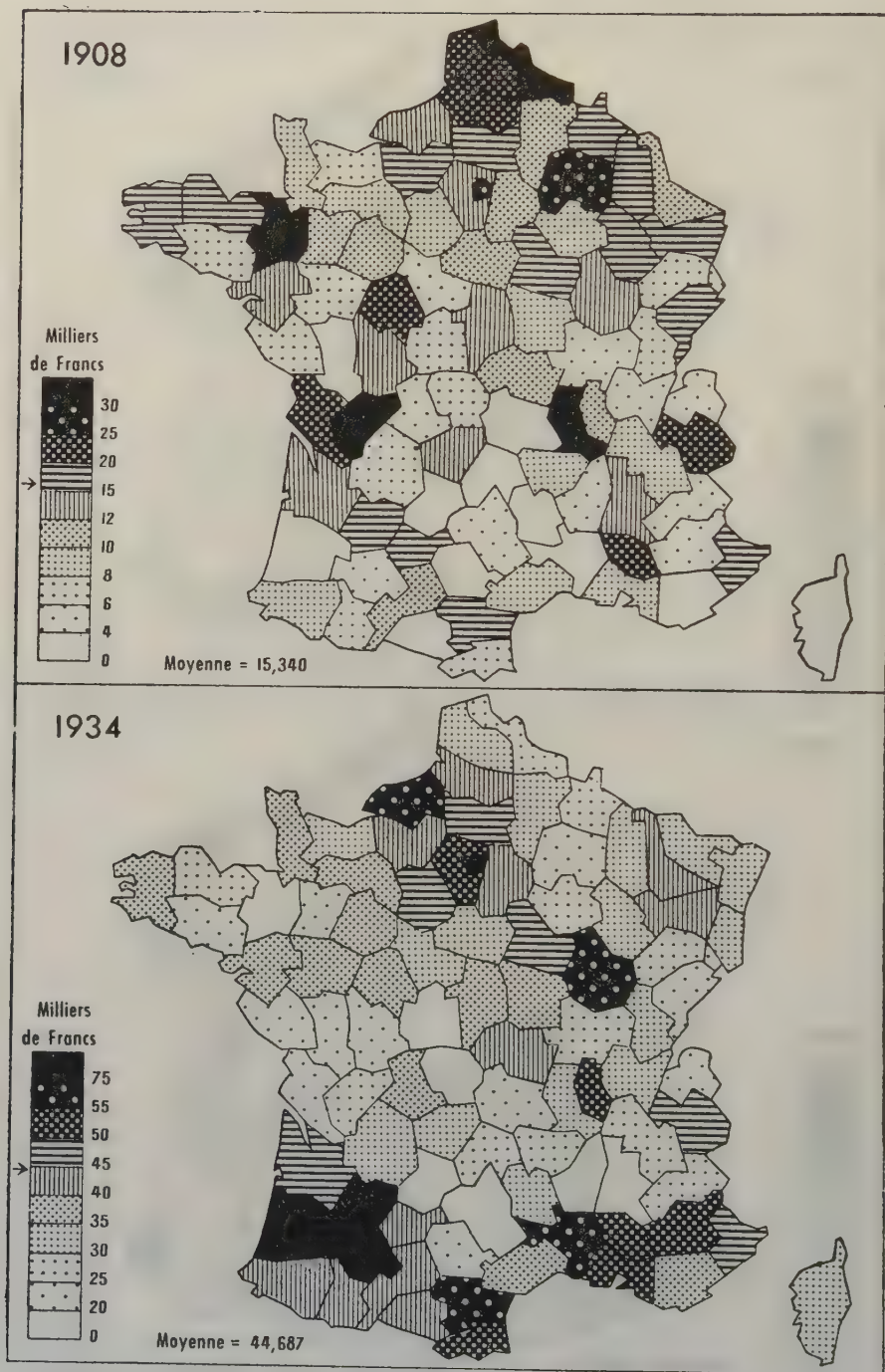
ANNEXES N° 4

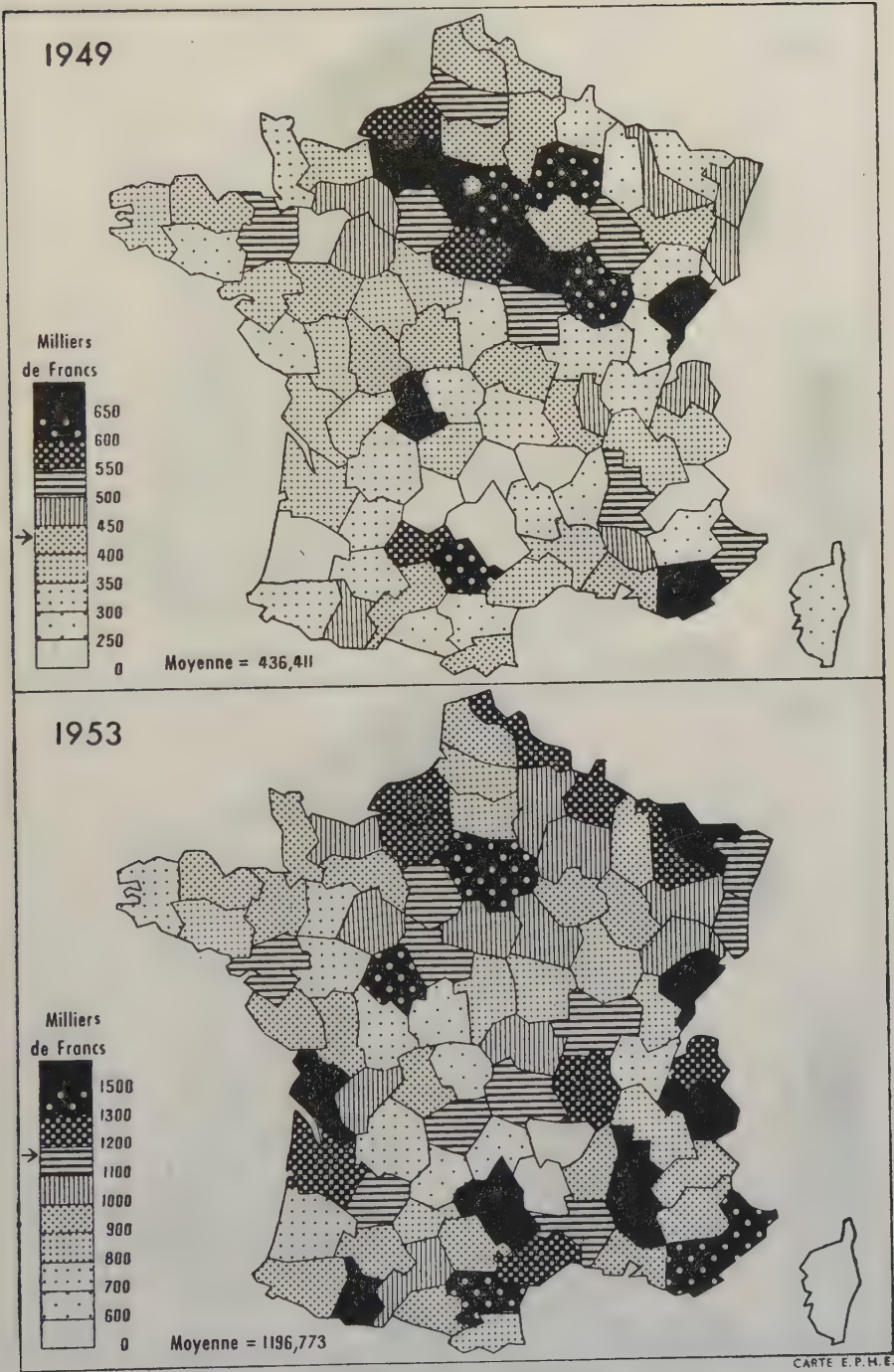
SUCCESSIONS
DÉCLARÉES

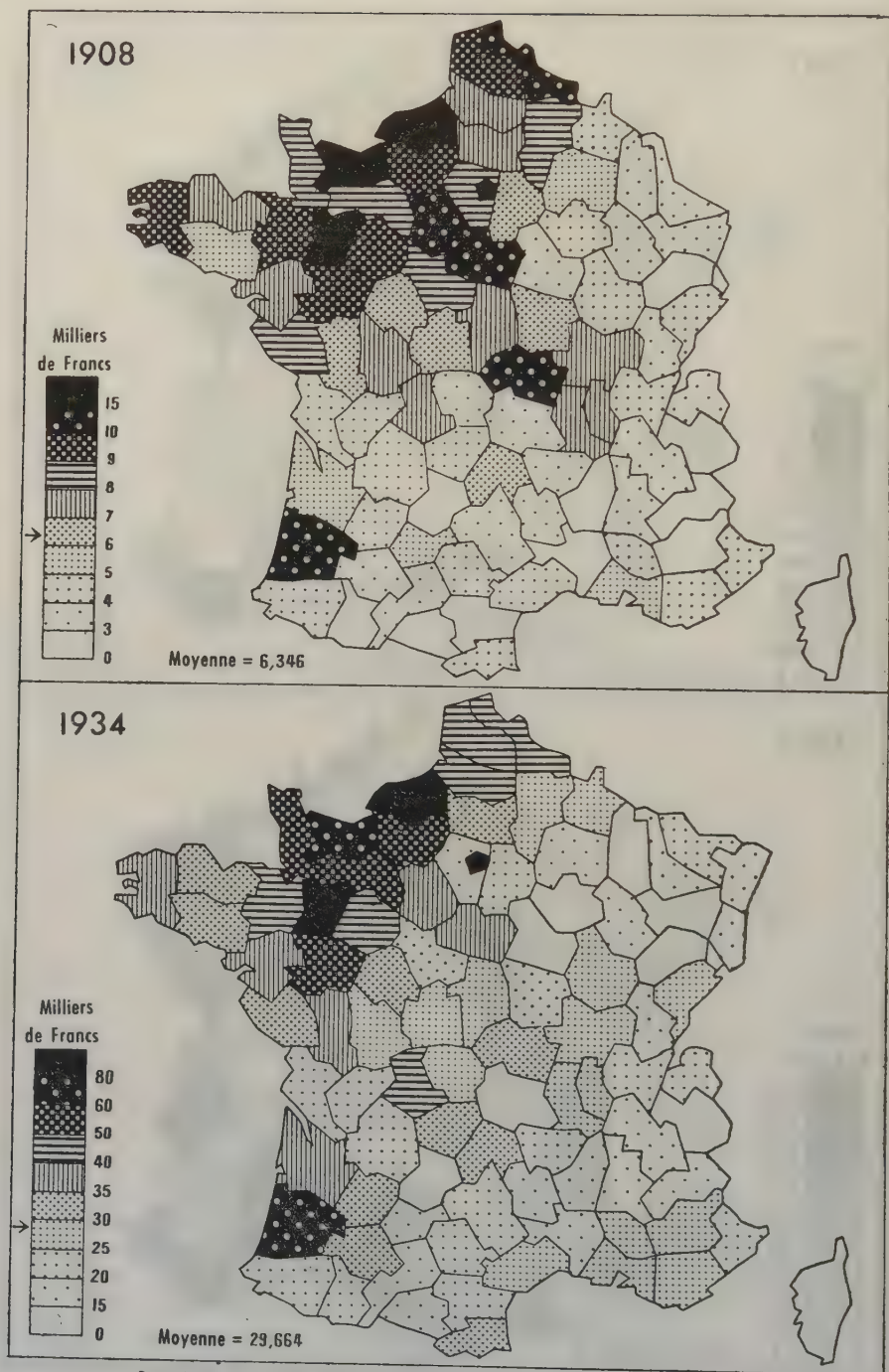
Sommes en milliers d'anciens francs.

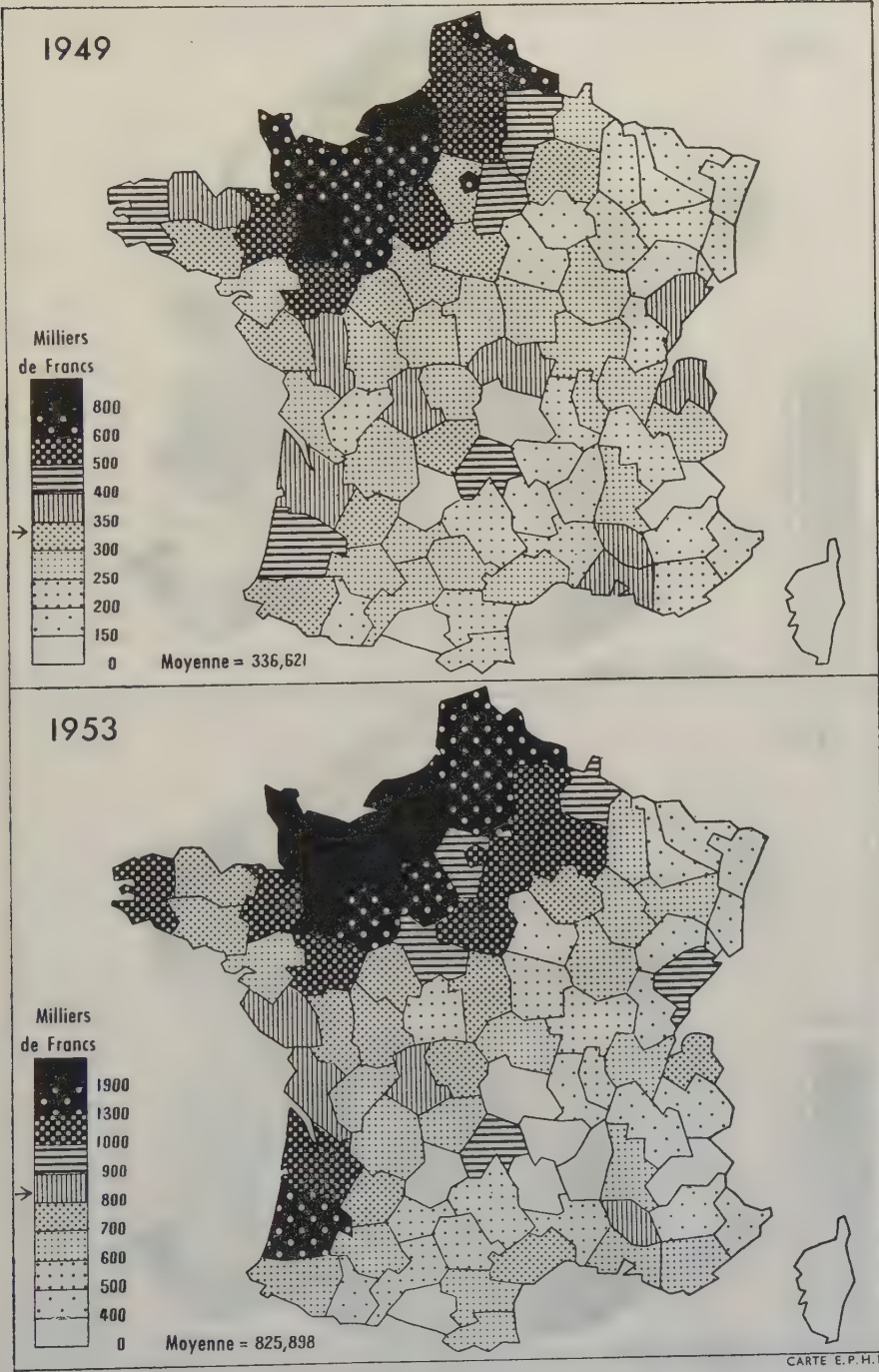


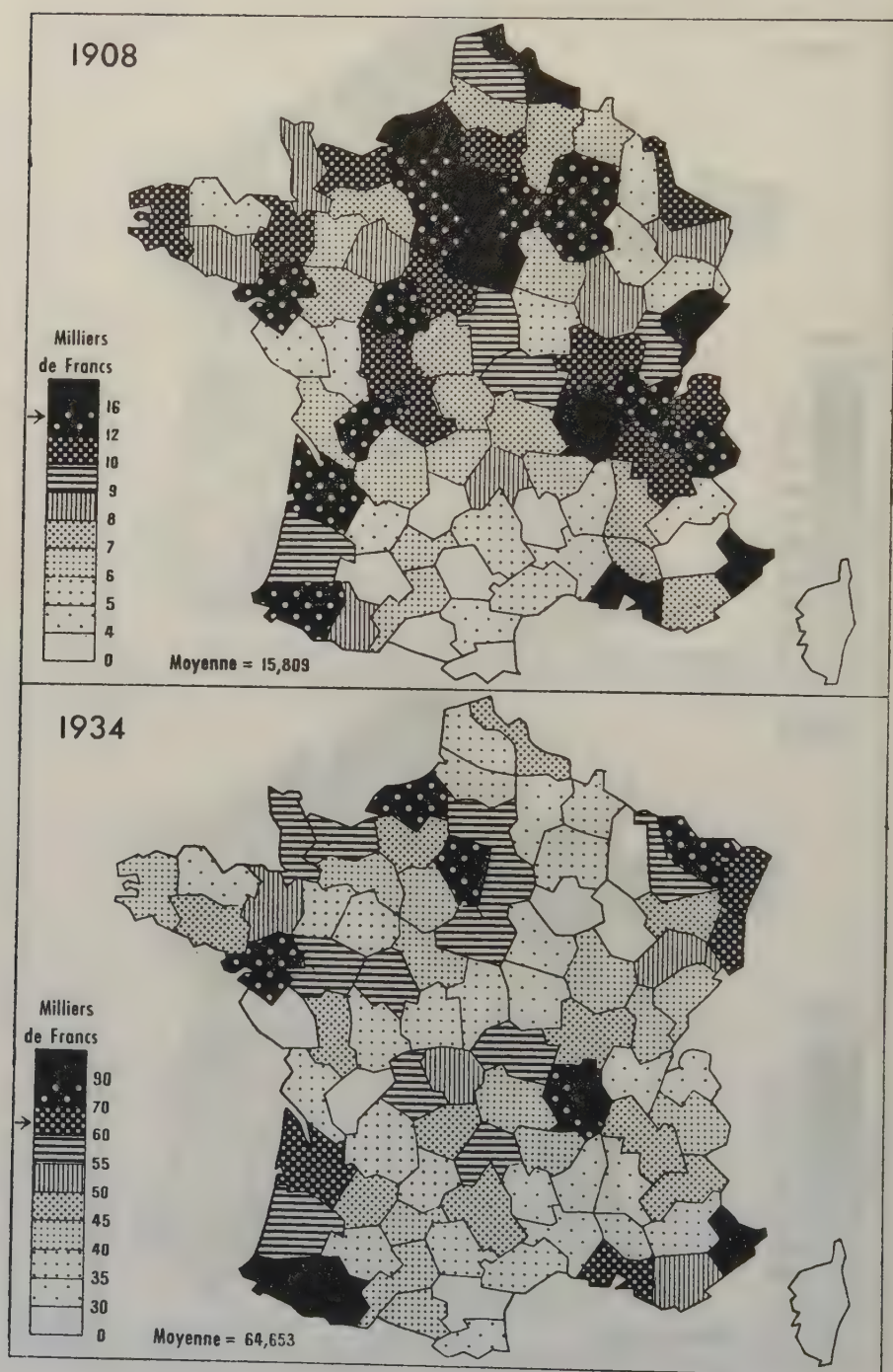






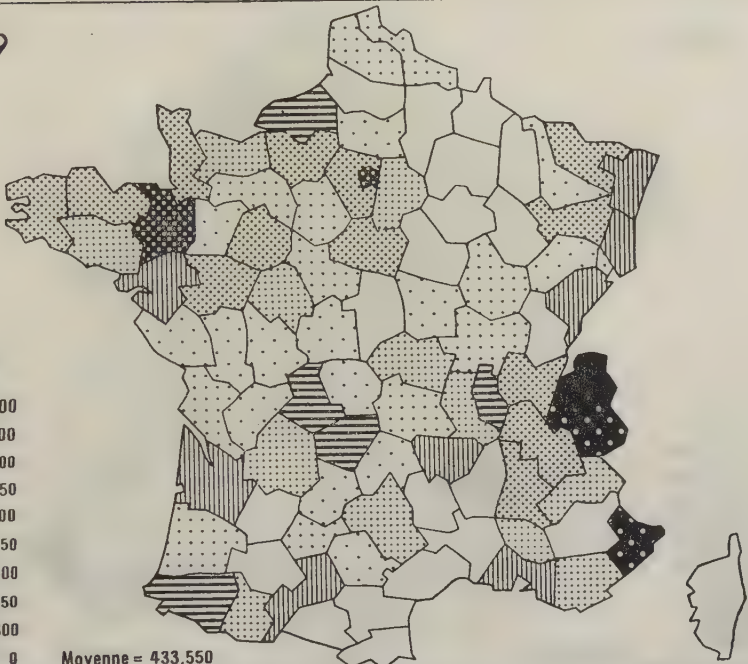
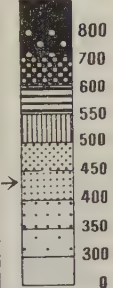






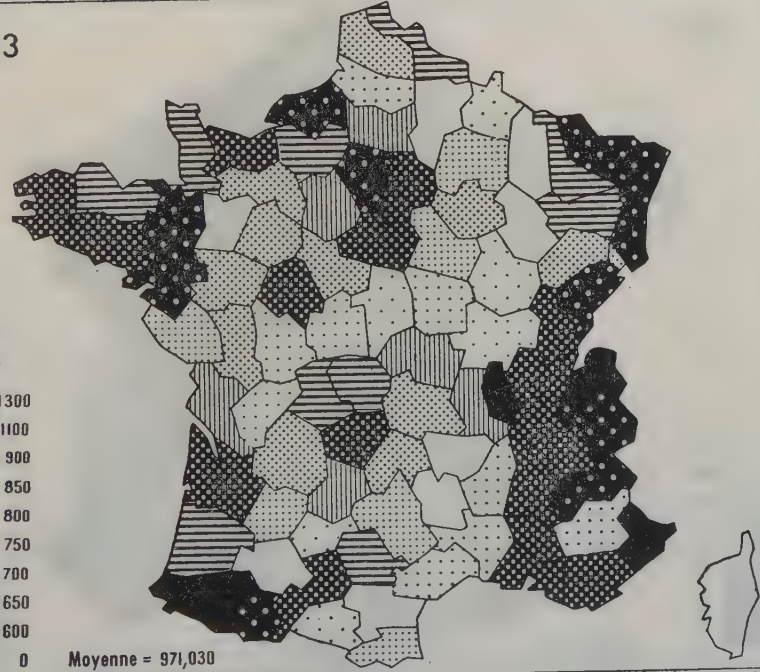
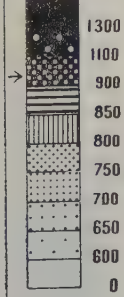
1949

Milliers
de Francs

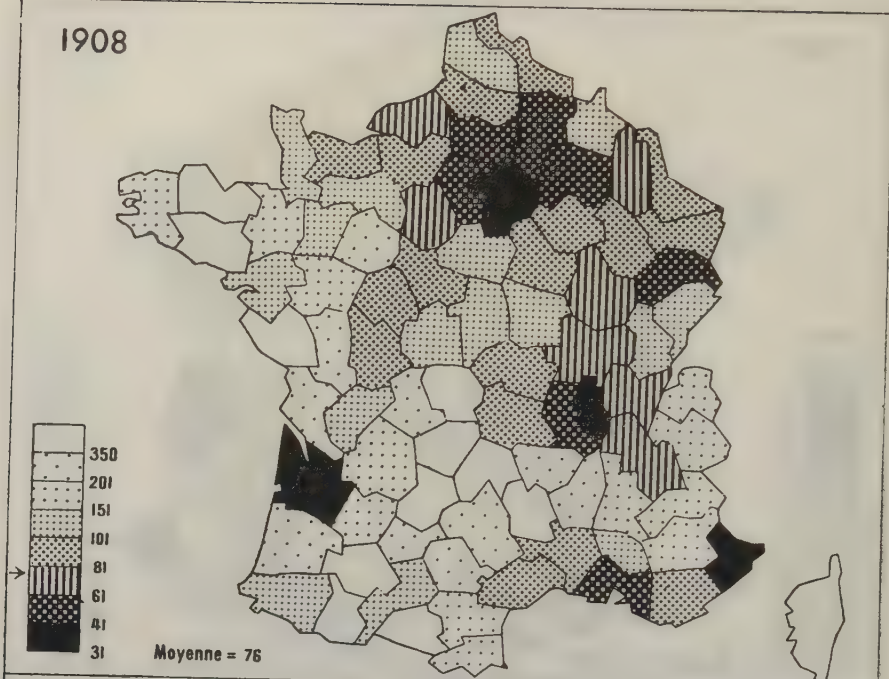


1953

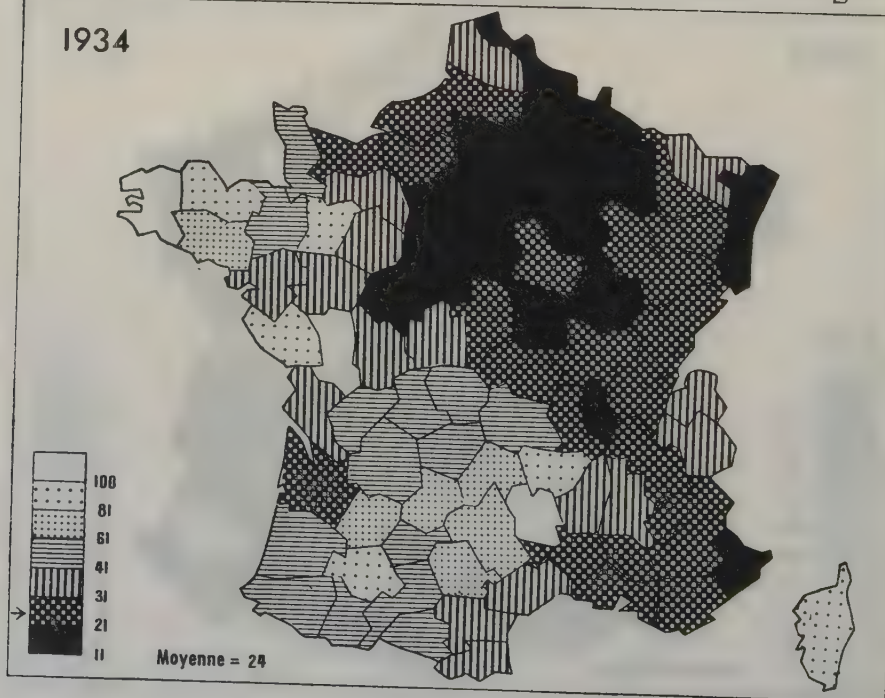
Milliers
de Francs

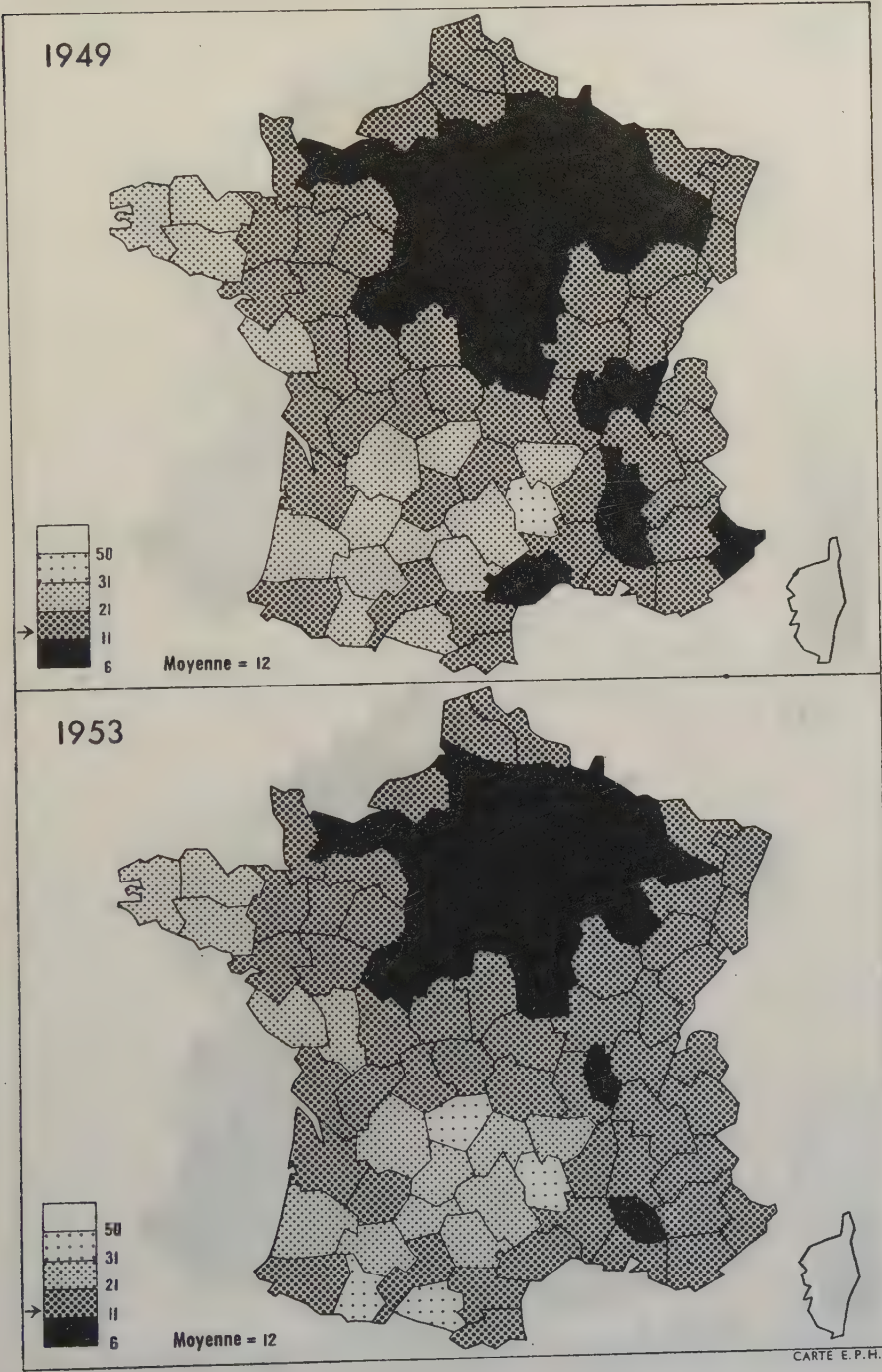


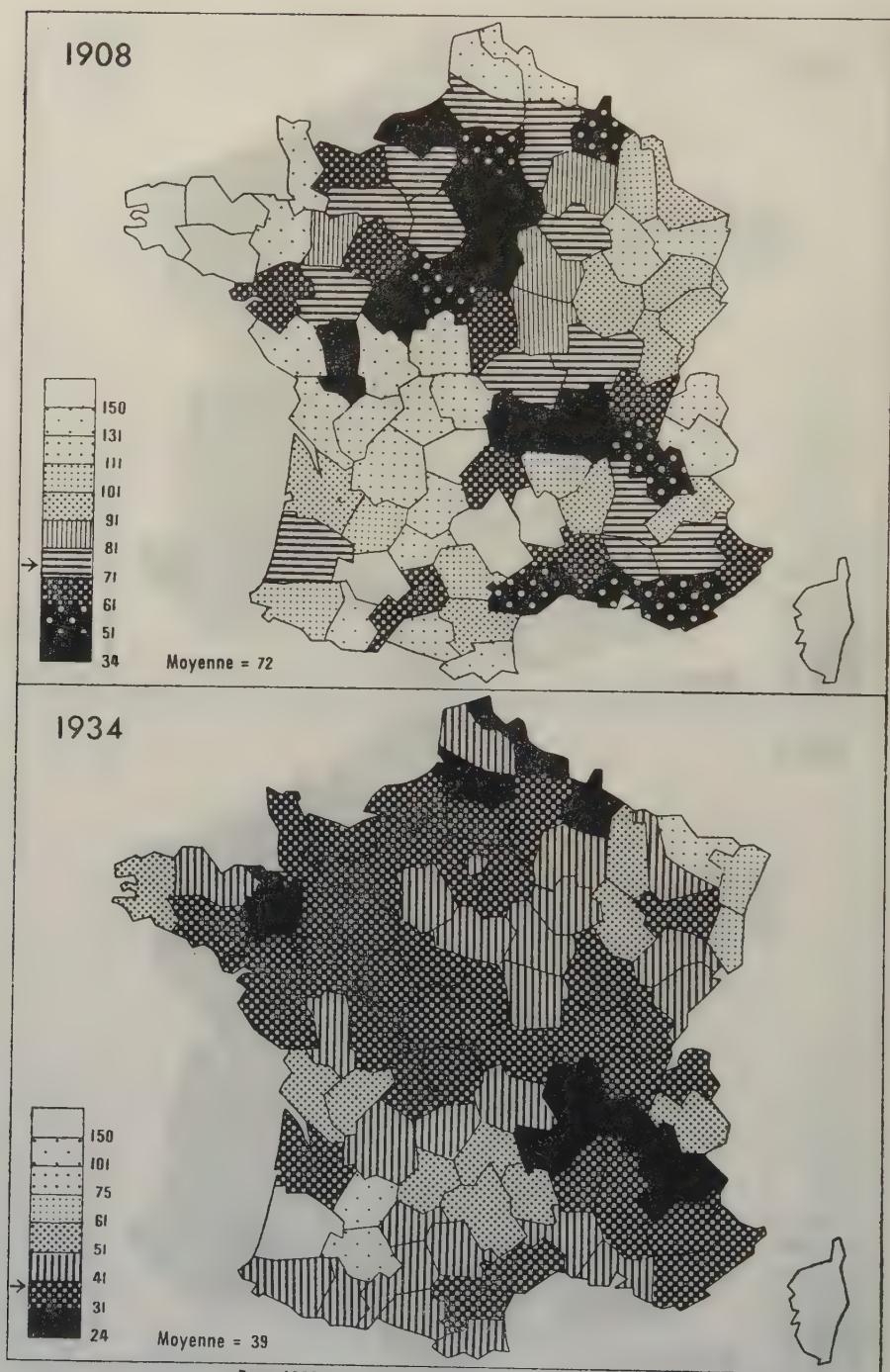
1908

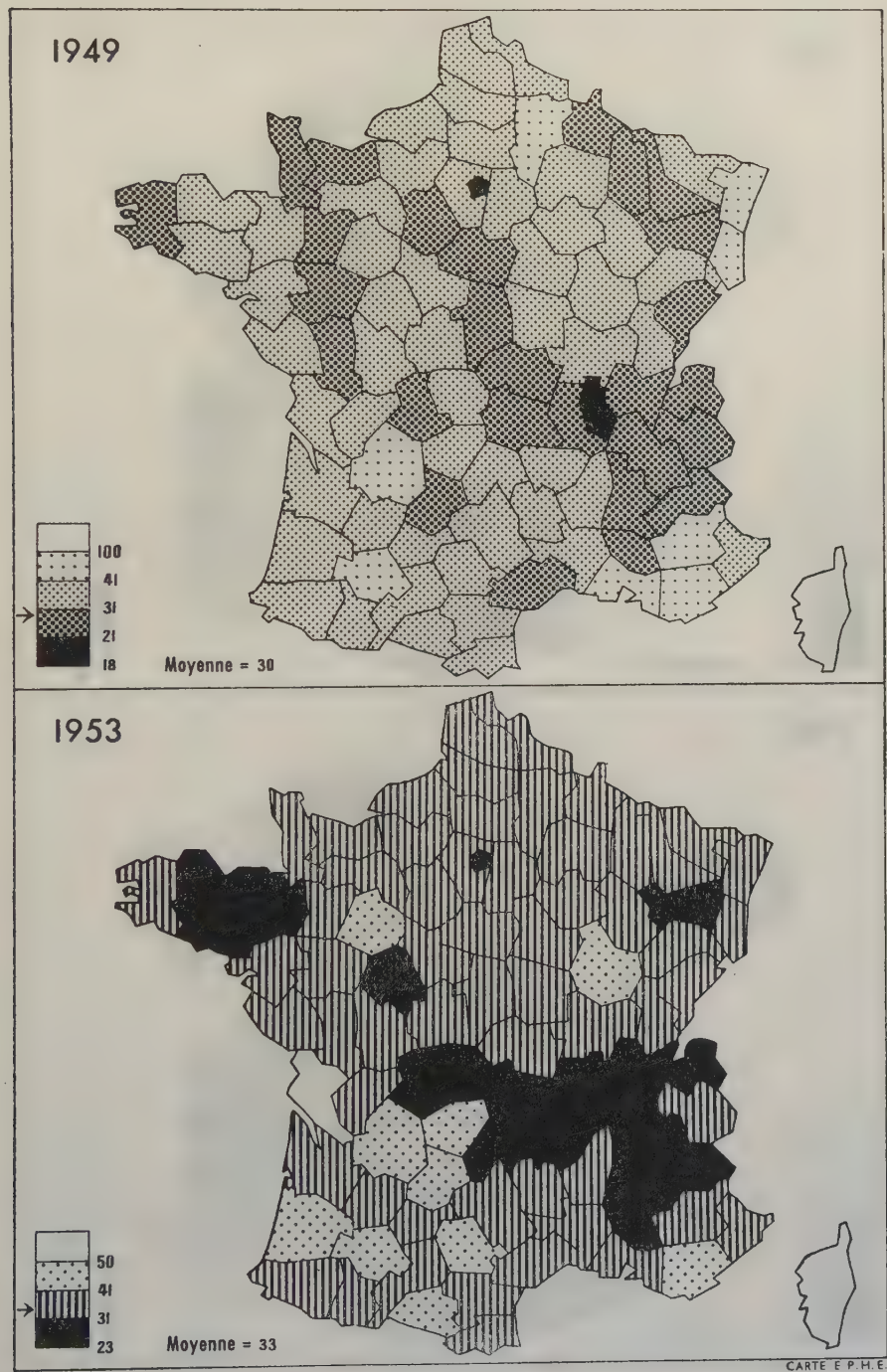


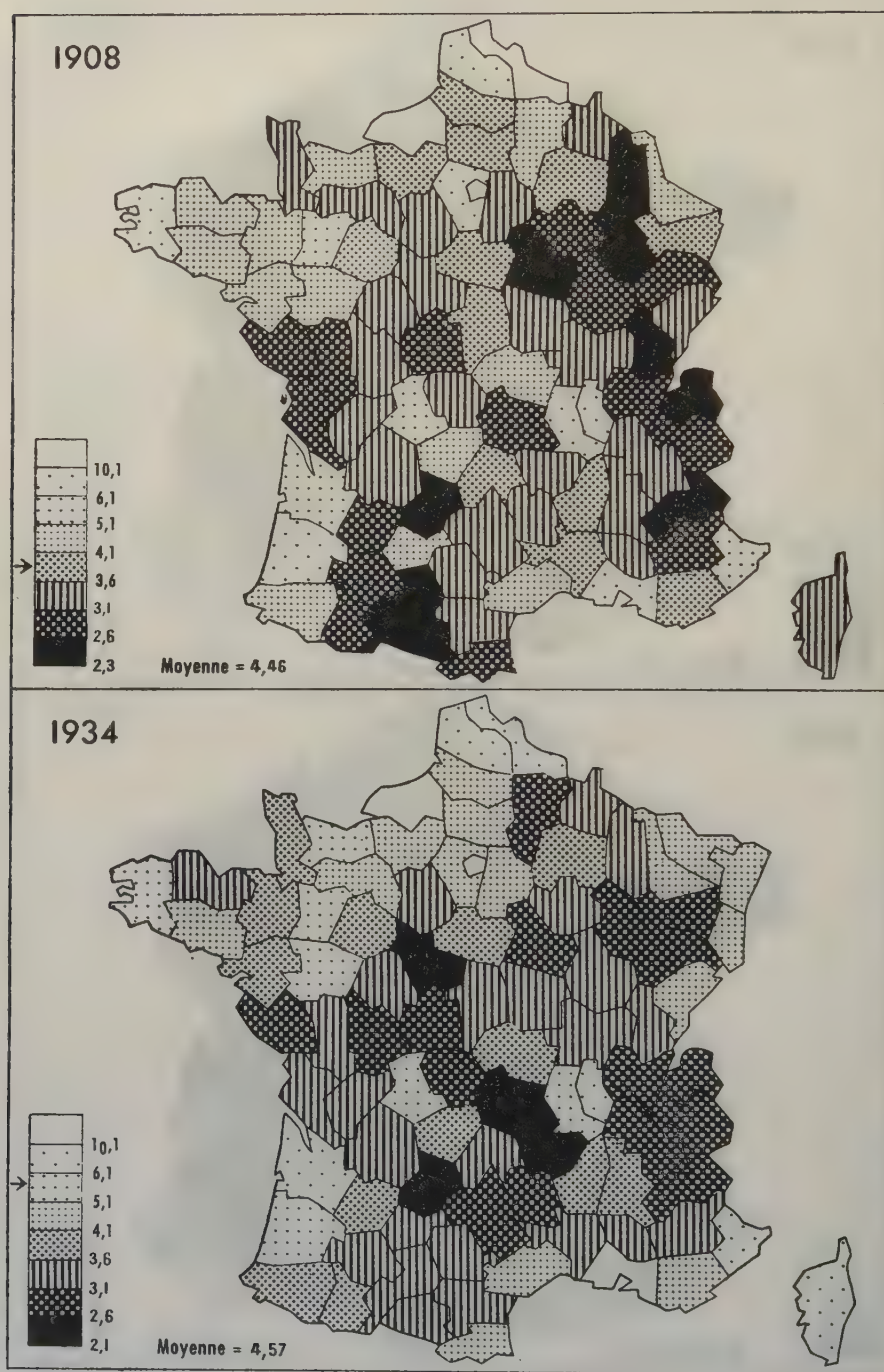
1934

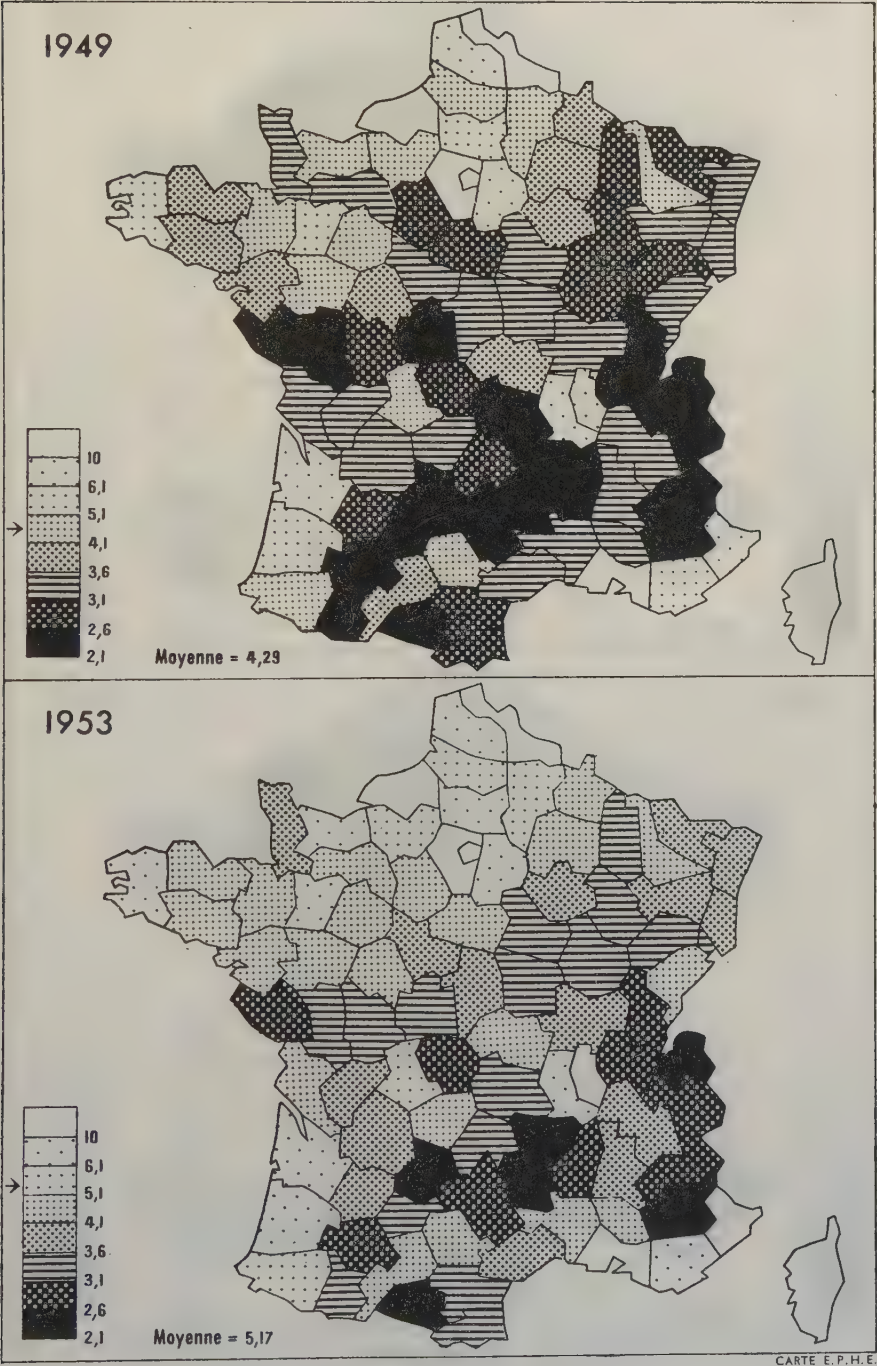


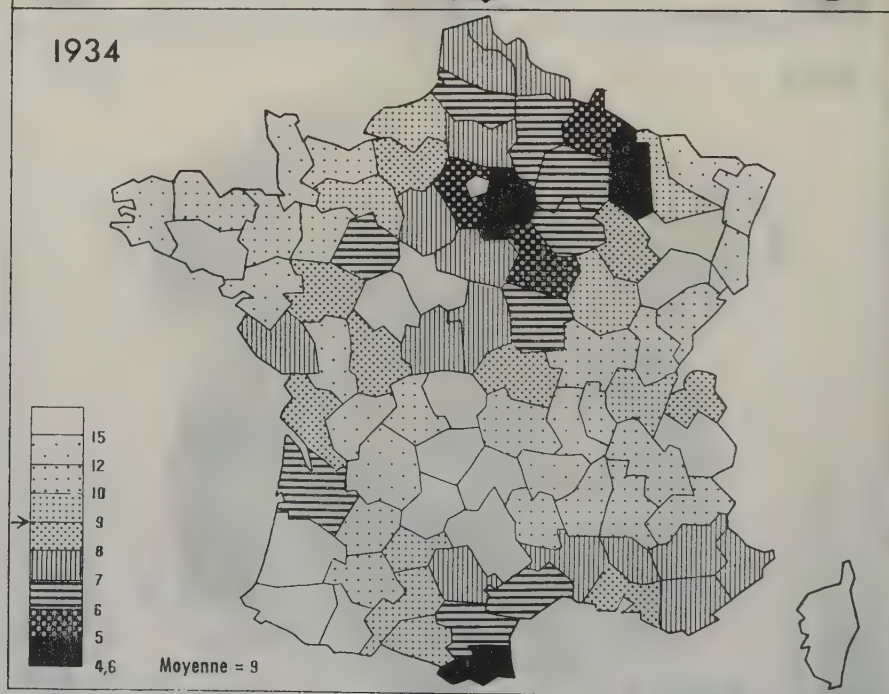
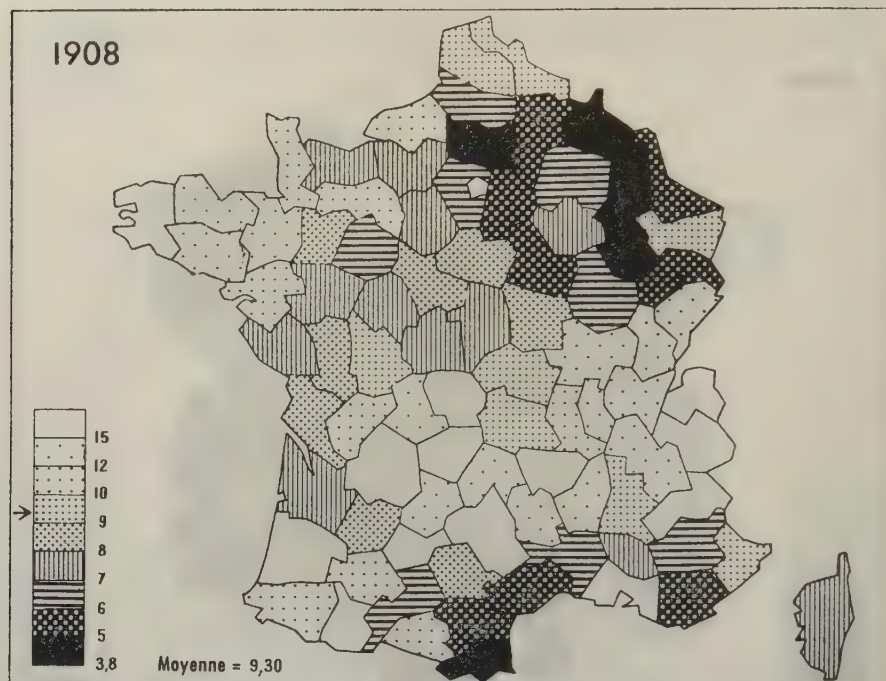








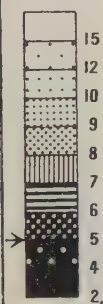




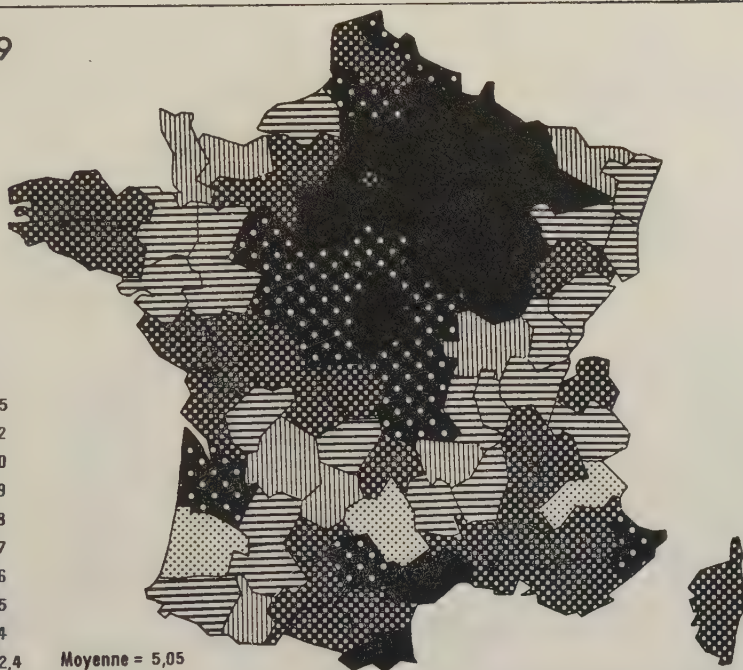
Pour 1908, lire : Bouches-du-Rhône, 10.

Pour 1934, lire : Indre-et-Loire, 10 ; Loir-et-Cher, 10,7.

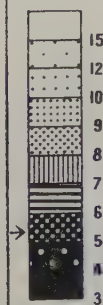
1949



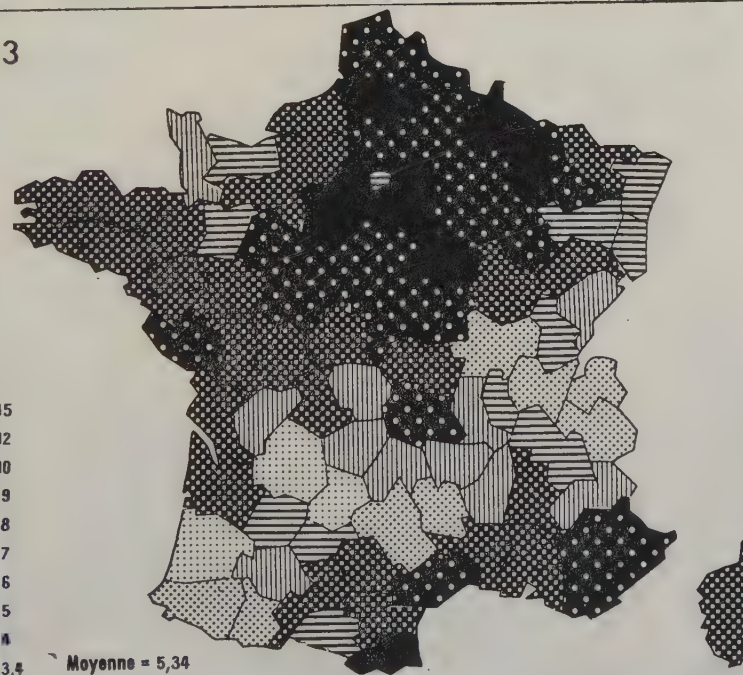
Moyenne = 5,05



1953



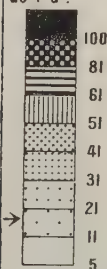
Moyenne = 5,34



PROGRESSION
DES BIENS
par habitant, par possédant
de 1908 à 1953

RENTES 1908-1953

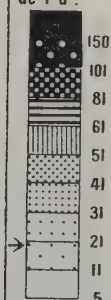
Progression,
par habitant,
de 1 à :



Moyenne = 16

OBLIGATIONS 1908-1953

Progression,
par habitant,
de 1 à :

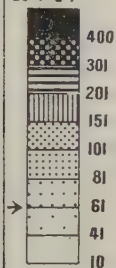


Moyenne = 20

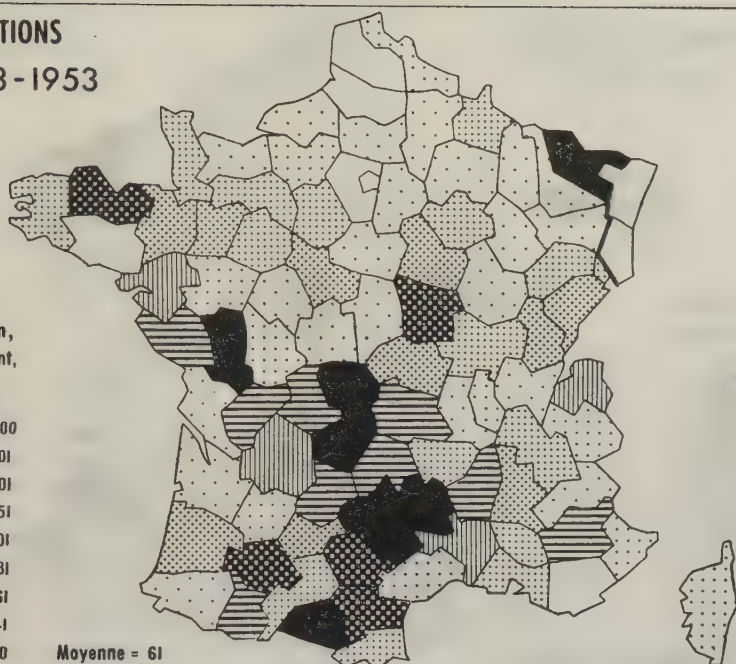
ACTIONS

1908-1953

Progression,
par habitant,
de 1 à :



Moyenne = 61

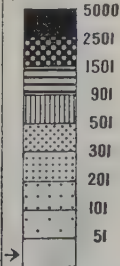


PARTS D'INTÉRÊT

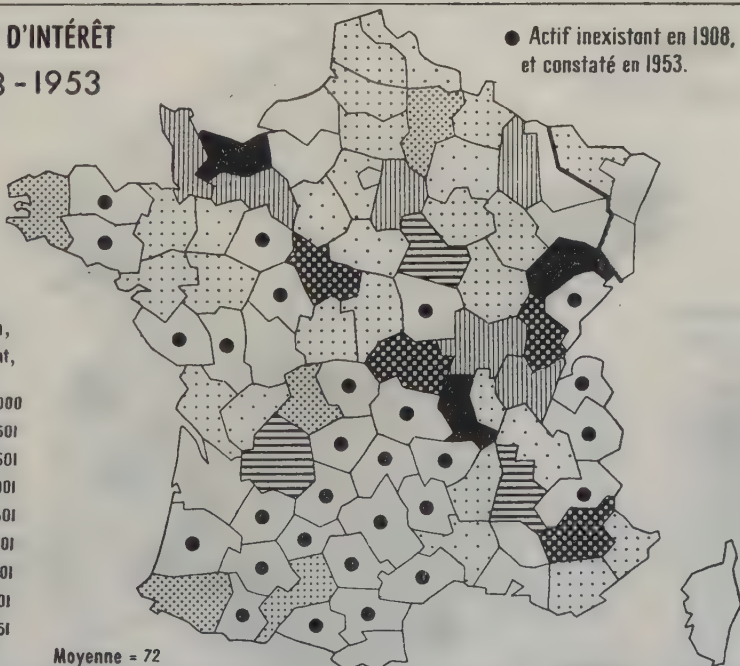
1908-1953

● Actif inexistant en 1908,
et constaté en 1953.

Progression,
par habitant,
de 1 à :



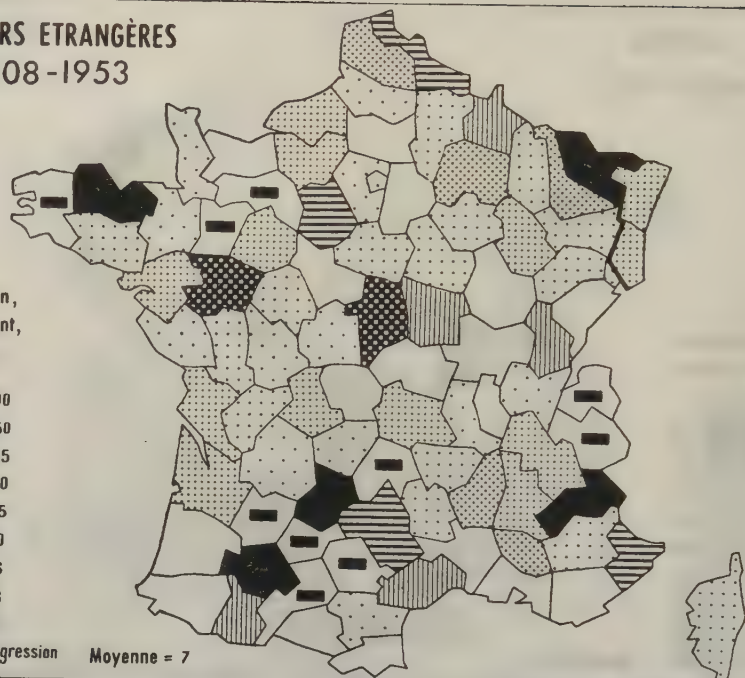
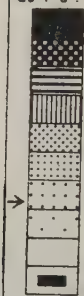
Moyenne = 72



CARTE E. P. H. E.

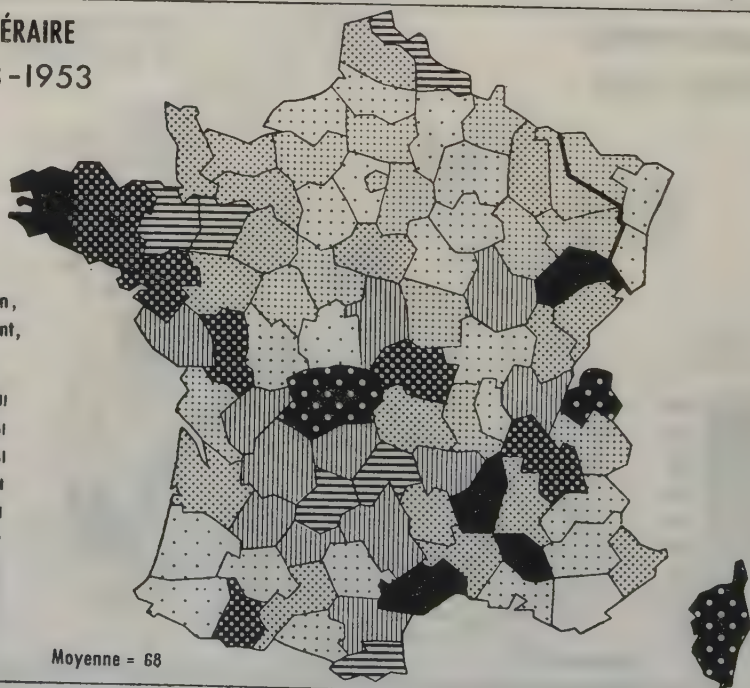
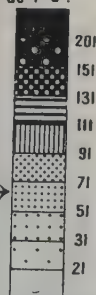
VALEURS ETRANGÈRES 1908-1953

Progression,
par habitant,
de 1 à :



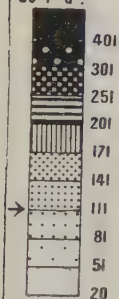
NUMÉRAIRE 1908-1953

Progression,
par habitant,
de 1 à :

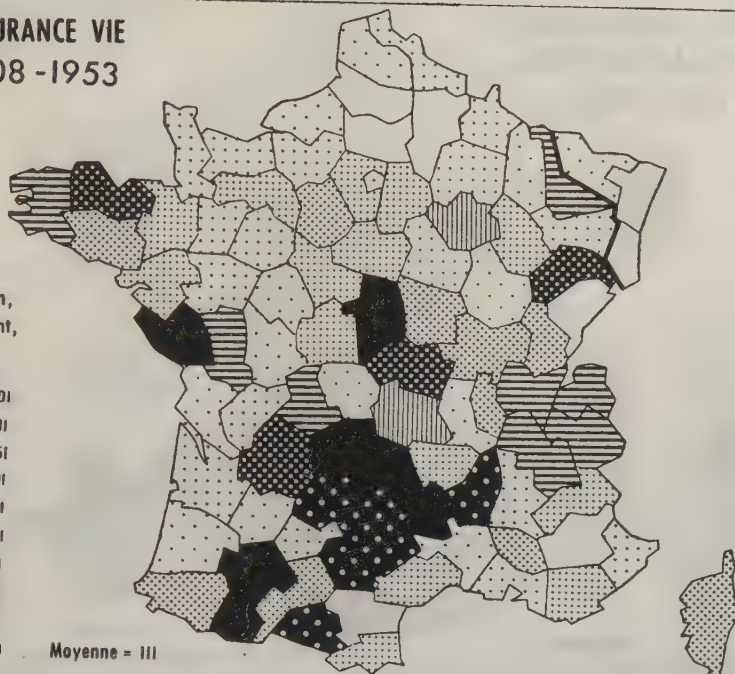


ASSURANCE VIE 1908 - 1953

Progression,
par habitant,
de 1 à :

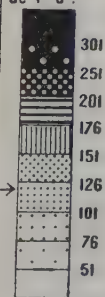


Moyenne = 111

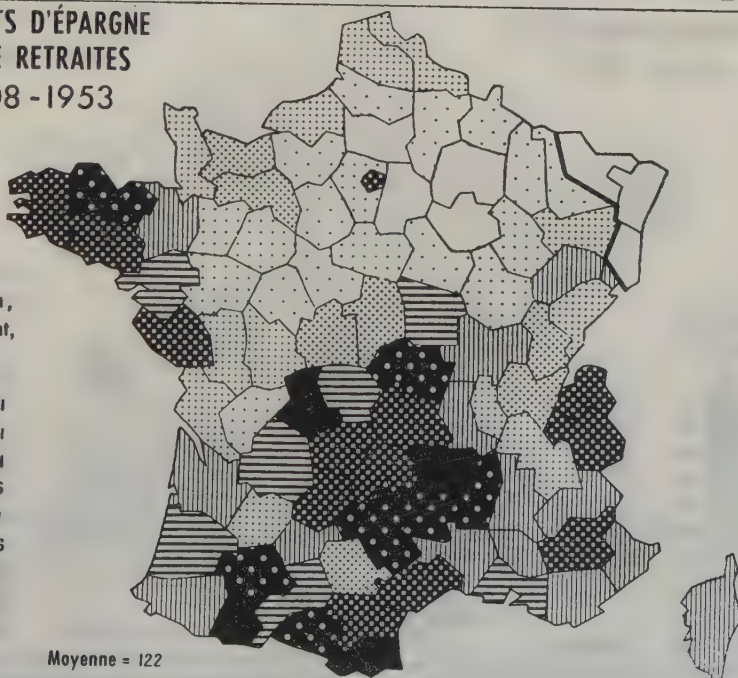


LIVRETS D'ÉPARGNE ET DE RETRAITES 1908 - 1953

Progression,
par habitant,
de 1 à :



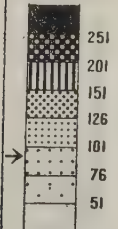
Moyenne = 122



CARTE L.P.H.E.

**OBJETS MOBILIERS, BIJOUX,
OUTILLAGE, BATEAUX...**
1908 - 1953

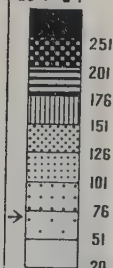
Progression,
par habitant,
de 1 à :



Moyenne = 93

FORTUNE PRIVÉE TOTALE
1908 - 1953

Progression,
par habitant,
de 1 à :



Moyenne = 71

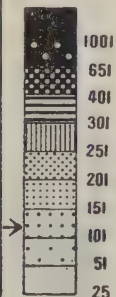
Pour « Fortune privée totale », lire : Seine, 23 ; Seine-et-Oise, 34 ; Seine-et-Marne, 50.

DÉPÔTS EN BANQUE

1908 - 1953

(par habitant)

Progression,
par habitant,
de 1 à :



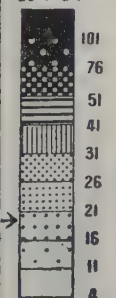
Moyenne = 113

DÉPÔTS EN BANQUE

1908 - 1953

(par possédant)

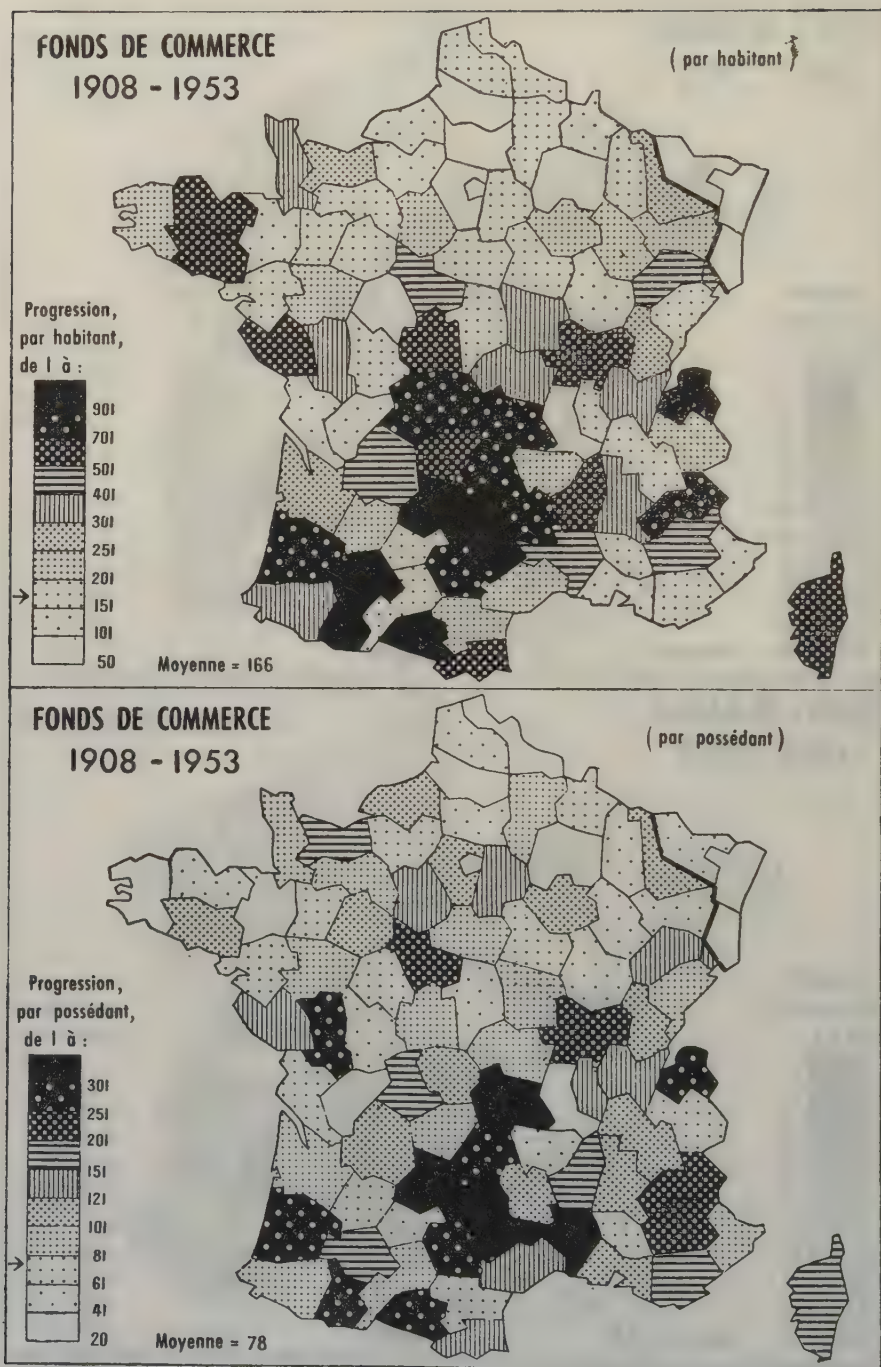
Progression,
par possédant,
de 1 à :



Moyenne = 18,8

CARTE E. P. H. E.

Pour «Dépôts en banque par possédant», lire : Seine-et-Oise, 40 ; Savoie, 40 ; Hautes-Alpes, 40.

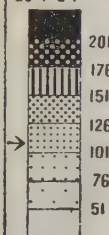


Pour « Fonds de Commerce par possédant », lire : Seine, 78.

IMMEUBLES RURAUX 1908 - 1953

(par habitant)

Progression,
par habitant,
de 1 à :

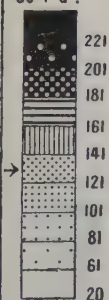


Moyenne = 109

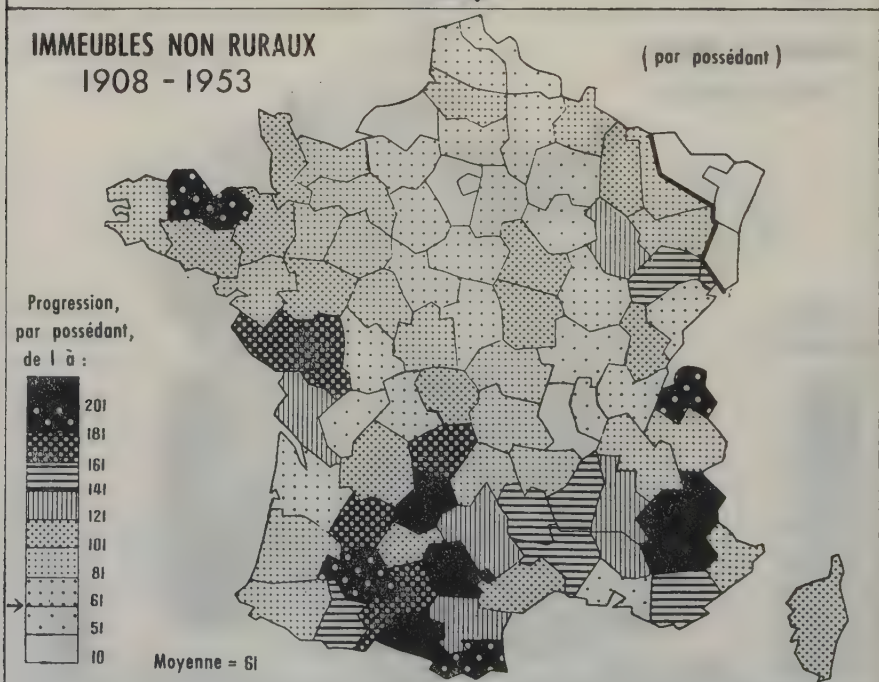
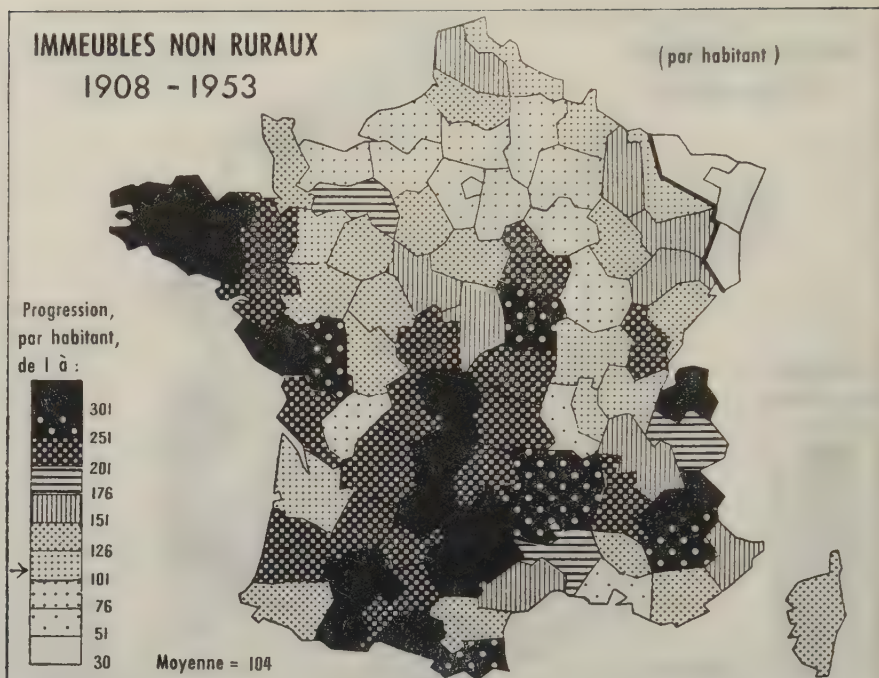
IMMEUBLES RURAUX 1908 - 1953

(par possédant)

Progression,
par possédant,
de 1 à :



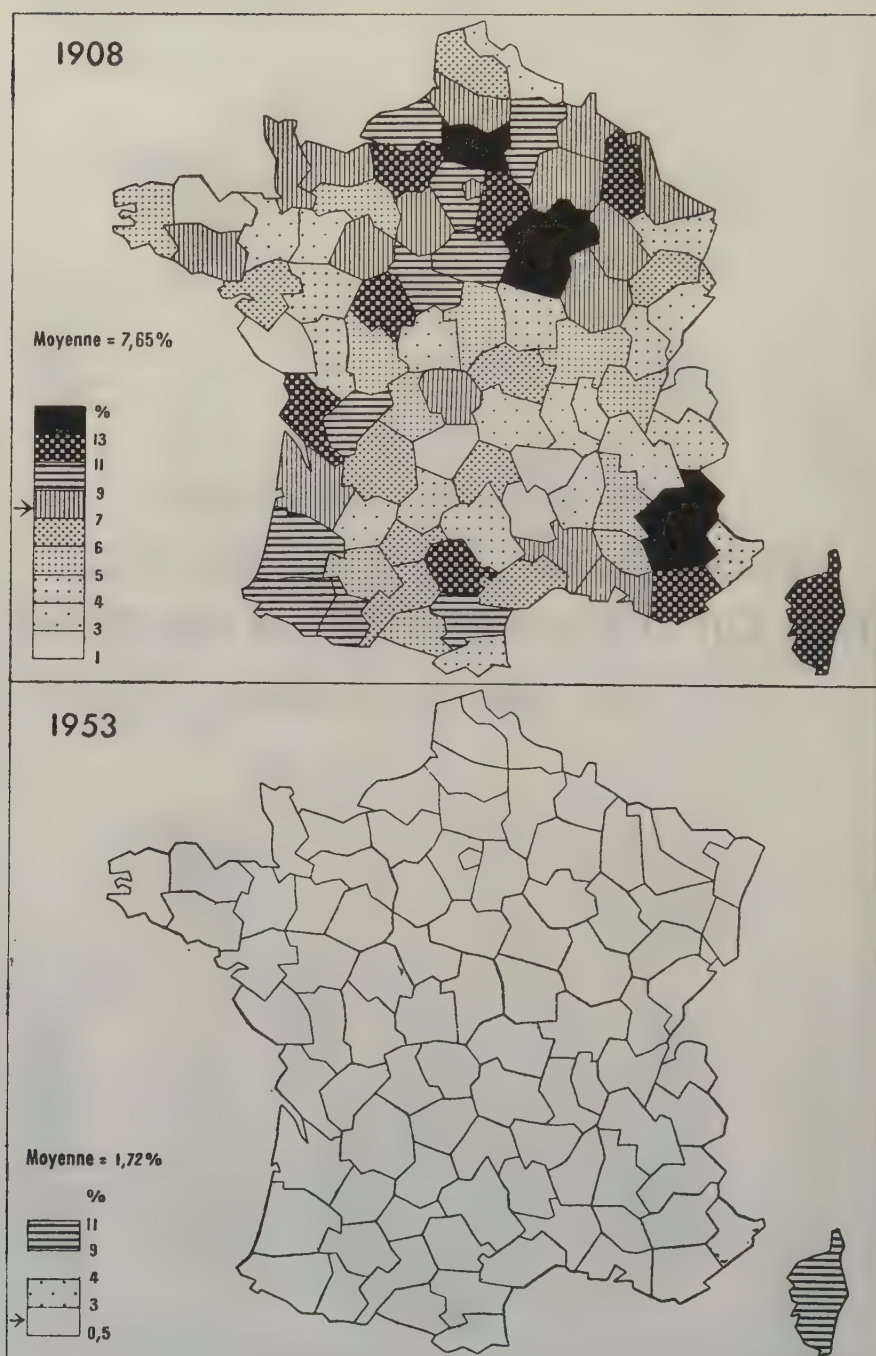
Moyenne = 130



EMPLOI DES FORTUNES
PROPORTION, PAR HABITANT,
DES DIFFÉRENTES SORTES DE BIENS
en 1908 et en 1953

RENTES SUR L'ÉTAT

Proportion par habitant



Pour 1953, lire : Var, entre 3 et 4.

CARTE E.P.H.E.

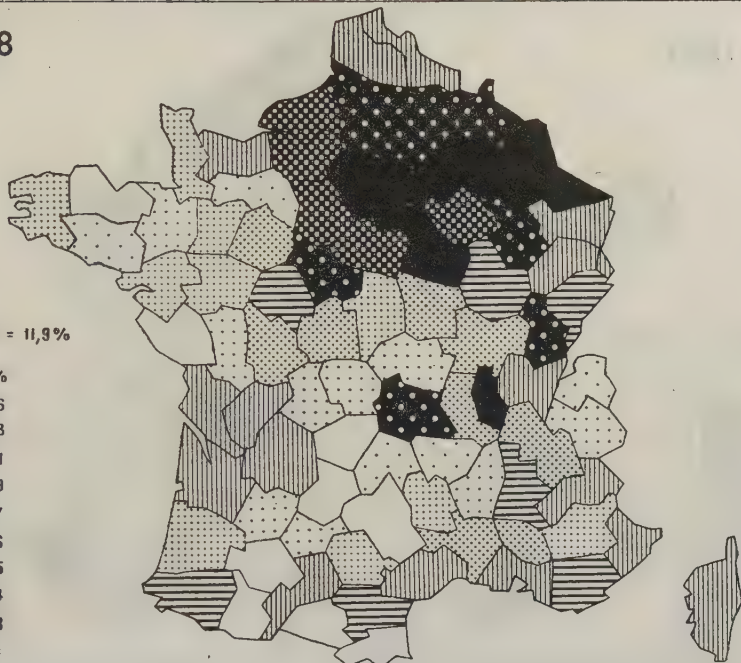
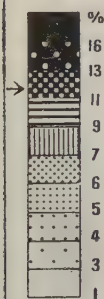
OBLIGATIONS

Proportion par habitant

615

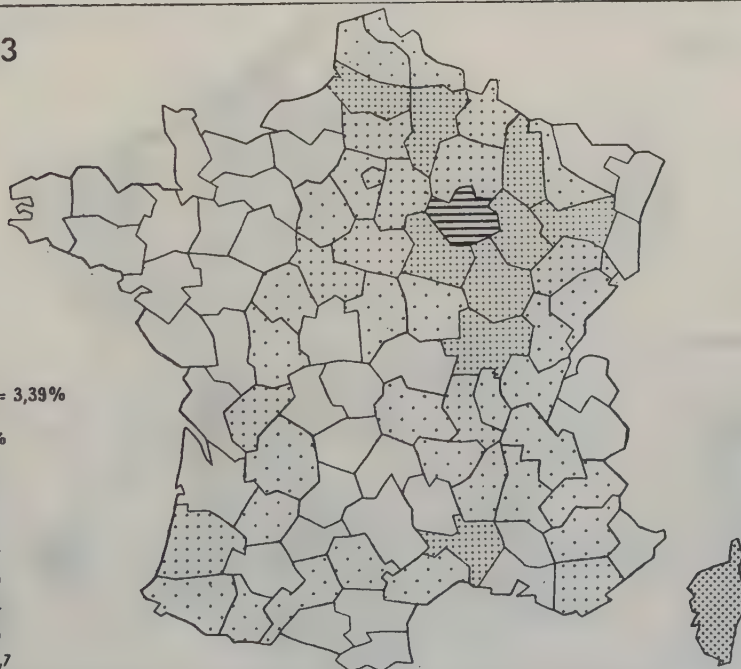
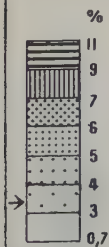
1908

Moyenne = 11,9%



1953

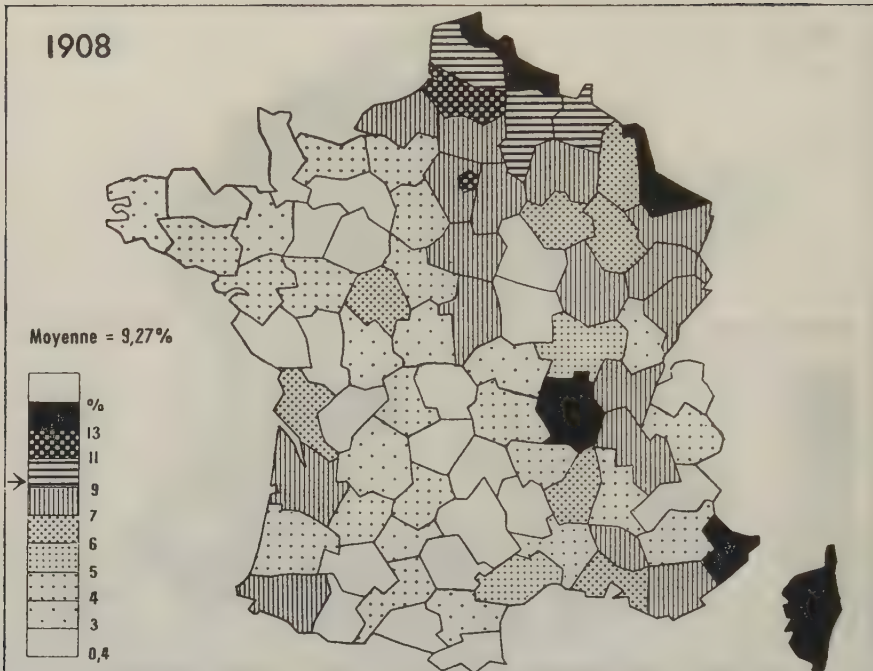
Moyenne = 3,39%



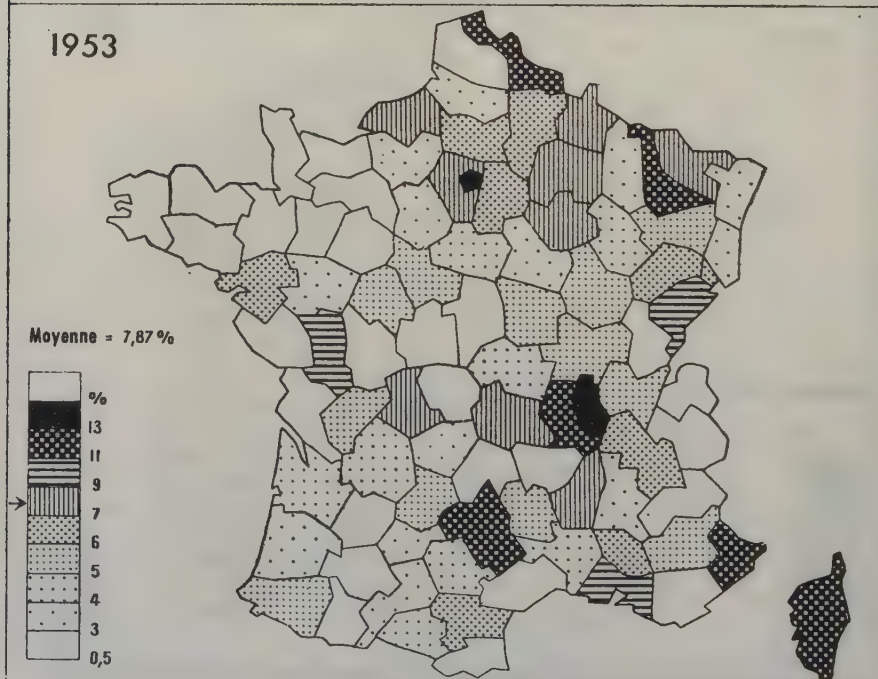
ACTIONS

Proportion par habitant

1908



1953

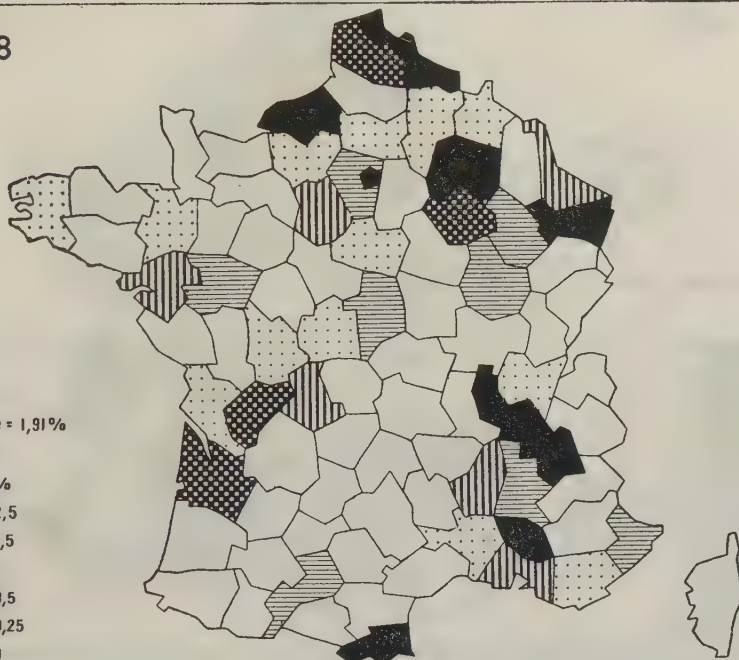
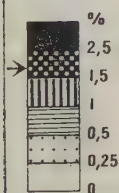


PARTS SOCIALES Proportion par habitant

617

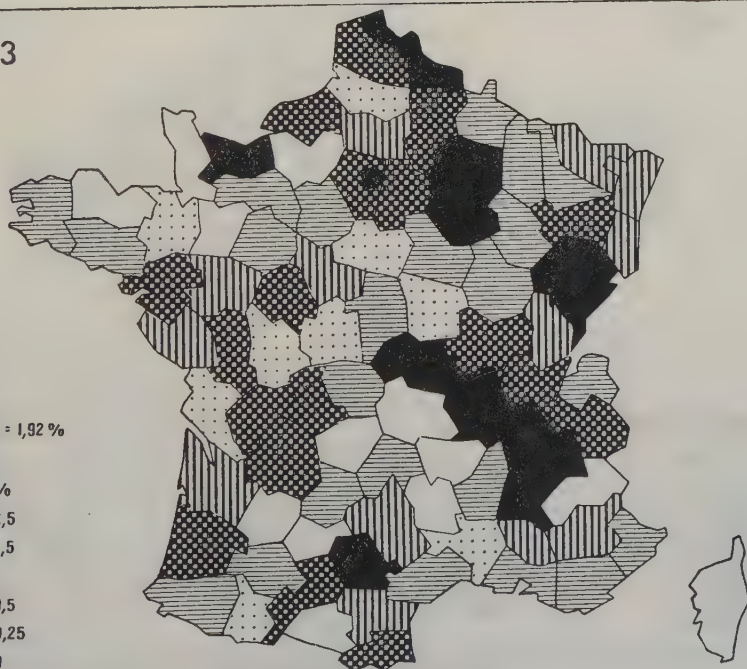
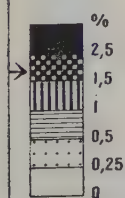
1908

Moyenne = 1,91%



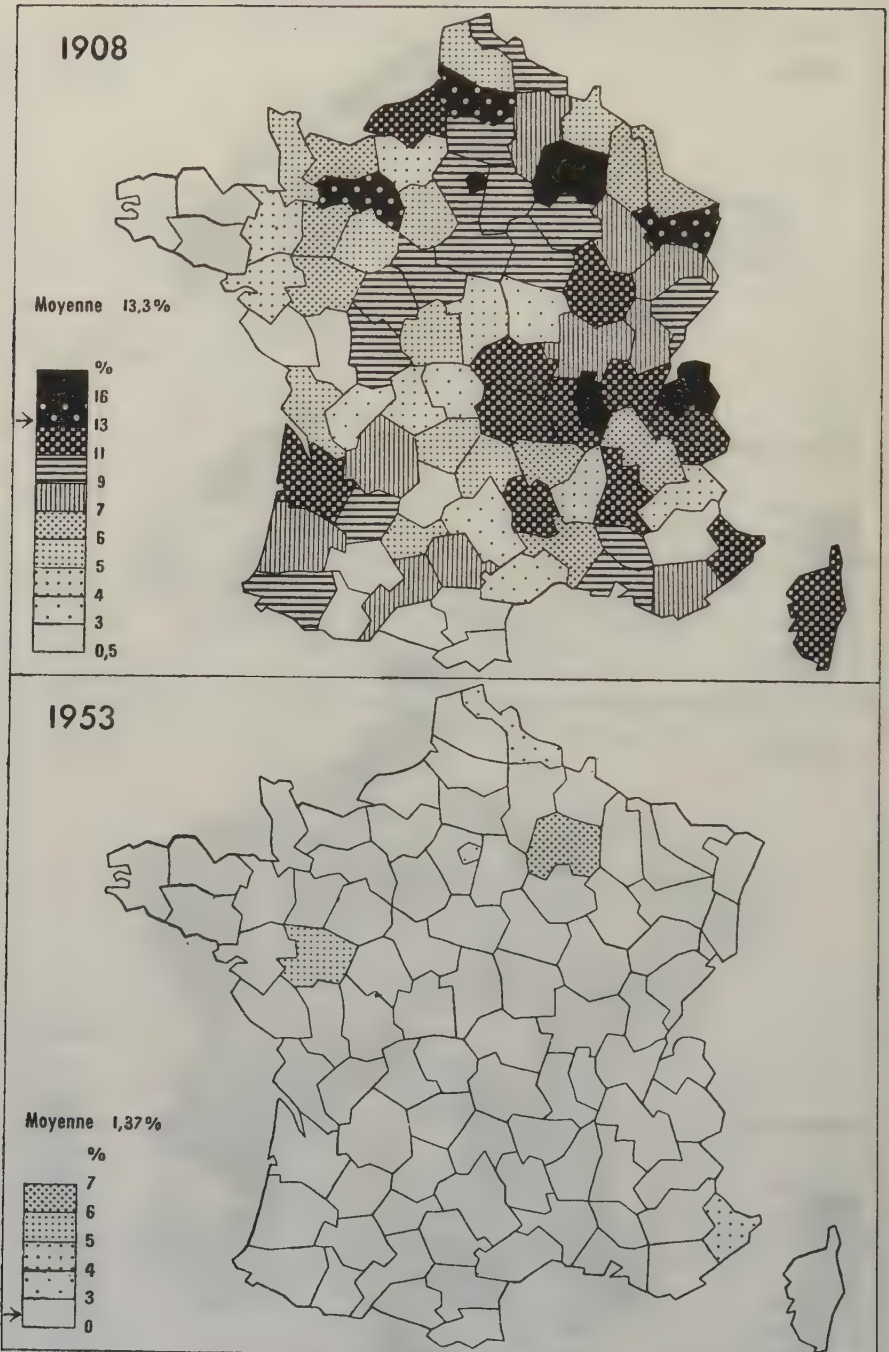
1953

Moyenne = 1,92%



VALEURS ÉTRANGÈRES

Proportion par habitant



Pour 1953, lire : Hautes-Alpes, 3,38.

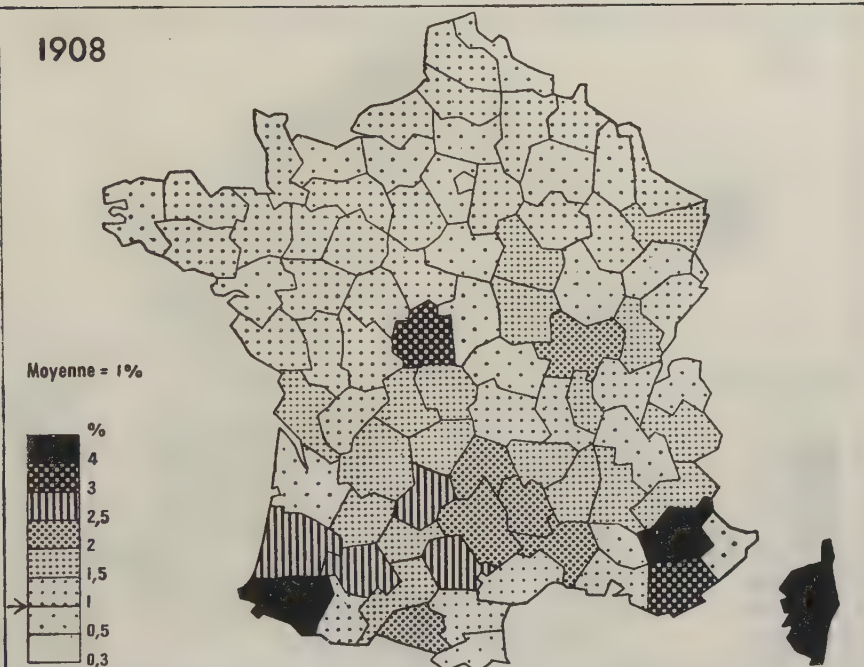
CARTE E.P.H.E.

NUMÉRAIRE

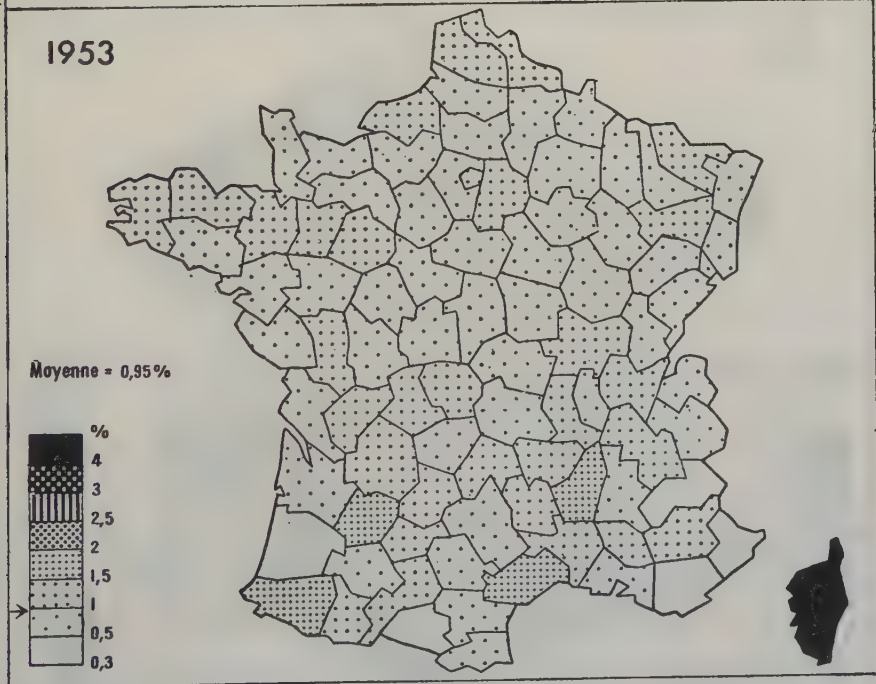
Proportion par habitant

619

1908

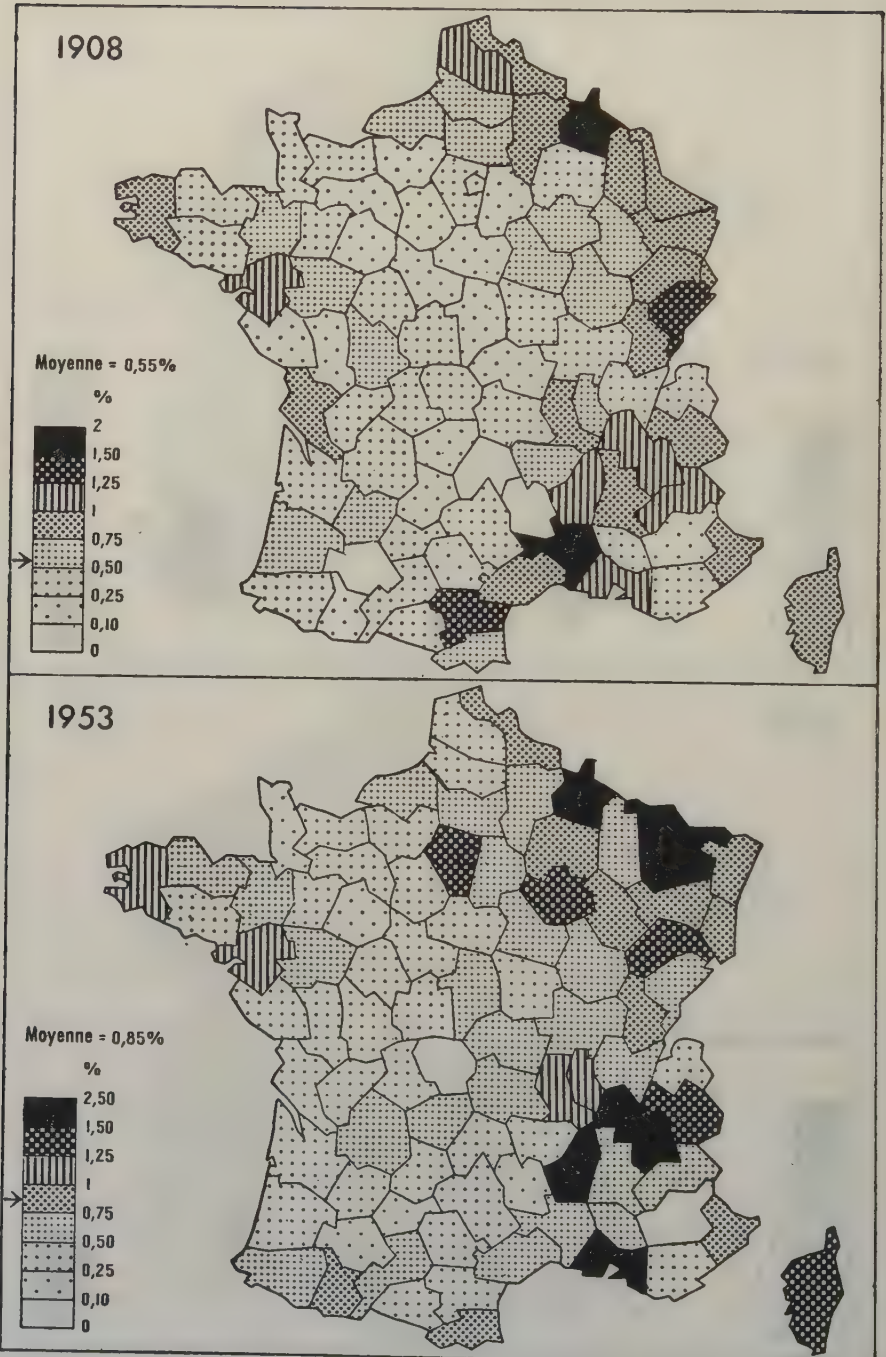


1953



ASSURANCES SUR LA VIE

Proportion par habitant



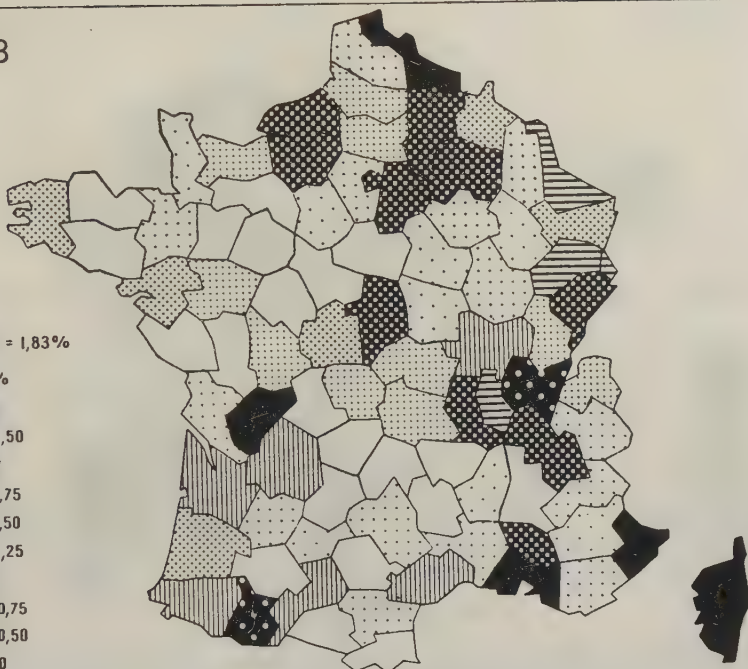
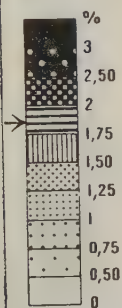
DÉPOTS

Proportion par habitant

621

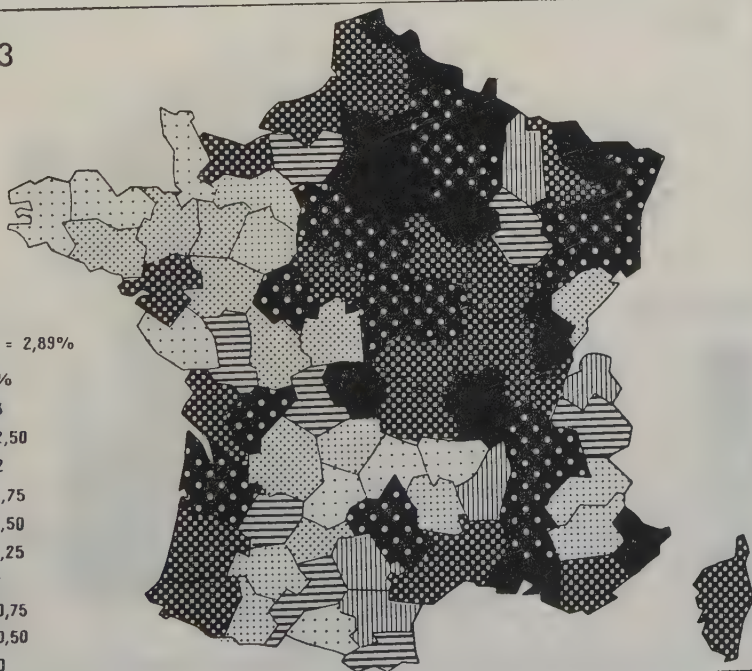
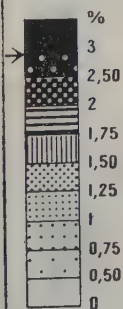
1908

Moyenne = 1,83%



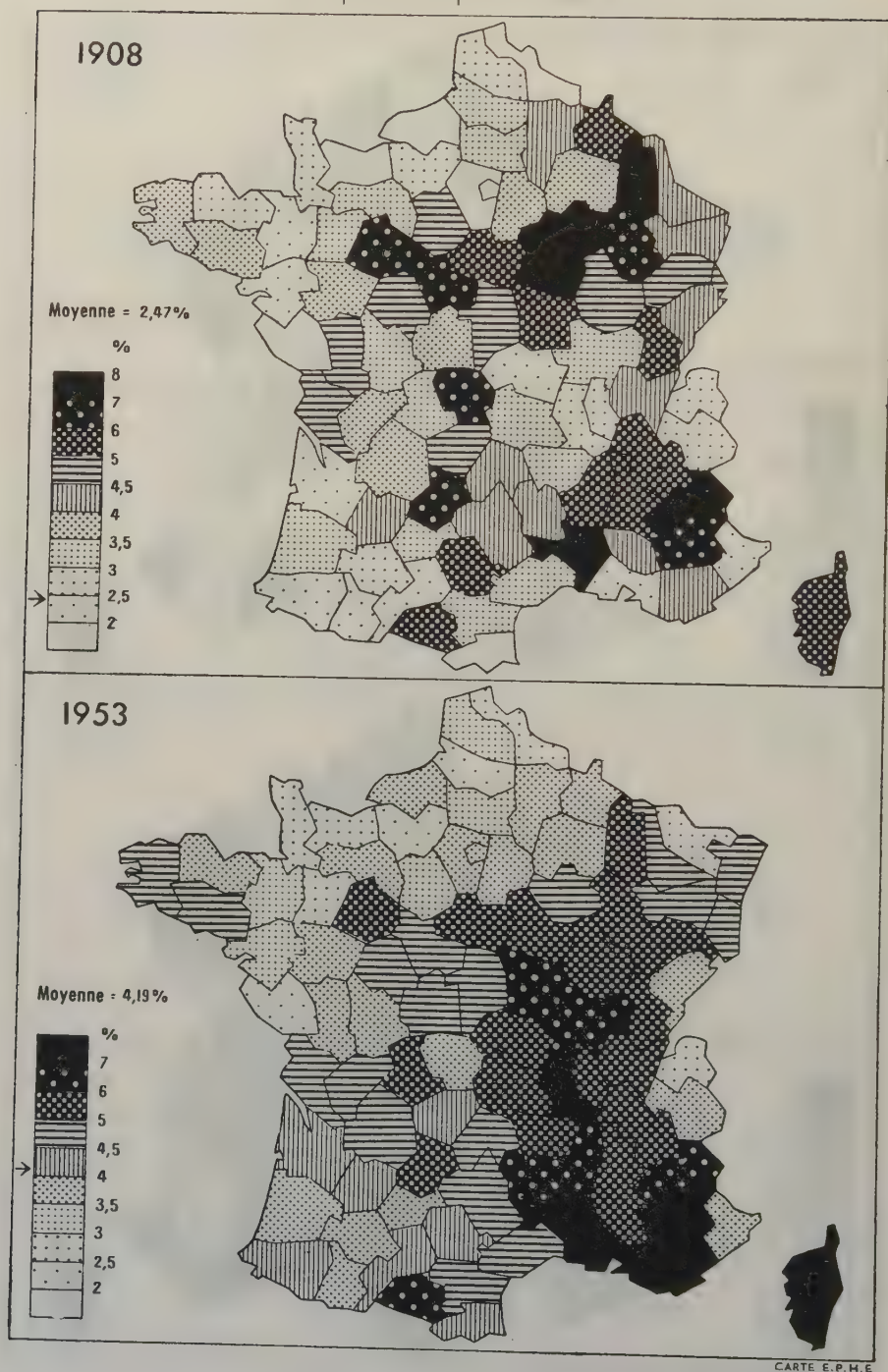
1953

Moyenne = 2,89%



LIVRETS D'ÉPARGNE ET DE RETRAITES

Proportion par habitant

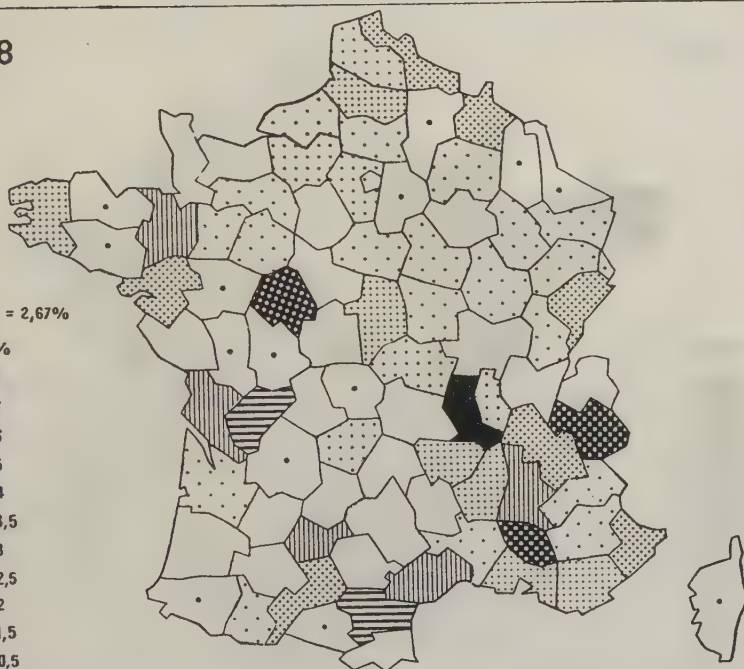
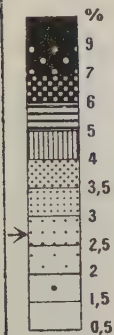


FONDS DE COMMERCE Proportion par habitant

623

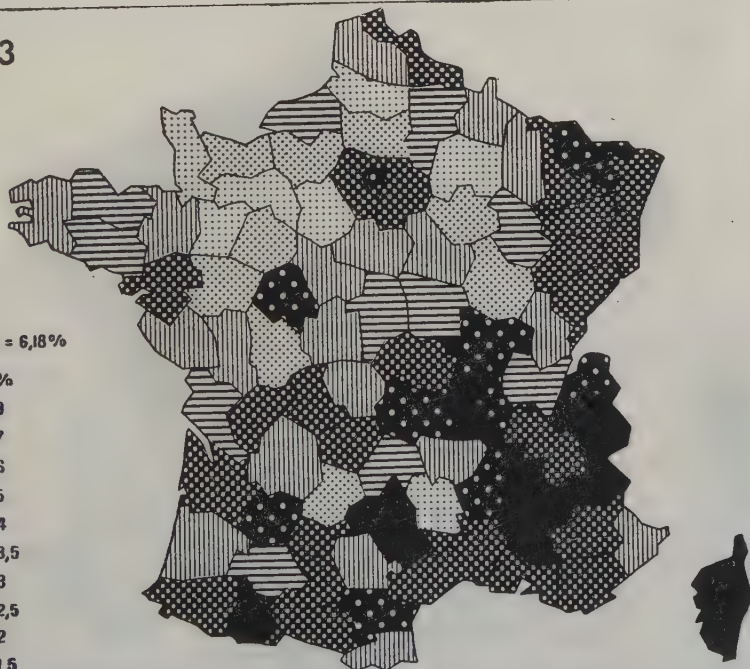
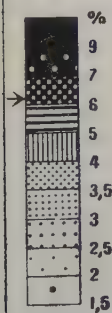
1908

Moyenne = 2,67%



1953

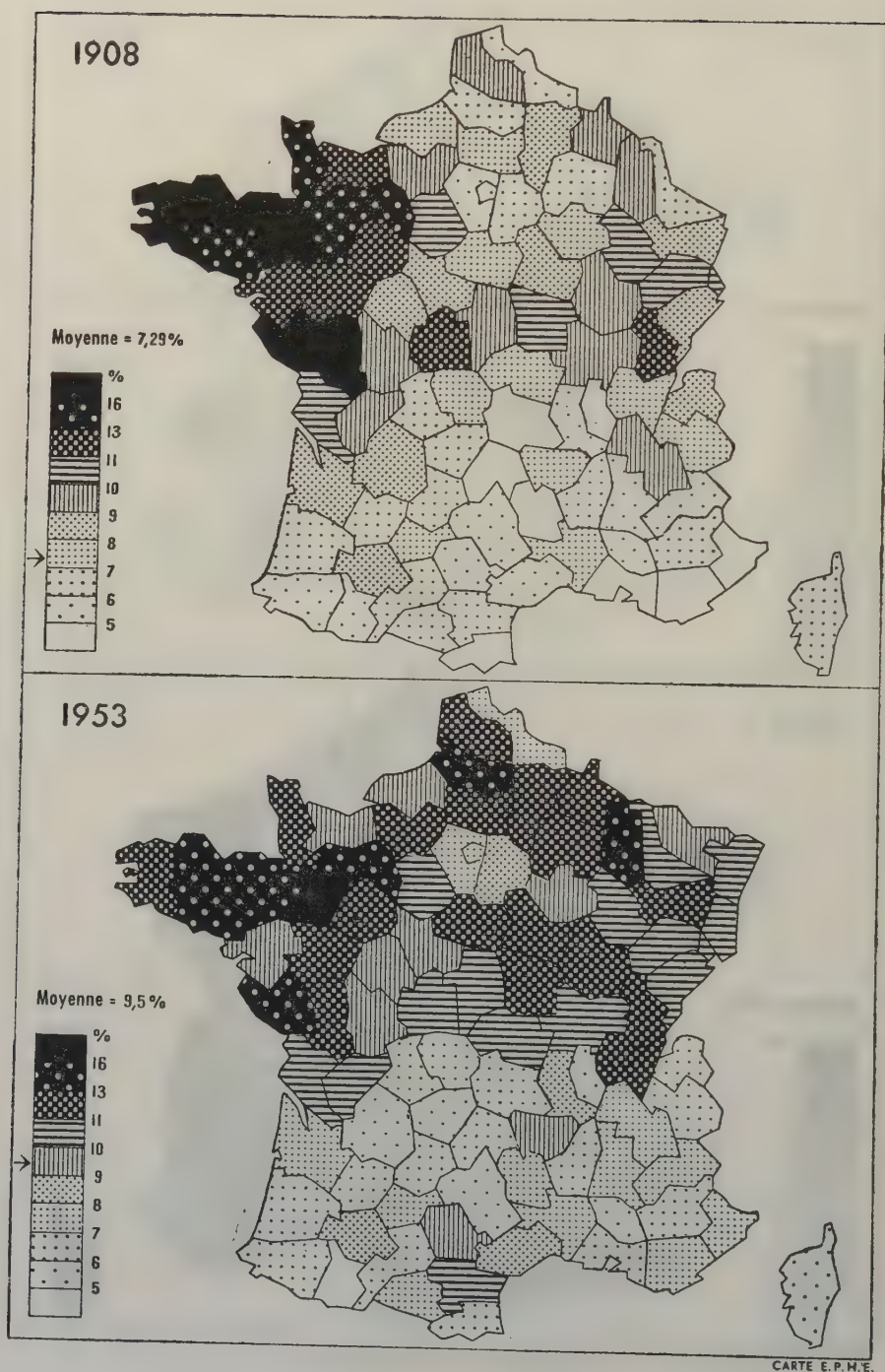
Moyenne = 6,18%



Pour 1908, lire : Lot-et-Garonne, 3,86.

OBJETS MOBILIERS

Proportion par habitant

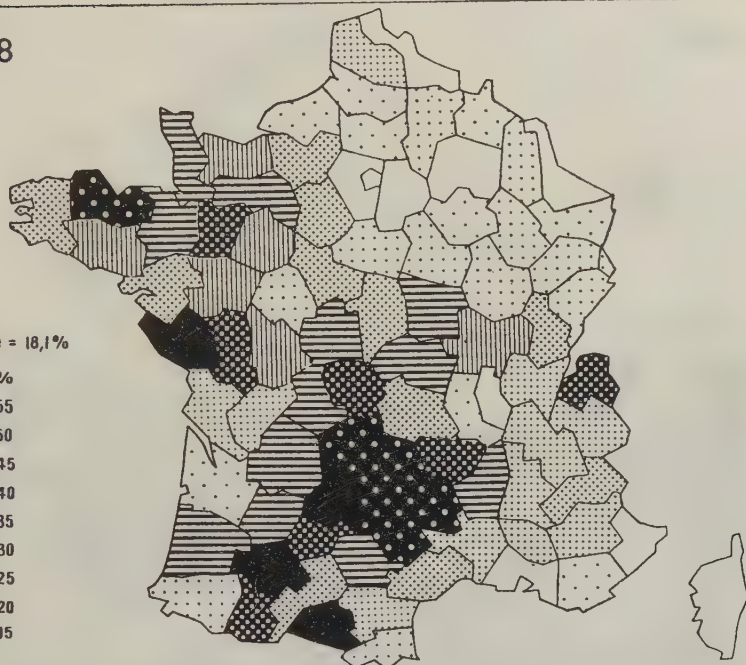
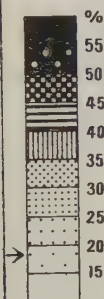


IMMEUBLES RURAUX Proportion par habitant

625

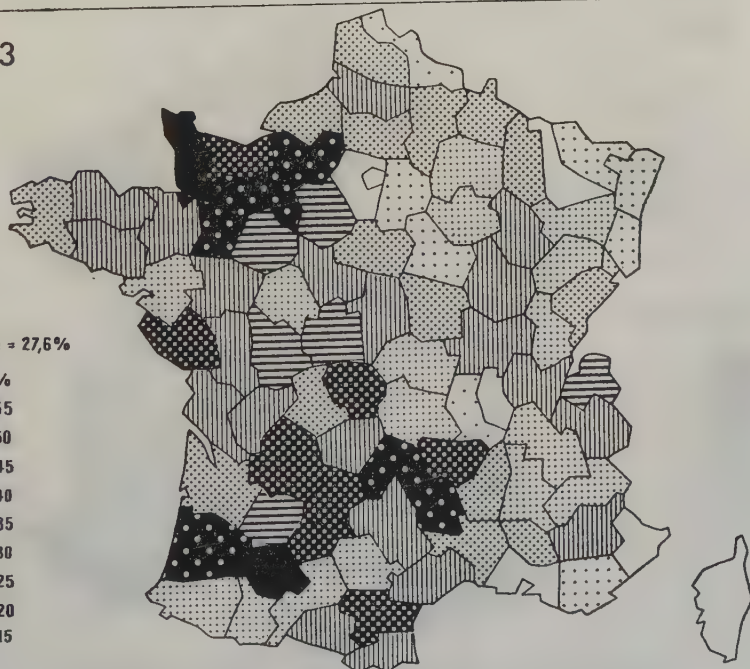
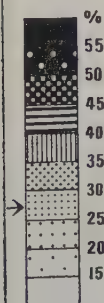
1908

Moyenne = 18,1%



1953

Moyenne = 27,6%

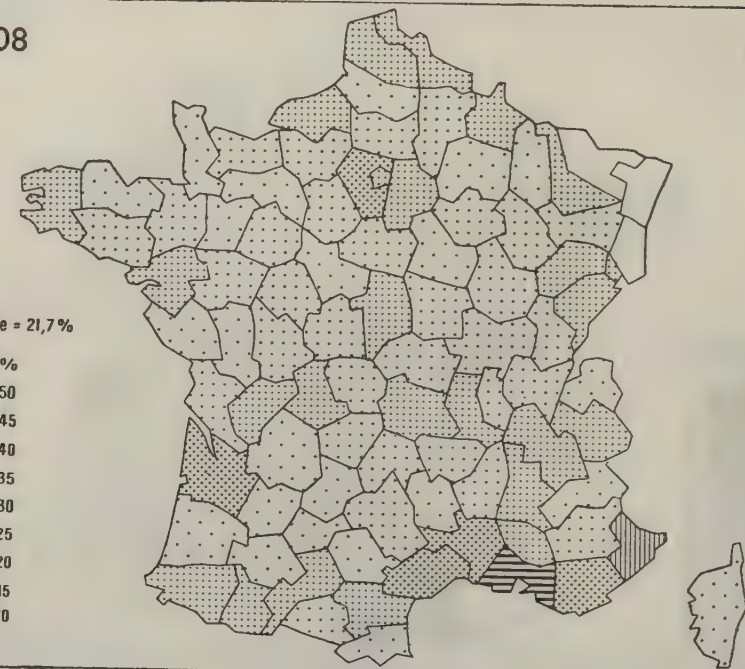
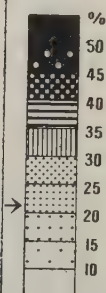


IMMEUBLES NON RURAUX

Proportion par habitant

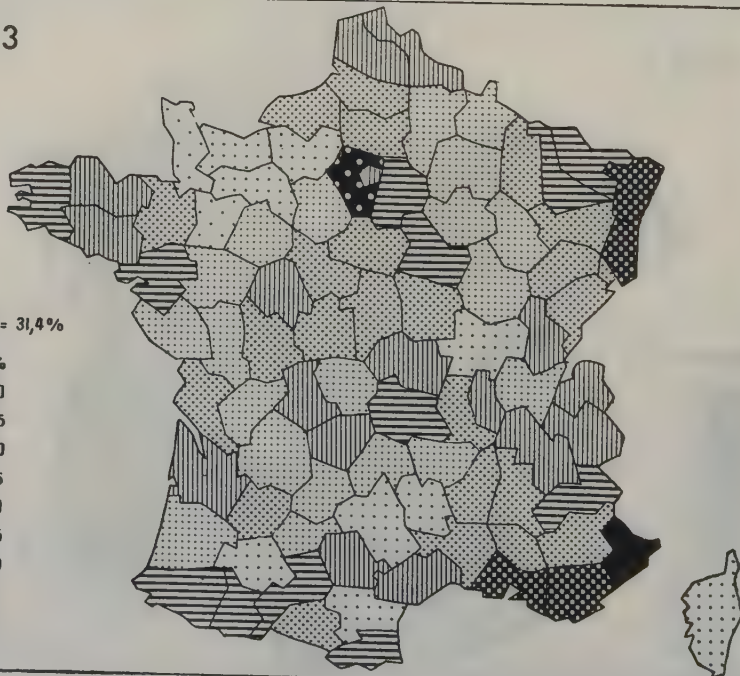
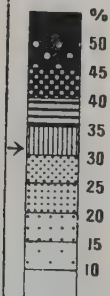
1908

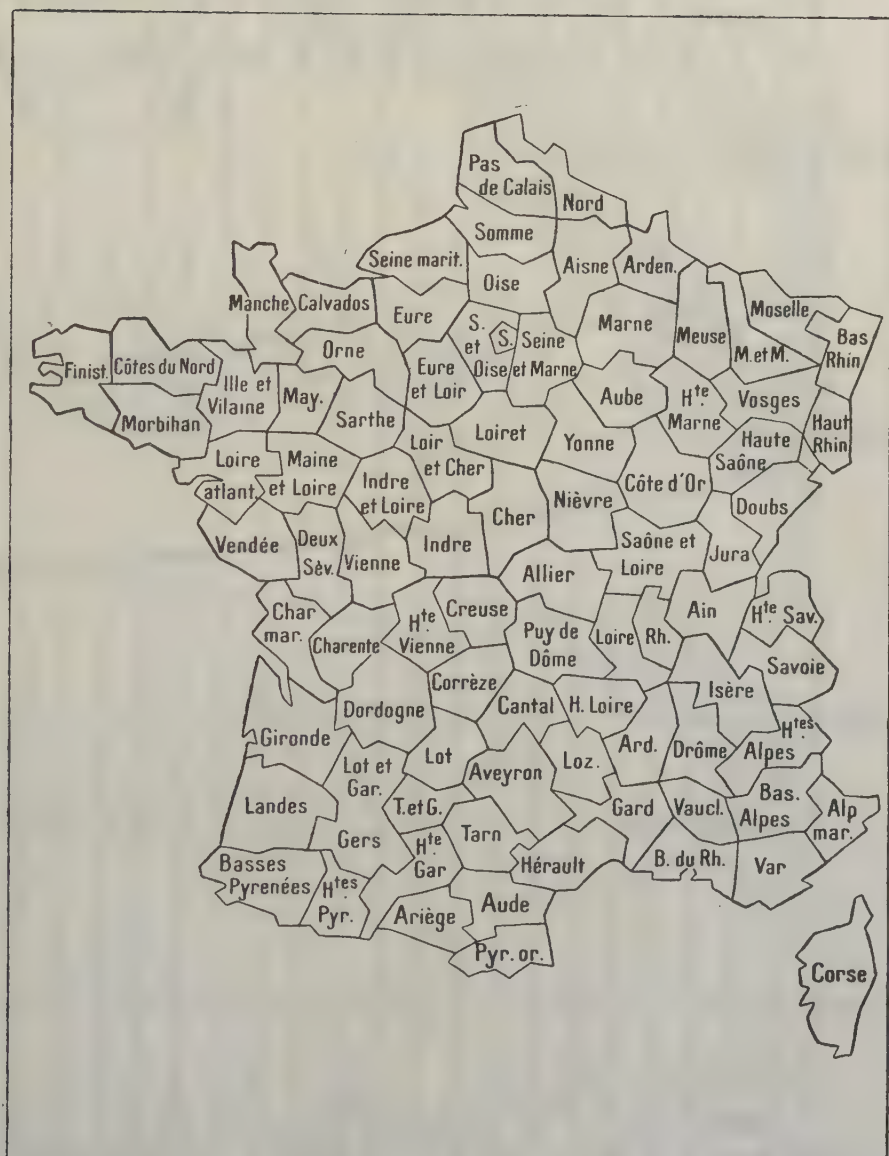
Moyenne = 21,7 %



1953

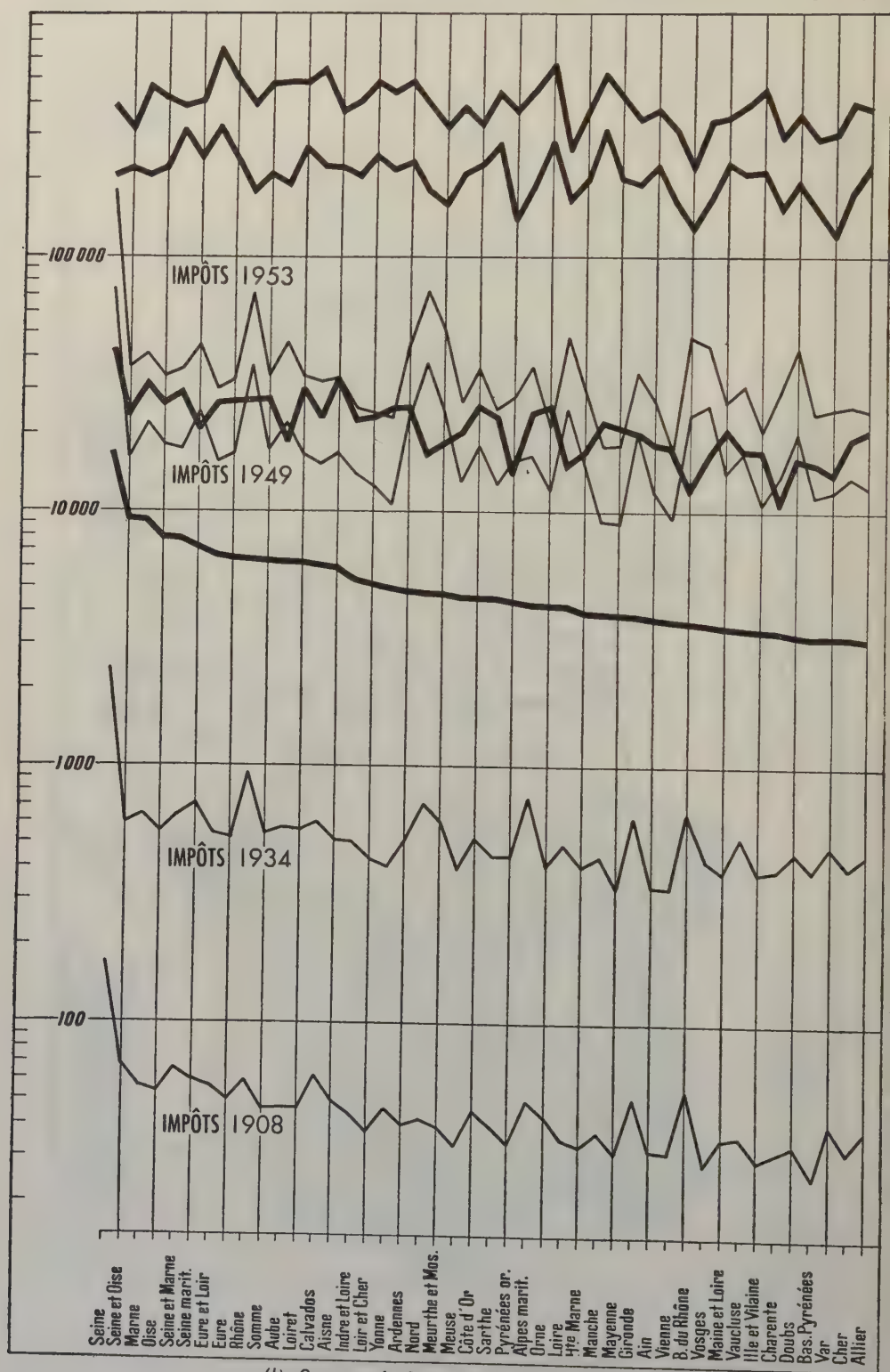
Moyenne = 31,4 %





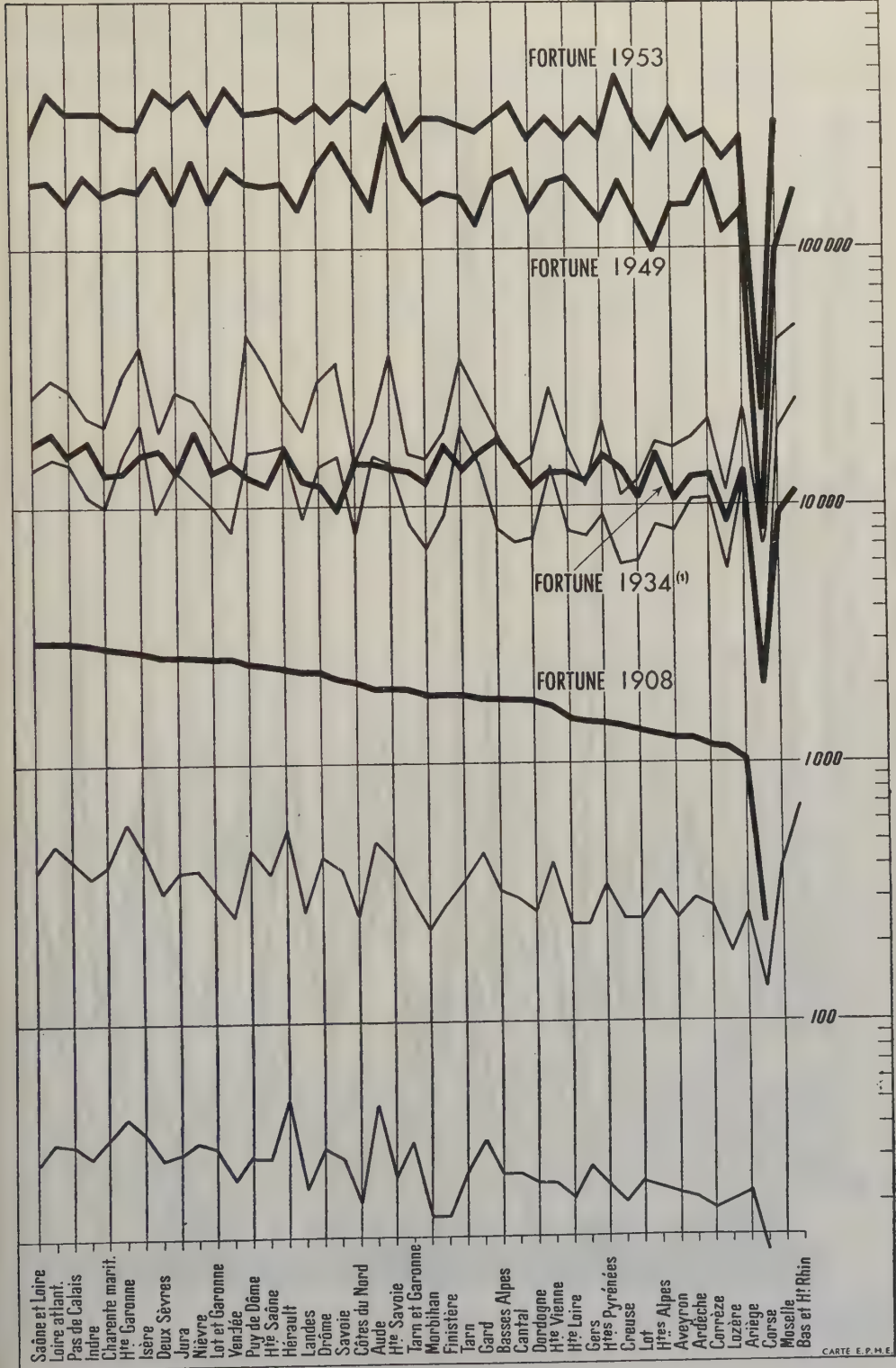
6. 7. FORTUNE PRIVÉE TOTALE ET IMPOTS PAR

(En abscisse, départements rangés par



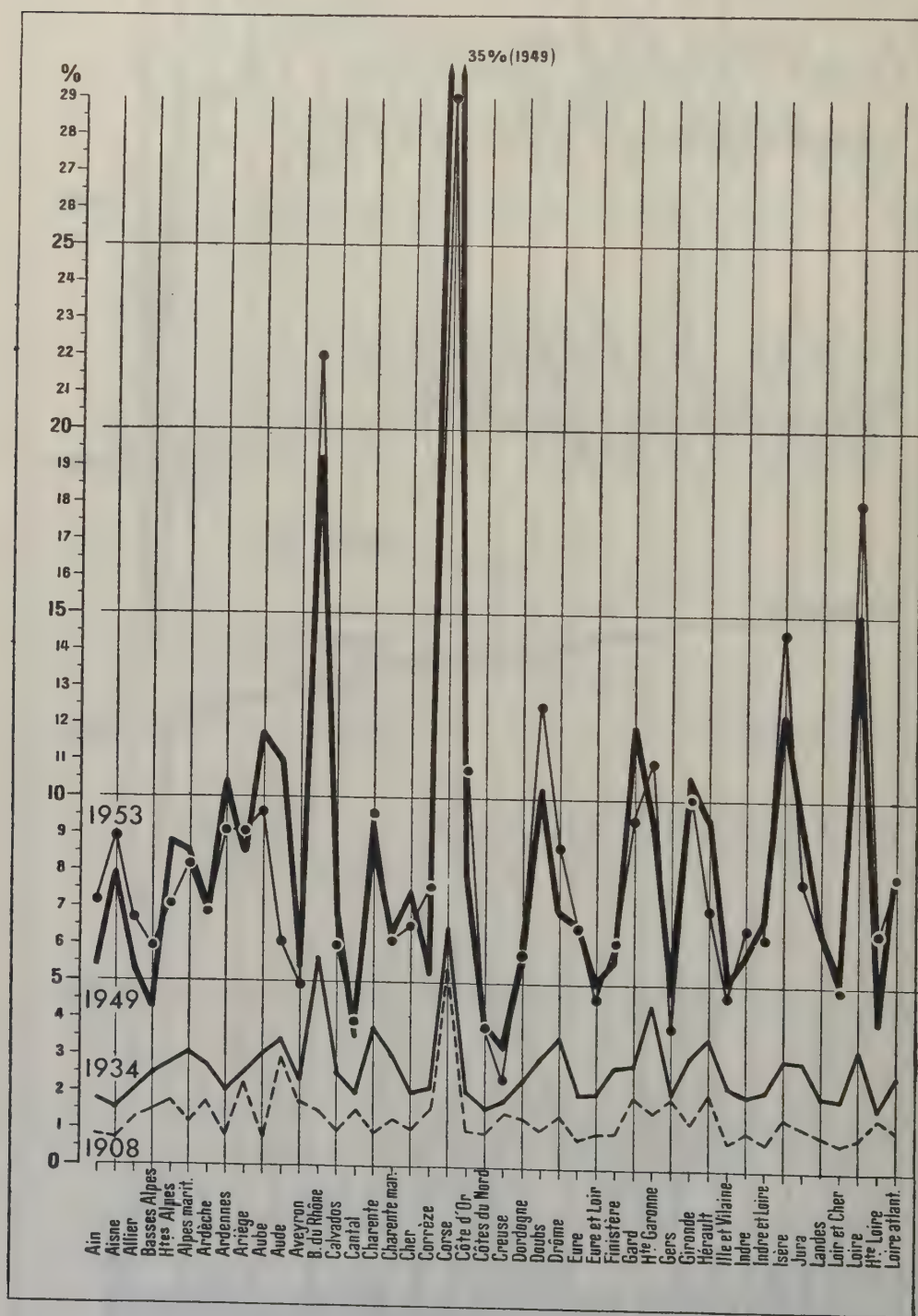
(1) On a groupé : Basses-Alpes et Vaucluse, Htes Alpes et Isère, Ardèche et Drôme

DÉPARTEMENT, en francs et par habitant.
ordre décroissant de Fortune en 1908)

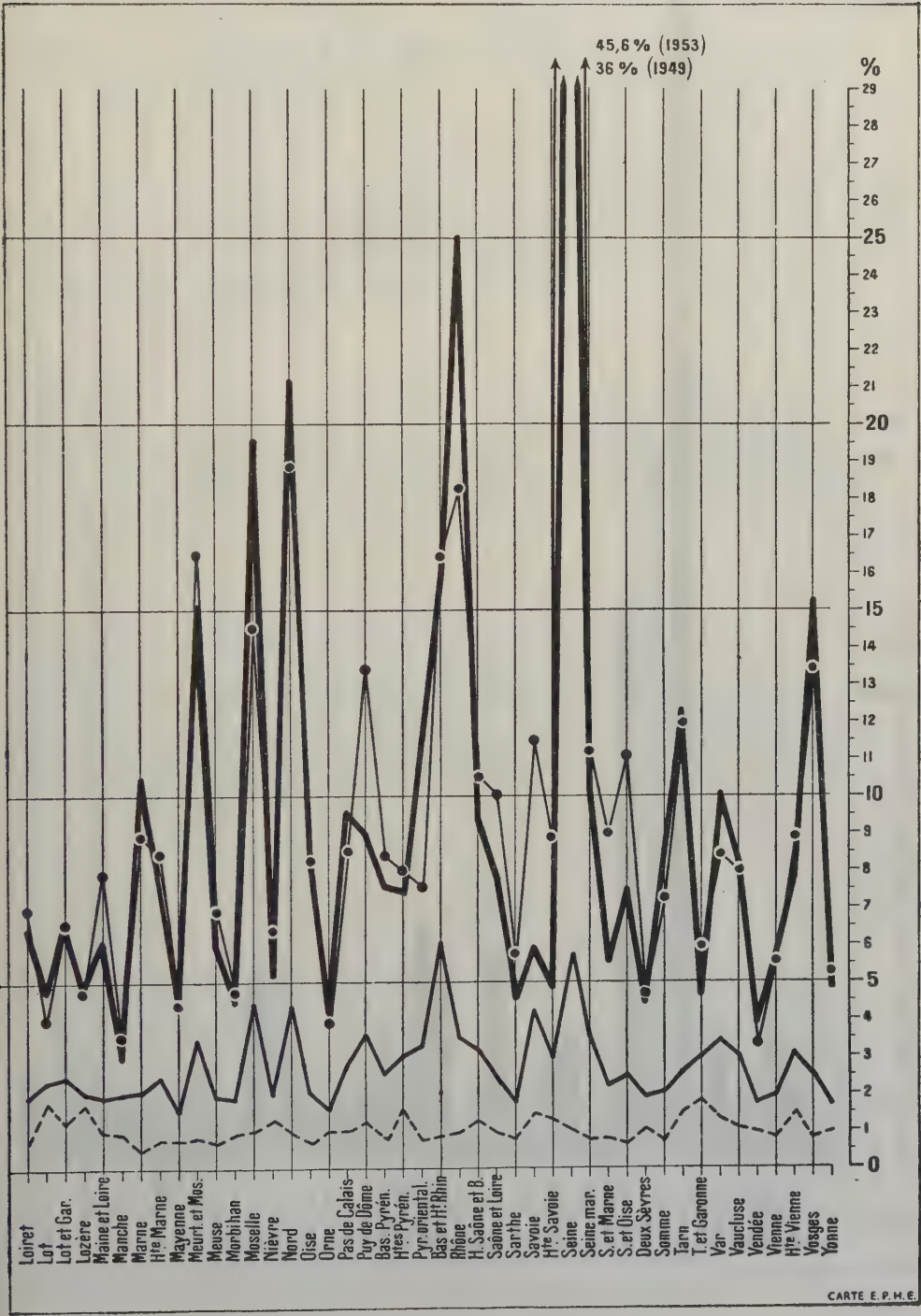


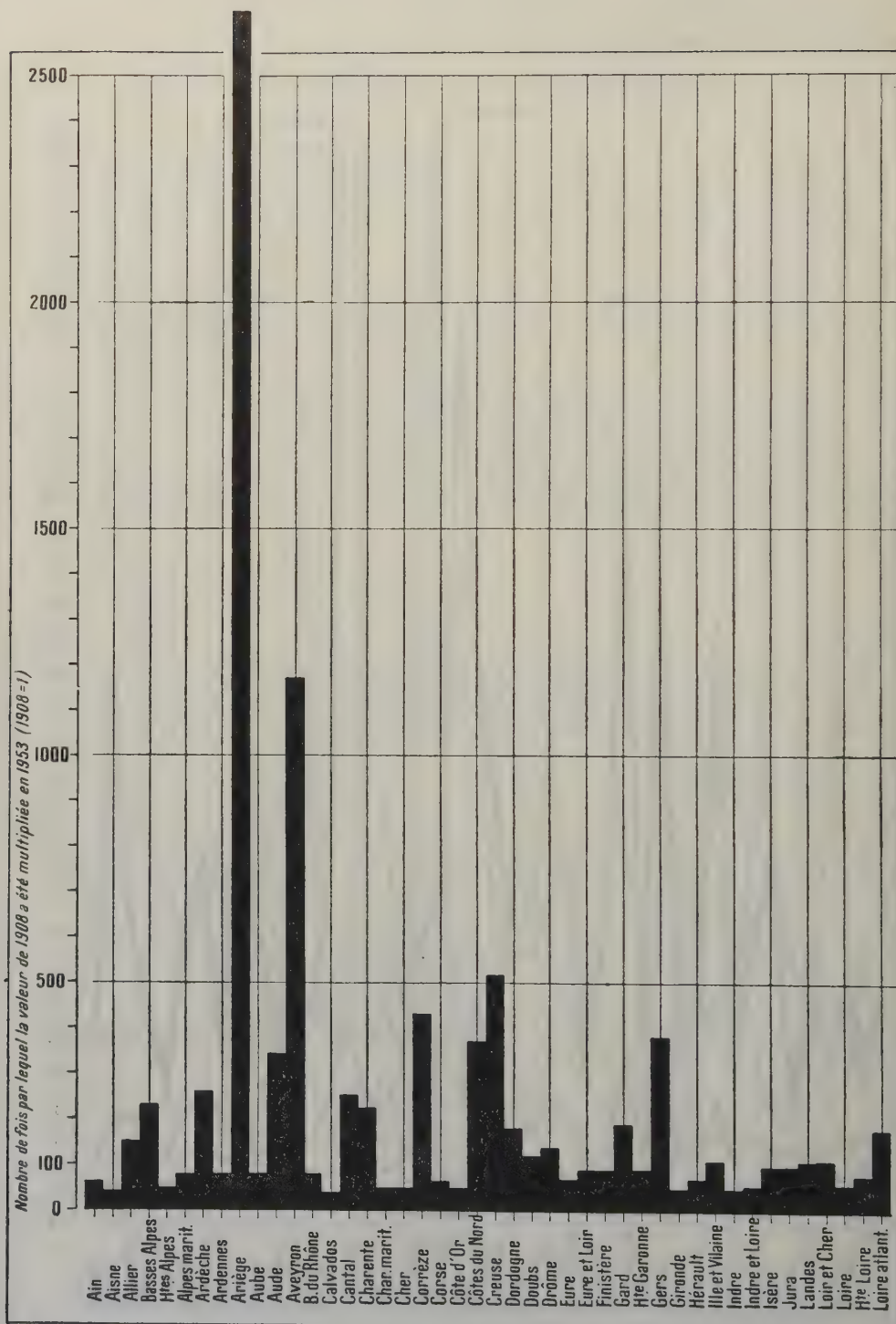
Ariège et Hte Garonne avec Tarn-et-Garonne ; Basses et Htes Pyrénées.

8. POURCENTAGE DES IMPOTS PAR RAPPORT A LA (En abscisse, les départements)

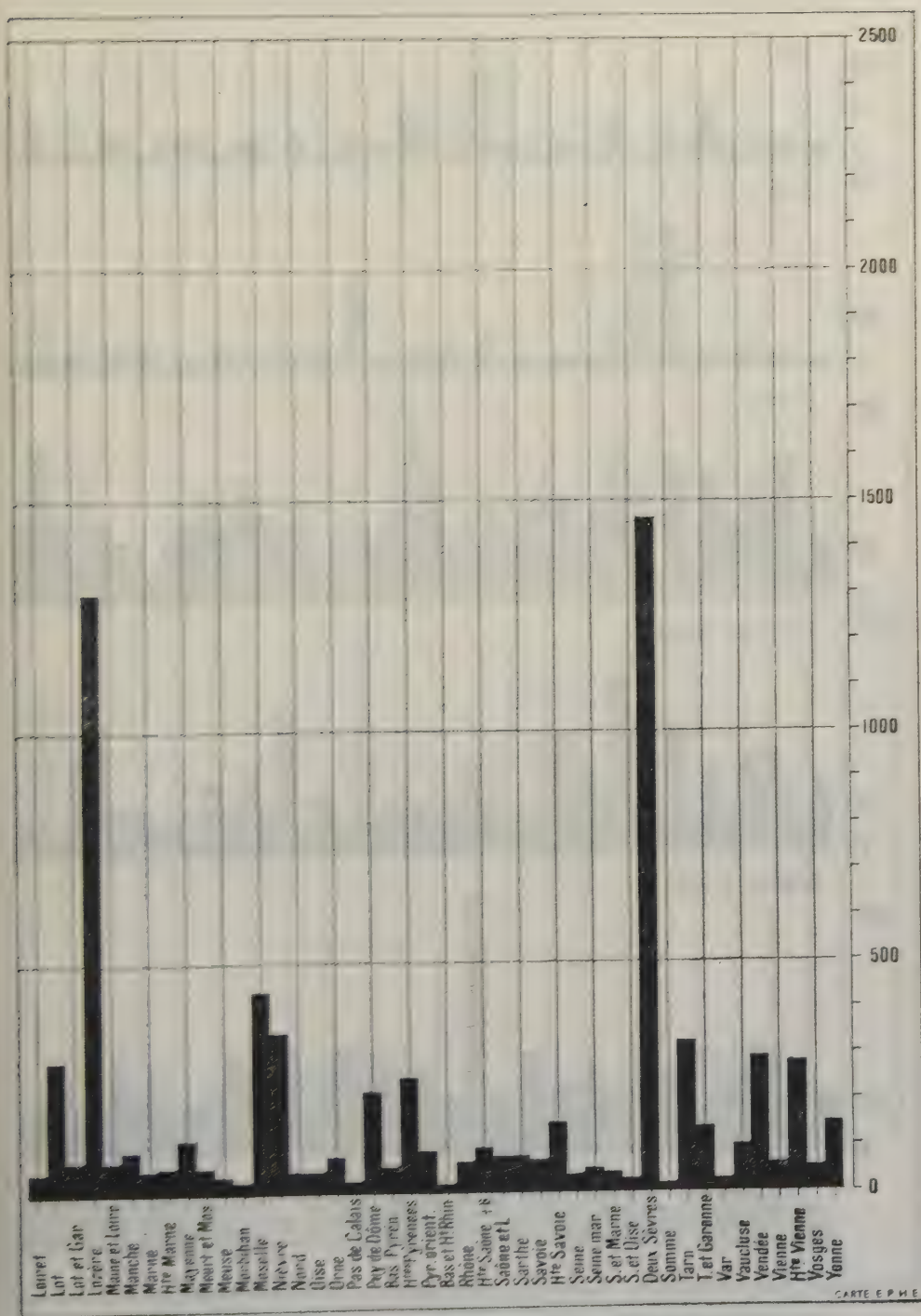


FORTUNE PRIVÉE, par département.
en ordre alphabétique).

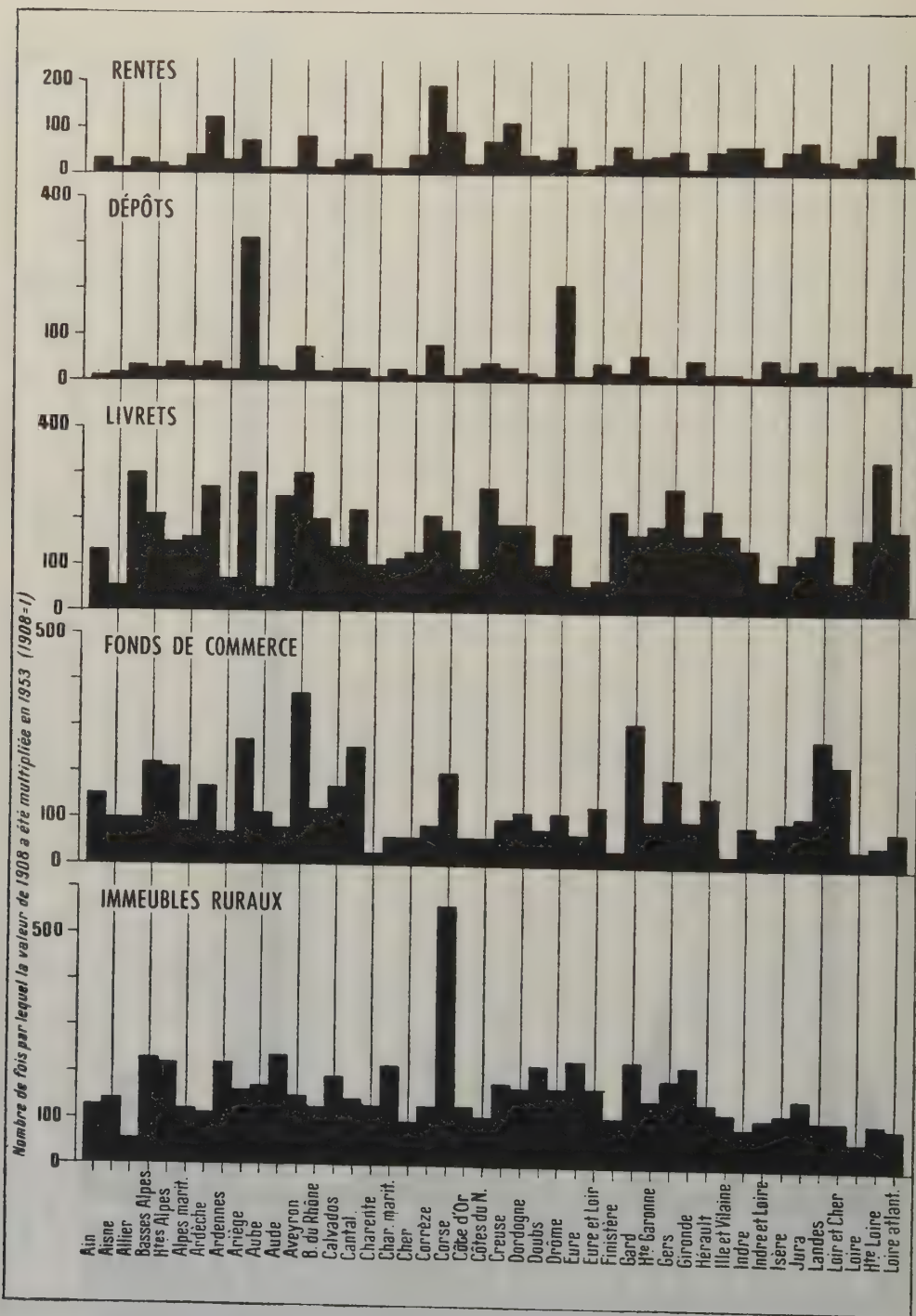




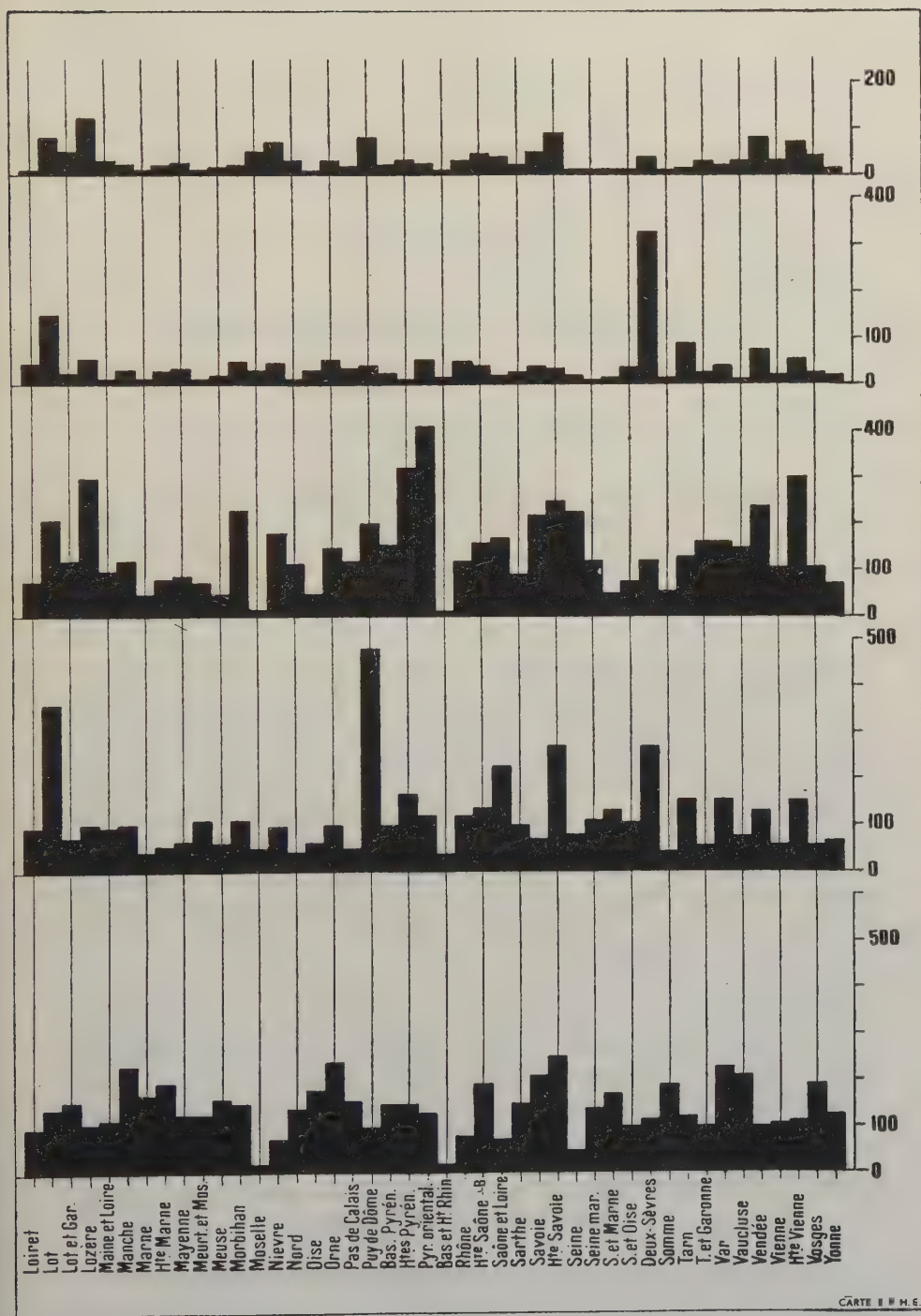
(9) Progression 1908-1953, en francs papier et par habitant, des Actions et Ports de Fonda-



teur Françaises (p. 120), dans les classes possédantes. (Départements en ordre alphabétique).



(10) Progression 1908-1953, en francs papier et par habitant, des Rentes sur l'Etat (p. 27), des Dépôts en Immeubles ruraux (p. 342), dans les classes pos-



CARTE III E

Banque (p. 224), des Livrets d'Épargne et de Retraite (p. 245), des fonds de Commerce (p. 265), et des sédantes. (Départements en ordre alphabétique).

CHAPITRE XXXI

Notes Méthodologiques Complémentaires

rédigées par

Micheline PETRUSZEWYCZ

et

LE GROUPE DE MATHÉMATIQUE SOCIALE
ET DE STATISTIQUE

(VI^e SECTION E.P.H.E.)

Le lecteur a pu apprécier la richesse des données rassemblées et élaborées par l'auteur. Nous présentons ici trois notes qui se proposent de rendre compte d'essais tentés pour ouvrir la voie, par des remarques méthodologiques, aux travaux ultérieurs que méritent de susciter la thèse de M. Cornut. En dehors de cette intention, les trois notes ci-dessous ont en commun de se baser sur une seule des élaborations des données présentées par l'auteur : le classement des départements dans l'ordre décroissant de la valeur moyenne par habitant d'un bien donné, pour les quatre années considérées 1908, 1934, 1949, 1953. Les calculs ont été faits dans la plupart des essais pour quelques-unes des treize sortes de biens étudiés par M. Cornut mais on a choisi d'en exposer les résultats à titre d'exemple pour la fortune privée totale. Pour chaque département, l'auteur définit une valeur moyenne par habitant de la fortune privée totale en faisant le rapport entre une évaluation de la fortune privée globale du département et la population dans ce même département.

Note 1. — Etude de l'inégalité de la répartition de la fortune privée totale entre les départements.

I — *Lois de distribution et droites d'ajustement de pente β*

Depuis les travaux de Pareto sur la distribution des revenus, on sait qu'il est intéressant d'établir une relation entre les som-

mations successives de la variable étudiée et le rang des individus constituant la population étudiée.

Pour y parvenir, deux étapes. Soit le classement des départements dans l'ordre décroissant de la valeur moyenne de la fortune privée totale par habitant : pour un département de rang p on a :

$x_p = \frac{F_p}{N_p}$ si on appelle F_p la fortune privée totale dans le département p et N_p sa population. On établit des listes cumulées.

— Le premier département a obtenu :

$$318.971 = x_1$$

— les deux premiers départements ont obtenu ensemble :

$$318.971 + 312.743 = 631.714 = x_2$$

et ainsi de suite (on trouvera les valeurs dans le tableau : p. [413])

jusqu'à $x_p = x_1 + x_2 + \dots + x_p$.

avec $1 \leq p \leq 88$ si la série porte sur 88 départements.

Deuxième étape : sur du papier à coordonnées logarithmiques on porte en abscisses les valeurs successives de X et en ordonnées 1, 2, 3, ..., $p = 88$. Chaque classe est représentée ici par un seul individu pour la très grande majorité des séries calculées. Dans les deux ou trois cas où la même valeur moyenne du bien considéré se retrouvait pour deux départements successifs nous avons négligé ce phénomène et départagé arbitrairement les *ex æquo* pour l'établissement du graphique (voir graphique 1).

On constate sur le graphique que les points s'alignent et qu'il est possible de tracer une droite d'ajustement dont l'équation est :

$$\log p = \beta [\log X_p - \log x_1]$$

De l'examen des graphiques tracés se dégagent deux constatations :

1) dans l'ensemble, la qualité de l'ajustement est meilleure qu'il n'est habituel pour les ajustements analogues faits dans les études de distribution de revenus à la suite des travaux de Pareto. (Le graphique reproduit n'est pas le meilleur de la série).

2) dans presque toutes les séries chronologiques, pour tous les biens, la courbure que dessinent les points en s'écartant de la droite d'ajustement aux deux extrémités s'atténue quand on considère successivement les graphiques 1908, 1934, 1949 et 1953.

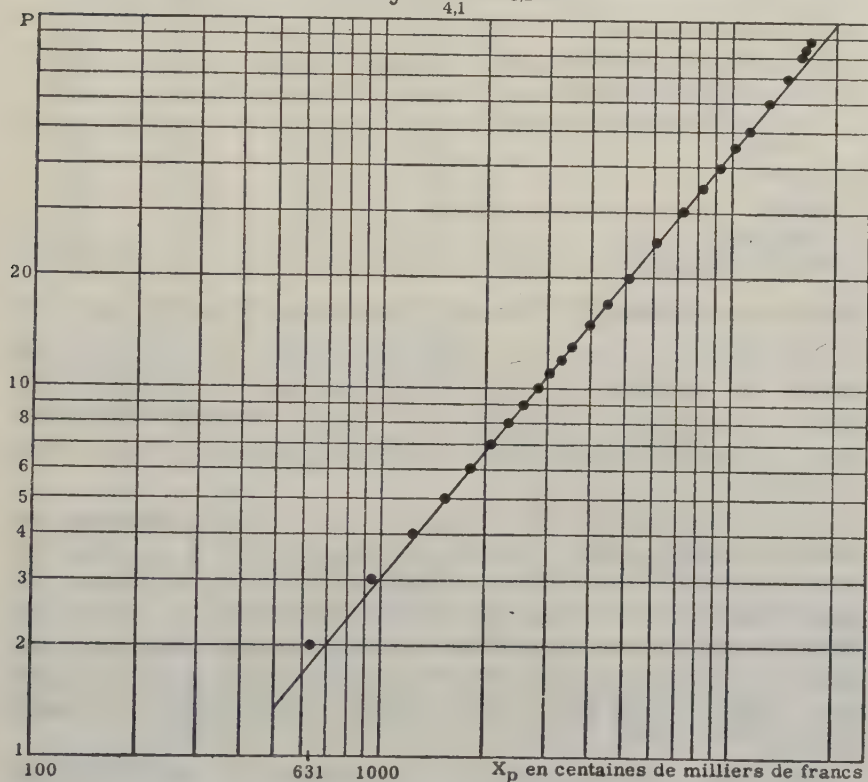
Les droites d'ajustement ont une équation très simple qui

amène tout naturellement à les caractériser par leur pente : β . Pour mesurer la pente il suffit sur chaque graphique de mesurer au double-décimètre les accroissements des deux grandeurs et

Graphique 1 : $\text{Log } p = \beta [\text{Log } X_p - \text{Log } x]$

(Fortune privée totale en 1949)

$$\beta = \frac{5,1}{4,1} = 1,2$$



d'en faire le rapport. Sur le graphique reproduit, à un accroissement de 4,1 cm pour log X correspond un accroissement de 5,1 cm pour log p, d'où

$$\beta = \frac{5,1}{4,1} = 1,2.$$

On trouvera ci-dessous un tableau groupant une partie des coefficients β calculés.

Graphique 2 — Tableau des valeurs de β

	1908	1934	1949	1953
Fortune privée totale....	1,5	1,4	1,2	1,1
Impôts.	1,4	1,5	1,5	1,6
Fonds de commerce.....	1,6	1,3	1,3	1,2
Immeubles à usage agricole	1,3	1,2	1,3	1,3
Imm. urbains et autres ...	1,8	1,5	1,3	1,2
Livrets d'épargne et de retraite.....	1,4	1,3	1,5	1,1
Dépôts.....	2	2,2	1,4	1,3
Rentes.....	1,7	1,2	2,2	1,2
Numéraire.....	1,5	1,3	2,3	1,1
Meubles corporels	1,3	1,1	1,2	1,3

Ce tableau permet de saisir l'évolution diachronique des valeurs du coefficient β pour un bien donné, ou de fixer, pour une année donnée, l'intervalle des valeurs constatées du coefficient β pour différents biens. On remarque que β varie entre 1,1 et 2,3.

Les valeurs de β dans certaines des séries présentées par l'auteur comme « sûres » vont en diminuant de 1908 à 1953; c'est le cas pour la fortune privée totale, les fonds de commerce, les immeubles urbains. Seuls les impôts s'ajustent par une droite dont la pente augmente au cours de cette période. Pour les autres séries, les valeurs sont oscillantes. La deuxième partie de cette note reprend plus bas l'interprétation des valeurs du coefficient β .

On peut aussi s'intéresser à l'amplitude des variations des valeurs de β pour une même année et différents biens. En 1934 les valeurs de β se situent dans l'intervalle [1,1 — 2,2]; en 1953 dans l'intervalle [1,1 — 1,6].

Mais ces constatations ne peuvent être poussées plus loin et leur signification réelle nous échappera tant qu'il ne sera pas rendu compte de cette distribution de la fortune moyenne par habitant et par département par un modèle que le statisticien attend de l'économiste.

II — *Interprétation.*

Nous constatons que si nous portons en ordonnées les logarithmes $\log p$ (correspondant au $p^{\text{ième}}$ département), ceux-ci

étant rangés dans l'ordre des fortunes moyennes décroissantes, et en abscisse le logarithme $\log X_p$ de la somme :

$$X_p = x_1 + x_2 + \dots + x_p$$

des fortunes moyennes des p départements « les plus riches » (en moyenne), les points obtenus sur le graphique sont alignés sur une droite de pente β , et d'équation :

$$\log p = \beta [\log X_p - \log x_1]$$

Cette relation peut encore s'écrire, de façon *équivalente*

$$p = \left(\frac{X_p}{x_1} \right)^\beta$$

ou encore :

$$X_p = x_1 p^{1/\beta}$$

Comme la fortune moyenne x_p du $p^{\text{ième}}$ département est, d'après la définition de X_p , égale à la différence $X_p - X_{p-1}$ nous voyons que cette fortune moyenne s'exprime, en fonction du rang p , par la formule :

$$x_p = x_1 [p^{1/\beta} - (p-1)^{1/\beta}] = x_1 K_\beta(p)$$

où le coefficient :

$$K_\beta(1) = 1; K_\beta(p) = [p^{1/\beta} - (p-1)^{1/\beta}] \quad (p \geq 2)$$

est le rapport de proportionnalité $\frac{x_p}{x_1}$ entre la fortune moyenne du $p^{\text{ième}}$ département et celle du plus riche en moyenne.

Si F_p désigne la fortune totale du $p^{\text{ième}}$ département, et N_p sa population, on a :

$$x_p = \frac{F_p}{N_p}$$

et la relation trouvée est, en termes de fortune totale et de population :

$$\boxed{\frac{F_p}{N_p} = \frac{F_1}{N_1} K_\beta(p)}$$

D'où :

$$\boxed{\frac{F_p}{F} = \frac{N_p}{N_1} K_\beta(p)}$$

On voit comment joue le coefficient $K_\beta(p)$ pour rendre compte de l'inégalité de répartition des fortunes entre les départements. Si $K_\beta(p)$ est égal à 1, le rapport de la fortune du plus riche à celle du $p^{\text{ième}}$ département est égal au rapport de leurs populations : c'est l'égalité dans la répartition. Si au contraire $K_\beta(p)$ est très petit et vaut par exemple $1/100$, cela signifie que le rapport des fortunes entre le plus riche et le $p^{\text{ième}}$ n'est plus que le $1/100$ du rapport de leurs populations : il y a une très grande inégalité.

Dans chaque département, les fortunes moyennes sont entre elles comme les populations pondérées par le coefficient $K_\beta(p)$.

Or il est facile de démontrer que

$$K_\beta(p) = p^{1/\beta} - (p - 1)^{1/\beta}$$

diminue, pour une valeur donnée de p , lorsque β augmente : β est donc un bon indice de l'inégalité ; plus β est grand, plus l'inégalité est grande. En particulier, si β vaut 1, on a :

$$K_\beta(p) = 1 \quad \text{quel que soit } p$$

c'est la répartition la plus « égale » possible. Si β tend vers l'infini, $K_\beta(p)$ tend vers zéro, quel que soit p , si $p \geq 2$: toute la fortune est concentrée dans un seul département, le plus riche ; c'est l'inégalité maximum.

Remarques :

1. Nous avons vu que $K_p = p^{1/\beta} - (p - 1)^{1/\beta}$ ce qui est équivalent à

$$\frac{F_p}{N_p} = \frac{F_1}{N_1} [p^{1/\beta} - (p - 1)^{1/\beta}]$$

on en tire
$$\frac{F_p}{K_p N_p} = \frac{F_1}{N_1}$$

et
$$\frac{F_1 + F_2 + \dots + F_p}{N_1 + K_2 N_2 + \dots + K_p N_p} = \text{Constante}$$

Interprétation : On obtient une sorte de « fortune moyenne » calculée non pas en divisant la fortune totale par la population, mais par une population fictive dans laquelle les plus riches (N_1) figurent au complet, les autres selon une fraction décroissante.

N_1 est représenté par N_1
 N_2 par $K_2 (N_2)$
 N_3 par $K_3 (N_3)$

Faisons les calculs pour $\beta = 2$

p	$p^{\frac{1}{2}}$	$\beta = \sqrt{p} - \sqrt{p-1}$
1	1	
2	1,414	0,414
3	1,732	0,318
4	2	0,268
5	2,236	0,236
6	2,249	0,213
7	2,645	0,196
8	2,828	0,183
9	3	0,172
10	3,162	0,162

c'est-à-dire que $K_2 = 0,41$ ou 41 %

$K_3 = 0,32$ ou 32 %

$K_4 = 0,27$ ou 27 %

.....

$K_{10} = 0,16$

.....

$K_{50} = 0,07$

.....

$K_{90} = 0,05$

et l'on conclut que cette « moyenne » est uniforme dans tout l'ensemble des données.

Cette transformation algébrique attire l'attention sur un point de statistique sociale : le chiffre de population n'est pas une mesure du nombre des possédants.

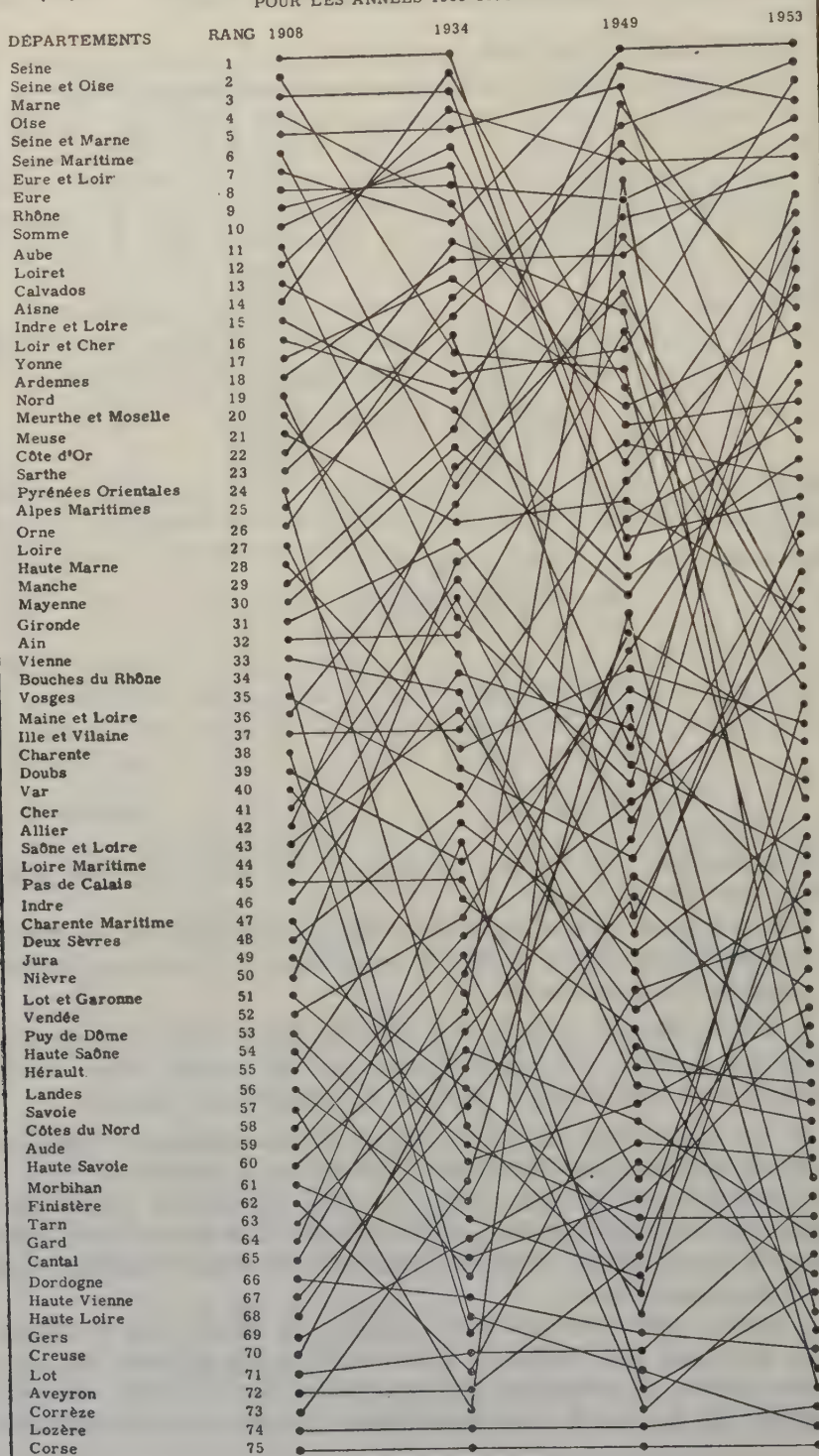
2. Il n'a été fait au sujet des données aucun essai de critique; cependant certains des biens étudiés par M. Cornut sont d'une interprétation économique délicate et mériteraient examen.

3. La méthode exposée est utilisée depuis longtemps dans les études de distribution de revenus. Elle est ici appliquée :

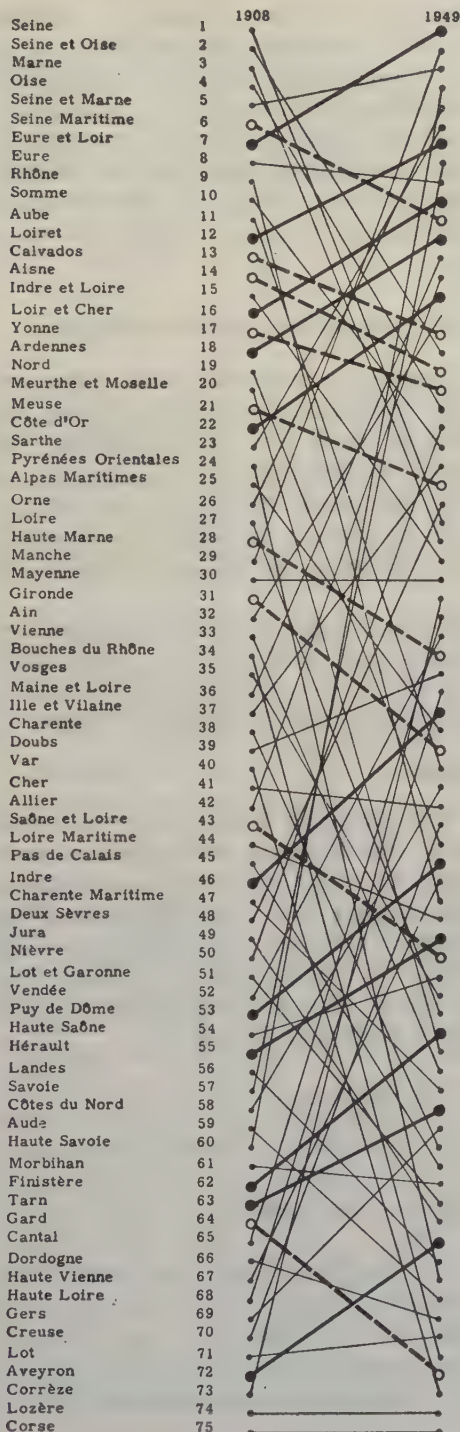
— à une *population* d'un caractère très particulier puisqu'elle totalise environ 88 unités constituant chacune à soi seule une classe de distribution, certains départements étant groupés dans de nombreuses séries ;

— à l'étude d'une *variable* très abstraite car saisie sous la forme d'une moyenne par habitant d'une unité géographique qui n'a d'autre réalité qu'administrative en général. Ce caractère abstrait s'aggrave du fait qu'il n'est tenu aucun compte de la localisation

Graphique 3

INVERSIONS DE RANGS POUR LA FORTUNE PRIVÉE TOTALE
POUR LES ANNÉES 1908 1934 1949 1953

DÉPARTEMENTS RANG



Graphique 3 bis

INVERSIONS DE RANGS POUR
LA FORTUNE PRIVÉE TOTALE
1908 ET 1949

○ Ces mêmes signes se retrouvent
● sur le graphique 4

réelle des biens constituant la fortune puisque la déclaration en est faite au département du domicile du décédé.

Cela altère sans doute le mécanisme d'une méthode inventée pour s'appliquer à des populations d'un ordre de grandeur « statistique » où se répartissait une variable discrète, sommable. Les résultats obtenus dans ces conditions inhabituelles méritent de retenir l'attention de l'économiste. Là aussi le statisticien attend de celui-ci un cadre de références rendant compte de ces conditions.

Note 2. — Sur l'étude des rangs : deux représentations.

Nous disposons de classements successifs des départements selon la valeur moyenne par habitant d'un critère donné; on peut alors essayer de rechercher ce qu'il y a de dynamique dans le phénomène. Et cela, soit en considérant la distance qui sépare deux classements, soit par une étude des rangs qui permettrait de dégager des tendances ou de mettre en valeur des groupements de départements en régions de plus ou moins grand développement.

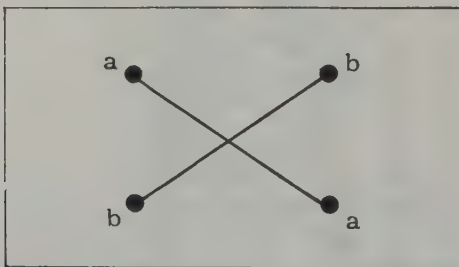
On peut aborder l'étude des rangs par l'intermédiaire de deux représentations plus ou moins parlantes selon la nature des phénomènes étudiés. Dans les deux cas on considère comme année de référence l'année la plus reculée dans le temps : ici 1908.

I. — *Graphique des inversions.*

Après avoir inscrit les départements dans l'ordre de classement selon la valeur décroissante des fortunes par habitant pour les trois années étudiées, on relie les rangs successifs de chaque département (se reporter aux graphiques 3 et 3 bis pages précédentes).

Si le rang d'un département reste sans changement on obtient quatre points en ligne droite. Si l'ordre relatif de deux départements varie d'une série à l'autre, cela se traduira sur le graphique par le croisement des lignes correspondantes :

GRAPHIQUE A



Plus il y aura de croisements, plus les deux rangements seront « éloignés » l'un de l'autre.

On peut définir un coefficient de distance en faisant le rapport du nombre d'inversions présentées réellement par le graphique au nombre maximum d'inversions possibles : s'il y a n rangs ce maximum est $\frac{n(n-1)}{2}$.

Ici on a pour les années 1908-34 : $\frac{267}{2775} \neq 10 \%$.

1908-49 : $\frac{792}{2775} \neq 28 \%$.

D'autre part si on peut distinguer des parallélismes (ascendants ou descendants ou ni l'un ni l'autre), il est intéressant de voir quels départements ils concernent. Ici par exemple la valeur de la fortune privée totale par habitant a sans cesse augmenté au cours du temps pour : les Deux-Sèvres, la Creuse et le Lot ; mais a par contre diminué au cours de la même période pour la Seine-et-Oise et les Bouches-du-Rhône.

Cette méthode ne permet pas de dégager de conclusions intéressantes, rien n'apparaissant à première vue de façon très nette sur les graphiques établis. Les pourcentages d'inversions réalisées auraient une valeur en termes de « corrélation » au sens des statisticiens si l'on disposait d'hypothèses convenables sur l'urne dont sont extraites les distributions de fortune moyenne; leur élaboration revient à l'homme de l'art.

II — *Le corrélogramme des rangs.*

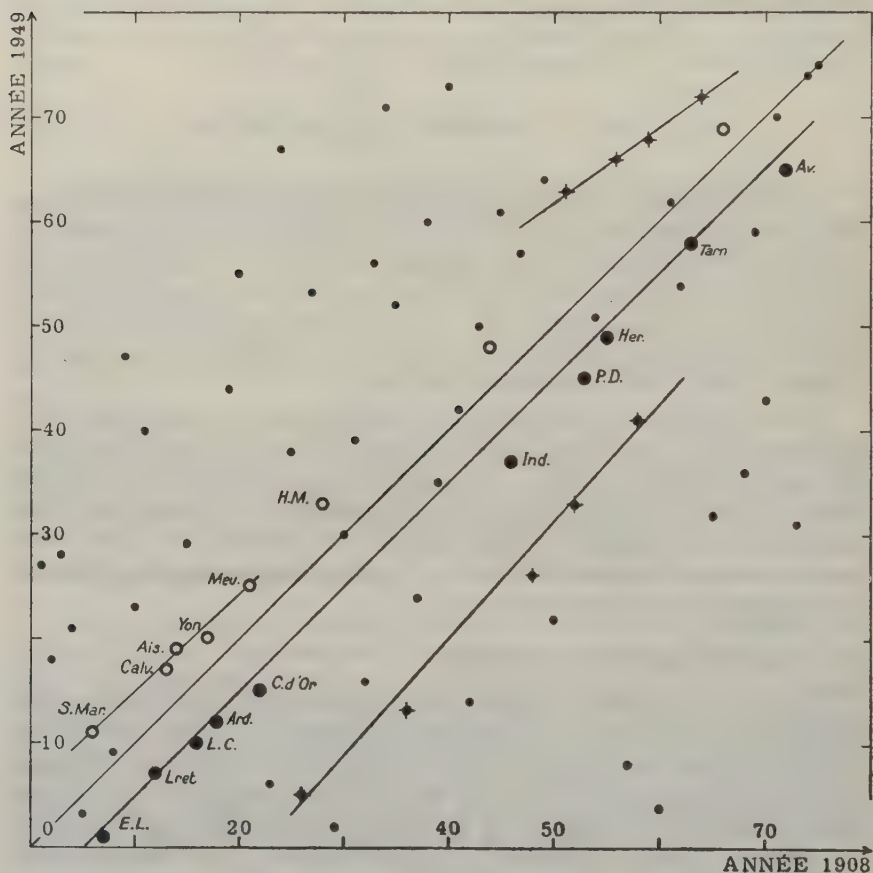
Dans ce deuxième mode de représentation on prend pour référence et on porte en abscisses les rangs des départements en 1908, puis, sur des graphiques successifs on porte en ordonnées les rangs aux années 1934, 1949 et 1953. Le graphique 4 est dressé pour l'année 1949 et pour la fortune privée totale par habitant.

Chaque point représente un département. Les départements où le niveau de la fortune privée par habitant est resté stationnaire se situent sur la bissectrice des axes. Ceux pour lesquels il a augmenté se placent au-dessous. D'autre part on peut examiner si les points sont très resserrés ou au contraire s'écartent nettement de la bissectrice, ce qui est le signe de petites ou au contraire de grandes variations.

Mais dans cette représentation non plus nous ne pouvons ici rien dégager nettement, nos points formant un semis très dispersé, à première vue. Cependant si l'on étudie plus attentivement le graphique on remarque l'existence de chaînes de départements ayant subi le même développement.

Remarque. — Les deux représentations sont « duales » l'une de l'autre, en ce sens que l'on passe de la première à la seconde en remplaçant ce qui est *point* dans la première par une *ligne* dans la

Graphique 4 : CORRÉLATION DES RANGS 1908 ET 1949
POUR LA FORTUNE PRIVÉE TOTALE



seconde, et réciproquement. Dans la première, chaque département est une ligne et chaque rang pour chacune des deux années est un point; dans la seconde, chaque rang est une ligne et chaque département un point (voir page suivante graphique B).

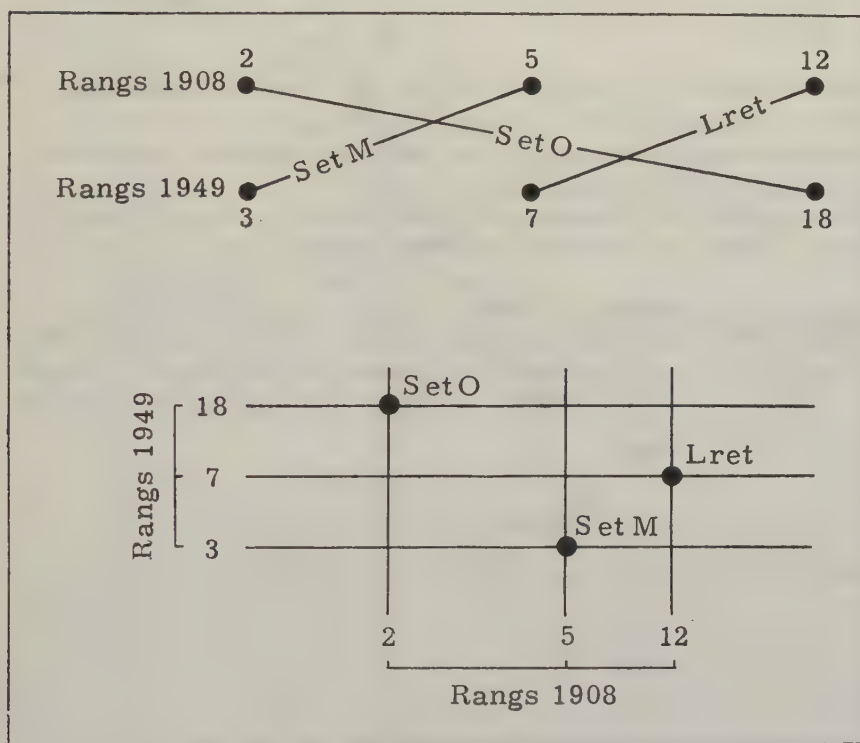
Note 3. — Sur les tours que peut jouer le logarithme.

L'étude des variations de classement des départements, pour la fortune privée par habitant, au cours du temps, ne permet pas

(Note 2) de conclusion ; en est-il de même si l'on tient compte non seulement du rang, mais des valeurs attachées à chaque département ?

Le graphique pages 628 et 629 donne par département la fortune privée totale et les impôts par département par habitant ; les fortunes et impôts sont en ordonnées et en échelle logarithmique.

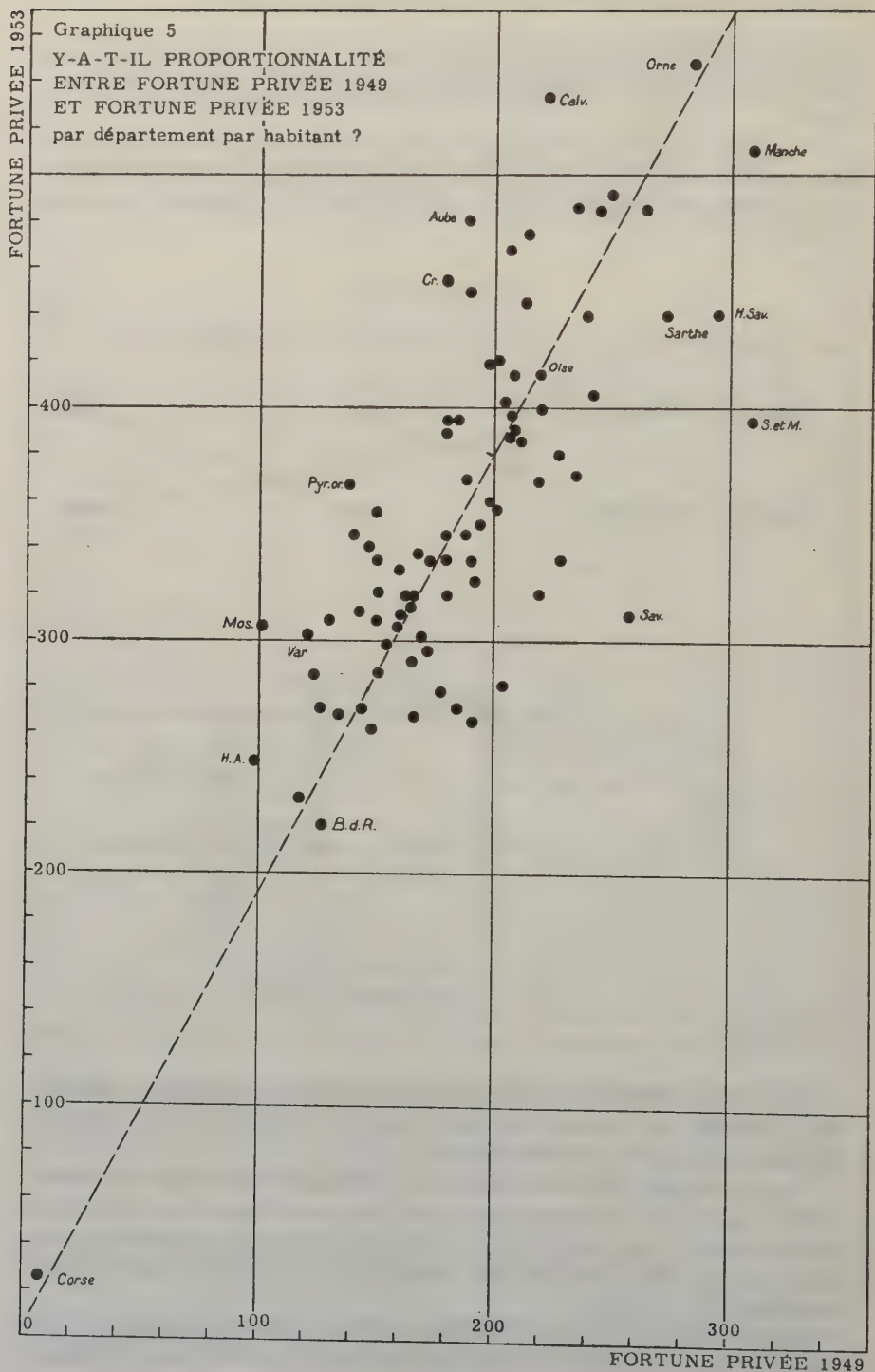
GRAPHIQUE B



Un coup d'œil sur ces graphiques montre un certain « parallélisme » entre les quatre courbes « impôts » d'une part, les quatre courbes « fortune » d'autre part.

Par exemple, les deux courbes « Fortune 1953 » et « Fortune 1949 » semblent se correspondre de telle sorte que les « pointes » et les « creux » de l'une et de l'autre se retrouvent en général pour le même département, et que l'écart entre les deux courbes soit sensiblement constant.

Si le logarithme de la fortune en 1953 (par département, par habitant) se déduisait de celui de la fortune en 1949 par l'addition



d'un nombre constant (ce qui donnerait le parallélisme parfait), cela signifierait que la fortune en 1953 serait *proportionnelle* à celle de 1949; mais l'impression retirée de *l'examen rapide d'un graphique en échelle logarithmique peut être très trompeuse*, car le passage d'une série de nombres à la série de leurs logarithmes a pour effet d'aplanir les différences, de « raboter » les creux et les bosses.

Nous nous en rendrons compte en examinant le graphique n° 5, ci-dessous, où l'on a porté en abscisse la fortune privée par département par habitant en 1949, et en ordonnée cette fortune en 1953, non plus en logarithme, mais en valeur absolue : les points obtenus sont-ils alignés comme le voudrait le « parallélisme » des courbes des pages 628 et 629.

Manifestement non. Néanmoins, on pourra faire passer entre ces points une « droite d'ajustement », dont l'interprétation sera fort délicate, compte tenu de la grande dispersion des points obtenus autour de cette droite, et surtout parce que nous ne disposons pas d'hypothèses sur le mécanisme dont la transition de la répartition des fortunes (par département, par habitant) en 1949, à cette répartition en 1953, résulte.

C'est seulement pour tester la validité de telles hypothèses, que seul l'économiste est en mesure de fournir, que des outils mathématiques, appliqués aux séries de chiffres fournies par M. Cornut, peuvent de nouveau intervenir.

Bibliographie

Impôts, population, successions, décès : bulletins de statistique et de législation comparée du Ministère des Finances (publications de 1908, 1909, 1910, 1934, 1935).

Bulletin de statistique du Ministère des Finances de 1947 ; (successions souscrites en 1943).

Bulletin de statistique du Ministère des Finances de 1948 ; (successions souscrites en 1944 et 1945).

Instruction n° 4 958 de l'Administration de l'Enregistrement (successions souscrites en 1946).

Bulletin de la statistique générale de la France (mai-juin 1949) et bulletin mensuel de la statistique générale, nouvelle série, supplément juillet-septembre 1951 page 22 (décès par département).

Bulletins de la Direction Générale des impôts (service de l'Enregistrement et des Domaines), et spécialement les instructions n° 5 289 du 17-3-1950 (successions souscrites en 1948) ; n° 5 690 (successions souscrites en 1949) ; n° 6 748 du 28-12-1951 (successions souscrites en 1951).

Pour les successions souscrites en 1949 et 1953, et les valeurs énoncées par département, les renseignements ont été fournis par le centre mécanographique et statistique de l'administration de l'Enregistrement, rue des Pyrénées à Paris.

Annuaire statistique de l'Institut national des statistiques et des études économiques (I.N.S.E.E.) (années 1935 à 1953 pour la capitalisation boursière, la population vivante et décédée, les livrets de caisse d'épargne et de retraites, etc...).

Impôts de l'Enregistrement et des Contributions Indirectes (renseignements fournis directement par les administrations intéressées pour les années postérieures à 1947).

Impôts perçus par les Contributions Directes de 1948 à 1953 (annuaire statistique de l'administration des Contributions Directes).

Annuaire Desfossés depuis 1908.

Tableaux de l'Économie française, publiés par l'Institut national des statistiques et des études économiques (édition 1957, page 281.)

Table des matières

PRÉFACE	9
-------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER :	Fortune privée et fortune nationale . .	15
CHAPITRE	II : Utilité d'une statistique de la fortune privée.	17
CHAPITRE	III : Procédés d'évaluation de la fortune privée.	19
CHAPITRE	IV : L'utilisation des mutations à titre gra- tuit pour l'établissement de la statis- tique des fortunes privées.	21
CHAPITRE	V : Valeurs énoncées et valeurs transmises.	31
CHAPITRE	VI : Réévaluation, à la date de leur déclara- tion en 1949 et 1953, de la valeur des biens compris dans les successions ouvertes antérieurement.	33
CHAPITRE	VII : Rehaussement de la valeur des biens en fonction des fraudes (omissions, insuffisances) et des déclarations non souscrites.	45
CHAPITRE	VIII : Calcul du multiplicateur dans la méthode d'évaluation de la fortune par le taux de dévolution.	51
CHAPITRE	IX : Coefficients affectés à chaque nature de biens pour une évaluation d'ensem- ble de la fortune privée.	55
CHAPITRE	X : La marge d'erreur et d'indétermination des patrimoines.	57
CHAPITRE	XI : Plan général de la statistique des for- tunes privées.	61

CHAPITRE	XII : Indications d'ordre général pour l'appréciation fidèle du contenu exact des statistiques.	65
----------	---	----

DEUXIÈME PARTIE

(Statistique par département et par nature de biens)

CHAPITRE	XIII : Rentes sur l'Etat et valeurs du Trésor.	73
CHAPITRE	XIV : Obligations et bons	89
CHAPITRE	XV : Actions et parts de fondateurs.	105
CHAPITRE	XVI : Parts d'intérêts	121
CHAPITRE	XVII : Valeurs étrangères	139
CHAPITRE	XVIII : Numéraire	155
CHAPITRE	XIX : Assurances sur la vie	171
CHAPITRE	XX : Dépôts et comptes-courants.	187
CHAPITRE	XXI : Livrets d'épargne et de retraites.	225
CHAPITRE	XXII : Fonds de commerce	247
CHAPITRE	XXIII : Meubles corporels	277
CHAPITRE	XXIV : Immeubles à usage agricole	295
CHAPITRE	XXV : Immeubles urbains et autres	345

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE	XXVI : Fortune privée totale par habitant.	399
CHAPITRE	XXVII : Impôts de l'Etat ; leurs rapports avec le nombre et la fortune des habitants.	417
CHAPITRE	XXVIII : Dépenses de l'Etat et des départements pendant l'année 1949 et rapports entre les dépenses et les impôts, par département et par habitant	442
CHAPITRE	XXIX : Fortune privée totale de la France, exprimée en millions de francs.	451
CHAPITRE	XXX : Population de la France, en milliers d'habitants	453
CHAPITRE	XXXI : Notes méthodologiques complémentaires.	637
BIBLIOGRAPHIE.		653

*Le Doyen de la Faculté de Droit et
des Sciences économiques
de l'Université de Lyon,
Le Doyen,*

Jean VINCENT

Vu et permis d'imprimer,

*Le Recteur
de l'Académie de Lyon*

P. LOUIS

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 22 OCTOBRE 1963
SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE HÉRISSEY
A ÉVREUX (EURE)

Numéro d'imprimeur : 2826
Dépôt légal : 4^e trimestre 1963

